



AGENCE ROSSI

04 79 37 61 75



urbanisme@agence-rossi.fr
www.agence-rossi.fr



50 rue Suarez
73200 ALBERTVILLE



Réf. 21-168

COMMUNE DE VAL-CENIS

Département de la Savoie

PLAN LOCAL D'URBANISME

3.1. Orientations d'aménagement et de programmation sectorielles

DOSSIER D'ARRET

Commune de Val-Cenis
(73)



Projet arrêté par délibération du
conseil municipal en date du



SOMMAIRE

Sommaire	1
Introduction.....	2
L'intérêt de l'habitat intermédiaire.....	6
1 Zone AUc du Grand Courbet.....	8
2 Zone Uc des Chalets Chaloin.....	11
3 Zone Npd des Avanières	16
4 Zone AUe1 Napoléon Bonaparte.....	19
5 Zone Aub des Pertines nord à Sollières Endroit.....	23
6 Zone Uc du Prenai.....	27
7 Zone AUe2 de la Mandé de Champlieu	30
8 Secteur Nd1 du plateau de Villeneuve	33
9 Zone Nd2 du Fonder d'en Bas	36
10 Rive gauche de l'Arc.....	38
10.1 Données générales.....	38
10.2 Orientations d'aménagement transversale pour garantir le fonctionnement du projet : mobilités	41
10.3 Quartier du Va, à destination d'habitat permanent	43
10.4 Secteur des lodges	48
10.5 Secteur des hébergements touristiques à l'est	51
10.6 Secteur de la zone de retrouvailles / front de neige élargie.....	54
10.7 Secteur du lac.....	58
11 Zone Aub d'extension du lotissement Saint-Martin	61
12 Zone AUht de la Mathia.....	64
13 Zone Aubht des Maristes	67
14 Zone AUc de la Chenevière.....	71
Synthèse des programmes	75

INTRODUCTION

Le présent document explicite les orientations d'aménagement et de programmation. Il définit les projets de la commune sur les secteurs stratégiques.

Les orientations d'aménagement et de programmation sont prévues sur les secteurs suivants :

Sur Bramans :

- la zone AUc du Grand Courbet
- la zone Uc des Chalets Chaloins
- la zone Npd des Avanières (stationnements et dépôts de matériaux ou matériel).
- la zone AUe1 Napoléon Bonaparte (artisanale et commerciale)

Sur Sollières-Sardières :

- la zone AUb des Pertines nord à Sollières Endroit
- la zone Uc du Prenai à Sardières
- la zone AUe2 de La Mande de Champlieu
- la zone Nd1 du plateau de Villeneuve
- la zone Nd2 du Fonder d'en Bas

Sur Termignon

- la rive gauche de l'Arc

Sur Lanslebourg

- la zone AUb d'extension du lotissement Saint-Martin

Sur Lanslevillard

- la zone AUht de la Mathia
- la zone AUbht des Maristes
- la zone AUc de la Chenevière

Des illustrations d'habitat intermédiaire sont proposées, pour orienter les futurs aménageurs des zones destinées à l'habitat.

Rappels juridiques – articles du code de l'urbanisme

Article L.151-6

Les orientations d'aménagement et de programmation comprennent, en cohérence avec le projet d'aménagement et de développement durables, des dispositions portant sur l'aménagement, l'habitat, les transports, les déplacements et, en zone de montagne, sur les unités touristiques nouvelles.

En l'absence de schéma de cohérence territoriale, les orientations d'aménagement et de programmation d'un plan local d'urbanisme élaboré par un établissement public de coopération intercommunale comportent les orientations relatives à l'équipement commercial, artisanal et logistique mentionnées aux 1° et 2° de l'article L. 141-5 et déterminent les conditions d'implantation des équipements commerciaux, artisanaux et logistiques qui, du fait de leur importance, sont susceptibles d'avoir un impact significatif sur l'aménagement du territoire et le développement durable, conformément à l'article L. 141-6.

Article L.151-6-1

Les orientations d'aménagement et de programmation définissent, en cohérence avec le projet d'aménagement et de développement durables, un échéancier prévisionnel d'ouverture à l'urbanisation des zones à urbaniser et de réalisation des équipements correspondant à chacune d'elles, le cas échéant.

Article L.151-6-2

Les orientations d'aménagement et de programmation définissent, en cohérence avec le projet d'aménagement et de développement durables, les actions et opérations nécessaires pour mettre en valeur les continuités écologiques.

Article L.151-7

I.-Les orientations d'aménagement et de programmation peuvent notamment :

1° Définir les actions et opérations nécessaires pour mettre en valeur l'environnement, les paysages, les entrées de villes et le patrimoine, lutter contre l'insalubrité, permettre le renouvellement urbain, favoriser la densification et assurer le développement de la commune ;

2° Favoriser la mixité fonctionnelle en prévoyant qu'en cas de réalisation d'opérations d'aménagement, de construction ou de réhabilitation un pourcentage de ces opérations est destiné à la réalisation de commerces ;

3° (Abrogé) ;

4° Porter sur des quartiers ou des secteurs à mettre en valeur, réhabiliter, renaturer, notamment par l'identification de zones propices à l'accueil de sites naturels de compensation, de restauration et de renaturation, restructurer ou aménager ;

5° Prendre la forme de schémas d'aménagement et préciser les principales caractéristiques des voies et espaces publics ;

6° Adapter la délimitation des périmètres, en fonction de la qualité de la desserte, où s'applique le plafonnement à proximité des transports prévu aux articles L. 151-35 et L. 151-36 ;

7° Définir les actions et opérations nécessaires pour protéger les franges urbaines et rurales. Elles peuvent définir les conditions dans lesquelles les projets de construction et d'aménagement situés en limite d'un espace agricole intègrent un espace de transition végétalisé non artificialisé entre les espaces agricoles et les espaces urbanisés, ainsi que la localisation préférentielle de cet espace de transition ;

8° Dans les communes non couvertes par un schéma de cohérence territoriale, identifier les zones d'accélération pour l'implantation d'installations terrestres de production d'énergies renouvelables arrêtées en application de l'article L. 141-5-3 du code de l'énergie.

II.-En zone de montagne, ces orientations définissent la localisation, la nature et la capacité globale d'accueil et d'équipement des unités touristiques nouvelles locales.

III.-Dans les zones exposées au recul du trait de côte, les orientations d'aménagement et de programmation peuvent définir les actions et les opérations, ainsi que leur échéancier prévisionnel,

nécessaires pour réorganiser le territoire au regard de la disparition progressive des aménagements, des équipements, des constructions et des installations.

Article L.151-7-1

Outre les dispositions prévues à l'article L. 151-7, dans les zones d'aménagement concerté, les orientations d'aménagement et de programmation peuvent :

- 1° Définir la localisation et les caractéristiques des espaces publics à conserver, à modifier ou à créer ;*
- 2° Définir la localisation prévue pour les principaux ouvrages publics, les installations d'intérêt général et les espaces verts.*

Article L.151-7 -2

Lorsque l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre ou la commune est compétent en matière de plan local d'urbanisme et pour approuver le dossier de création de la zone d'aménagement concerté, la délibération d'approbation du plan local d'urbanisme contenant des orientations d'aménagement et de programmation peut valoir acte de création de la zone d'aménagement concerté, selon des conditions définies par décret en Conseil d'Etat.

Article R151-6

Les orientations d'aménagement et de programmation par quartier ou secteur définissent les conditions d'aménagement garantissant la prise en compte des qualités architecturales, urbaines et paysagères des espaces dans la continuité desquels s'inscrit la zone, notamment en entrée de ville. Le périmètre des quartiers ou secteurs auxquels ces orientations sont applicables est délimité dans le ou les documents graphiques prévus à l'article R. 151-10.

Article R151-7

Les orientations d'aménagement et de programmation peuvent comprendre des dispositions portant sur la conservation, la mise en valeur ou la requalification des éléments de paysage, quartiers, îlots, immeubles, espaces publics, monuments, sites et secteurs qu'elles ont identifiés et localisés pour des motifs d'ordre culturel, historique, architectural ou écologique, notamment dans les zones urbaines réglementées en application de l'article R. 151-19.

Elles peuvent également identifier des zones préférentielles pour la renaturation et préciser les modalités de mise en œuvre des projets de désartificialisation et de renaturation dans ces secteurs. Ces zones ou secteurs peuvent être délimités dans le ou les documents graphiques prévus à l'article R. 151-10.

Article R151-8

Les orientations d'aménagement et de programmation des secteurs de zones urbaines ou de zones à urbaniser mentionnées au deuxième alinéa du R. 151-20 dont les conditions d'aménagement et d'équipement ne sont pas définies par des dispositions réglementaires garantissent la cohérence des projets d'aménagement et de construction avec le projet d'aménagement et de développement durables.

Elles portent au moins sur :

- 1° La qualité de l'insertion architecturale, urbaine et paysagère ;*
- 2° La mixité fonctionnelle et sociale ;*

3° La qualité environnementale et la prévention des risques ;

4° Les besoins en matière de stationnement ;

5° La desserte par les transports en commun ;

6° La desserte des terrains par les voies et réseaux.

Ces orientations d'aménagement et de programmation comportent un schéma d'aménagement qui précise les principales caractéristiques d'organisation spatiale du secteur.

Article R151-8-1

Les orientations d'aménagement et de programmation applicables à une zone d'aménagement concerté créée par la délibération d'approbation du plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-7-2 comportent au moins :

1° Le schéma d'aménagement de la zone d'aménagement concerté qui en précise les principales caractéristiques d'organisation spatiale ;

2° Le programme global prévisionnel des constructions à édifier dans la zone d'aménagement concerté ;

3° La mention du régime applicable au regard de la part communale ou intercommunale de la taxe d'aménagement dans cette zone.

L'INTERET DE L'HABITAT INTERMEDIAIRE

L'habitat intermédiaire est une forme d'habitat entre la maison individuelle et l'immeuble collectif :

- Il se rapproche de la maison individuelle dans le sens où : l'accès à chaque logement est privatif, chaque logement dispose d'un espace extérieur, l'intimité entre les logements est préservée.
- Il se rapproche de l'immeuble collectif dans le sens où : les logements sont sous la forme d'appartements, les logements se superposent, un seul bâtiment rassemble plusieurs logements.

Dans les villages et les espaces ruraux, l'habitat intermédiaire permet de répondre à la nécessité d'économiser du foncier tout en préservant l'engouement de chacun pour l'habitat individuel.

Ses avantages et potentiels

- Intimité et indépendance de chaque logement préservées
- Accès individualisé pour chaque logement
- Espace extérieur privatif pour chaque logement
- Mutualisation de certains équipements et réduction des coûts de construction
- Forme d'habitat dense et moins consommatrice de foncier
- Diversité des typologies de logements
- Forme urbaine adaptée à la morphologie des villages comme à la ville.

Ci-après, des illustrations d'architectures à rechercher pour l'habitat intermédiaire ou petit collectif.

Gion A. Caminada Architekt, Hôtel Alpina (Vals, SUISSE)



Source : www.charmhotelsweb.com

Lacroix Chessex SA, Immeuble de logements (Saint-Sulpice, SUISSE)



Source : www.lacroixchessex.ch



Atelier Wolff Architecte, Logements collectifs et maisons individuelles, Chavanod (74)



Source : www.caue74.fr



1 ZONE AUC DU GRAND COURBET

Caractéristiques actuelles du site

- Surface : 1 530 m².
- Topographie : terrain en légère pente vers le nord-ouest.
- Occupation actuelle du sol : petit pré fauché et / ou pâturé en lisière de forêt.
- Caractéristiques du bâti à proximité : maisons individuelles récentes en R+1+C avec toitures à 2 pans. Les façades sont maçonnées (enduit de couleur claire), avec parfois une partie haute en bardage bois vertical. Les toitures des constructions sont variées (lauze, bac acier, « polytuil »).

Photo 1 : Secteur du Grand Courbet vu depuis l'ouest



Photo 2 : Secteur du Grand Courbet vu depuis le nord-est



Enjeux

- Urbanisme : optimiser le foncier disponible dans un lotissement de maisons individuelles et diversifier l'offre de logements.
- Paysage : respecter l'architecture et la volumétrie des constructions environnantes.
- Equipements à proximité immédiate : AEP : oui ; assainissement : oui ; électricité : oui.

Principes d'aménagement

- Classement au plan de zonage : AUc avec OAP.
- Modalités d'urbanisation : l'urbanisation devra être prévue selon une seule opération d'aménagement d'ensemble portant sur la totalité du périmètre. La réalisation pourra se faire en plusieurs phases.
- Caractéristiques du foncier : parcellaire privé et communal.
- Intervention de la collectivité : oui.

Echéance d'urbanisation : court à moyen terme

Programme des constructions

Le programme comprendra minimum 6 à 7 logements.

En application de l'article L151-14-1 du code de l'urbanisme, les constructions à destination de logements seront à usage exclusif de résidence principale.

Orientations d'aménagement pour garantir le fonctionnement, la qualité architecturale, urbaine et paysagère du projet

- Accès et stationnements

L'accès de chaque construction peut se faire par la rue du Grand Courbet.

Les stationnements seront réalisés lot par lot. Aucun stationnement collectif n'est imposé, mais ils sont possibles.

- Mobilités et espaces communs

Aucun espace commun ou mode de déplacement doux n'est imposé.

- Qualité paysagère et environnementale de l'opération

Le pin sylvestre sera conservé dans la mesure du possible.

La fonctionnalité de la lisière forestière sera maintenue au travers d'une bande végétalisée non aménagée. Les constructions ne seront pas dotées d'éclairage extérieur permanent et seuls des détecteurs de présence seront installés au droit des entrées et des allées de bâtiments.

Les constructions devront respecter le principe de l'insertion dans les prairies afin de conserver le maximum de surfaces de prairies. A cet effet, les clôtures privatives ne sont pas souhaitées. Si elles sont jugées indispensables, elles devront rester ouvertes sur le paysage agricole et perméables à la faune. Les murets, grillages, bâches ou panneaux pleins sont strictement interdits.

Les espaces non nécessaires aux circulations et au stationnement devront être végétalisés par des essences indigènes. Les places de parkings et les accès privatifs seront traités en matériaux perméables.

Les travaux devront démarrer de préférence à l'automne, après la période de reproduction de la faune. En cas d'interruption hivernale, ils devront reprendre au tout début du printemps (mars) afin d'éviter l'installation de la faune en général. Les coupes d'arbres devront se faire entre début septembre et fin février, en dehors de la période de nidification et d'élevage des jeunes.

- Prise en compte du volet énergétique

La conception de l'aménagement et l'implantation des constructions devront prendre en compte les orientations figurant dans l'OAP thématique Energie : principes du bioclimatisme, réduction de la consommation d'énergie, augmentation de la production d'énergies renouvelables et diminution des émissions de gaz à effet de serre.

Figure 1 : Orientation d'Aménagement et de Programmation du Grand Courbet



Périmètre OAP



Accès



Zone d'implantation du bâti



Pin sylvestre à conserver ou remplacer



Bande végétalisée à conserver en lisière de forêt

2 ZONE UC DES CHALETS CHALOIN

Caractéristiques actuelles du site

- Surface : 1 780 m²
- Topographie : terrain plat.
- Occupation actuelle du sol : stationnements non organisés
- Caractéristiques du bâti à proximité :
 - les « Chalets Chaloïn », remarquables par leurs murs latéraux obliques en bois sur soubassement maçonné et leur petite surface. Le sous-bassement est d'aspect maçonné, tandis que le haut est en bardage bois horizontal.
 - et maisons individuelles récentes en R+1+C avec toitures à 2 pans. Les façades sont maçonnées (enduit de couleur claire), avec parfois une partie haute en bardage bois. Les toitures des constructions sont variées (lauze, bac acier, « polytuil »).

Photo 3 : Chalets Chaloïn contigus à la zone Uc et cadre arboré



Photo 4 : Transformateur et ligne 20kV enfouie



Photo 5 : Accès à l'existant à conserver



Enjeux

- Urbanisme :
 - mobiliser du foncier déjà artificialisé et présentant un usage limité et ponctuel de stationnement
 - prendre en compte les réseaux existants traversant le site et les usages actuels
- Paysage : respecter l'architecture et la volumétrie des constructions environnantes, mais aussi l'« esprit jardin » de l'ensemble des Chalets Chaloïn
- Equipements à proximité immédiate : AEP : oui ; assainissement : oui ; électricité : oui.

Principes d'aménagement

- Classement au plan de zonage : Uc
- Modalités d'urbanisation : l'urbanisation pourra se faire au fur et à mesure de la réalisation des équipements internes.
- Caractéristiques du foncier : parcellaire communal
- Intervention de la collectivité : oui, puisque le terrain appartient à la commune.

Echéance d'urbanisation : court à moyen terme

Programme des constructions

Le programme comprendra des constructions à destination d'habitation. Il comptera 3 ou 4 logements, sous forme individuelle ou mitoyenne.

En application de l'article L151-14-1 du code de l'urbanisme, les constructions à destination de logements seront à usage exclusif de résidence principale.

Orientations d'aménagement pour garantir le fonctionnement, la qualité architecturale, urbaine et paysagère du projet

- Accès et stationnements

L'accès à l'opération se fera par la route de Mont-Froid.

Les accès aux constructions existantes en périphérie seront conservés, en particulier la voie située dans l'angle nord-est.

Les stationnements des logements de l'opération seront mutualisés. Des places de stationnement attribuées aux chalets Chaloin existants et ne disposant pas de surface suffisante pour créer des parkings dans leur parcelle seront prévues, au nombre de deux par logement. Quatre constructions semblent concernées.

- Mobilités et espaces communs

La voie de desserte sera en bouclage et suffisamment large pour faciliter le déneigement. Elle pourra compter un (bouclage complet) ou deux accès (bouclage en U) sur la route de Mont-Froid. Elle sera à sens unique.

La voie de desserte sera conçue selon le principe de voie partagée et apaisée, pour éviter l'aménagement de circulations douces spécifiques.

Un parking paysager mutualisé sera prévu, le long de la route de Mont Froid, pour le stationnement de l'ensemble de l'opération et les habitations existantes ne disposant pas des leurs dans leur parcelle.

La ligne électrique 20kV arrivant au transformateur devra être prise en compte (elle peut être déplacée) et l'accès au transformateur conservé.

- Qualité paysagère et environnementale de l'opération

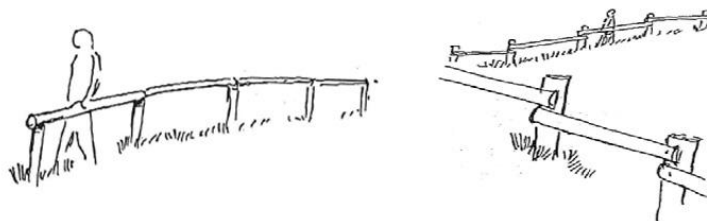
Respecter l'esprit « jardin » du secteur, avec une forte présence du végétal.

En référence aux chalets Chaloin situés à proximité, l'emprise au sol et la volumétrie des constructions devront rester modérées.

L'absence de clôture sera recherchée. Les limites pourront être marquées par des arbustes. Si elles sont souhaitées, les clôtures seront en bois, de hauteur limitée et perméables à la faune. Se référer à l'OAP thématique Trame verte et bleue. Les murets, grillages, bâches ou panneaux pleins sont interdits.

Toléré





Interdit



Des arbres et arbustes indigènes accompagneront le bâti, en référence au lotissement contigu. Se référer à la palette végétale de l'OAP thématique Trame verte et bleue.

Les places de parkings seront traitées en matériaux perméables. Leurs abords seront plantés, pour participer à leur intégration paysagère, réduire la chauffe des sols et offrir de l'ombre aux véhicules en été.

- Prise en compte du volet énergétique

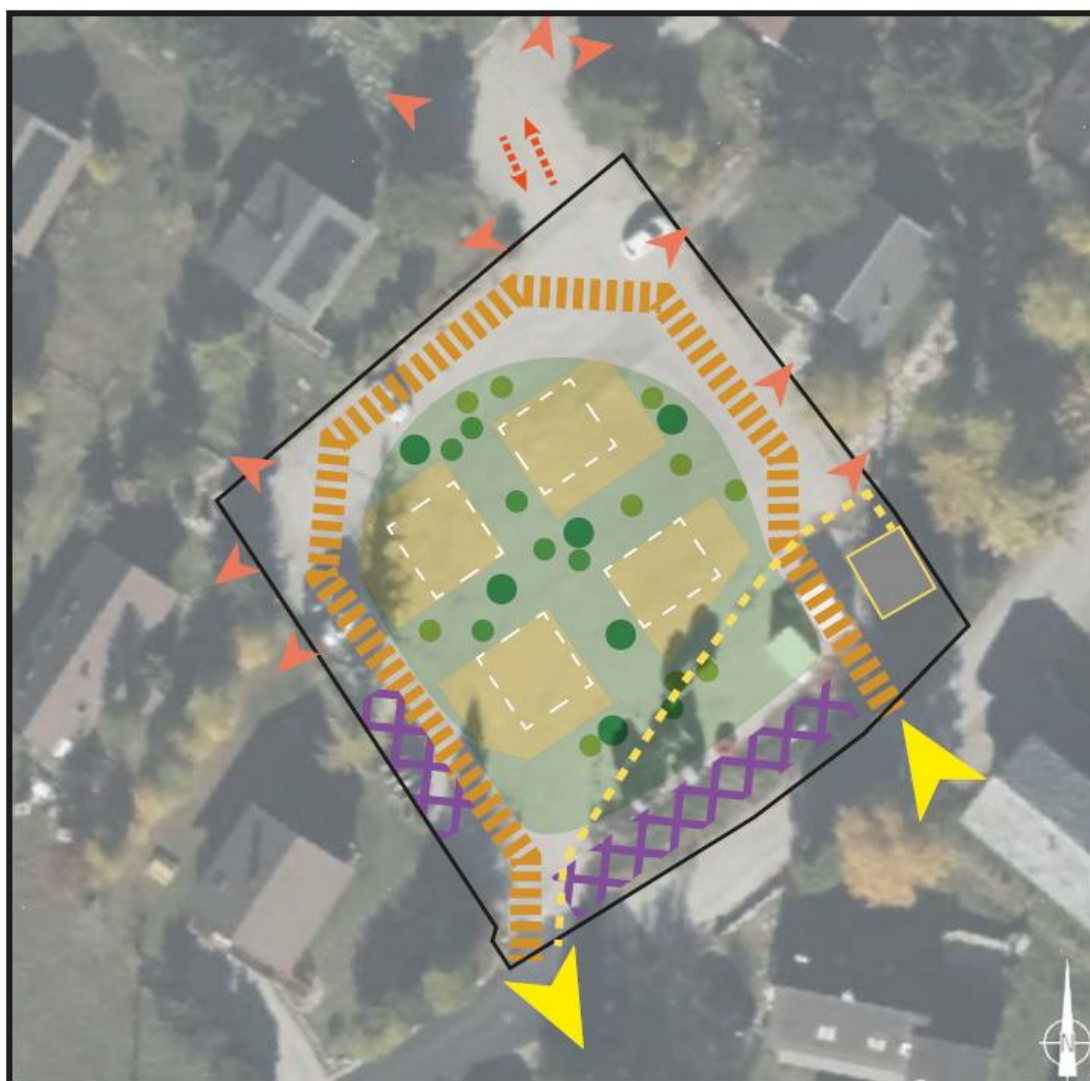
La conception de l'aménagement et l'implantation des constructions devront prendre en compte les orientations figurant dans l'OAP thématique Energie : principes du bioclimatisme, réduction de la consommation d'énergie, augmentation de la production d'énergies renouvelables et diminution des émissions de gaz à effet de serre.

Figure 2 : Orientations d'Aménagement et de Programmation des Chalets Chaloïn



- | | | | |
|---|---|---|--------------------------------|
|  | Périmètre OAP |  | Parking mutualisé paysager |
|  | Accès |  | Zone d'implantation du bâti |
|  | Accès privés à conserver |  | Ligne électrique enterrée 20kV |
|  | Circulation double sens à conserver pour les habitations existantes |  | Transformateur électrique |
|  | Voirie de desserte à sens unique | | |
|  | Bouclage possible | | |

Figure 3 : Exemple d'aménagement possible des Chalets Chaloin



La représentation graphique est donnée à titre de principe et n'a pas vocation à positionner précisément les équipements et constructions.

- | | |
|---|---|
| Périmètre de l'OAP | Conserver une périphérie d'habitation «verte», végétalisée, jardinée, arborée |
| Accès | Zone d'implantation du bâti |
| Voirie de desserte en sens unique | Hypothèse d'implantation du bâti |
| Circulation à double sens à conserver pour les habitations existantes | Parking mutualisé |
| Accès privés à conserver | Ligne électrique enterrée 20kV |
| | Transformateur électrique |

3 ZONE NPD DES AVANIERES

Ce secteur est destiné à l'aménagement qualitatif des stationnements et dépôts existants déjà le long de la RD 1006.

Caractéristiques actuelles du site

- Surface : environ 6 025 m²
- Topographie : terrain relativement plat, cadré par des talus au nord et à l'est et par des voies au sud et à l'ouest.
- Occupation actuelle du sol : stationnements, dépôt de matériaux et matériel, atterrissage d'hélicoptère.

Photo 6 : Stationnement des véhicules linéairement à la voie au sud de la RD (à droite) et dépôt de matériaux et stationnements au nord (à gauche)



Photo 7 : Secteur vu depuis le sud



Enjeux

- Urbanisme : organiser les stationnements et dépôts des entreprises situées à proximité et sécuriser les usages du secteur.
- Paysage : améliorer l'aspect paysager du site et l'entrée du village de Bramans.

Principes d'aménagement

- Classement au plan de zonage : Npd avec OAP.
- Caractéristiques du foncier : parcellaire privé et communal.
- Intervention de la collectivité : non.

Echéance d'urbanisation : autorisation d'urbanisme déposée

L'objectif du maintien de cette OAP est de s'assurer de la bonne réalisation des mesures d'intégration paysagère prévues.

Programme des constructions

Aucune construction n'est envisagée sur le site.

Orientations d'aménagement pour garantir le fonctionnement, la qualité architecturale, urbaine et paysagère du projet

- Accès et stationnements

Une seule sortie sur la RD1006 est autorisée, pour des raisons de sécurité. Elle devra être regroupée avec l'accès agricole.

L'accès aux terres agricoles situées à l'ouest et au nord devra être maintenu.

- Contenu de l'opération

L'opération comprendra 30 à 40 stationnements destinés aux entreprises situées au sud de la RD. Ceux-ci devront être aménagés qualitativement, organisés et régulièrement plantés pour assurer de l'ombre aux véhicules.

En plus des stationnements, une aire de dépôt de matériel lié aux travaux de l'entreprise située au sud de la RD est possible.

- Qualité paysagère et environnementale de l'opération

Une attention particulière devra être apportée à la mise en œuvre de procédés techniques visant à limiter l'imperméabilisation du sol, notamment des places de stationnement.

Les espaces libres devront être végétalisés, en compatibilité avec l'aire d'atterrissage de l'hélicoptère.

La bordure de la RD devra faire l'objet d'un traitement paysager, composé principalement d'arbres haute tige et surtout d'arbustes, choisis principalement dans les essences locales (ex. bouleau, pin sylvestre, frêne, peuplier noir, mais aussi épine vinette, genévrier, chèvrefeuille). Pour rechercher un aspect naturel, cette frange devra poursuivre le bosquet d'arbres existant sur le talus au nord-est du site.




Cette « haie » pourra être doublée d'un merlon également végétalisé ou d'une barrière bois perméable au passage de la faune, afin de bien délimiter l'espace public de la RD et le périmètre de


l'opération. Le cas échéant, la hauteur du merlon sera limitée pour éviter « l'effet couloir » étant donné que ce type d'aménagement existe déjà sur le linéaire sud de la RD.

Le secteur sera préférentiellement non clôturé afin de conserver la fonctionnalité du corridor écologique. En cas de nécessité de clôture, elle devra être perméable à la faune.

Figure 4 : Orientations d'Aménagement et de Programmation des Avanières



-  Périmètre OAP
-  Accès
-  Accès agricole à conserver

 Ecran végétalisé à créer le long de la RD1006

4 ZONE AUE1 NAPOLEON BONAPARTE

Caractéristiques actuelles du site

- Surface : 3 610 m² (surface utile : 2 835 m²).
- Topographie : terrain plat.
- Occupation actuelle du sol : secteur remblayé et terrassé, utilisé régulièrement pour du dépôt de bois.
- Caractéristiques du bâti à proximité : pas de constructions à proximité immédiate du site. Cependant, le secteur se situe en bordure de RD1006 dans le prolongement des constructions en front de rue du Verney dont les caractéristiques sont les suivantes : maisons mitoyennes alignées sur la rue généralement en R+2+C, toitures à deux pans dont faîtage parallèle à la voie et comprenant de larges débords, façades composées et ouvertures alignées, crépis colorés et volets parfois de couleurs vives, balcons en ferronnerie, anciennes publicités murales encore visibles.

Photo 8 : Zone Napoléon Bonaparte



Photo 9 : Zone Napoléon Bonaparte vue depuis la route du Mont-Froid à l'est



Enjeux

- Urbanisme : favoriser les activités artisanales, commerciales (ex. maison de pays) et les espaces de travail partagés dans un secteur stratégique d'entrée de village.
- Paysage : respecter l'architecture et la volumétrie des constructions de la traversée du Verney et valoriser une entrée de village, voire une porte de la Haute Maurienne.
- Equipements à proximité immédiate : AEP : oui ; assainissement : oui ; électricité : oui.

Principes d'aménagement

- Classement au plan de zonage : AUe1.
- Modalités d'urbanisation : l'urbanisation devra être prévue selon une seule opération d'aménagement d'ensemble portant sur la totalité du périmètre. La réalisation pourra se faire en plusieurs phases.
- Intervention de la collectivité : oui (compétence CCHMV).
- Caractéristiques du foncier : parcellaire privé et communal.

Echéance d'urbanisation : moyen à long terme.

Programme des constructions

Les constructions auront pour destination de « commerces et activités de services » tels que l'artisanat et le commerce de détail et la restauration et les « autres activités des secteurs primaire, secondaire ou tertiaire » de la sous-destination bureau.

L'objectif est de créer une « Maison de Pays » valorisant les savoirs-faires locaux, la production locale et le territoire. Ainsi, elle pourra accueillir de l'artisanat d'art, mais aussi des commerces de proximité comme une boulangerie. Des bureaux partagés pourront trouver place au premier étage.

Orientations d'aménagement pour garantir le fonctionnement, la qualité architecturale, urbaine et paysagère du projet

- Accès et stationnements

L'accès se fera directement depuis la RD1006. Une entrée et une sortie sont possibles, comme c'est déjà le cas aujourd'hui. L'accès devra être adapté aux véhicules de transport de marchandises susceptibles de fournir les commerces.

Selon les besoins de l'opération, une voie de bouclage pourra être aménagée à l'arrière du bâti, pour le desservir, le long de l'Arc.

Les poches de stationnements seront prévues en nombre suffisant pour répondre aux besoins des activités prévues, des travailleurs et en particulier à l'accueil de la clientèle.

Pour des raisons de sécurité, aucune place de parking ne devra avoir un accès direct sur la RD1006.

- Mobilités et espaces communs

Si elle doit être utilisée par les usagers de commerces, la voie de desserte sera conçue selon le principe de voie partagée et apaisée, pour éviter l'aménagement de circulations douces spécifiques. Une placette ou un espace vert commun pourra être aménagée entre les bâtiments s'il y en a plusieurs.

- Qualité paysagère et environnementale de l'opération

La proximité de l'Arc sera prise en compte pour éviter les pollutions : en phase travaux et à l'usage (respect de la réglementation en vigueur pour les entreprises accueillies et traitement des eaux pluviales et des eaux de ruissellement de chaussée).

Des vues sur l'Arc depuis les espaces communs seront conservées. Les espaces d'accueil de la clientèle (ex. terrasses) pourront utilement valoriser le côté rivière et sa naturalité, en opposition à la RD passant de l'autre côté.

Le pommier situé à l'angle ouest le long de l'Arc sera si possible conservé.

Les espaces non nécessaires aux circulations et au stationnement devront être végétalisés avec des essences indigènes. Se référer à la palette végétale de l'OAP thématique Trame verte et bleue.

Les places de parkings seront traitées en matériaux perméables. Leurs abords seront plantés avec des essences indigènes, pour participer à leur intégration paysagère, réduire la chauffe des sols et offrir de l'ombre aux véhicules en été. Elles seront implantées préférentiellement au nord ou au sud de l'opération, pour éviter une grande nappe de parkings en forte visibilité de la RD.

Au regard de la proximité avec l'Arc et ses zones humides, l'opération ne sera pas dotée d'éclairage permanent et seuls des détecteurs de présence seront installés au droit des entrées et des allées de bâtiments. Aucune clôture ne viendra délimiter l'opération d'ensemble et les bâtiments construits devront préférentiellement rester non clôturés. En cas de nécessité d'aménagement d'une clôture, celle-ci devra être perméable à la faune.

La qualité architecturale du projet et les aménagements des abords auront pour fonction de marquer l'entrée de la commune de Val-Cenis, voire de la Haute-Maurienne, et d'inciter les automobilistes à s'arrêter. Ils pourront prendre un aspect contemporain.

Exemple maison du tourisme du Queyras



<https://www.bregenzerwald.at/wissenswertes/architektur-holzbau/>



Gion A. Caminada Architekt, Hôtel Alpina (Vals, SUISSE)



Source : www.charmhotelsweb.com

Centre d'entretien routier et SDIS mutualisés Alpe d'Huez, 38 – MILK Architecte



- Prise en compte du volet énergétique

La conception de l'aménagement et l'implantation des constructions devront prendre en compte les orientations figurant dans l'OAP thématique Energie : principes du bioclimatisme, réduction de la consommation d'énergie, augmentation de la production d'énergies renouvelables et diminution des émissions de gaz à effet de serre.

Figure 5 : Orientations d'Aménagement et de Programmation de la zone économique Napoléon Bonaparte



	Périmètre OAP		Zone d'implantation du bâti
	Accès		Espace vert à aménager
	Voirie de desserte en sens unique		Préserver des cônes de vue vers l'Arc et les espaces agricoles environnants
	Liaison piétonne		Pommier à conserver ou remplacer
	Parking mutualisé paysager		

5 ZONE AUB DES PERTINES NORD A SOLLIERES ENDROIT

Caractéristiques actuelles du site

- Surface : 1 900 m²
- Topographie : terrain légèrement pentu.
- Occupation actuelle du sol : pré de fauche.
- Caractéristiques du bâti à proximité : proximité immédiate du centre de vacances Au Pays des Loups, avec 4 niveaux apparents, une toiture à un pan. De l'autre côté de la route : maisons individuelles, de type R+1+c, avec toit à deux pans, façade enduite, en habillage pierre, parfois avec bardage.

Photo 10 : Les Pertines nord depuis le sud-ouest



Photo 11 : Les Pertines nord depuis Sollières Envers



Enjeux

- Urbanisme : créer du logement permanent pérenne et diversifier la typologie des logements à l'échelle de la commune. Prendre en compte la forme de la parcelle.
- Paysage : site visible dans le grand paysage.
- Equipements à proximité immédiate : AEP : oui ; assainissement : oui ; électricité : oui.

Principes d'aménagement

- Classement au plan de zonage : AUb.
- Modalités d'urbanisation : l'urbanisation devra être prévue selon une seule opération d'aménagement d'ensemble portant sur la totalité du périmètre. La réalisation pourra se faire en plusieurs phases.
- Caractéristiques du foncier : parcellaire communal
- Intervention de la collectivité : oui, puisque le terrain appartient à la commune.
- Autre : secteur ayant fait l'objet d'une dérogation au principe de l'urbanisation en continuité.

Echéance d'urbanisation : court à moyen terme**Programme des constructions**

Le programme comprendra des constructions à destination d'habitation. Il comptera minimum 8 à 10 logements répartis dans un ou deux volumes.

En application de l'article L151-14-1 du code de l'urbanisme, les constructions à destination de logements seront à usage exclusif de résidence principale.

La hauteur maximale sera de type R+2+combles. Des volumes en R+1+combles sont possibles comme éléments de liaison ou si nécessaires pour assurer l'insertion architecturale du projet.

Orientations d'aménagement pour garantir le fonctionnement, la qualité architecturale, urbaine et paysagère du projet

L'implantation des constructions devra prendre en compte la ligne électrique et le réseau AEP enfouis le long de la parcelle ZO106. Ces réseaux peuvent être déplacés.

- Accès et stationnements

L'accès se fait par la rue des Pertines.

Les stationnements seront mutualisés en entrée d'opération, dans des parkings aériens et des parkings dans le volume du premier bâtiment.

- Mobilités et espaces communs

Un cheminement piéton assurera une liaison extérieure entre les stationnements et les logements situés au nord-est. Ce chemin présentera les caractéristiques d'un chemin rural végétalisé.

- Qualité paysagère et environnementale de l'opération

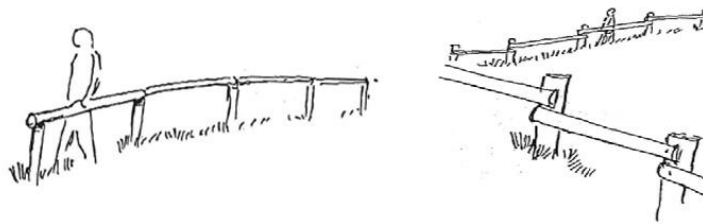
Les places de parkings aériennes seront traitées en matériaux perméables. Leurs abords seront plantés avec des essences indigènes, pour participer à leur intégration paysagère, réduire la chauffe des sols et offrir de l'ombre aux véhicules en été.

Les espaces non nécessaires aux circulations et au stationnement devront être végétalisés avec des essences indigènes. Se référer à la palette végétale de l'OAP thématique Trame verte et bleue.

La limite avec l'espace agricole périphérique situé au sud-est de l'opération devra être traitée par l'aménagement d'une bande végétalisée composée d'une prairie fleurie, d'une largeur minimale de 3 mètres pouvant accueillir le chemin piétonnier (largeur hors chemin). Ainsi, le paysage restera ouvert vers l'espace agricole périphérique.

Une limite franche sera à créer avec l'espace agricole. Elle pourra se composer d'un muret d'aspect local si la topographie s'y prête ou d'une barrière bois selon les modèles ci-dessous.

Toléré



Interdit



Une prospection ciblée sur la gagee de champs (*Gagea villosa*) sera réalisée avant le démarrage des travaux, par le repérage des pieds en période de floraison (avril). Dans le cas où des plants seraient recensés, les mesures éviter, réduire, compenser et réglementations afférentes aux espèces protégées devront être mises en œuvre. Les MOE et les entreprises seront informées via les cahiers des charges.

Les travaux devront démarrer de préférence à l'automne, après la période de reproduction de la faune. En cas d'interruption hivernale, ils devront reprendre au tout début du printemps (mars) afin d'éviter l'installation de la faune en général. Les coupes d'arbres devront se faire entre début septembre et fin février, en dehors de la période de nidification et d'élevage des jeunes.

L'éclairage de l'opération (et notamment des voiries de desserte) n'est pas prévu et seuls des détecteurs de présence seront installés au droit des entrées et des allées de bâtiments.

Le secteur de projet sera exempt de toute clôture.

Les érables sycomores identifiés en entrée de zone, le long de la parcelle seront conservés s'ils sont compatibles avec l'aménagement de la voie d'accès et des stationnements. Si ce n'est pas le cas, de nouveaux seront replantés dans le cadre de l'aménagement paysager du parking.

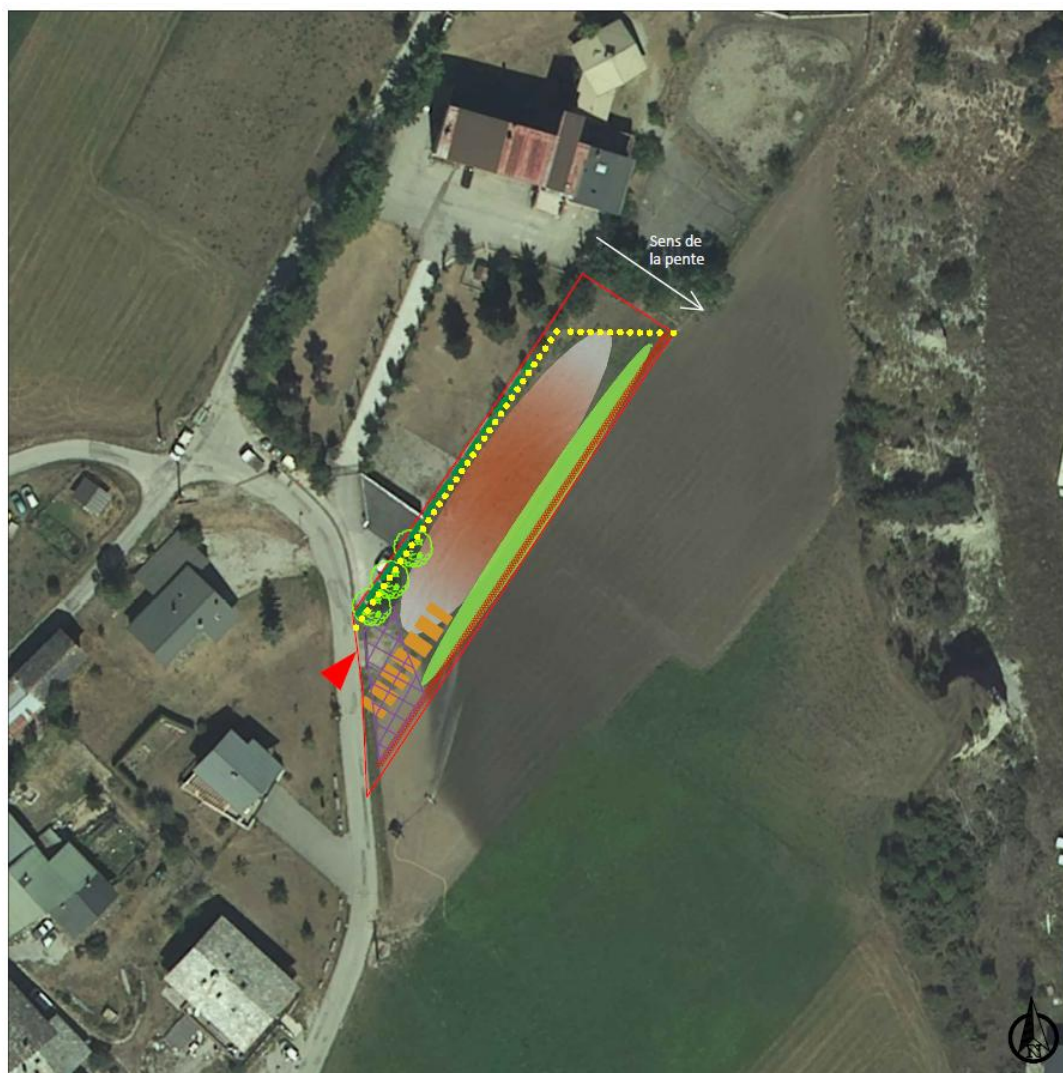
- Prise en compte du volet énergétique

La conception de l'aménagement et l'implantation des constructions devront prendre en compte les orientations figurant dans l'OAP thématique Energie : principes du bioclimatisme, réduction de la consommation d'énergie, augmentation de la production d'énergies renouvelables et diminution des émissions de gaz à effet de serre.

Mesures compensatoires vis-à-vis de la consommation d'espaces agricoles

Conformément à l'avis de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites (CDNPS) du 06 février 2025 sur la dérogation au principe de l'urbanisation en continuité, une mesure compensatoire à la perte des surfaces agricoles devra être proposée lors du dépôt de l'autorisation d'urbanisme.

Figure 6 : Orientations d'Aménagement et de Programmation des Pertines Nord



Périmètre OAP



Accès



Voirie de desserte



Liaison piétonne



Parking paysager mutualisé



Prairie fleurie à aménager



Erables sycomores à conserver



Zone d'implantation du bâti



Limite franche à créer



Ligne électrique enterrée 20kV et réseau AEP

6 ZONE UC DU PRENAI

Caractéristiques actuelles du site

- Surface : 2 375 m²
- Topographie : pente modérée, avec un talus enroché à l'amont.
- Occupation actuelle du sol : pré fauché et pâturé. Des cabanes sont implantées sur une parcelle.
- Caractéristiques du bâti à proximité : chalets individuels en R+1+C avec toitures à 2 pans et logements sous forme de collectifs en R+1+c et R+2+c. Les façades sont maçonnées (enduit de couleur claire), avec parfois une partie haute en bardage bois. Les toitures des constructions sont variées (dominance bac acier, mais aussi lauze et « polytuil »).

Photo 12 : Le Prenai depuis L'Envers



Photo 13 : Le Prenai depuis l'angle nord-est



Photo 14 : Le Prenai depuis le carrefour de la rue du Monolithe sur la RD



Enjeux

- Urbanisme : optimiser le foncier disponible dans l'enveloppe bâtie, tout en prenant en compte le morcellement du foncier
- Paysage : respecter l'architecture et la volumétrie des constructions environnantes ; intégrer les constructions à la pente.
- Equipements à proximité immédiate : AEP : oui ; assainissement : oui ; électricité : oui.

Principes d'aménagement

- Classement au plan de zonage : Uc avec OAP. Chaque terrain est desservi par les réseaux.
- Caractéristiques du foncier : parcellaire privé.
- Modalités d'urbanisation : l'urbanisation de chaque secteur devra être compatible avec les présentes OAP. Une seule opération pourra être menée sur la totalité du périmètre, à la condition de compter a minima le nombre de logements prévus.
- Intervention de la collectivité : non.

Echéance d'urbanisation : moyen à long terme

Programme des constructions

- Le programme comprendra du logement sous forme individuelle, mitoyenne, intermédiaire ou collective.
- Le nombre minimal de logement exigé sur chaque secteur est donné sur le schéma de principe
- Au total, minimum 6 logements devront être réalisés.

Orientations d'aménagement pour garantir le fonctionnement, la qualité architecturale, urbaine et paysagère du projet

- Accès et stationnements

Chaque terrain dispose de son propre accès ou d'un accès mutualisé avec ses voisins à partir des voies publiques existantes.

- Mobilités et espaces communs

Aucun espace commun n'est exigé.

- Qualité paysagère et environnementale de l'opération

Les constructions pourront s'inspirer des volumes présents à proximité et devront s'adapter à la pente et non l'inverse. Se référer à l'OAP thématique Trame verte et bleue.

Les revêtements des surfaces de voirie (accès et parkings) seront traités en matériaux perméables.

Les espaces non nécessaires aux circulations et aux stationnements devront être végétalisés avec des essences indigènes.

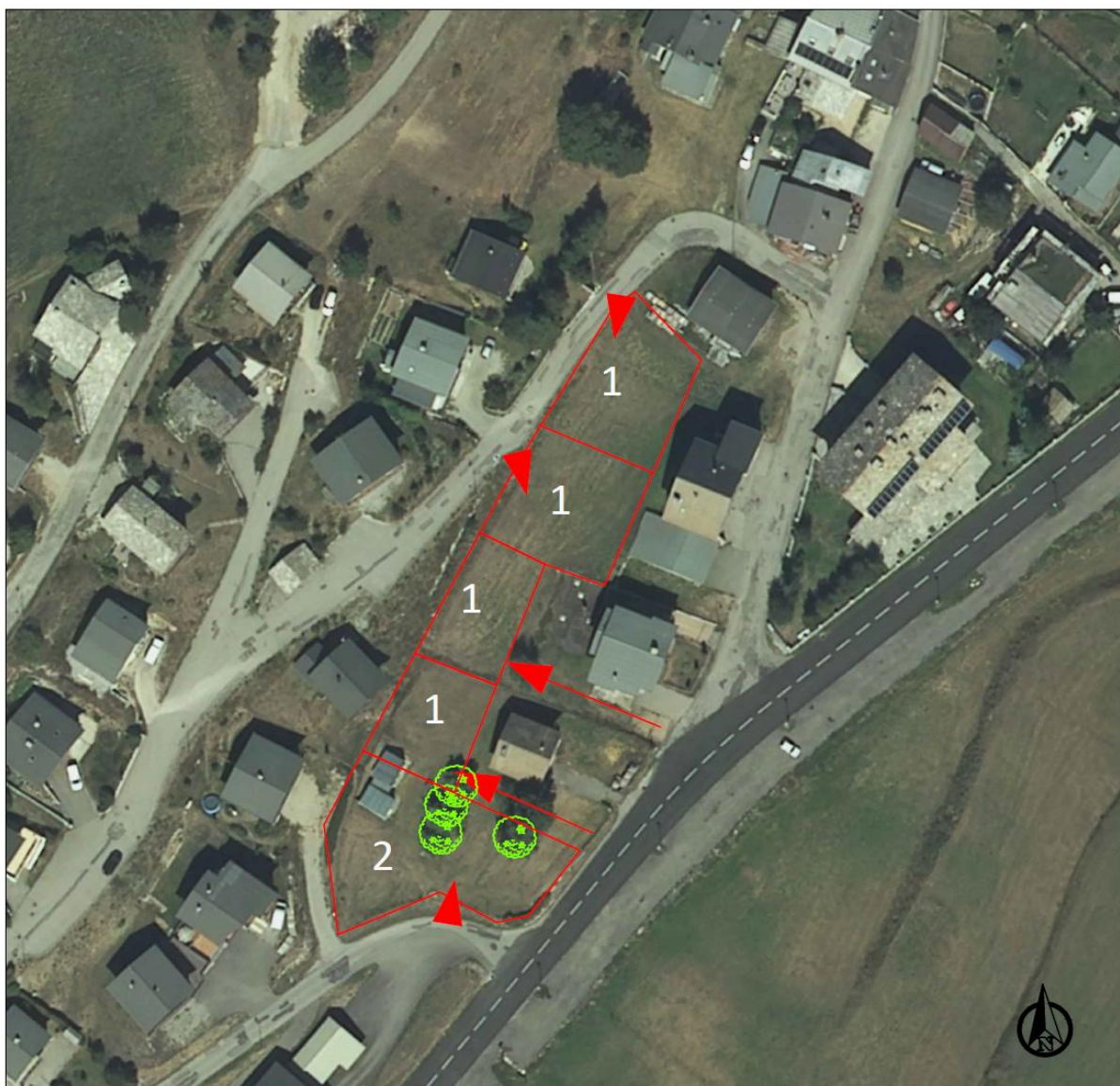
Le bosquet existant d'érables sycomores devra être conservé.

Les travaux devront démarrer de préférence à l'automne, après la période de reproduction de la faune. En cas d'interruption hivernale, ils devront reprendre au tout début du printemps (mars) afin d'éviter l'installation de la faune en général. Les coupes d'arbres devront se faire entre début septembre et fin février, en dehors de la période de nidification et d'élevage des jeunes.

- Prise en compte du volet énergétique

La conception de l'aménagement et l'implantation des constructions devront prendre en compte les orientations figurant dans l'OAP thématique Energie : principes du bioclimatisme, réduction de la consommation d'énergie, augmentation de la production d'énergies renouvelables et diminution des émissions de gaz à effet de serre.

Figure 7 : Orientations d'Aménagement et de Programmation du Prenai



Tènement objet du nombre de logements à atteindre



Accès



Erables sycomores à conserver



Nombre minimal de logements à réaliser

7 ZONE AUE2 DE LA MANDE DE CHAMPLIEU

Caractéristiques actuelles du site

- Surface : 6 905 m², dont environ 2 365 m² occupés par la station d'épuration et 3 440 m² de surface utile
- Topographie : terrain plat.
- Occupation actuelle du sol : pré de fauche pour la partie encore non urbanisée
- Caractéristiques du bâti à proximité : STEP, de forme rectangulaire, avec une toiture à deux pans principaux et un axe secondaire au centre, un soubassement d'aspect béton et un bardage bois vertical sur le haut.

Photo 15 : Station d'épuration de Sollières



Photo 16 : Zone de La Mande Champlieu depuis la RD1006



Enjeux

- Urbanisme : favoriser les activités économiques du territoire
- Paysage : intégrer le futur bâtiment dans le paysage.
- Equipements à proximité immédiate : AEP : oui ; assainissement : oui ; électricité : oui.

Principes d'aménagement

- Classement au plan de zonage : AUe2.
- Modalités d'urbanisation : l'urbanisation devra être prévue selon une seule opération d'aménagement d'ensemble portant sur la totalité du périmètre, à l'exclusion du foncier lié à la STEP.
- Intervention de la collectivité : non.

- Caractéristiques du foncier : parcellaire communal.

Echéance d'urbanisation : court ou moyen terme

Programme des constructions

Une seule construction est autorisée, avec pour sous-destination « artisanat et commerce de détail » ou « industrie », étant précisé qu'il devra s'agir d'une entreprise de transport de marchandises. Toutes les constructions, installations, tous les ouvrages... liés au fonctionnement de la STEP sont autorisés.

Orientations d'aménagement pour garantir le fonctionnement, la qualité architecturale, urbaine et paysagère du projet

L'implantation de la construction et les aménagements devront prendre en compte les réseaux enfouis le long de la RD1006 puis traversant la zone pour rejoindre la STEP. Ces réseaux peuvent être déplacés.

- Accès et stationnements

Aucun nouvel accès sur la RD ne sera autorisé.

L'accès se fera directement depuis la RD1006 et sera commun avec celui de la station d'épuration.

L'accès à la STEP devra être conservé.

- Qualité paysagère et environnementale de l'opération

Une attention particulière devra être apportée à la mise en œuvre de procédés techniques visant à limiter l'imperméabilisation du sol, notamment des places de stationnement et des aires de stockage.

Un merlon végétalisé de largeur suffisante devra être réalisée le long de la RD1006, pour masquer la construction et en limiter la perception depuis la route. Le merlon existant devant la STEP pourra être modifié pour permettre l'accès au terrain. Les plantations devront être composées d'essences indigènes et notamment de pins sylvestre, bouleaux, saules, en référence aux boisements environnants.

En complément, les espaces non utilisés devront être végétalisés, avec un mélange floristique composé d'espèces végétales indigènes.

Les pinèdes de pin sylvestre devront être conservées dans le cadre de l'aménagement du site.

Les travaux devront démarrer de préférence à l'automne, après la période de reproduction de la faune. En cas d'interruption hivernale, ils devront reprendre au tout début du printemps (mars) afin d'éviter l'installation de la faune en général.

En cas de nécessité d'aménagement d'une clôture, celle-ci devra rester perméable à la petite, moyenne et grande faune afin de conserver la fonctionnalité du corridor écologique.

En raison de la situation le long de la RD1006, la qualité architecturale du bâtiment devra être soignée. Les stockages de matériaux et matériels divers devront être clos et couverts.

Les risques naturels (ruissellement correspondant à une submersion très lente, sans transport solide et coulées de boues issues du ravinement), identifiés par l'étude réalisée en décembre 2024, devront être pris en compte dans la conception des aménagements.








Aucun éclairage extérieur permanent n'est autorisé.

Mesures compensatoires vis-à-vis de la consommation d'espaces agricoles

Conformément à l'avis de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites (CDNPS) du 06 février 2025 sur la dérogation au principe de l'urbanisation en continuité, une mesure compensatoire à la perte des surfaces agricoles devra être proposée lors du dépôt de l'autorisation d'urbanisme.

Figure 8 : Orientations d'Aménagement et de Programmation de la zone économique de La Mande de Champlieu



- | | | | |
|---|-----------------------------|---|---|
|  | Périmètre OAP |  | Ecran végétalisé à créer le long de la RD1006 |
|  | Accès |  | Zone d'implantation du bâti |
|  | Voie de desserte |  | Réseaux publics à prendre en compte |
|  | Accès à la STEP à conserver | | |

8 SECTEUR ND1 DU PLATEAU DE VILLENEUVE

Caractéristiques actuelles du site

- Surfaces : 12 860 m²
- Topographie : terrain plat remanié, bordé de talus.
- Occupation actuelle du sol : dépôt et traitement de matériaux
- Caractéristiques du bâti à proximité : aucun

Enjeux

- Paysage : intégrer l'aménagement et les activités dans le paysage
- Environnement : limiter les incidences sur la biodiversité.

Principes d'aménagement

- Classement au plan de zonage : Nd1 avec OAP.
- Caractéristiques du foncier : parcellaire communal.
- Intervention de la collectivité : non.

Echéance d'urbanisation : réalisé. L'objectif est d'assurer la bonne mise en œuvre des mesures d'insertion paysagère et de gestion des milieux naturels.

Programme des constructions

Aucune construction n'est envisagée sur le site.

Orientations d'aménagement pour garantir le fonctionnement, la qualité architecturale, urbaine et paysagère du projet

- Clôture du site

L'accès au site sera fermé hors période d'activité par une barrière à l'entrée. Le site ne sera toutefois pas enclos afin de préserver les circulations de faune hors période d'activité de l'entreprise.

- Concernant les talus

En mesure de réduction, il est impératif que l'emprise du site soit cadrée afin que les limites encore préservées soient protégées de toute nouvelle perturbation par les engins lourds qui seront en action sur la plateforme.

Cela concerne la partie est où des barrières (ou blocs) doivent être installées à 1 mètre minimum des pierriers existants (ou de la lisière boisée) ce qui permettra de préserver les habitats potentiels de reptiles et d'éviter des perturbations dans le talus forestier en contrebas où des pieds de bruyère des neiges sont présents.

Aucune nouvelle perturbation ne doit être autorisée dans les talus de forte pente à l'ouest et au sud. Une végétalisation des talus en forte pente, c'est-à-dire ceux surplombant la plateforme d'activité et la voie d'accès, devra être mise en place en espèces locales à partir de litières des pinèdes alentours.

L'objectif est de réduire les ruissellements et les risques de glissements et de permettre une recolonisation végétale.

Une couverture végétale permettra :

- de conforter la tenue du talus et restreindre l'atteinte à la pinède à bruyère installée en amont,
- de limiter les apports potentiels de sédiments qui pourraient être entraînés par ruissellement dans le ruisseau de Villeneuve en contrebas.

Un cordon de terre pourrait être disposé en pied de talus ouest pour créer une butée supplémentaire en cas d'érosion du talus, afin de protéger les usagers et le matériel.

- Pour protéger le ruisseau de Villeneuve

Afin de ne pas porter atteinte au ruisseau de Villeneuve, la limite du ruisseau au nord sera marquée par des structures physiques (pose de blocs par exemple), ce qui évitera les circulations d'engins trop près du haut de talus.

La colonisation naturelle en cours semble dynamique depuis 2020 et devrait pouvoir rapidement jouer un rôle tampon vis-à-vis des poussières et des possibles sédiments venant des talus amont. Elle permettra également d'assurer la préservation de la berge rive gauche du ruisseau. Si, lors des premiers contrôles, la végétalisation naturelle s'avérait insuffisante, le gestionnaire devra procéder à des plantations complémentaires d'arbres et arbustes d'espèces locales.

- Autres mesures de réduction

Le linéaire de pierriers à l'est devra être mis en défens (voir ci-dessus).

Les tas de troncs et de pierres actuellement entreposés sur la surface terrassée peuvent exercer une attractivité pour différentes espèces faunistiques et constituer des habitats. Leur démantèlement, s'il a lieu, devra se faire en dehors des périodes les plus sensibles pour la faune, notamment les reptiles, soit entre septembre et novembre, par des journées sèches avec des températures supérieures à 18°C au soleil.

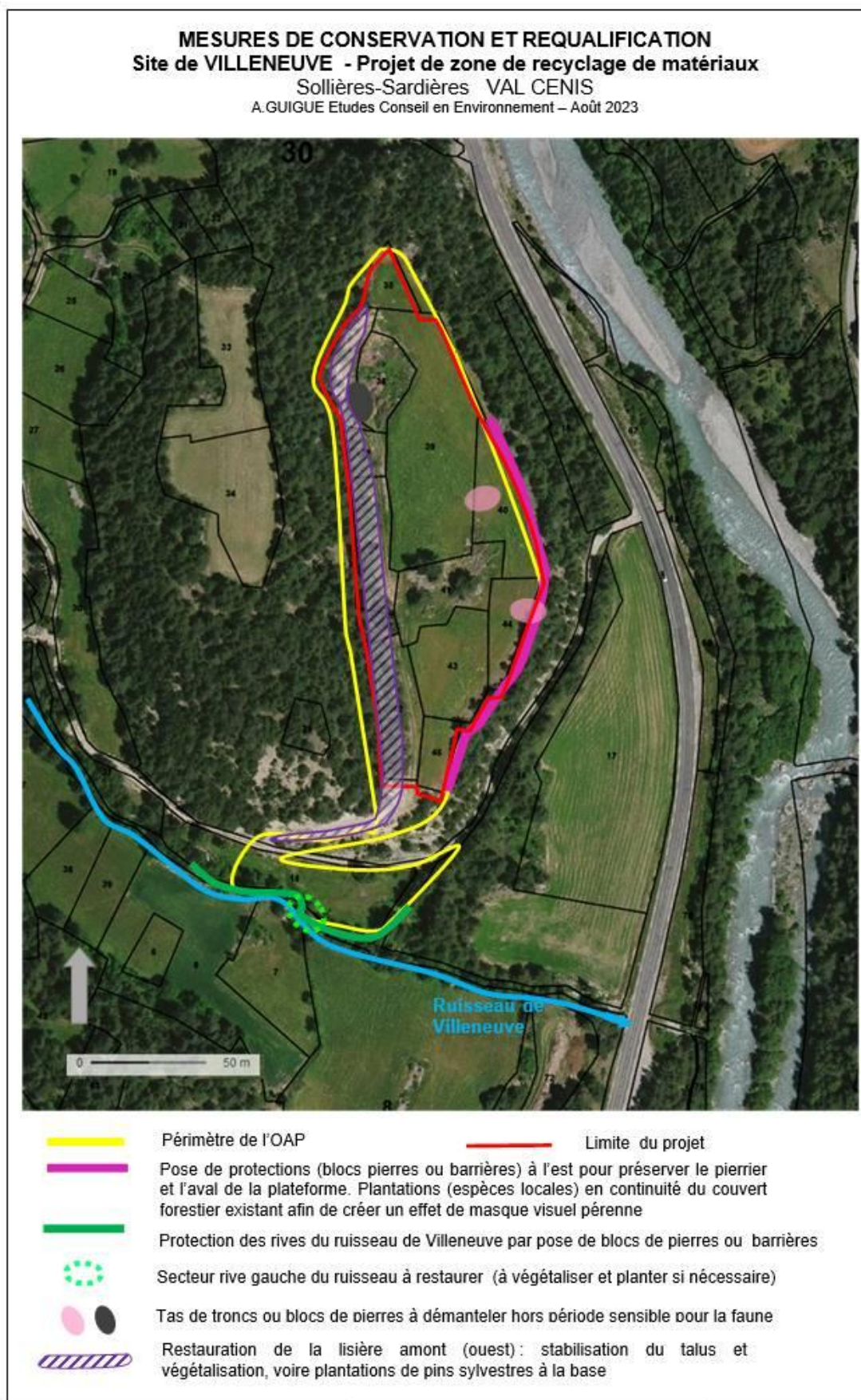
Des plantations d'arbres d'essences locales (pins sylvestres) seront effectuées en continuité du couvert existant sur la limite aval (est) de la plateforme, pour créer un masque visuel pérenne.

- Mesures de suivi

Dans l'objectif de compenser les interventions déjà réalisées, plusieurs mesures d'accompagnement sont à prendre, afin de suivre les modalités de l'exploitation et s'assurer du respect des mesures de préservation préconisées :

- un levé du périmètre devra être réalisée par un géomètre en début d'exploitation (= état zéro), avec un contrôle décennal compte tenu de la durée de la convention (50 ans), pour garantir le respect des limites du site,
- la voie d'accès à la RD1006 talutée récemment ne devra plus être élargie côté talus. Ce dernier, qui peut héberger des espèces protégées en sous-bois, doit au contraire être également protégé et matérialisé (ex. barrière bois).
- un suivi écologique et une veille sur le ruisseau ainsi que sur les pinèdes de proximité sont exigés de la part de l'entreprise. Ils seront réalisés par un écologue spécialisé (PNV ou autre).

Figure 9 : Orientations d'Aménagement et de Programmation du Plateau de Villeneuve



9 ZONE ND2 DU FONDER D'EN BAS

Caractéristiques actuelles du site

- Surface : 17 165 m²
- Topographie : terrain plat.
- Occupation actuelle du sol : entreprise de travaux publics effectuant du recyclage de matériaux et dotée d'une centrale à béton
- Caractéristiques du bâti du site : bâtiments d'activité en bardage métallique de couleur beige ou grise, à deux pans.

Enjeux

- Paysage : intégrer l'activité dans son environnement paysager, comme cela était prévu dans la modification du PLU de Sollières-Sardières de 2020.

Principes d'aménagement

- Classement au plan de zonage : Nd2.
- Intervention de la collectivité : non.
- Caractéristiques du foncier : parcellaire privé.

Echéance d'urbanisation : réalisé. L'objectif est d'assurer la bonne mise en œuvre des mesures d'insertion paysagère et de gestion des milieux naturels.

Programme des constructions

Aucune nouvelle construction n'est autorisée. Les installations liées au fonctionnement de l'activité et prévues au règlement sont possibles.

Orientations d'aménagement pour garantir le fonctionnement, la qualité architecturale, urbaine et paysagère du projet

- Accès et stationnements

Un seul accès sur la RD1006, identifié sur le schéma de l'OAP, est autorisé. Il devra répondre aux objectifs de sécurité de l'ensemble des usagers.

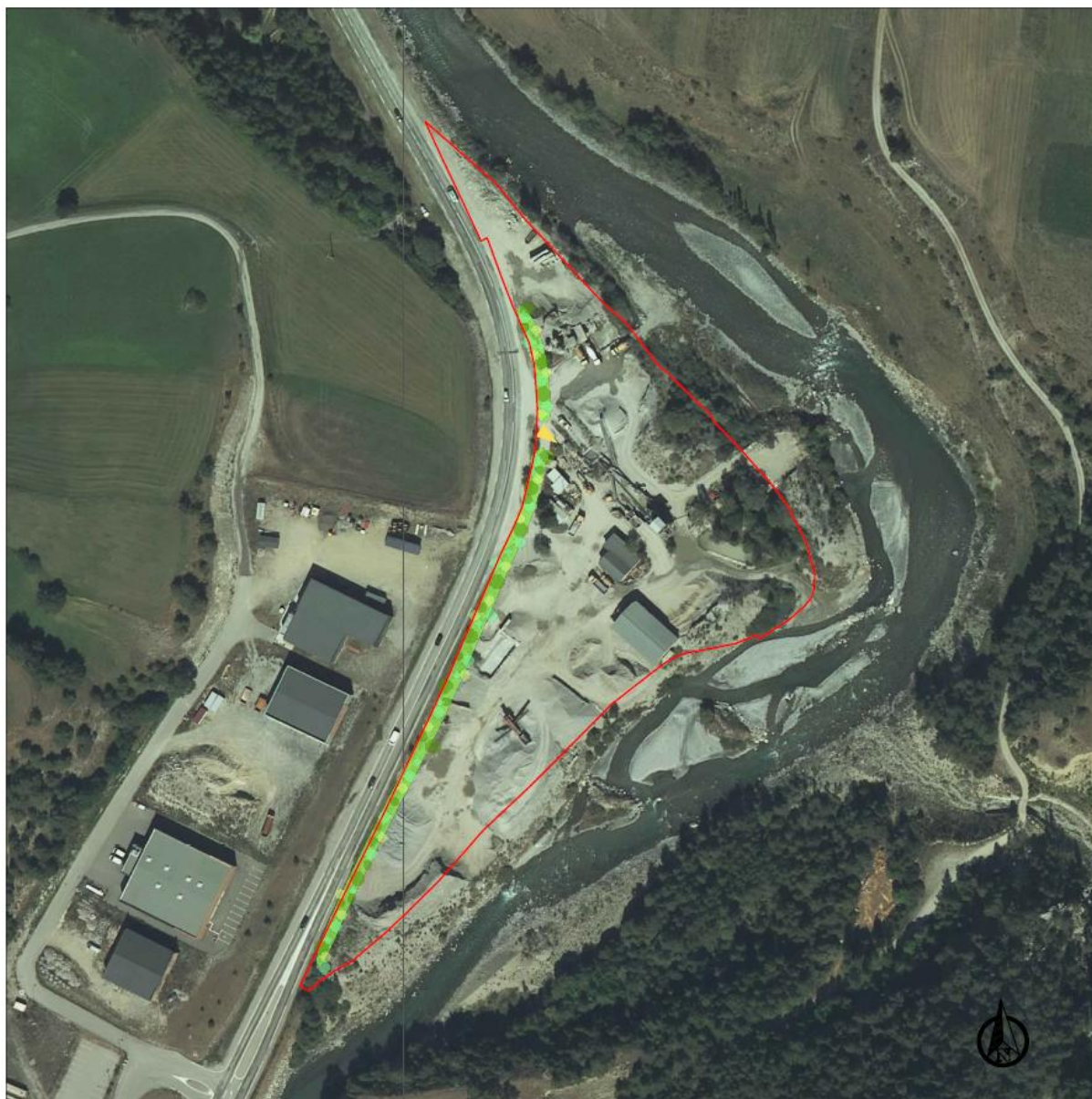
- Qualité paysagère et environnementale de l'opération

Une attention particulière devra être apportée à la mise en œuvre de procédés techniques visant à limiter l'imperméabilisation du sol, notamment des places de stationnement et des aires de stockage.

Un merlon végétalisé de largeur suffisante (minimum 2 mètres) devra être réalisée le long de la RD1006, pour masquer les constructions, installations et équipements et en limiter la perception depuis la route. Les plantations seront composées d'essences arbustives et arborées indigènes de type pins, bouleaux, saules.

L'activité devra être contenue à son emprise existante, sans aucune occupation des bancs de gravier avec végétation arbustive des rives de l'Arc ni des saulaies présentes sur le site.

Figure 10 : Orientations d'Aménagement et de Programmation de la zone du Fonder d'en Bas



Périmètre OAP



Accès



Ecran végétalisé à créer le long de la RD1006

10 RIVE GAUCHE DE L'ARC

L'objectif de cette orientation d'aménagement et de programmation sur le secteur rive gauche de l'Arc à Termignon est d'avoir une vision stratégique de l'ensemble, pour définir le projet le plus pertinent en termes **d'équipements publics** (garderie, cheminements, stationnements, front de neige...), **hébergements touristiques et habitat permanent**, tout en tenant compte des **enjeux paysagers, patrimoniaux, environnementaux, agricoles et économiques et des risques naturels**.

Elle fait suite à une étude comprenant

- un diagnostic 360° du secteur tant d'un point de vue physique (qualité urbaine, paysagère, fonctionnement du site) que socio-économique (entretiens avec les socio-professionnels, visiteurs, analyse des capacités financières),
- un programme d'aménagement stratégique
- une définition opérationnelle du programme, avec plan de composition urbaine et paysagère, perspectives financières et faisabilité

Le périmètre d'études est volontairement large pour définir toutes les interactions entre chaque secteur et organiser, en particulier, les différents flux de piétons, skieurs et véhicules.

A noter que la commune est propriétaire de la quasi-totalité du foncier.

10.1 Données générales

Caractéristiques actuelles du site

Le secteur se situe en rive gauche de l'Arc. Son accès se fait par un pont au-dessus de l'Arc.

- Occupation actuelle du site, d'est en ouest :
 - Stationnements, principalement utilisés à la journée en hiver, porte d'accès au domaine skiable
 - Secteur bâti occupé par des hébergements touristiques
 - Front de neige, avec la gare de départ du télésiège de La Girarde en direction du sud
 - Hébergements touristiques, dont les Terrasses de Termignon, résidence de tourisme réhabilitée en 2023 et ouverte en décembre 2024
 - Stationnements des hébergements touristiques
 - Habitat permanent, avec un espace vert au milieu.
- Caractéristiques du bâti sur le secteur :
 - Habitat sous forme de collectifs (résidences de tourisme) avec des volumétries plus verticales sous forme de barres fragmentées formant des gros chalets en R + 2 + Combles ou en R + 3 à 4 + Combles.
 - Habitat individuel, principalement des maisons accolées par les garages par groupe de 2. Ce sont principalement des maisons mitoyennes en R + 1 ou en R + 1 + Combles.

Photo 17 : Collectifs en R+2+C



Photo 18 : Collectifs en R+3+C



Photo 19 : Maisons mitoyennes par les garages



Photo 20 : Maisons en bord de l'Arc



Enjeux

L'enjeu de l'OAP est de redynamiser le village de Termignon, pour maintenir une vie commerciale, économique et sociale.

- Urbanisme :
 - Développer l'offre touristique en termes de lits marchands et de commerces et services aux vacanciers et proposer de l'habitat permanent
 - Organiser les mobilités sur le secteur et requalifier les espaces publics
 - Créer un véritable front d'activité sur la partie est, pour un usage aussi bien estival qu'hivernal (front de neige)
- Paysage
 - Intégrer le projet dans son environnement paysager et urbain, avec des hauteurs et aspects adaptés au site

Principes globaux d'aménagement

- Définition d'une zone d'habitat permanent au Va (secteur 1)
- Construction de lits touristiques marchands à l'arrière des Terrasses de Termignon et sur le parking existant à l'est (secteurs 2 et 3)
- Réaménagement global du front d'activités, avec possibilité de déplacer la gare de départ du télésiège de La Girarde en amont, pour créer un véritable espace de retrouvailles en aval (secteur 4)
- Requalification des stationnements devant la résidence du Petit Mont-Cenis et création d'une zone de dépose rapide pour les bus couplée à un espace public qualitatif (orientation transversale)
- Création de liaisons douces (piétons, skieurs, selon les saisons) entre les différents espaces (orientation transversale)
- Valorisation de la retenue d'eau (secteur 5)

Le détail de chaque secteur figure ci-après.

Figure 11 : Définition des différents secteurs de la rive gauche de l'Arc



10.2 Orientations d'aménagement transversale pour garantir le fonctionnement du projet : mobilités

L'accès à la rive gauche se fait par le pont dans le prolongement de la place de la Vanoise.

Les bus de skieurs à la journée remonteront par la rue de Savoie, pour déposer les usagers devant la résidence du Petit Mont-Cenis où des arrêts adaptés seront aménagés. Ils iront ensuite stationner au parking aménagé récemment à l'arrière des Terrasses de Termignon.

Le parking devant les résidences du Petit Mont-Cenis pourra faire l'objet d'une requalification, afin de réduire son imperméabilité et apporter une touche de végétal.

Exemple de traitement de sol limitant l'imperméabilisation









Des liaisons douces, dont un certain nombre adapté aux conditions hivernales, seront aménagées entre les futurs hébergements touristiques et le front d'activité et la partie ouest (le Va) jusqu'au front d'activité, en passant par le secteur des lodges. Des liaisons piétonnes existent déjà le long des voies et pourront être maintenues.

L'accès au plan d'eau et à l'usine à neige de culture situés le long de l'Arc sera maintenu, de même que ceux aux terres agricoles existants à proximité du parking amont où sont prévus les hébergements touristiques.

Figure 12 : Organisation des mobilités en rive gauche de l'Arc à Termignon



-  Périmètre OAP
-  Circulation possible des bus, avec sens de circulation
-  Dépose minute des bus
-  Parking à requalifier
-  Liaison piétonne / skieurs
-  Accès agricole et plan d'eau à conserver

10.3 Quartier du Va, à destination d'habitat permanent

Caractéristiques actuelles du site

- Surface indicative : environ 3 235 m²
- Topographie : petite pente au départ puis terrain quasiment plat.
- Occupation actuelle du sol : espace publics engazonné avec des arbustes ornementaux et un cheminement piéton
- Caractéristiques du bâti à proximité : constructions individuelles mitoyennes par le garage.



Enjeux

- Urbanisme : mobiliser du foncier communal en cœur de bâti, présentant un usage limité
- Paysage : respecter l'architecture et la volumétrie des constructions environnantes
- Équipements à proximité immédiate : AEP : oui ; assainissement : oui ; électricité : oui.

Principes d'aménagement

- Classement au plan de zonage : Uct (secteur à urbanisation limitée à Termignon)
- Modalités d'urbanisation : l'urbanisation devra être prévue selon une seule opération d'aménagement d'ensemble portant sur la totalité du périmètre.
- Caractéristiques du foncier : parcellaire communal
- Intervention de la collectivité : oui, puisque le terrain appartient à la commune.

Echéance d'urbanisation : moyen à long terme

Programme des constructions

Le programme comprendra des constructions à destination d'habitation. Il comptera 7 à 8 constructions principales, sous forme individuelle ou mitoyenne.

En application de l'article L151-14-1 du code de l'urbanisme, les constructions à destination de logements seront à usage exclusif de résidence principale.

Orientations d'aménagement pour garantir le fonctionnement, la qualité architecturale, urbaine et paysagère du projet

- Accès et stationnements

L'accès à l'opération se fera par la rue du Va.

Les stationnements seront réalisés lots par lots, au plus proche de la voirie. Aucun stationnement collectif n'est imposé ; ils sont cependant possibles. Les emplacements des stationnements individuels sur chaque lot seront imposés sur un futur PA à mettre en place par la collectivité.

- Equipements

Les équipements à réaliser consistent en la voirie, les circulations douces, les réseaux secs et humides.

- Mobilités et espaces communs

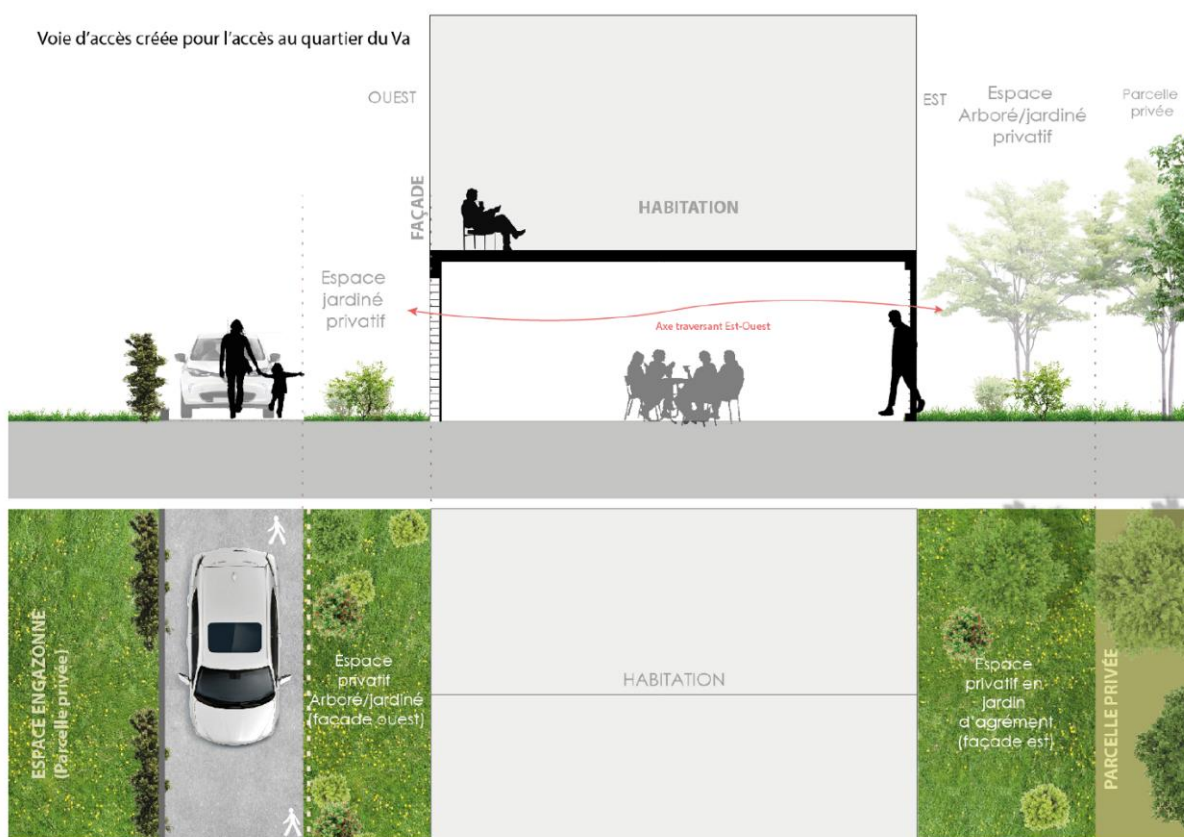
La voie de desserte sera en bouclage depuis la rue du Va et ressortira sur le parking situé à l'arrière des Terrasses de Termignon. Elle sera à sens unique et conçue selon le principe de voie partagée et apaisée, pour éviter l'aménagement de circulations douces spécifiques.

Des traversées piétonnes en direction du chemin de la Boucle seront conservées.

Exemples d'ambiances à recherche



Exemple de coupe de voirie et implantation des constructions

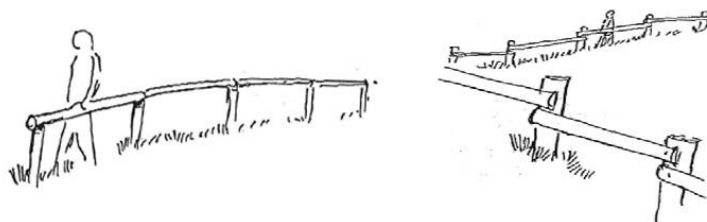


- Qualité paysagère et environnementale de l'opération

Au vu des caractéristiques du site dans lequel le projet s'insère :

- si possible, les constructions seront mitoyennes, notamment par les garages
- l'emprise au sol et la volumétrie des constructions devront rester modérées et proportionnelles à la surface du terrain
- l'absence de clôture sera recherchée. Les limites pourront être marquées par des arbustes. Si elles sont souhaitées, les clôtures seront en bois, de hauteur limitée et perméables à la faune. Se référer à l'OAP thématique Trame verte et bleue. Les bâches ou panneaux pleins sont interdits.

Exemples de clôtures tolérées






Exemples de clôtures ou bâches interdites



Des arbres et arbustes indigènes accompagneront le bâti. Se référer à la palette végétale de l'OAP thématique Trame verte et bleue.

Exemples d'essences indigènes

<i>Berberis vulgaris</i> Epine vinette	<i>Alnus glutinosa</i> Aulne glutineux	<i>Sambucus nigra</i> Sureau noir
		

Les plantations existantes, horticoles, peuvent être conservées si elles ne nuisent pas au bon aménagement de la zone.

Les places de parkings privées seront traitées en matériaux perméables. Leurs abords seront plantés, pour participer à leur intégration paysagère, réduire la chauffe des sols et offrir de l'ombre aux véhicules en été. Voir OAP TVB.









Les travaux devront démarrer de préférence à l'automne, après la période de reproduction de la faune. En cas d'interruption hivernale, ils devront reprendre au tout début du printemps (mars) afin d'éviter l'installation de la faune en général. Les coupes d'arbres devront se faire entre début septembre et fin février, en dehors de la période de nidification et d'élevage des jeunes.

- **Prise en compte du volet énergétique**

La conception de l'aménagement et l'implantation des constructions devront prendre en compte les orientations figurant dans l'OAP thématique Energie : principes du bioclimatisme, réduction de la consommation d'énergie, augmentation de la production d'énergies renouvelables et diminution des émissions de gaz à effet de serre.

Figure 13 : Orientations d'aménagement du secteur du Va – habitat permanent

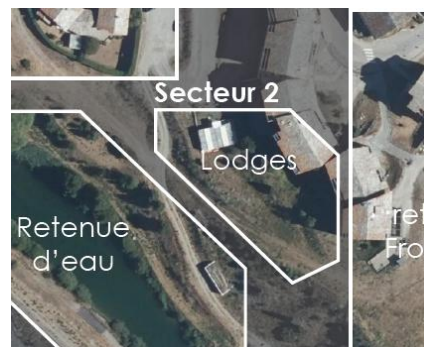


- | | | | |
|---|--|---|--|
|  | Périmètre OAP |  | Zone d'implantation du bâti (logement permanent) |
|  | Accès |  | Réseaux existants à prendre en compte |
|  | Accès agricole et plan d'eau à conserver |  | Risques naturels à prendre en compte |
|  | Voirie de desserte | | |
|  | Liaison piétonne | | |

10.4 Secteur des lodges

Caractéristiques actuelles du site

- Surface indicative : environ 2 570 m²
- Topographie : talus assez prononcé, traversé par un chemin
- Occupation actuelle du sol : friche
- Caractéristiques du bâti à proximité : hébergements touristiques collectifs (Les Terrasses de Termignon)



Enjeux

- Urbanisme : mobiliser du foncier communal sans grand enjeu pour produire des lits touristiques marchands qualitatifs à proximité immédiate du front de neige
- Paysage : adapter les constructions à la topographie
- Équipements à proximité immédiate : AEP : oui ; assainissement : oui ; électricité : oui.

Principes d'aménagement

- Classement au plan de zonage : AUht (Secteur à urbaniser destiné à des hôtels et/ou aux autres hébergements touristiques)
- Modalités d'urbanisation : l'urbanisation devra être prévue selon une seule opération d'aménagement d'ensemble portant sur la totalité du périmètre.
- Caractéristiques du foncier : parcellaire communal
- Intervention de la collectivité : oui, puisque le terrain appartient à la commune.

Echéance d'urbanisation : court à moyen terme

Programme des constructions

Le programme comprendra 5 à 6 constructions à destination d'hôtel ou d'autres hébergements touristiques, en qualité 3 ou 4 étoiles, soit un total de 50 à 60 lits.

Orientations d'aménagement pour garantir le fonctionnement, la qualité architecturale, urbaine et paysagère du projet

- Accès et stationnements

L'accès à l'opération se fera par la rue du Va, puis à travers le parking situé à l'arrière des Terrasses de Termignon.

S'ils sont aériens, les stationnements seront traités en matériaux perméables.

Exemple de traitement de sol limitant l'imperméabilisation



- Équipements

Les équipements à réaliser consistent en la voirie, les réseaux secs et humides.

- Mobilités et espaces communs

Aucun espace commun n'est prévu.

Une liaison piétonne sera réalisée entre le parking existant à l'arrière des Terrasses de Termignon et le front d'activité.

- Qualité paysagère et environnementale de l'opération

Les constructions devront s'adapter à la pente et non l'inverse. Le projet devra être réfléchi pour s'adapter à la pente, proposer des jeux de hauteurs, tout en limitant les incidences sur la vue des Terrasses de Termignon situées à l'arrière. Les stationnements pourront être intégrés sous les constructions pour en réduire la visibilité et améliorer l'intégration du projet dans la pente et le paysage. Se référer à l'OAP thématique Trame verte et bleue.

Les espaces non nécessaires aux circulations et au stationnement devront être végétalisés par des essences indigènes. Les places de parkings et les accès routiers seront traités en matériaux perméables.

Au vu des caractéristiques du site dans lequel le projet s'insère :

- l'emprise au sol et la volumétrie des constructions devront rester modérées et compatibles avec les caractéristiques du terrain (topographie, forme en bande) et l'intégration paysagère d'ensemble.
- aucune clôture ne sera prévue.

Références architecturales desquelles s'inspirer

Les Arcs

<https://www.bregenzerwald.at/wissenwertes/architektur-holzbau/>



Les travaux devront démarrer de préférence à l'automne, après la période de reproduction de la faune. En cas d'interruption hivernale, ils devront reprendre au tout début du printemps (mars) afin d'éviter l'installation de la faune en général. Les coupes d'arbres devront se faire entre début septembre et fin février, en dehors de la période de nidification et d'élevage des jeunes.

Une prospection ciblée sur la gagee de champs (*Gagea villosa*) sera réalisée avant le démarrage des travaux, par le repérage des pieds en période de floraison (avril). Dans le cas où des plants seraient recensés, les mesures éviter, réduire, compenser et réglementations afférentes aux espèces

protégées devront être mises en œuvre. Les MOE et les entreprises seront informées via les cahiers des charges.

Aucun aménagement ni terrassement ne devra avoir lieu au sein des pelouses sèches constitutives du talus situé entre le front bâti et le lac. Aucun entreposage de matériaux en phase de chantier ne devra également avoir lieu.

- Prise en compte du volet énergétique

La conception de l'aménagement et l'implantation des constructions devront prendre en compte les orientations figurant dans l'OAP thématique Energie : principes du bioclimatisme, réduction de la consommation d'énergie, augmentation de la production d'énergies renouvelables et diminution des émissions de gaz à effet de serre.

Figure 14 : Orientations d'aménagement du secteur des lodges



10.5 Secteur des hébergements touristiques à l'est

Caractéristiques actuelles du site

- Surface indicative : environ 4 450 m²
- Topographie : pente modérée régulière
- Occupation actuelle du sol : parking en enrobé
- Caractéristiques du bâti à proximité : hébergements touristiques collectifs (Résidences du Petit Mont-Cenis)

Enjeux

- Urbanisme : mobiliser du foncier communal sans enjeu et peu qualitatif pour produire des lits touristiques marchands à proximité du front de neige
- Paysage : intégrer les constructions à la topographie
- Équipements à proximité immédiate : AEP : oui ; assainissement : oui ; électricité : oui.

Principes d'aménagement

- Classement au plan de zonage : AUht (Secteur à urbaniser destiné prioritairement à des hôtels et/ou aux autres hébergements touristiques)
- Modalités d'urbanisation : l'urbanisation devra être prévue selon une seule opération d'aménagement d'ensemble portant sur la totalité du périmètre.
- Caractéristiques du foncier : parcellaire communal
- Intervention de la collectivité : oui, puisque le terrain appartient à la commune.

Echéance d'urbanisation : court à moyen terme

Programme des constructions

Le programme comprendra des constructions à destination d'autres hébergements touristiques ou d'hôtel, en qualité 3 ou 4 étoiles. En rez-de-chaussée, les établissements des sous-destinations « artisanat et commerce de détail » et « restauration » sont autorisés, en lien avec les usages prévus du front d'activité, mais pas obligatoires. Des logements pour les travailleurs saisonniers seront à prévoir en nombre suffisant selon les caractéristiques de l'opération.

La surface de plancher s'établira entre 4 000 et 5 000 m², pour la production de 250 à 400 lits.

Orientations d'aménagement pour garantir le fonctionnement, la qualité architecturale, urbaine et paysagère du projet

- Accès et stationnements

L'accès à l'opération se fera par la rue de la Savoie.

Les accès agricoles vers les terrains au sud devront être conservés.

Les stationnements seront réalisés en souterrain. Ils devront compenser l'urbanisation du parking actuel (environ 90 places), répondre aux besoins de l'opération immobilière (environ 90 places) et, si besoin, en fonction du projet, la perte des places liée à la requalification du parking devant la

résidence du Petit Mont Cenis. Deux niveaux de PK seront prévus, R-1 et R-2 pour répondre aux besoins des hébergements touristiques et du public.

- Equipements

Les équipements à réaliser consistent en la voirie, les réseaux secs et humides.

- Mobilités et espaces communs

Une liaison piétonne sera réalisée sur la partie sud, en direction du front d'activité.

- Qualité paysagère et environnementale de l'opération

Les constructions devront s'intégrer dans la pente. Se référer à l'OAP thématique Trame verte et bleue.

Afin de ne pas créer de volume trop imposant et dans l'objectif de s'intégrer au plus juste dans le grand paysage et l'environnement bâti immédiat, le bâti sera structuré horizontalement avec un socle en Rdch pour les parties communes. Sur ce socle seront disposés deux volumes en R+3 et R+4. Ces deux volumes distincts étirés sur un axe EST OUEST permettront une percée visuelle sur le village et permettront d'offrir des vues sur 4 cotés aux chambres accueillies dans les étages.

Les espaces non nécessaires aux circulations et au stationnement devront être végétalisés par des essences indigènes. Les places de parkings et les accès routiers seront traités en matériaux perméables.

Aucune clôture ne sera prévue.

Références architecturales desquelles s'inspirer

Gion A. Caminada Architekt, Hôtel Alpina (Vals, SUISSE)



Lacroix Chessex SA, Immeuble de logements (Saint-Sulpice, SUISSE)



Source : www.lacroixchessex.ch








- Prise en compte du volet énergétique

La conception de l'aménagement et l'implantation des constructions devront prendre en compte les orientations figurant dans l'OAP thématique Energie : principes du bioclimatisme, réduction de la consommation d'énergie, augmentation de la production d'énergies renouvelables et diminution des émissions de gaz à effet de serre.

Figure 15 : Orientation d'aménagement du secteur des hébergements touristiques



-  Périmètre OAP
-  Accès
-  Accès agricole et plan d'eau à conserver
-  Liaison piétonne
-  Zone d'implantation du bâti (hébergement touristique sous forme de collectif)

10.6 Secteur de la zone de retrouvailles / front de neige élargie

Caractéristiques actuelles du site

- Surface indicative : environ 2 260 m²
- Topographie : quasiment plat
- Occupation actuelle du sol : front de neige en hiver ; plateforme sans aménagement qualitatif en été
- Caractéristiques du bâti à proximité : hébergements touristiques collectifs (Résidences du Petit Mont-Cenis) ; départ du télésiège de la Girarde.



Enjeux

- Urbanisme : proposer des services et commerces sur le front d'activité
- Paysage : requalifier le front de neige et valoriser l'espace en été
- Équipements à proximité immédiate : AEP : oui ; assainissement : oui ; électricité : oui.

Principes d'aménagement

- Classement au plan de zonage : AUe3.
- Modalités d'urbanisation : l'urbanisation pourra se faire au fur et à mesure de la réalisation des équipements internes.
- Caractéristiques du foncier : parcellaire communal
- Intervention de la collectivité : oui, puisque le terrain appartient à la commune.

Echéance d'urbanisation : moyen terme, puisque lié au remplacement du télésiège Girarde.

Programme des constructions

Le bâtiment actuel dans lequel se trouvent des locaux pour les remontées mécaniques, l'école de ski, des sanitaires... sera démoli.

Le programme comprendra des constructions à destination d'équipements d'intérêt collectif et services publics. Les établissements des sous-destinations « artisanat et commerce de détail » et « restauration » sont autorisés, en lien avec les usages prévus du front d'activité.

Pourront ainsi trouver place : une garderie pour les petits, un point d'information, les locaux de l'ESF, des locaux pour les caisses des remontées mécaniques, des sanitaires publics, mais aussi des commerces liés aux sports (ÉTÉ et HIVER) et des cafés restaurants.

La surface de plancher s'établira entre 550 et 650 m² sur le front d'activités et environ 200 m² en entrée de zone (dans l'épingle).

Orientations d'aménagement pour garantir le fonctionnement, la qualité architecturale, urbaine et paysagère du projet

L'aménagement de cet espace devra être coordonné avec le déplacement vers l'amont de la gare de départ du télésiège de la Girarde.

- Accès et stationnements

L'accès à l'opération se fera par la rue de la Savoie. Aucun stationnement n'est prévu sur le site.

- Équipements

Les équipements à réaliser consistent en la voirie, les circulations douces, les réseaux secs et humides.

- Mobilités et espaces communs

Des liaisons piétonnes seront réalisées en direction des nouveaux hébergements touristiques et du parking du Va.

Les aménagements devront être compatibles avec le fonctionnement hivernal du domaine skiable.

- Qualité paysagère et environnementale de l'opération

Sur le front d'activités, les gabarits des constructions resteront limités. Ainsi, la hauteur des bâtiments sera de type R+combles.

La construction située le long de la rue de la Savoie sera préférentiellement d'un seul niveau, pour conserver l'ouverture de l'espace et sa forme s'adaptera à la forme arrondie de la parcelle.

Le traitement des façades sera préférentiellement minéral, en référence au bâti traditionnel de la Haute Maurienne.

Références architecturales desquelles s'inspirer

Gion A. Caminada Architekt, Hôtel Alpina (Vals, SUISSE)



Exemple maison du tourisme du Queyras



Centre d'entretien routier et SDIS mutualisés Alpe d'Huez, 38 – MILK Architecte



Les espaces non nécessaires aux circulations et au stationnement devront être végétalisés. Les plantations seront des essences indigènes choisies dans la liste présente dans l'OAP (ex. pin sylvestre, bouleau, aulne glutineux...)

Exemples d'ambiances à rechercher










Exemple de plantations possible*Pinus uncinata***Pin à crochet***Pinus sylvestris***Pin sylvestre***Alnus glutinosa***Aulne glutineux***Betula pendula***Bouleau verruqueux**

- Prise en compte du volet énergétique

La conception de l'aménagement et l'implantation des constructions devront prendre en compte les orientations figurant dans l'OAP thématique Energie : principes du bioclimatisme, réduction de la consommation d'énergie, augmentation de la production d'énergies renouvelables et diminution des émissions de gaz à effet de serre.

Figure 16 : Orientation d'aménagement de la zone de retrouvailles / front de neige élargi

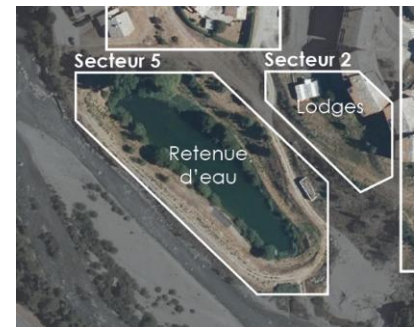


-  Zone d'implantation du bâti (équipements publics, service et commerces de proximité)
-  Aménagement qualitatif du front d'activités
-  Voirie de desserte
-  Liaison piétonne
-  Parking à requalifier et dépose minute des bus
-  Déplacement possible de la gare de départ de la RM
-  Dépose minute des bus

10.7 Secteur du lac

Caractéristiques actuelles du site

- Surface indicative : 10 500 m²
- Topographie : talus puis replat le long du lac
- Occupation actuelle du sol : cheminement piéton et végétation herbacée et ligneuse.
- Caractéristiques du bâti à proximité : usine à neige un peu en amont.



Enjeux

- Urbanisme : proposer une promenade de proximité
- Paysage : valoriser le secteur en lui conservant une ambiance naturelle

Principes d'aménagement

- Classement au plan de zonage : NL (secteur naturel à destination de loisirs)
- Intervention de la collectivité : oui.
- Caractéristiques du foncier : parcellaire communal.

Echéance d'urbanisation : moyen à long terme

Programme des constructions

Aucune construction nouvelle n'est autorisée, à l'exception de celles liées au fonctionnement du domaine skiable, sous réserve de la prise en compte des milieux naturels et de leur intégration paysagère.

Orientations d'aménagement pour garantir le fonctionnement, la qualité architecturale, urbaine et paysagère du projet

- Accès et stationnements

L'accès à l'opération se fait par la rue du Va, puis par des chemins.
Aucun stationnement n'est prévu sur le site.

- Qualité paysagère et environnementale de l'opération

L'objectif est de valoriser le site avec des aménagements pour faciliter la promenade (ex. installation de mobilier urbain) et la mise en place d'informations valorisant le site (ex. espace d'observation de la faune, tableau d'information pédagogique sur le paysage ou les milieux naturels...)
Pour faciliter l'intégration du projet, les aménagements devront être qualitatifs et le plus naturels possible. Ainsi, le chemin gardera un aspect rural ; son revêtement en matériaux perméables ou type gravillons n'est pas prévu.

Exemple de caractéristique de chemin rural à conserver



Exemple de mobilier urbain « léger »

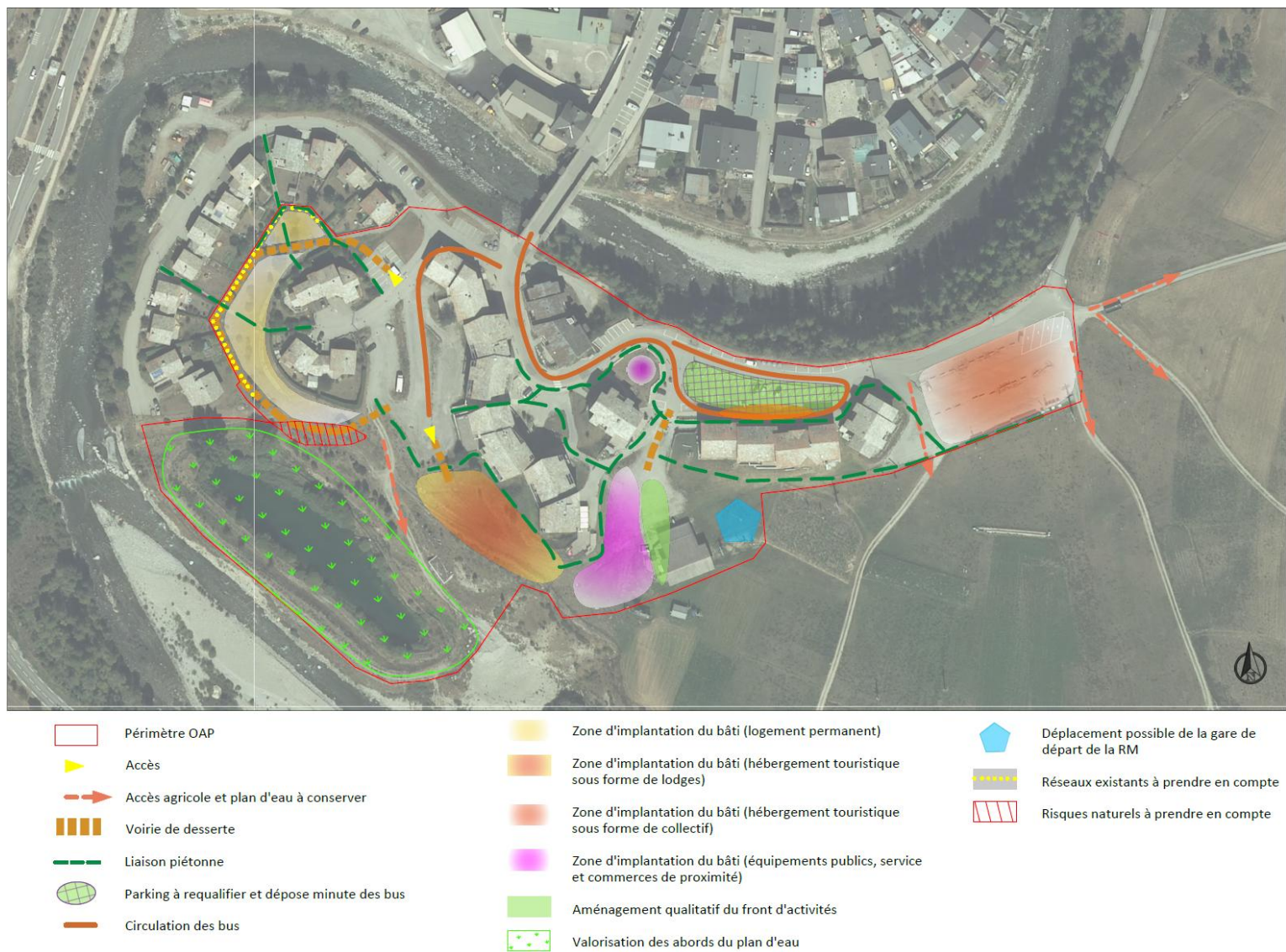


Exemple de panneau d'information



En cas de plantations nouvelles, celles-ci seront choisies parmi les espèces indigènes, dont une liste figure dans l'OA TVB.

Figure 17 : Orientations d'Aménagement globale de la rive gauche de l'Arc



11 ZONE AUB D'EXTENSION DU LOTISSEMENT SAINT-MARTIN

Caractéristiques actuelles du site

- Surface : 1 985 m² (surface utile : 1 860 m²).
- Topographie : terrain légèrement pentu.
- Occupation actuelle du sol : pré de fauche
- Caractéristiques du bâti à proximité : maisons individuelles récentes en R+1+C avec toitures à 2 pans. Les façades sont maçonnées (enduit de couleur claire et/ou habillage pierre), avec parfois une partie haute en bardage bois horizontal ou vertical. Les toitures des constructions sont en lauze.

Photo 21 : Saint-Martin depuis l'angle sud-ouest



Photo 22 : Lotissement Saint-Martin



Enjeux

- Urbanisme : créer du logement permanent pérenne et diversifier la typologie des logements à l'échelle de la commune ; répondre aux objectifs de mixité sociale. Prendre en compte la forme de la parcelle.
- Paysage : respecter l'architecture et la volumétrie des constructions environnantes.
- Equipements à proximité immédiate : AEP : oui ; assainissement : oui ; électricité : oui.

Principes d'aménagement

- Classement au plan de zonage : AUb.
- Modalités d'urbanisation : l'urbanisation devra être prévue selon une seule opération d'aménagement d'ensemble portant sur la totalité du périmètre.
- Caractéristiques du foncier : parcellaire privé.
- Intervention de la collectivité : non.

Echéance d'urbanisation : court à moyen terme

Programme des constructions

Le programme comprendra des constructions à destination d'habitation. Il comptera minimum 7 à 10 logements sous forme d'habitat intermédiaire ou collectif.

En application de l'article L151-14-1 du code de l'urbanisme, les constructions à destination de logements seront à usage exclusif de résidence principale.

Orientations d'aménagement pour garantir le fonctionnement, la qualité architecturale, urbaine et paysagère du projet

- Accès et stationnements

L'accès se fait par la rue Pramariaz qui dessert le lotissement Saint Martin.

Les stationnements seront de préférence dans l'enveloppe du bâti.

Les accès aux terres agricoles situées au nord et à l'est devront être conservés.

- Mobilités et espaces communs

Aucun cheminement doux, ni espace commun n'est imposé.

- Qualité paysagère et environnementale de l'opération

Les constructions devront s'adapter à la pente et non l'inverse. Se référer à l'OAP thématique Trame verte et bleue. La hauteur maximale est limitée à R+2+c.

Les espaces non nécessaires aux circulations et au stationnement devront être végétalisés par des essences indigènes.

Une bande végétalisée de transition avec l'espace agricole sera aménagée en bordure nord et est de l'opération. L'espace de transition (marge de recul) devra avoir une largeur minimale de 5 mètres qui sera compté à partir de la limite de la zone agricole, sur le tènement (ou partie de tènement) constructible, tel qu'identifié sur le règlement graphique (article R. 151-30 du CU).

Dans cette marge de recul de 5 mètres, seront interdites toutes constructions.

Cette bande végétalisée de transition pourra être occupée par des jardins potagers, des bosquets ponctuels ou encore de simples bandes enherbées, afin de conserver les transparences ou percées visuelles vers les paysages agricoles.

Les travaux devront démarrer de préférence à l'automne, après la période de reproduction de la faune. En cas d'interruption hivernale, ils devront reprendre au tout début du printemps afin d'éviter l'installation de la faune en général.

- Prise en compte du volet énergétique

La conception de l'aménagement et l'implantation des constructions devront prendre en compte les orientations figurant dans l'OAP thématique Energie : principes du bioclimatisme, réduction de la consommation d'énergie, augmentation de la production d'énergies renouvelables et diminution des émissions de gaz à effet de serre.




Mesures compensatoires vis-à-vis de la consommation d'espaces agricoles

Une mesure compensatoire à la perte des surfaces agricoles devra être proposée lors du dépôt de l'autorisation d'urbanisme.

Figure 18 : Orientations d'Aménagement et de Programmation de l'extension du lotissement Saint-Martin



 Périmètre OAP
 Accès
 Voirie de desserte

 Accès agricole à conserver
 Zone d'implantation du bâti
 Bande végétalisée de transition

12 ZONE AUHT DE LA MATHIA

Caractéristiques actuelles du site

- Surface : environ 5 035 m², y compris la voie communale à retravailler.
- Topographie : deux replats séparés par des talus.
- Occupation actuelle du sol : parkings, voiries et délaissés de voirie.
- Caractéristiques du bâti à proximité : habitat collectif en R+2+c à R+3+c, avec soubassement enduit et bardage bois.

Photo 23 : La Mathia depuis l'angle sud-est



Photo 24 : La Mathia depuis la RD



Enjeux

- Urbanisme : prévoir des hébergements touristiques marchands sur ces parcelles appartenant à la commune et déjà artificialisées.
- Paysage : entrée du village de Lanslevillard.
- Equipements à proximité immédiate : AEP : oui ; assainissement : oui ; électricité : oui.

Principes d'aménagement

- Classement au plan de zonage : AUht.
- Modalités d'urbanisation : l'urbanisation devra être prévue selon une seule opération d'aménagement d'ensemble portant sur la totalité du périmètre.
- Caractéristiques du foncier : parcellaire communal
- Intervention de la collectivité : oui, puisque le terrain appartient à la commune.

Echéance d'urbanisation : moyen terme**Programme des constructions**

Le programme comprendra des constructions à destination d'hôtel ou d'autres hébergements touristiques marchands. Il comptera environ 150 à 200 lits marchands.

Des logements pour les travailleurs saisonniers des établissements créés sur le site seront réalisés, en nombre suffisants par rapport aux besoins de l'activité.

En rez-de-chaussée, les établissements des sous-destinations « artisanat et commerce de détail » et « restauration » sont autorisés, mais pas obligatoires.

Orientations d'aménagement pour garantir le fonctionnement, la qualité architecturale, urbaine et paysagère du projet

- Accès et stationnements

L'accès se fera par la RD902, permettant ainsi d'accéder directement aux stationnements prévus dans le volume des bâtiments, soit en sous-sol, soit en rez-de-chaussée. Au minimum 1 place pour 4 lits, y compris les « lits canapés », seront à prévoir.

La voie descendante et à sens unique débouchant sur la RD902 devra être retravaillée pour devenir à double sens et le carrefour devra être sécurisé.

Des parkings paysagers seront à conserver le long de la rue Saint-Jean-Baptiste. Au minimum 30 places seront à prévoir.

- Mobilités et espaces communs

Une liaison douce entre la rue Saint Jean-Baptiste et la RD1006 sera prévue. Elle pourra suivre la voirie si elle est sécurisée ou traverser l'opération.

- Qualité paysagère et environnementale de l'opération

Les constructions devront s'adapter à la pente et non l'inverse. Se référer à l'OAP thématique Trame verte et bleue.

Les gabarits des constructions resteront en harmonie avec le bâti existant à proximité. Ainsi, la hauteur pourra atteindre le R+3+combles, avec des variations en R+2+c.

Les espaces non nécessaires aux circulations et au stationnement devront être végétalisés par des essences indigènes. Les places de parkings et les accès routiers seront traités de préférence en matériaux perméables.

- Prise en compte du volet énergétique

La conception de l'aménagement et l'implantation des constructions devront prendre en compte les orientations figurant dans l'OAP thématique Energie : principes du bioclimatisme, réduction de la

consommation d'énergie, augmentation de la production d'énergies renouvelables et diminution des émissions de gaz à effet de serre.

Figure 19 : Orientations d'Aménagement et de Programmation de La Mathia



- | | | | |
|---|--|---|-----------------------------|
|  | Périmètre OAP |  | Liaison piétonne |
|  | Accès possible |  | Parking paysager |
|  | Voirie de desserte à constituer en double sens |  | Zone d'implantation du bâti |
|  | Carrefour à sécuriser | | |

13 ZONE AUBHT DES MARISTES

Caractéristiques actuelles du site

- Surfaces : 3 105 m²
- Topographie : terrain mouvementé et pentu, présentant plusieurs replats.
- Occupation actuelle du sol : friche pâturée, feuillus (jeunes frênes principalement), mélèzes et épicéas le long de la RD
- Caractéristiques du bâti à proximité : principalement de la reconstruction d'après-guerre, avec du bâti mitoyen, aligné à la route, des faîtes parallèles à celle-ci, des hauteurs de R+2+c ; un peu plus loin, des collectifs, à vocation d'habitation principale ou secondaire, au faîte perpendiculaire à la pente, de type R+2+c à R+4+c. Toiture bac acier majoritaire ; lauze pour les constructions plus récentes à vocation touristique (ex. Maison de Jean).

Photo 25 : Secteur nord depuis l'ouest



Photo 26 : Secteur sud



Enjeux

- Urbanisme : prévoir du logement permanent et/ou pour saisonniers et des hébergements touristiques sur cette parcelle appartenant à la commune
- Paysage : adapter le projet à la pente et respecter l'architecture et la volumétrie des constructions environnantes
- Equipements à proximité immédiate : AEP : oui ; assainissement : oui ; électricité : oui.

Principes d'aménagement

- Classement au plan de zonage : AUBht (zone A Urbaniser à destination d'habitation, d'hébergement hôtelier et/ou d'autres hébergements touristiques marchands)
- Modalités d'urbanisation : l'urbanisation devra être prévue selon une seule opération d'aménagement d'ensemble portant sur la totalité du périmètre ou bien selon deux opérations indépendantes selon les destinations des opérations. La réalisation pourra se faire en plusieurs phases.
- Caractéristiques du foncier : parcellaire communal
- Intervention de la collectivité : oui, puisque le terrain appartient à la commune.

Echéance d'urbanisation : court à moyen terme

Programme des constructions

Le programme sera mixte et comprendra des constructions à destination d'habitation, des logements touristiques et des équipements d'intérêt collectif et services publics.

Il comptera au minimum 15 logements permanents et/ou pour les travailleurs saisonniers, dont au minimum 20% en accession et/ou location sociale – le BRS est considéré comme logement social. Ainsi, une variété typologique de logements est attendue, du T1 au T4, pour accueillir aussi bien des personnes seules, des couples que des familles.

En complément, des logements touristiques correspondant à environ 120 à 180 lits seront prévus. Il pourra s'agir de lits sous forme d'hôtel, ou d'autres hébergements touristiques (auberge de jeunesse nouvelle génération, centre de vacances, résidence de tourisme) ou, à défaut, de résidences secondaires (logement).

Dans le cas d'hébergements touristiques marchands, des logements pour les travailleurs saisonniers des établissements créés sur le site seront réalisés, en nombre suffisants par rapport aux besoins de l'activité.

Les établissements des sous-destinations « artisanat et commerce de détail » et « restauration » sont autorisés, mais pas obligatoires.

Orientations d'aménagement pour garantir le fonctionnement, la qualité architecturale, urbaine et paysagère du projet

Les hébergements touristiques s'implanteront sur la partie aval de la zone (au nord) et les habitations permanentes et les logements pour saisonniers à l'amont (au sud).

- Accès et stationnements

L'accès aux hébergements touristiques se fera directement depuis la RD115, rue de Planchamp. Les stationnements seront prévus au niveau de la route, c'est-à-dire en sous-sol ; pour satisfaire aux besoins, ils pourront être sur plusieurs niveaux.

Les stationnements des logements permanents et/ou saisonniers seront côté nord, sous le bâtiment, pour conserver des logements sur la façade sud. Le cas échéant, l'accessibilité hivernale depuis la rue Saint Roch des parkings par la rampe d'accès devra être effective (couverture). Ces stationnements peuvent également être mutualisés avec ceux des hébergements touristiques, à la condition de faire l'objet d'une réserve spécifique.

Huit places publiques seront prévues, côté amont de l'opération ou sous le bâtiment.

- Mobilités et espaces communs

Quand bien même le chemin de La Chenal passe à l'ouest du périmètre, au minimum une liaison piétonne sera prévue dans le périmètre de l'opération, entre la rue de Planchamp, la rue de Saint-Roch et la Montée du Coin. Une attention particulière devra être apportée à la viabilité hivernale de ces liaisons, qui pourront éventuellement être couvertes ou internes aux bâtiments. Ces liaisons permettront aux habitants permanents, saisonniers et touristiques de rejoindre les arrêts de bus, les commerces, les pistes de ski...

Un espace vert commun ou une placette sera prévu dans le cœur de l'opération, desservi par un cheminement piéton.

- Qualité paysagère et environnementale de l'opération

Le gros frêne situé à l'angle sud-ouest du périmètre sera conservé.

L'abattage des arbres existants ne sera pas systématique si l'implantation des constructions et l'emprise des travaux ne le nécessitent pas et les plus gros sujets seront conservés au maximum.

Les murs de pierres sèches le long du Chemin de La Chenal seront conservés.

Un espace végétal représentant au minimum 20% de la surface de l'opération sera maintenu ou recréé au cœur de l'opération. Il sera composé d'essences indigènes et constitué d'une mosaïque de milieux de prairie et de milieux arborés et arbustifs sous forme de bosquets. Se référer à l'OAP thématique Trame verte et bleue.

L'opération devra présenter une grande qualité architecturale, afin de s'insérer au mieux dans la trame urbaine de Lanslevillard, tant en termes de matériaux que de volumétrie. La hauteur maximale est limitée à R+4+c.

Les constructions devront s'adapter à la pente et non l'inverse. Se référer à l'OAP thématique Trame verte et bleue. Les talus devront, selon leur pente, être végétalisés ou traités en mur habillé de pierres d'aspect local, en référence aux murs existant le long du chemin de La Chenal.

Les murs de soutènement en gabions sont interdits en raison de leur aspect trop industriel et systématique.

Exemples murs de soutènement en pierre à proximité

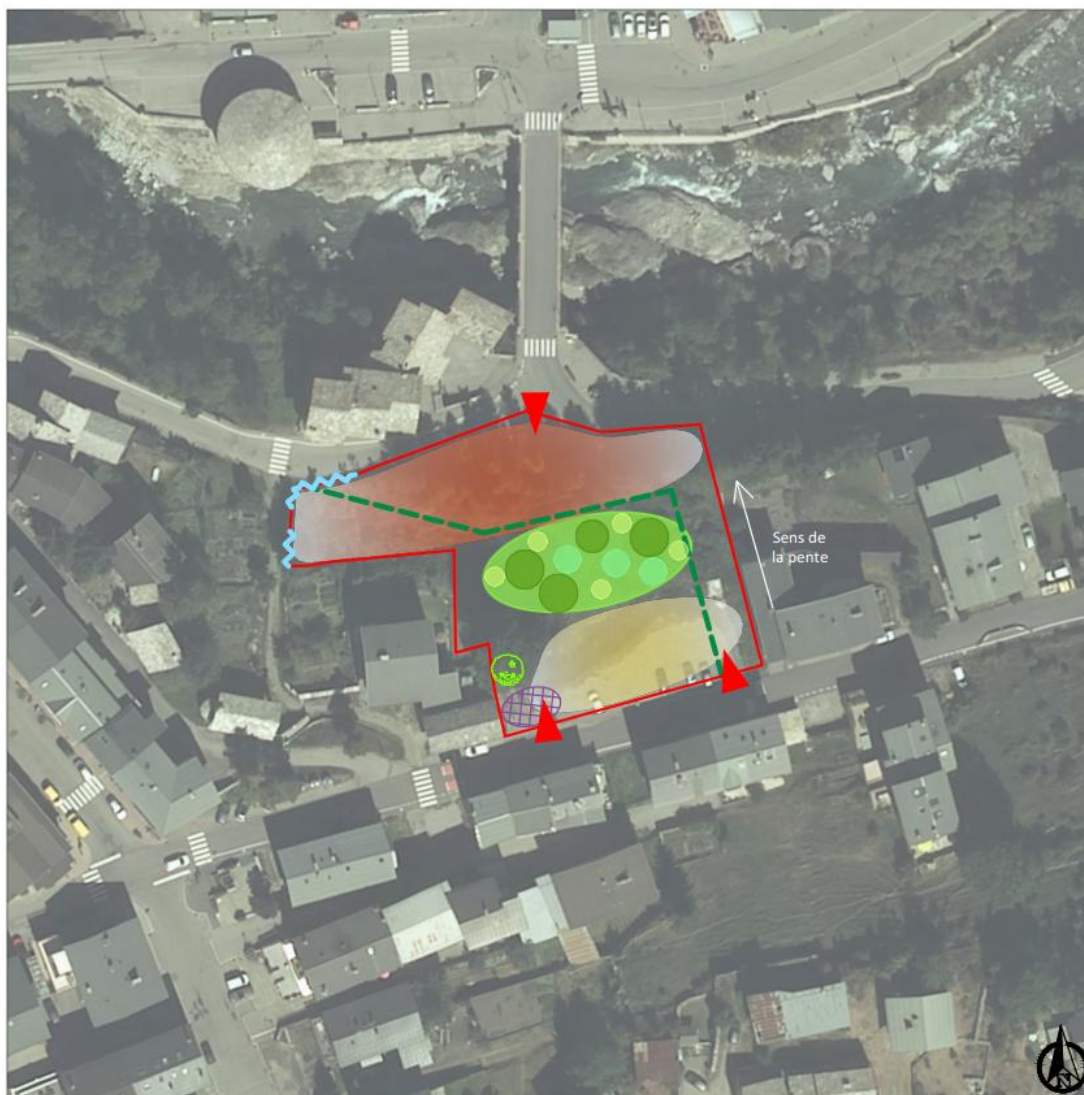


Les travaux devront démarrer de préférence à l'automne, après la période de reproduction de la faune. En cas d'interruption hivernale, ils devront reprendre au tout début du printemps (mars) afin d'éviter l'installation de la faune en général. Les coupes d'arbres devront se faire entre début septembre et fin février, en dehors de la période de nidification et d'élevage des jeunes.

- Prise en compte du volet énergétique

La conception de l'aménagement et l'implantation des constructions devront prendre en compte les orientations figurant dans l'OAP thématique Energie : principes du bioclimatisme, réduction de la consommation d'énergie, augmentation de la production d'énergies renouvelables et diminution des émissions de gaz à effet de serre.

Figure 20 : Orientations d'aménagement et de programmation des Maristes



	Périmètre OAP		Frêne à conserver
	Accès		Murets de pierres sèches à conserver
	Liaison piétonne		Zone d'implantation du bâti (logement permanent)
	Parking visiteur		Zone d'implantation du bâti (lits touristiques)
	Espace vert à aménager		

14 ZONE AUC DE LA CHENEVIERE

Caractéristiques actuelles du site

- Surface : 5 320 m²
- Topographie : terrain quasiment plat.
- Occupation actuelle du sol : pré de fauche sur lequel se trouvent des tas de bois, friche et des jardins d'agrément.
- Caractéristiques du bâti à proximité : maisons individuelles récentes en R+1+C avec toitures à 2 pans. Les façades sont maçonnées (enduit de couleur claire), avec parfois une partie haute en bardage bois. Les toitures des constructions sont variées (lauze, bac acier).

Photo 27 : Entrée de La Chenevière depuis la RD



Photo 28 : Partie centrale de La Chenevière



Photo 29 : La Chenevière depuis le nord**Enjeux**

- Urbanisme : optimiser le foncier disponible pour créer du logement permanent.
- Paysage : respecter l'architecture et la volumétrie des constructions environnantes.
- Equipements à proximité immédiate : AEP : oui ; assainissement : oui ; électricité : oui.

Principes d'aménagement

- Classement au plan de zonage : AUc (zone A Urbaniser à destination d'habitation)
- Modalités d'urbanisation : l'urbanisation devra être prévue selon une seule opération d'aménagement d'ensemble portant sur la totalité du périmètre.
- Caractéristiques du foncier : parcellaire privé
- Intervention de la collectivité : non.

Echéance d'urbanisation : court à moyen terme

Programme des constructions

Le programme comprendra minimum 16 à 20 logements sous forme principalement individuelle. Les constructions pourront comprendre plusieurs logements. La hauteur maximale est limitée à R+1+c. En application de l'article L151-14-1 du code de l'urbanisme, les constructions à destination de logements seront à usage exclusif de résidence principale.

Orientations d'aménagement pour garantir le fonctionnement, la qualité architecturale, urbaine et paysagère du projet

- Accès et stationnements

L'accès se fait via le chemin agricole qui démarre sur la RD902.

Les stationnements seront réalisés lot par lot. Aucun stationnement collectif n'est imposé.

Les accès aux terres agricoles seront conservés.

- Mobilités et espaces communs

Aucun espace commun ou mode de déplacement doux n'est imposé.

- Qualité paysagère et environnementale de l'opération

Pour chacun des lots, les constructions devront respecter le principe de l'insertion dans les prairies afin de conserver le maximum de surfaces de prairies. A cet effet, les clôtures privatives ne sont pas souhaitées. Si elles sont jugées indispensables, elles devront rester ouvertes sur le paysage agricole et perméables à la faune. Les murets, grillages, bâches ou panneaux pleins sont strictement interdits. Les espaces non nécessaires aux circulations et au stationnement devront être végétalisés par des essences indigènes. Les places de parkings et les accès privatifs seront traités en matériaux perméables.

Une bande végétalisée de transition avec l'espace agricole sera aménagée en bordure nord et ouest du site. L'espace de transition (marge de recul) devra avoir une largeur minimale de 5 mètres qui sera compté à partir de la limite de la zone agricole, sur le tènement (ou partie de tènement) constructible, tel qu'identifié sur le règlement graphique (article R. 151-30 du CU).

Dans cette marge de recul de 5 mètres, seront interdites toutes constructions.

Cette bande végétalisée de transition pourra être occupée par des jardins potagers, des bosquets ponctuels ou encore de simples bandes enherbées, afin de conserver les transparences ou percées visuelles vers les paysages agricoles.

Durant toute la période des travaux, les secteurs de pelouses sèches situées au nord du site et constituant les pieds de versant, seront mises en défens. Aucun matériau ou engin de chantier ne pourra être entreposé.

Les travaux devront démarrer de préférence à l'automne, après la période de reproduction de la faune. En cas d'interruption hivernale, ils devront reprendre au tout début du printemps (mars) afin d'éviter l'installation de la faune en général. Les coupes d'arbres devront se faire entre début septembre et fin février, en dehors de la période de nidification et d'élevage des jeunes.

- Prise en compte du volet énergétique

La conception de l'aménagement et l'implantation des constructions devront prendre en compte les orientations figurant dans l'OAP thématique Energie : principes du bioclimatisme, réduction de la consommation d'énergie, augmentation de la production d'énergies renouvelables et diminution des émissions de gaz à effet de serre.

Mesures compensatoires vis-à-vis de la consommation d'espaces agricoles

Une mesure compensatoire à la perte des surfaces agricoles devra être proposée lors du dépôt de l'autorisation d'urbanisme.

Figure 21 : Orientations d'Aménagement et de Programmation de La Chenevière



- | | | | |
|---|--|---|---------------------------------|
|  | Périmètre OAP |  | Accès agricole à conserver |
|  | Accès |  | Zone d'implantation du bâti |
|  | Voirie de desserte à réaliser en double sens |  | Bande végétalisée de transition |

SYNTHESE DES PROGRAMMES

Numéro	Lieu	Surface en m²	Nombre de logements		Densité		Typologie	Logements sociaux / logement permanent	Échéance d'urbanisation
			Hypothèse min	Hypothèse max	Hypothèse min	Hypothèse max			
1	Zone AUc du Grand Courbet ouest	1 530	6	7	39.22	45.75	Individuel, intermédiaire ou petit collectif	Application L.151-14-1 lgt permanent	Court à moyen terme
2	Zone Uc des Chalets Chaloins	1 780	3	4	16.85	22.47	Individuel ou mitoyen	Application L.151-14-1 lgt permanent	Court terme
5	Zone AUb des Pertines nord	1 900	8	10	42.11	52.63	Intermédiaire ou collectif	Application L.151-14-1 lgt permanent	Court à moyen terme
6	Zone Uc du Prenai	2 375	6	10	25.26	42.11	Individuel, intermédiaire ou petit collectif		Court à long terme
10	Zone Uct en rive gauche de l'Arc - quartier du Va	3 235	7	8	21.64	24.73	Individuel ou mitoyen	Application L.151-14-1 lgt permanent	Court à moyen terme
11	Zone AUb de Saint-Martin	1 860	7	10	37.63	53.76	Intermédiaire ou collectif	Application L.151-14-1 lgt permanent	Moyen terme
13	Zone AUbht des Maristes	1 035	15	15	144.93	144.93	Intermédiaire ou collectif	Minimum 20% en accession et/ou location sociale	Court à moyen terme
14	Zone AUc de La Chenevière	5 320	16	20	30.08	37.59	Individuel, pouvant compter 2 logements par construction	Application L.151-14-1 lgt permanent	Court à moyen terme
TOTAL		19 035	68	84	35.72	44.13			

Numéro	Lieu	Surface en m²	Destination	Échéance d'urbanisation
3	Zone Npd des Avanières	6 025	Stationnements et possibilité de dépôt de matériel	En cours
4	Zone AUe1 Napoléon Bonaparte	2 835	Artisanat et commerce de détail; restaurant	Moyen à long terme
7	Zone AUe2 La Mande de Champlieu	6 905	dont 2 365 m² occupés par la STEP. Activité d'entrepôt (entreprise de transport de marchandise)	Court à moyen terme
8	Zone Nd1 du Plateau de Villeneuve	12 860	Dépôt et traitement de matériaux	Réalisé
9	Zone Nd2 du Fonder d'en Bas	17 165	Entreprise de travaux publics effectuant du recyclage de matériaux et dotée d'une centrale à béton	Réalisé
10	Zone AUe3 en rive gauche de l'Arc	2 260	Equipements d'intérêt collectif et services publics, artisanat et commerce de détail, restaurant	Moyen terme
10	Zone NL en rive gauche de l'Arc	10 500	Valorisation du site en lui conservant un caractère naturel	Moyen à long terme

Numéro	Lieu	Surface en m²	Nombre de lits		Échéance d'urbanisation
			htpothèse min	Hypothèse max	
10	Zone AUht en rive gauche de l'Arc - secteur des lodges	2 570	50	60	Court à moyen terme
10	Zone AUht en rive gauche de l'Arc - secteur des hébergements touristiques	4 450	250	400	Court à moyen terme
12	Zone AUht de la Mathia	5 035	150	200	Court à moyen terme
13	Zone AUbht des Maristes	2 070	120	180	Court à moyen terme
TOTAL		14 125	570	840	



AGENCE ROSSI

04 79 37 61 75



urbanisme@agence-rossi.fr

www.agence-rossi.fr



50 rue Suarez

73200 ALBERTVILLE



Réf. 21-168

COMMUNE DE VAL-CENIS

Département de la Savoie

PLAN LOCAL D'URBANISME

3.2. Orientations d'aménagement et de programmation thématiques

DOSSIER D'ARRET

Commune de Val-Cenis
(73)



Projet arrêté par délibération du
conseil municipal en date du



OAP Trame Verte et Bleue

OAP Thématique Energie

OAP Préconisations architecturales sur les façades des rues principales

OAP Thématique Mobilités



AGENCE ROSSI

04 79 37 61 75



urbanisme@agence-rossi.fr

www.agence-rossi.fr



50 rue Suarez

73200 ALBERTVILLE



Réf. 21-168

COMMUNE DE VAL-CENIS

Département de la Savoie

PLAN LOCAL D'URBANISME OAP THEMATIQUE TRAME VERTE ET BLEUE

Commune de Val-Cenis
(73)





1

ENJEUX DE BIODIVERSITE

RAPPEL DES ENJEUX DE BIODIVERSITE

Enjeux	Degré d'importance de l'enjeu sur le territoire	Marge de manœuvre du PLU
La préservation des réservoirs de biodiversité et de leurs espaces de fonctionnalité.	FORT	IMPORTANTE
La conservation des prairies de fauche montagnardes.	MOYEN	IMPORTANTE
La prise en compte des espèces patrimoniales dans les projets d'aménagement.	FORT	IMPORTANTE
La préservation des espaces naturels et agricoles identifiés comme corridors écologiques.	MOYEN	MOYENNE





2

OAP TRAME VERTE ET BLEUE

1. DEFINITION

L'OAP thématique dite « **Trame verte et bleue** » est visée à l'article L151-6-2 du Code de l'Urbanisme : « *Les orientations d'aménagement et de programmation définissent, en cohérence avec le projet d'aménagement et de développement durables, les actions et opérations nécessaires pour mettre en valeur les continuités écologiques.* ».

L'Orientaion d'Aménagement et de Programmation (OAP) thématique Trame Verte et Bleue du PLU de Val Cenis traduit les orientations définies dans le PADD et décline les actions et orientations d'aménagement à mettre en œuvre par **tout projet** dans la commune pour valoriser la Trame Verte et Bleue.

L'OAP Trame Verte et Bleue a pour vocation, dans le respect des orientations définies par le PADD, de **préserver réglementairement les réservoirs de biodiversité** connus sur le territoire communal ainsi que leurs **fonctionnalités**, et d'identifier les éléments qui participent à la qualité des milieux naturels du territoire. Une attention particulière doit être portée aux transitions entre les espaces urbanisés et les milieux naturels et agricoles périphériques (**franges**).

L'OAP Trame Verte et Bleue contribue également à limiter les obstacles aux continuités écologiques au droit des infrastructures et des éléments bâtis.

L'OAP Trame verte et bleue apparaît ainsi comme un outil transversal qui met en relation les éléments de nature susceptibles d'être supports de services rendus à l'homme.

Elle est porteuse d'un projet de territoire favorable à la biodiversité et la santé humaine, qui conforte la qualité du cadre de vie de Val Cenis pour ses habitants et ses visiteurs.

L'OAP Trame verte et bleue porte sur l'ensemble du territoire communal.

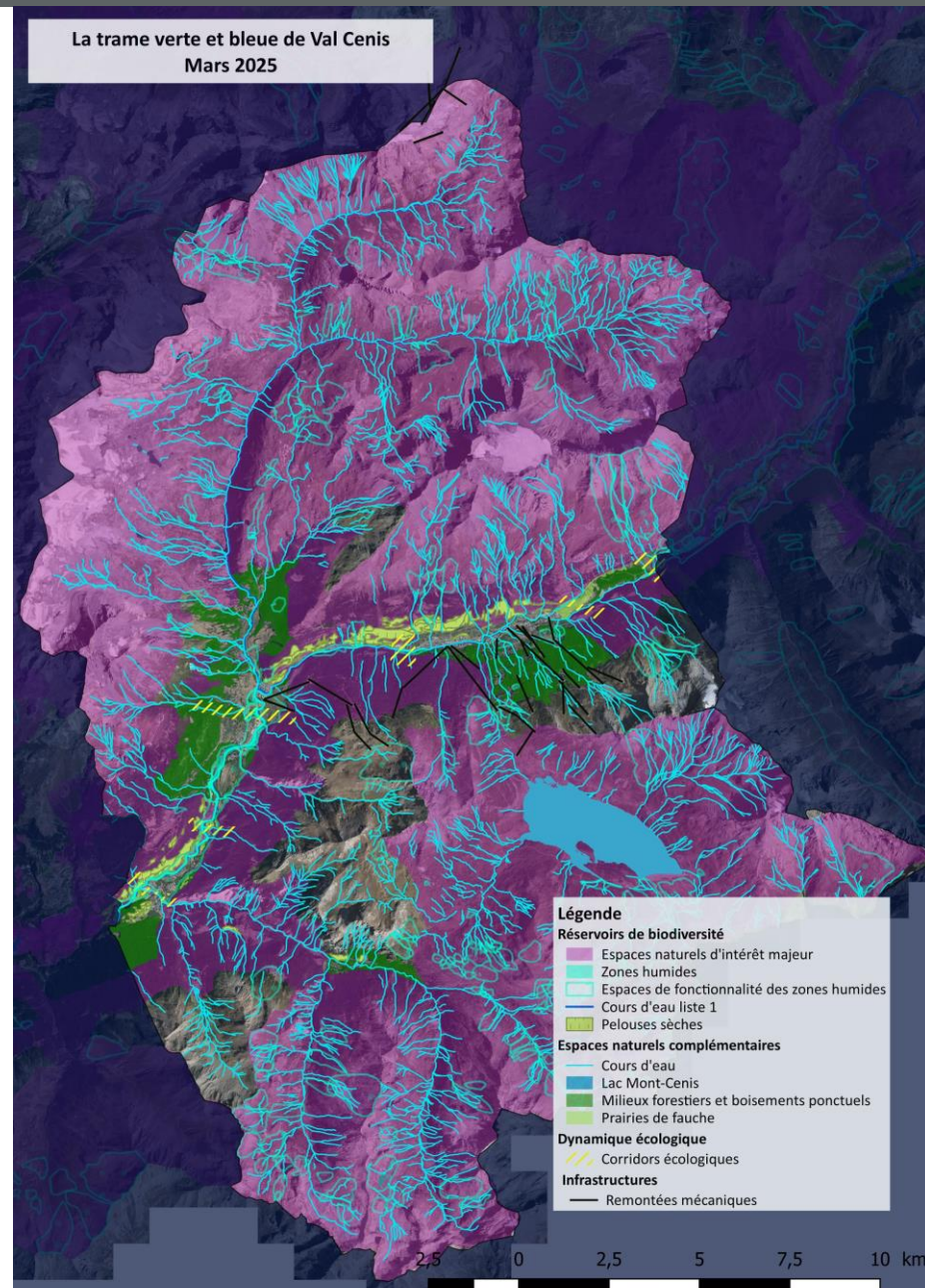
Ses orientations sont opposables aux projets d'aménagement ou de construction dans un rapport de compatibilité.

2. LA TRAME VERTE ET BLEUE DE VAL CENIS

Sur le territoire de Val Cenis, les **espaces naturels d'intérêt majeur** (sites Natura 2000, Cœur de PNV, APPB du Mont Cenis, ZNIEFF de type 1, zones humides, pelouses sèches...) constituent les **réservoirs de biodiversité**. Ils sont complétés par les massifs forestiers, les cours d'eau et les prairies agricoles qui forment les réservoirs complémentaires.

La **fonctionnalité des milieux naturels et semi-naturels** est évaluée au travers des **corridors écologiques** identifiés au SCOT de Maurienne.

Le territoire de Val Cenis conserve une **belle perméabilité écologique** en raison d'une urbanisation structurée organisée autour de villages bien identifiés. Les équipements situés en dehors des enveloppes urbaines sont représentés par les bâtiments d'exploitation agricole, les équipements publics (station d'épuration, déchetterie) et les zones d'activités industrielles (zone commerciale et gravières).



3. LA TRADUCTION DES ORIENTATIONS DU PADD

AXE N°2 - INSCRIRE DURABLEMENT LE TERRITOIRE DANS LA TRANSITION ECOLOGIQUE : LUTTE CONTRE L'ARTIFICIALISATION DES SOLS, SOBRIETE ENERGETIQUE ET ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

ORIENTATION N°5 : PRESERVER LA BIODIVERSITE DE VAL CENIS

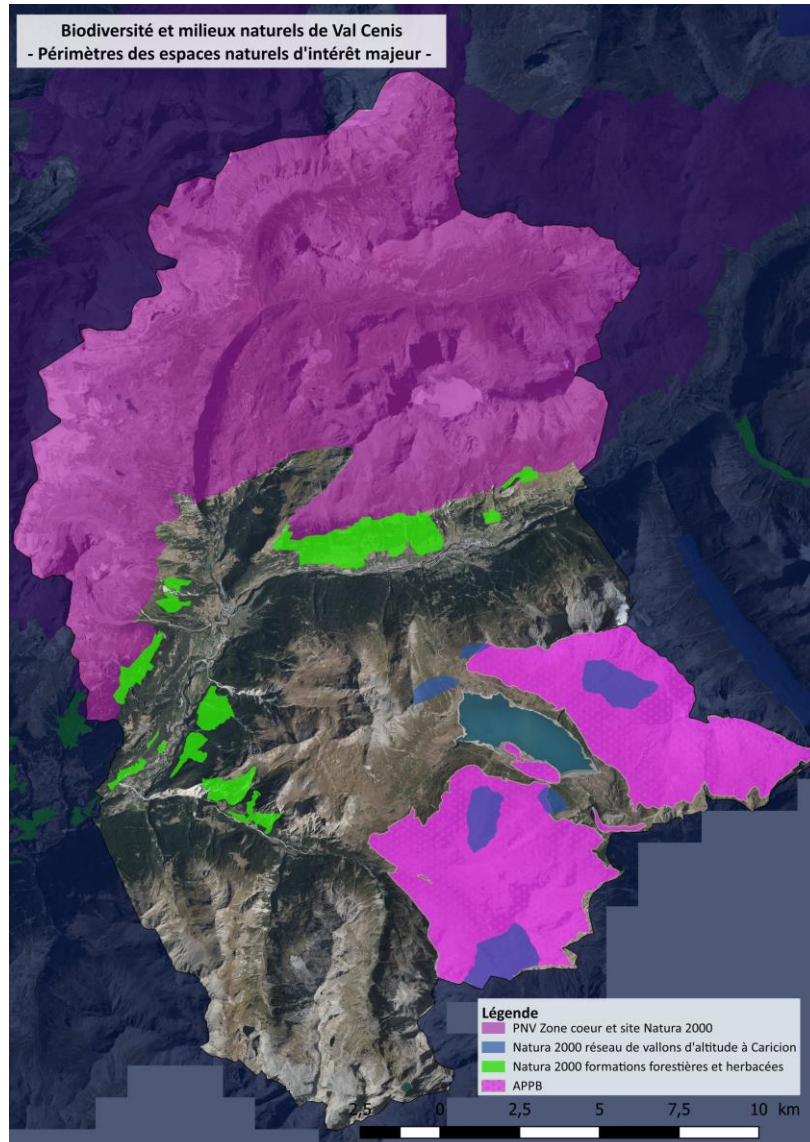
ACTIONS :

- ✓ Préserver les réservoirs de biodiversité participant à la trame verte et bleue par un classement adapté à leur statut et à leurs usages, en particulier par :
 - l'identification des espaces reconnus par un statut de protection réglementaire (sites Natura 2000, APPB et PNV)
 - l'identification des espaces naturels remarquables (ZNIEFF de type 1, tourbières et zones humides, pelouses sèches, cours d'eau en liste 1) tout en prenant en compte les usages actuels ou envisagés (ex. secteurs déjà bâtis, emprise du domaine skiable, notamment)
 - et la rédaction d'un règlement adapté au site et aux usages
- ✓ Identifier et préserver les fonctionnalités écologiques du territoire (corridors)
- ✓ Rédiger une OAP thématique relative à la préservation et mise en valeur des continuités écologiques
- ✓ Préserver les boisements rivulaires des cours d'eau
- ✓ Repérer et préserver les jardins potagers ou d'agrément dans les espaces bâtis et dans leur périphérie, en tant que continuité écologique ou « îlot » de fraîcheur
- ✓ Définir, dans les secteurs de développement le nécessitant, les mesures pour favoriser le maintien de la biodiversité
- ✓ Composer la végétalisation des espaces en confortant l'existant et en développant la biodiversité

4. PRESERVER les réservoirs de biodiversité participant à la trame verte et bleue

4.1. Identifier les réservoirs de biodiversité avec un règlement adapté aux usages et enjeux

4.1.1. Les sites Natura 2000, le cœur du parc national de la Vanoise, l'APPB du Mont Cenis et vallon de Savine



Au titre de leur valeur patrimoniale, ces espaces doivent faire l'objet de protections fortes tout en garantissant la pérennité des pratiques traditionnelles telles que le pastoralisme ainsi que la vocation d'accueil du public.

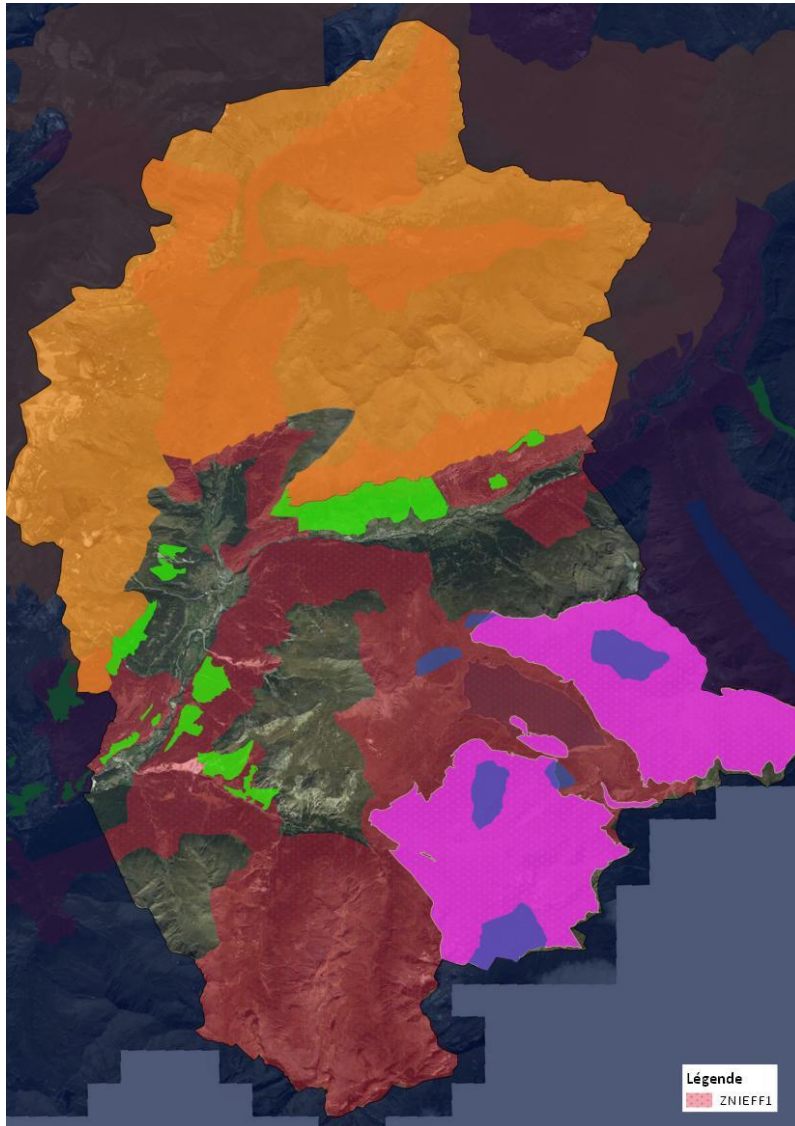
Ces espaces sont classés en zone de protection forte naturelle **Nb** et agricole **Ab**.



4. PRESERVER les réservoirs de biodiversité participant à la trame verte et bleue

4.1. Identifier les réservoirs de biodiversité avec un règlement adapté aux usages et enjeux

4.1.2. Les ZNIEFF de type 1



Lorsqu'ils sont situés au sein des espaces naturels d'intérêt majeur, les périmètres des ZNIEFF de type 1 sont classés en zone naturelle **Nb** et agricole **Ab**.

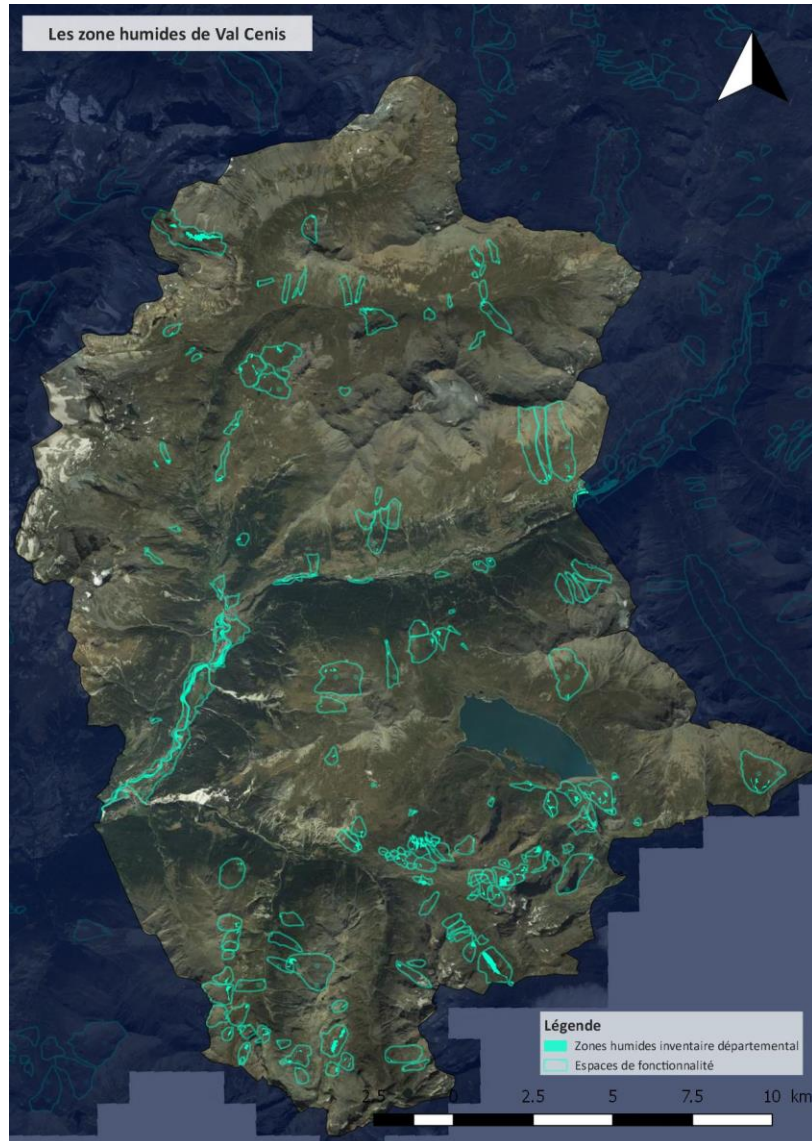
Les périmètres des ZNIEFF de type 1 situées en dehors de la zone Nb sont classés en zone naturelle **N** et agricole **A**.

Les espaces urbanisés situés au sein des périmètres de ZNIEFF de type 1 sont classés en zone urbaine (village de Sardières).

4. PRESERVER les réservoirs de biodiversité participant à la trame verte et bleue

4.1. Identifier les réservoirs de biodiversité avec un règlement adapté aux usages et enjeux

4.1.3. Les zones humides et leurs espaces de fonctionnalité



Les zones humides repérées à l'inventaire départemental sont classées en zone A ou N avec une trame L151-23 au titre du code de l'urbanisme.

Les espaces de fonctionnalité des zones humides repérées à l'inventaire départemental bénéficient d'une trame L151-23 au titre du code de l'urbanisme.

4. PRESERVER les réservoirs de biodiversité participant à la trame verte et bleue

4.1. Identifier les réservoirs de biodiversité avec un règlement adapté aux usages et enjeux

4.1.4. Les cours d'eau en liste 1

La liste 1 est établie sur la base des réservoirs biologiques du SDAGE, des cours d'eau en très bon état écologique et ces cours d'eau nécessitant une protection complète des poissons migrateurs. Ainsi, sur les cours d'eau ou tronçons de cours d'eau figurant dans cette liste, aucune autorisation ou concession ne peut être accordée pour la construction de nouveaux ouvrages s'ils constituent un obstacle à la **continuité écologique** (cf article R214-109 du code de l'environnement). Le renouvellement de l'autorisation des ouvrages existants est subordonné à des prescriptions particulières (cf article L214-17 du code de l'environnement).

Sur la commune de Val Cenis, les cours d'eau suivants sont classés en liste 1 :

- L'Arc, de sa confluence avec la Lenta au barrage de Bramans, hors traversée de Lanslevillard
- Le Doron de Termignon en aval de sa confluence au torrent de la Rocheure
- Le torrent de la Leisse en aval de l'ancien barrage du Plan des Nettes

Les cours d'eau en liste 1 au titre de l'article L214-17 du code de l'environnement sont repérés au PLU par une trame graphique au titre de l'article L151-23 du Code de l'urbanisme dont le règlement préserve le maintien de la continuité écologique des cours d'eau.



4. PRESERVER les réservoirs de biodiversité participant à la trame verte et bleue

4.1. Identifier les réservoirs de biodiversité avec un règlement adapté aux usages et enjeux

4.1.5. Les pelouses sèches



Ces pelouses sont constituées d'un tapis végétal peu élevé et clairsemé, mais d'une grande diversité de plantes. La forte originalité biologique de ces milieux tient à la présence d'espèces peu communes et adaptées pour résister aux conditions xériques de la vallée. La flore spécialisée présente des affinités méridionales avec des poacées remarquables de type steppique, en particulier la Stipe pennée appelée marabout dans la vallée, et des espèces rares comme la Fétuque du Valais.



Les pelouses sèches sont repérées au PLU par une trame graphique au titre de l'article L151-23 du Code de l'urbanisme dont le règlement préserve les qualités écologiques.

4. PRESERVER les réservoirs de biodiversité participant à la trame verte et bleue

4.2. Identifier les espèces patrimoniales

La commune de Val Cenis accueille de nombreuses plantes patrimoniales, protégées et/ou menacées, parmi lesquelles l'emblématique Sabot de Vénus ou encore la Bruyère des neiges, bien présente dans les forêts de pins en périphérie des villages.

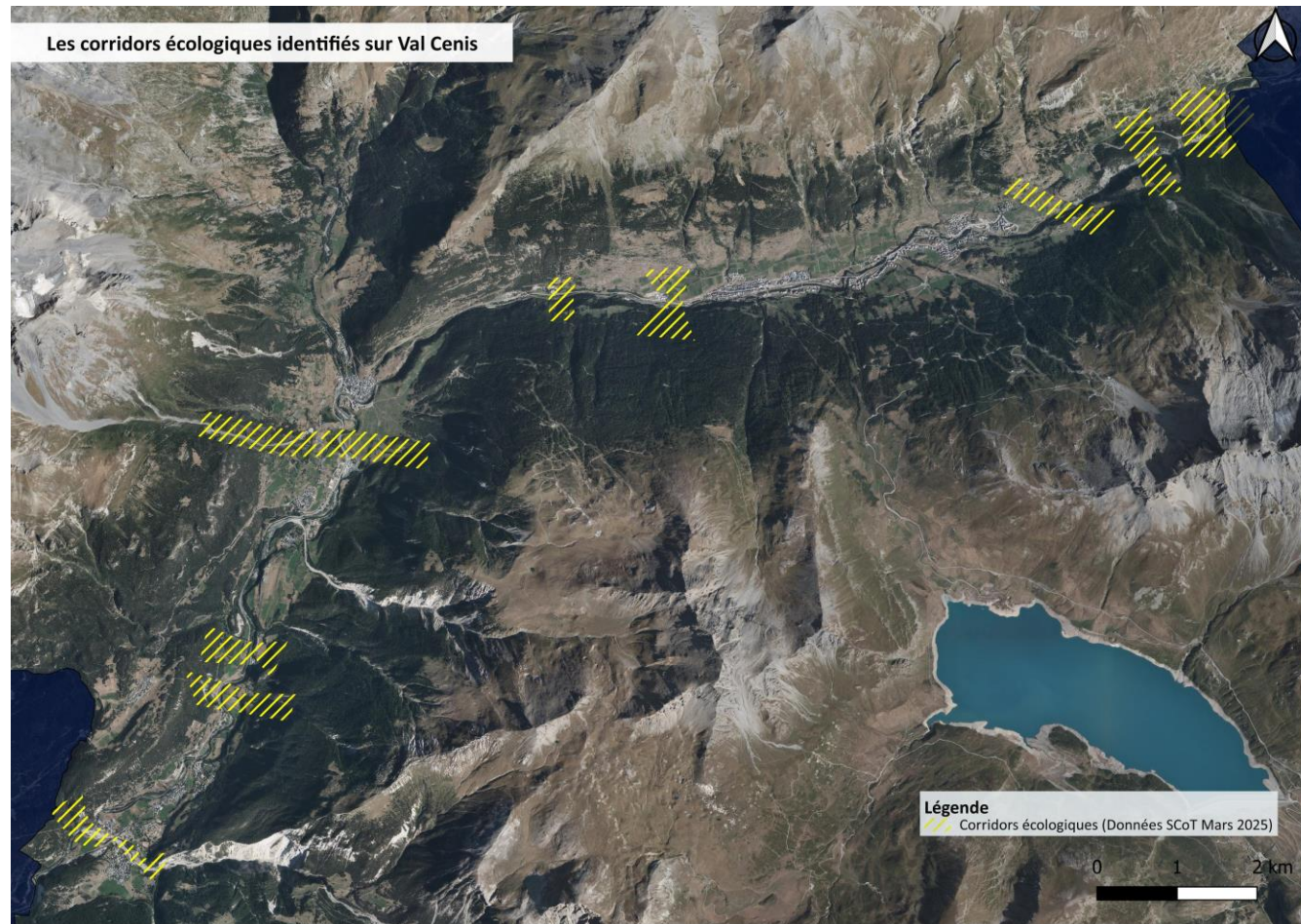
La Gagée des champs est une plante précoce, qui fleurit dès la fin du mois de mars dans les stations ensoleillées. Elle est parfois présente au sein des jardins privés.



En dehors des secteurs de projet soumis aux études environnementales réglementaires, il est recommandé d'être attentif à la présence potentielle des plantes patrimoniales en préalable aux travaux de terrassement.

5. IDENTIFIER ET PRESERVER les fonctionnalités écologiques du territoire

5.1. repérer les corridors écologiques du SCOT des Pays de Maurienne



Les corridors écologiques identifiés par le SCOT des Pays de Maurienne sont repérés au PLU par une trame graphique au titre de l'article L151-23 du Code de l'urbanisme. Cette disposition réglementaire préserve leurs fonctionnalités.

6. PRESERVER LES BOISEMENTS RIVULAIRES DES COURS D'EAU

6.1. Définir une bande de protection de 10 m de large de part et d'autre des berges des cours d'eau



L'objectif est de préserver les cordons boisés qui accompagnent les cours d'eau.

7. REPERER ET PRESERVER les jardins potagers ou d'agrément

7.1. Identifier les jardins potagers ou d'agrément au travers d'un zonage spécifique

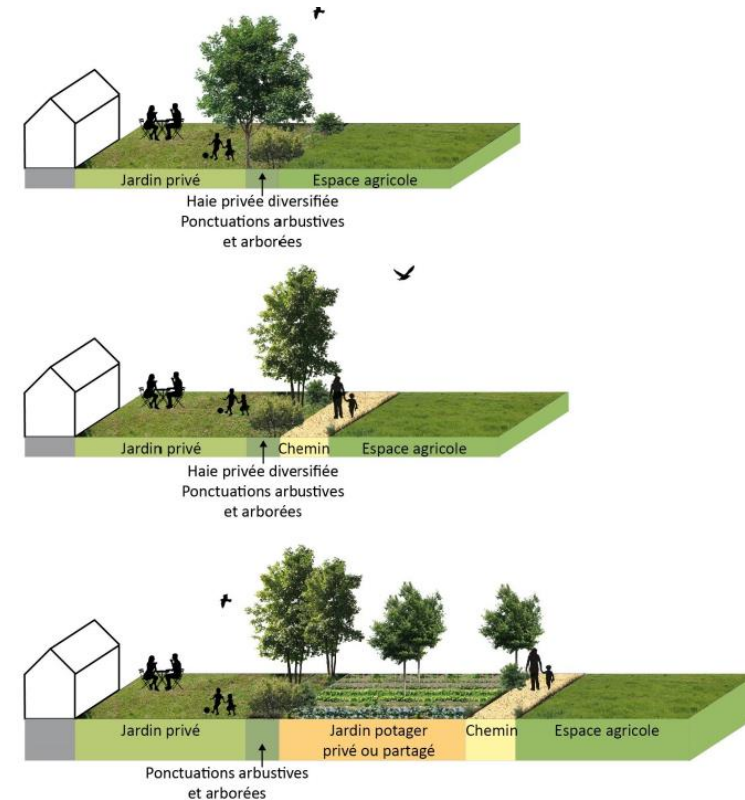


La commune de Val Cenis compte de nombreux jardins potagers et d'agrément au sein des villages.

Plusieurs d'entre eux ont été classés en zone naturelle Nj et urbaine Uj.

8.1. Aménager les espaces de transition entre le bâti et les milieux naturels et semi-naturels périphériques

- ✓ La transition avec l'espace naturel et semi-naturel mitoyen d'un secteur de projet sera assurée par un espace végétalisé, tels que des jardins potagers, des bosquets ponctuels, des haies poreuses ou encore de simples bandes enherbées.
- ✓ Les structures, formes et essences utilisées seront de même nature que celles de l'espace naturel et semi-naturel proche du projet.
- ✓ Les arbres de grand développement seront préférés dès lors que l'espace le permet.
- ✓ Le caractère naturel de la végétation (forme libre, espèces d'origine locale), non taillée, sera recherché.
- ✓ Les transparences ou percées visuelles vers les paysages agricoles seront maintenues autant que possible.
- ✓ Les haies, le cas échéant, chercheront à associer plusieurs strates végétales (arborée, arbustive et herbacée) et plusieurs essences locales.

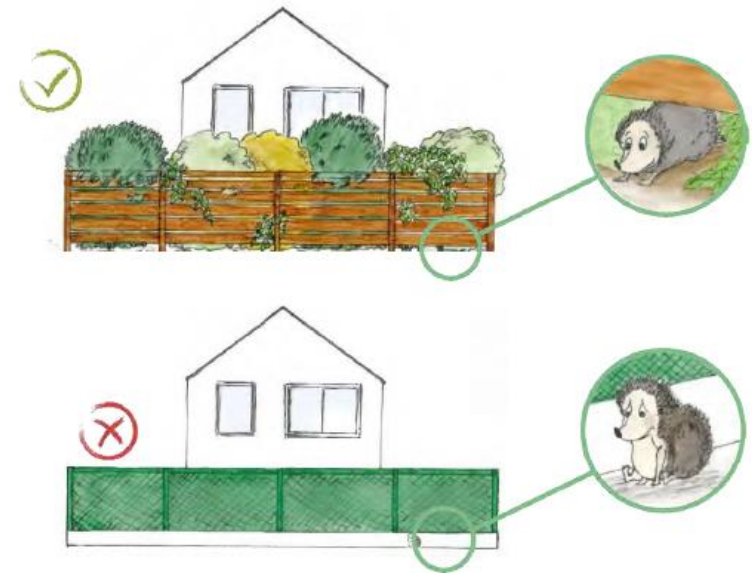


8.2. Aménager des clôtures perméables à la faune

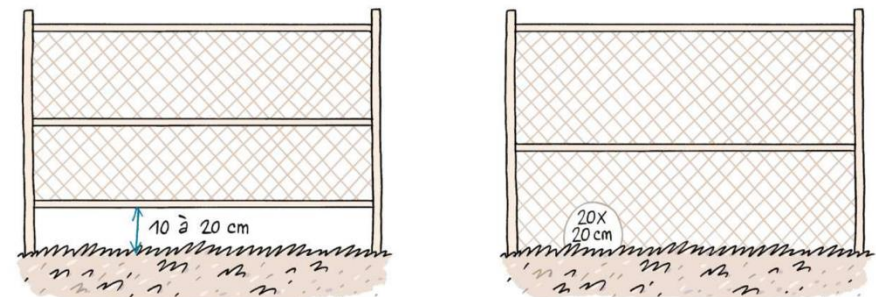
Les clôtures seront majoritairement composées de haies libres et variées adaptées à l'environnement dans lequel elles s'insèrent. Elles devront éviter les espèces exotiques envahissantes, et celles présentes devront faire l'objet d'une suppression pour éviter leur dispersion.

- ✓ Privilégier les **haies mélangées irrégulières** composées d'espèces locales variées, notamment fruitières et mellifères, disposées en quinconce afin de favoriser l'épaisseur de la haie (*Acer campestre*, *Cornus sanguinea*, *Ligustrum vulgare*, *Carpinus betulus*, *Prunus spinosa*, *Crataegus monogyna* ...).
- ✓ Privilégier **des matériaux naturels** pour le support de clôture afin d'apporter une perméabilité à la faune.
- ✓ Favoriser les **palissades en bois** ou un treillage de la même teinte que les plantations.
- ✓ Favoriser la **perméabilité des clôtures** par une surélévation du sol de 10cm permettant le passage de la petite faune ou prévoir des passages troués dans la clôture tous les 15 mètres.

⚙️ Les clôtures doivent laisser passer la petite faune et s'intégrer au paysage



Exemples d'aménagements pour les clôtures



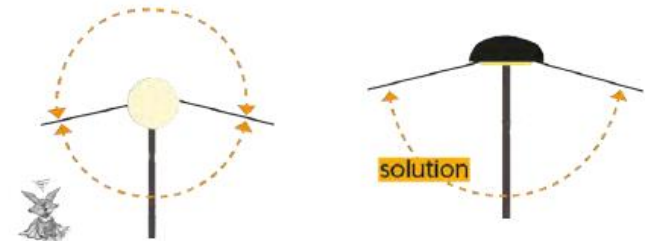
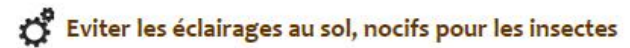
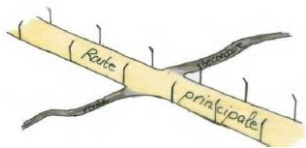
8.3. Favoriser la trame noire

L'utilisation de technologies, comme les lampes fluorescentes ou les LED, permet de fournir la même puissance d'énergie tout en réduisant la consommation d'énergie.

Il est conseillé d'éviter l'utilisation des lampes émettant des basses longueurs d'ondes (UV, violet, bleu et vert). Les lampes à sodium « basse pression », considérées comme les moins néfastes pour les chauves-souris, sont privilégiées. L'orientation des éclairages vers le bas avec déflecteur en position horizontale est obligatoire.

L'éclairage doit être raisonné et limité aux allées de desserte des entrées, avec détection de présence.

Les espaces verts et les jardins ne doivent pas être éclairés.



8.4. Favoriser la présence du végétal dans les projets

Végétaliser les espaces au sein du bâti

- ✓ L'intérêt de la végétalisation des espaces au sein du bâti pour la biodiversité réside dans la diversification des habitats et des strates de végétation. En outre, l'arbre est un excellent climatiseur qui participe à la réduction des îlots de chaleur en zone bâtie. L'ombre qu'il procure se combine avec l'évaporation naturelle du feuillage.
- ✓ Un objectif de végétalisation de l'ordre de **30 % du terrain d'assiette** de l'opération doit être recherché, à défaut l'opération devra démontrer en quoi ses aménagements participent à la biodiversité locale.

Diversifier les compositions végétales

- ✓ La composition multi strate (arborée, arbustive, herbacée) sera développée avec des strates dominantes selon les contextes, afin de développer la diversité des habitats propices à la faune (petits massifs, haies, prairies fleuries...).

Respecter des règles simples

- ✓ Choisir des essences adaptées aux milieux (bord d'eau, pied de bâti, abord des chemins, espaces ouverts) et aux conditions de sol et d'exposition
- ✓ Privilégier les essences indigènes, rustiques et peu gourmandes en eau
- ✓ Varier les essences végétales, avec des périodes de floraison étalées dans le temps
- ✓ Concevoir une végétalisation d'au moins deux strates parmi les quatre suivantes : arborée, arbustive, semi-arbustive, herbacée
- ✓ Varier les essences pour les plantations appartenant à une même strate végétale
- ✓ Privilégier les essences nectarifères et pollinifères et celles produisant des fruits consommés par les oiseaux

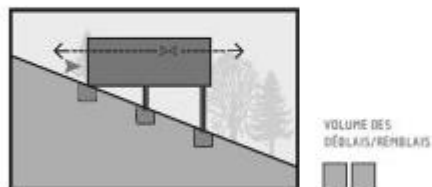
8.5. Limiter les terrassements au strict minimum

- ✓ Le projet devra s'adapter à la **pente du terrain naturel (et non l'inverse)**. Les terrassements importants en vue de créer artificiellement un terrain ou un jardin plan sont proscrits.
- ✓ **Dans le cas de murs de soutènement, ils seront les moins hauts possible.** Il est préférable de réaliser plusieurs murs de faible hauteur plutôt qu'un seul grand. Les terrasses ou le jardin pourront également avoir une pente de façon à minimiser la hauteur des murs. Les murs pourront être texturés et/ou accompagnés de végétation (en pied, en tête, dans les joints et/ou grimpante) afin de mieux s'insérer dans le paysage. L'association d'un mur surmonté d'une clôture opaque accentue les impacts visuels : elle sera proscrite.
- ✓ **Les enrochements de hauteur importante ou utilisant de gros blocs de pierre seront évités en raison de leur fort impact visuel.** La construction d'un mur ou muret sera préférée.
- ✓ **Les talus (sauf pour l'accès aux garages enterrés) seront les plus longs possibles pour retrouver de façon progressive la pente du terrain naturel.** L'enherbement des talus et la plantation de plusieurs strates végétales parfois, permettront d'atténuer leurs impacts dans le paysage. Les bâches plastiques sont proscrites.

Modes d'insertion du bâti dans la pente

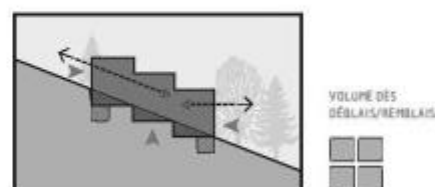
SE SURÉLEVER DU SOL

en porte-à-faux ou perché sur des pilotis



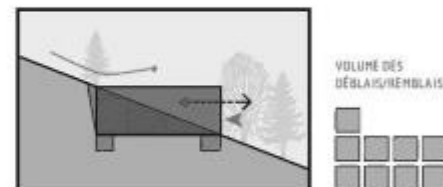
ACCOMPAGNER LA PENTE

en cascade, avec succession de niveaux ou de demis-niveaux suivant le degré d'inclinaison



S'ENCASTRER

s'enterrer, remblai et déblai



Source : Habiter en montagne aujourd'hui – Référentiel d'architecture – PNR Vercors et Chartreuse, CAUE Drôme, Isère et Savoie

Implantation parallèle aux courbes de niveau

Implantation perpendiculaire aux courbes de niveau

9. PALETTE VEGETALE

NOM FRANÇAIS	NOM LATIN	HAUTEUR	ÉPOQUE DE FLORAISON	SOL	EXPOSITION	FRUITS	FEUILLAGE	VALEUR MELLIFÈRE
ERABLE CHAMPÊTRE	Acer campestris	15 m	mars à avril	sec	soleil, mi-ombre	samares	marcescent	X
ERABLE SYCOMORE	Acer pseudoplatanus	25 m	mai	De préférence profond, humide et calcaire	soleil, mi-ombre	samares	marcescent	X
AMELANCHIER	Amelanchier ovalis	1 à 3 m	avril à mai	plutôt riche en base, sec à très sec, s'adapte au substrat caillouteux	soleil	petits fruits noirs	caduque	X
AULNE GLUTINEUX	Alnus glutinosa	15 m	mars-avril	Humide	Indifférent	strobiles	caduque	x
ALISIER	Aria edulis	15 m	avril	Frais et humide	soleil	baies ovoïdes rouges	caduque	X
ÉPINE-VINETTE	Berberis vulgaris	1 à 3 m	mai à juin	Indifférent	soleil, mi-ombre	baies oblongues rouges	caduque	X
BOULEAU	Betula pendula	20 m	Mars/avril	Frais	soleil	Cônes pendants	caduque	x
BAGUENAUDIER	Colutea arborescens	2 à 4 m	mai à juillet	Indifférent	soleil	vessie renflée	caduque	X
CORONILLE DES JARDINS	Coronilla emerus	1 à 2 m	avril à mai	Sol plutôt riche en base, sec à très sec, s'adapte au substrat caillouteux	soleil	gousses étroites noirâtres	caduque	x
NOISETIER	Corylus avellana	1 à 4 m	février à avril	Sol plus ou moins riche, s'adapte à de nombreuses conditions différentes	ombre, mi-ombre	noisettes	caduque	X
COTONEASTER COMMUN	Cotoneaster interregimus	1,5 m	avril	sec	soleil	Baies	caduque	x
AUBÉPINE	Crataegus monogyna	2 à 4 m	mai	Sol assez sec jusqu'à frais	soleil, mi-ombre	fruit rouge plus ou moins persistant	caduque	X
FUSAIN D'EUROPE	Euonymus europaeus	1,5 à 5m	avril à mai	ol plutôt riche en base et conservant une certaine humidité	soleil, mi-ombre	capsule à 4 loges rose violacé	caduque	
BOURDAINE	Frangula alnus	1 à 4 m	mai	Sols variés plutôt frais à humide	soleil, mi-ombre	petites drupes rouges puis noires	caduque	X

9. PALETTE VEGETALE

NOM FRANÇAIS	NOM LATIN	HAUTEUR	ÉPOQUE DE FLORAISON	SOL	EXPOSITION	FRUITS	FEUILLAGE	VALEUR MELLIFÈRE
ARGOUSIER	Hippophae rhamnoides	1 à 4 m	mars à avril	Drainé à léger voir inondable, large amplitude hydrique	soleil	baies jaunes ou oranges globuleuses	caduque	X
GENEVRIER COMMUN	Juniperus communis	3 m		sec	soleil	baies	persistant	
CYTISE À GRAPPES	Laburnum anagyroides	2 à 8 m	mai à juin	Sol relativement sec, drainant, éventuellement caillouteux	soleil	gousses épaisses vertes puis noirâtres	caduque	X
CHÈVREFEUILLE DES BOIS	Lonicera periclymenum	2 à 4 m	juin à août	Sol plutôt acide, éventuellement caillouteux, plutôt frais	soleil, ombre	petites baies rouges	caduque	X
CHÈVREFEUILLE DES BUISSONS	Lonicera xylosteum	1 à 2 m	mai à juin	tous sols plutôt drainant mais assez large amplitude hydrique	soleil, ombre	baies rouges soudées par deux	caduque	X
POMMIER SAUVAGE	Malus sylvestris	10 m	avril à mai	Tous types de sols plutôt drainés	soleil, ombre	petites pommes jaunes verdâtre (Ø 3-4cm)	caduque	X
PIN SYLVESTRE	Pinus sylvestris	25 m	avril	Drainé à léger	soleil	cônes	persistant	x
PIN A CROCHET	Pinus uncinata	20-25 m		Drainé à léger	soleil	cônes	persistant	x
MERISIER	Prunus avium	20 m	avril		soleil	drupes en fin d'été	caduque	X
CERISIER DE SAINTE-LUCIE	Prunus mahaleb	4 à 12 m	avril	Sol plutôt basique à neutre drainé	soleil	drupes rouges puis noires brillantes	caduque	X
CERISIER À GRAPPES	Prunus padus	5 à 15 m	mai à juin	Sol neutre à acide très bien alimenté en eau voire inondable	Mi-ombre	petites drupes noires brillantes	caduque	x
PRUNELIER	Prunus spinosa	1 à 4 m	avril	Sols variés plus ou moins caillouteux	soleil, ombre	prunelles bleu-noir pruneuse	caduque	X
NERPRUN PURGATIF	Rhamnus cathartica	2 à 5 m	mai à juin	Sols basiques à neutre caillouteux, large amplitude hydrique	soleil, ombre	drupes globuleuses noires	caduque	x

9. PALETTE VEGETALE

NOM FRANÇAIS	NOM LATIN	HAUTEUR	ÉPOQUE DE FLORAISON	SOL	EXPOSITION	FRUITS	FEUILLAGE	VALEUR MELLIFÈRE
GROSEILLER DES ALPES	Ribes alpinum	1 à 2 m	avril à mai	Sol plutôt riche et frais	mi-ombre	baies rouges globuleuses	caduque	x
GROSEILLER ROUGE	Ribes rubrum	1 à 2 m	avril à mai	Sol plutôt riche et frais	mi-ombre	baies rouges globuleuses	caduque	X
CASSISSIER	Ribes nigrum	1 à 2 m	avril à mai	Sol plutôt riche et frais	soleil à mi-ombre	baies noir globuleuses	caduque	X
GROSEILLER DES HAIES	Ribes uva-crispa	0,5 à 1,5 m	mars à avril	Sol plutôt riche et frais	ombre, mi-ombre	baies verdâtres translucides	caduque	X
ROSIER DES HAIES	Rosa canina	1 à 3,5 m	mai à juillet	Tous sols, plutôt drainant	soleil,	cynorrhodons rouge	caduque	X
ÉGLANTIER ROUGE	Rosa rubiginosa	0,5 à 2,5 m	juin à juillet	Tous sols, plutôt drainant	soleil,	cynorrhodons rouge	caduque	X
FRAMBOISIER	Rubus idaeus	1 à 2 m	mai à août	Tous sols	soleil,	grappe agglomérée rouge	caduque	X
FRAGON	Ruscus aculeatus	0,4 à 0,9 m	septembre à avril		mi-ombre à ombre	baie globuleuse rouge	caduque	X
SAULE MARSAULT	Salix caprea	1,5 à 4 m	mars à avril	Humide	soleil	capsules tomenteuses	persistant	
SAULE POURPRE	Salix purpurea	1 à 4 m	mars à avril	Humide	soleil	capsules tomenteuses	caduque	
SAULE DRAPÉ	Salix elaeagnos	1 à 4 m	mars à avril	Humide	soleil	capsules glabres	caduque	
SUREAU NOIR	Sambucus nigra	2 à 10 m	juin à juillet	Tous sols, plutôt frais et riche en azote	soleil, mi-ombre	baies noires globuleuses	caduque	X
SUREAU ROUGE	Sambucus racemosa	1 à 4 m	avril à mai	Tous sols, plutôt frais et riche en azote	soleil, mi-ombre	baie rouges ovales luisantes	caduque	X
SORBIER DES OISELEURS	Sorbus aucuparia	15 m	mai	Léger et drainé	soleil	Drupes orangées	caduque	x

10. LEXIQUE

Biodiversité : diversité biologique basée sur la variété et la variabilité des organismes vivants et des écosystèmes dans lesquels ils se développent.

Continuité écologique : réseau d'échanges entre les réservoirs de biodiversité. La continuité écologique permet aux espèces vivantes de se déplacer pour assurer leur cycle de vie.

Cordon boisé rivulaire : ensemble d'arbres et d'arbustes le long des cours d'eau, dont la largeur peut varier d'une simple rangée d'arbres alignées à un élément boisé large de plusieurs mètres.

Corridor écologique : les corridors écologiques assurent des connexions entre des réservoirs de biodiversité, offrant aux espèces des conditions favorables à leur déplacement et à l'accomplissement de leur cycle de vie. On distingue les corridors linéaires (haies, chemins et bords de chemins, ripisylves, bandes enherbées le long des cours d'eau,...), les corridors discontinus (ponctuation d'espaces-relais ou d'îlots-refuges, mares permanentes ou temporaires, bosquets,...), les corridors paysagers (mosaïque de structures paysagères variées).

Ecosystème : ensemble des êtres vivants qui interagissent entre eux au sein d'un milieu spécifique et avec cet environnement.

Espèce : unité taxonomique fondamentale dans la classification du monde vivant. Une espèce est constituée par l'ensemble des individus appartenant à des populations échangeant librement leurs gènes.

Habitat : lieu de vie d'une espèce. Au sens strict, il contient l'ensemble des éléments du paysage utilisés par une espèce (exemple pour un amphibien : la mare et le boisement).

Réservoir de biodiversité : ce sont des espaces dans lesquels la biodiversité est la plus riche ou la mieux représentée, où les espèces peuvent effectuer tout ou partie de leur cycle de vie et où les habitats naturels peuvent assurer leur fonctionnement en ayant notamment une taille suffisante, qui abritent des noyaux de populations d'espèces à partir desquels les individus se dispersent ou qui sont susceptibles de permettre l'accueil de nouvelles populations d'espèces.

Thermophile : qui aime la chaleur

Trame verte et bleue : C'est un réseau formé des réservoirs de biodiversité, des continuités écologiques terrestres et aquatiques et des corridors écologiques d'un territoire donné.

Végétation rivulaire : végétation des rives d'un milieu aquatique



AGENCE ROSSI

04 79 37 61 75



urbanisme@agence-rossi.fr

www.agence-rossi.fr



50 rue Suarez

73200 ALBERTVILLE



COMMUNE DE VAL-CENIS

Département de la Savoie

OAP THEMATIQUE ENERGIE

Commune de Val-Cenis
(73)



Rédigé par Black Sheep Energy,



SOMMAIRE

Sommaire	2
Rappel des chiffres clés du diagnostic Energetique de la commune	3
Axe n°1 : OAP Energie et bioclimatisme.....	5
Les principes du bioclimatisme	5
AXE n°2 : OAP Energie et la construction neuve	8
Optimisation de la conception bioclimatique dans la construction neuve : Bbio du projet< Bbio max-10%	8
La construction neuve et la production d'énergies renouvelables : Cep nr du projet < Cepnr max - 30 %	11
Axe n°3 : OAP Energie et la rénovation de l'existant	13
Extension et rénovation globale embarquée de l'existant	13
Travaux de rénovation énergétique embarqués lors de travaux sur la toiture ou en façade	15
Fiches méthodo et fiches thématiques sur la rénovation énergétique	19

RAPPEL DES CHIFFRES CLES DU DIAGNOSTIC ENERGETIQUE DE LA COMMUNE

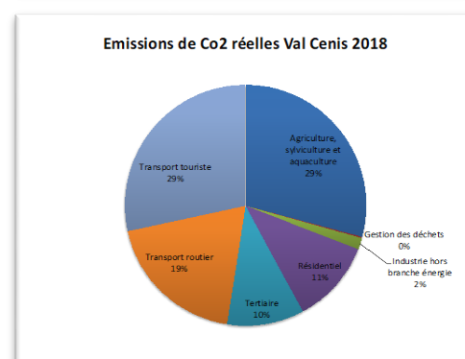
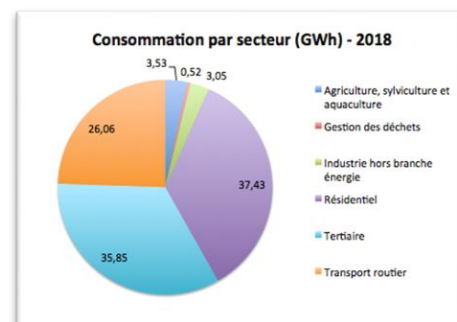
Les principales sources d'énergie consommées sur le territoire sont l'électricité et les produits pétroliers.

Nous avons l'émergence de trois pôles principaux de consommation :

- Le résidentiel (chauffage et eau chaude sanitaire),
- Le tertiaire (chauffage et process industriels)
- Le transport routier

A noter que **pour le transport**, on parle ici uniquement **des trajets « internes »** à la commune.

Les flux des voyageurs touristiques représentent la part la plus importante de Gaz A Effet de Serre (GES) de Val-Cenis suivi par l'agriculture (méthane émis lors de la fermentation entérique) puis le transport interne à la commune.



Afin de respecter l'accord de Paris, il est nécessaire de **baissier les missions de CO2 du territoire** dès maintenant et rapidement afin de contenir le réchauffement climatique.

Quelques étapes clés :

- Objectif de l'UE : -55% des émissions de GeS d'ici 2030.
- Le SRADDET (Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires) fixe un objectif d'ici 2030
 - Réduction de la consommation énergétique de 23 % par habitant
 - Réduction de 30 % d'émission de CO2
- Objectifs TEPOS 2050 du territoire de Maurienne:
 - Réduction de la consommation finale de 12 %
 - Augmentation de la production d'ENR de 31 %
 - 62 % de part d'ENR dans la consommation finale

Suite à ce constat, les enjeux de la commune sont :

- **Diminuer la consommation d'énergie** (action sur le chauffage et ECS du résidentiel en priorité...)
- **Augmenter la part de production d'énergies renouvelables** (Bois énergies et solaire en priorité, micro-hydraulique...)
- **Diminuer les émissions de GES (Gaz à Effet de Serre)** (le report modal pour le tourisme et les trajets internes en priorité...)

Une OAP énergie déclinée sur 3 axes

Afin d'inscrire durablement le territoire dans la transition écologique, pour la sobriété énergétique et adaptation au changement climatique, l'OAP énergie fixe 3 grands thèmes :

1. **La compréhension et l'application** des principes du **bioclimatisme** dans le bâtiment
2. La **construction neuve : des indicateurs** pour des bâtiments performants à **production d'énergie renouvelable renforcée**.
 - Besoin bio-climatique : $B_{bio} \text{ du Projet} < B_{biomax} - 10\%$ des règles en vigueur au moment du projet (actuellement RE 2020)
 - Consommation en énergie primaire : $Cep \text{ nr du Projet} < Cep \text{ nr max} - 30\%$
3. La rénovation de l'existant : **réduire les consommations tout en accélérant la production des Enr**.
 - Extension et rénovation globale embarquée de l'existant
 - Travaux de rénovation énergétique embarqués lors de travaux sur la toiture ou en façade
 - Fiches méthodo et fiches thématiques sur la rénovation énergétique

AXE N°1 : OAP ENERGIE ET BIOCLIMATISME

Une approche bioclimatique, c'est tirer parti du climat local en utilisant et valorisant les caractéristiques de son environnement afin d'apporter un confort gratuit et optimum en toute saison.

Le bioclimatisme permet donc de diminuer les besoins d'énergie en diminuant les besoins de chauffage l'hiver et les besoins pour le rafraîchissement l'été.

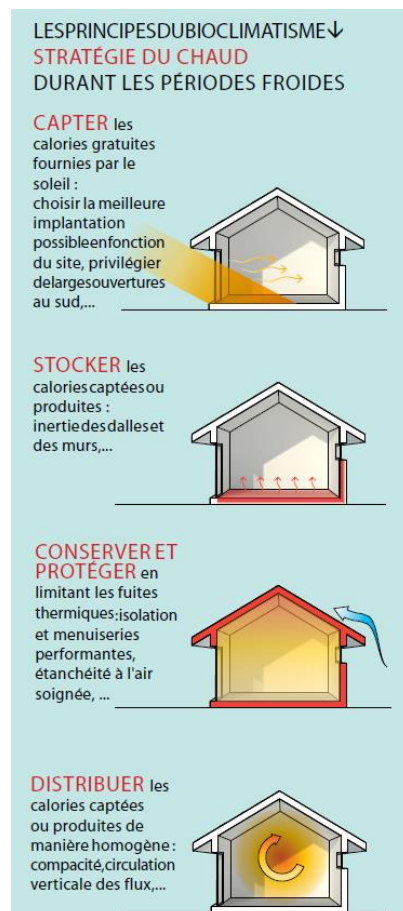
Afin de réduire au maximum les besoins énergétiques, il est recommandé que les futures constructions aient une bonne orientation (orientations des parcelles permettant l'utilisation des apports solaires passifs pour chaque bâtiment) et puissent ainsi :

- Profiter au maximum d'une exposition au sud
- Respecter les principes du bioclimatisme décrit ci-dessous

LES PRINCIPES DU BIOCLIMATISME

✓ SE PROTÉGER DU FROID

- Capter :
 - Au Sud : maximiser les apports solaires par des ouvertures généreuses (avec modération).
 - Au Nord et au Nord-Est : éviter les grandes baies sauf si vues exceptionnelles ; ni balcons, ni terrasses, ni vérandas.
 - Privilégier des vitrages isolants performants.
 - Occulter les baies (volets roulants, massifs traditionnels, rideaux thermiques).
- Stocker :
 - Travailler sur l'inertie des matériaux, capacité de stockage thermique des constituants d'une paroi et facilité de restitution.
- Conserver protéger :
 - Isoler thermiquement les parois (toiture, mur, plancher bas).
 - Principe de la température de l'air et des parois.
 - Etanchéité à l'air du bâtiment.
- Distribuer
 - Privilégier les formes compactes, pour réduire les échanges thermiques.
 - Zonage des espaces : Sas d'entrée isolant, zone-tampon au nord et nord-est.
 - Attention aux espaces ouverts, surtout entre deux étages : l'air chaud monte, le volume sera plus difficile à chauffer en hiver.

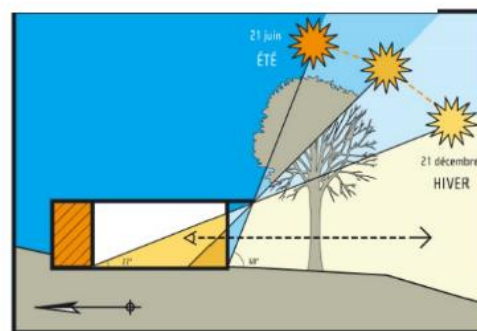


©extrait du document PNR
Chartreuse

✓ PROFITER DU SOLEIL

Quelques mètres en amont sur la parcelle peuvent tout changer, surtout l'hiver.

- Privilégier l'emplacement le plus ensoleillé.
- Orienter le plus possible la maison au sud.
- Privilégier des ouvertures au sud-est si la parcelle est exposée au soleil levant, au sud-ouest dans le cas contraire.



EXTRAIT DU DOCUMENT « HABITER EN MONTAGNE AUJOURD'HUI » <http://www.habiter-ici.com/>

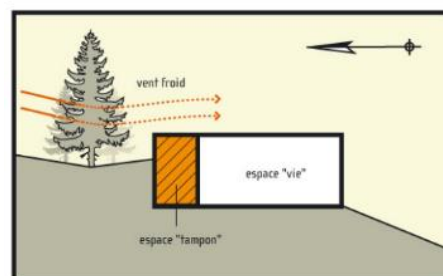
Attention à la surchauffe l'été

- ➔ Prévoir des dénivelés de toiture qui protègent du soleil l'été, mais le laissent pénétrer dans la maison l'hiver pour les menuiseries au Sud.
- ➔ Privilégier des systèmes extérieurs d'occultation pour les menuiseries orientées à l'Est et à l'Ouest : brise soleil, arbres à feuilles caduques à proximité de la maison...

✓ SE PROTÉGER DES VENTS

Il s'agit de se protéger des vents dominants ou d'autres vents créés par les reliefs environnants, qui peuvent être gênants à l'usage. Ne pas hésiter à interroger les voisins, pour les connaître et s'en préserver.

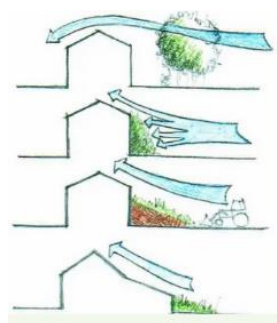
- Utiliser les reliefs de la parcelle comme protection, s'encastrer dans la pente.
- Privilégier des zones tampons fermées : chauffage, buanderie, cellier...
- Planter des arbres à feuillage persistant à distance de la maison.



EXTRAIT DU DOCUMENT « HABITER EN MONTAGNE AUJOURD'HUI » <http://www.habiter-ici.com/>

Cette conception permet de satisfaire une bonne partie des besoins énergétiques du bâtiment. Un supplément est cependant souvent nécessaire. Il est alors possible de compléter cette démarche par la mise en place d'énergie renouvelables type capteur solaire thermique pour le chauffage et/ ou l'eau chaude, poêle au bois énergie...

NB : Construire un habitat bioclimatique loin des transports en commun va générer de nombreux déplacements automobiles, comportement non cohérent avec la démarche.



AXE N°2 : OAP ENERGIE ET LA CONSTRUCTION NEUVE**OPTIMISATION DE LA CONCEPTION BIOCLIMATIQUE DANS LA CONSTRUCTION NEUVE : BBIO DU PROJET < BBIO MAX-10%**

Pour rappel, le PLU de Val-Cenis a comme objectif dans son PADD de

- **Diminuer la consommation d'énergie** de la commune
- **Augmenter la part de production d'énergies renouvelables**
- **Diminuer les émissions de GeS (Gaz à Effet de Serre)**

Pour cela elle a décidé de s'appuyer sur la réglementation actuelle, la RE2020 et d'en améliorer les exigences.

En effet la réglementation en vigueur met en application un principe de base : **l'énergie la moins chère et la moins polluante est celle qu'on ne consomme pas** en valorisant les conceptions bioclimatiques (bbio).

Le Bbio représente les caractéristiques d'isolation du bâtiment en prenant en compte les apports solaires, c'est l'indicateur bioclimatique.

Pour chaque projet il y a un Bbiomax (besoin bioclimatique maximal) = un « seuil » à ne pas dépasser.

✓ Objectif : Bbio du projet < Bbio max - 10 %

L'ambition de Val-Cenis : les constructions neuves doivent aller plus loin que la réglementation afin de baisser les consommations du parc bâti, de diminuer l'impact sur le climat et de **garantir aux habitants que leur logement sera adapté aux conditions climatiques futures.**

Cette exigence ne présente pas de surcoût majeur si elle est prise en compte lors de la conception du bâtiment et elle engendre systématiquement des baisses de consommations d'énergies.

✓ Et concrètement...

Lors de la conception des bâtiments il sera donc important de travailler sur les points suivants :

- **Compacité**
- Apport **solaire directe** (Ouvertures au Sud)
- Surface vitrées : Mini 17% de la SHAB (surface habitable) – Idéal entre 20 % et 25% - Max 30% de la SHAB
- Répartition optimum de cette surface :
 - 60 % Sud
 - 12% Ouest
 - 20% Est
 - 8% nord

- Limiter les **ponts thermiques** en conception : privilégier l'Isolation Thermique par l'Extérieur (ITE) à l'Isolation Thermique par l'Intérieur (ITI), porter une attention particulière aux décrochés, balcons, acrotères non isolés
- **Séparer** les volumes chauffés et non chauffés (dents creuse dans un espace chauffé, cage d'escalier)
- Evidemment : **isolation renforcée** (épaisseur isolant et menuiseries haute performance)

Solutions passives pour le confort d'été pour les logements

- Appliquer les principes **bioclimatiques** sur la répartition des ouvertures
- Vigilance : **A l'ouest**, limiter les ouvertures !
- Ingénieux : **Au Sud**, penser « casquette »
- Mise en place de **protections** solaires : Brise Soleil Orientable (BSO), protection mobiles, arbre à feuille caduc... en particulier sur les façades Ouest
- **Toiture Sud**, attention à la surchauffe due aux Velux
- **Inertie** : ajouter de la masse
- Travailler le **déphasage toiture** : matériaux denses

Solutions passives pour le confort d'été pour les bâtiments tertiaires

- Limiter les apports **internes** (ordinateurs, serveurs, éclairage, process...)
- Limiter les apports **solaires** quelque soit la saison
- **Inertie** : ajouter de la masse
- Prévoir de la **surventilation** nocturne en conception

Pour les parcelles ne bénéficiant pas de bons apports solaires et ne pouvant pas satisfaire tous les points du bioclimatisme, il faudra alors mettre en œuvre une enveloppe renforcée

- Pose de triple vitrage
- 20 cm d'isolant ($\lambda = 0.038$) dans les murs soit $R=5$
- 40 cm d'isolant ($\lambda = 0.038$) en toiture soit $R=10$
- 14 cm d'isolant ($\lambda = 0.038$) en plancher bas soit $R=4$

✓ Justificatif à produire

L'attestation RE 2020 obligatoire lors du dépôt de permis de construire est réalisée par un Bureau d'étude thermique. Le service instructeur vérifiera que le **Bbio du projet** < **Bbio max** - 10 %

Exemple d'attestation Bbio :

Attestation de la prise en compte de la **réglementation environnementale RE2020**
au dépôt de la demande de permis de construire

Bâtiment : Bâtiment 1

Chapitre 1 : Surface du bâtiment

Valeur de la surface de référence (S_{ref})	184,70 m²
---	-----------

Chapitre 2 : Exigences globales

1. Besoin bioclimatique conventionnel : coefficients Bbio et Bbio_{max} en nombre de points

Bbio	88.3	Bbio _{max}	99.2
Respect de l'exigence Bbio ≤ Bbio _{max}			OUI

2. Degrés-heures d'inconfort estival : coefficients DH et DH_{max} en °C.h

Chacun des groupes du bâtiment doit respecter l'exigence Degrés-heures. La valeur du groupe de plus grande surface est indiquée ci-dessous.

Toute typologie et logements collectifs - zone traversante			
DH	43.2	DH _{max}	1250
Respect de l'exigence DH ≤ DH _{max}			OUI

3. Impact sur le changement climatique associé aux composants du bâtiment y compris le chantier de construction

Le maître d'ouvrage s'engage à être en mesure, après la déclaration d'ouverture du chantier, de justifier, à leur demande, aux agents de l'Etat habilités pour le contrôle des règles de construction, le respect de l'impact maximal sur le changement climatique associé aux composants du bâtiment, y compris le chantier de construction : $I_{construction} \leq I_{construction_max}$	OUI
--	-----

Chapitre 3 : Exigences par éléments

1. Accès à l'éclairage naturel (bâtiment à usage d'habitation)

Respect de l'exigence d'accès à l'éclairage naturel	OUI
---	-----

2. Vérification des systèmes de ventilation (bâtiment à usage d'habitation)

Le maître d'ouvrage s'engage à prendre en compte les exigences suivantes concernant les systèmes de ventilation : le système de ventilation du bâtiment sera vérifié et ses performances seront mesurées par une personne reconnue compétente par le ministre chargé de la construction	OUI
---	-----

LA CONSTRUCTION NEUVE ET LA PRODUCTION D'ÉNERGIES RENOUVELABLES : CEP NR DU PROJET < CEPNR MAX - 30 %

La Maurienne, Territoire à Energie Positive (TEPOS), a comme objectifs à l'horizon 2050 d'augmenter la production d'ENR de 31 % et d'atteindre 62 % de part d'ENR dans la consommation finale. L'ambition de Val-Cenis est d'inviter les constructions neuves à réfléchir dès le stade du permis de construire à la production d'énergie et d'en varier les solutions en fonction de l'exposition du bâtiment ou de la parcelle. Il s'agit donc d'aller plus loin que la réglementation afin de poursuivre le développement des énergies renouvelables sur le territoire, de diminuer l'impact sur le climat des systèmes de chauffage.

✓ Objectif : Cep nr du projet < Cep nr max - 30 %

✓ Comprendre les différents indicateurs

LA RE 2020 propose plusieurs indicateurs, nous avons vu le Bbio (cf. § ci-dessus), il existe aussi le Cep et le Cepnr.

Le Cep : comptabilise la quantité d'énergie nécessaire pour couvrir les besoins du bâtiment. Il prend en compte les « 5 usages » (chauffage, ECS, refroidissement, éclairage et électricité spécifique dont éclairage des parkings, ascenseur... en énergie primaire).

Le Cep nr : Prend en compte uniquement les consommations d'énergies **non renouvelable** (toujours *en énergie primaire*) du bâtiment, il est possible de déduire les énergies renouvelables produites sur la parcelle du bâtiment et autoconsommées.

➔ **Le Cep nr est donc la consommation du bâtiment (le Cep) auquel on soustrait tout ce qui est à base d'énergies renouvelable (le bois énergie, le photovoltaïque, le solaire thermique, le réseau de chaleur).**

L'objectif de cet indicateur **est d'inviter à remplacer les énergies fossiles et nucléaires par des énergies renouvelables**, et ainsi limiter la consommation d'énergies non renouvelables.

✓ Et concrètement

Par exemple, pour du logement, on satisfera facilement cet objectif avec ce type de solutions :

- Chauffage bois (buche ou granulé)
- Chauffage pompe à chaleur + solaire

✓ Justificatif à produire

Lors du permis de construire, l'attestation RE 2020 est déposée. Comme nous l'avons vu, celle-ci présente quelques indicateurs dont le Bbio qui sera vérifié par les instructeurs.

Pour prouver le respect du **Cep nr du projet < Cep nr max - 30 %**, le pétitionnaire devra fournir l'étude standardisée RE2020 avec l'ensemble des indicateurs.

Cette étude standardisée est un document que les bureaux d'études éditent sur le site

<https://re-batiment2020.cstb.fr/attestations/login>

Ils y téléchargent un fichier représentant la modélisation du projet. **Quand le document est généré, il présente, en page 4, la valeur de l'indicateur Cep nr ainsi que le gain par rapport au Cep nr Max. Aucun calcul n'est à réaliser en complément.**

Isolation des parois verticales extérieures	Autre	Isolation des parois horizontales extérieures - plancher	Terre-plein
Type principal de toiture	2 pans	Mode d'isolation des toitures	Isolation conventionnelle (toiture-terrasse)
Nature de l'isolation des parois verticales extérieures	Autre	La toiture est-t-elle végétalisée ?	Non
Type de couverture de la toiture	Autre	Type de menuiseries	Autres
Type de protections mobiles des menuiseries	Volet roulant		
Précision sur la présence potentielle d'un système de gestion active (hors thermostat et programmeur de chauffage) de l'énergie	Non		
Système d'éclairage artificiel	Autre		
Commentaire			

haut de page

Exigences de performance énergétique

Respect des exigences de l'arrêté pour le bâtiment	Conformité à la RE2020
Le Coefficient Bbio du bâtiment est inférieur ou égal au coefficient maximal Bbio _{max}	Conforme
Les valeurs des indicateurs Cep,nr et Cep du bâtiment sont inférieures ou égales respectivement aux valeurs maximales Cep,nr _{max} et Cep _{max}	Conforme
Pour chaque partie de bâtiment thermiquement homogène, la valeur de l'indicateur DH du bâtiment est inférieure ou égale à la valeur maximale DH _{max}	Conforme

Besoin bioclimatique conventionnel Bbio en énergie du bâtiment

Besoins bioclimatique (en nombre de points, sans dimension)	Projet	Bbio _{max}	Gain en % (Bbio _{max} - Bbio) / Bbio _{max}
Coefficient Bbio	102,3	102,7	0,4

Le besoin bioclimatique conventionnel d'un bâtiment noté Bbio, est la somme pondérée des besoins conventionnels en énergie pour le chauffage, le refroidissement et l'éclairage artificiel. Il est sans dimension et exprimé en nombre de points. Le coefficient Bbio est calculé, sur une année, en utilisant des données climatiques conventionnelles pour chaque zone climatique, selon les modalités définies par la méthode de calcul Th-BCE 2012.

Calcul de la consommation conventionnelle d'énergie Cep et Cep,nr du bâtiment

Consommations en énergie primaire et énergie primaire non renouvelable	Cep	Cep _{max}	Cep,nr	Cep,nr _{max}	Gain Cep en % (Cep _{max} - Cep) / Cep _{max}	Gain Cep,nr en % (Cep,nr _{max} - Cep,nr) / Cep,nr _{max}
Coefficients Cep / Cep _{max} - Cep,nr / Cep,nr _{max}	93,5	114,2	9,6	83,8	18,1	88,5

Cep (kWhep/m².an) représente la consommation d'énergie primaire totale comprenant les usages suivants : chauffage, refroidissement, ECS, éclairage, ventilation, distribution, déplacement des occupants

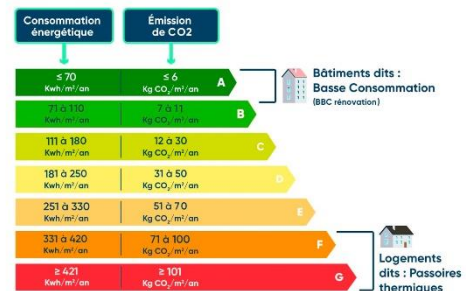
Cep,nr (kWhep/m².an) : représente la consommation d'énergie primaire non-renouvelable et hors récupération comprenant les usages suivants : chauffage, refroidissement, ECS, éclairage, ventilation, distribution, déplacement des occupants.

Calcul de l'indicateur degrés-heures d'inconfort des occupants du bâtiment pour les occupants (DH)

AXE N°3 : OAP ENERGIE ET LA RENOVATION DE L'EXISTANT

Sur le territoire, afin de bien comprendre l'état du parc immobilier en montagne, 3 grandes vagues de construction sont identifiées après 1948 :

- Bâtiments des années 60-70 considérés comme des passoires énergétiques
- Bâtiments des années 80 considérés comme des passoires énergétiques
- Bâtiments post 90



Le résidentiel et le tertiaire représentent 70 % des consommations de la commune de Val-Cenis. Pour ces 2 secteurs, c'est principalement **le chauffage** qui pèse le plus dans les consommations. **L'ambition de Val-Cenis est forte : arriver à faire diminuer les consommations des bâtiments en rénovant l'existant.**

EXTENSION ET RENOVATION GLOBALE EMBARQUEE DE L'EXISTANT

L'enjeu est de profiter de travaux d'extension pour embarquer une rénovation globale du bâtiment. L'autorisation de réaliser une extension de bâtiment est possible à partir du moment où le bâtiment existant est performant !

Pour toutes demandes concernant des extensions ou surélévations de bâtiment collectif (> 3 logements), hébergements touristiques et bâtiments tertiaires, **une attestation thermique-bbio portant sur l'ensemble du bâtiment (l'existant et l'extension) sera demandée.**

- **Bbio (existant+ extension) < Bbio max RT 2012**

Les exceptions seront les suivantes:

- Les locaux chauffés < 20 m²
- Les bâtiments récents dont le permis de construire a été déposé après 2012
- Les bâtiments ayant réalisés des travaux de rénovation énergétique après 2012 (a minima 3 postes de travaux) sur le bâtiment existants
- Les bâtiments dont les modifications sont incompatibles avec les prescriptions relatives aux secteurs sauvegardés, les sites patrimoniaux remarquables, les abords des monuments historiques...
- Les bâtiments dont les travaux ne seraient pas conformes aux prescriptions juridiques telles que les servitudes, au droit de propriété ou à l'aspect des façades et à leur implantation
- Les bâtiments pour lesquels il y a un risque de pathologie du bâti liée à la pose de tout type d'isolation. La justification de ce risque technique est établie par le maître d'ouvrage en présentant une note rédigée par un professionnel du bâtiment.

Pour rappel, le Bbio représente les caractéristiques d'isolation du bâtiment en prenant en compte les apports solaires. C'est l'indicateur bioclimatique.

✓ Justificatif à produire

Le pétitionnaire fournit les autorisations en vigueur selon la typologie du bâtiment pour son extension.
 Il fournit également dans son dossier d'autorisation d'urbanisme une attestation RT 2012
 $B_{bio} < B_{bio\ max}$ **pour l'ensemble du bâtiment** pour répondre à l'OAP Thématique Energie.

Chapitre 1 : Données administratives*Surface du bâtiment*

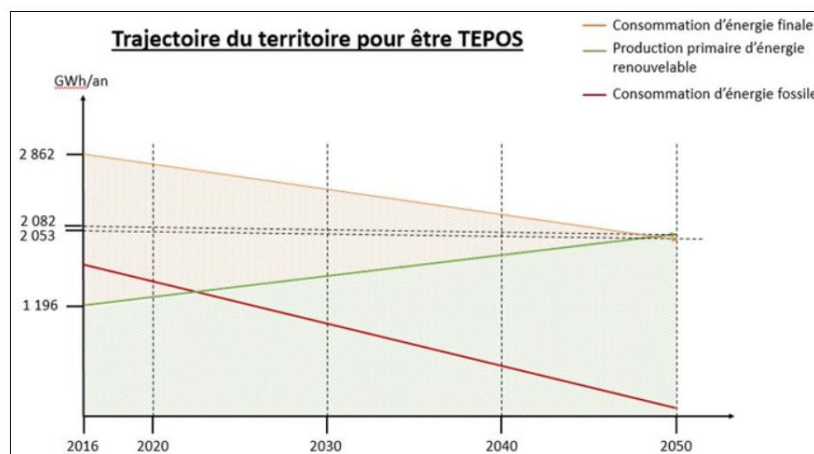
Valeur de la surface thermique au sens de la RT (S_{RT}) en m ²	221.70
Valeur de la surface habitable (SHAB) en m ² (maison individuelle ou accolée et bâtiment collectif d'habitation)	172.00
Valeur de la S_{RT} en m ² du bâtiment existant (dans le cas des extensions ou surélévation)	-

Chapitre 2 : Exigences de résultat*Besoin bioclimatique conventionnel*

B _{bio} :	80.60	B _{bio} _{max} :	98.00
B _{bio} ≤ B _{bio} _{max} :	OUI		

TRAVAUX DE RENOVATION ENERGETIQUE EMBARQUES LORS DE TRAVAUX SUR LA TOITURE OU EN FAÇADE

La commune de Val-Cenis souhaite non seulement baisser les consommations des bâtiments résidentiels et tertiaires mais aussi augmenter la part d'énergies renouvelables afin de respecter les engagement TEPOS à l'échelle de la Maurienne



Afin de répondre à ses engagements la commune de Val-Cenis fixe la règle suivante :

Pour toutes constructions nécessitant des travaux de ravalement de façade ou/ et de réfection de toiture, une isolation thermique sera obligatoire, soit $R > 8 \text{ m}^2 \cdot \text{K}/\text{W}$ en toiture et $R > 4 \text{ m}^2 \cdot \text{K}/\text{W}$ pour les murs.

Pour les travaux en toiture une installation solaire photovoltaïque ou thermique sera obligatoire en s'appuyant sur le cadastre solaire de la Maurienne **uniquement** pour les toitures dont le potentiel d'irradiation annuelle est supérieur à **1150 kWh/m².an** sur le pan le plus favorable ou ayant un potentiel solaire par m² « Bon » ou « excellent » selon le site du cadastre solaire de la Maurienne:

<https://cadastre-solaire-maurienne.siterre.fr/>

A noter qu'il existe d'autres sites internet pour connaître l'ensoleillement de sa toiture (ou irradiation annuelle) par exemple l'outil gratuit PVGIS : https://re.jrc.ec.europa.eu/pvg_tools/fr/

Les exceptions seront les suivantes

- Les bâtiments récents dont le permis de construire a été déposé après 2012
- Les bâtiments ayant réalisés des travaux de rénovation énergétique sur les postes concernés après 2012
- Les bâtiments dont les modifications sont incompatibles avec les prescriptions relatives aux secteurs sauvegardés, les sites patrimoniaux remarquables, les abords des monuments historiques...

- Les bâtiments dont les travaux ne seraient pas conformes aux prescriptions juridiques telles que les servitudes, au droit de propriété ou à l'aspect des façades et à leur implantation
- Les bâtiments pour lesquels il y a un risque de pathologie du bâti liée à la pose de tout type d'isolation. La justification de ce risque technique est établie par le maître d'ouvrage en présentant une note rédigée par un professionnel du bâtiment.

Particularités pour les maisons individuelles,

- **Seules les maisons** effectuant des travaux sur la toiture incluant **la pose d'ouvertures en toiture et/ ou la création de SHAB et/ou changement de destination** rentrent dans cette obligation d'isoler la toiture avec $R > 8 \text{ m}^2 \cdot \text{K/W}$ et d'une installation de solaire (PV ou Thermique)

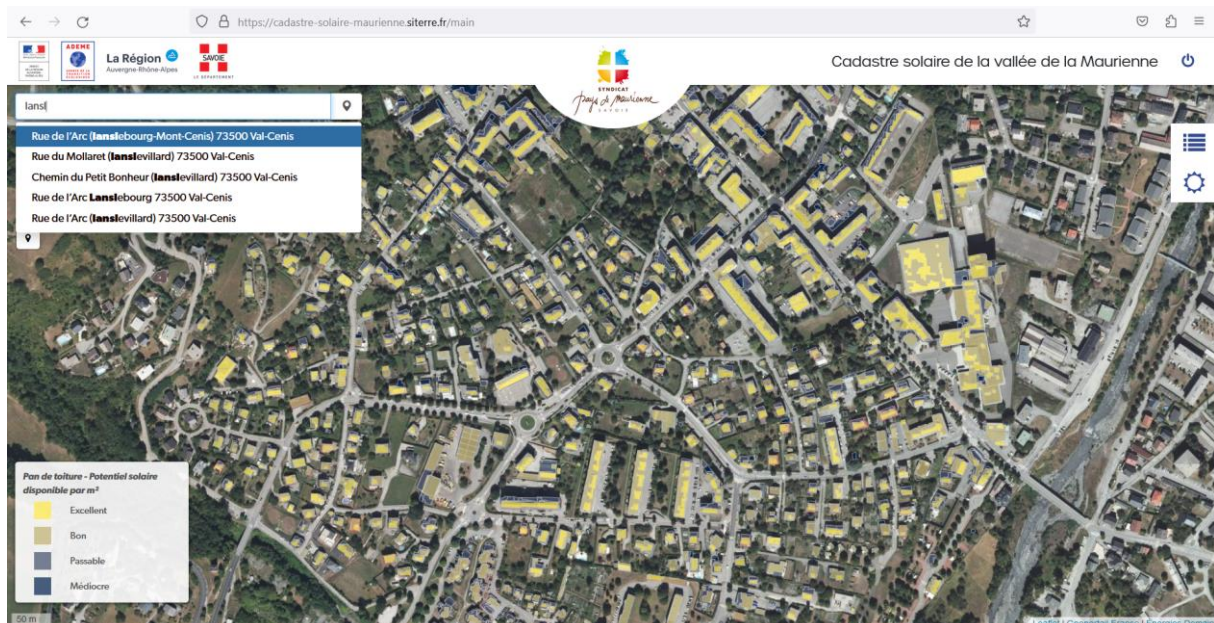
- ✓ Que veut dire $R > 4 \text{ m}^2 \cdot \text{K/W}$ dans les murs et $R > 8 \text{ m}^2 \cdot \text{K/W}$ dans la toiture ?

Se référer à la fiche méthodologique ainsi qu'aux fiches thématique à la fin de l'OAP thématique

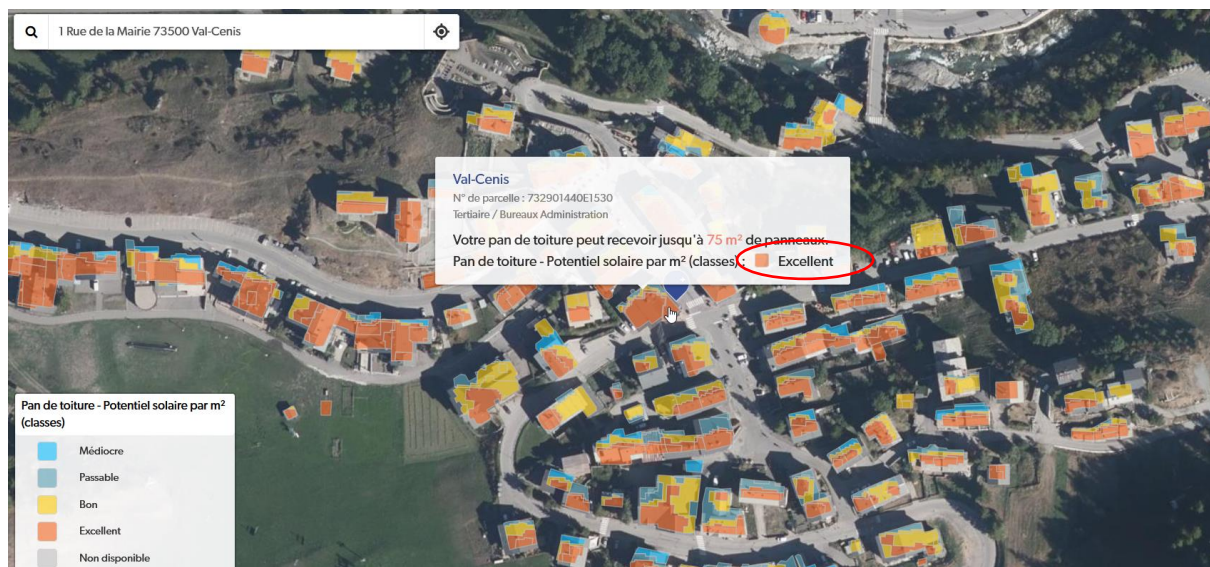
- ✓ Comment connaître le potentiel solaire de la toiture ?

Sur le site <https://cadastre-solaire-maurienne.siterre.fr/>

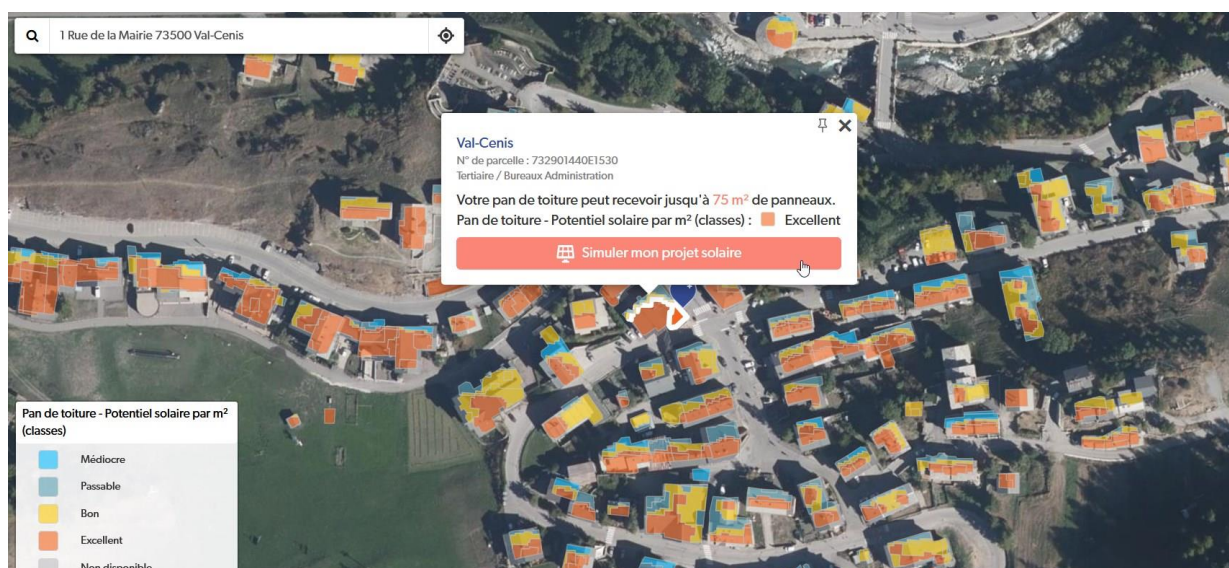
Rentrer l'adresse du bâtiment en haut à gauche



Le bâtiment est géolocalisé, passer la souris dessus pour connaître le potentiel solaire de la toiture



Si vous cliquer sur la toiture, il est alors possible de faire une simulation solaire pour du photovoltaïque ou thermique.



- ✓ Solaire photovoltaïque ou solaire thermique ?

Se référer à la fiche thématique

- ✓ Justificatif à produire

Le pétitionnaire fournit, dans le dossier d'autorisation d'urbanisme une attestation sur l'honneur de son engagement à respecter la résistance thermique et de réaliser une installation de capteurs solaires .

FICHES METHODO ET FICHES THEMATIQUES SUR LA RENOVATION ENERGETIQUE

Fiches en annexes

COMMENT RÉNOVER?

ETAPE 1

Estimez la consommation de votre logement et situez-le sur l'étiquette énergétique

Convertissez votre consommation annuelle* d'énergie en kilowattheure (énergie primaire**)



1 litre de fioul = 10 kWh



1 stère bois bûche = 1500 kWh



1 m3 de gaz = 11.6 kWh



1 tonne de granulé = 4 600 kWh



1 kg de propane = 13.8 kWh



Electricité = kWh mentionnées sur votre facture (on multiplie par 2.3 pour passer en énergie primaire)

Exemple : Une consommation de 2000 L de fioul = 2000L * 10kWh = 20 000 kWh

* Méthodologie qui fonctionne seulement pour les habitations occupées en continue à l'année, bien entendu !

** Énergie primaire = énergie brute, n'ayant subi aucune conversion - utilisée lors du Diagnostic de Performance Énergétique - DPE

Rapporter cette consommation d'énergie à la surface chauffée de votre logement



Consommations annuelles d'énergie en kWh / surface à chauffer en m²
= kWh / m².an

Exemple : Une maison de 100 m² ayant une consommation de 2000L de fioul, aurait 20000 kWh / 100 m² = 200 kWh/m².an

Positionnez votre logement sur l'étiquette énergétique en énergie primaire

La maison dans notre exemple serait en étiquette énergétique D. (NB : ce calcul ne vaut pas un DPE c'est un exercice de sensibilisation !)

La note indique donc la performance énergétique de votre logement.

L'OBJECTIF d'une rénovation réussie : **70 kWh/m²**

(Valeur pondérée du climat et de l'altitude de Val-Cenis)
Cela correspond à une rénovation globale performante.



ETAPE 2

Réalisez maintenant votre auto diagnostic et reportez les résultats dans le tableau de l'étape 3

Appropriiez-vous ces quelques définitions



La conductivité thermique

Il s'agit de la capacité d'un matériau à conduire ou non la chaleur (et donc à isoler ou non). Le coefficient λ est exprimé en W/m.K. Plus le coefficient λ est faible, plus le matériau est isolant.



La résistance thermique

À l'inverse des métaux, les isolants ne conduisent pas la chaleur mais lui opposent une résistance. La résistance thermique (R) exprimée en m².K/W s'obtient par le rapport : $R = \text{Épaisseur (en mètres)} / \lambda$ du matériau considéré.



La perméabilité à la vapeur d'eau

On dit d'un matériau qu'il est « perméable » à la diffusion de vapeur s'il laisse suffisamment passer la vapeur d'eau. La valeur Sd, exprimée en mètres, indique la résistance à la diffusion de la vapeur d'eau. Les matériaux perméables à la diffusion de vapeur d'eau ou « ouverts » ont une valeur Sd inférieure à 4 mètres. C'est le cas des isolants fibreux tels que les laines minérales, laines végétales.

Mesurez l'épaisseur d'isolant en toiture (combles ou rampants)

Assez facile à réaliser dans les combles. Pour les rampants, cette information est difficile à estimer cependant l'année de construction ou de rénovation de la toiture peut apporter des éléments.



Si construction ou rénovation avant 1990 alors toiture < 15 cm d'isolant soit $R < 4$.
Si post 90 alors entre 15 et 25 cm d'isolant $4 < R < 6$

Etudiez l'épaisseur d'isolant dans vos murs

L'année de construction ou de rénovation peut aider à définir la composition des parois.



Si construction ou rénovation < aux années 90 alors doublage brique avec ou sans isolation complémentaires $R < 1$ ou 10 cm d'isolant en intérieur soit $R < 2.5$
Si post 90 et isolation par l'extérieur alors 10 cm d'isolant $R = 2.5$ et « point positif » les déperditions des dalles (pont thermiques) ont été coupés

Regardez si la dalle entre l'espace chauffé et non chauffé est isolée

Regardez le plafond de votre garage/cave ou vide sanitaire (si accessible) et estimez l'épaisseur d'isolants existant



Si construction ou rénovation < aux années 90 alors 4-6 cm d'isolant soit $R < 1$ ou absence total d'isolant. Si logement chauffé par un plancher chauffant alors quelques cm d'isolant sous la chape soit $R < 2$

Estimez la performance de vos menuiseries (fenêtres)

Le coefficient de transmission thermique de la fenêtre, noté U_w (en $W/m^2.K$) prend en compte les performances du vitrage et celles du dormant et de l'ouvrant de la menuiserie

- Simple vitrage : $4 < U_w < 5$
Double vitrage avant 2000 : $1.8 < U_w < 2.5$
- Double vitrage post 2000 : $1.2 < U_w < 1.6$
Triple vitrage : $U_w < 0.8$

ETAPE 3

Reportez dans le tableau vos relevés et référez-vous aux fiches thématiques pour atteindre les objectif de performance énergétique

Postes de rénovation	Mon logement (épaisseur d'isolant observée ou estimée)	Objectif pour une rénovation globale performante
Murs		20 cm d'isolant $\lambda = 0,04$ soit $R=5$
Plancher Bas		15 cm d'isolant $\lambda = 0,04$ soit $R=4$
Toiture		30 cm d'isolant $\lambda = 0,033$ soit $R=9$
Menuiseries		Double vitrage $U_w < 1,2$ ou Triple vitrage $U_w < 0,8$

Une rénovation globale portant sur plusieurs postes en même temps permettra de mieux traiter les points singuliers.

SAVIEZ-VOUS QUE....

L'épaisseur des murs n'est pas un gage d'isolation thermique. Ce ne sont pas les mêmes propriétés des matériaux qui entrent en jeu pour le confort d'été et le confort d'hiver. Un bâtiment peut être performant et confortable l'été, mais pas l'hiver, et inversement.

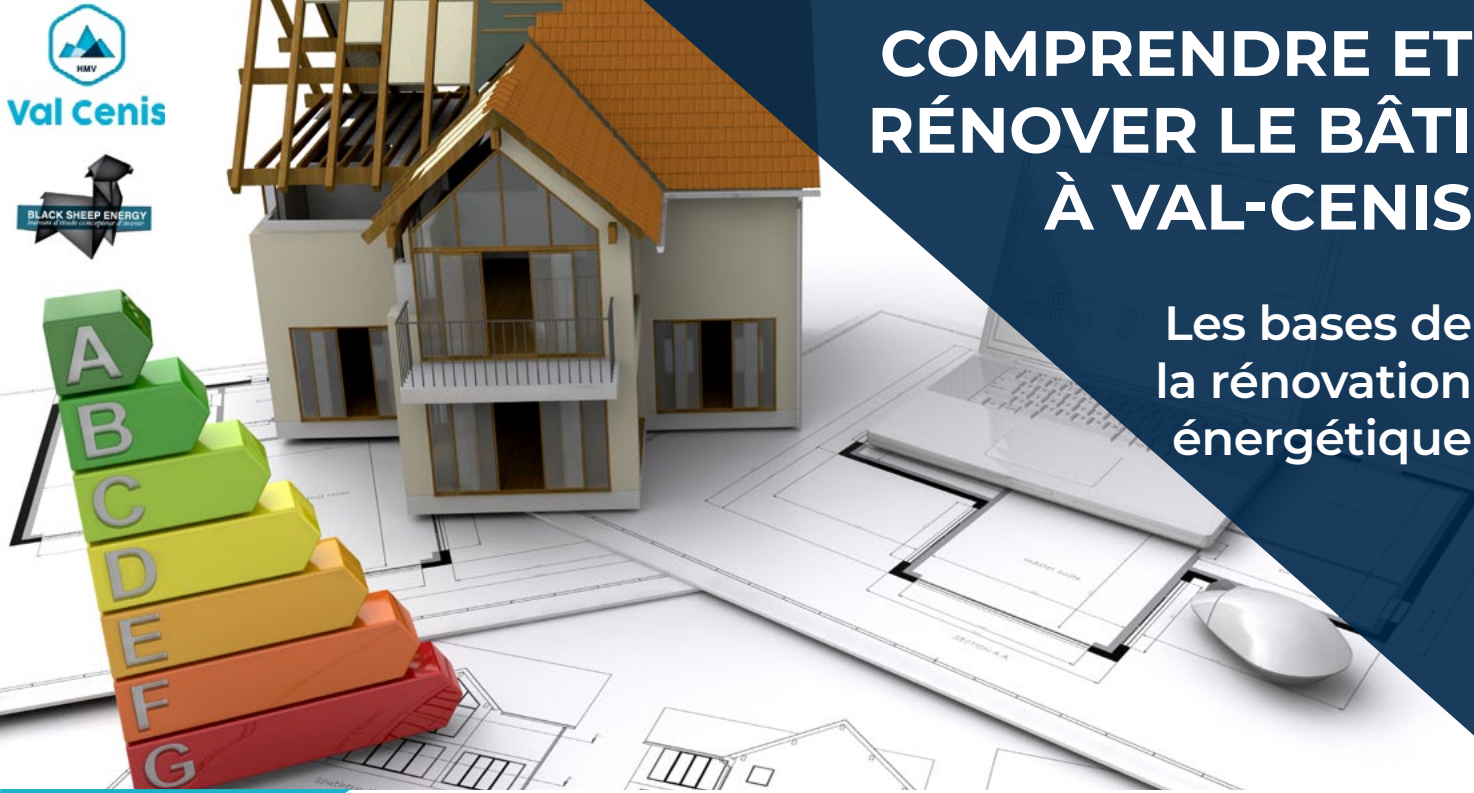
Il faut isoler les murs anciens (pierre, mâchefer...) mais pas n'importe comment ! **Il faut des matériaux perspirants** et éviter les revêtements étanches (enduit ciment, matériaux polystyrène...) ils empêchent l'eau et la vapeur de circuler mais surtout de s'évacuer.

Il faut coupler des travaux de rénovation énergétique à la mise en place d'une ventilation, en rendant étanche à l'air le logement, il y a un risque de condensation aux niveaux des défauts de l'enveloppe (points froids).

Vos actions de sobriété énergétique seront totalement complémentaires avec votre rénovation : consigne de t° modérée, chauffage des espaces utilisés uniquement et grand retour des pulls, plaids et bouillottes !

Votre logement deviendra alors **VRAIMENT** économe et confortable !

Pour vous faire accompagner, renseignez-vous auprès du **Guichet unique de la Savoie : 04.56.11.99.00**



INTRODUCTION

Selon les périodes de construction, les bâtiments en montagne sont souvent de gros consommateurs d'énergies, considérés alors comme des « passoires énergétiques ». Le coût de l'énergie et l'impact environnemental du chauffage invitent à réfléchir sur l'isolation des bâtiments.

« L'énergie la moins chère et la moins polluante est celle que l'on ne consomme pas ».

La rénovation thermique s'impose donc comme **LA solution pour réduire les factures et lutter contre le gaspillage énergétique.**

Mais comment rénover des logements ? Cette fiche méthodologique et les fiches de rénovation annexes sont une boîte à outils conçues pour vous, afin de faciliter la réflexion de votre projet. Tout commence par une histoire de confort...!

NOTION DE CONFORT

Le confort dépend surtout de la température ressentie et de son homogénéité. En simplifiant, la température ressentie = la moyenne de (T° de l'air intérieur + T° des parois)

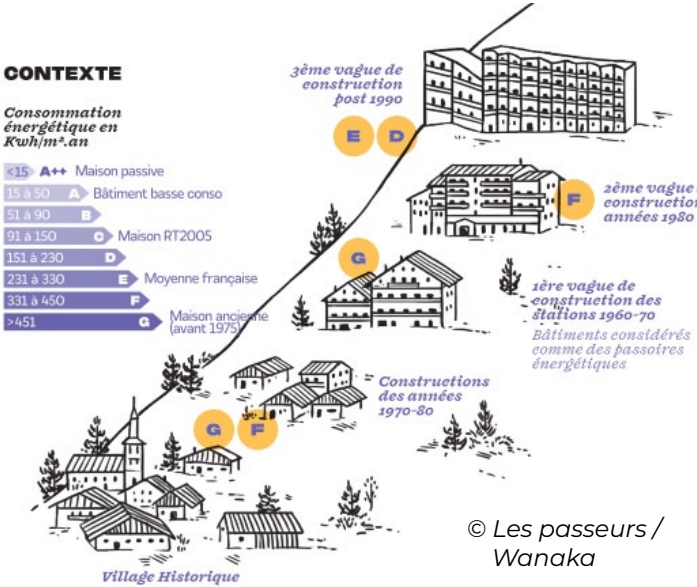


© Les passeurs / Wanaka

01. Alors que l'air est à $19^\circ C$, avec des parois non isolées et des fenêtres simple vitrage, la T° ressentie est de $15.5^\circ C$: ça caille!

02. Même logement, chauffage à bloc. La T° ressentie est seulement de $18^\circ C$, pas très confort, et en plus on chauffe les petits oiseaux!

03. Murs isolés et fenêtres performantes (triple vitrage): on a une T° ressentie de $18.5^\circ C$. C'est agréable et confort car la T° est homogène, le tout pour une consommation raisonnée.



© Les passeurs / Wanaka

RÉNOVATION DES MENUISERIES

La fiche suivante présente les caractéristiques techniques de nouvelles menuiseries performantes

PAROIS VITRÉES



© ASDER

Niveaux de performance :

- Fenêtre ou porte-fenêtre :

Exigé : $U_w \leq 1,3 \text{ W/m}^2 \cdot \text{K}$ et $Sw \geq 0,3$ ou $U_w \leq 1,7 \text{ W/m}^2 \cdot \text{K}$ et $Sw \geq 0,36$

Recommandé : $U_w \leq 1,2 \text{ W/m}^2 \cdot \text{K}$ et $Sw \geq 0,4$

- Fenêtre de toiture :

Exigé : $U_w \leq 1,5 \text{ W/m}^2 \cdot \text{K}$ et $Sw \leq 0,36$

- Recommandé : $U_w \leq 1,2 \text{ W/m}^2 \cdot \text{K}$ et $Sw \geq 0,4$

En rénovation, privilégier la dépose totale des anciennes menuiseries pour assurer une bonne étanchéité à l'air lors de la pose des nouvelles.

Les menuiseries se posent au plus près de l'isolant pour limiter les ponts thermiques (coté intérieur ou extérieur du mur selon l'isolation)

Bien prévoir les retours d'isolant sur les tableaux des menuiseries pour limiter au maximum les ponts thermiques.

Commentaires :

- **Triple vitrage : $UW \leq 0,8 \text{ W/m}^2 \cdot \text{K}$ et $Sw \geq 0,4$.**
- **Poser un joint pré-comprimé** (compriband) au niveau de la jonction menuiserie maçonnerie (meilleure étanchéité à l'air).
- **Assurer le retour du pare vapeur** le cas sur la menuiserie dans le cas échéant.
- Choix du type de menuiseries :
 - **Bois : performant et écologique**, nécessite un peu d'entretien
 - Alu avec rupteur de ponts thermiques : matériau très conducteur (sensation de froid) mais résistant.
 - PVC : prix intéressant mais matériau à forte énergie grise et non recyclable.
- **Si choix de velux**, alors **demandeur un volet extérieur** pour limiter les surchauffes estivales.
- **Avec une VMC simple flux**, prévoir des entrées d'air en partie haute dans les pièces sèches (chambres et séjour; Salle à manger).

**Coûts
estimés :**

600 à 800 €/m² TTC
(pose comprise)



OCCULTATIONS



© ASDER

Niveaux de performance : $R > 0,22 \text{ m}^2 \cdot \text{K/W}$

Adapter les occultations à l'orientation du bâtiment, notamment pour la protection solaire en été :

- **Au Sud**, privilégier les **casquettes au-dessus des parois vitrées**. Le soleil étant haut dans le ciel, il faut se protéger de cet apport.
- **A l'Est et à l'Ouest** : des brises soleils orientables (si pas de masque naturel comme des arbres feuillus par exemple) pour couper un rayonnement plus bas dans le ciel.

Commentaires :

- Dans le cas de **volets roulants**, un schéma technique devra être demandé pour **valider une solution sans pont thermique**.
- Par exemple, si pose en applique sur la façade et présence d'une ITE alors choisir un caisson de volets roulant isolé afin d'assurer la continuité de l'isolant, de même si pose sous le linteau de la fenêtre.
- **Penser à l'occultation des Velux.**

**Coûts
estimés :**
700€/m² TTC
(pose comprise)

Retrouvez des informations
complémentaires sur les fiches conseils
en suivant les liens :

[Guide pratique isoler sa maison](#)

[Guide de pose du frein vapeur](#)

[Guide de l'UDAP pour les secteurs ABF](#)

OU

allez sur le site www.asder.asso.fr

RÉNOVATION DU PLANCHER BAS

La fiche suivante présente les différentes méthodologies pour isoler les planchers bas- dalles basses (par-dessus ou par-dessous)

SOUS FACE DE PLANCHER

Méthode d'isolation du plancher bas par le plafond du sous-sol ou du vide sanitaire, dite en sous-face de plancher.



© ASDER

Niveaux de performance :

- Exigé pour les Aides nationales :
 $R \geq 3 \text{ m}^2 \cdot \text{K/W}$ (soit environ 11 cm d'isolant)
- **Exigé pour les Aides locales :**
 $R \geq 3,5 \text{ m}^2 \cdot \text{K/W}$ (soit environ 13 cm d'isolant)
- **Recommandé :** $R \geq 4 \text{ m}^2 \cdot \text{K/W}$ (soit environ 15 cm d'isolant)

Trois possibilités : collage/vissage de plaques isolantes, isolation sur ossature, ou projection d'isolant.

Commentaires :

- **Coller-cheviller l'isolant** en sous-face de dalle béton ou poutrelles-hourdis.
- **Englober les tuyauteries** dans l'isolant.
- **Floquer de l'isolant** en sous face **si nombreuses retombées de poutre et tuyauteries.**
- **Si plancher bois, poser une membrane pare vapeur en sous face, + pose de l'isolant semi-rigide** et pose du parement fermacell, placo ou autres.
- **Assurer une retombée d'isolant au moins 50 cm sur les murs, de même pour les murs de refends.**

Coûts estimés :

50 à 80 €/m² TTC
(pose comprise)



SUR DALLE

Isolation des sols sur terre-plein par ajout d'un isolant sur dalle existante, ou refonte totale du sol.



© ASDER

Niveaux de performance :

- Exigé pour les aides nationales :
 $R \geq 3 \text{ m}^2.\text{K}/\text{W}$ (soit environ 11 cm d'isolant)
- **Exigé pour les aides locales :**
 $R \geq 3,5 \text{ m}^2.\text{K}/\text{W}$ (soit environ 13 cm d'isolant)
- **Recommandé :** $R \geq 4 \text{ m}^2.\text{K}/\text{W}$ (soit environ 15 cm d'isolant)

Attention au fonctionnement hygroscopique du sol, à valider avec un spécialiste surtout lors de la rénovation du bâti ancien pour éviter des remontées capillaires dans les murs.

Mesurer et gérer le risque radon, choix des solutions en fonction du niveau de radon rencontré

IRSN: radon informations et solutions

Commentaires :

- **Si création d'une chape en béton**, poser un isolant imputrescible et incompressible, porter une attention particulière **à isoler en périphérie** (environ 6 cm) **entre la chape et le mur** afin de réduire les déperditions, **assurer la continuité de l'isolant avec l'isolation thermique intérieure.**
- **Possibilité d'une chape isolante** à base de granulats léger (type argile expansé, perlite, vermiculite...) et d'un liant mais il faudra une épaisseur nettement plus importante pour atteindre $R \geq 3,5$.
- **Possibilité de dalle sèche** sur dalle existante et d'installer un plancher chauffant hydraulique pour une épaisseur minime type Caléosol ou équivalent.

**Coûts
estimés :**
50€/m² TTC
(pour l'isolation
uniquement)

Retrouvez des informations
complémentaires sur les fiches conseils
en suivant les liens :

[Guide pratique isoler sa maison](#)
[Guide de pose du frein vapeur](#)
[Guide des matériaux biosourcés](#)
[Guide de l'UDAP pour les secteurs ABF](#)

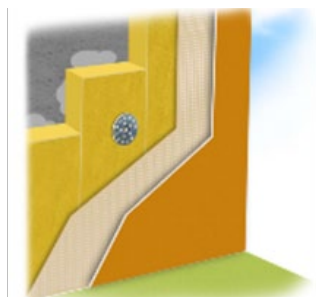
OU

allez sur le site www.asder.asso.fr

La fiche suivante présente les différentes méthodologies pour isoler les murs (par l'extérieur ou par l'intérieur)

ISOLATION DES MURS PAR L'EXTÉRIEUR

L'isolation par l'extérieur permet de ne pas toucher à la surface habitable et de couper les ponts thermiques des murs de refend et des dalles.



© ASDER

Niveaux de performance :

- Exigé pour les Aides nationales :
 $R \geq 3,7 \text{ m}^2.\text{K}/\text{W}$ (soit environ 14 cm d'isolant)
- Exigé pour les Aides locales :
 $R \geq 4 \text{ m}^2.\text{K}/\text{W}$ (soit environ 15 cm d'isolant)

Sur le bâti traditionnel ancien, il faut absolument bannir les matériaux isolants synthétiques.

Commentaires :

- Sur des murs en moellon/parpaing/béton, vous pouvez utiliser des matériaux synthétiques (polystyrène, polyuréthane, etc...), mais aussi des isolants fibreux tels que les laines végétales ou minérales.
- **Sur des murs en pierre**, irréguliers en surface, l'idéal est d'**insuffler de l'isolant perspirant dans des caissons** pour garantir une parfaite continuité capillaire entre le mur et l'isolant.
- **Pour les doublages briques avec vide d'air**, possibilité d'**insuffler des billes d'isolant** + nécessité de rapporter une isolation complémentaire.
- **Prévoir d'isoler les tableaux de fenêtres** avec au moins 2 cm d'épaisseur d'isolant, ou poser des nouvelles fenêtres au nu extérieur du mur.
- **Faire descendre l'isolant 40cm sous le nez de dalle** avec un isolant imputrescible (pour la partie enterrée).
- **Faire remonter l'isolant** au plus possible **contre la toiture** afin de limiter le pont thermique en haut de mur (liaison mur/toiture).
- Si pose de volets roulants : choisir des caissons isolés pour assurer la continuité d'isolation.
- **Mettre en place une ventilation** pour éviter les problèmes de condensation.

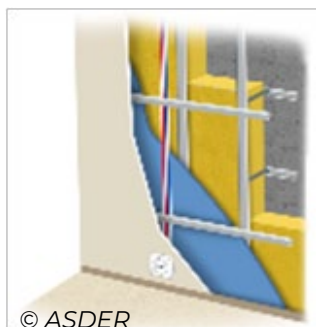
Coûts estimés :

120 à 250€/m² TTC
selon matériaux
avec finition enduit
(pose comprise)



ISOLATION DES MURS PAR L'INTÉRIEUR

Pertinente quand des travaux d'aménagement intérieur sont envisagés.



Niveaux de performance :

- Exigé pour les Aides nationales :
 $R \geq 3,7 \text{ m}^2 \cdot \text{K/W}$ (soit environ 15 cm d'isolant)
- Exigé pour les Aides locales :
 $R \geq 4 \text{ m}^2 \cdot \text{K/W}$ (soit environ 15 cm d'isolant)

La mise en œuvre d'une membrane d'étanchéité à l'air (frein vapeur) et d'un vide technique permettra une isolation performante et durable.

Commentaires :

- **Raccordez la membrane d'étanchéité à l'air aux menuiseries.**
- **Prévoir d'isoler les tableaux de fenêtres** avec au moins 2 cm d'épaisseur d'isolant ou poser des nouvelles menuiseries au nu intérieur du mur.
- **Sur des murs anciens traditionnels** (pierre, mâchefer), **choisir un isolant perspirant et hygroscopique** (isolants naturels par exemple) et une membrane frein-vapeur hygrovariable.
- Sur un mur ancien avec traces d'humidité, choisir un matériau isolant imputrescible, ouvert à la vapeur d'eau et capillaire (béton cellulaire par exemple).
- **Sur des murs anciens > 50cm d'épaisseur**, sans trace d'humidité, il est aussi **possible de projeter un enduit chaux-chaux sur 10-15 cm** ce sera alors un correcteur thermique et non une isolation thermique (solution ne donnant pas le droit à des aides).
Avantage : garde les propriétés de la pierre, l'inertie.
- **Pour les doublages briques avec vide d'air**, possibilité d'insuffler des billes d'isolant + nécessité de rapporter une isolation complémentaire.
- **Si plancher bois entre étage, attention à la condensation au niveau du nez des solives**, Solution : scier le plancher, laisser passer la membrane d'étanchéité + descendre l'isolant devant le plancher + assurer une étanchéité à l'air parfaite autour des solives (membrane scotchée).
- **Sur les murs de refend, placer un retour d'isolant sur 120 cm** de 5 cm d'épaisseur à minima pour couper les ponts thermiques.
- **Mettre en place une ventilation** pour éviter les problèmes de condensation et de moisissures.

Coûts estimés :

100 à 150 €/m² TTC
(isolation + parement, pose comprise)



Val Cenis



Retrouvez des informations complémentaires sur les fiches conseils en suivant les liens :

[Guide pratique isoler sa maison](#)

[Guide de pose du frein vapeur](#)

[Guide des matériaux biosourcés](#)

[Guide de l'UDAP pour les secteurs ABF](#)

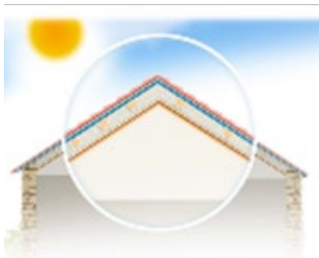
OU allez sur le site www.asder.asso.fr

RÉNOVATION DE LA TOITURE

La fiche suivante présente les différentes méthodologies pour isoler en toiture (comble, rampant ou par l'extérieur-sarking)

SOUS-RAMPANTS

Isolation par l'intérieur, sur ossature, au plafond des pièces sous le toit.



© ASDER

Niveaux de performance :

- Exigé pour les Aides nationales :
 $R \geq 6 \text{ m}^2.\text{K}/\text{W}$ (soit environ 25 cm d'isolant)
- Exigé pour les Aides locales :
 $R \geq 7,5 \text{ m}^2.\text{K}/\text{W}$ (soit environ 30 cm d'isolant)

Privilégier les isolants biosourcés et/ou plus denses, pour le confort d'été. Veiller à la bonne pose du frein vapeur et vérifier la présence d'un pare pluie.

Commentaires :

- **Enlever l'ancien isolant** et repartir à nu.
- Solution adaptée si l'isolation de la toiture se fait à l'occasion d'un aménagement intérieur et si la hauteur sous plafond est suffisante pour être réduite par l'ajout d'isolant.
- **S'assurer de la précision sur la mise en œuvre de la membrane frein-pare vapeur** pour assurer une bonne continuité de l'étanchéité à l'air : entre mur et toiture.
- **Écart au feu à respecter** autour des conduits de fumée.

Coûts estimés :

120-150 €/m² TTC
(pose comprise)

TOIT TERRASSE

Isolation de la toiture terrasse par l'extérieur avec reprise de l'étanchéité.



© ASDER

Niveaux de performance :

- Exigé pour les Aides nationales :
 $R \geq 4,5 \text{ m}^2.\text{K}/\text{W}$ (soit environ 15 cm d'isolant)
- Exigé pour les Aides locales :
 $R \geq 5 \text{ m}^2.\text{K}/\text{W}$ (soit environ 20 cm d'isolant)

Commentaires :

- Remonter le long et bien englober les acrotères pour limiter les ponts thermiques.
- Assurer la pose de la membrane d'étanchéité à l'eau.

Coûts estimés :

100-150 €/m² TTC
(pose comprise)



COMBLES PERDUS

Isolation au sol des combles par soufflage d'isolant en vrac ou pose d'isolant en rouleaux.



© ASDER

Niveaux de performance :

- Exigé pour les Aides nationales :
 $R \geq 7 \text{ m}^2 \cdot \text{K/W}$ (soit environ 25 cm d'isolant)
- Exigé pour les Aides locales :
 $R \geq 7,5 \text{ m}^2 \cdot \text{K/W}$ (soit environ 30 cm d'isolant)

Vérifier la présence d'un pare pluie.

Si plancher bois : poser un frein vapeur au préalable

Commentaires :

- Enlever l'ancien isolant et repartir à nu.
- Prévoir un cheminement isolé pour accéder au caisson de ventilation si nécessaire.
- Isoler la trappe d'accès au comble, ou installer une trappe isolante.
- Écart au feu à respecter autour des conduits de fumée : isolant incombustible type laine de roche.
- Possibilité de recréer un plancher par-dessus l'isolant si les combles sont utilisés comme espace de stockage : créer des caissons remplis d'isolant, puis poser un plancher par-dessus.

Coûts estimés :

50€/m² TTC
(pour la pose de l'isolant uniquement)



SARKING

Méthode d'isolation de toiture par l'extérieur, dépose totale et réfection de la couverture, rehausse du toit.



© ASDER

Niveaux de performance :

- Exigé pour les Aides nationales :
 $R \geq 6 \text{ m}^2 \cdot \text{K/W}$ (soit environ 25 cm d'isolant)
- Exigé pour les Aides locales :
 $R \geq 7,5 \text{ m}^2 \cdot \text{K/W}$ (soit environ 30 cm d'isolant)

Privilégier les isolants biosourcés et/ou plus denses, pour le confort d'été. Veiller à la bonne pose du frein vapeur et du pare pluie.

Commentaires :

- Solution adaptée si l'isolation de la toiture se fait à l'occasion de la réfection de couverture et si la hauteur sous plafond des pièces sous toiture ne permet pas d'isoler par l'intérieur.
- Si un isolant est déjà présent sous toiture, il faut idéalement le déposer et le remplacer.
- Attention structure -> vérifier que la charpente actuelle peut accueillir le poids de l'isolant.
- Bannir les matériaux isolants minces dits « multicouches » qui nécessitent une pose parfaite avec lame d'air constante pour être efficaces.
- Si sarking en bac acier et isolation en polyuréthane (PU), afin limiter les bruits d'impacts de la pluie, il est intéressant de varier les matériaux tout en respectant la résistance thermique globale. Par ex : PU+ laine de bois.
- Coupler une isolation en sarking avec une bonne ventilation du logement pour éviter les problèmes de condensation.

Coûts estimés :

260-320 €/m² TTC
(isolation + couverture, pose comprise)



Val Cenis



Retrouvez des informations complémentaires sur les fiches conseils en suivant les liens :

[Guide pratique isoler sa maison](#) - [Guide de pose du frein vapeur](#)
[Guide des matériaux biosourcés](#) - [Guide de l'UDAP pour les secteurs ABF](#)

OU allez sur le site www.asder.asso.fr



Un fluide calorifique circule en circuit fermé entre les capteurs et le ballon et/ou le plancher chauffant.

Niveaux de performance exigés pour des aides financières dans la rénovation :

- Capteurs certifiés CSTBAT, Solarkeymark ou équivalent
- Rendement (E_{tas}) et type d'appoint à indiquer



© ASDER

Permet de couvrir jusqu'à 40-50% des besoins annuels de chauffage, Attention au dimensionnement en fonction de l'inclinaison des capteurs afin d'éviter la surchauffe l'été (si pas de boucle de décharge). Ce système assure bien entendu la couverture des besoins d'eau chaude sanitaire.

COMMENT POSER LES CAPTEURS ?

- **Idéalement en territoire montagne, sur châssis** sur le terrain, en garde-corps ou en façade.
- Si pas de risque de neige alors sur toiture (surimposition ou intégration).
- **Orientation plein Sud** pour une production optimum.
- **Inclinaison idéale des capteurs : 45 à 60°** optimisation l'hiver et évite les surchauffes l'été.

QUEL SYSTÈME CHOISIR ?

- Hydro-accumulation (avec un ballon tampon).
- Plancher Solaire Direct (les calories sont directement envoyées dans le plancher chauffant).

QUEL DIMENSIONNEMENT ?

- Tout dépend des déperditions de la maison, l'objectif étant de couvrir 40 à 50% des besoins de chauffage.

A QUEL PRIX ?

- Environ 1200 à 1500€ TTC /m² de capteurs installés posés (incluant les accessoires hydrauliques, ballon, régulation...).

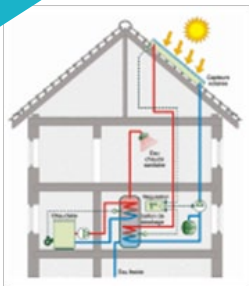
QUELS SONT LES POINTS D'ATTENTION ?

- Un meilleur coefficient de performance sera obtenu si les radiateurs sont basse température ou si le chauffage est réalisé par plancher chauffant.
- Désembouer le réseau de chauffage si nécessaire.
- Poser des têtes thermostatiques sur les radiateurs le cas échéant.
- Calorifuger les tuyauteries avec une épaisseur minimum R>0.4 (class 4).

CALCUL DE L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE SAISONNIÈRE, ou l'efficacité énergétique pour le chauffage de l'eau en fonction du critère de performance requis, par l'installateur à l'aide du logiciel LabelPackA+.

Retrouvez des informations complémentaires sur les fiches conseils :
[Guide pratique Chauffage et eau chaude solaire](#)
[Guide de l'UDAP pour les secteurs ABF](#)

CHAUFFE-EAU SOLAIRE (CESI)



© ASDER

Des panneaux solaires thermiques captent la chaleur dans un liquide caloporteur qui à son tour réchauffera l'eau chaude du ballon.

Niveau de performance exigé :

Certification des capteurs CSTABat ou SolarKeymark ou équivalent

Couvre 50% à 60% des besoins annuels d'eau chaude.

Un appoint est nécessaire : électrique, sur chaudière ou les 2

COMMENT POSER LES CAPTEURS ?

- Sur toiture (surimposition ou intégration).
- Sur châssis en garde-corps ou sur le terrain.
- Bon rendement aussi bien à l'Est qu'à l'Ouest.

COMMENT CHOISIR LE BALLON D'EAU CHAUDE ?

3 types de ballon de stockage de l'eau chaude :

- Solaire uniquement,
- Bi-énergie (solaire + 1 appoint),
- Tri-énergie (Solaire + 2 appoints, la chaudière et une résistance électrique par exemple).

QUEL SYSTÈME CHOISIR ?

- Autovidangeable : respecter une pente de 4% entre le point bas des capteurs et le ballon ECS, fluide caloporteur à changer tous les 5 ans en fonction du ph.
- Pressurisé : grande liberté pour l'emplacement du ballon, fluide caloporteur à changer tous les 2 ans en fonction du ph.

COMMENT DIMENSIONNER L'INSTALLATION POUR UNE FAMILLE DE 5 PERSONNES ?

- En autovidangeable : 5 m² de capteurs pour un ballon de 250 L .
- En pressurisé : 5 m² de capteurs pour un ballon de 350L .

A QUEL PRIX ?

- Entre 4500 et 6500 € pour une famille de 5 personnes .

Retrouvez des informations complémentaires sur les fiches conseils :

[Guide pratique Chauffage et eau chaude solaire](#)

[Guide de l'UDAP pour les secteurs ABF](#)



RÉNOVATION DE LA VENTILATION

La fiche suivante présente les différentes solutions pour la mise en place d'une ventilation suite à des travaux de rénovation énergétique

VMC SIMPLE FLUX HYGROVARIABLE

Préserver la qualité de l'air tout en économisant l'énergie



© ASDER

Niveaux de performance exigé :

Voir la puissance électrique absorbée à ne pas dépasser selon la configuration

Les débits d'air sont adaptés aux besoins de l'occupation des lieux (selon le taux d'humidité) et cela grâce à un moteur à vitesse variable.

- Hygro A : seules les bouches d'extractions sont hygrovariables
- Hygro B : entrées d'air et bouches d'extraction sont hygrovariables

Commentaires :

- Les **entrées d'air neuf** se situent **dans les pièces sèches** (chambres, salon, séjour, salle à manger), généralement sur les menuiseries. **L'extraction de l'air vicié** se situe quant à elle **dans les pièces humides** (Cuisine, salle de bains, WC, buanderie).
- Bien **détalonner les portes** (jour de 1 à 2 cm sous les portes intérieures) pour laisser circuler l'air.
- Débit de renouvellement d'air : 0.4 à 0.45 vol/h.
- Un bon renouvellement d'air permet d'assurer un bon confort, une bonne qualité de l'air, une ambiance saine et une bonne conservation du bâti.

**Coûts
estimés :**

1500 à 1800€ TTC

VMR - VENTILATION RÉPARTIE



© ASDER

En rénovation, quand il n'est pas possible d'installer un réseau de gaines.

- Installer les différents modules de ventilation dans les **pièces humides**.
- S'assurer de la présence d'**entrées d'air** dans les **pièces sèches** (au niveau des menuiseries généralement).
- Privilégier une **ventilation permanente**.

**Coûts
estimés :**

150€ à 600€ TTC
par ventilateur

VMC DOUBLE FLUX

Elle récupère la chaleur de l'air vicié et l'utilise pour préchauffer l'air neuf introduit dans le logement.



© ASDER

Niveaux de performance exigés :

Caisson de ventilation : efficacité énergétique $\geq A$

Efficacité thermique de l'échangeur $\geq 85\%$

L'air vicié intérieur est aspiré dans les **pièces humides** (Cuisine, salle de bains, WC, buanderie) et véhiculé vers un échangeur à plaques, grâce auquel il **transmet ses calories** à l'air entrant venant de l'extérieur qui sera **insufflé dans les pièces sèches** (chambres, salon, séjour, salle à manger).

Commentaires :

- **A n'installer que lorsque l'étanchéité à l'air de la maison est bonne, voire très bonne.**
- Permet de réduire les besoins de chauffage en hiver et permet de rafraîchir l'été grâce à une sur-ventilation nocturne.
- **Positionner l'échangeur et les gaines rigides ou semi rigides dans le volume chauffé** afin de limiter les déperditions.
- Prévoir l'évacuation des condensats.
- Veiller à l'**accessibilité du groupe pour l'entretien et la maintenance** de la VMC
- **Bien détalonner les portes** (jour de 1 à 2 cm sous les portes intérieures) pour laisser circuler l'air.
- Qualité de l'Air intérieur assuré grâce à un débit de renouvellement d'environ 0,6 vol/h et grâce aux filtres à particules dont la VMC est équipée.

**Coûts
estimés :**

7500€ TTC

Retrouvez des informations
complémentaires sur les fiches conseils
en suivant les liens :

[Guide pratique Ventilation](#)
[Guide de l'UDAP pour les secteurs ABF](#)

OU allez sur le site www.asder.asso.fr



Production d'électricité grâce à l'énergie solaire captée par des panneaux photovoltaïques



© ASDER

La puissance installée dépend de la surface disponible, du besoin et du type de contrat de vente de l'électricité produite : Revente totale ou autoconsommation avec revente du surplus.

Dès lors que **le bâtiment est connecté au réseau public d'électricité**, il n'y a **AUCUN INTERET**, ni économique, ni technique, ni écologique, à **utiliser des batteries de stockage**.

COMMENT POSER LES CAPTEURS ?

- **Sur toiture et le plan du système photovoltaïque est parallèle** au plan des éléments de couverture.
- Sur toiture plate (pente inférieure à 5%).
- Sur châssis, en brise-soleil, garde-corps, ombrière...

QUELLE FIABILITÉ?

- Installation demandant très peu, voir pas d'entretien.
- Durée de vie supérieure à 30 ans.
- Matériel recyclable à 95 %. <https://www.soren.eco/>

QUE COUTE UNE INSTALLATION?

Les prix étant assez fluctuant, comparer les prix proposés sur <https://evaluer-mon-devis.photovoltaique.info/>

QUELS TYPES DE CONTRAT DE VENTE D'ÉLECTRICITÉ ?

- Autoconsommation avec revente de surplus.
- Revente totale de la production.
- Autoconsommation collective, souvent portée par une collectivité ou un collectif.

A QUEL TARIF EST ACHETÉ MON ÉLECTRICITÉ ?

- Les tarifs d'achats évoluent chaque trimestre.
Pour connaître le tarif en vigueur: <https://www.photovoltaique.info/fr/>

En Savoie, pour une installation sur une toiture bien orientée, **le temps de retour sur investissement est de 12ans en vente totale**. Pour l'autoconsommation le temps de retour est très variable car il dépend du taux d'autoconsommation.

ET ECOLOGIQUEMENT ?

Un des meilleurs moyens de produire localement du courant aujourd'hui.

Possibilité d'intégrer une démarche collective sous forme de dette (prêt, obligation) ou d'investissement (capital) : <http://www.centralesvillageoises.fr>; <https://energie-partagee.org/> et d'autres.

Retrouvez des informations complémentaires : [Guide de l'UDAP pour les secteurs ABF](#)



AGENCE ROSSI

04 79 37 61 75



urbanisme@agence-rossi.fr

www.agence-rossi.fr



50 rue Suarez

73200 ALBERTVILLE



Réf. 21-168

COMMUNE DE VAL-CENIS

Département de la Savoie

PLAN LOCAL D'URBANISME

3. Orientations d'aménagement et de programmation thématiques – Préconisations architecturales sur les façades des rues principales

Commune de Val-Cenis
(73)



VAL-CENIS

Livret de préconisations architecturales



Harmonisation des façades des villages de la commune de Val-Cenis

Avril
2025

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	4
LE PAYSAGE DE VAL-CENIS, UNE COLORIMÉTRIE PROPRE AU DOMAINE ALPIN.....	4
DES PARTI PRIS PAYSAGERS À RENFORCER OU À RÉINVENTER.....	5
AVANT - PROPOS.....	6
COMPOSITION TYPE DES FAÇADES A VAL-CENIS.....	7
I- LANSLEVILLARD.....	8
1. VILLAGE DE LANSLEVILLARD.....	9
1.1. TOITURES.....	9
1.2. FAÇADES (1) : EXISTANT.....	10
1.2. FAÇADES (2) : EXISTANT.....	11
1.2. FAÇADES (3) : EXISTANT.....	12
1.2. FAÇADES (3) : EXISTANT.....	14
1.3. VOILETS ET BOISERIES.....	16
1.4. PAREMENT PIERRE / MAÇONNERIES ET SERRURERIE.....	17
II - LANSLEBOURG.....	18
2. VILLAGE DE LANSLEBOURG.....	19
2.1. TOITURES.....	19
2.2. FAÇADES : EXISTANT.....	20
2.3. VOILETS ET BOISERIES.....	22
2.4. PAREMENT PIERRE / MAÇONNERIES / SERRURERIE.....	24
III- TERMIGNON.....	26
3.1. TOITURES.....	27
3.2. FAÇADES EXISTANTES (1).....	28
3.2. FAÇADES EXISTANTES (2).....	29
3.3. VOILETS ET BOISERIES.....	30
3.4. PAREMENT PIERRE / MAÇONNERIES.....	32
3.4. SERRURERIE.....	33
IV - SOLLIÈRES-SARDIÈRES.....	34
4. VILLAGE DE SOLLIÈRES-SARDIÈRES.....	35
4.1. TOITURES.....	35
4.2. FAÇADES EXISTANTES.....	36
4.3. VOILETS ET BOISERIES.....	38
4.4. PAREMENT PIERRE / MAÇONNERIES ET SERRURERIE.....	39
V - BRAMANS.....	40
5. VILLAGE DE BRAMANS.....	41
5.1. TOITURES.....	41
5.2. FAÇADES EXISTANTES.....	42
5.3. VOILETS ET BOISERIES.....	44
5.4. PAREMENT PIERRE / MAÇONNERIES.....	45
5.5. SERRURERIE.....	46

ANNEXES.....	48
1. LE TRAITEMENT DES TOITURES ET DE LEURS OUVERTURES ET/OU EXTENSIONS.....	48
2. LE TYPE D’OUVERTURE ET LEUR TRAITEMENT.....	49
3. LA CHARTE COLORIMETRIQUE GENERALE ET LES NUANCES DES FAÇADES.....	51
4. LA TYPOLOGIE ET L’ASPECT DES MATERIAUX.....	53

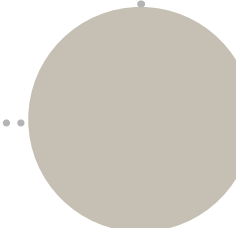
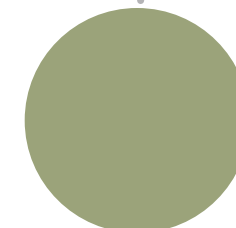
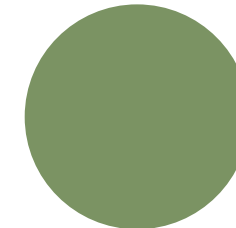
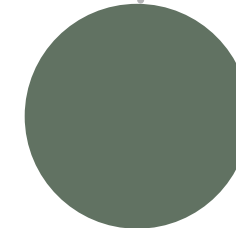
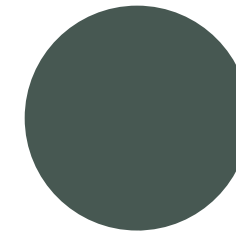
. INTRODUCTION

LE PAYSAGE DE VAL-CENIS, UNE COLORIMÉTRIE PROPRE AU DOMAINE ALPIN



Exemple d'un point de vue caractéristique du paysage de Val-Cenis, Lanslevillard, mai 2022

Colorimétrie végétale



Le paysage de Val-Cenis est défini par plusieurs caractéristiques qui font l'identité des Alpes:

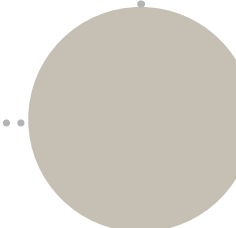
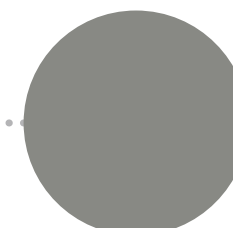
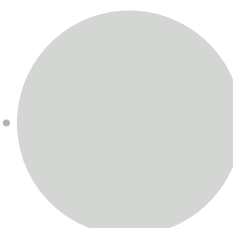
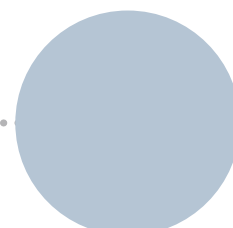
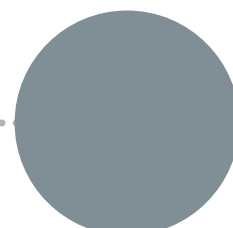
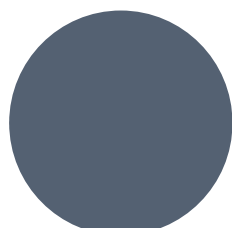
> L'omniprésence de hautes montagnes, des sommets importants avec des névés, des neiges persistantes, des glaciers...

> La végétation est majoritairement composée de conifères expliquant la prédominance de la couleur «sapin» légèrement bleutée, en raison de l'altitude qui contraint fortement le développement de la végétation. Des arbres feuillus et prairies sont implantés en fond de vallée et apporte un vert plus tendre.

> Les roches dominantes sont les roches métamorphiques, (gneiss, micaschiste, quartzite, schistes bleus, verts et lustrés, calcschistes). Les amphibolites sont également présentes, en particulier sur le versant du Mont-Cenis, ainsi que des filons de roche magmatique (dolomies, brèches), suivie du schiste, du granite et de la gneiss*. Ces pierres sont plutôt de nuances grises tirant vers les couleurs froides pour les schistes et granites tandis que pour les calcaires les couleurs sont plutôt chaudes et tirent vers les ocres clairs.

Les Alpes ont plutôt des nuances qui tendent vers les couleurs froides (bleus et verts). Val-Cenis subit déjà des influences des massifs plus au sud, plus enclins à la sécheresse dû à son orientation et son exposition ensoleillée. L'influence de ce climat a tendance tirer les nuances dominantes vers les ocres/oranges et les rouges...

Colorimétrie minérale



*Source: *Géologie structurale des alpes franco-italiennes*, *Géologie alpine* 1980.

DES PARTIS PRIS PAYSAGERS À RENFORCER OU À RÉINVENTER

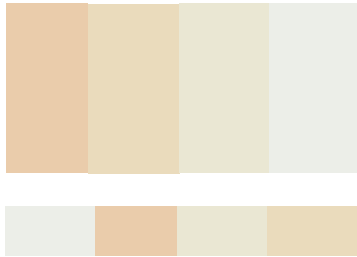


A/TEINTES VERNACULAIRES : Fondre les éléments bâtis dans le paysage de montagnes alpines

- À partir des éléments naturels prédominants, à savoir: le minéral et le végétal. (rivières, berges, talus, ripisylves, l’eau, taillis, friches, haies, feuillages, cultures agricoles, falaises, forêts, prairies alpines, cimes...)

- Prendre en compte le bâti vernaculaire (XIXe siècle) et la colorimétrie constituée à partir de matériaux naturels locaux.

- Garder un lien entre les villages en prenant en compte la liaison créée par le fond de vallée et notamment le torrent de l’Arc.

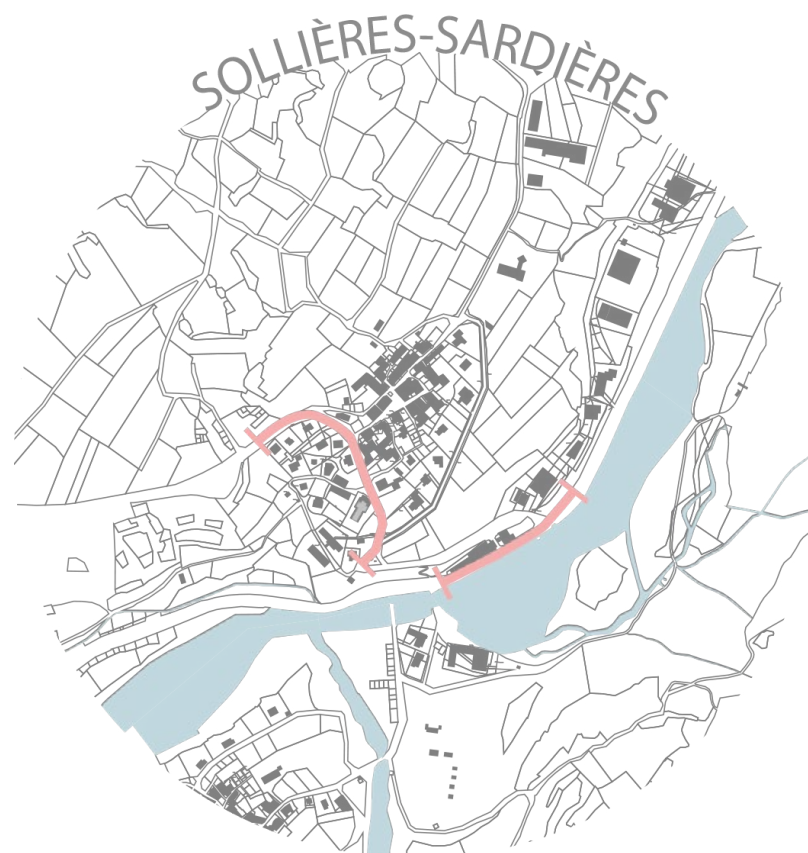
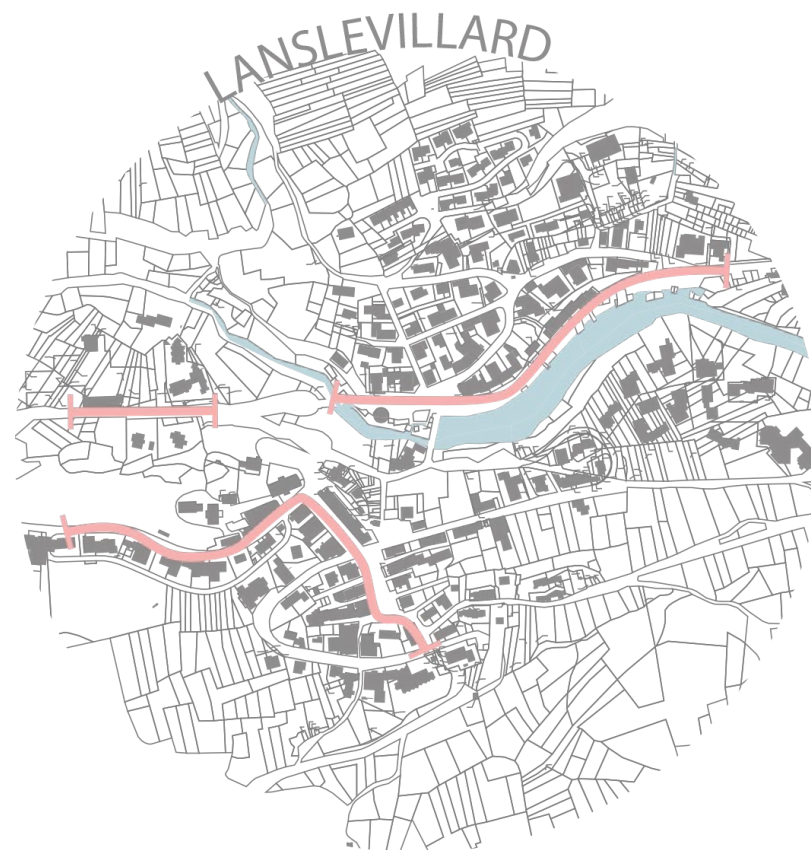


B/NUANCES TOUTES EN COMPLÉMENTARITÉ

- Prendre en compte les teintes préexistantes
- Proposer une palette de teintes qui tranchent avec les couleurs existantes tout en gardant à l’esprit la notion de complémentarité
- Préserver les villages de l’effet pastiche, en conservant une logique qui restreint la palette à 3/4 couleurs dominantes (+ une ou deux exceptions pour garder des repères dans chaque village)

C/DÉGRADÉS DE COULEURS ET CAMAÏEUX

- Prendre en compte les teintes préexistantes
- Proposer une palette de teintes qui reste dans les mêmes coloris (du plus pastel au plus coloré, du plus clair au plus foncé...)



AVANT - PROPOS

Cette OAP concerne les 5 villages de la traversée de la commune de Val-Cenis et leurs **axes principaux**.

NB: Les couleurs recensées dans ce cahier de recommandations sont subjectives. Elles peuvent varier suivant le type d'appareil photo, la météo, la saison, la luminosité...

Le relief et la matière des éléments sur lesquels est apposée la couleur ainsi que le contexte et l'environnement du projet jouent un rôle important sur notre perception et sont des données qu'il est essentiel de prendre en compte dans le projet. De plus, une tonalité rendra toujours plus claire sur le mur que sur l'échantillon. Aussi, pour une meilleure appréciation de la couleur, il est fortement conseillé de réaliser des tests préalables directement sur site.

Les photos ont été réalisées de Juin à Septembre 2022

COMPOSITION TYPE DES FAÇADES A VAL-CENIS

Les façades de Val-Cenis sont composées de plusieurs éléments à prendre en considération dans l'aspect général des constructions.

Quelques définitions:

Fond de façade : face dominante de la composition d'une façade.

Soubassement : partie inférieure d'une construction représentant au maximum 1/3 de la façade en son socle.

Encadrements : ornement des ouvertures en façade composées d'un cadre et/ou d'un rebord de fenêtre.

Chânage/Chânes d'angles : chaînes que l'on dispose dans les maçonneries pour en accroître la résistance dans chaque angles de la construction.



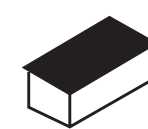
Toiture à 2 pans



Toiture à 2 pans + croupe



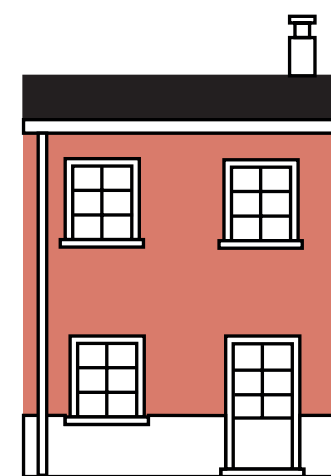
Toiture à 4 pans



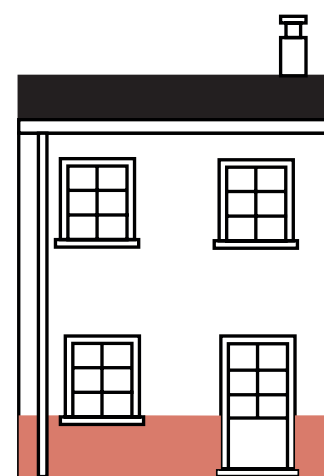
Toiture plat/terrasse



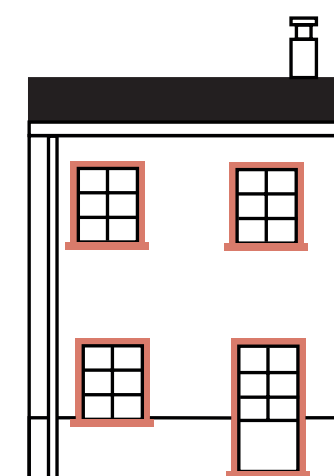
Toiture monopente



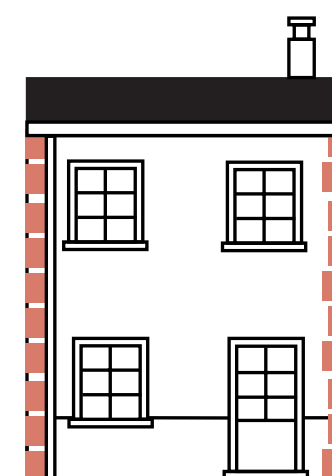
Fond de façade



Soubassement



Encadrements



Chânage/Chânes d'angles

Composition et matériaux:

Les façades de Val-Cenis varient suivant les villages et les époques de construction. En effet, si les villages ont tous été bâtis dans une temporalité relativement restreinte, on peut distinguer 4 grandes périodes à prendre en compte:



Bâtisses 17e/18e/19e siècle avant-guerre préservées



Maison de 1950-1955 Architecture du 20e siècle - après-guerre

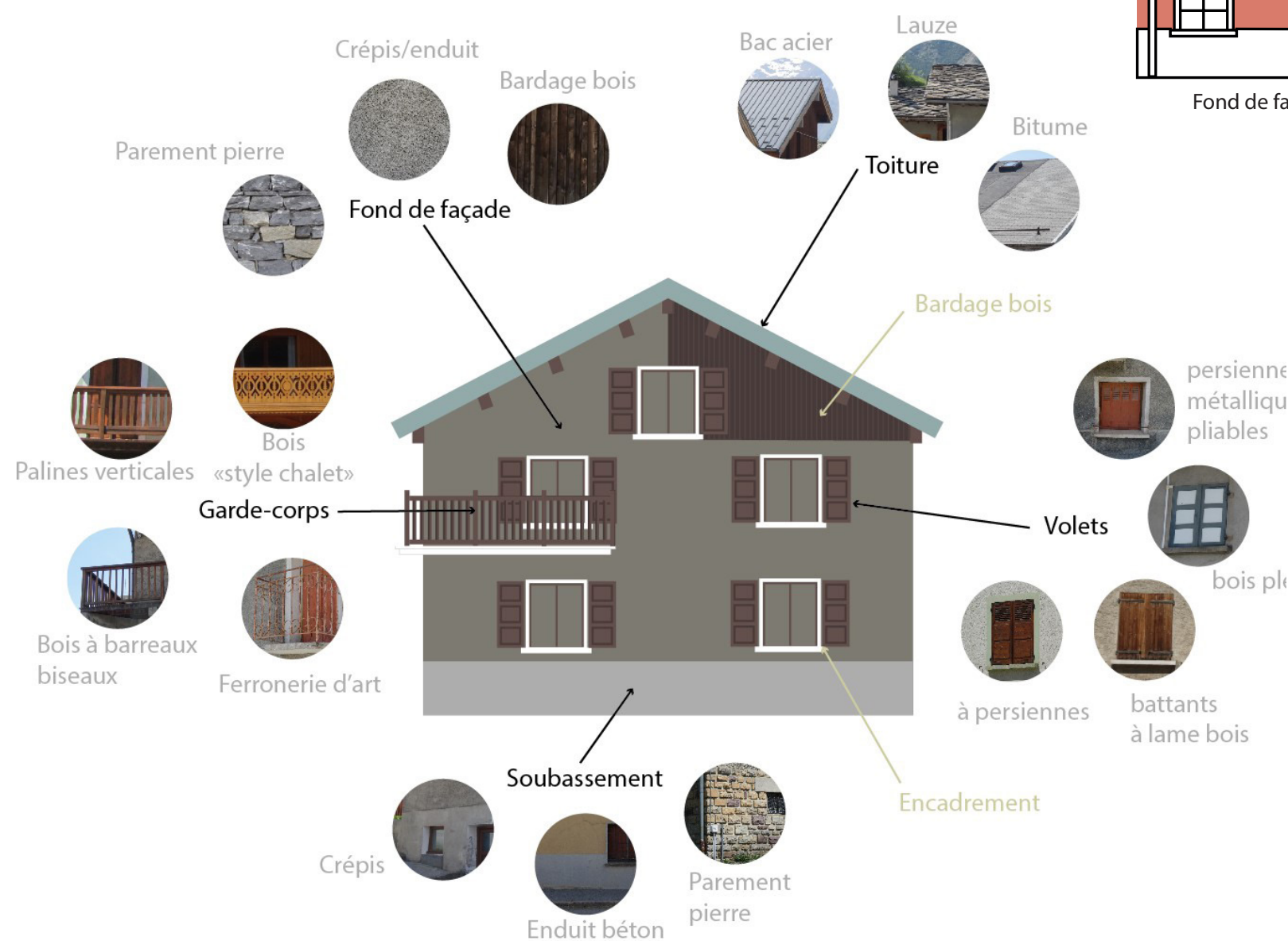


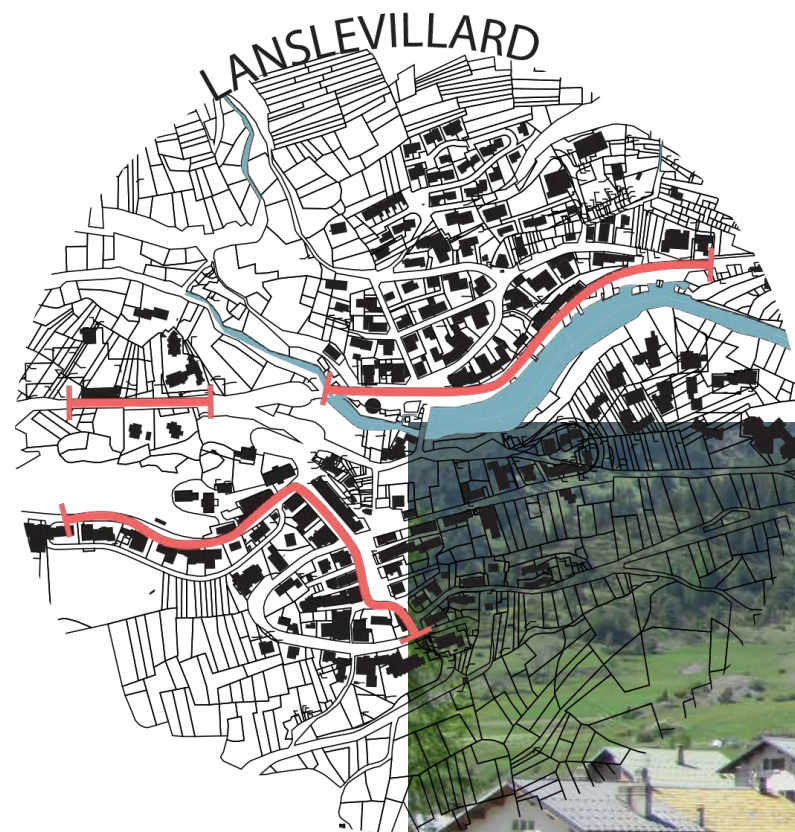
Architecture contemporaine 21e siècle



Maisons récentes ou rénovées (2020 à nos jours)

- avant-guerre
- après-guerre, le temps de la reconstruction
- période contemporaine/de constructions récentes
- le temps de la rénovation (et de la prise en compte de l'évolution du climat et des pratiques en montagne)





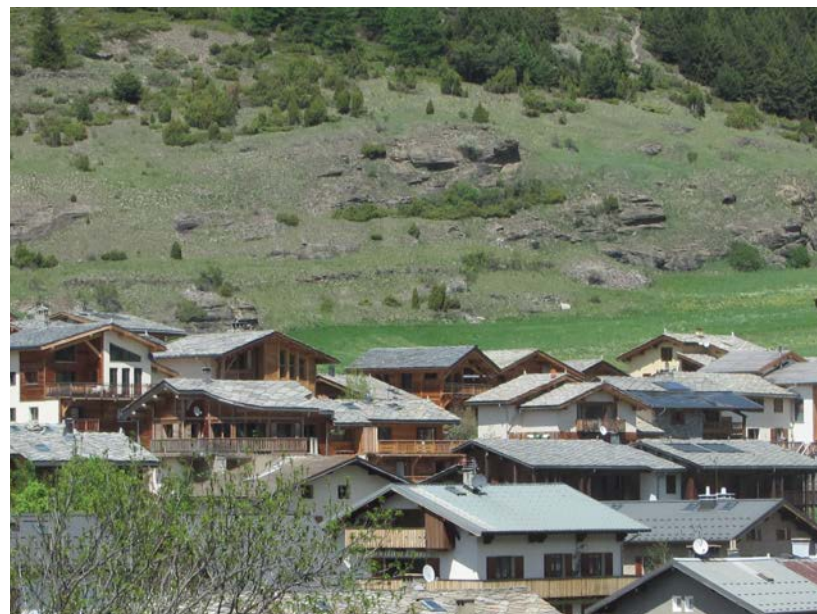
1. LANSLEVILLARD

1. VILLAGE DE LANSLEVILLARD

1.1. TOITURES



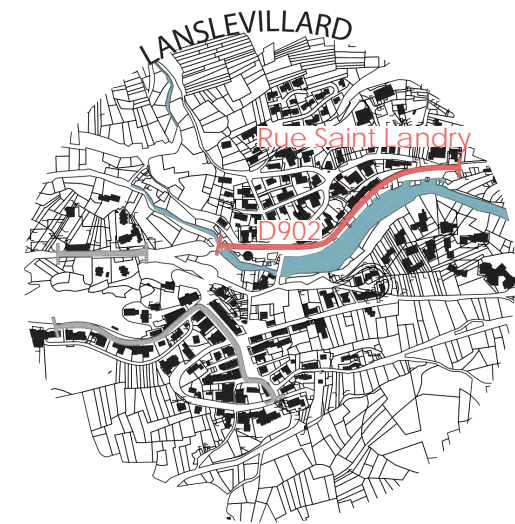
Les toitures sont plutôt en harmonie les unes avec les autres, avec une majorité de toitures de couleur et d'aspect gris, en bacs aciers ou lauzes.



1. VILLAGE DE LANSLEVILLARD

1.2. FAÇADES (1) : EXISTANT

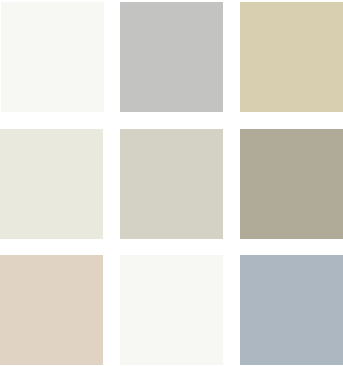
Au cœur de la traversée rive droite du village, D 902 rue de Saint Landry



Les façades sont globalement dans des nuances voisines, des tons pastels, de ocre orange à légèrement rosé en passant par une majorité de coloris gris, gris chauds et froids et quelques blancs/blancs cassés.

Seul un ou deux bâtiments se distinguent par leur teinte (rose/orangé pastel, gris légèrement plus foncé) sans grand impact visuel.

NB: les couleurs ne sont pas tout à fait fidèles à la réalité compte tenu des effets d'ombres, des variations météorologiques et de la qualité de la photographie variant d'un appareil à l'autre. Le choix des RAL devra se faire au préalable avec des nuanciers référencés et à minima sur place pour déterminer les coloris d'origine. (Cette note est valable pour l'ensemble des palettes colorimétriques de ce cahier de prescription)



- Préconisation:**
- Pas plus d'une couleur accompagnée de deux tons neutres blanc/ blanc cassé et gris/froid ou chaud et 1 coloris additionnel type beige/ greige entre chaque portions de façades.
 - Conserver les nuances authentiques identifiées.
 - Proposer un nuancier qui reste dans les couleurs identifiées pour les teintes qui apparaissent trop artificielles et les éventuelles nouvelles constructions.

1.2. FAÇADES (2) : EXISTANT

En sortie de village sur la D902, rue sous l'Eglise



Rue sous l'Eglise



HARMONISATION

Les façades sont globalement dans des nuances voisines, des tons clair, tons pierres, blancs/blancs cassés et gris, gris légèrement bleuté, coloris de la pierre locale.
Les bardages et boiseries qui ornent les façades demeurent homogènes, dans des teintes naturelles foncées ou peu contrastées.

Les façades sont en harmonies les unes avec les autres et aucune ne se distingue d'un point de vue colorimétrique.

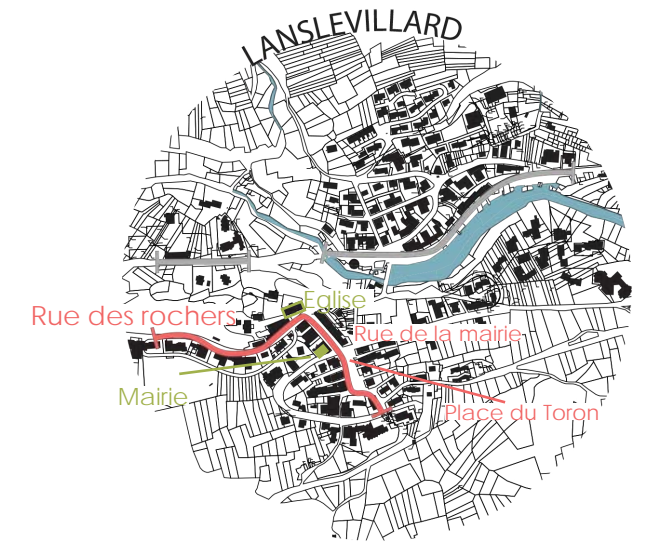


Préconisations:

- Conserver la gamme colorimétrique existante (appliquer cette harmonisation sur les potentielles nouvelles constructions).
- Conserver l'authenticité des volets bois, interdire les volets roulants blancs/Gris PVC et les caissons visibles, privilégier les coloris bois naturel en harmonie avec les boiseries présentes.

1.2. FAÇADES (3) : EXISTANT

Au cœur du village rive gauche, de la rue des rochers à la place du Toron



Rue des Rochers



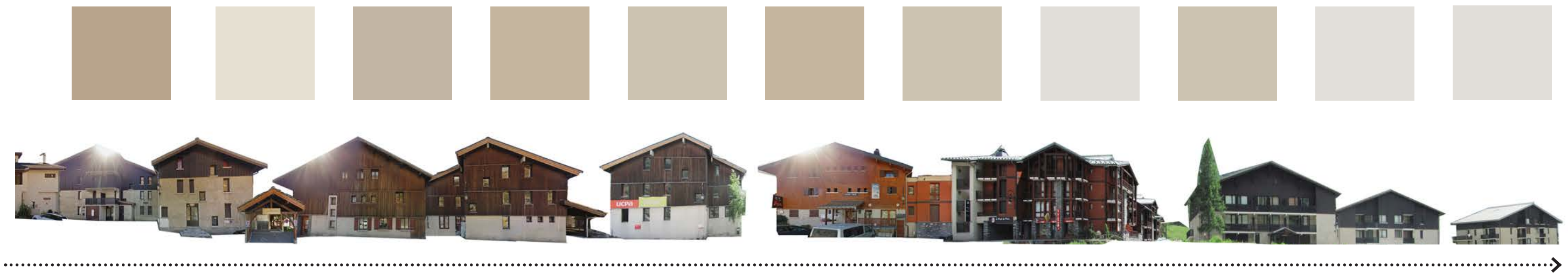
EXISTANT

→ HARMONISATION

Exemple d'harmonisation en partant d'un jeu de couleurs complémentaires intercalées



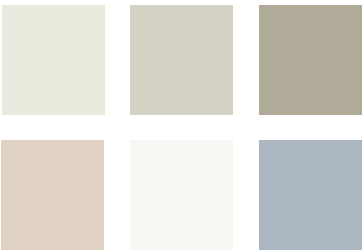
EXISTANT



HARMONISATION

Les façades sont globalement dans des nuances voisines, des tons clairs, tons pierres, blancs/blancs cassés et gris, gris légèrement bleuté, coloris de la pierre locale. Quelques tons un peu plus foncés contrastent tout en gardant une cohérence dans les nuances.

Les façades sont en harmonies les unes avec les autres, bien que la monochromie (ocre beige légèrement orangé) a tendance à se banaliser sur certains secteurs.



- Préconisations:**
- Conserver les nuances authentiques identifiées et la pierre dans le bâti d'avant-guerre non détruit.
 - Privilégier les nuances de type Saint-Astier (mélange de chaux et de pigments)
 - Proposer quelques couleurs plus soutenues en restant dans la gamme existante.
 - Préserver l'uniformité sur les façades, en particulier les façades situées en vis à vis avec les rochers (teintes beiges clair/tons pierres).



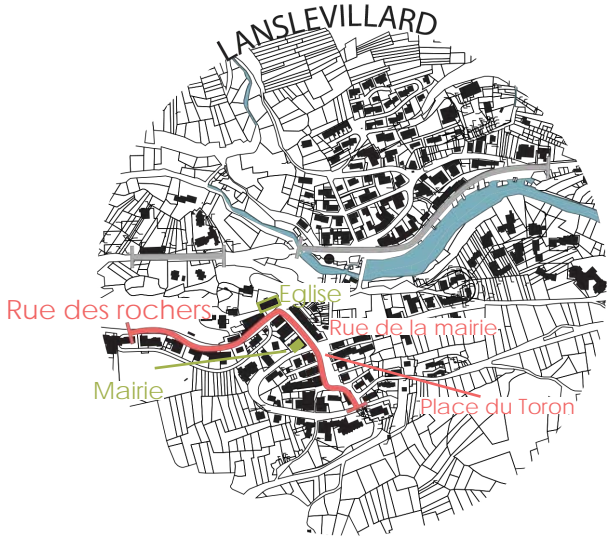
1. VILLAGE DE LANSLEVILLARD

1.2. FAÇADES (3) : EXISTANT

Au cœur du village rive gauche, de la rue des rochers à la place du Toron

Les façades sont globalement dans des nuances voisines, des tons clairs tons pierres, blancs/blancs cassés et gris, gris légèrement bleuté, coloris de la pierre locale. Quelques tons un peu plus foncés ou colorés contrastent tout en gardant une cohérence dans les nuances.

Les façades sont en harmonies les unes avec les autres. Seuls certains secteurs apparaissent trop monochromes.



Place du Toron Place du Toron Rue de la mairie



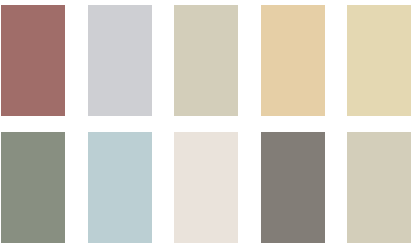
HARMONISATION



Préconisations:

- Conserver les nuances authentiques identifiées et coloris qui font office de repères dans le village.
- Préserver l'uniformité des couleurs sur les façades.
- Mettre en valeur les façades historiques du bourg (maisons épargnées par la guerre) en conservant leur aspect pierre et leur couleur d'origine.

- Apporter quelques nuances plus colorées sur les façades en complémentarité des façades qui se trouvent en face des couleurs plus soutenues (rose/orangé) en restant dans des tons pastels.



Palette de coloris à privilégier sur la base de l'existant

1. VILLAGE DE LANSLEVILLARD

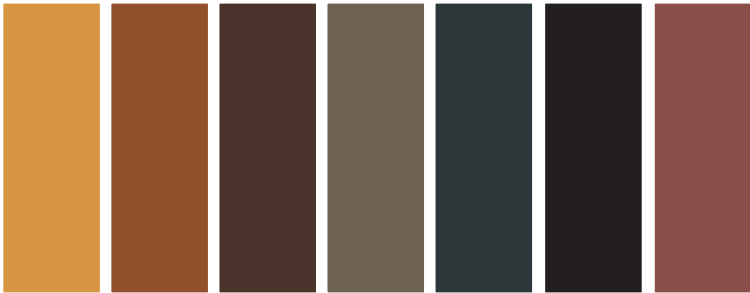
1.3. VOILETS ET BOISERIES
EXISTANT

HARMONISATION



Extrait de façades types à Lanslevillard

Les boiseries et volets ne sont pas systématiques et demeurent en bois sur l'ensemble du village. Ils sont en harmonie les uns avec les autres hormis quelques boiseries vieillissantes. Les lasures sont majoritairement dans des coloris qui révèlent la couleur naturelle du bois choisi, à l'exception de quelques volets peints dans des couleurs qui sortent de l'aspect naturel du bois.



Volets bois à persiennes



Volets bois pleins



Volets bois à motif



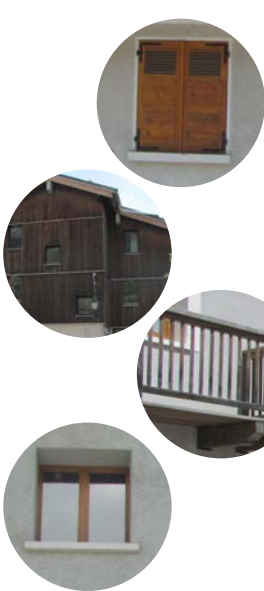
Volets Peints



Quelques volets types à Lanslevillard



Exemple d'harmonisation des boiseries, extrait de façades à Lanslevillard



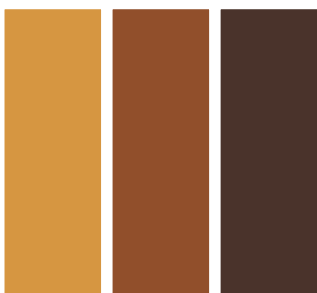
Les volets:
Bois naturel, à persiennes en partie haute ou en bois plein suivant les façades.

Les bardages:
Ils occupent généralement la moitié haute de la façade (si ils existent) et leur couleur varie selon les façades.

Les garde-corps:
Ils sont globalement tous en bois verticaux, barreaux en biseau ou paline bois.

Les huisseries:
Elles sont principalement en bois ou aspect bois (plus rarement PVC blanc)

Tous ces éléments principalement présents sont à privilégier pour harmonisation.



Nuances à privilégier pour harmonisation

Préconisations:

- Conserver les nuances authentiques identifiées et coloris qui font office de repères dans le village (ex. Maison aux volets verts).
- Pas plus de 2 coloris de lasure bois différents sur une même façade, conserver dans la mesure du possible des teintes similaires entre les bardages de chacune des façades du village.
- Conserver les volets bois peints et notamment de style H.J. Le Même.

1.4. PAREMENT PIERRE / MAÇONNERIES ET SERRURERIE

Les soubassements sont souvent de parement pierre. Ils restent pour la plupart fidèles à la pierre locale (Luzerne ou type pierre bleue de Savoie).

Les encadrements de fenêtres sont plus rares. Le cas échéant, ils sont en béton peint de couleur blanche ou plus rarement en bois, parfois uniquement sous forme d'un linteau. Certains sont peints d'une couleur complémentaire avec la couleur du fond de façade.

Lanslevillard présente peu ou pas d'élément métallique. Les gardes corps sont tous en bois excepté un immeuble sur l'axe principal qui traverse le village.

Tous ces éléments sont dans l'ensemble harmonieux. Seules quelques façades restent plus contrastées dans le traitement de ces éléments.

Quelques bâtiments laissent entrevoir des façades à parements de qualité discutable (parements en plaquages minces avec visibilité de la tranche sur façade).



Parement de pierres en soubassement

Extraits de façades de l'immeuble collectif avec pierre de luzerne à Lanslevillard le long de la D902

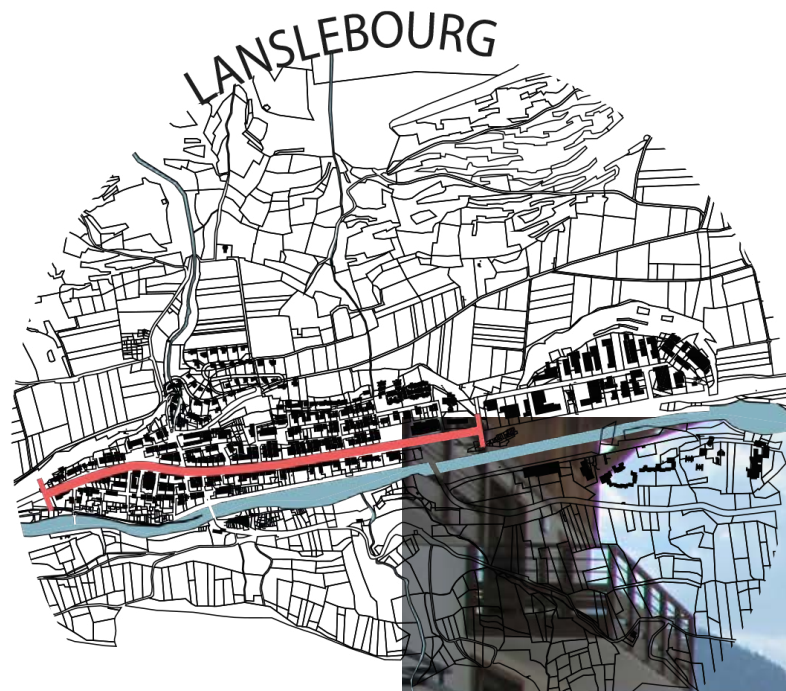


S'inspirer des matériaux vernaculaires originels de Lanslevillard

Extrait de façades anciennes avec pierre locale (maisons traditionnelles épargées par les destructions) à Lanslevillard rue des Rochers

Préconisations:

- Conserver les matériaux authentiques, la pierre locale ou similaire.
- Conserver le rappel colorimétrique du parement sur le fond de façade.
- Privilégier les garde-corps en bois. Les ferronneries sont autorisées.
- Interdire les plaquages et autres trompes l'œil.
- Interdire les parements de pierres exotiques non assimilable à la pierre locale, interdire les pierres peintes (dans le même tons ou dans un tons différent de celui de la façade).



2. LANSLERBOURG

2. VILLAGE DE LANSLEBOURG

2.1. TOITURES



Les toitures sont plutôt en harmonie les unes avec les autres, avec une majorité de toitures de couleur et d'aspect gris, anthracite, bacs aciers. Quelques toits de lauzes et d'ardoises sont visibles aux abords des deux églises classées monument historique.

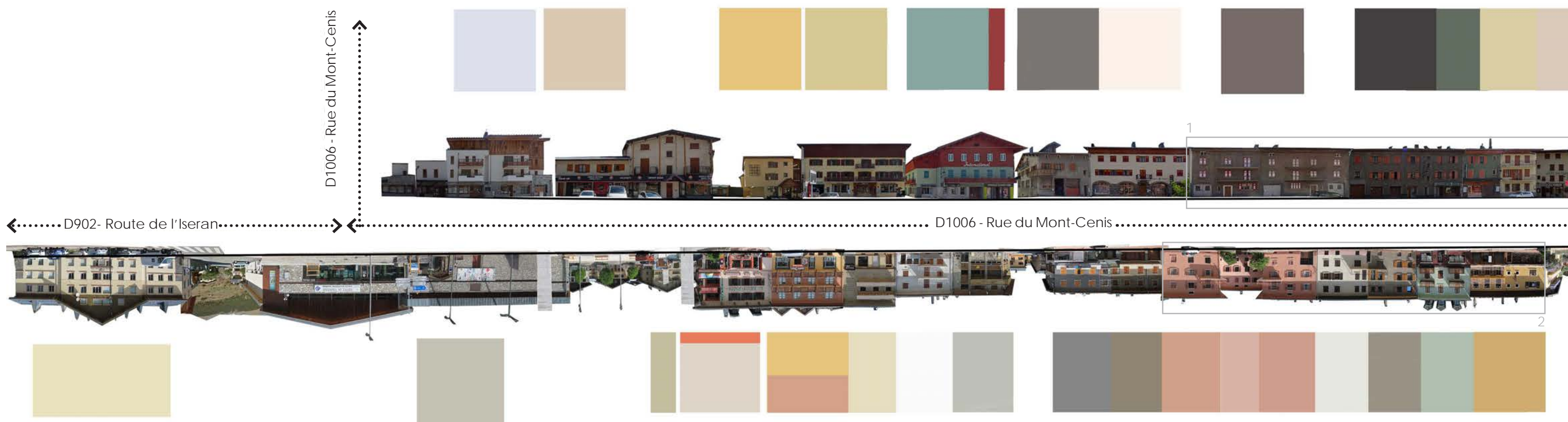
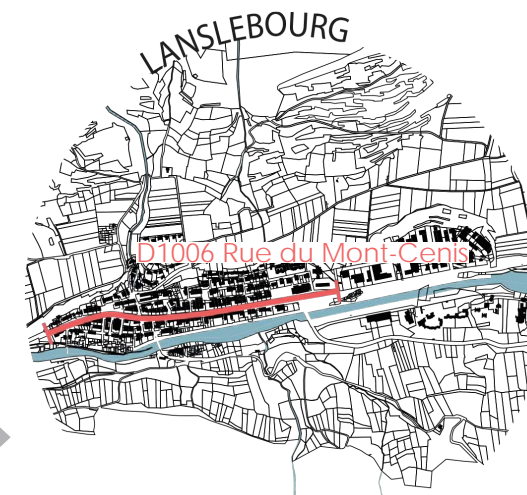


2. VILLAGE DE LANSLEBOURG

2.2. FAÇADES : EXISTANT

D1006 - Rue du Mont-Cenis

EXISTANT



La colorimétrie des façades de Lanslebourg est très éclectique. Elle se compose de quelques couleurs gris/beiges/taupes/blancs cassés intercalées de couleurs plus vives comme le jaune, le rose, le bleu et des verts francs. Une couleur se démarque, un orangé, corail que l'on retrouve soit en fond de façade soit sur des décors de façades.

La diversité des couleurs apportées à Lanslebourg permet de plus amples repères dans le paysage. L'ancienne poste, l'international... Nombreux sont les bâtiments qui se démarquent par leurs nuances tranchées. La plupart des façades sont mitoyennes et la rue est longiligne. Ainsi, il est nécessaire de repenser les nuances contiguës.

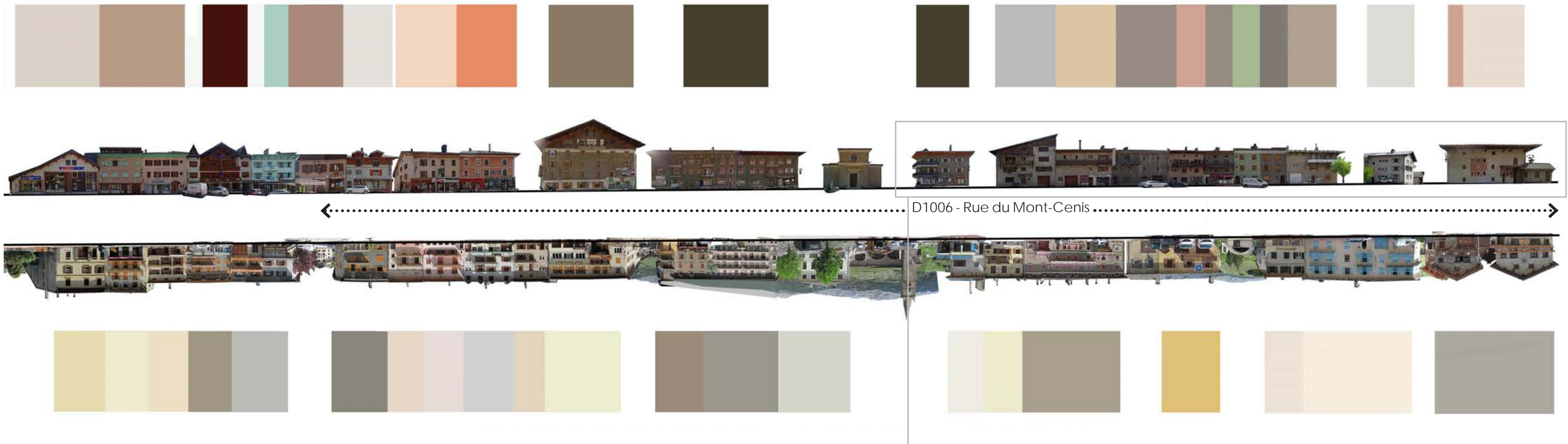


1 - Extrait de façades de couleurs très foncées sur un linéaire conséquent

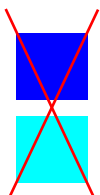
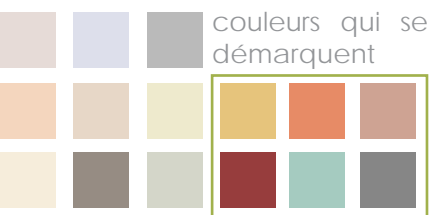


2 - Extrait de façades de couleurs très diversifiées sur un linéaire conséquent

EXISTANT →



EXISTANT → HARMONISATION



- Préconisations:
- Conserver les façades en bon état, privilégier le ravalement des façades en mauvais état ou de couleurs passées ou en désaccord avec les couleurs prédominantes.
 - Mettre en avant la couleur qui se démarque pour ponctuer la rue et créer quelques rappels.
 - Proscrire les teintes de bleus foncées et vives qui apparaissent artificielles dans le paysage.

2. VILLAGE DE LANSLEBOURG

2.3. VOILETS ET BOISERIES EXISTANT



Extrait de façades dont les boiseries sont plus ou moins similaires à Lanslebourg



Extrait de façades dont les boiseries sont plus ou moins diverses à Lanslebourg

BOIS LASURÉS

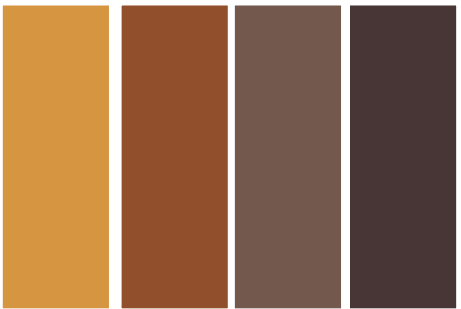


VOILETS PEINTS



Exemple de volets quise démarquent de style Henry Jacques Le Même

BOIS LASURÉS



VOILETS PEINTS



Les volets sont majoritairement en bois plein ou avec des persiennes en partie haute. Le traitement des boiseries est à 50% lasurées, 50% en bois peint de couleurs diverses. Quelques motifs apparaissent (cœur, soleil/fleur) sur certaines persiennes.

Les volets métalliques sont rares (seule la gendarmerie en possède). Certains sont atypiques, avec des formes et/ou peintures qui sortent de l'ensemble des façades de la rue.

Volets bois à persiennes

Volets bois plein

Volets bois à motif

Volets atypiques

HARMONISATION

(Existant)



(Harmonisation)



Exemple d'harmonisation des boiserie, extrait de façades à Lanslebourg



Exemple de nuances de boiseries dissonantes



Exemple de nuances de boiseries harmonieuses



Exemples de bâtis aux coloris qui font office de repères dans le village à conserver

BOIS LASURÉS



VOLETS PEINTS



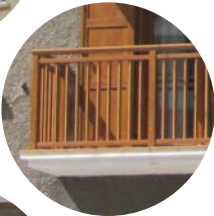
Nuances à privilégier pour harmonisation



Les volets:
Bois naturel ou peint, à persiennes en partie haute ou en bois plein suivant les façades



Les bardages:
Ils sont plutôt rares en façade (6 façades concernées environ) et occupent généralement le tiers de la façade haute. Ils apparaissent peints de couleurs variées par endroits.



Les garde-corps:
Les gardes-corps sont majoritairement métalliques, plus rarement en bois, de couleurs naturelles ou peintes, barreaux classiques ou plus rarement richement décorés (découpes ouvragées et festons).



Les huisseries:
Elles sont principalement en bois, de couleur naturelle

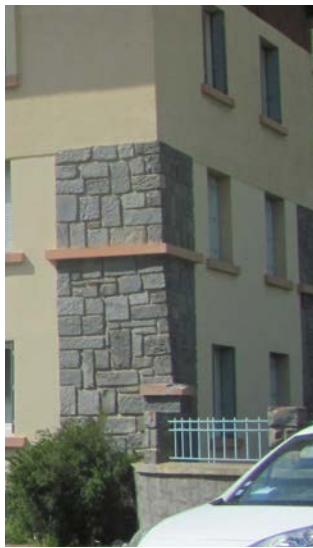
Tous ces éléments principalement présents sont à privilégier pour harmonisation

- Préconisations:**
- Conserver les nuances authentiques identifiées et coloris qui font office de repères dans le village (ex. L'international, l'ancienne poste...). Privilégier les façades nécessitant un «rafraîchissement».
 - Un seul coloris de lasure/peinture sur bois sur une même façade, conserver dans la mesure du possible des teintes similaires entre les bardages de chacune des façades du village.
 - Limiter les nuances à 2 coloris principaux (ex : rouge/rose, vert sapin/vert clair, Blanc cassé/Gris chaud clair pour les peintures).
 - Autoriser ponctuellement une teinte de bleu de Maurienne *pour signifier une appartenance au groupement des communes de Val-Cenis* en veillant à conserver une harmonie avec la façade existante et/ou les façades situées à proximité.

2. VILLAGE DE LANSLEBOURG

2.4. PAREMENT PIERRE / MAÇONNERIES / SERRURERIE EXISTANT

Les parements pierres ponctuels demeurent rares à Lanslebourg. Quelques édifices et bâtiments publics sont parés de pierres sur la totalité ou quasi-totalité de la façade. Pour le reste du bâti, quelques soubassements ou colonnes sont parées de pierres.



Exemples de façades avec présence de pierres de parement ou pierre intégrale

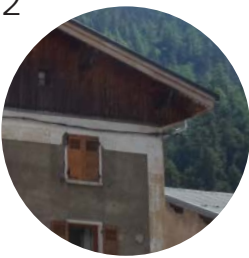


Exemples de façades composées d'un soubassements béton

Les soubassements sont pour la grande majorité en béton d'un seul tenant, composé d'un léger relief ou simplement délimités par le changement de couleur de la façade.

Les chaînes d'angles sont plutôt rares sur la traversée. Elles sont toutes accompagnées de modénatures. Les trois typologies recensées ci-après sont d'aspect très varié:

- 1 - chaînage en béton avec des crans réguliers
- 2 - chaînage en béton lisses/sans bas reliefs
- 3 - chaînage béton avec des blocs réguliers les uns sur les autres soulignés par un joint/rainure



EXISTANT

→ HARMONISATION

→

Le village de Lanslebourg se démarque par ses ferronneries plus présentes. Les balcons sont pour nombre d’entre eux munis de garde-corps métalliques.

Les garde-corps métalliques font partie du paysage général de la rue. Ils doivent demeurer à barreaux simples, les riches décors et ferronneries d’art n’étant pas originels à Lanslebourg.

Préconisation:

Privilégier la pierre locale pour les parements : de teinte grise-claire «gneiss» ou ocre «Luzerne».



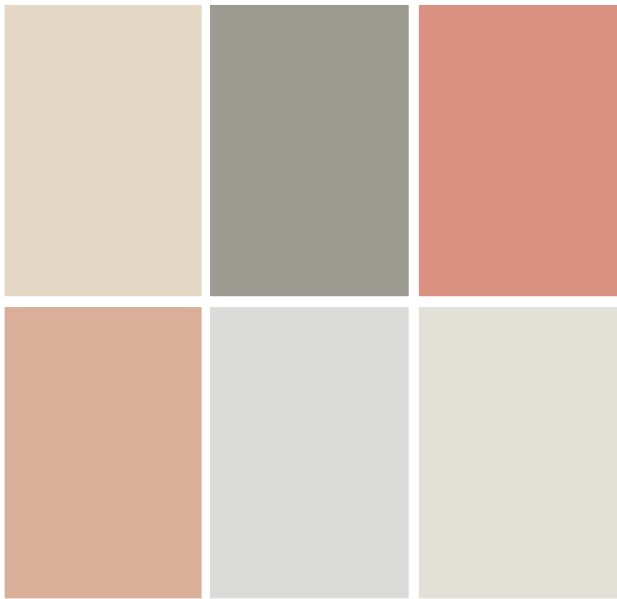
Quartzite verte (gris médium) 15-30 cm



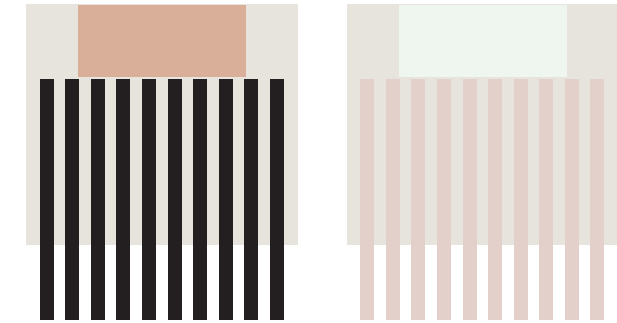
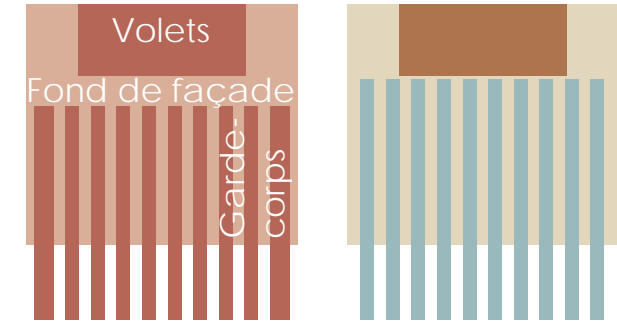
Luzerne (gris/ocres) 15-40 cm



Gneiss gris-clair 15-50 cm

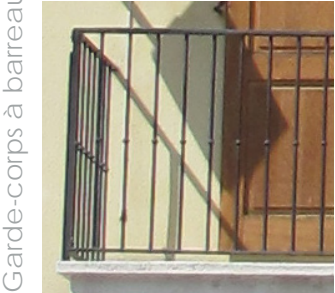


Les soubassements doivent être conservés et doivent être soulignés par une teinte plus foncée ou plus claire que la façade, soit dans les mêmes tons, soit par une complémentaire.



Nuancier des gardes-corps

Les éléments métalliques comme les gardes-corps doivent respecter les teintes générales relevées (voir nuancier ci-dessous) et la logique de la rue.





3. TERMIGNON

3. VILLAGE DE TERMIGNON

3.1. TOITURES



Les toitures sont plus diversifiées, avec une grande majorité de toitures de couleur et d'aspect gris/ gris foncé/noir/anthracite, bacs aciers. Seules quelques toitures sont en tôles à joints debouts teintées de «rouille» par endroits et certaines semblent galvanisées. Des toitures en lauzes sont également présentes ponctuellement sur la rue principale (D1006) correspondant à du bâti plus ancien et traditionnel.

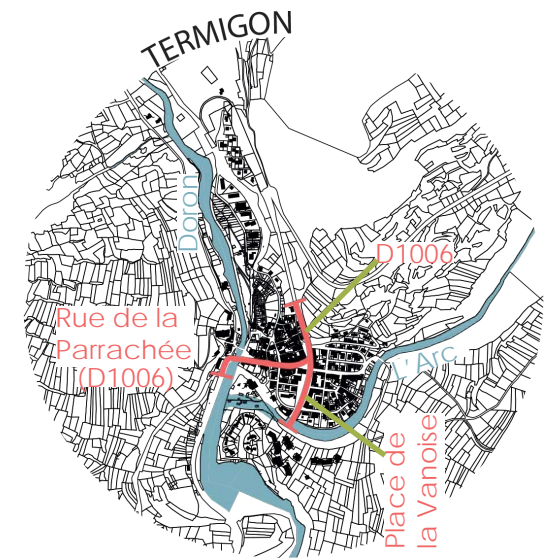


3. VILLAGE DE TERMIGNON

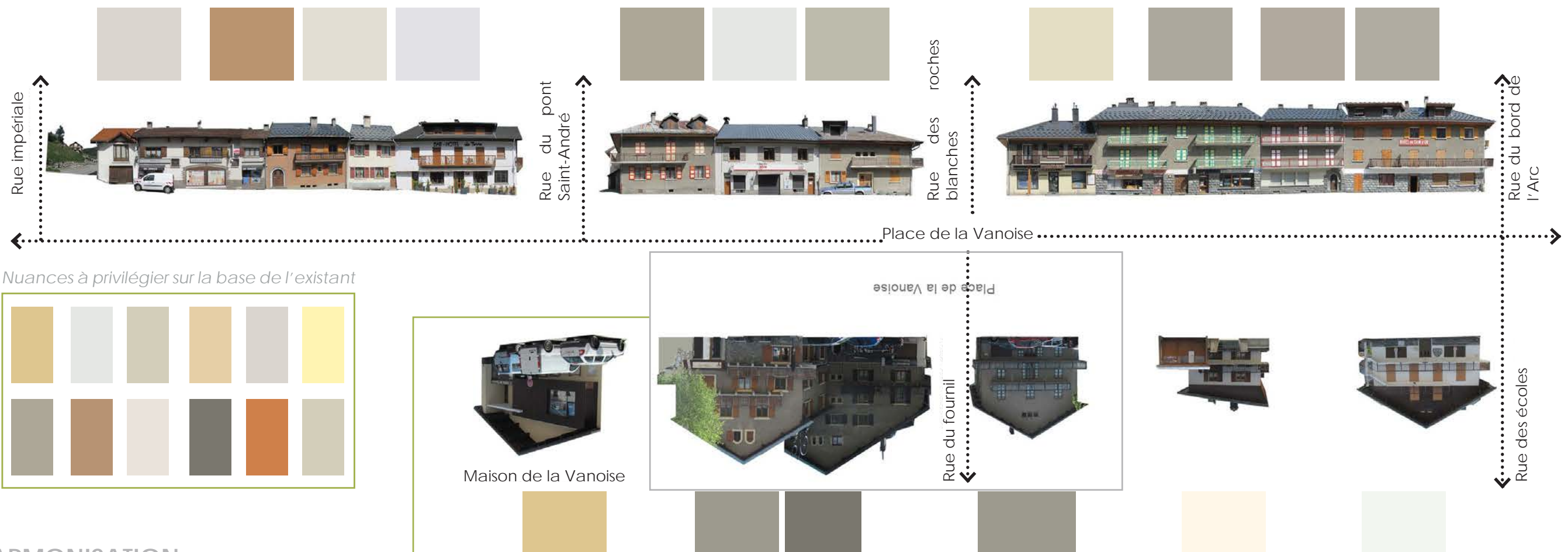
3.2. FAÇADES EXISTANTES (1)

Les façades sont globalement dans des tons foncés types pierres ou gris chaud intercalées de quelques façades blanches ou blanc cassé. Quelques tons un peu plus colorés contrastent tout en gardant une cohérence dans les nuances. Seul le traitement des boiseries et

volets est diversifié. Il concerne des couleurs soutenues contrairement aux fonds de façades qui demeurent dans des tons pastels à l'exception d'une ou deux façades récemment ravalées avec une couleur vive sur la rue de la Parrachée.



HARMONISATION



HARMONISATION



Exemple in situ de façades de couleurs grises/taupes intercalées de façades blanches et de façades aux coloris chauds et plus soutenu comme l'orangé/rose/saumon ou encore le jaune...



Préconisations:

- Conserver et privilégier les couleurs et composantes naturelles: chaux, béton de chanvre, béton de pouzzolane pour les façade anciennes à rénover, nuances qui participent aux nuances typiques de Termignon (façades dans les nuances de gris brun intercalées de façades blanches ou blanc cassé).
- Privilégier quelques façades de couleur chaude (ocre-orange) ponctuelles afin d'éviter

un aspect parfaitement monochrome de façades.

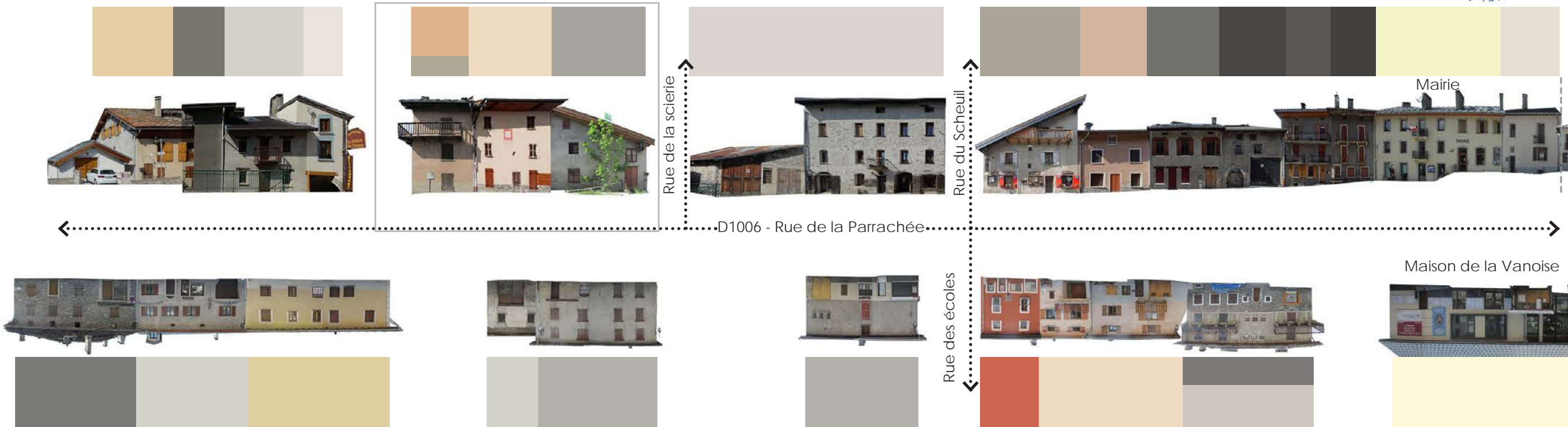
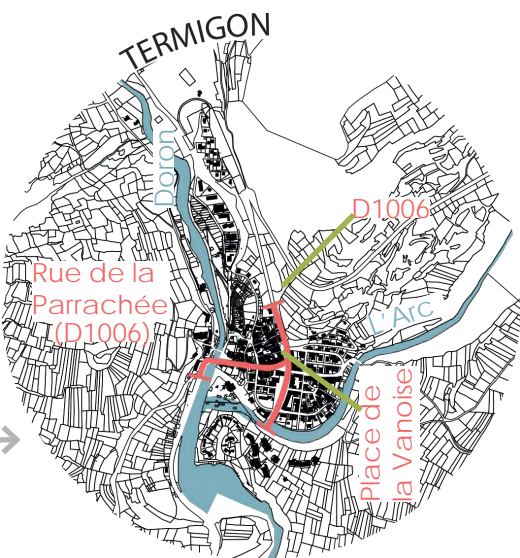
- Autoriser ponctuellement une teinte de bleu de Maurienne* (cf: p.23) en veillant à conserver une harmonie avec la façade existante et/ou les façades situées à proximité.

3. VILLAGE DE TERMIGNON

3.2. FAÇADES EXISTANTES (2)

EXISTANT

Les façades sont globalement des tons pierre, gris chaud intercalé de quelques façades blanches, crème ou de couleur orangée, saumon, ocre, terracotta.

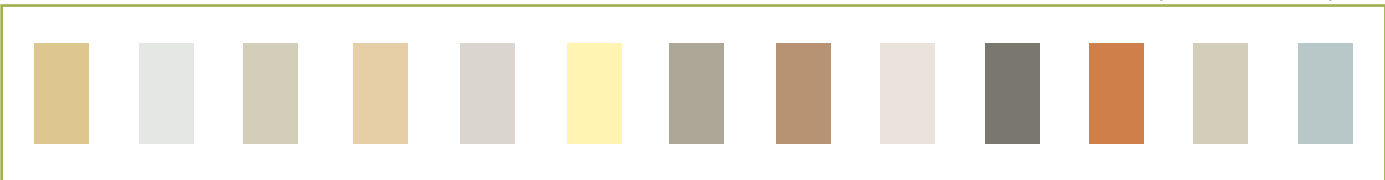


HARMONISATION



Nuances à privilégier sur la base de l'existant

+ 1 couleur qui se démarque



Préconisations:

- Privilégier les couleurs et composantes naturelles : chaux, béton de chanvre, béton de pouzzolane pour les façades anciennes à rénover, qui participent aux nuances typiques de Termignon (gris brun).
- Privilégier les couleurs chaudes dans la même dynamique que les ravalements récents (rouge, ocre, jaune, saumon, terracotta...).
- Autoriser ponctuellement une teinte de bleu de Maurienne*(cf: p.23) en veillant à conserver une harmonie avec la façade existante et/ou les façades situées à proximité.

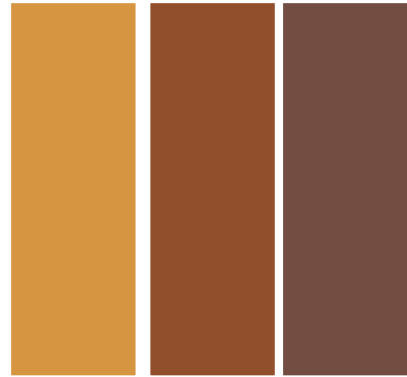
3. VILLAGE DE TERMIGNON

3.3. VOLETS ET BOISERIES

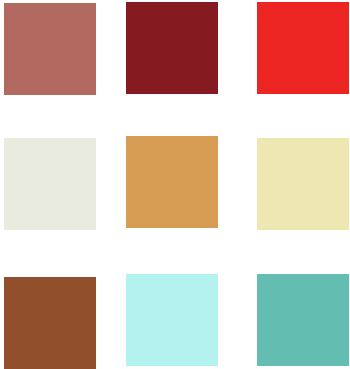


Exemple de volets différents sur une même façade

BOIS LASURÉS



VOLETS PEINTS



La typologie et le traitement des volets à Termignon sont très diversifiés. Les volets sont majoritairement en bois naturel ou peints dans des couleurs plus ou moins vives. Les volets métalliques restent rares sur les façades des voies principales.

Sur certaines façades, les volets diffèrent d'un étage à l'autre, en termes de couleurs ou matériaux.

Rue du pont Saint-André

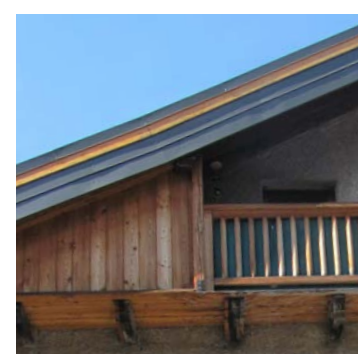
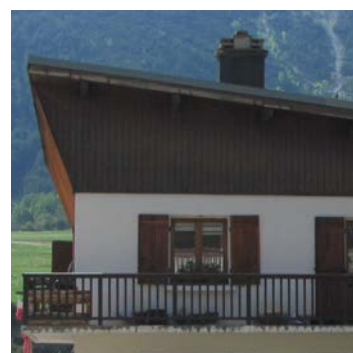
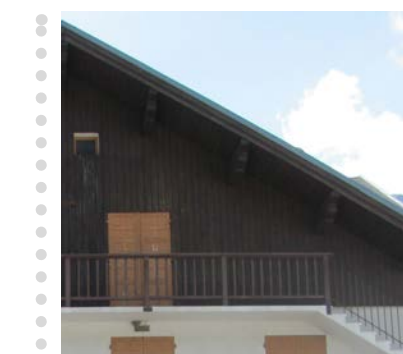


Rue des roches blanches



Rue du bord de l'Arc

Extrait de façades dont les boiseries sont plus ou moins diverses à Termignon



planches sciées brunes

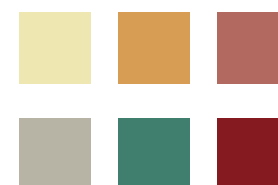
Planches brutes non sciées ou posées en dentelle

Quelques bardages bois composent le linéaire de façades. Ils sont de coloris foncé et occupent le tiers de la façade en dessous de toit, avec des planches disposées verticalement et bien souvent sur des bâtiments individuels.

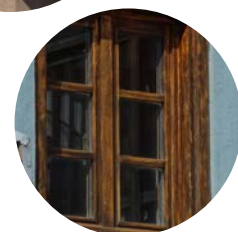
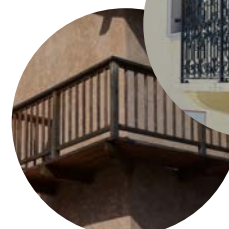
BOIS LASURÉS



VOLETS PEINTS



Nuances à privilégier pour harmonisation



Les volets:

Ils sont de bois naturel ou peints dans des nuances complémentaires et vives, en bois plein ou à persiennes suivant les façades.

Les bardages:

Les façades sont rarement munies de bardages à l'exception de quelques bâtiments qui conservent la même teinte de lasure naturelle brun foncé. Ainsi le rajout de bardages en façade n'est pas justifié.

Les garde-corps:

Il s'agit de barreaudage vertical simple en bois naturel ou peint ou de type ferronneries d'art peinte dans des couleurs complémentaires à la façade et aux volets (brun, rouille, noir, anthracite).

Les huisseries:

Elles sont principalement en bois, de couleur naturelle.

Tous ces éléments principalement présents sont à privilégier pour harmonisation.

Préconisations:

- Conserver les nuances authentiques identifiées et coloris qui font office de repères dans le village et privilégier les teintes naturelles des volets en bois lasurés, de même que les balcons lorsqu'ils sont en bois.
- Privilégier la même typologie de volets en privilégiant le bois pour être en harmonie avec le bâti voisin.
- Coordonner les coloris de volets différents sur une même façade par des teintes similaires et/ou complémentaires et éviter les couleurs trop vives ou artificielles (rouge vif) qui ne fait pas partie des coloris originels et traditionnels dans le village.

3. VILLAGE DE TERMIGNON

3.4. PAREMENT PIERRE / MAÇONNERIES / SERRURERIE EXISTANT



Exemples de façades avec présence de pierres de parement ou pierre intégrale



Exemples de façades composées d'un soubassement béton

Les parements, soubassements et encadrements de fenêtres sont souvent en contraste avec le fond de façade. Ce sont principalement des encadrements blancs, des soubassements plus foncés



que le fond de façade ou dans une tonalité complémentaire. Quelques balcons et gardes-corps sont métalliques.

Sur les rues principales de Termignon, seule une construction est dotée d'une chaîne d'angle régulière en blocs de béton blanc alignés les un avec les autres.

→ HARMONISATION Préconisations:

Privilégier la pierre locale pour les parements : de teinte grise-claire «gneiss» ou ocre «Luzerne».



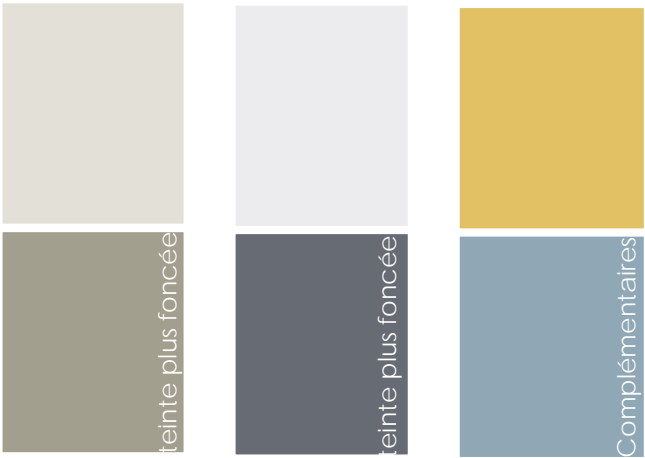
Quartzite verte
(gris médium)
15-30 cm



Luzerne
(gris/ocres)
15-40 cm



Gneiss gris-clair
15-50 cm



Les soubassements doivent être conservés et doivent être soulignés par une teinte plus foncée que le fond de façade, soit dans les mêmes tons, soit par une complémentaire.

3. VILLAGE DE TERMIGNON

EXISTANT

Les façades sont très régulièrement ornées d'encadrements, pour la plupart blancs. Certaines façades sont composées de linteaux en bois et/ou de rebords de fenêtres.

Ils participent à la mise en valeur des ouvertures très régulières en façade dans la rue.

Termignon se démarque par ses ferronneries d'art qui composent le garde corps des balcons, bien qu'ils soient majoritairement en bois sur l'ensemble du village.

HARMONISATION



Classiques

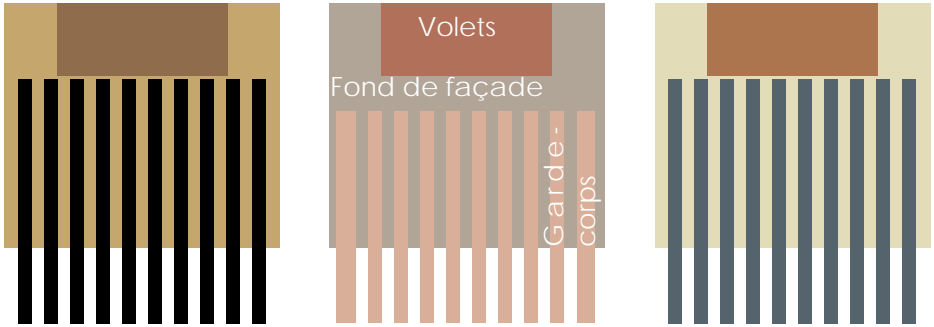


Atypiques



Garde-corps richement décorés





Les éléments métalliques comme les gardes-corps doivent respecter les teintes générales relevées (voir nuancier ci-dessus) et la logique de la rue dans son ensemble.

Les garde-corps métalliques font partie du paysage général de la rue, ils doivent être mis en valeur par des coloris complémentaires ou coordonnés aux autres façades de Termignon.



Extrait de façades disposant d'un ou plusieurs balcons en ferronnerie

Préconisations:

- Conserver les encadrements blancs quand ils sont préexistants sur la façade. Conserver les soubassements de pierre et le style «Henri Jacques Le Même».
- Conserver les couleurs et motifs anciens des encadrements plus «atypiques».
- Le rajout de parements n'est pas justifié compte tenu de l'existant de Termignon, et est à éviter.
- Les garde-corps à barre d'alignement verticaux métalliques sont recommandés, tolérés en bois, les habillages de type «palines» sont à éviter.



4.

SOLLIÈRES-SARDIÈRES

4. VILLAGE DE SOLLIÈRES-SARDIÈRES

4.1. TOITURES

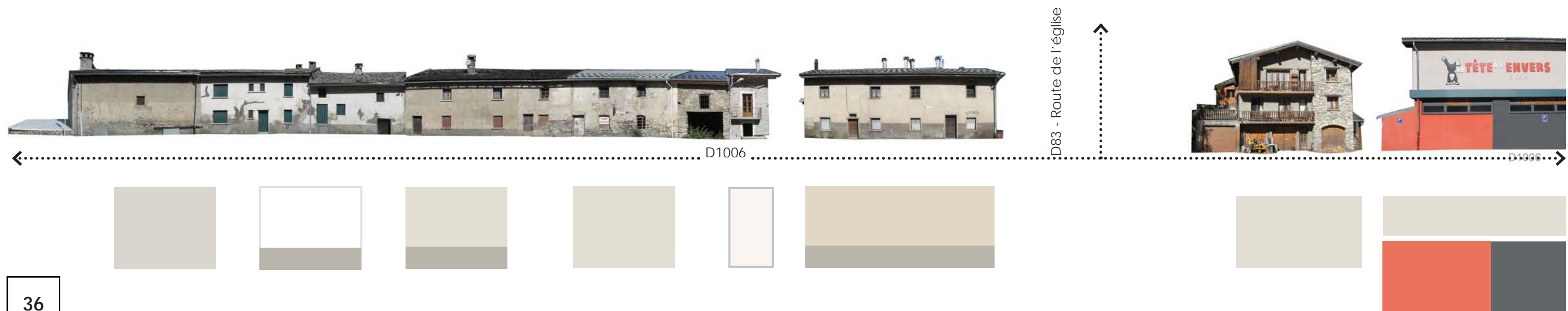
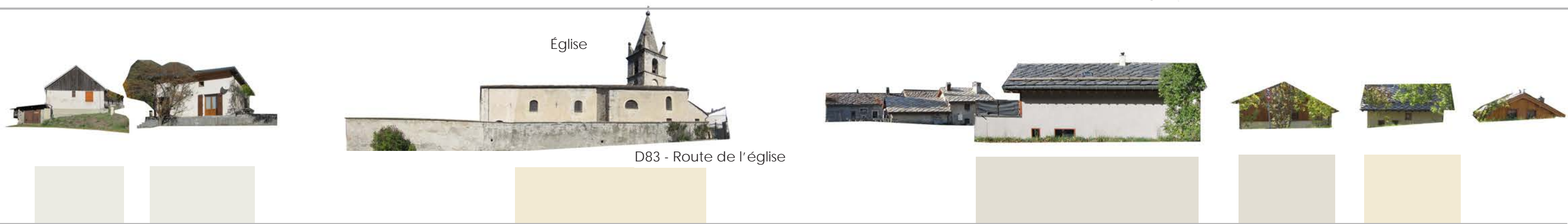
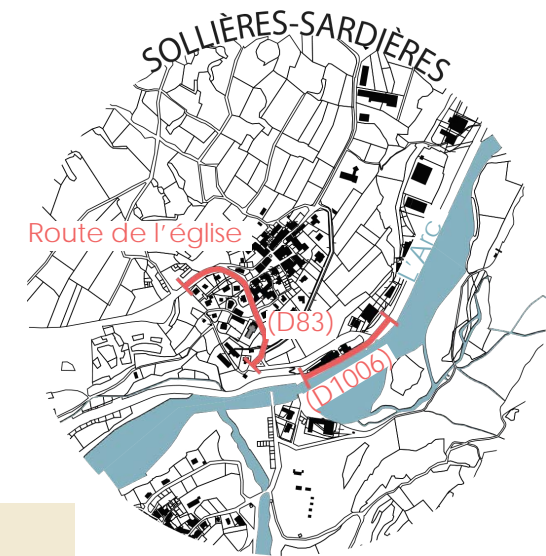


Les toitures sont plutôt en harmonie les unes avec les autres, avec une majorité de toitures en lauze et quelques toitures de couleur et d'aspect gris, anthracite, bacs aciers.



4. VILLAGE DE SOLLIÈRES-SARDIÈRES

4.2. FAÇADES EXISTANTES



EXISTANT



D1006

Extrait de façades existantes à Sollière-endroit, le long de la D1006

D1006

HARMONISATION

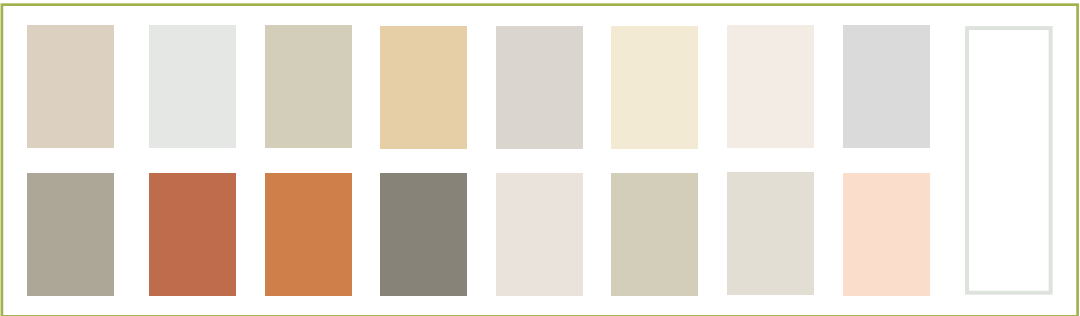


D1006

Exemple d'harmonisation des façades à Sollière-endroit, le long de la D1006

D1006

Nuances à privilégier sur la base de l'existant



Préconisations:

- Préserver la palette colorimétrique existante : nuances de gris-beiges, blancs chauds, dans les tons pastels.
- Conserver la pierre apparente pour les bâtis plus anciens.
- Contraster l'ensemble des façades existantes avec une couleur orangée en bardage, partie de façade ou détail de façade.

4. VILLAGE DE SOLLIÈRES-SARDIÈRES

4.3. VOLETS ET BOISERIES



Les volets sont principalement en bois naturel ou plus rarement métalliques de couleur foncée (vert sapin ou Bordeaux).

La présence du bois est importante dans le village. Le bardage est répandu sur les habitations plus récentes. La plupart des garde-corps sont également composés de bois (palines verticales).



Extrait de façades partiellement habillées de bois à Sollière-Endroit



HARMONISATION

Les volets:
Ils sont en bois naturel, bois plein. Ils peuvent être roulants pour les façades les plus récentes en privilégiant une harmonie avec le bois existant sur la façade (bardage, huisseries, poutres faitage...).

Les bardages:
Les bardages occupent généralement le quart de la façade haute et peuvent être verticaux comme horizontaux. Leur couleur varie selon les façades.

Les garde-corps:
Ils sont globalement tous en bois de forme simple ou avec légères découpes.

Les huisseries:
Elles sont principalement en bois ou aspect bois (plus rarement PVC blanc).

Tous ces éléments principalement présents sont à privilégier pour harmonisation.

VOLETS PEINTS

Nuances à privilégier pour harmonisation

--	--	--

Nuances à privilégier pour harmonisation

Préconisations:

- Conserver les nuances authentiques identifiées et coloris qui permettent une harmonie d'ensemble.
- Préserver la cohérence des garde-corps en bois sur l'ensemble du village.
- Limiter les nuances de bois à des lasures de couleurs naturelles (voir nuances à privilégier).

4. VILLAGE DE SOLLIÈRES-SARDIÈRES

4.4. PAREMENT PIERRE / MAÇONNERIES ET SERRURERIE

→ HARMONISATION



Privilégier la pierre locale pour les parements : de teinte grise-claire «gneiss» ou ocre «Luzerne» comme existant.



*Quartzite verte
(gris médium)
15-30 cm*



*Luzerne
(gris/ocres)
15-40 cm*



*Gneiss gris-clair
15-50 cm*



Les soubassements doivent être conservés et doivent être soulignés par une teinte plus foncée, dans les mêmes tons que le fond de façade.



Exemple de façades avec pierre apparente



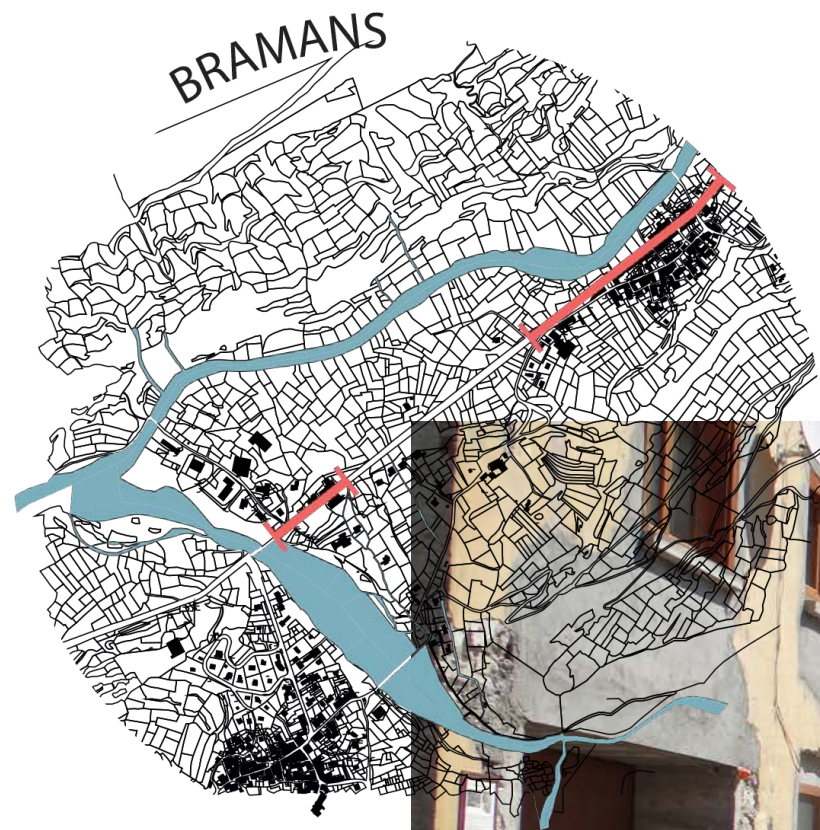
Une grande partie du bâti est ancien et est composé de pierres locales de qualité. Les constructions se situent le long de la D1006 et à proximité de l'église. La présence de ce matériau apporte un effet authentique et originel au village.

Les garde-corps métalliques restent rares sur les façades du bâti existant à Sollières-Endroit. Si ils existent, ils restent plutôt discrets dans le paysage en privilégiant un aspect fin et de couleur brune/corten.



Préconisations:

- Conserver les nuances authentiques identifiées et coloris qui permettent une harmonie d'ensemble.
- Préserver la cohérence des garde-corps en bois sur l'ensemble du village.
- Limiter les nuances de bois à des lasures de couleurs naturelles (voir nuances à privilégier).



5. BRAMANS

5. VILLAGE DE BRAMANS

5.1. TOITURES



Les toitures sont plutôt en harmonie les unes avec les autres, avec une majorité toitures de couleur et d'aspect gris, anthracite, bacs aciers.



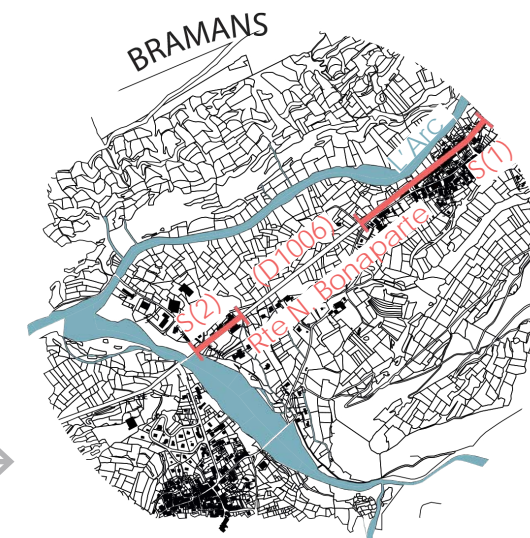
5. VILLAGE DE BRAMANS

5.2. FAÇADES EXISTANTES

EXISTANT

Les fonds de façades sont variés et arborent un nuancier de type Saint-Astier, des pigments mélangés à la chaux qui apporte un mélange légèrement blanchi.

Les nuances de greiges restent dominantes sur le linéaire de la Route Départementale 1006, route Napoléon Bonaparte.



SECTION (1)



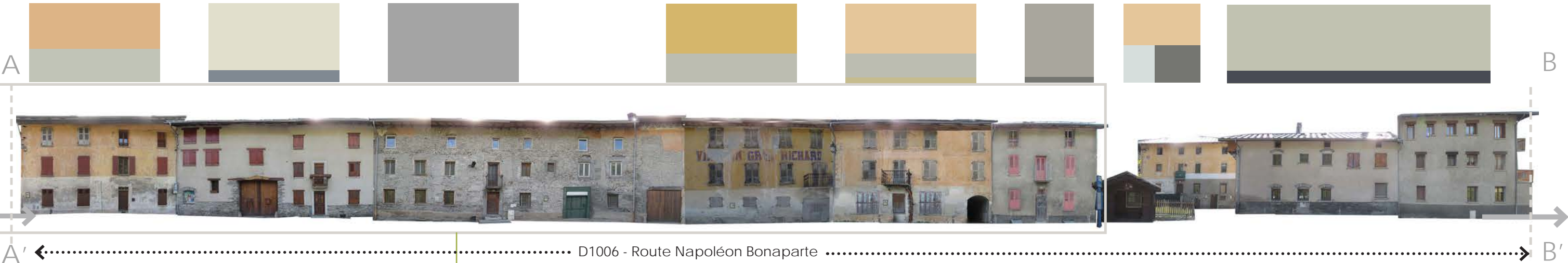
SECTION (2)



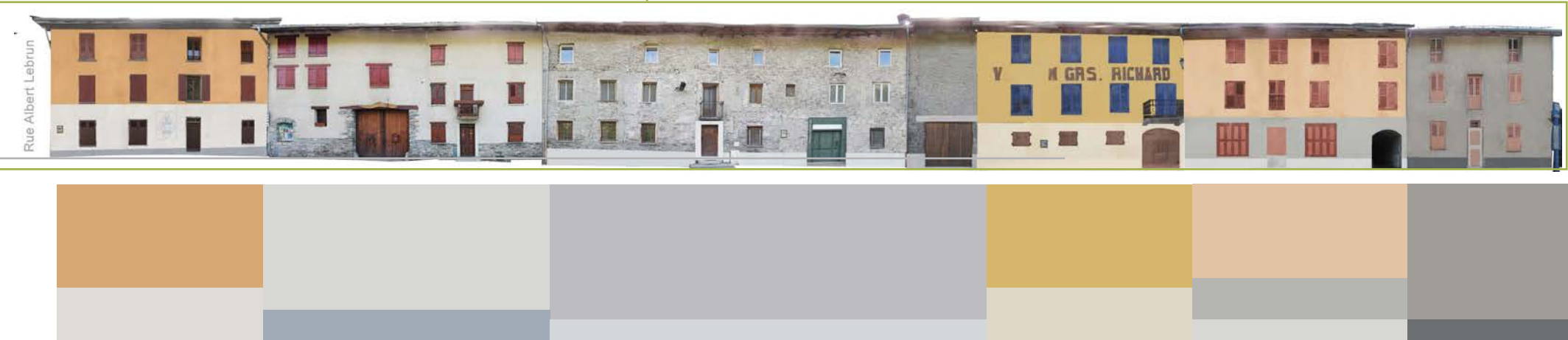
Une partie du bâti est ancienne et composée de pierres locales de qualité. Elle se situe le long de la D1006 (Rte de N. Bonaparte). Certaines façades permettent de voir qu'un enduit recouvrait autrefois la pierre.

Ce matériau témoigne de l'aspect historique du village. D'un point de vue architectural cela permet de conserver certains repères temporels et l'authenticité du village.

EXISTANT



HARMONISATION



Publicités anciennes, éléments de patrimoine à conserver

- Préconisations:**
- Reprendre la couleur d'origine des façades détériorées.
 - Valoriser les façades en pierre apparente (anciennes façades dont le crépis a été retiré ou partiellement retiré).
 - Conserver les publicités en façade qui font partie de l'histoire du village en ravivant les couleurs ou en proposant une variante plus discrète avec des couleurs moins vives que réalisé à l'origine (ex: «Ici dépôt Helior, le bon butane France» ou Etablissement «Richard»...).

5. VILLAGE DE BRAMANS

5.3. VOILETS ET BOISERIES

EXISTANT

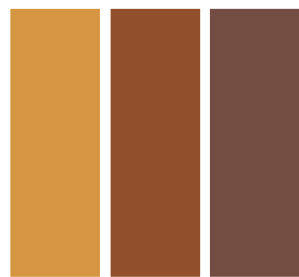


La typologie et le traitement des volets à Bramans sont très diversifiés. Les volets sont majoritairement en bois naturel ou peints dans des couleurs plus ou moins vives. Les volets métalliques restent rares sur les façades. Sur certaines façades, les volets diffèrent

d'un étage à l'autre, en termes de couleurs ou matériaux. On peut noter la présence de volets bleus (type bleu «lavande» et bleu «primaire»), ce qui est plutôt rare à l'échelle de l'ensemble de la composition des façades à Val-Cenis.



BOIS LASURÉS



VOILETS PEINTS



HARMONISATION



Les balcons sont rares, de longueur limitée par rapport à la façade. Le cas échéant les garde-corps sont majoritairement en ferronnerie (2/3) et plus rarement en bois (1/3). On peut recenser seulement quelques bâtis (3 ou 4 sur la route principale) qui ont des garde-corps avec des barreaux simples ou parfois découpés plus finement.

Les façades mitoyennes du village conservent une relative harmonie, notamment grâce au respect des matériaux bois qui sont préservés pour les petits éléments de type volets, huisseries... Cette cohérence d'ensemble est à préserver sur la route principale (Rte N. Bonaparte)



Extrait de façades dont les bardages sont inexistantes à Bramans



Extraits de façades dont les bardages et/ou les boiseries (volet, porte de garage) sont prédominants

Les bardages bois sont rares. Les maisons mitoyennes n'en possèdent pas, tandis que quelques habitations individuelles en sont parées.

prédominantes sur les petits éléments comme les volets, les huisseries sur le bâti en front de rue principale.

Le bois apparaît également de façon plus systématique sur le bâti des rues secondaires (bardage, garde-corps...).

Les boiseries restent néanmoins



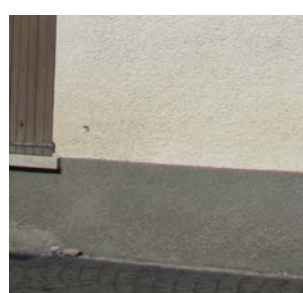
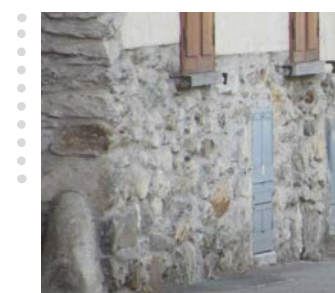
Préconisations:

- Conserver les couleurs qui font la singularité de Bramans notamment le bleu, bleu lavande et le camaïeu de roses concernant les volets.
- Préserver la cohérence d'ensemble des façades avec volets bois sur la route principale.
- Éviter la diversité des couleurs et/ou aspect des volets sur une même façade.

5. COMMUNE DE BRAMANS

5.4. PAREMENT PIERRE / MAÇONNERIES

Les soubassements sont systématiques sur les façades en front de départementale (seulement deux bâtis en sont dépourvus).



Extrait de façades sur la route principale avec soubassement systématiques à Bramans

Une seule bâtisse possède en façade un chaînage d'angle. Il est souligné par des blocs bétons de deux dimensions différents disposés les uns au dessus des autres. Une modénature simple en béton plus clair (de même couleur que les encadrements) l'accompagne.

Privilégier la pierre locale pour les parements : de teinte grise-claire «gneiss» ou ocre «Luzerne» comme existant.



Quartzite verte
(gris médium)
15-30 cm



Luzerne
(gris/ocres)
15-40 cm



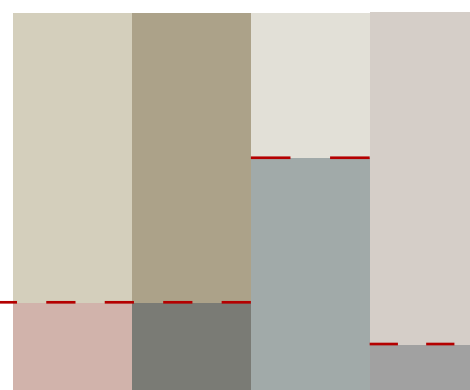
Gneiss gris-clair
15-50 cm



Les soubassements doivent être conservés et doivent être soulignés par une teinte plus foncée, dans les mêmes tons que le fond de façade.

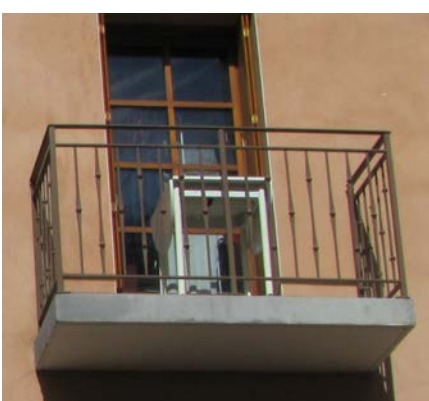
Préconisations:

- Préserver la cohérence des soubassements avec une teinte plus foncée ou conserver la pierre apparente lorsqu'elle existe.
- Privilégier les crépis/enduits lourds en pied de façade de façon à garantir une tenue durable du soubassement
- Dans l'ensemble sur la route traversante : préserver la diversité du traitement des soubassements. La constance des hauteurs peut être brisée par des hauteurs différentes, comme existant actuellement, pour créer une rupture dans la perspective filante de la départementale.



5. COMMUNE DE BRAMANS

5.5. SERRURERIE

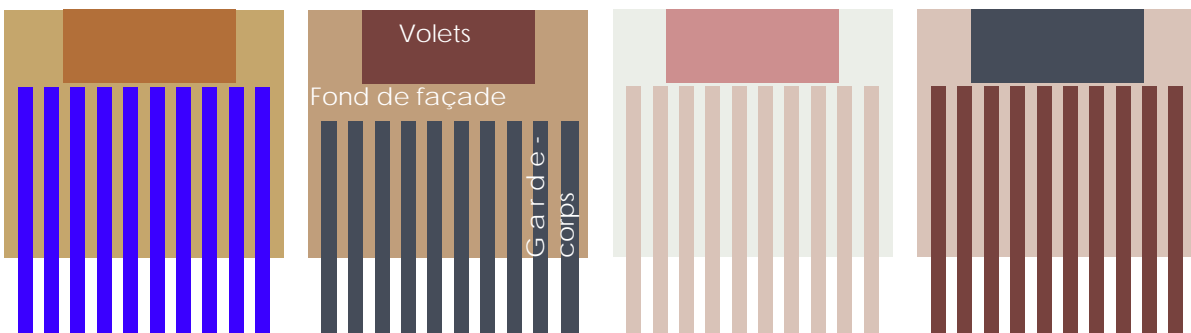


Ferronnerie d'art

Ferronnerie métallique simple



Extrait de façades présentant des garde-corps en ferronnerie d'art à valoriser

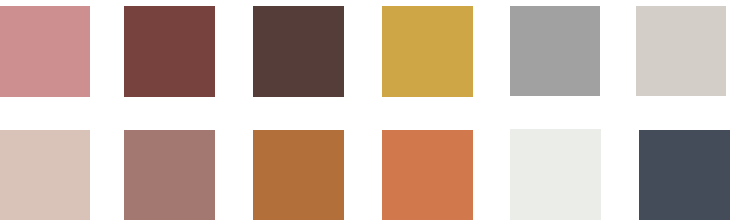


Exemples d'associations volets/fond de façade/garde-corps

Les gardes-corps sont principalement métalliques, avec un barreaudage plus travaillé (riche décors avec arabesques et initiales...) pour les bâtis les plus anciens.

Le bâti plus récent est pourvu de gardes corps métalliques également mais de finition plus simple (barreaux simples, décors minimalistes).

Nuances à privilégier



+1
nuance

Préconisations:

- Conserver la logique des garde-corps métalliques pour les balcons situés au cœur du village et les mettre en valeur par une couleur complémentaire ou une teinte plus claire ou plus foncée que la façade.
- Privilégier les couleurs prédominantes comme la variété dans les nuances de roses et ocre-oranges par exemple tout en conservant une exception (bleu).

ANNEXES

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

L'ensemble des règles citées en annexe s'appliquent à tous les villages selon leurs caractéristiques et les préconisations propres à chaque secteur

L'avis de l'architecte conseil est recommandé pour tous travaux. L'architecte peut être sollicité avant le dépôt de l'autorisation d'urbanisme en prenant rendez-vous auprès de l'accueil en mairie.

Les toitures respecteront une harmonie avec les revêtements dominants dans l'environnement proche du bâti concerné. Par exemple, à Termignon les toitures de lauzes sont présentes dans les vieux quartiers ainsi qu'en rive gauche. Les constructions nouvelles (ou rénovation) privilégieront ainsi la lauze.

En ce qui concerne la couleur des façades, de manière générale, une diversité est recherchée excepté dans les zones conservées datant de l'avant-guerre. Ainsi il est encouragé de choisir un coloris de façade différent du(ou des) bâti(s) voisin(s).

Le contraste entre la façade et les volets (lorsqu'il y en a) devra être marqué, cela se traduit par des couleurs plutôt claires en façade et des volets plutôt foncés.

Les volets à panneaux doivent être peints dans le style de la reconstruction (montants foncés, panneaux clairs) ; les volets sans panneaux doivent être laissés de préférence au naturel.

Les encadrements des portes et fenêtres en façade sont vivement conseillés pour souligner les éléments de la façade.

Les soubassements peuvent être d'une couleur différente que le reste de la façade. Ceux-ci seront en enduit plus épais et foncés que le reste de la façade.

Les garde-corps, notamment pour les balcons en barreaudage verticaux métalliques sont recommandés. Ils sont tolérés en bois, les habillages de type « palines » sont à éviter.

1. LE TRAITEMENT DES TOITURES ET DE LEURS OUVERTURES ET/OU EXTENSIONS

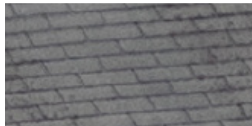
ASPECT DES TOITURES



1 Lauzes irrégulières



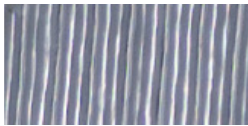
2 Ardoises naturelles



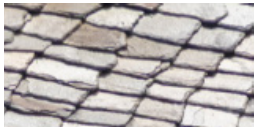
3 Bardeau de bitume



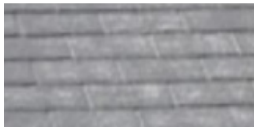
4 Tôle plane à joints sur tasseaux



5 Tôle ondulée



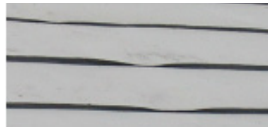
6 Lauzes régulières



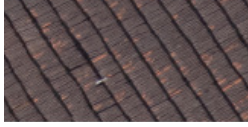
7 Ardoise fibro-ciment



8 Bac acier prélaqué « profil 850 »



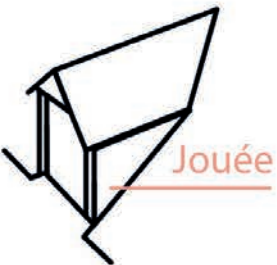
9 Tôle plane à joints debouts



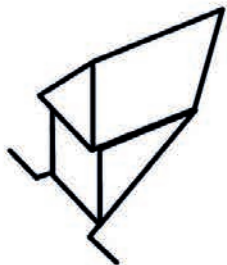
10 Tuile mécanique terre cuite

	Lauzes irrégulières	Ardoises naturelles	Bardeau de bitume	Tôle plane à j. / tasseaux	Tôle plane à joints debout	Tôle ondulée	Lauzes régulières	Ardoise fibro-ciment	Bac acier prélaqué	Tuile mécanique t. c.
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
LVD	✓	X	✓	✓	X	X	✓	X	✓	X
LBG	✓	✓	✓	✓	✓	X	✓	X	✓	X
TER	✓	X	✓	✓	✓	X	✓	X	✓	✓
SOL	X	X	✓	✓	✓	✓	X	X	✓	X
BRA	✓	X	X	✓	X	X	X	X	✓	X
	NB									

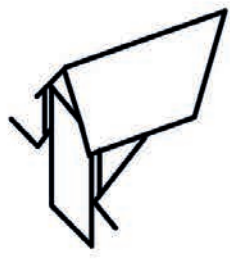
BAIES DANS LES COMBLES



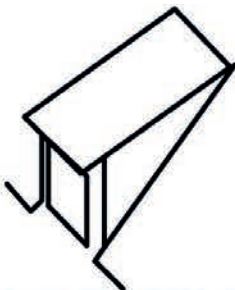
1 Lucarne jacobine



2 Lucarne capucine

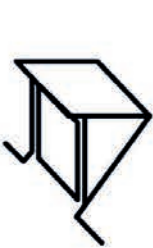


3 Lucarne meunière ou Lucarne gerbière

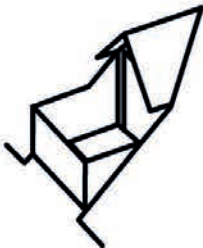


4 Lucarne rampante

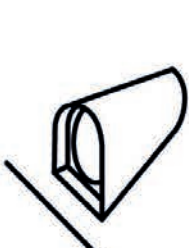
*LVD : Lanslevillard
LBG : Lanslebourg
TER : Termignon
SOL : Sollières - Sardières
BRA : Bramans



5 Lucarne retroussée ou chien-assis



6 Lucarne rentrante



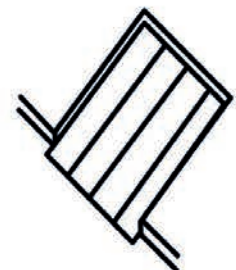
7 Œil-de-bœuf



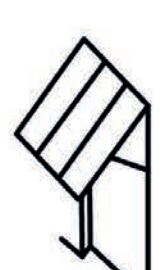
8 Chatière



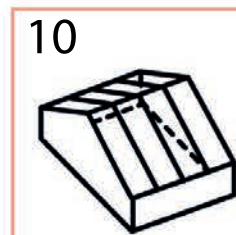
9 Fenêtre (ou pour) de toit (ou toiture) en pente



13 Verrière



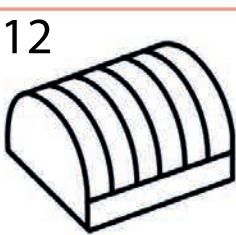
14 Marquise



10 Lanterneau = dôme = voûte éclairante



11 Costière



12 Dôme

	Lucarne jacobine	Lucarne capucine	Lucarne meunière	Lucarne rampante	Chien-assis	Lucarne rentrante	Œil-de-bœuf	Outeaux/chatière	Fenêtre de toit	Lanterneau	Dôme	Voûte éclairante	Verrière	Marquise
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
LVD	X	X	X	X	X	X	X	✓	X	X	X	X	X	X
LBG	✓	✓	✓	✓	✓	X	X	✓	✓	X	X	X	X	X
TER	✓	X	X	✓	✓	X	X	X	✓	X	X	X	X	X
SOL	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
BRA	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
	NB													

Les ouvertures dans les combles sont rares sur l'ensemble des villages sur les linéaires concernés par cette OAP.

NB: A Lanslevillard il n'y a pas d'ouvertures dans les combles sur le linéaire de la rue traversante principale (D902) ni sur la rue des Rochers jusqu'à la place du Toron. Seul un outeau est présent sur la rue de la mairie.

A Termignon il y a quelques lucarnes jacobines. Des lucarnes meunières sont présentes uniquement sur une rue secondaire du village.

A Sollières-Sardières et Bramans on constate une absence d'ouvertures dans les combles.



Définitions :

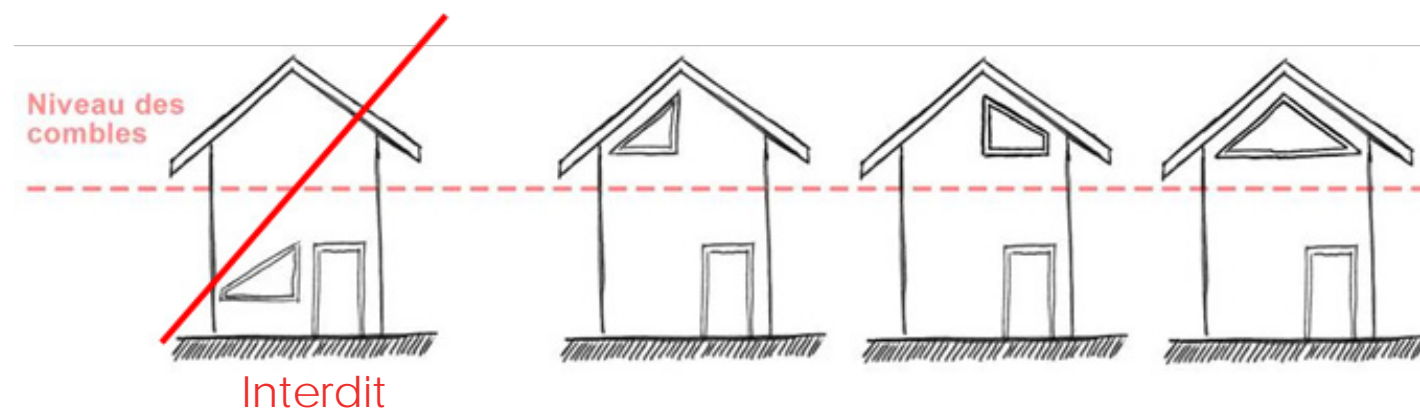
- **Jouée** : Partie triangulaire formant la face latérale d'une lucarne.
Elle décrit plus généralement l'épaisseur d'un mur dans la partie où une baie, une ouverture a été pratiquée.
- **Costière** : Bord relevé d'une ouverture ménagée dans une dalle ou dans une toiture pour la trémie d'un lanterneau.
- **Lucarne** : Petite fenêtre, pratiquée dans le toit d'un bâtiment. Petite ouverture (dans un mur, une paroi).

• **Lanterneau** : ouvertures vitrées qui surmonte un bâtiment et peut en assurer l'éclairage ou l'aération. Petit puits de lumière.

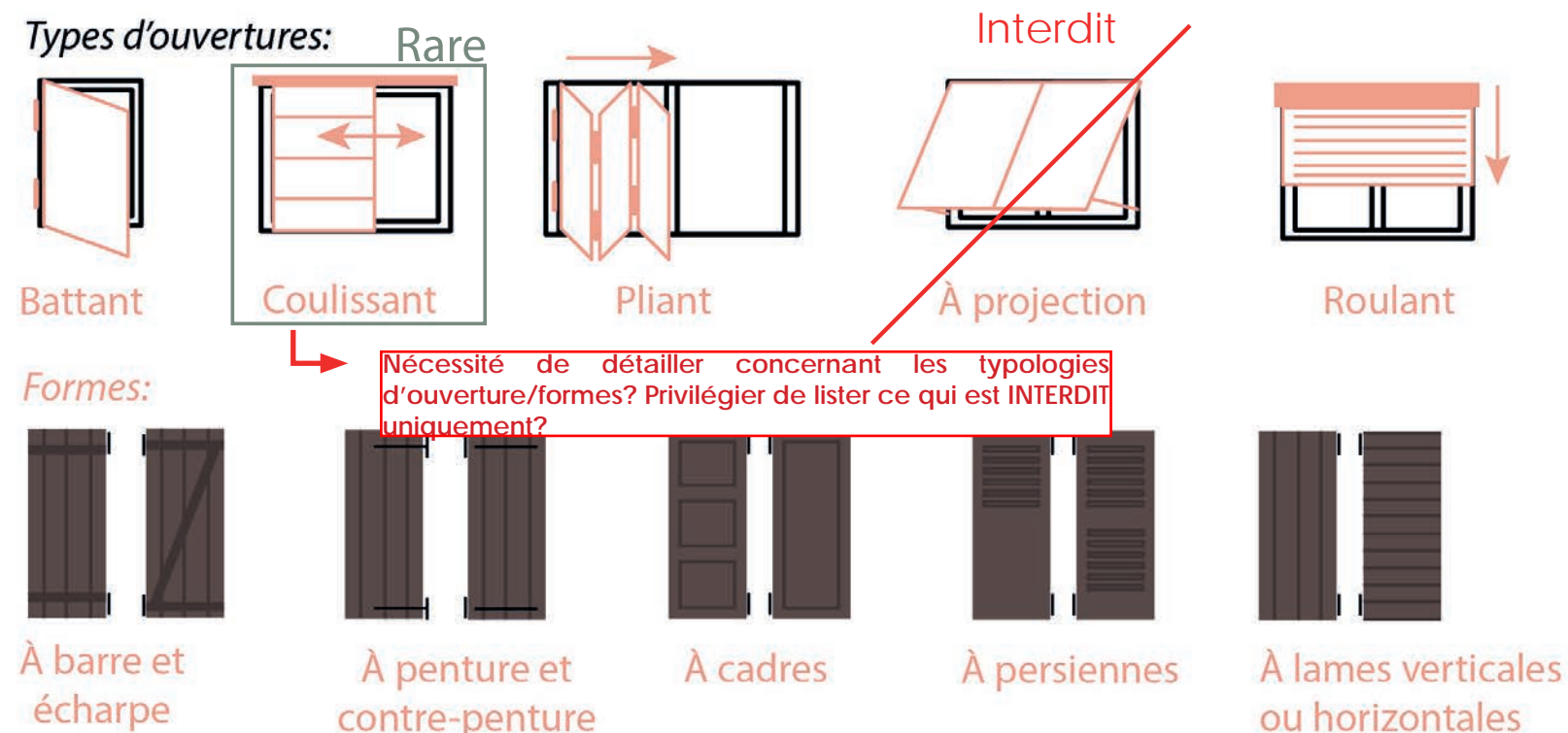
• **Outeau** : petite ouverture plate, triangulaire ou ronde, fermée par une grille et insérée dans une toiture ajustées pour effectuer la ventilation des combles.

• **Tropézienne** : terrasse de toit aménagée dans les combles remplaçant une partie de la toiture.

2. LE TYPE D'OUVERTURE ET LEUR TRAITEMENT FENÊTRES

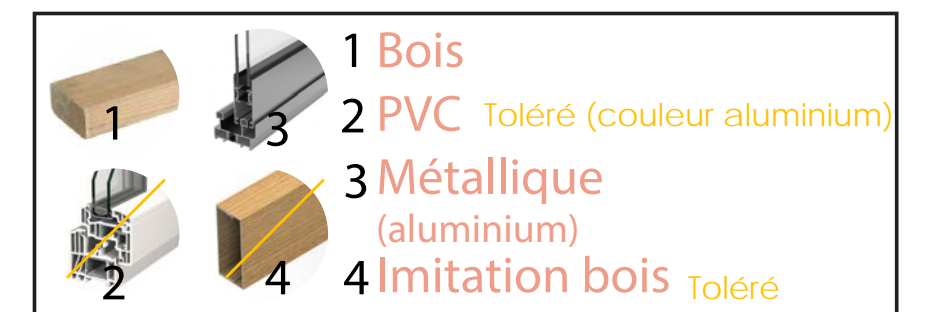


VOLETS



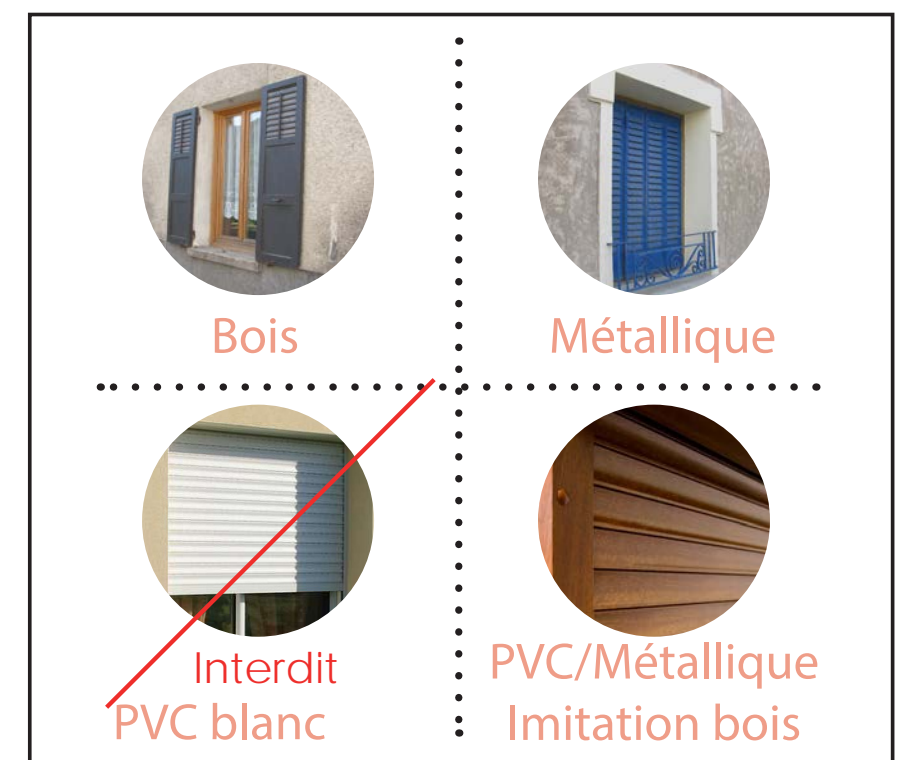
Sauf en cas d'isolation par l'extérieur de façade incompatible, les volets à battants seront conservés.

Matériaux des menuiseries :



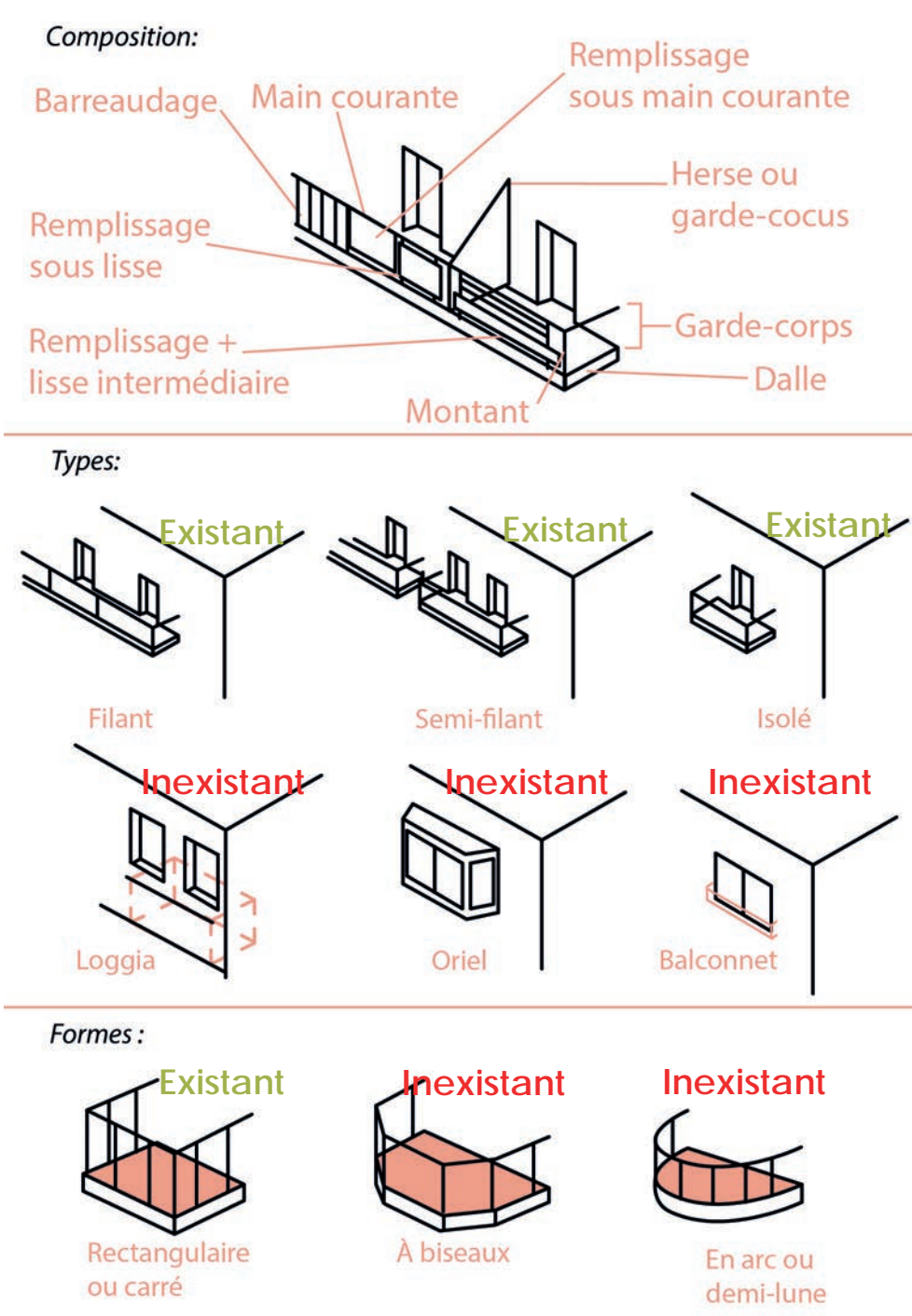
Les menuiseries blanches pures sont interdites

Matériaux :



2. LE TYPE D'OUVERTURE ET LEUR TRAITEMENT

BALCONS ET DÉPASSÉES DE FAÇADES



Matériaux :

Barreaudage :

Matériau	Exemples	Statut
Bois	Barreaux simples / en biseaux	Autorisé
	Planches simples / ajourées (motifs)	Autorisé
	Ferronneries d'art	Autorisé
	Découpe laser	Interdit
Métallique	Barreaux simples	Autorisé
	Barreaux simples	Interdit
	Verre	Interdit
Remplissage :	Métallique	Interdit
	Stratifié/PVC... Imitation bois	Interdit

AUTORISÉS

Les palines en bois seront verticales et de forme simple.

Les barreaudages en ferronnerie seront verticaux et de forme simple.














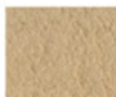
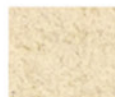
























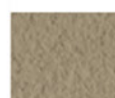











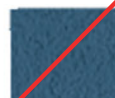

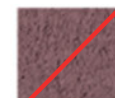





































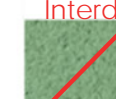




INTERDITS

Les panneaux pleins sont interdits.

Le verre transparent est interdit.

3. LA CHARTE COLORIMETRIQUE GENERALE ET LES NUANCES DES FAÇADES

PALETTE INDICATIVE D'APRÈS PAREX/LANKO

 B10 1005-B 0.30	 B110** 0500-N 0.22	 G00 0502-Y50R 0.24	 G10 0804-Y30R 0.25	 G16 3502-R 0.68	 G20 1005-Y20R 0.27	 G30 1502-Y50R 0.43	 G40 3005-Y20R 0.61	 G50 2500-N 0.60	 G71 2505-Y 0.66	 G76 2005-R90B 0.57	 J10 1020-Y30R 0.37
 J20 0907-Y10R 0.30	 J30 0515-Y20R 0.41	 J39 0907-Y30R 0.30	 J40 1010-Y20R 0.31	 J50 1020-Y20R 0.33	 J60 1030-Y20R 0.40	 J70 1040-Y20R 0.41	 O10 0507-Y40R 0.29	 O20 0515-Y50R 0.33	 O30 0505-Y50R 0.28	 O40 1015-Y30R 0.41	 O50 1010-Y60R 0.36
 O60 1020-Y50R 0.38	 O70 2020-Y30R 0.48	 O80 2030-Y40R 0.50	 O90 2040-Y60R 0.53	 R10 1010-Y80R 0.29	 R20 1015-Y40R 0.33	 R30 1510-Y60R 0.44	 R40 1515-Y50R 0.43	 R50 1020-Y60R 0.47	 R60 1015-Y70R 0.39	 R70 2030-Y70R 0.48	 R80 3030-Y70R 0.58
 R90 3040-Y80R 0.67	 T10 1505-Y60R 0.45	 T20 0507-Y40R 0.30	 T30 2010-Y20R 0.60	 T40 0907-Y50R 0.33	 T50 1010-Y30R 0.35	 T60 2010-Y 0.54	 T70 1015-Y30R 0.50	 T80 1510-Y20R 0.44	 T90 1510-Y40R 0.43	 V10 1005-Y10R 0.41	 V20 0804-G20Y 0.35
 B23 1015-R80B 0.34	 B33 2040-R90B 0.39	 B42 2020-R80B 0.41	 B62 4030-R80B 0.74*	 B68 4502-R 0.77*	 B112 4020-R40B 0.80*	 G60 5500-N 0.84*	 G68 4010-R30B 0.69	 G78 1510-R60B 0.45	 G84 6010-Y30R 0.77*	 G95 6502-B 0.88*	 G101 2010-R 0.43
 G108 4005-Y20R 0.76*	 G117 7005-R80B 0.90*	 G132 5010-R30B 0.75*	 G162 4005-Y80R 0.68	 J29 1020-Y20R 0.35	 J33 1015-Y20R 0.34	 J53 1030-Y30R 0.40	 J91 1040-Y10R 0.48	 O74 2040-Y20R 0.46	 O84 3030-Y20R 0.62	 O88 4030-Y40R 0.70	 O138 5020-Y20R 0.78*
 O147 3020-Y30R 0.66	 O181 2050-Y30R 0.50	 O225 3060-Y60R 0.54	 R32 2020-Y80R 0.54	 R64 3020-Y80R 0.53	 R91 3040-Y90R 0.56	 R93 4040-Y80R 0.68	 R211 4030-Y90R 0.79*	 T28 3010-R 0.62	 T48 1010-Y40R 0.35	 T106 1515-Y20R 0.54	 T148 5020-Y10R 0.82*
 T153 2010-Y40R 0.54	 T164 3020-Y60R 0.67	 T167 4020-Y90R 0.78*	 T177 3010-Y50R 0.65	 T181 5020-Y50R 0.80*	 T184 5010-Y70R 0.80*	 T193 1515-Y30R 0.53	 T17 3020-G30Y 0.50	 V45 2010-B90G 0.45	 V59 4010-G30Y 0.65	 V84 3020-G 0.51	 V87 2030-G90Y 0.44

PALETTE INDICATIVE À LA CHAUX D'APRÈS SAINT ASTIER

20	57	75	86	23
78	216	29	26	24
21	25	96	253	33
165	30	31	28	66
203	*351	*396	*794	*437
549	236	*382	*624	*531
811	450	85	70	92
436	734	*649	90	747
*479	247	378	568	348
*349	*571	766	315	88
135	586	*345	*573	



ASPECT DES ENDUITS



FOND DE FAÇADE



SOUBASSEMENT



AUTORISÉS

- Les enduits de type taloché ou gratté.
- Les enduits lourds qui sont plus épais et ont par conséquent une meilleur tenue dans le temps, en particulier en soubassement.

INTERDITS

- Les enduits surfins et/ou lissés.
- Les enduits écrasés et projetés.
- Les enduits talochés-lissés partiellement ou à effets de matières.

4. LA TYPOLOGIE ET L'ASPECT DES MATERIAUX

PIERRE

Coloris et finitions



Pierre bleue Pierre de Luzerne Calcaire Bourgogne/Normandie...

Aspect de la pose














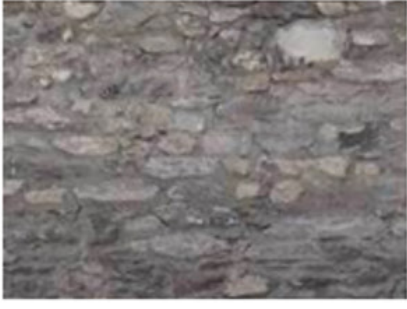



AUTORISÉ

La pierre d'aspect local.

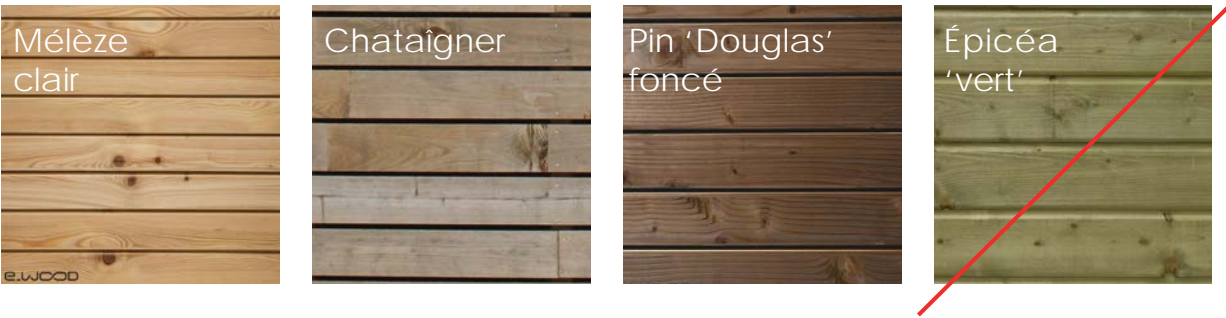
INTERDITS

- La pierre d'aspect trop fine, découpée de façon trop régulière qui apparaît comme artificiel
- Les pierres de couleur trop claire (blanche/beige/crème/jaune/ de type tuf...) d'aspect non local
- La pose partielle et localisée aléatoire d'empierrement sur une façade
- Les trompe l'oeil ou «pastiches» de pierres apparentes
- Les parements trop fins et/ou d'aspect «carrelage»
- Les joints ciments

 <p>Toléré</p>	 <p>Interdit</p>	 <p>Interdit</p>	 <p>Toléré</p>	 <p>Préconisés</p>
 <p>Interdit</p>	 <p>Interdit</p>	 <p>Interdit</p>	 <p>Préconisés</p>	 <p>Préconisés</p>
 <p>Toléré</p>	 <p>Préconisés</p>	 <p>Préconisés</p>	 <p>Préconisés</p>	 <p>Préconisés</p>
<p>en soubassement de reconstruction</p>		<p>joint à la chaux joint ciment interdit</p>		

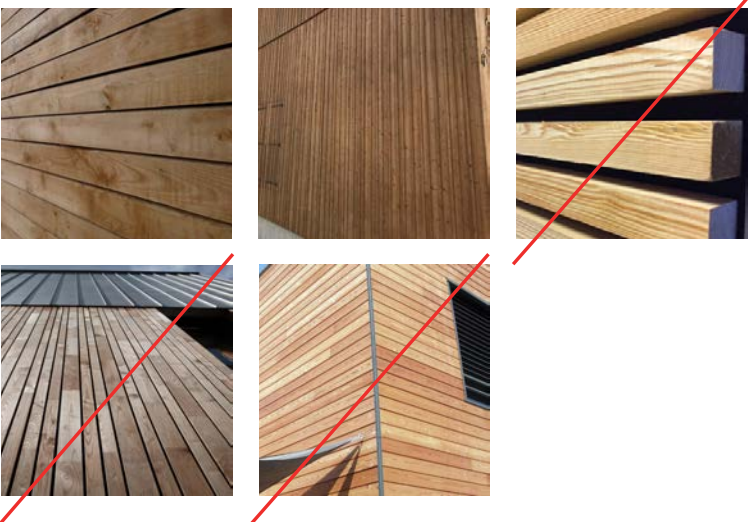
BOIS

Teintes, essence, coloris et finitions



BARDAGE

Aspect de la pose des bardages



Pose dans un seul sens: horizontale ou verticale au choix



AUTORISÉ

Le bois pourra se présenter sans traitement, par vieillissement naturel.

INTERDITS

- Les bois «exotiques».
- Les teintes vert/gris/rouge...qui donne un aspect artificielles.
- Les essences d'aspect noyer ou de coloris trop foncés.
- La pose de «tasseaux» de bois.
- La pose de bardages de largeurs et de longueurs différentes et/ou «dentelle».
- Les coins métalliques de finition.
- Les sens variés de bardage sur une même façade.

VAL-CENIS

Livret de préconisations architecturales

Harmonisation des façades des villages de la commune de Val-Cenis





AGENCE ROSSI
04 79 37 61 75



urbanisme@agence-rossi.fr
www.agence-rossi.fr



50 rue Suarez
73200 ALBERTVILLE



COMMUNE DE VAL-CENIS

Département de la Savoie

OAP THEMATIQUE MOBILITES

Commune de Val-Cenis
(73)



Rédigé par HAKU!,



HAKU!



SOMMAIRE

Sommaire	1
Inscription de la thématique mobilités dans le PADD	2
Quelques éléments majeurs du diagnostic	3
Volet n°1 : le stationnement	4
Action 1 – une construction = une solution de stationnement	4
Action 2 – stationner « mieux » en optimisant et mutualisant.....	4
Action 3 – vers une stabilisation de l'offre de stationnement public	5
Volet n°2 : les déplacements.....	6
Action 1 – se doter d'une stratégie globale	6
Action 2 – donner la place aux personnes vulnérables.....	7
Action 3 – développer une culture de la mobilité.....	8

Annexes (non paginées)

INSCRIPTION DE LA THEMATIQUE MOBILITES DANS LE PADD

La commune de Val-Cenis, bien qu'elle n'y soit pas réglementairement obligée, a souhaité inclure dans son PLU une Orientation d'Aménagement et de Programmation thématique sur la question des mobilités.

Ce choix illustre l'ambition des élus dans ce domaine, conscients des enjeux associés à cette thématique. Cette OAP transversale traduit aussi la volonté des élus d'élaborer un socle commun pour les 5 villages.

La mobilité est la résultante des choix d'aménagement faits par la commune, aussi la question de la mobilité a toute sa place dans les documents d'urbanisme.

Le champ de l'OAP Mobilités couvre les sujets **des déplacements** (ceux des habitants et travailleurs du territoire mais également ceux générés par l'activité économique du territoire, à savoir les touristes) et **du stationnement**.

Si l'orientation n°4 de l'axe 2 du PADD « Mettre en place les outils pour réduire et décarboner les déplacements » est directement liée aux questions de mobilité, ces dernières sont indirectement présentes dans les orientations suivantes :

- Axe 1 – orientation n°3 : répondre aux besoins quotidiens de la population permanente et des vacanciers
- Axe 2 – orientation n°1 : lutter contre l'artificialisation des sols
- Axe 2 – orientation n°2 : porter la dynamique de la transition énergétique

Certains enjeux du PLU, bien que non liés au stationnement ou à la mobilité de manière plus large seront indirectement traités dans l'OAP.

C'est le cas des aires de stationnement camping-car (axe 1 – orientation n°2), de la limitation de l'imperméabilisation et de la réduction de l'artificialisation des sols (axe 2 – orientation n°1), ou encore de la diminution de la consommation énergétique et des émissions de GES (axe 2 – orientation n°2)

Dans le détail, nous avons identifié les actions suivantes qui intéressaient indirectement les questions de mobilité :

- Axe 1 – orientation 3 : répondre aux besoins quotidiens de la population et des vacanciers
 - Identifier les espaces publics nécessitant d'être requalifiés
 - Sécuriser les traversées routières des villages
 - Identifier les cheminements et équipements (stationnements, arrêts) pouvant être améliorés pour faciliter les déplacements non motorisés et/ou favoriser le covoiturage et l'utilisation des TC
 - Optimiser et gérer les stationnements en fonction des usages
- Axe 2 – orientation 1 : lutter contre l'artificialisation des sols
 - Optimiser l'usage du foncier, notamment en termes de stationnement
- Axe 2 – orientation 3 : gérer et préserver les ressources naturelles
 - Limiter l'imperméabilisation des sols

QUELQUES ELEMENTS MAJEURS DU DIAGNOSTIC

Rappel du diagnostic sur le stationnement et les déplacements

La question des déplacements sur le territoire de Val-Cenis est marquée par plusieurs spécificités assez fortes :

- **La nature des déplacements** : le volume principal des déplacements sur le territoire est aujourd'hui constitué des déplacements à destination du territoire, à des fins touristiques. Les déplacements domicile-travail sont effectués en majorité à l'intérieur de la commune.
- **L'étendue du territoire** : la commune s'étend sur 23km d'un bout à l'autre, rendant les mobilités douces peu pertinentes.
- **La temporalité** : l'afflux massif de touristes en hiver, et quasi-exclusivement motorisés, a conduit à dimensionner des infrastructures dont la capacité n'est alignée avec le besoin que 5 à 6 semaines par an.

Avec plus de 2200 places sur espace public, et un parc de stationnements privés sous-occupés, l'offre de stationnement répond sans difficulté aux besoins de la commune 85 à 90% du temps.

Le stationnement n'étant pas payant sur la commune, on assiste à un accaparement de l'espace public à des fins privées (stationnement résidentiel).

Les offres de mobilité sont adaptées au besoin : elles s'adressent essentiellement à la population touristique, et dans une moindre mesure aux saisonniers.

Les modes doux sont très peu développés, principalement en raison de la configuration de la commune. Néanmoins, on note également que les équipements et infrastructures sont sous-développés, pointant là un lien de causalité possible avec la faible pratique des modes actifs.

De plus, si la déclivité et l'étendue de la commune rendent difficile la mobilité active entre villages, elle reste tout à fait possible et mérite d'être développée au cœur de chaque village.

Enfin, il est utile de rappeler que les questions de mobilité et de stationnement vont principalement se traiter à l'échelle de l'action publique sur le domaine public, même si des actions restent possibles à l'échelle du privé.

Cette OAP est donc principalement un guide d'action pour la commune.

En portant cette OAP à la connaissance du grand public, la commune permet aux habitants et aux socio-professionnels concernés une meilleure compréhension et appropriation des enjeux et des actions qu'elle va mener dans les prochaines années sur ce thème.

Ainsi les actions de l'OAP Mobilités s'inscrivent dans 2 volets :

- Les questions de stationnements
- La politique de mobilité de la commune de Val-Cenis

VOLET N°1 : LE STATIONNEMENT**« L'espace public est un bien commun »**

Tel est le principe qui guide l'action de la commune de Val-Cenis en matière de stationnement.

Le saviez-vous ?

- ☞ on compte en moyenne 25m² de consommation d'espace par place de stationnement créée, en incluant la voirie associée pour la desserte et la manœuvre
- ☞ une place de stationnement de 10m² permet d'organiser le stationnement de 6 à 8 vélos

ACTION 1 – UNE CONSTRUCTION = UNE SOLUTION DE STATIONNEMENT

Afin de ne pas faire supporter à la collectivité la création et la gestion du stationnement résidentiel des véhicules privés, motorisés ou non, la responsabilité en est intégralement à la charge des porteurs de projets.

Ainsi, les documents d'urbanisme imposent des règles minimales

- ✓ **Construction neuve** : stationnement systématique en souterrain ou en étage, sauf à démontrer l'impossibilité technique
- ✓ **Construction neuve** : afin d'empêcher l'évolution des stationnements en locaux de stockage, la réalisation de boxes est interdite
- ✓ **Requalification / extension** : la requalification de bâtiments ne doit pas entraîner de suppression de stationnement. Par exemple, il est interdit de transformer un garage en logement ou partie de logement ou de réaliser une extension sur une place de stationnement privative.

ACTION 2 – STATIONNER « MIEUX » EN OPTIMISANT ET MUTUALISANT

La commune de Val-Cenis entend rendre le stationnement plus « performant », tant en partie privée que dans l'espace public.

Pour cela, la commune s'appuie sur 2 leviers :

- ✓ **La mise en place d'une réglementation du stationnement adaptée aux usages** : selon les secteurs de la commune et les villages, le stationnement sera réglementé. Cette modulation du stationnement sur l'espace public vise à faire augmenter le taux de rotation des places, en allant mobiliser les stationnements résidentiels privés vacants et en poussant les usagers au changement de pratique.
- ✓ **L'avantage donné aux stationnements permettant plusieurs usages** : (en fonction des horaires, production d'énergie photovoltaïque, recharge électrique ...) pour les opérations publiques comme privées. Pour chaque demande d'urbanisme, le pétitionnaire est invité à considérer les possibilités de mutualisation d'usage des stationnements. Pour les stationnements en-dessous des seuils de la loi Climat et Résilience et de la loi APER, une dérogation au nombre minimal de places à prévoir est possible lorsque le pétitionnaire justifie d'une double fonction pour les places créées.

ACTION 3 – VERS UNE STABILISATION DE L'OFFRE DE STATIONNEMENT PUBLIC

La ressource foncière étant limitée, la commune souhaite gérer cette réserve avec précaution et limiter au maximum la création de nouveaux stationnements, notamment lorsque celle-ci entraîne une consommation d'ENAF.

Plusieurs principes cadrent la création de nouveaux stationnements :

- L'utilité publique (accès à des services et équipements)
- La favorisation de mobilités décarbonées (parking de covoiturage, parc-relais, stationnements vélos, parc équipée en recharge VE au-delà des obligations réglementaires)
- La remise sur le marché de logements ne disposant pas de stationnement

VOLET N°2 : LES DEPLACEMENTS**« Créer les conditions favorables au développement d'une mobilité plus vertueuse »**

Pour une commune telle que Val-Cenis, mener une politique sur les déplacements est un sujet complexe car il fait intervenir de nombreux acteurs (l'intercommunalité, les transporteurs, les usagers ...). Qui plus est, la commune dispose de peu de moyens d'actions envers ces acteurs.

A son échelle, et dans son cadre de souveraineté, la commune prend le parti de contribuer au développement d'une mobilité décarbonée en facilitant le changement de pratiques des usagers.

ACTION 1 – SE Doter d'une stratégie globale

Pour prendre des décisions éclairées et s'inscrivant dans une démarche globale et pertinente quant aux projets d'aménagement publics ou privés soumis ou portés par la commune, la première étape est de construire une vision commune.

Pour cela, la commune se dote d'une stratégie globale et complète en matière de décarbonation des déplacements qui s'appuie sur :

- un plan de structuration de la voirie et une hiérarchisation des voies
- un schéma directeur des aménagements cyclables à l'échelle communale
- une politique de mobilité à destination des jeunes et des seniors

Les cartographies aux pages suivantes présentent :

- La hiérarchisation de la voirie qui doit guider les aménagements
- La stratégie de développement des infrastructures cyclables

ACTION 2 – DONNER LA PLACE AUX PERSONNES VULNERABLES

Favoriser la mobilité des personnes vulnérables (enfants, seniors, PMR) bénéficie à tous. Dans une commune comme Val-Cenis, ces efforts contribuent également à l'amélioration du confort d'usage pour les touristes :

- En hiver, en raison de l'enneigement, voire de la circulation avec des équipements de ski
- En été si l'on considère l'ambition de développement de la pratique cyclable
- Accueil d'un public familial

Pour cela, la commune décide d'être exigeante dans l'examen des demandes d'urbanisme sur 3 points :

- ✓ **la perméabilité du bâti** : les constructions et aménagements devront toujours permettre des circulations au plus court pour les piétons et les cycles

exemples :

- le local vélos est situé au plus près de l'accès à la rue
- les bâtiments ont systématiquement une entrée piétonne donnant directement sur la rue, sans détour
- dans le cas de bâtiments allongés, plusieurs accès piétons sur la rue sont prévus

- ✓ **la conformité des projets à la réglementation accessibilité pour TOUS les types de handicap, ET y compris sur les extérieurs** : les dérogations pour impossibilité technique avérée (par exemple en raison de la topographie) restent possibles, mais elles n'exemptent pas le pétitionnaire de justifier de l'accessibilité pour les autres handicaps. Elles ne l'exemptent pas non plus de la réalisation d'aménagements facilitant les déplacements pour les personnes mal marchantes.

exemples :

- une rampe est toujours plus utilisable qu'un escalier
- des mains courantes et appuis ischiatiques sont les bienvenus
- le contraste des matériaux aide à l'orientation et au repérage des personnes mal-voyantes
- un niveau d'éclairement des cheminements piétons de 20 lux moyen est attendu

- ✓ **la mise en conformité** avec la loi (« handicap ») pour les espaces publics

ACTION 3 – DEVELOPPER UNE CULTURE DE LA MOBILITE

Le dernier axe d'intervention de la commune en matière de transition de la mobilité porte sur l'accompagnement au changement de pratiques.

Si ces actions n'ont pas de caractère obligatoire, elles peuvent néanmoins permettre l'émergence de dynamiques « individuelles » ou venir les conforter.

Pour cela, la commune envisage de travailler avec les socio-professionnels sur le déplacement de leurs clients et salariés :

- pour chaque implantation d'entreprise ou de construction touristique et pour chaque demande d'extension, réhabilitation (= intervention sur l'existant), renseignement d'un questionnaire sur les déplacements générés et les actions mises en place pour décarboner ces déplacements
- pour chaque implantation d'entreprise ou de construction touristique et pour chaque demande d'extension, réhabilitation (= intervention sur l'existant), distribution d'une fiche ressources (politique globale de la commune en matière de mobilités, contacts Communauté de communes, obligations légales, principales sources de subvention ..)

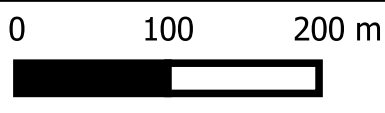
ANNEXES (non paginées)

PLU de Val-Cenis - OAP mobilités
HIERARCHISATION DU RESEAU ROUTIER
Planche 1 : Bramans

LEGENDE

Trafic attendu :

- PL - VL - piétons & cycles
- PL - VL - piétons & cycles
- Autres PL - VL - piétons & cycles



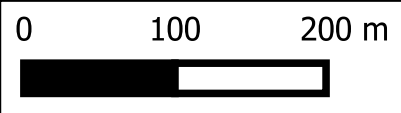
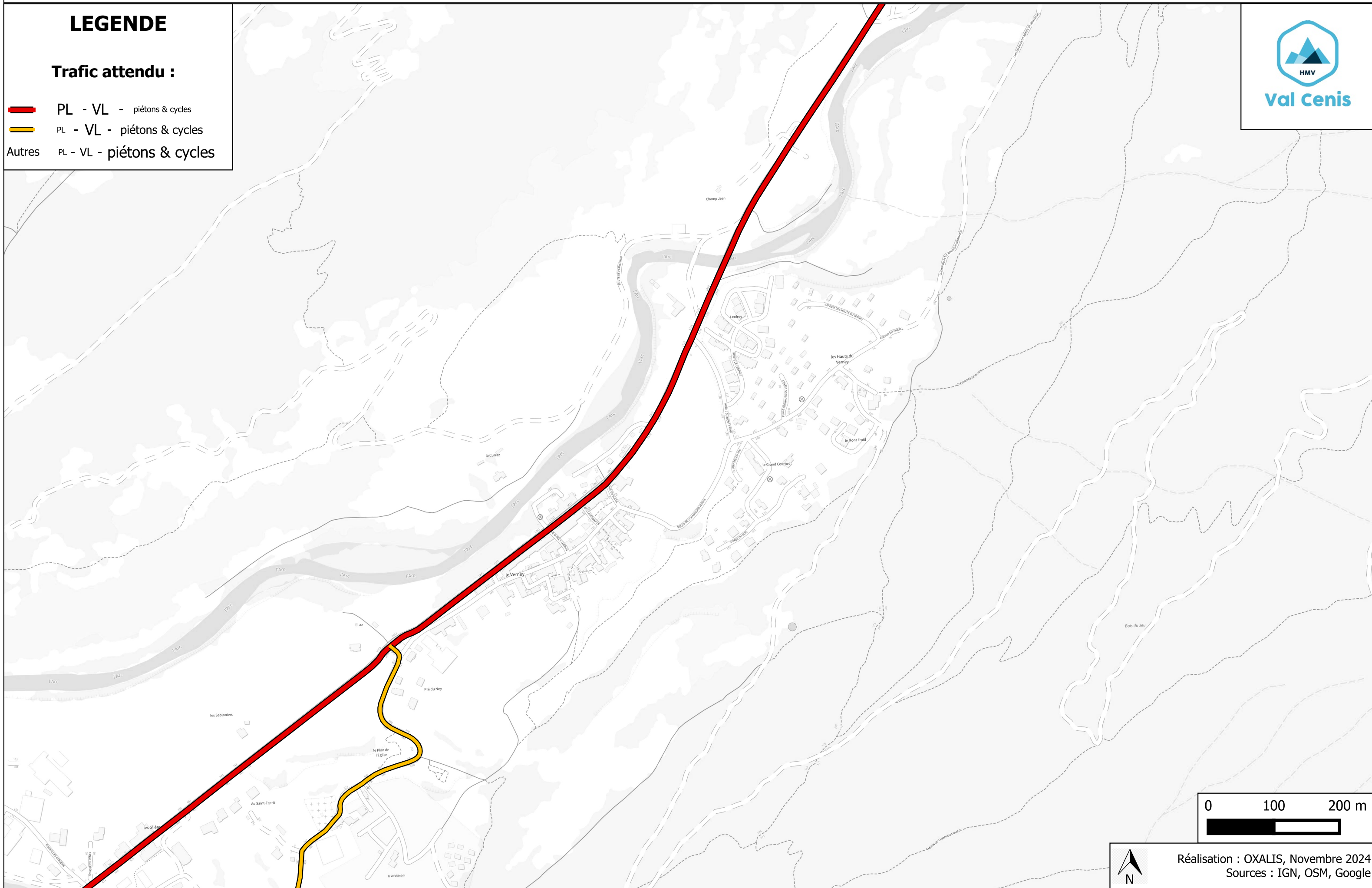
Réalisation : OXALIS, Novembre 2024
Sources : IGN, OSM, Google

PLU de Val-Cenis - OAP mobilités
HIERARCHISATION DU RESEAU ROUTIER
Planche 2 : le Verney

LEGENDE

Trafic attendu :

- PL - VL - piétons & cycles
- PL - VL - piétons & cycles
- Autres PL - VL - piétons & cycles



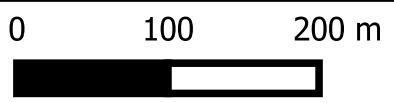
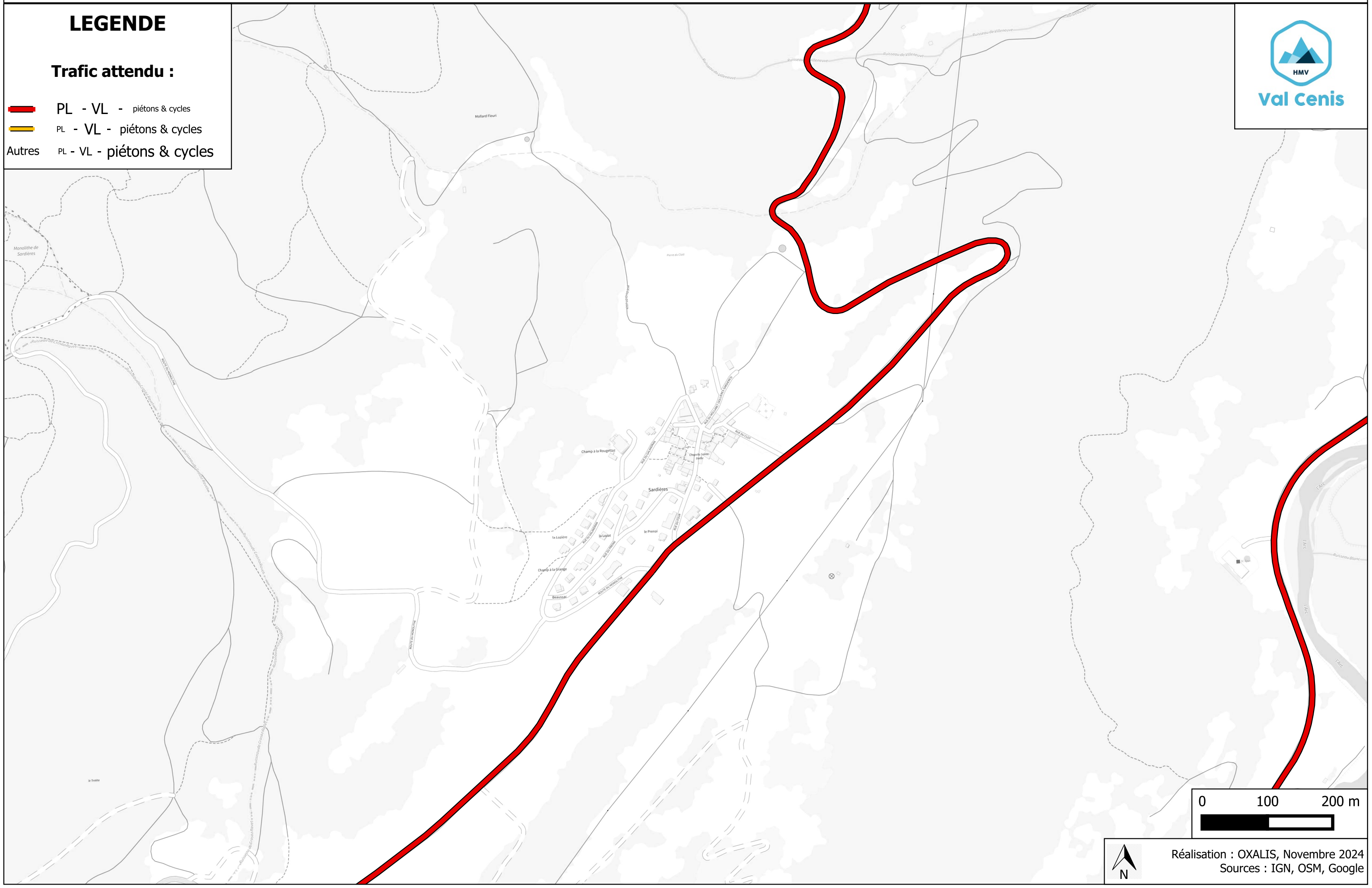
Réalisation : OXALIS, Novembre 2024
Sources : IGN, OSM, Google

PLU de Val-Cenis - OAP mobilités
HIERARCHISATION DU RESEAU ROUTIER
Planche 3 : Sardières

LEGENDE

Trafic attendu :

- PL - VL - piétons & cycles
- PL - VL - piétons & cycles
- Autres PL - VL - piétons & cycles



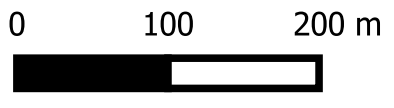
Réalisation : OXALIS, Novembre 2024
Sources : IGN, OSM, Google

PLU de Val-Cenis - OAP mobilités
HIERARCHISATION DU RESEAU ROUTIER
Planche 4 : Sollières

LEGENDE

Trafic attendu :

- PL - VL - piétons & cycles
- PL - VL - piétons & cycles
- Autres PL - VL - piétons & cycles



Réalisation : OXALIS, Novembre 2024
Sources : IGN, OSM, Google

PLU de Val-Cenis - OAP mobilités
HIERARCHISATION DU RESEAU ROUTIER
Planche 5 : Termignon

LEGENDE

Trafic attendu :

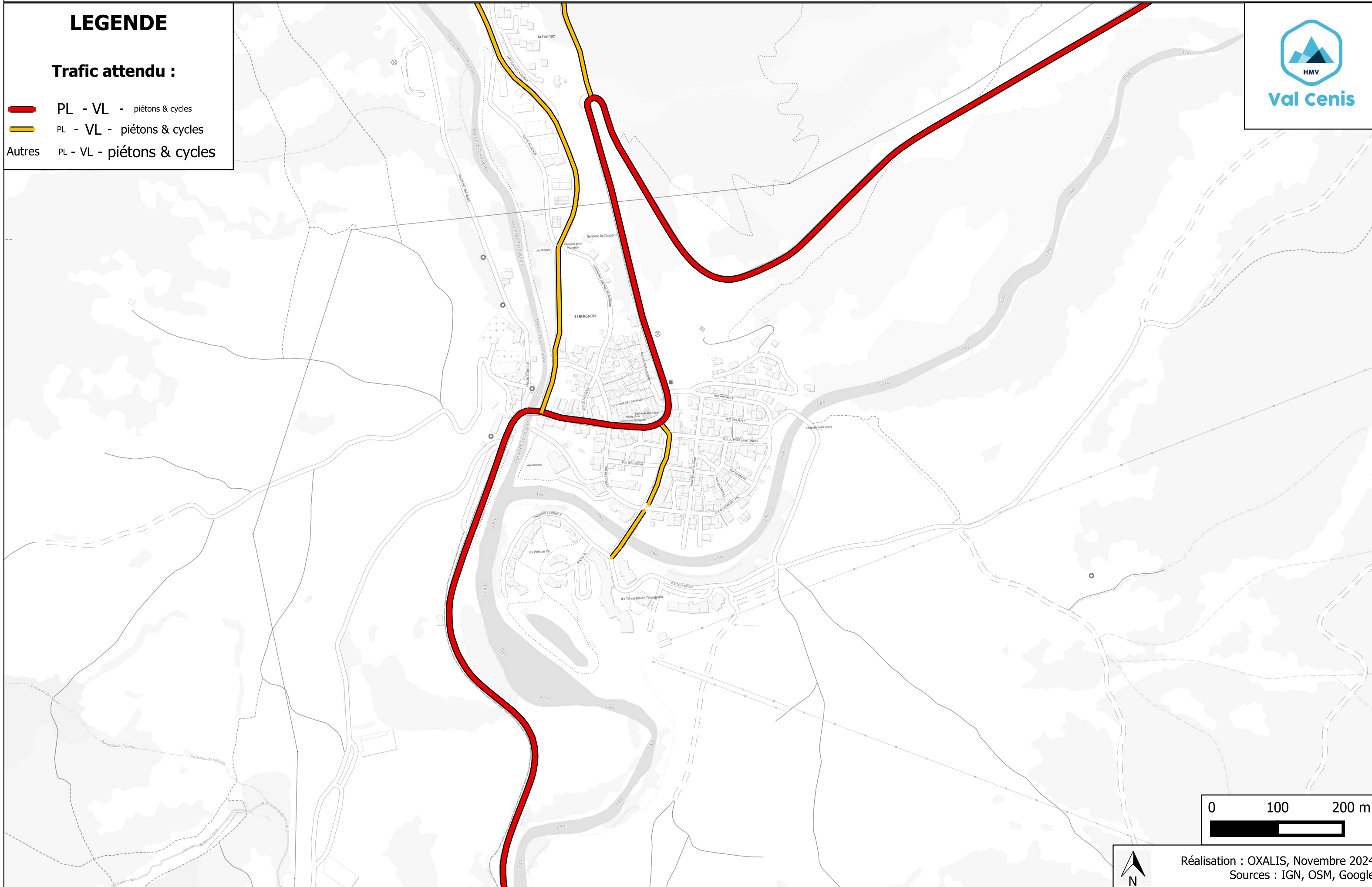
PL - VL - piétons & cycles

PL - VL - piétons & cycles

Autres PL - VL - piétons & cycles



Val Cenis



0 100 200 m



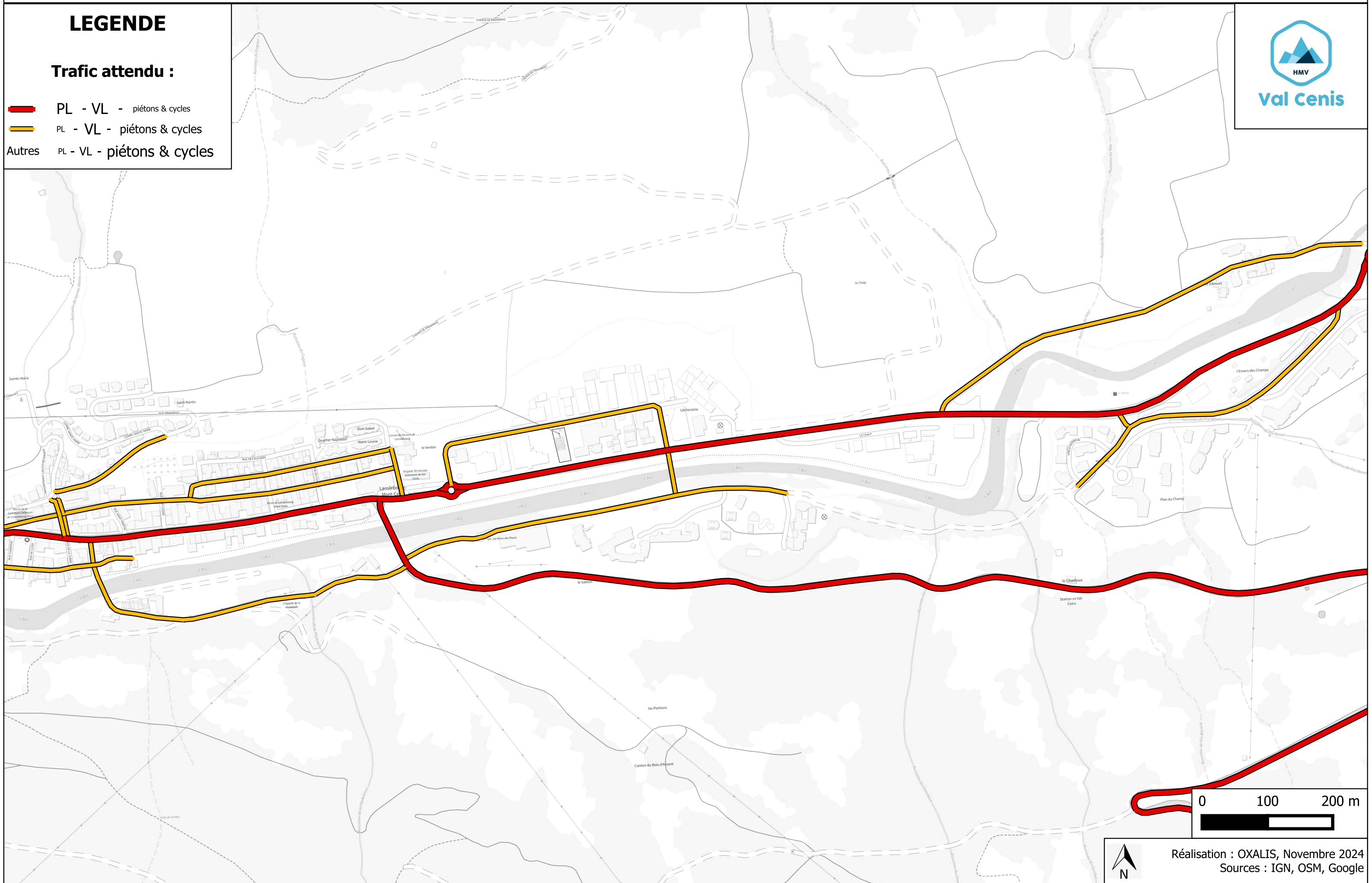
Réalisation : OXALIS, Novembre 2024
Sources : IGN, OSM, Google

PLU de Val-Cenis - OAP mobilités
HIERARCHISATION DU RESEAU ROUTIER
Planche 6 : Mont-Cenis - Lanslebourg

LEGENDE

Trafic attendu :

- PL - VL - piétons & cycles
- PL - VL - piétons & cycles
- Autres PL - VL - piétons & cycles



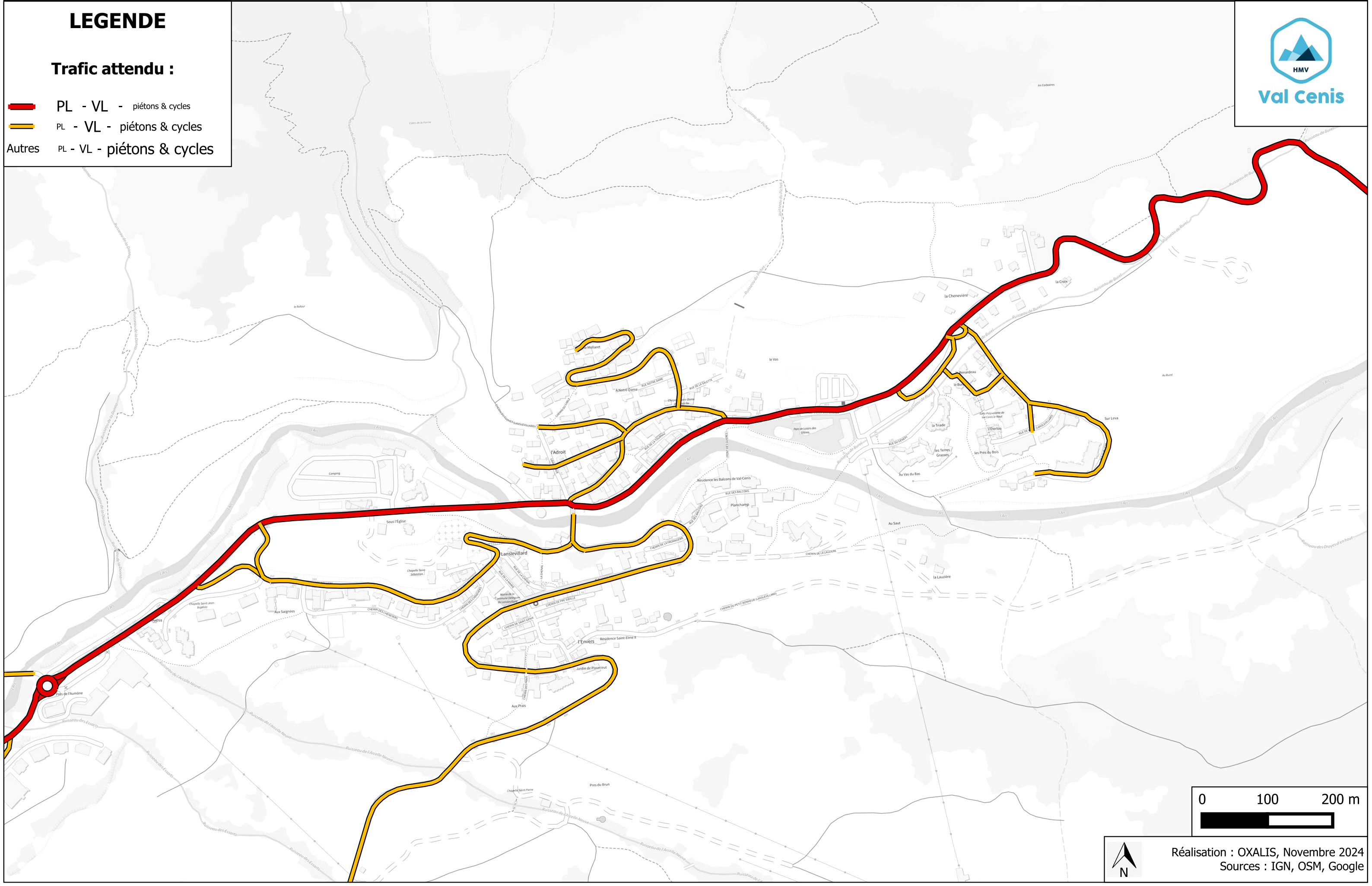
Réalisation : OXALIS, Novembre 2024
Sources : IGN, OSM, Google

PLU de Val-Cenis - OAP mobilités
HIERARCHISATION DU RESEAU ROUTIER
Planche 7 : Lanslevillard - l'Adroit - l'Envers

LEGENDE

Trafic attendu :

- PL - VL - piétons & cycles
- PL - VL - piétons & cycles
- Autres PL - VL - piétons & cycles



Réalisation : OXALIS, Novembre 2024
Sources : IGN, OSM, Google

LE POTENTIEL DE MOBILITE CYCLABLE

Symbolique :

← - - - → liaison vélo à créer

↔ liaison vélo et piéton existante

● aménagement interne au village

Code couleur :

 prioritaire



difficile



0 1 2 km

Réalisation : OXALIS, Novembre 2024
Sources : IGN, OSM, Google





AGENCE ROSSI

04 79 37 61 75

urbanisme@agence-rossi.fr

www.agence-rossi.fr

50 rue Suarez

73200 ALBERTVILLE



Réf. 21-168

COMMUNE DE VAL-CENIS

Département de la Savoie

PLAN LOCAL D'URBANISME

4.1 Règlement écrit

DOSSIER D'ARRET

Commune de Val-Cenis
(73)



Projet arrêté par délibération du
conseil municipal en date du



TABLE DES MATIERES

Titre 1 : Dispositions générales	4
Titre 2 : Règles applicables à toutes les zones	13
Titre 3 : Règles applicables aux zones Urbaines destinées prioritairement à l'habitat – Ua, Ub, Uc et Ur.....	25
Titre 4 : Règles applicables à la zone Urbaine destinée à des Hôtels et autres hébergements touristiques – Uh et Ut	49
Titre 5 : Règles applicables aux zones Urbaines destinées aux activités économiques – Ue	63
Titre 6 : Règles applicables aux autres zones Urbaines – Uj, Uep et Upk	69
Titre 7 : Règles applicables aux zones A Urbaniser à destination prioritaire d'habitat – AUb et AUc..	75
Titre 8 : Règles applicables aux zones A Urbaniser destinées prioritairement à des hôtels ou autres hébergements touristiques ou mixte – AUht et AUbht	89
Titre 9 : Règles applicables aux zones A Urbaniser destinée prioritairement aux activités économiques ou mixte équipements publics et activités économiques – AUe	104
Titre 10 : Règles applicables aux zones Agricoles – A	116
Titre 11 : Règles applicables aux zones Naturelles – N	135
Nuancier	161

Le règlement de Val-Cenis se structure de la façon ci-après. La numérotation des articles de chaque titre est ensuite propre à chaque zone, en fonction des besoins.

TITRE 1 : DISPOSITIONS GENERALES

1. Définitions
2. Portée respective du règlement à l'égard des autres législations relatives à l'occupation des sols.
3. Division du territoire en zones

TITRE 2 : REGLES APPLICABLES A TOUTES LES ZONES

SECTION I AFFECTATION DES SOLS ET DESTINATION DES CONSTRUCTIONS

- Article 1 Occupations et utilisations du sol interdites, autorisées et soumises à des conditions particulières
- Article 2 Mixité fonctionnelle et sociale

SECTION II CARACTERISTIQUES URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE

Paragraphe 2 – qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère

- Article 8 Caractéristiques architecturales des façades et toitures des constructions et des clôtures
- Article 10 Obligations en matière de performances énergétiques et environnementales

Paragraphe 3 – traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et abords des constructions

- Article 11 Gestion des espaces libres et plantations
- Article 12 Règles nécessaires au maintien ou à la remise en état des continuités écologiques et à la qualité paysagère
- Article 13 Gestion des eaux pluviales et de ruissellement

SECTION III EQUIPEMENTS ET RESEAUX

- Article 15 Conditions de desserte des terrains par les voies publiques ou privées et d'accès aux voies ouvertes au public
- Article 16 Desserte des terrains par les réseaux
- Article 17 Obligations imposées aux constructions, travaux, installations et aménagements en matière d'infrastructures et réseaux de communications électroniques

TITRES 3 A 11 : REGLES APPLICABLES A CHAQUE ZONE OU SECTEUR**Section I Affectation des sols et destination des constructions**

- Article 1 Occupations et utilisations du sol interdites, autorisées et soumises à des conditions particulières
- Article 2 Mixité fonctionnelle et sociale

Section II Caractéristiques urbaine, architecturale, environnementale et paysagère**Paragraphe 1 – volumétrie et implantation des constructions**

- Article 3 Emprise au sol des constructions
- Article 4 Hauteur maximale des constructions
- Article 5 Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques
- Article 6 Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives
- Article 7 Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété

Paragraphe 2 – qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère

- Article 8 Caractéristiques architecturales des façades et toitures des constructions et des clôtures
- Article 9 Patrimoine bâti et paysager à protéger
- Article 10 Obligations en matière de performances énergétiques et environnementales

Paragraphe 3 – traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et abords des constructions

- Article 11 Gestion des espaces libres et plantations
- Article 12 Règles nécessaires au maintien ou à la remise en état des continuités écologiques et à la qualité paysagère
- Article 13 Gestion des eaux pluviales et de ruissellement

Paragraphe 4 – stationnement

- Article 14 Obligations imposées en matière de réalisation d'aires de stationnement

Section III Equipements et réseaux

- Article 15 Conditions de desserte des terrains par les voies publiques ou privées et d'accès aux voies ouvertes au public
- Article 16 Desserte des terrains par les réseaux
- Article 17 Obligations imposées aux constructions, travaux, installations et aménagements en matière d'infrastructures et réseaux de communications électroniques

NUANCIER

TITRE 1 : DISPOSITIONS GENERALES

1. DEFINITIONS

Destinations

Source : Arrêté du 10 novembre 2016 définissant les destinations et sous-destinations de constructions pouvant être réglementées par le règlement national d'urbanisme et les règlements des plans locaux d'urbanisme ou les documents en tenant lieu.

Modifié par l'arrêté du 31 janvier 2020

Modifié par l'arrêté du 22 mars 2023

Un document explicatif des destinations et de leurs sous-destinations est disponible sur le site : <https://www.planif-territoires.logement.gouv.fr/juillet-2024-guide-evolution-de-la-reglementation-a176.html>

Les différentes destinations et sous-destinations des constructions prévues par les articles R.151-27 et R.151-28 du code de l'urbanisme sont les suivantes :

1. Exploitation agricole et forestière, comprenant les deux sous-destinations « exploitation agricole » et « exploitation forestière »

- La sous-destination « **exploitation agricole** » recouvre les constructions destinées à l'exercice d'une activité agricole ou pastorale. Cette sous-destination recouvre notamment les constructions destinées au stockage du matériel, des récoltes et à l'élevage des animaux ainsi que celles nécessaires à la transformation, au conditionnement et à la commercialisation des produits agricoles, lorsque ces activités constituent le prolongement de l'acte de production, dans les conditions définies au II de l'article L. 151-11 du code de l'urbanisme.
- La sous-destination « **exploitation forestière** » recouvre les constructions et les entrepôts notamment de stockage du bois, des véhicules et des machines permettant l'exploitation forestière.

2. Habitation, comprenant les deux sous-destinations « logement » et « hébergement »

- La sous-destination « **logement** » recouvre les constructions destinées au logement principal, secondaire ou occasionnel des ménages à l'exclusion des hébergements couverts par la sous-destination « hébergement ». La sous-destination « logement » recouvre notamment les maisons individuelles et les immeubles collectifs.
- La sous-destination « **hébergement** » recouvre les constructions destinées à l'hébergement dans des résidences ou foyers avec service. Cette sous-destination recouvre notamment les maisons de retraite, les résidences universitaires, les foyers de travailleurs et les résidences autonomie.

3. Commerce et activité de service, comprenant les sept sous-destinations « artisanat et commerce de détail », « restauration », « commerce de gros », « activité de service avec l'accueil d'une clientèle », « hôtels », « autres hébergements touristiques » et « cinéma ».

- La sous-destination « **artisanat et commerce de détail** » recouvre les constructions destinées aux activités artisanales de production, de transformation, de réparation ou de prestation de services, les constructions commerciales avec surface de vente destinées à la présentation ou à l'exposition de biens et de marchandises proposées à la vente au détail à une clientèle, ainsi que les locaux dans lesquels sont exclusivement retirés par les clients les produits stockés commandés par voie télématique;»
- Les artisans pratiquant une activité commerciale de vente de biens (ex. boulangers, charcutiers,...), les artisans pratiquant une activité de vente de services (ex. cordonniers, coiffeurs, SPA...) appartiennent à cette sous-destination.
- La sous-destination « **restauration** » recouvre les constructions destinées à la restauration sur place ou à emporter avec accueil d'une clientèle.
- La sous-destination « **commerce de gros** » recouvre les constructions destinées à la présentation et la vente de biens pour une clientèle professionnelle.
- La sous-destination « **activité de service avec l'accueil d'une clientèle** » recouvre les constructions destinées à l'accueil d'une clientèle pour la conclusion directe de contrat de vente de services ou de prestation de services notamment médicaux et accessoirement la présentation de biens.
- La sous-destination « **hôtel** » recouvre les constructions destinées à l'accueil de touristes dans des hôtels, c'est-à-dire des établissements commerciaux qui offrent à une clientèle de passage qui, sauf exception, n'y élit pas domicile, des chambres ou des appartements meublés en location, ainsi qu'un certain nombre de services.
- La sous-destination « **autre hébergement touristique** » recouvre les constructions autres que les hôtels destinées à accueillir des touristes, notamment les résidences de tourisme et les villages de vacances, ainsi que les constructions dans les terrains de camping et dans les parcs résidentiels de loisirs. »
- La sous-destination « **cinéma** » recouvre toute construction répondant à la définition d'établissement de spectacles cinématographiques mentionnée à l'article L. 212-1 du code du cinéma et de l'image animée accueillant une clientèle commerciale.

4. Equipements d'intérêt collectif et de services publics, comprenant les sept sous-destinations « locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques et assimilées », « locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés », « établissements d'enseignement, de santé et d'action sociale », « salles d'art et de spectacles », « équipements sportifs », « lieux de culte » et « autres équipements recevant du public ».

- La sous-destination « **locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés** » recouvre les constructions destinées à assurer une mission de service public. Une partie substantielle de la construction est dédiée à l'accueil du public. Cette sous-destination comprend notamment les constructions de l'Etat, des collectivités territoriales, de leurs groupements ainsi que les constructions des autres personnes morales investies d'une mission de service public.
- La sous-destination « **locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés** » recouvre les constructions des équipements collectifs de nature technique ou industrielle. Cette sous-destination comprend notamment les constructions techniques nécessaires au fonctionnement des services publics, les constructions techniques conçues spécialement pour le fonctionnement de réseaux ou de services urbains, les constructions industrielles concourant à la production d'énergie.
- La sous-destination « **établissements d'enseignement, de santé et d'action sociale** » recouvre les équipements d'intérêts collectifs destinés à l'enseignement ainsi que les établissements destinés à la petite enfance, les équipements d'intérêts collectifs hospitaliers,

les équipements collectifs accueillant des services sociaux, d'assistance, d'orientation et autres services similaires.

- La sous-destination « **salles d'art et de spectacles** » recouvre les constructions destinées aux activités créatives, artistiques et de spectacle, musées et autres activités culturelles d'intérêt collectif.
- La sous-destination « **équipements sportifs** » recouvre les équipements d'intérêts collectifs destinées à l'exercice d'une activité sportive. Cette sous-destination comprend notamment les stades, les gymnases ainsi que les piscines ouvertes au public.
- La sous-destination « **lieux de culte** » recouvre les constructions répondant à des besoins collectifs de caractère religieux.
- La sous-destination « **autres équipements recevant du public** » recouvre les équipements collectifs destinées à accueillir du public afin de satisfaire un besoin collectif ne répondant à aucune autre sous-destination définie au sein de la destination « Equipement d'intérêt collectif et services publics ». Cette sous-destination recouvre notamment les salles polyvalentes et les aires d'accueil des gens du voyage.

5. Autres activités des secteurs primaire, secondaire ou tertiaire, prévue au 5o de l'article R. 151-27 du code de l'urbanisme comprend les cinq sous-destinations suivantes : industrie, entrepôt, bureau, centre de congrès et d'exposition, cuisine dédiée à la vente en ligne.

- La sous-destination « **industrie** » recouvre les constructions destinées à l'activité extractive du secteur primaire, les constructions destinées à l'activité industrielle et manufacturière du secteur secondaire, ainsi que les constructions destinées aux activités artisanales du secteur de la construction ou de l'industrie. Cette sous-destination recouvre notamment les activités de production, de construction ou de réparation susceptibles de générer des nuisances¹.
- La sous-destination « **entrepôt** » recouvre les constructions destinées à la logistique, au stockage ou à l'entreposage des biens sans surface de vente, les points permanents de livraison ou de livraison et de retrait d'achats au détail commandés par voie télématique, ainsi que les locaux hébergeant les centres de données.
- La sous-destination « **bureau** » recouvre les constructions fermées au public ou prévoyant un accueil limité du public, destinées notamment aux activités de direction, de communication, de gestion des entreprises des secteurs primaires, secondaires et tertiaires et également des administrations publiques et assimilées.»;
- La sous-destination « **centre de congrès et d'exposition** » recouvre les constructions destinées à l'événementiel polyvalent, l'organisation de salons et forums à titre payant
- La sous-destination « **cuisine dédiée à la vente en ligne** » recouvre les constructions destinées à la préparation de repas commandés par voie télématique. Ces commandes sont soit livrées au client soit récupérées sur place.».

Définitions propres au PLU de Val-Cenis

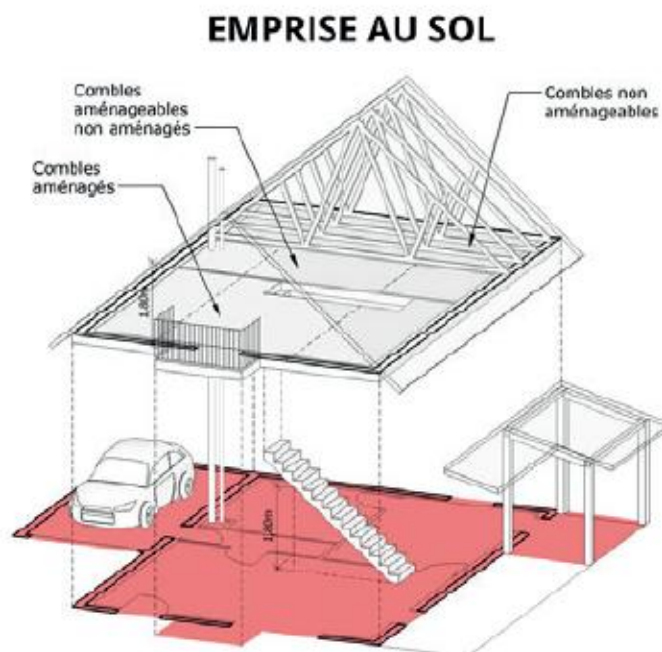
Annexes : sont considérés comme annexes les locaux accessoires constituant une dépendance d'un bâtiment à usage principal d'habitation (garages, abri de jardin, bûcher, chenil, ...), qui n'est pas dédié à l'occupation permanente et n'est pas accolé à la construction principale. La piscine n'est pas considérée comme une annexe, de même que les serres des jardins potagers. Elle se situe sur le même tènement foncier.

¹ La sous-destination industrie » regroupe notamment les constructions destinées aux artisans du secteur de la construction ou de l'industrie, celles-ci pouvant générer des nuisances (ex. peintre, électricien...)

Emprise publique : espace public à usage public qui ne peut être considéré comme une voie (publique ou privée). Constituent ainsi une emprise publique les jardins et parcs publics, les aires de stationnement public, les places publiques, les cimetières, les voies ferrées,... A contrario, l'enceinte d'un groupe scolaire est affectée à un service public sans être affectée à l'usage du public ; ce n'est donc pas une emprise publique.

Emprise au sol : l'emprise au sol correspond à la projection verticale du volume de la construction, tous débords et surplombs inclus. Toutefois, les ornements tels que les éléments de modénature (ex. moulures, encadrements des ouvertures, chaînes d'angle...) et les marquises sont exclus, ainsi que les débords de toiture lorsqu'ils ne sont pas soutenus par des poteaux ou des encorbellements. (source : lexique national de l'urbanisme).

Source illustration : <https://perie-archi.fr/medias/schemas-comparatifs-surfaces.pdf>



Exemple de modénatures : encadrement des ouvertures et autres dessins géométriques



Limite de référence : limites :

- des emprises publiques des voies publiques et des voies privées ouvertes à la circulation publique, y compris trottoir ou autre cheminement doux le cas échéant ;
- des emplacements réservés nécessaires à la création, à l'élargissement ou à l'extension des dites voies.

Toutefois ne constituent pas des limites de référence au sens de la présente définition : les servitudes de passage et les cheminements spécifiques piétons (hors trottoir).

2. PORTEE RESPECTIVE DU REGLEMENT A L'EGARD DES AUTRES LEGISLATIONS RELATIVES A L'OCCUPATION DES SOLS.

Sont et demeurent notamment applicables au territoire communal :

1.- Les servitudes d'utilité publique mentionnées en annexe du PLU

2.- Les articles L.111-15, R111-2, R111-4, R111-26 à R111-27 du Code de l'Urbanisme rappelés ci-après :

Article L.111-15 – reconstruction après sinistre ou démolition

Lorsqu'un bâtiment régulièrement édifié vient à être détruit ou démoli, sa reconstruction à l'identique est autorisée dans un délai de dix ans nonobstant toute disposition d'urbanisme contraire, sauf si la carte communale, le plan local d'urbanisme ou le plan de prévention des risques naturels prévisibles en dispose autrement.

Article R111-2

Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales s'il est de nature à porter atteinte à la salubrité ou à la sécurité publique du fait de sa situation, de ses caractéristiques, de son importance ou de son implantation à proximité d'autres installations.

Article R111-4

Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales s'il est de nature, par sa localisation et ses caractéristiques, à compromettre la conservation ou la mise en valeur d'un site ou de vestiges archéologiques.

Article R111-26

Le permis ou la décision prise sur la déclaration préalable doit respecter les préoccupations d'environnement définies aux articles L. 110-1 et L. 110-2 du code de l'environnement. Le projet peut n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si, par son importance, sa situation ou sa destination, il est de nature à avoir des conséquences dommageables pour l'environnement. Ces prescriptions spéciales tiennent compte, le cas échéant, des mesures mentionnées à l'article R. 181-43 du code de l'environnement.

Article R111-27

Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.

3. DIVISION DU TERRITOIRE EN ZONES

L'ensemble du territoire de Val-Cenis est couvert par le Plan Local d'Urbanisme. Celui-ci est divisé en zones repérées sur le plan de zonage par les appellations suivantes :

U – Zones Urbaines

- Secteurs destinés prioritairement à l'habitat

Ua	Village ancien « traditionnel »
Uap	Village ancien à forte valeur patrimoniale
Ub	Secteur urbanisé sous forme principalement de collectifs
Uc	Secteur urbanisé récent moins dense
Ucc	Secteur des chalets « Chaloin » à Bramans (lotissement de Sérénaz)
Uct	Secteur à urbanisation limitée à Termignon
Ur	Secteur reconstruit après la guerre

- Secteurs destinés prioritairement à des hôtels et autres hébergements touristiques

Uh	Secteur urbanisé destiné à des hôtels
Ut	Secteur urbanisé destiné aux autres hébergements touristiques

- Secteurs destinés prioritairement à des activités économiques

Ue	Secteur urbanisé à destination économique
----	---

- Secteurs autres

Uep	Secteur destiné aux équipements publics
Uj	Secteur de jardin
Upk	Secteur destiné à des stationnements

z0	Risque fort – se référer au PPRN, au PPRI ou à la carte des aléas
----	---

AU – Zones A Urbaniser

- Secteurs destinés prioritairement à l'habitat

AUb	Secteur à urbaniser destiné prioritairement à l'habitat sous forme dense – Pertines nord et St Martin
AUc	Secteur à urbaniser destiné prioritairement à l'habitat moins dense – Grand Courbet et Chenevière

- Secteurs destinés prioritairement à des hôtels et/ou autres hébergements touristiques ou mixte habitat / tourisme

AUht	Secteur à urbaniser destiné prioritairement à des hôtels et/ou aux autres hébergements touristiques – Termignon et La Mathia
------	--

AUbht Secteur à urbaniser destiné prioritairement à une opération mixte comprenant de l'habitat et des lits touristiques – Les Maristes

- Secteurs destinés prioritairement à des activités économiques ou mixtes équipements publics et activités économiques

AUe1 Secteur à urbaniser destiné prioritairement aux activités économiques de la destination commerce et activité de service – Napoléon Bonaparte à Bramans

AUe2 Secteur à urbaniser destiné prioritairement aux activités économiques des sous-destinations artisanat et commerce de détail et industrie – La Mande de Champlieu à Sollières

AUe3 Secteur à urbaniser destiné prioritairement à des équipements publics et à des activités économiques – front d'activités de Termignon

A – Zones Agricoles

Aa Secteurs destinés à la production agricole dans les alpages ; les constructions agricoles n'y sont pas autorisées, sauf exception.

AaRa Secteur d'alpage dans lequel existe un restaurant d'altitude (STECAL)

AaRe Secteur d'alpage dans lequel existe un refuge (STECAL)

Ab Secteur destiné aux constructions agricoles.

Af Secteur destiné aux fumières.

Agen Secteur avec mesures agro-environnementales.

Am Secteur destiné au maraîchage.

Ap Secteur d'intérêt patrimonial (Cœur du Parc National de la Vanoise, Natura 2000 et APPB)

ApRe Secteur agricole d'intérêt patrimonial dans lequel existe un refuge (STECAL)

As Secteur destiné au stockage définitif de matériaux (ISDI Bramans)

Av Secteurs destinés à la production agricole en vallée ; les constructions agricoles n'y sont pas autorisées.

AvRa Secteur agricole dans lequel existe un restaurant d'altitude (STECAL)

N – Zones Naturelles

- Secteurs à préserver

N Secteur naturel

Nj Secteur de jardins potagers (STECAL)

Np Secteur d'intérêt patrimonial (Cœur du Parc National de la Vanoise, Natura 2000 et APPB)

- Secteurs occupés par des activités économiques liées au BTP

Nca Secteur d'exploitation de carrière

Nd Secteur de stockage temporaire de matériaux

Nd1 Secteur de stockage temporaire et traitement de matériaux

Nd2 Centrale à béton de Sollières-Sardières (STECAL)

Npd Secteur destiné à des stationnements et des dépôts provisoires de matériaux – Bramans

Ner Secteur destiné à l'implantation d'équipements liés aux énergies renouvelables.

- Secteurs destinés à des activités liées au tourisme et aux loisirs

Naer	Secteur de l'aérodrome de Sollières-Sardières
Nce/Nce1	Secteur occupé par un centre équestre (Nce1 : STECAL)
Ncg/Ncg1	Secteur destiné au camping / Ncg1 : périmètre où les constructions sont autorisées (Ncg1 : STECAL)
Nct	Secteur pour l'installation d'un local à chiens de traineaux (STECAL)
NL/ NL1/2/3	Secteur naturel à destination de loisirs / NL1 : périmètre du plan d'eau de Bramans où les constructions nouvelles sont autorisées / NL2 : Replat des Canons sur lequel des aménagements à vocation touristique sont possibles / NL3 : arrivée domaine skiable de Tignes (arrivée du funiculaire, restaurant d'altitude existant, sentier pédagogique et belvédère). (NL1 et NL3 : STECAL)
Npk	Secteur de stationnement destiné aux camping-cars (La Cassa) (STECAL).
NRa	Secteur naturel dans lequel existe un restaurant d'altitude (STECAL)
NRe	Secteur naturel dans lequel existe un refuge (STECAL).

Les indices et secteurs

Les indices et secteurs complètent le zonage général et permettent, selon les nécessités d'urbanisme local, de préciser les éléments isolés ou secteurs dans lesquelles des dispositions spécifiques s'appliquent :

Indice F : Présence de bâtiment d'exploitation agricole, soumis à des conditions de distance d'implantation ou d'extension vis-à-vis des habitations et immeubles habituellement occupés par des tiers. Cette exigence est réciproque pour les nouvelles constructions à usage non agricole (article L.111-3 du code rural).

- Les secteurs concernés par les orientations d'aménagement et de programmation sectorielles et thématiques (façades)
- Les secteurs concernés par les objectifs de mixité sociale (L.151-15 et R.151-38 3° du c. urb.)
- Les secteurs concernés par l'article L151-14-1 du c. urb. relatif à la résidence principale
- Les secteurs concernés par les objectifs de mixité fonctionnelle (L.151-16 et R.151-37 1° du c. urb.).
- **Les emplacements réservés** (L.151-41 du code de l'urbanisme).
- Les **tracés de principe** pour des voies ou cheminements piétonniers (L.151-38 du code de l'urbanisme).
- Les secteurs concernés par le Plan de Prévention des Risques Naturels (PPRN,) le Plan de Prévention du Risque Inondation de l'Arc (PPRi) et d'autres études de risques sectorielles.
- Les secteurs, existants ou à prévoir, qui peuvent être aménagés en vue de la pratique du ski alpin (L.151-38 et R.151-48 du code de l'urbanisme).

- Les espaces et secteurs contribuant aux continuités écologiques et à la trame verte et bleue (corridor, zones humides, tourbières, cours d'eau liste 1, pelouses sèches, trame boisée ou végétalisée à conserver) identifiés au titre du L151-23 du code de l'urbanisme

Ces périmètres, qui se superposent aux zones du P.L.U., engendrent des restrictions ou des interdictions d'occuper ou d'utiliser le sol, selon leur vocation explicitée au plan de zonage.

Liste des emplacements réservés

N°	Lieu	Bénéficiaire	Objet	Surface indicative
1	Bramans	Commune	Stationnements	750 m ²
2	Le Verney	Commune	Stationnements	820 m ²
3	Le Verney	Commune	Stationnements	575 m ²
4	Sollières-Envers	Commune	Cheminement piéton	80 m ²
5	Sollières-Envers	Commune	Stationnements	255 m ²
6	Sollières-Endroit	Commune	Voie, stationnements et point de collecte des déchets	170 m ²
7	Termignon	Commune	Voie et stationnements	85 m ²
8	Termignon	Commune	Voie et espace public	175 m ²
9	Lanslebourg	Commune	Stationnements	1520 m ²

Liste des tracés de principe au titre de l'article L151-38 du code de l'urbanisme

Nom	Lieu	Objet	Caractéristiques
a	Bramans - Les Glières	Accès pour une extension future de la zone Ab	4 m de large, à créer
b	Lansevillard - Sous l'église	Accès piéton - skieurs au domaine skiable	2,00 m de large
c	Lansevillard - Sous l'église	Accès piéton - skieurs au domaine skiable	Couvert en partie
d	Lansevillard - Sous l'église	Accès piéton - skieurs au domaine skiable	2,00 m de large
e	Lansevillard - Sous l'église	Accès piéton - skieurs au domaine skiable	2,00 m de large
f	Lansevillard - Terre Grasse	Accès piéton - skieurs au domaine skiable	Couvert en partie

TITRE 2 : REGLES APPLICABLES A TOUTES LES ZONES

SECTION I	AFFECTATION DES SOLS ET DESTINATION DES CONSTRUCTIONS
------------------	--

ARTICLE 1	OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES OU SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES
------------------	---

Prise en compte du domaine skiable

Les occupations et utilisations du sol autorisées avec ou sans conditions dans chaque zone devront être compatibles avec l'exploitation du domaine skiable, le cas échéant.

Prise en compte des risques naturels

Sauf indication contraire au PPRN ou au PPRI, une bande « non aedificandi » de 10 mètres de large de part et d'autre des sommets de berges des cours d'eau s'applique à toute construction, tout remblai et tout dépôt de matériaux. Cette bande de recul peut être éventuellement réduite à 4 mètres (mais pas en deçà), pour des cas particuliers pour lesquels une étude démontre l'absence de risque d'érosion, d'embâcle et de débordement (berges non érodables, section hydraulique largement suffisante, compte tenu de la taille et de la conformation du bassin versant).

Les équipements et installations liés à la production d'énergie hydraulique, les constructions, installations, infrastructures, réseaux aériens ou enterrés, nécessaires au fonctionnement des services d'intérêt collectif ou général sont autorisés dans la bande non aedificandi citée ci-dessus, dans la mesure où leur implantation est techniquement justifiée à cet emplacement et sous réserve de la prise en compte des risques et de ne pas les aggraver, mais aussi de s'assurer du bon fonctionnement des cours d'eau.

Prise en compte du Plan de Prévention des Risques Naturels

Pour toutes occupations et utilisations du sol situées dans le périmètre d'étude d'un Plan de Prévention des Risques Naturels (PPRN) identifié sur le plan de zonage, le pétitionnaire devra se reporter au document du PPRN joint en annexe du dossier de P.L.U., pour connaître la nature exacte du risque et intégrer dans son projet les prescriptions définies par celui-ci.

En cas de non-observation de ces prescriptions ou de prescriptions issues d'études plus fines réalisées à la parcelle, l'autorisation d'utilisation ou d'occupation du sol sera refusée au titre de l'article R 111-2 du code de l'urbanisme :

« Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales s'il est de nature à porter atteinte à la salubrité ou à la sécurité publique du fait de sa situation, de ses caractéristiques, de son importance ou de son implantation à proximité d'autres installations. »

Prise en compte du Plan de Prévention du Risque Inondation de l'Arc

Pour toutes occupations et utilisations du sol situées dans le périmètre d'étude du Plan de Prévention du Risque Inondation de l'Arc (PPRi) identifié sur le plan de zonage, le pétitionnaire devra se reporter au document du PPRi joint en annexe du dossier de P.L.U., pour connaître la nature exacte du risque et intégrer dans son projet les prescriptions définies par celui-ci.

En cas de non-observation de ces prescriptions ou de prescriptions issues d'études plus fines réalisées à la parcelle, l'autorisation d'utilisation ou d'occupation du sol sera refusée au titre de l'article R 111-2 du code de l'urbanisme, cité ci-dessus (partie PPRN).

Prise en compte de la carte des aléas

Des secteurs non couverts par le PPRN font l'objet d'études des aléas jointes en annexe.

Pour toutes occupations et utilisations du sol situées dans les périmètres de ces études, le pétitionnaire devra s'y reporter, pour connaître la nature exacte du risque et intégrer dans son projet les prescriptions définies par celles-ci.

En cas de non-observation de ces prescriptions ou de prescriptions issues d'études plus fines réalisées à la parcelle, l'autorisation d'utilisation ou d'occupation du sol sera refusée au titre de l'article R 111-2 du code de l'urbanisme cité ci-dessus.

Prise en compte du risque sismique

La commune de Val-Cenis est classée en zone de sismicité 4 (niveau d'aléa moyen).
Toute nouvelle construction devra prendre en compte la réglementation afférente à ce zonage.

Prise en compte de l'amiante environnemental

De l'amiante environnemental est présent sur la commune de Val-Cenis. Les principaux secteurs proches de l'urbanisation susceptibles d'être concernés sont Sollières-Envers (susceptibilité forte à très forte), Termignon et Lanslevillard (susceptibilité moyenne). Tout projet devra prendre en compte la réglementation afférente à ce zonage.

A défaut, l'autorisation d'utilisation ou d'occupation du sol sera refusée au titre de l'article R 111-2 du code de l'urbanisme :

« Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales s'il est de nature à porter atteinte à la salubrité ou à la sécurité publique du fait de sa situation, de ses caractéristiques, de son importance ou de son implantation à proximité d'autres installations. »

Prise en compte du zonage à potentiel radon

La commune de Val-Cenis est classée à potentiel radon faible mais sur lesquelles des facteurs géologiques particuliers peuvent faciliter le transfert du radon vers les bâtiments (zone 2). (arrêté du 27 juin 2018).

Toute nouvelle construction devra prendre en compte la réglementation afférente à ce zonage.

Prise en compte du phénomène retrait gonflement des argiles

La commune de Val-Cenis est classée en zone d'exposition nulle à faible.

Dérogation aux dispositions de l'article L. 122-12 protégeant sur une distance de 300 mètres à compter de la rive les parties naturelles des rives des plans d'eau naturels ou artificiels d'une superficie inférieure à 1 000 hectares :

Les lacs et plans d'eau de faible importance où la règle de protection des rives naturelles ne s'applique pas sont :

- Le plan d'eau de Bramans
- Le plan d'eau de Sollières-Sardières

Les lacs et plans d'eau pour lesquels une dérogation au titre de la loi montagne est acquise auprès de la CDNPS pour des projets spécifiques :

- Le plan d'eau de Termignon, pour les projets prévus au dossier CDNPS présenté le 06 février 2025, soit les périmètres compris dans l'OAP10 – rive gauche de l'Arc.
- Le barrage du Mont-Cenis, pour le parking de La Cassa qui a fait l'objet d'un avis favorable de la CDNPS à la demande de dérogation le 06 février 2025

Prise en compte des axes bruyants

La commune de Val-Cenis n'est concernée par aucun axe bruyant.

Divers

L'édification de clôtures est soumise à déclaration préalable, en application de la délibération du conseil municipal en date du 27 mai 2025 (Art. R.421-12 du Code de l'Urbanisme). Les prescriptions qui les concernent sont définies dans le règlement.

Les démolitions sont soumises à permis de démolir, en application de la délibération du conseil municipal en date du 27 mai 2025.

SECTION II	CARACTERISTIQUES URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE
-------------------	--

PARAGRAPHE 2 – QUALITE URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE

ARTICLE 8	CARACTERISTIQUES ARCHITECTURALES DES FAÇADES ET TOITURES DES CONSTRUCTIONS ET DES CLOTURES
------------------	---

Energie et développement durable et autres équipements techniques

Les dispositions relatives l'aspect des constructions pourront être adaptées pour favoriser les constructions et extensions remplissant des critères de performance énergétique supérieurs aux normes en vigueur ou comportant des équipements de production d'énergie renouvelable, ou dont la conception vise un objectif de développement durable, sous réserve d'une bonne insertion dans le site (forme et couleur des constructions environnantes, traitement paysager...).

Les équipements liés aux énergies renouvelables (capteurs solaires, photovoltaïques, vérandas etc.) doivent être intégrés et adaptés à la logique et à la composition architecturale des constructions et à leur environnement patrimonial et paysager.

Pour les constructions contemporaines, ces équipements feront partie du projet architectural global du bâtiment qui sera apprécié en tant que tel.

Pour le bâti ancien, ces équipements, entre autres les capteurs solaires, ne devront pas apparaître comme des éléments rapportés ou en contradiction avec l'harmonie générale du bâti et plus particulièrement des toitures. Il sera recherché une implantation non perceptible depuis l'espace public (par exemple : toiture donnant sur cour, masqué visuellement par le bâti ou des masses végétales proches, etc...). La couleur des équipements sera en harmonie avec celle de la façade.

Les autres équipements techniques (ex. climatiseurs, paraboles, coffres de volets roulants, pompe à chaleur...) doivent être intégrés et adaptés à la logique architecturale des constructions et à leur environnement patrimonial et paysager.

Cas particulier des panneaux solaires (photovoltaïque ou thermique)

Les panneaux liés à l'énergie solaire seront sur la construction (toiture ou façade y compris balcon). L'installation au sol, sur un mât ou sur une clôture est autorisée, à la condition d'une bonne recherche d'intégration paysagère. Dans le cas d'une implantation au sol, la hauteur maximale est limitée à 2,50 m.

Exemple d'implantation sur un mât, au sol ou sur clôture



Source :
<https://www.monkitsolaire.fr/blog/tracker-solaire-n241>

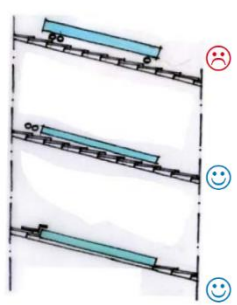


Source : <https://conseils-thermiques.org/contenu/panneau-solaire-au-sol.php>



Dans le cas d'une installation sur la toiture, les panneaux solaires devront être parallèles à la toiture support. Ils devront être alignés entre eux.

Exemple d'installation d'équipements solaires sur la toiture




ÉVITER
les types de capteurs augmentant l'effet de surimpression (gabarit, passage de tuyauteries, etc...)

PRIVILÉGIÉ
L'effet de surimpression peut être estompé par le choix d'un panneau de faible hauteur et en soignant la pose des tuyauteries.

Dans le cadre d'une construction neuve, il est évident qu'une pose encastrée des capteurs est souhaitable.

INTERDIT

d'éparpiller les capteurs et ne **JAMAIS** les implanter sans scrupuleusement respecter l'orientation et la pente de la toiture.



Les panneaux solaires sur toiture plate devront être masqués par un acrotère.

Les ombrières avec panneaux photovoltaïques sur les places de parking sont autorisées.

ARTICLE 10 OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES

L'OAP thématique Energie développe des outils pour atteindre des objectifs en termes de réduction des besoins énergétiques des constructions et de production des énergies renouvelables.

Les constructions neuves et les travaux sur le bâti existant mettront en œuvre les moyens proposés pour tendre vers les objectifs fixés dans cette OAP thématique.

PARAGRAPHE 3 – TRAITEMENT ENVIRONNEMENTAL ET PAYSAGER DES ESPACES NON BATIS ET ABORDS DES CONSTRUCTIONS**ARTICLE 11 GESTION DES ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS****Limitation des surfaces imperméabilisées**

Les délaissés ou espaces résiduels extérieurs non fonctionnels doivent être végétalisés.

Chaque projet doit prévoir des espaces végétalisés de pleine terre quelle que soit la taille de la parcelle qui représentera au minimum 20% en secteur Ub et 30% en secteur Uc de la surface de l'unité foncière, sauf pour les projets d'équipements d'intérêt collectif et services publics.

Ces espaces végétalisés devront majoritairement être réalisés d'un seul tenant permettant un usage d'agrément. La plantation d'arbres et arbustes d'essences variées, préférentiellement locales, est vivement recommandée. Voir OAP trame verte et bleue.

Obligations en matière de plantations

Les plantations de haies, coupe-vent, bosquets, alignements d'arbres seront définis pour accompagner les limites de clôture, ombrager les parkings, agrémenter les espaces d'accueil, masquer les stockages...

Par souci d'intégration au paysage local, les plantations de haies et de bosquets seront réalisées en mélangeant des arbres et arbustes de hauteur et floraison diverses, d'origine locale, en privilégiant les arbres à feuillage caduc plutôt que persistants. Les plantations d'arbres à feuillage persistant sont limitées à un quart des plants. Les plantations de thuyas et lauriers sont interdites.

La plantation de végétaux exotiques envahissants (ex. renouée du Japon, balsamine de l'Himalaya, bambou, Robinier faux acacia, ...) est interdite.

Voir OAP trame verte et bleue, pour notamment la palette végétale.

Exemples d'ambiance paysagère par les plantations à favoriser



ARTICLE 12 REGLES NECESSAIRES AU MAINTIEN OU A LA REMISE EN ETAT DE LA TRAME VERTE ET BLEUE ET DES CONTINUITES ECOLOGIQUES

Règlement le long des cours d'eau en liste 1 au titre de l'article L214-17 du code de l'environnement et identifiés au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme

Tout ouvrage ou équipement installé dans le lit du cours d'eau et/ou ses berges ne sera autorisé que s'il ne constitue pas un obstacle à la continuité écologique du cours d'eau et garantit le maintien de la continuité, conformément à l'article R214-109 du code de l'environnement.

Le renouvellement de l'autorisation des ouvrages existants est subordonné à des prescriptions particulières permettant de maintenir le très bon état écologique des eaux, de maintenir ou d'atteindre le bon état écologique des cours d'eau d'un bassin versant.

1. Le classement des réservoirs de biodiversité – Données d'inventaires

Règlement des ZNIEFF de type 1, identifiées au titre du L151-23 du code de l'urbanisme

Les projets autorisés et nécessaires aux diverses activités de loisirs estivaux ou hivernaux, dont domaine skiable, devront permettre la conservation des habitats naturels, des espèces floristiques et des populations d'espèces de faune sauvage qui effectuent tout ou partie de leur cycle de vie dans cet espace, à travers des mesures d'évitement, de réduction ou de compensation proportionnées à leurs effets défavorables.

Règlement des zones humides et tourbières, identifiées au titre du L151-23 du code de l'urbanisme

Dans les secteurs de zones humides identifiés par le PLU sont interdites toutes occupations et utilisations du sol susceptibles de détruire ou modifier les zones qui sont qualifiées d'humides (au sens des articles L.211-1 et R.211-108 du code de l'environnement) et le cas échéant les espèces protégées qui s'y développent (au sens des articles L.411-1 et L.411-2 du code de l'environnement).

Seuls sont autorisés les travaux ci-dessous dans la mesure où ils ont vocation à préserver ou restaurer le caractère de zone humide et le cas échéant les espèces protégées qui s'y développent :

- Les travaux d'entretien ou d'exploitation agricole ou d'entretien et de restauration d'habitats naturels favorables à la biodiversité et la dynamique écologique des milieux humides.
- Les plantations d'essences locales, sans remaniement des sols ni drainage localisé.
- Les clôtures temporaires sans soubassement.

Les travaux d'entretien des voies, chemins et réseaux divers existants (aériens et souterrains) et des équipements existants sont autorisés dans le respect de leurs caractéristiques actuelles.

Les travaux et nouveaux ouvrages et équipements liés au domaine skiable sont interdits dans les périmètres de zone humide identifiés au titre de l'article L151-23 du Code de l'urbanisme. Seuls sont

autorisés les travaux d'entretien courant des ouvrages existants. Les travaux de terrassement et de réengazonnement sont strictement interdits dans ces espaces.

En l'absence d'alternative de moindre impact avérée, toute atteinte à une zone humide doit s'accompagner de la mise en place de mesures compensatoires.

Règlement des espaces de fonctionnalité des zones humides identifiés au titre du L151-23 du code de l'urbanisme

Aucun nouvel aménagement sur un espace non artificialisé et repéré comme espace de fonctionnalité des zones humides ne doit créer de dysfonctionnement de l'hydrosystème, notamment en perturbant l'alimentation de la zone humide et/ou en provoquant son assèchement, ou encore en entraînant une rupture de la continuité écologique entre deux habitats humides.

Les pollutions éventuelles, solides ou liquides, issues des occupations du sol autorisées dans la zone concernée, devront être maîtrisées afin d'éviter les écoulements en direction de la zone humide.

Règlement des pelouses sèches identifiés au titre du L151-23 du code de l'urbanisme

Seuls sont autorisés :

- Les travaux qui contribuent à les préserver comme les interventions mécaniques et travaux de broyage visant à lutter contre leur embroussaillage
- Les travaux nécessaires aux réseaux d'eau potable, d'adduction d'eau et d'assainissement des eaux usées ou pluviales ainsi qu'au réseau électrique, sous réserve d'une étude écologique incluant la prospection des espèces animales et végétales patrimoniales et les mesures d'évitement, réduction et compensation
- Les installations et équipements temporaires nécessaires aux pratiques agricoles :
 - Les parcs et enclos nécessaires au parcage des troupeaux
 - Les installations mobiles de traite
- Les équipements permanents (serres, réseau d'irrigation...) doivent faire l'objet d'une étude écologique préalable incluant la prospection des espèces animales et végétales patrimoniales et les mesures d'évitement, réduction et compensation.

Règlement au sein des corridors écologiques identifiés au titre du L151-23 du code de l'urbanisme

Seuls sont autorisés :

- Les travaux d'entretien des berges des cours d'eau, y compris les travaux de gestion sylvicole des ripisylves.
- Les ouvrages d'intérêt public et les ouvrages de franchissement pour la faune.
- Les ouvrages d'intérêt public autorisés devront permettre le maintien de la fonctionnalité des corridors écologiques et les rétablir après travaux le cas échéant. Ces ouvrages ne devront pas artificialiser les milieux naturels concernés ni renforcer leur fractionnement.
- Les travaux sylvicoles nécessaires à l'aménagement des ouvrages d'intérêt public ou à la gestion des cours d'eau sont autorisés sous réserve d'évaluer préalablement leurs effets sur la fonctionnalité des corridors écologiques et de proposer, le cas échéant, des mesures adaptées.
- Les clôtures agricoles amovibles en zone agricole, sous réserve de rester perméables à la faune.

Les équipements et constructions existants devront permettre de conserver la fonctionnalité des corridors écologiques en limitant les clôtures permanentes.

2. Prise en compte de la trame verte et bleue, de la trame noire locales

Prise en compte des axes écologiques principaux et corridors de circulation de la faune, au titre du L151-23 du code de l'urbanisme

Dans tous les cas, la clôture devra être conçue de manière à permettre la circulation de la petite faune par des passages prévus à cet effet dans les murets maçonnés ou le grillage ou la pose du grillage surélevé de 10 à 20 cm du sol.



Exemples des
perçements
dans les
clôtures
perméables à
la faune

Dans les secteurs concernés par les axes et corridors, les clôtures devront être perméables au passage de la faune en général.

Prise en compte de la trame noire, au titre du L151-23 du code de l'urbanisme

Voir OAP trame verte et bleue.

L'éclairage doit être raisonné et limité aux allées de desserte des entrées, avec détection de présence. L'orientation des éclairages vers le bas avec déflecteur en position horizontale est obligatoire.

Les espaces verts et les jardins ne doivent pas être éclairés.

Les éclairages de mise en valeur des façades et autres éléments de constructions devront être éteints au plus tard en même temps que l'éclairage public.



Prise en compte d'une bande de protection de 10 m de large de part et d'autre des berges des cours d'eau, au titre du L151-23 du code de l'urbanisme

Les défrichements, arrachages et dessouchage des arbres et des arbustes compris dans ces périmètres sont interdits, sauf lorsqu'il s'agit d'espèces envahissantes ou inadaptées. Ils pourront dans ce cas être remplacés par des essences locales. Les coupes à blanc sont aussi interdites, excepté pour raisons sanitaires ou de sécurité publique.

Toutefois, par exception aux dispositions ci-dessus, les défrichements, arrachages, dessouchages, coupes à blanc sont autorisées uniquement en lien avec les travaux suivants :

- les travaux entrant dans le cadre de la gestion forestière ;
- les travaux nécessaires à la prévention des risques naturels ;
- les travaux de restauration hydromorphologique des cours d'eau ;
- les travaux liés à des ouvrages de franchissement des cours d'eau ;
- les travaux d'aménagement d'itinéraires modes actifs.

Ces défrichements, arrachages, dessouchages, coupes à blanc sont soumis à déclaration préalable au titre de l'article L151-23 du Code de l'urbanisme. Il est exigé que l'élément recensé soit déplacé ou reconstitué en recourant aux essences végétales locales préalablement identifiées sur ces secteurs, et en variant la nature des essences et les strates végétales.

Autres dispositions

Sur une largeur minimale de 5m à partir de la partie sommitale des berges :

- aucun aménagement ne sera autorisé, hors ouvrages de franchissement des cours d'eau par les infrastructures. Les cheminements cyclables et piétonniers sont aussi autorisés.
- Les clôtures visant notamment la privatisation des berges sont également interdites.

Le lit mineur du cours d'eau ne pourra pas être busé sauf impératif d'intérêt général.

Toutefois, la réalisation de mini ou micro-centrales hydroélectriques peut être autorisée par dérogation aux dispositions ci-dessus sous réserve de reconstituer les boisements rivulaires après travaux.

Trame boisée ou végétalisées, au titre du L151-23 du code de l'urbanisme

Les espaces boisés ou végétalisés identifiés au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme seront maintenus lors des travaux d'aménagement et de construction. Si des coupes d'arbres sont effectuées, ceux-ci devront être remplacés par des essences similaires

ARTICLE 13 GESTION DES EAUX PLUVIALES ET DE RUISSELLEMENT

Il est préconisé de traiter les surfaces de stationnement et les cheminements piétons avec un revêtement perméable.

Ex. de traitement de sol limitant l'imperméabilisation



Les eaux pluviales peuvent être stockées, indépendamment des équipements de gestion du pluvial proprement dits, pour l'entretien des espaces verts de la parcelle, ...

Des mesures compensatoires ayant pour objectif de ne pas aggraver les conditions d'écoulement des eaux pluviales en aval des nouveaux aménagements peuvent être prises par la mise en œuvre de dispositifs, soit (liste non exhaustive) :

- à l'échelle de la construction : cuves de récupération d'eau de pluie, toitures terrasses végétalisées ;
- à l'échelle de la parcelle : puits et tranchées d'infiltration ou drainantes, noues, stockage des eaux dans des bassins ;
- à l'échelle d'une opération d'aménagement d'ensemble :
 - au niveau de la voirie : extensions latérales de la voirie (fossés, noues),

- au niveau du quartier : stockage des eaux dans des bassins, puis infiltration dans le sol (bassins d'infiltration) de préférence, ou évacuation vers un exutoire de surface si l'infiltration n'est techniquement pas possible.

Ces dispositifs seront mis en œuvre si l'étude des risques et la nature des sols le permettent.

SECTION III	EQUIPEMENTS ET RESEAUX
--------------------	-------------------------------

ARTICLE 15	CONDITIONS DE DESSERTE DES TERRAINS PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVEES ET D'ACCES AUX VOIES OUVERTES AU PUBLIC
-------------------	---

Accès

1. Lorsque le terrain est riverain de deux ou plusieurs voies publiques, l'accès sur celle de ces voies qui présenterait une gêne ou un risque pour la circulation peut être interdit.
2. Les accès doivent être adaptés à l'opération et aménagés de façon à apporter la moindre gêne à la circulation publique. Toute opération doit prendre le minimum d'accès sur la voie publique. Ils doivent permettre de satisfaire aux exigences de sécurité, de la défense contre l'incendie et du déneigement.
3. A l'exception des rampes d'accès aux ouvrages de stationnement, la pente des accès ne doit pas être supérieure à 12%, avec un maximum de 5% sur les 5 premiers mètres depuis le bord de la chaussée. Dans le cas où elle est supérieure, au moins une place de stationnement devra être aménagée avant l'accès, en dehors de la voie publique. La disposition concernant la portion de pente à 12% ne s'applique pas si la pente naturelle du terrain ne le permet pas.
4. L'aménagement de la parcelle devra prévoir la possibilité de faire demi-tour, pour pouvoir sortir en marche avant sur la voie de circulation publique lorsque celle-ci le nécessite, sauf impossibilité à démontrer si la topographie ou la forme de la parcelle ne le permet pas.

Voiries nouvelles

1. Les voiries doivent avoir des caractéristiques adaptées à l'approche du matériel de lutte contre l'incendie et du déneigement.
2. Les voies en impasse desservant 3 constructions ou plus doivent être aménagées de telle façon à permettre aux véhicules légers de faire demi-tour.
3. Dans les opérations comprenant 3 constructions ou plus, un emplacement pour le stockage de la neige doit être prévu ou les modalités de gestion de la neige précisées.

ARTICLE 16 DESSERTE DES TERRAINS PAR LES RESEAUX

L'ensemble des dessertes par les réseaux doit être conforme aux législations, réglementations et prescriptions en vigueur et doit être adapté à la nature et à l'importance des occupations et utilisations du sol.

4.1. Eau potable**411. Zones desservies**

Toute construction nouvelle, dont la destination le nécessite, doit être raccordée à une conduite publique de distribution d'eau potable de caractéristiques suffisantes.

412. Zones non desservies

En l'absence de réseau public, ou dans l'attente de celui-ci, l'alimentation en eau devra être conforme à la réglementation en vigueur.

4.2. Assainissement des eaux usées**421. Zones desservies**

Toute construction nouvelle ou toute construction ancienne faisant l'objet d'une restauration ou d'un changement de destination, doit être équipée, si sa destination le nécessite, d'un réseau séparatif eaux usées - eaux pluviales, et être raccordée au réseau public correspondant.

L'évacuation des eaux liées aux activités économiques ou agricoles (eaux blanches) dans le réseau public peut être subordonnée à un prétraitement approprié, si nécessaire.
Les effluents agricoles (purins, lisiers, ...) ne peuvent pas être rejetés aux réseaux publics.

422. Zones non desservies

En l'absence de réseau d'assainissement des eaux usées, ou en attente de celui-ci, il peut être admis un dispositif d'assainissement individuel conçu de façon à être mis hors circuit.

La filière d'assainissement sera conforme à la réglementation en vigueur.

4.3. Eaux pluviales

Les aménagements réalisés sur tout terrain ne devront pas aggraver la situation antérieure.

Toute création ou réhabilitation de surface imperméable doit être accompagnée d'un dispositif de gestion des eaux pluviales qui assure leur collecte (chêneaux, gouttières, canalisations).

Les modalités de gestion des eaux pluviales seront fonction de la nature des sols et, le cas échéant, de la prise en compte des risques naturels. Ainsi, si les conditions le permettent, l'infiltration sur le terrain d'assiette du projet est obligatoire. Dans le cas contraire, un équipement de rétention sera

mis en place avant rejet dans un exutoire (ruisseau ou réseau). Si nécessaire et en fonction de la pente, un équipement de type clapet anti-retour sera mis en place. Dans tous les cas, la démonstration de la possibilité d'infiltrer ou non devra être faite.

Les accès à partir des voies publiques devront maintenir le fil d'eau des fossés traversés et être équipés de grille avaloir empêchant le ruissellement des eaux sur la voie publique.

En l'absence de fossé, des équipements devront être prévus pour limiter les désordres sur la voie publique lorsque le projet se situe en amont et pour gérer les écoulements lorsque le projet est en aval de la route.

Ces aménagements sont à la charge exclusive du porteur de projet qui doit réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain.

4.4. Réseaux divers et communications électroniques

Pour toute construction ou installation nouvelle, les branchements dans les parcelles privatives aux réseaux électriques et de télécommunication devront être réalisés en souterrain.

Dans les zones Urbaines et A Urbaniser, lors des travaux portant sur les réseaux enterrés, les fourreaux pour les communications électroniques seront prévus.

4.5 Prise en compte des aléas naturels

Dans tous les cas, la gestion des flux liquides (eaux usées, eaux pluviales et eaux de drainage) devra prendre en compte les aléas naturels tels qu'ils sont définis dans les PPRN, le PPRI et les cartes des aléas.

TITRE 3 : REGLES APPLICABLES AUX ZONES URBAINES DESTINEES PRIORITAIREMENT A L'HABITAT – UA, UB, UC ET UR

Ua	Village ancien « traditionnel »
Uap	Village ancien à forte valeur patrimoniale
Ub	Secteur urbanisé sous forme principalement de collectifs
Uc	Secteur urbanisé récent moins dense
Ucc	Secteur des chalets « Chaloïn » à Bramans (lotissement de Sérénaz)
Uct	Secteur à urbanisation limitée à Termignon
Ur	Secteur reconstruit après la guerre
z0	Risque fort – se référer au PPRN, au PPRI ou à la carte des aléas

Voir également les dispositions générales et les règles applicables à toutes les zones, ainsi que les OAP thématiques : « trame verte et bleue », « énergie », « façades » et « mobilités ».

SECTION I AFFECTATION DES SOLS ET DESTINATION DES CONSTRUCTIONS

ARTICLE 1 OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES, AUTORISEES ET SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

Destination	Sous-destination	Interdit	Autorisé sous conditions	Autorisé
Exploitation agricole et forestière	Exploitation agricole		X	
	Exploitation forestière	X		
Habitation	Logement			X
	Hébergement			X
Commerce et activité de service	Artisanat et commerce de détail			X
	Restauration			X
	Commerce de gros	X		
	Activité de service avec l'accueil d'une clientèle			X
	Hôtel			X
	Autre hébergement touristique			X
	Cinéma			X
Equipements d'intérêt collectif et de services publics	Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés			X
	Locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés			X

	Etablissements d'enseignement, de santé et d'action sociale			X
	Salles d'art et de spectacles			X
	Equipements sportifs			X
	Lieux de culte			X
	Autres équipements recevant du public			X
Autres activités des secteurs primaire, secondaire ou tertiaire	Industrie		X	
	Entrepôt	X		
	Bureau			X
	Centre de congrès et d'exposition			X
	Cuisine dédiée à la vente en ligne	X		

Les occupations et utilisations du sol interdites, autorisées et soumises à des conditions particulières mentionnées ci-dessus doivent prendre en compte les règles applicables à toutes les zones figurant au titre 2.

Sont de plus interdits :

- les Installations Classées pour l'Environnement soumises à déclaration ou autorisation, à l'exception de celles liées aux équipements d'intérêt collectif et services publics ou aux énergies renouvelables (ex. chaufferie collective privée)
- les affouillements et exhaussements qui ne sont pas nécessaires à des constructions ou à des aménagements compatibles avec la vocation de la zone.
- la construction d'annexes (*cf. définition au titre 1*) en Ucc.
- les terrains de camping et de caravanage.
- les terrains de stationnement de caravanes et garages collectifs de caravanes. Le stationnement de son véhicule sur sa propriété est autorisé.
- les parcs de loisirs et d'attraction
- les parcs résidentiels de loisirs (PRL) et les habitations légères de loisirs.
- les dépôts de toute nature et tout particulièrement les dépôts de matières brutes ou de récupération en plein air, à l'exception des tas de bois de chauffage.
- les dépôts de véhicules et d'épave.
- les démolitions, surélévations et extensions des bâtiments à préserver identifiés par un indice P « éléments bâtis remarquables ».
- l'ouverture et l'exploitation de carrières

Dans les secteurs Uaz0, Ubz0, Ucz0, Uctz0 et Urz0 toute construction, tout aménagement, toute installation est interdite, à l'exception de ce qui est autorisé par les études de risques (PPRI, PPRN, carte des aléas), en raison des risques naturels.

- les démolitions et surélévations des bâtiments à préserver identifiés par un indice P « éléments bâtis remarquables ». Les démolitions sont possibles uniquement en cas de risques pour la sécurité des personnes et des biens.

Sont autorisées sous conditions :

Les travaux d'aménagement, restauration et extension limitée à 20 m² d'emprise au sol des bâtiments à destination agricole existants (indiqués F sur le plan de zonage), à condition que ces travaux aient pour vocation l'amélioration des conditions de travail de l'exploitant ou les conditions sanitaires de l'élevage et n'augmentent les capacités d'accueil d'animaux ou qu'ils aient pour objet le changement de destination du bâtiment vers une destination autorisée dans la zone. Ces travaux ne devront pas créer de nuisances tant olfactives, auditives que visuelles supplémentaires pour le voisinage.

Les constructions de la sous-destination industrie sont autorisées à la condition d'être principalement des locaux de stockage de matériel, l'activité devant s'exercer principalement sur des chantiers et non en atelier. Ces stockages devront être clos et couverts. L'activité ne devra entraîner aucune incommodité ou nuisance (bruit, odeurs, circulations, pollutions visuelles...) excédant celle normale de la vie urbaine et ne faire courir aucun risque de dommage aux personnes et aux biens. Ces activités ne devront pas présenter de risques pour la sécurité ou salubrité publiques.

Elles devront être liées à la présence de l'habitation principale. La surface de ces constructions est limitée à 100 m² de surface de plancher et/ou d'emprise au sol.

Les constructions des sous-destinations artisanat et commerce de détail sont autorisées à la condition que l'activité n'entraîne aucune incommodité ou nuisance (bruit, odeurs, circulations, pollutions visuelles...) excédant celle normale de la vie urbaine et ne fasse courir aucun risque de dommage aux personnes et aux biens. Ces activités ne devront pas présenter de risques pour la sécurité ou salubrité publiques. La surface de vente est limitée à 400 m² pour les commerces, hors stockage et atelier de travail.

Le nombre d'annexe (*cf. définition au titre 1*) est limité à un par tènement foncier, à l'exception du secteur Ucc où elles sont interdites.

L'installation de modules préfabriqués de type conteneurs est autorisée de façon temporaire, c'est-à-dire limitée dans le temps ; ce peut être par exemple pendant la réalisation de travaux sur la construction principale.

Les serres de jardins sont autorisées, aux conditions :

- de ne pas dépasser 8 m² d'emprise au sol et 2,50 m de hauteur mesurée en tout point,
- d'être démontables et de ne pas comporter de fondations, dalles ou autres éléments structurels en dur.

En Ucc : seule l'extension des chalets de type « Chaloin » est autorisée dans le respect des caractéristiques architecturales principales de ces constructions (*cf. Article 8 : caractéristiques architecturales des façades et toitures des constructions et des clôtures*). Les destinations autorisées pour ces constructions figurent dans le tableau ci-dessus.

Les opérations d'aménagement proposées dans les zones comprises dans les OAP devront être compatibles avec celles-ci. Sont concernées :

- la zone Uc des Chalets Chaloin (Bramans – OAP n°2)
- la zone Uc du Prenai (Sardières – OAP n°6)
- la zone Uct en rive gauche de l'Arc (Termignon – OAP n°10)

En secteur Ub, les occupations et utilisations des sols devront être compatibles avec le maintien des cheminements identifiés comme tracé de principe au titre de l'article L151-38 du c. urb. au plan de zonage.

ARTICLE 2 MIXITE FONCTIONNELLE ET SOCIALE

En application de l'article L151-16 du code de l'urbanisme, sur les linéaires identifiés au plan de zonage, le changement de destination des commerces et activités de service situés en rez-de-chaussée est interdit. Ces commerces et activités de service peuvent rester uniquement dans les sous-destinations « artisanat et commerce de détail », « restauration », « activité de service avec l'accueil d'une clientèle » et « cinéma ».

En application de l'article L151-14-1 du code de l'urbanisme, dans les secteurs identifiés au plan de zonage, les constructions nouvelles de logements et les logements issus de la transformation de bâtiments à destination autre que d'habitation seront à usage exclusif de résidence principale.

SECTION II CARACTERISTIQUES URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE

Voir également les dispositions générales et les règles applicables à toutes les zones.

PARAGRAPHE 1 – VOLUMETRIE ET IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS

ARTICLE 3 EMPRISE AU SOL DES CONSTRUCTIONS

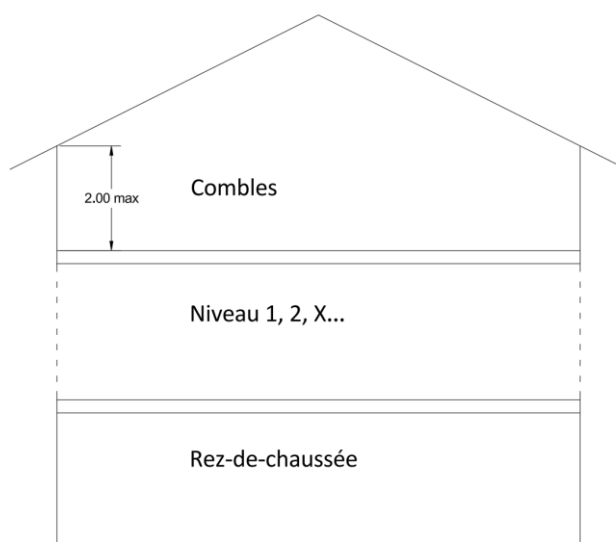
L'emprise au sol (*cf. définition au titre 1*) est limitée à :

- 8 m² pour les serres de jardin dans toutes les zones
- 90 m² pour les constructions
 - en secteur Ucc (Chalets Chaloin à Bramans)
 - en secteur Uc concerné par l'OAP n°2 (Chalets Chaloin à Bramans)
 - en secteur Uct (Le Va, OAP n°10, et La Fennaz à Termignon)

ARTICLE 4 HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

1. En secteurs Ua, Uap et Ur

Les constructions existantes peuvent faire l'objet d'une surélévation pour rendre les combles habitables. La hauteur de la panne sablière sera au maximum à 2,00 m de haut par rapport au niveau du sol fini des combles, selon le schéma ci-dessous.



En cas de construction d'emprise au sol inférieure à 50 m², le rapport de la hauteur au faîtage par la longueur de la façade pignon devra rester inférieur ou égal à ou 1, soit $h/d < \text{ou} = 1$

En cas de construction nouvelle mitoyenne à du bâti existant, la hauteur ne doit pas excéder 12 mètres dans tous les villages, à l'exception de Lanslebourg, où la hauteur est limitée à 15 m pour le front de rue donnant sur la RD1006.

En l'absence de front de rue ou de construction mitoyenne, la hauteur ne doit pas excéder 12 mètres au faîtage ou à l'acrotère. Dans ce cas, la hauteur des constructions est mesurée à partir du terrain naturel existant avant travaux en cas de remblais et à partir du terrain aménagé après travaux en cas de déblais. Elle se mesure entre tout point de la construction et sa projection à la verticale.

Les annexes (*cf. définition au titre 1*) devront présenter une volumétrie harmonieuse quant aux proportions hauteur / longueur des façades.

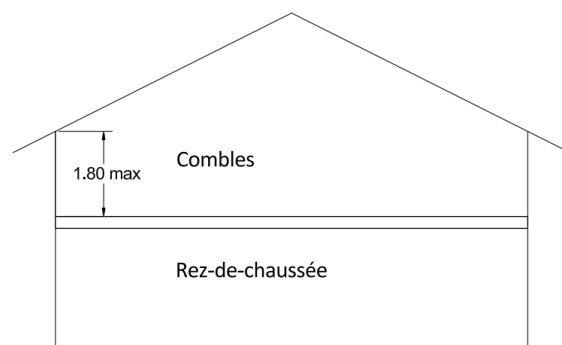
2. En secteurs Ub, Uc, Ucc et Uct

La hauteur des constructions est mesurée à partir du terrain naturel existant avant travaux en cas de remblais et à partir du terrain aménagé après travaux en cas de déblais. Elle se mesure entre tout point de la construction et sa projection à la verticale.

Dans le cas d'une construction présentant plusieurs volumes étagés dans la pente, la hauteur se mesure pour chaque volume.

La hauteur ne doit pas excéder :

- en secteur Ub : 15 mètres au faîtage
- en secteur Uc : 10 mètres au faîtage, à l'exception du secteur objet de l'OAP n°2 (Chalets Chaloin) où la hauteur est limitée à R+combles aménagés ou aménageables (hauteur de la panne sablière maximum 1,80 de haut par rapport au niveau du sol des combles, selon schéma ci-dessous).



- en secteur Ucc : rehaussement possible de la base maçonnée jusqu'à 0,50 m maximum (en conséquence, la hauteur du faîtage pourra être élevée de 0,50 m maximum)
- en secteur Uct (Le Va et La Fennaz à Termignon) : 8 mètres au faîtage

Les édicules et éléments techniques tels que les cheminées, les cages d'ascenseur, les ventilations... ne sont pas pris en compte dans le calcul de la hauteur.

3. Dans tous les secteurs

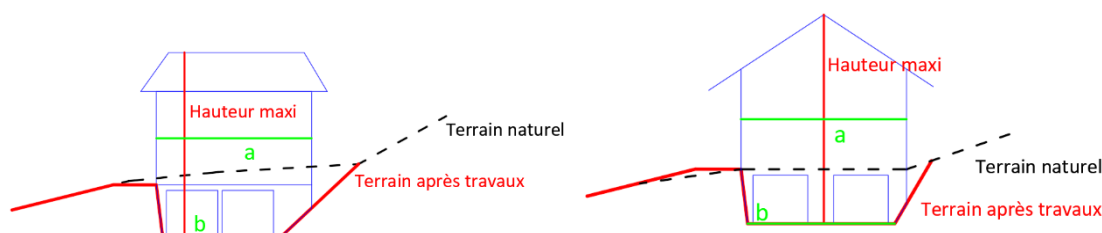
Dans le cas d'une partie enterrée selon les schémas ci-après, la hauteur de cette partie enterrée n'est pas prise en compte dans le calcul de la hauteur si $b \leq a/2$; b étant la façade visible de la partie enterrée.

Illustration du mode de calcul



Dans le cas de partie enterrée dont plus de la moitié de la façade est visible ($b \geq a/2$), cette partie enterrée doit être prise en compte dans le calcul de la hauteur.

Illustration du mode de calcul



En cas d'extension d'une construction existante, la hauteur pourra atteindre la hauteur du bâtiment initial, même si celle-ci excède la règle fixée ci-dessus, tout en respectant la règle d'implantation dans la bande de 0 à 3 mètres (voir Article 6).

Dans le cas de l'extension d'une construction existante à deux pans ou plus par une structure à toiture plate, la hauteur de cette extension à toiture plate est limitée à un niveau.

Un dépassement d'environ 50 cm de la hauteur existante est toléré pour l'isolation des constructions existantes, dans un objectif de performance énergétique.

La hauteur des serres de jardin est limitée à 2,50 m en tout point.

La hauteur n'est pas réglementée pour les constructions et équipements d'intérêt collectif et services publics.

La hauteur des ouvrages techniques privés (type antenne télécom, radio, éolienne, ...) est limitée à 12 mètres à partir du sol existant avant travaux.

ARTICLE 5 IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Implantation par rapport aux Routes départementales 1006, 902 et 115 :

Les constructions nouvelles seront implantées :

- en secteur Ua, Uap et Ur : dans l'alignement du bâti existant voisin, pour conserver l'effet de rue
- en secteur Ub et Uc : à une distance de 2 mètres au minimum de la limite de référence (cf. définition au titre 1)

Ce recul se mesure au mur fini.

Implantation par rapport aux autres routes départementales et aux voies communales :

En secteurs Ua, Uap et Ur :

Les constructions nouvelles devront s'implanter en fonction des besoins de circulation et de l'alignement des constructions existantes avec une tolérance de retrait de 2 mètres maximum par rapport à la limite de référence (cf. définition au titre 1), pour conserver l'effet de rue.

Dans le cas d'un retrait, celui-ci se mesure au mur fini, c'est-à-dire que les débords de toit, balcons... seront dans la bande de 0 à 2 mètres de l'alignement.

Les nouvelles façades resteront parallèles à l'axe de la voirie.

En secteurs Ub et Uc :

Les constructions nouvelles seront implantées à une distance de 1 mètre au minimum de la limite de référence (cf. définition au titre 1). Ce recul se mesure au mur fini.

Implantation par rapport aux emprises publiques (cf. définition au titre 1) :

Les constructions nouvelles seront implantées à une distance de 1 mètre au minimum de la limite de l'emprise publique. Ce recul se mesure au mur fini.

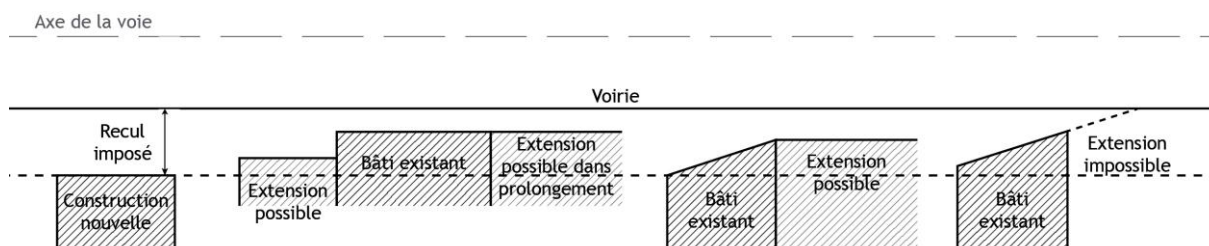
Dans tous les secteurs et pour toutes les voies ou emprises publiques

Le surplomb du domaine public est autorisé, à la condition que la hauteur soit supérieure en tout point à 4,50 mètres par rapport au niveau de la voie. Cette hauteur pourra être réduite en fonction de la nature de la rue (ex. voies piétonnes, rue étroite), tout en conservant les conditions de circulation des engins de secours et de déneigement lorsque celles-ci existent.

Une tolérance d'environ 30 cm par rapport à l'existant est admise pour l'isolation extérieure des constructions existantes qui ne respecteraient pas les distances d'implantation ci-dessus, dans des objectifs de performance énergétique. Cette tolérance, y compris en cas d'empiètement sur le domaine public, ne pourra être appliquée que si elle reste compatible avec les besoins de circulation (piéton et véhicules) et de sécurité.

Ces dispositions ne s'appliquent pas pour l'extension des bâtiments existants, dans la mesure où cette extension est implantée dans le prolongement ou en retrait de la façade sur voie et ne diminue pas le retrait existant. Cf. schéma ci-dessous.

Exemples d'extensions possibles



Il est recommandé d'implanter les portails à 3 mètres au minimum du bord de l'espace public.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux constructions et équipements d'intérêt collectif et services publics.

ARTICLE 6 IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

En secteurs Ua, Uap et Ur

1. Les constructions s'implanteront à 1,00 mètres au minimum de la limite séparative, sauf dans le cas d'aménagement ou de reconstruction d'un bâtiment dans le volume existant. La distance se mesure au mur fini avec une tolérance de 0,50 m pour les débords de toit.
2. Les constructions peuvent également s'implanter sur la limite séparative, pour constituer simultanément des constructions mitoyennes / jumelées ou en cas d'adossement à une construction déjà existante sur la limite séparative.
3. Dans le cas d'une démolition – reconstruction d'un bâtiment implanté sur la limite séparative et en mitoyenneté d'une autre construction, cette mitoyenneté devra être conservée.

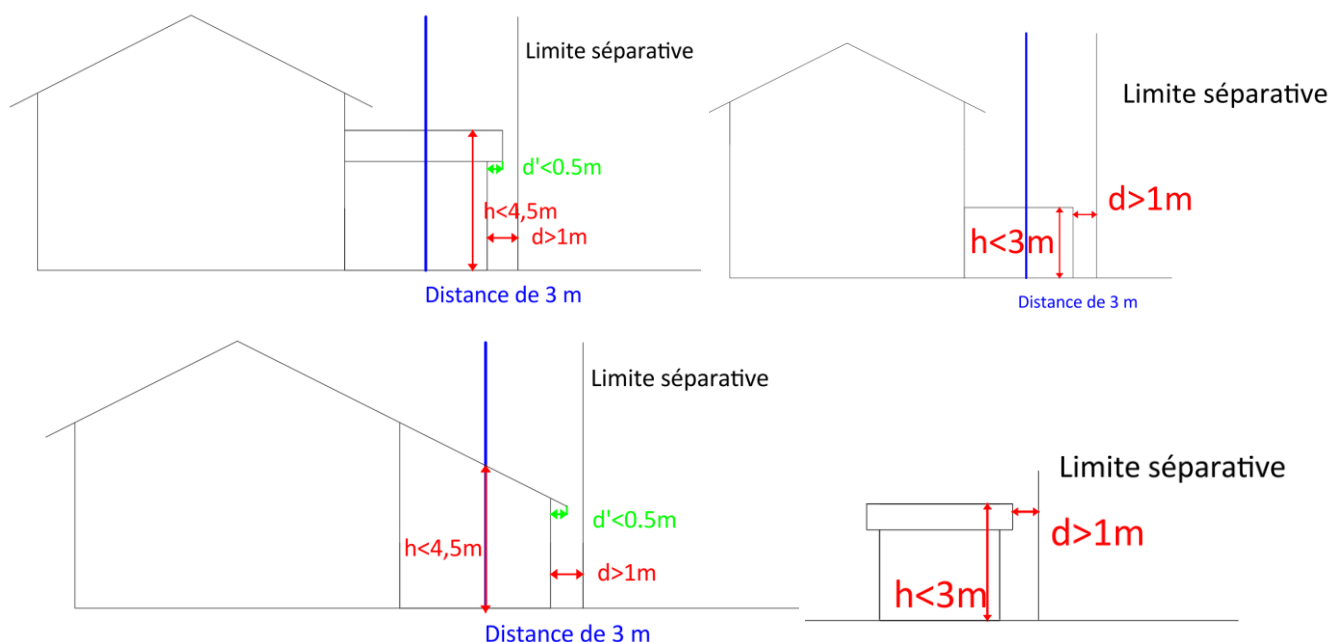
En secteurs Ub et Uc

1. Les constructions s'implanteront à 3 mètres au minimum de la limite séparative, sauf dans le cas d'aménagement ou de reconstruction d'un bâtiment dans le volume existant. La distance se mesure au mur fini avec une tolérance de 0,50 m pour les débords de toit.

2. Les constructions peuvent également s'implanter jusqu'à un mètre de la limite séparative, sous réserve que, dans la bande de 1 à 3 m,

- dans le cas d'une toiture à pan : la construction soit implantée par rapport aux limites séparatives à minimum 1,00 m au mur fini, avec une tolérance de 0,50 m pour les débords de toit, et que la hauteur de la construction reste inférieure ou égale à 4,50 m ;
- dans le cas d'une toiture plate ou terrasse : la hauteur de la construction reste inférieure ou égale à 3 m, hors garde-corps
- la longueur de chaque façade bordant la limite soit inférieure ou égale à 6 m, avec, le cas échéant, une tolérance de 0,5 m de chaque côté pour les débords de toit.

La hauteur se mesure par rapport au terrain naturel avant travaux en cas de remblais et après travaux en cas de déblais.

Illustration d'implantation possible dans la bande de 1 à 3 m.

3. Les constructions peuvent également s'implanter sur la limite séparative, pour constituer simultanément des constructions mitoyennes / jumelées ou en cas d'adossement à une construction déjà existante.

Dans tous les secteurs

Une tolérance d'environ 30 cm par rapport à l'existant est admise pour l'isolation extérieure des constructions existantes qui ne respecteraient pas les distances d'implantation ci-dessus, dans des objectifs de performance énergétique.

Les piscines (bassins) devront être implantées à 3 mètres au minimum de la limite séparative. L'implantation des équipements d'intérêt collectif et services publics n'est pas réglementée.

ARTICLE 7 IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Sauf si l'opération objet de la demande d'autorisation d'urbanisme prévoit déjà plusieurs logements, sur les parcelles de plus de 800 m², les constructions devront s'implanter de telle manière que plusieurs soient possibles (sauf contrainte technique, telle topographie, à démontrer), dans un objectif d'économie du foncier.

Implantation à rechercher (en rouge, deux constructions supplémentaires possibles)



Source : MLM architectes.

Implantation interdite (difficultés pour faire d'autres constructions dans le futur)



PARAGRAPHE 2 – QUALITE URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE

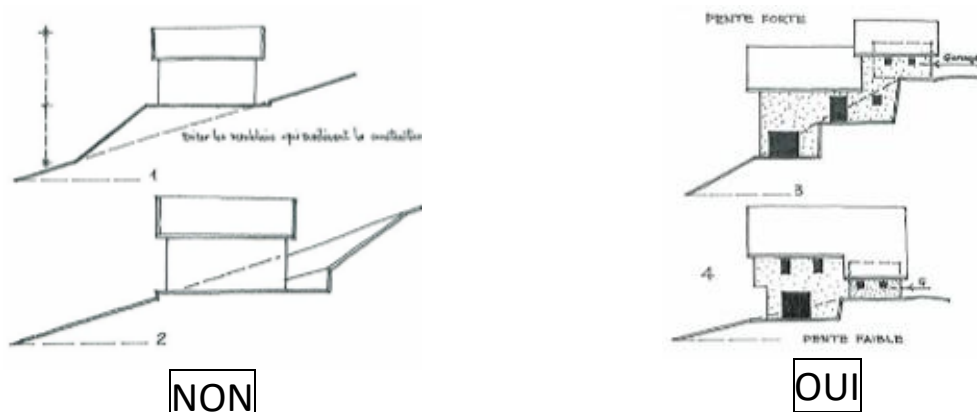
ARTICLE 8 CARACTERISTIQUES ARCHITECTURALES DES FAÇADES ET TOITURES DES CONSTRUCTIONS ET DES CLOTURES

1. L'implantation des constructions et accès

Les exhaussements et affouillements seront à justifier et devront contribuer à l'insertion des constructions et aménagements dans la pente.

Ainsi, la meilleure adaptation au terrain naturel doit être recherchée afin de réduire au minimum les mouvements de terre ; la pente du terrain sera utilisée pour accéder aux différents niveaux de la construction. Le terrain naturel sera reconstitué au mieux autour des constructions.

Les constructions s'implanteront dans le terrain selon le schéma ci-dessous.



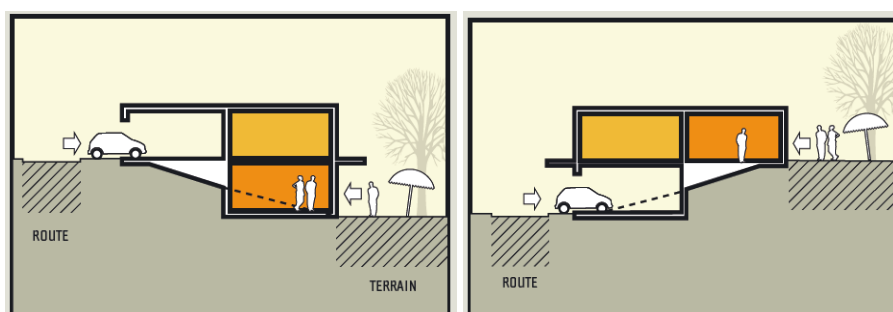
Source : extrait document du CAUE73

Quand la voie publique est située en haut du terrain, le garage s'installe dans un des niveaux supérieurs de la construction (face à la route avec un chemin très court, ou latéralement avec un chemin parallèle à la route).

Quand la voie publique est située en contrebas du terrain, le garage est positionné en bas de la construction (face à la route avec un chemin très court, ou latéralement avec un chemin parallèle à la route).

Une exception peut être admise pour préserver les logements sur la façade sud.

Illustrations de l'emplacement du garage



Source : PNR Vercors et Chartreuse, Document Habiter ici.

2. Aspect général des constructions

Un soin tout particulier doit être apporté à la préservation de la qualité architecturale et spatiale.

La réhabilitation de bâtiments anciens, témoignages de l'architecture rurale traditionnelle, doit se faire dans un souci de préservation du patrimoine.

L'unité d'aspect doit prévaloir sur les expressions individuelles, tant pour le volume des constructions que pour les pentes et l'orientation des toitures, l'aspect et la teinte des matériaux.


Les constructions d'aspect traditionnel non local (ex. maison à colombage...) et les constructions d'aspect rondin, fustes ou madrier sont interdites.

3. Aspect des façades

Sur les linéaires concernées, l'OAP façades devra être prise en compte. Le cas échéant, les règles ci-dessous pourront être adaptées pour prendre en compte cette OAP.

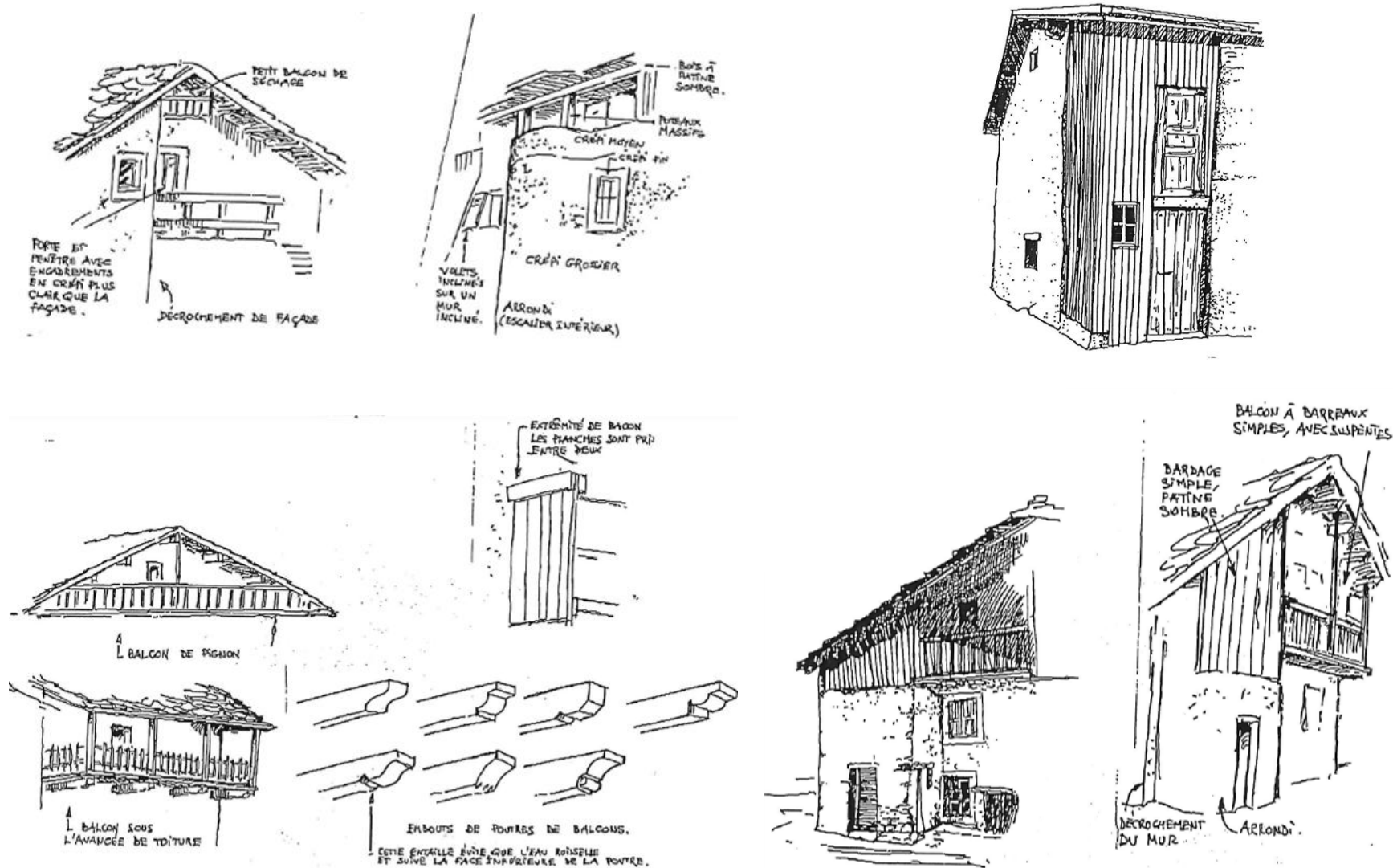
<p>Dans tous les secteurs :</p>	<p>Les matériaux prévus pour être enduits ou recouverts d'un parement devront l'être.</p> <p>Les couleurs des façades d'aspect maçonné seront de teintes choisies dans le nuancier joint, dont l'original se trouve en Mairie.</p> <p>Le blanc pur et toutes les couleurs pures et agressives sont interdits (hormis pour souligner des détails architecturaux, une entrée... et pour la restauration des décors peints et des publicités murales).</p> <p>Les menuiseries (ouvrants, dont volets roulants et portes de garage) devront être de couleur foncée ou en bois dont la couleur définitive sera foncée ou naturellement grisée pour les bois non traités (ex : mélèze, red cedar, ...). Le blanc et la couleur alu sont interdits.</p> <p>Les charpentes et bardage seront d'aspect bois dont la couleur définitive sera foncée ou naturellement grisée pour les bois non traités (ex : mélèze, red cedar, ...).</p> <p>Une exception est possible pour les façades donnant sur la RD1006 (cf. ci-après).</p> <p>Les ouvertures seront rectangulaires. Des exceptions sont néanmoins tolérées pour les ouvertures triangulaires ou trapézoïdales : uniquement sur les façades pignons, au niveau des combles.</p> <div data-bbox="399 963 1388 1276"> <p>Niveau des combles</p> <p>NON OUI OUI OUI</p> </div> <p>Les surfaces vitrées le nécessitant feront l'objet d'un traitement particulier pour limiter le risque de collision aviaire, destiné à rendre les surfaces vitrées visibles pour les oiseaux et prévenir les impacts mortels.</p>
---------------------------------	---

<p>Uniquement les façades des constructions donnant sur la RD1006 et sur les linéaires concernés par l'OAP façades.</p>	<p>Pour conserver l'unité et la singularité des constructions constituant le front de rue le long de l'ancienne route nationale (RD1006) et d'autres rues remarquables, traditionnellement colorées ou peintes en raison de leur caractère commercial, les couleurs des façades, devantures et volets peuvent être de teintes plus vives que le reste des constructions.</p> <p>L'aspect pierre apparente est autorisé sur le premier niveau au maximum (voir exemples d'aspects à rechercher en infra).</p> <p>Les éléments de bardage sont interdits, sauf sur les linéaires où ils existent déjà.</p> <p>Lorsqu'ils existent, les décors peints (ex : pierre de taille en trompe l'œil) et les publicités murales pourront être restaurés comme témoins historiques de l'activité commerciale.</p>
---	---


	<p>Pour respecter l'aspect traditionnel des balcons, les garde-corps seront obligatoirement en ferronnerie si c'est le cas sur la majorité des façades de la rue concernée. Les ferronneries existantes seront à conserver ou remplacer par des ferronneries.</p> <p>S'il y a modifications des ouvertures, celles-ci devront respecter la composition des façades (alignement horizontal et vertical, voir ci-contre).</p> 
--	--


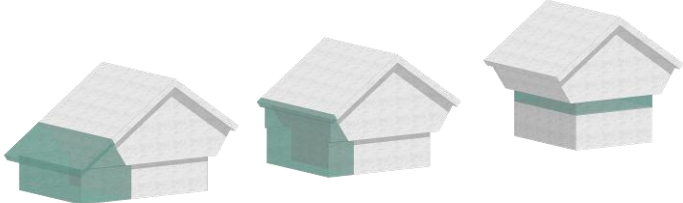
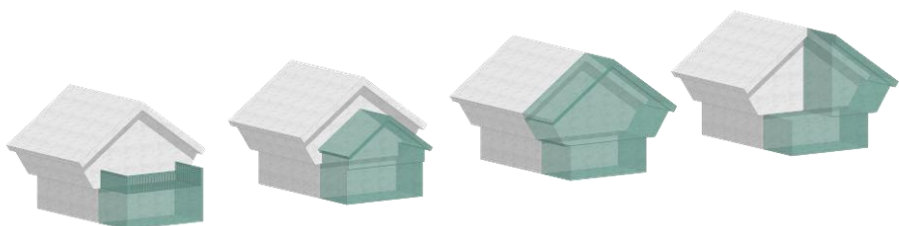
<p>Entretien du bâti ancien traditionnel (à l'exception des façades donnant sur la RD1006 et sur les linéaires concernés par l'OAP façades.) : Ua et Ur</p>	<p>Pour les façades donnant sur une rue ou un espace public, l'aspect pierre apparente est autorisé uniquement sur le premier niveau maximum.</p> <p>Il est conseillé que toutes les façades soient traitées comme les façades sur rue, cependant la pierre apparente en appareillage traditionnel (ou à pierres vues) peut être admise pour les façades secondaires (voir exemples d'aspects à rechercher en infra).</p> <p>Le cas échéant, les bardages seront d'aspect bois et verticaux. Ils seront limités à de faibles parties des façades (triangle du pignon).</p> <p>Des dessins décoratifs peuvent être intégrés aux façades : ils reprendront des thèmes traditionnels.</p> <p>Les balcons seront réalisés de préférence avec des barreaux verticaux simples ou pleins, d'aspect et couleur bois.</p> <p>S'il y a modifications des ouvertures, celles-ci devront respecter l'harmonie et l'équilibre avec le reste de la façade et les constructions voisines.</p>
---	--

Illustration des principales caractéristiques du bâti ancien traditionnel desquelles s'inspirer pour la réhabilitation :



Source : M. ARMAND

<p>Habitat récent et neuf :</p>	<p>La pierre apparente en appareillage traditionnel (ou à pierres vues) est admise (voir exemples d'aspects à rechercher en infra).</p> <p>Le cas échéant, les bardages seront d'aspect bois et verticaux. Ils seront limités à de faibles parties des façades (triangle du pignon).</p> <p>Les balcons seront réalisés de préférence avec des barreaux verticaux simples ou pleins, d'aspect et couleur bois.</p> <p>Dans tous les cas, les éléments transparents pouvant générer la collision des oiseaux sont interdits.</p>
<p>Chalets « Chaloin » (secteur Ucc) :</p>	<p>Les chalets triangulaires installés dans le lotissement de Sérénaz sont de type « Chaloin » et adoptent une forme inspirée de la tente de bivouac.</p>  <p>Source : M. ARMAND</p> <p>De manière générale, les constructions seront entretenues et réhabilitées dans leur état original à l'approbation du PLU :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'aspect pierre apparente est proscrit, • les soubassements seront en maçonnerie enduite, • l'étage sera en bardage d'aspect bois dont les lames seront posées horizontalement, • situés en pignon, les balcons seront habillés de garde-corps d'aspect bois à lames horizontales. <p>Tout agrandissement sur un chalet de type « Chaloin » devra, dans sa forme et ses proportions, respecter les caractéristiques architecturales principales de la construction ainsi que l'harmonie d'ensemble du lotissement :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Sont interdits : les éléments en saillie sur la toiture (ex : jacobines, outeau, chien assis, ...), les toitures à un pan en façade pignon, les toitures terrasses en façade latérale.

	 <p>2. Les extensions en façade latérale sont autorisées sur un côté uniquement et dans le prolongement de la toiture existante. La surélévation de la partie maçonnée des chalets est autorisée dans la limite de 0,50 mètre de hauteur.</p>  <p>3. Les extensions en façade pignon sont autorisées uniquement dans les conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dans le prolongement de la partie maçonnée avec création d'une toiture terrasse accessible ou toiture à deux pans dont le faîtage est aligné sur celui de la toiture existante et la pente identique, • Dans le prolongement du volume et de la toiture existants, • Dans le prolongement d'un demi-pignon (ou d'une partie du pignon) avec création d'une toiture terrasse accessible. 
--	--

Dans le cas d'un habillage pierre, celle-ci devra avoir l'aspect de la pierre locale. Les pierres sciées, les pierres isolées et les placages réguliers ou de matériaux inadaptés sont interdites.

Exemples d'aspect interdit :



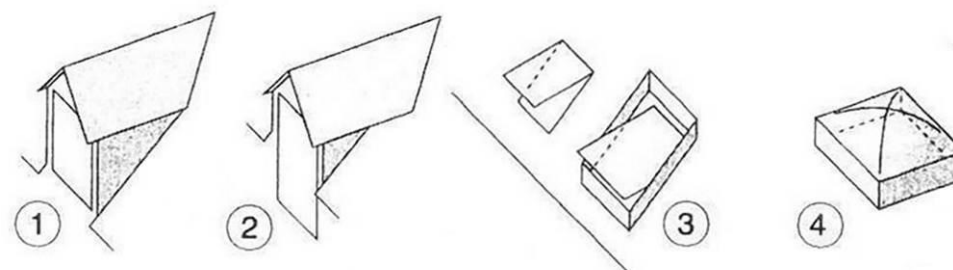


Exemples d'aspect à rechercher :



4. Aspect des toitures

<p>Dans tous les secteurs :</p>	<p>Les toitures seront à deux pans. Les toitures à un pan ou terrasses ne sont autorisées que sous certaines conditions (voir règles spécifiques ci-après). Les demi-croupes sont interdites.</p> <p>L'implantation et l'orientation de la toiture seront en harmonie avec les constructions alentours.</p> <p>Si la toiture est à deux pans, les débords de toit sont obligatoires. Ils seront en harmonie avec la volumétrie de la construction.</p> <p>En cas de construction avec façade pignon sur la limite séparative, les débords de toit ne sont pas obligatoires sur le pignon.</p> <p>En cas d'isolation par l'extérieur d'une construction existante, le débord de toit pourra être réduit ou être supprimé.</p>
---------------------------------	--

	<p>A l'exception des chalets « Chaloin » (voir règles spécifiques ci-après), s'il y a des ouvertures de toit, celles-ci seront uniquement de type : lucarne jacobine (1), lucarne meunière (2) ou fenêtre de toit (3). Les lanterneaux (4) seront également autorisés mais uniquement dans le cas d'une toiture plate.</p>  <p>Les toitures des extensions auront le même aspect que la construction existante.</p> <p>Pour des raisons de résistance au gel, le PVC est interdit pour les gouttières et descentes d'eau.</p> <p>Les arrêts de neige sont obligatoires le long des voies et emprises publiques et chemins ruraux ou lorsque la neige pourrait tomber chez le voisin. Le cas échéant, les crochets seront de couleur mate.</p>
--	---

<p>Dans tous les secteurs à l'exception de la zone Ucc (chalets « Chaloin ») :</p>	<p>Les toitures à deux pans seront de pentes comprises entre 30 et 45%, sauf construction non accolée de moins de 10 m² d'emprise au sol.</p> <p>Dans le cas d'une extension, la pente sera identique à celle de la toiture existante.</p> <p>Les toitures à un pan ne sont autorisées que dans les cas suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • en extension d'une construction principale, avec la même pente que celle de la construction à laquelle elles s'adossent, • en intégration dans la pente du terrain, • construction annexe d'emprise au sol inférieure à 10 m² et d'un seul niveau (hauteur maximum 3 m). <p>Les toitures plates ne sont autorisées que dans les cas suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • si elles sont végétalisées et s'inscrivent dans un objectif environnemental (ex : limitation des émissions de gaz à effet de serre, performance énergétique ou gestion des eaux pluviales, ...), • en extension d'une construction principale, si elles sont utilisées en terrasse, selon une surface limitée à 30% de l'emprise au sol totale de la construction • intégration dans la pente du terrain, • construction annexe d'emprise au sol inférieure à 10 m² et d'un seul niveau (hauteur maximum 3 m). <p>Les toitures seront mates de teinte gris foncé ou gris lauze, en harmonie avec celle des constructions alentours.</p>
--	---

En secteur Uap et en rive gauche de l'Arc à Termignon, elles seront en lauze.
En secteur Ua, elles seront de préférence en lauze (voir ci-contre).



Dans tous les secteurs, une exception est admise pour les ouvertures de toit, les structures transparentes, les panneaux liés aux énergies solaires et les toitures végétalisées.

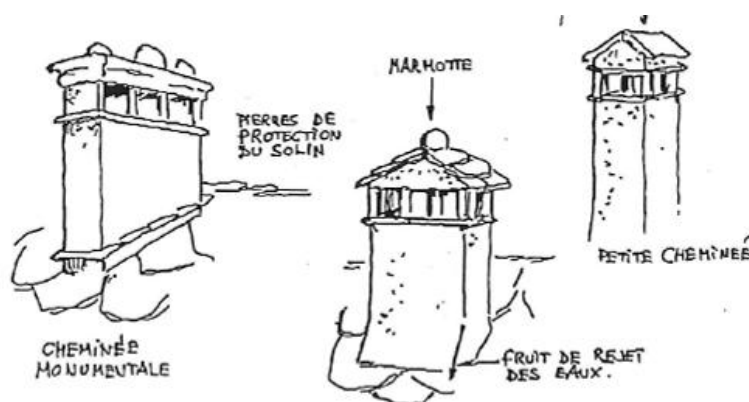
Les couvertures d'aspect tvaillons et ancelles sont interdites.

Les couvertures constituées de planches de bois disposées parallèlement à la pente de la toiture (voir ci-contre) sont néanmoins autorisées pour les annexes de moins de 20 m² d'emprise au sol.



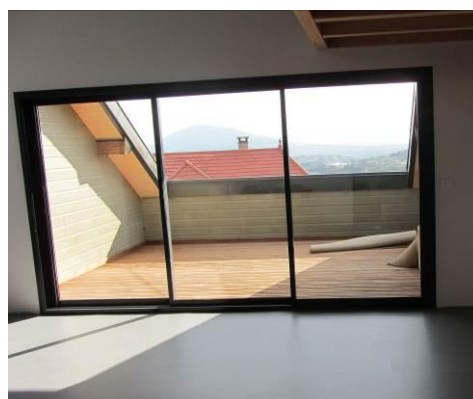
Les toitures des gares de remontées mécaniques pourront déroger à la règle.

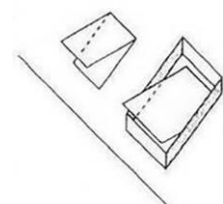
En Ua et Uap, les cheminées sont massives, en accord avec la construction traditionnelle locale (dalle de couverture, marmotte, lauze formant petite toiture).



Source : M. ARMAND

En secteur Ua, Uap et Ur, dans le bâti ancien traditionnel uniquement, les terrasses de type « tropézienne » (voir illustration ci-contre) sont autorisées sous réserve de la prise en compte de leur insertion architecturale.



	En cas de restauration, la toiture nouvelle doit être réalisée conformément à l'ancienne lorsque celle-ci correspond aux caractéristiques traditionnelles du bâti considéré.
<p>Chalets « Chaloin » (secteur Ucc) :</p>	<p>Les travaux sur l'existant devront faire en sorte de maintenir la pente du bâtiment original.</p> <p>Dans le cas d'une extension, la pente sera identique à celle de la toiture existante (voir supra : règles spécifiques relatives à l'aspect des façades).</p> <p>Les toitures seront de teinte gris foncé. Une exception est admise pour les ouvertures de toit, les structures transparentes et les panneaux liés aux énergies solaires.</p> <p>Seules les ouvertures de toit de type fenêtre de toit sont autorisées.</p> <p>Les châssis de toitures seront limités en nombre et en taille, sauf justification architecturale.</p> <p>Les bandes de rives seront simples.</p> 

5. Aspect des clôtures

Rappel : les clôtures ne sont pas obligatoires.

Hormis autour de jardins potagers, les clôtures sont souvent absentes dans le paysage. Elles sont remplacées par des éléments filtrants tels que des murets, des plantations, des jardins, ...

Le cas échéant, la hauteur totale des clôtures est limitée à 1,40 mètre maximum.

En référence aux modèles locaux tels qu'illustrés ci-dessous, sont autorisés uniquement les dispositifs à claire-voie d'aspect bois (palines verticales ou lisses horizontales) et les clôtures en grillage de teinte gris mat intégrées ou non dans une clôture bois.

L'usage de matériaux de récupération est interdit sur les linéaires visibles depuis la voie publique.

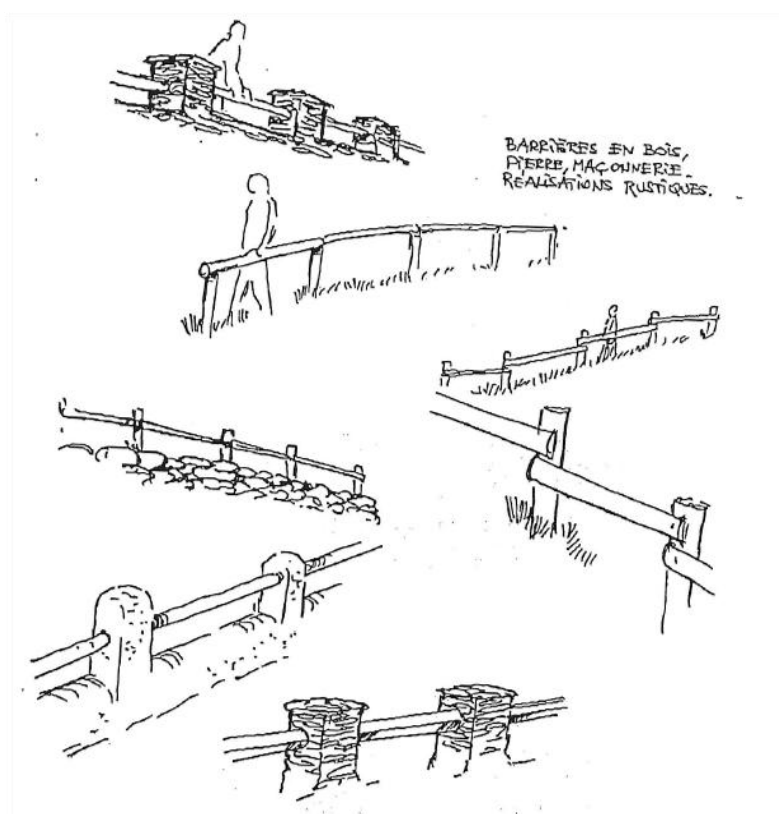
Le cas échéant, le long des voies déneigées, un muret maçonné de couleur et d'aspect en harmonie avec la construction principale et de hauteur comprise entre 0,30 m et 0,80 m est obligatoire. S'il est surmonté d'une clôture, celle-ci devra être suffisamment solide pour résister à la pression de la neige.

Sur les autres limites, la hauteur des murets, le cas échéant, ne devra pas dépasser 0,80 m.

Les murs en pierre sèche sont également autorisés sous réserve de ne pas dépasser 0,80 m de hauteur. Toutefois, en cas de restauration, reconstruction ou prolongement (même sur une autre propriété) d'un mur en pierre sèche existant, la hauteur pourra atteindre la hauteur du mur initial, même si celle-ci excède la règle fixée ci-dessus.

Le long des voies de circulation et à proximité des carrefours et accès, les clôtures ne devront pas créer une gêne pour la circulation en diminuant la visibilité, notamment.

Exemples de traitement des clôtures



Source : M. ARMAND

Les brise vues (ex. bâches, canisses, panneaux pleins...) sont interdits sur les limites de propriété.

Exemples de brise vues interdits sur limite de propriété**6. Energie et développement durable et autres équipements techniques**

Voir règles applicables à toutes les zones.

ARTICLE 9 PATRIMOINE BATI ET PAYSAGER A PROTEGER**En secteur Uap**

Seuls les travaux d'entretien ou de restauration du patrimoine existant sont autorisés, sous réserve de la prise en compte des risques naturels. Ils devront avoir pour objectif la mise en valeur de ce patrimoine.

Les travaux effectués sur les bâtiments et éléments patrimoniaux devront avoir pour objectif la conservation du bâtiment et/ou sa mise en valeur. La proportion des matériaux, des ouvertures... sera, dans la mesure du possible, conservée.

Sous réserve des prescriptions ci-dessus, le changement de destination des constructions est autorisé.

ARTICLE 10 OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES

Voir règles applicables à toutes les zones.

PARAGRAPHE 3 – TRAITEMENT ENVIRONNEMENTAL ET PAYSAGER DES ESPACES NON BATIS ET ABORDS DES CONSTRUCTIONS**ARTICLES 11 A 13**

Voir les règles applicables à toutes les zones.

PARAGRAPHE 4 – STATIONNEMENT**ARTICLE 14 OBLIGATIONS IMPOSEES EN MATIERE DE REALISATION D'AIRES DE STATIONNEMENT****1. Stationnement des véhicules automobiles**

1. Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions doit être assuré en dehors des voies publiques, dans des parkings de surface ou des garages.

2. En Ua, Uap et Ur : pour les constructions à usage d'habitation, il est exigé :

- logement de moins de 150 m² de surface de plancher (SP) : 2 places minimum de stationnement
- logement de 150 m² et plus de surface de plancher : 2 places minimum plus une place par tranche commencée de 50 m² comptabilisée au-delà de 150 m² (ex. 185 m² de SP : 2 places + 1 place pour la tranche 150 à 200 m², soit 3 places)

3. En Ub et Uc : pour les constructions à usage d'habitation, il est exigé :

- logement de moins de 75 m² de surface de plancher (SP) : 2 places minimum de stationnement
- logement de 75 m² et plus de surface de plancher : 2 places minimum plus une place par tranche commencée de 50 m² comptabilisée au-delà de 75 m² (ex. 100 m² de SP : 2 places + 1 place pour la tranche 75 à 125 m², soit 3 places)

En secteur Ub, Uc et Ur, pour les constructions de moins de 4 logements, au minimum deux places de parking par logement ne seront pas couvertes.

Dans le cas de stationnements couverts concernant plusieurs logements, ceux-ci ne doivent pas être sous forme de box, pour éviter leur transformation. Si les garages sont en sous-sol, seul l'accès principal pourra être fermé.

4. Pour les logements locatifs financés avec un prêt aidé par l'Etat, il est exigé une place minimum par logement.

5. Pour les constructions à usage d'activité, il est exigé :

- pour les hôtels : 2 places pour 3 chambres
- pour les restaurants : 1 place par tranche commencée de 20 m² de surface de restaurant
Cas des restaurants intégrés à un hôtel : en plus des places créées pour les chambres, il sera créé 5 places de stationnement par tranche commencée de 100 m² de salle de service de restaurant
- pour les autres hébergements touristiques : 1 place par tranche commencée de 60 m² de surface de plancher
- pour les constructions à destination commerciale : 1 place par tranche commencée de 40 m² de surface de vente

Pour les destinations non citées ci-dessus, le nombre de places prévues devra être suffisant au regard de l'activité.

6. En secteurs Ua, Uap et Ur, lorsque le bénéficiaire du permis ou de la décision de non-opposition à une déclaration préalable ne peut pas satisfaire aux obligations de réalisation de stationnement sur son terrain (contrainte technique particulière à démontrer, comme accès trop étroit ou insuffisant pour un véhicule, pente supérieure à 12% ou architecture de la construction existante), il peut être tenu quitte de ces obligations en justifiant, pour les places qu'il ne peut réaliser lui-même, soit de l'obtention d'une concession à long terme dans un parc public de stationnement existant ou en cours de réalisation et situé à proximité de l'opération, soit de l'acquisition ou de la concession de places dans un parc privé de stationnement répondant aux mêmes conditions. Ces stationnements doivent se trouver dans un rayon de 300 m.

Si vraiment aucune solution ne peut être trouvée (circonstance à démontrer), l'autorisation d'urbanisme pourra tout de même être accordée.

7. Le changement d'usage des stationnements couverts ou aériens existants et futurs est interdit, sauf démonstration que le nombre de places réglementaires reste conforme aux règles du PLU (ex. déplacement de la place).

8. Sauf intégration dans la construction principale, les nouveaux stationnements couverts pourront être clos sur trois faces, mais pas fermés ; un espace de stockage pourra toutefois être prévu sous réserve place de parking reste utilisable.

Exemple de stockage en extérieur, associé aux places de stationnement



2. Stationnement des vélos

Un local spécifique, ou un emplacement clos et couvert, réservé au stationnement des deux roues non motorisés (y compris vélo à assistance électrique) devra être réalisé.

Ce local doit être

- Accessible (accès à niveau ou à plan incliné) et fonctionnel
- Equipé d'éléments fixes permettant l'attache des cadres
- D'une surface minimale de 8 m²

Destination et nombre de places requises :

- 1,5 place par logement pour toute construction comprenant quatre logements ou plus
- Selon les besoins de l'opération pour les autres destinations.

SECTION III EQUIPEMENTS ET RESEAUX

Voir les règles applicables à toutes les zones.

TITRE 4 : REGLES APPLICABLES A LA ZONE URBAINE DESTINEE A DES HOTELS ET AUTRES HEBERGEMENTS TOURISTIQUES – UH ET UT

Uh Secteur urbanisé destiné à des hôtels

Ut Secteur urbanisé destiné aux autres hébergements touristiques

Voir également les dispositions générales et les règles applicables à toutes les zones, ainsi que les OAP thématiques : « trame verte et bleue », « énergie », « façades » et « mobilités ».

SECTION I AFFECTATION DES SOLS ET DESTINATION DES CONSTRUCTIONS

ARTICLE 1 OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES, AUTORISEES ET SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

Destination	Sous-destination	Interdit	Autorisé sous conditions	Autorisé
Exploitation agricole et forestière	Exploitation agricole	X		
	Exploitation forestière	X		
Habitation	Logement	X		
	Hébergement	X		
Commerce et activité de service	Artisanat et commerce de détail			X
	Restauration			X
	Commerce de gros	X		
	Activité de service avec l'accueil d'une clientèle	X		
	Hôtel			X
	Autre hébergement touristique	X en Uh		Uniquement en secteur Ut
	Cinéma	X		
Equipements d'intérêt collectif et de services publics	Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés	X		
	Locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés			X
	Etablissements d'enseignement, de santé et d'action sociale	X		
	Salles d'art et de spectacles	X		
	Equipements sportifs	X		
	Lieux de culte	X		

	Autres équipements recevant du public	X		
Autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire	Industrie	X		
	Entrepôt	X		
	Bureau	X		
	Centre de congrès et d'exposition	X		
	Cuisine dédiée à la vente en ligne	X		

Les occupations et utilisations du sol interdites, autorisées et soumises à des conditions particulières mentionnées ci-dessus doivent prendre en compte les règles applicables à toutes les zones figurant au titre 2.

Sont de plus interdits :

- les Installations Classées pour l'Environnement soumises à déclaration ou autorisation, à l'exception de celles liées aux équipements d'intérêt collectif et services publics ou aux énergies renouvelables (ex. chaufferie collective privée)
- les affouillements et exhaussements qui ne sont pas nécessaires à des constructions ou à des aménagements compatibles avec la vocation de la zone.
- la construction d'annexes (*cf. définition au titre 1*).
- les terrains de camping et de caravanage.
- les terrains de stationnement de caravanes et garages collectifs de caravanes.
- les parcs de loisirs et d'attraction
- les parcs résidentiels de loisirs (PRL) et les habitations légères de loisirs.
- les dépôts de toute nature et tout particulièrement les dépôts de matières brutes ou de récupération en plein air.
- les dépôts de véhicules et d'épave.
- l'ouverture et l'exploitation de carrières

En secteur Ut, le changement de destination et de sous-destination des constructions à destination d'autre hébergement touristique est interdit.

En secteur Uh, le changement de destination et de sous-destination des constructions à destination d'hôtel est interdit.

Sont autorisées sous conditions :

Dans les opérations destinées à des lits touristiques,

- Pour les autres hébergements touristiques de surface de plancher inférieure à 5000m² le nombre de lits pour les travailleurs saisonniers devra être suffisant et justifié au regard des caractéristiques et capacités du projet.
- Pour les autres hébergements touristiques de surface de plancher supérieure à 5 000 m² et pour tous les hôtels, le pourcentage de lits dédiés aux saisonniers ne pourra pas être inférieur à 10 % du nombre de lits touristiques créés. Afin de vérifier la compatibilité des projets sur ce point, l'équivalence suivante pourra être admise : 10 m² de SDP affectés au logement saisonnier = 1 lit pour le personnel saisonnier.

En cas d'extension ou d'annexe d'une construction existante correspondant à ces mêmes sous-destinations, le nombre de lits retenu sera celui de l'ensemble de la construction (existant + annexe(s) et/ou extension(s)).

En secteur Ut, les occupations et utilisations des sols devront être compatibles avec le maintien des cheminements identifiés comme tracé de principe au titre de l'article L151-38 du c. urb. au plan de zonage.

ARTICLE 2 MIXITE FONCTIONNELLE ET SOCIALE

En application de l'article L151-16 du code de l'urbanisme, sur les linéaires identifiés au plan de zonage, le changement de destination des commerces et activités de service situés en rez-de-chaussée est interdit. Ces commerces et activités de service peuvent rester uniquement dans les sous-destinations « artisanat et commerce de détail », « restauration », « activité de service avec l'accueil d'une clientèle » et « cinéma ».

SECTION II CARACTERISTIQUES URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE

Voir également les dispositions générales et les règles applicables à toutes les zones.

PARAGRAPHE 1 – VOLUMETRIE ET IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS

ARTICLE 3 EMPRISE AU SOL DES CONSTRUCTIONS

Sans objet.

ARTICLE 4 HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

Règle générale

La hauteur des constructions est mesurée à partir du terrain naturel existant avant travaux en cas de remblais et à partir du terrain aménagé après travaux en cas de déblais. Elle se mesure entre tout point de la construction et sa projection à la verticale.

Dans le cas d'une construction présentant plusieurs volumes étagés dans la pente, la hauteur se mesure pour chaque volume.

La hauteur ne doit pas excéder 18 mètres au faîtage

Les édicules et éléments techniques tels que les cheminées, les cages d'ascenseur, les ventilations... ne sont pas pris en compte dans le calcul de la hauteur.

Les hôtels existants inscrits dans un front de rue bâti pourront faire l'objet d'une surélévation d'un niveau par rapport à l'existant lors de l'approbation du PLU si celle-ci s'inscrit dans des travaux globaux de mise aux normes et/ou d'isolation thermique.

Règle particulière

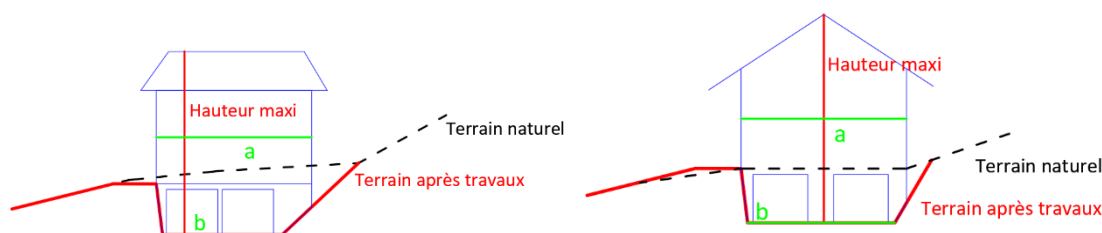
Dans le cas d'une partie enterrée selon les schémas ci-après, la hauteur de cette partie enterrée n'est pas prise en compte dans le calcul de la hauteur si $b \leq a/2$; b étant la façade visible de la partie enterrée.

Illustration du mode de calcul



Dans le cas de partie enterrée dont plus de la moitié de la façade est visible ($b \geq a/2$), cette partie enterrée doit être prise en compte dans le calcul de la hauteur. Cf. exemples ci-dessous.

Illustration du mode de calcul



En cas d'extension d'une construction existante, la hauteur pourra atteindre la hauteur du bâtiment initial, même si celle-ci excède la règle fixée ci-dessus, tout en respectant la règle d'implantation dans la bande de 0 à 3 mètres (voir Article 6).

Dans le cas de l'extension d'une construction existante à deux pans ou plus par une structure à toiture plate, la hauteur de cette extension à toiture plate est limitée à 1 niveau.

Un dépassement d'environ 50 cm de la hauteur existante est toléré pour l'isolation des constructions existantes, dans un objectif de performance énergétique.

La hauteur n'est pas réglementée pour les constructions et équipements d'intérêt collectif et services publics.

La hauteur des ouvrages techniques privés (type antenne télécom, radio, éolienne, ...) est limitée à 12 mètres à partir du sol existant avant travaux.

ARTICLE 5 IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Implantation par rapport aux routes départementales et communales :

Les constructions nouvelles seront implantées à une distance de 1 mètre au minimum de la limite de référence (cf. définition au titre 1)

Ce recul se mesure au mur fini. Le surplomb de la voirie publique est interdit.

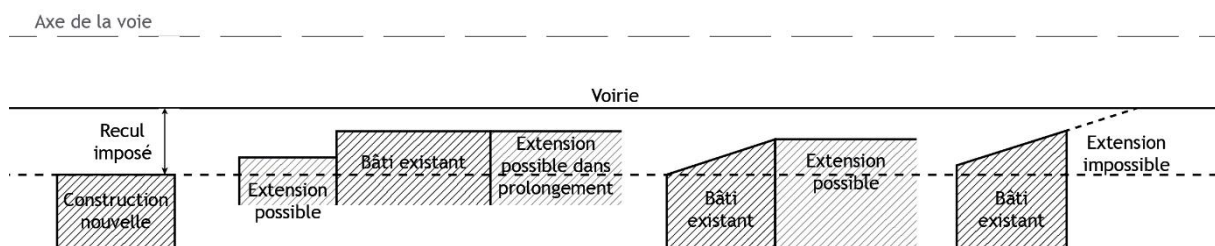
Implantation par rapport aux emprises publiques (cf. définition au titre 1) :

Les constructions nouvelles seront implantées à une distance de 1 mètre au minimum de la limite de l'emprise publique. Ce recul se mesure au mur fini. Le surplomb de l'emprise publique est interdit.

Cas particuliers pour les voies et emprises publiques :

Une tolérance d'environ 30 cm par rapport à l'existant est admise pour l'isolation extérieure des constructions existantes qui ne respecteraient pas les distances d'implantation ci-dessus, dans des objectifs de performance énergétique. Cette tolérance, y compris en cas d'empiètement sur le domaine public, ne pourra être appliquée que si elle reste compatible avec les besoins de circulation (piéton et véhicules) et de sécurité.

Ces dispositions ne s'appliquent pas pour l'extension des bâtiments existants, dans la mesure où cette extension est implantée dans le prolongement ou en retrait de la façade sur voie et ne diminue pas le retrait existant. Cf. schéma ci-dessous.



Il est recommandé d'implanter les portails à 3 mètres au minimum du bord de l'espace public.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux constructions et équipements d'intérêt collectif et services publics.

ARTICLE 6 IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

1. Les constructions s'implanteront à 3 mètres au minimum de la limite séparative, sauf dans le cas d'aménagement ou de reconstruction d'un bâtiment dans le volume existant. La distance se mesure au mur fini avec une tolérance de 0,50 m pour les débords de toit.

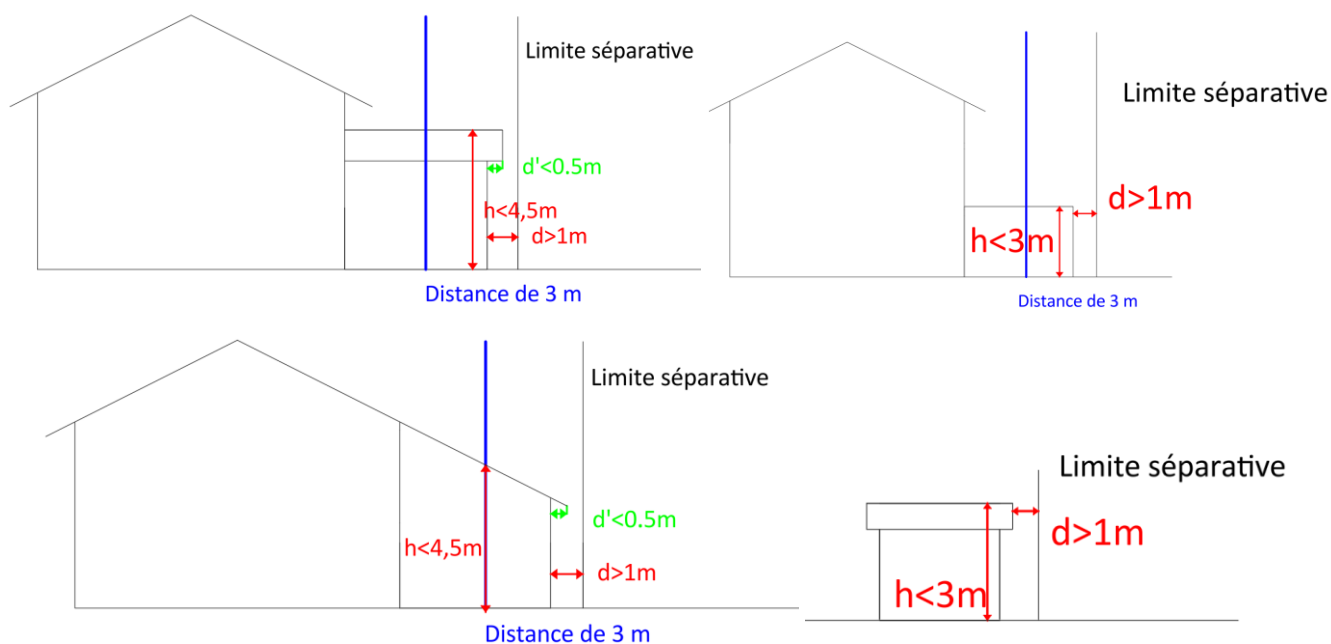
2. Les constructions peuvent également s'implanter jusqu'à un mètre de la limite séparative, sous réserve que, dans la bande de 1 à 3 m,

- dans le cas d'une toiture à pan : la construction soit implantée par rapport aux limites séparatives à minimum 1,00 m au mur fini, avec une tolérance de 0,50 m pour les débords de toit, et que la hauteur de la construction reste inférieure ou égale à 4,50 m ;

- dans le cas d'une toiture plate ou terrasse : la hauteur de la construction reste inférieure ou égale à 3 m, hors garde-corps
- la longueur de chaque façade bordant la limite soit inférieure ou égale à 6 m, avec, le cas échéant, une tolérance de 0,5 m de chaque côté pour les débords de toit.

La hauteur se mesure par rapport au terrain naturel avant travaux en cas de remblais et après travaux en cas de déblais.

Illustration d'implantation possible dans la bande de 1 à 3 m.



3. Les constructions peuvent également s'implanter sur la limite séparative, pour constituer simultanément des constructions mitoyennes / jumelées ou en cas d'adossement à une construction déjà existante sur la limite séparative.

4. Une tolérance d'environ 30 cm par rapport à l'existant est admise pour l'isolation extérieure des constructions existantes qui ne respecteraient pas les distances d'implantation ci-dessus, dans des objectifs de performance énergétique.

5. Les piscines (bassins) devront être implantées à 3 mètres au minimum de la limite séparative. L'implantation des équipements d'intérêt collectif et services publics n'est pas réglementée.

ARTICLE 7 IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Non réglementé.

PARAGRAPHE 2 – QUALITE URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE

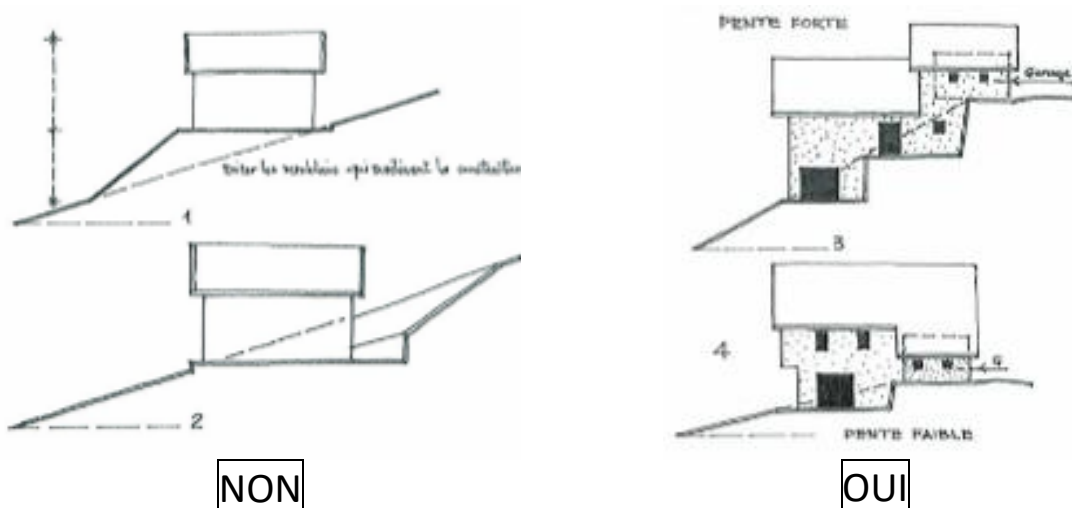
ARTICLE 8 CARACTERISTIQUES ARCHITECTURALES DES FAÇADES ET TOITURES DES CONSTRUCTIONS ET DES CLOTURES

1. L'implantation des constructions et accès

Les exhaussements et affouillements seront à justifier et devront contribuer à l'insertion des constructions et aménagements dans la pente.

Ainsi, la meilleure adaptation au terrain naturel doit être recherchée afin de réduire au minimum les mouvements de terre ; la pente du terrain sera utilisée pour accéder aux différents niveaux de la construction. Le terrain naturel sera reconstitué au mieux autour des constructions.

Les constructions s'implanteront dans le terrain selon le schéma ci-dessous.



Source : extrait document du CAUE73

2. Aspect général des constructions

Un soin tout particulier doit être apporté à la préservation de la qualité architecturale et spatiale.

L'unité d'aspect doit prévaloir sur les expressions individuelles, tant pour le volume des constructions que pour les pentes et l'orientation des toitures, l'aspect et la teinte des matériaux.

Les constructions d'aspect traditionnel non local (ex. maison à colombage,...) et les constructions d'aspect rondin, fustes ou madrier sont interdites.

3. Aspect des façades

Sur les linéaires concernées, l'OAP façades devra être prise en compte. Le cas échéant, les règles ci-dessous pourront être adaptées pour prendre en compte cette OAP.

Les matériaux prévus pour être enduits ou recouverts d'un parement devront l'être.

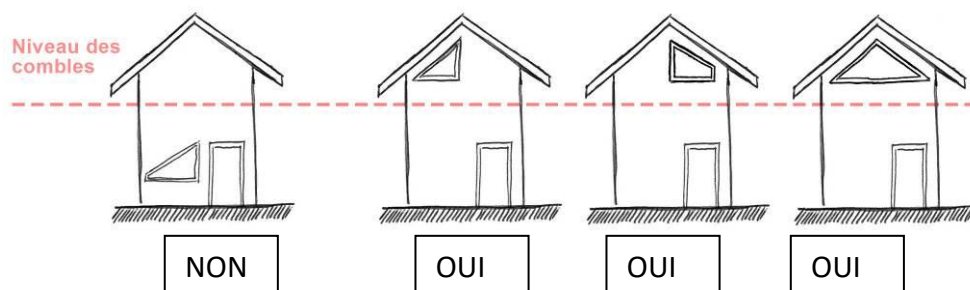
Les couleurs des façades d'aspect maçonné seront de teintes claires choisies dans le nuancier joint, dont l'original se trouve en Mairie.

Le blanc pur et toutes les couleurs pures et agressives sont interdits (hormis pour souligner des détails architecturaux, une entrée...)

Toutes les boiseries, charpentes, lames de bardage et menuiseries (y compris les volets roulants et portes de garage) seront d'aspect bois dont la couleur définitive sera foncée ou naturellement grisée pour les bois non traités (ex : mélèze, red cedar, ...).

Les ouvertures seront rectangulaires. Des exceptions sont néanmoins tolérées pour les ouvertures triangulaires ou trapézoïdales : uniquement sur les façades pignons, au niveau des combles.

Les fenêtres cintrées sont interdites.



Les surfaces vitrées le nécessitant feront l'objet d'un traitement particulier pour limiter le risque de collision aviaire, destiné à rendre les surfaces vitrées visibles pour les oiseaux et prévenir les impacts mortels.

La pierre apparente en appareillage traditionnel (ou à pierres vues) est admise uniquement sur le premier niveau de la construction (rez-de-chaussée ou de jardin). Voir exemples d'aspects à rechercher en infra.

Le cas échéant, les bardages seront d'aspect bois et verticaux. Ils seront limités à de faibles parties des façades (triangle du pignon).

Les balcons seront réalisés de préférence avec des barreaux verticaux simples ou pleins, d'aspect et couleur bois. Dans tous les cas, les éléments transparents pouvant générer la collision des oiseaux sont interdits.

Dans le cas d'un habillage pierre, celle-ci devra avoir l'aspect de la pierre locale. Les pierres sciées, les pierres isolées et les placages réguliers ou de matériaux inadaptés sont interdites.

Exemples d'aspect interdit :





Exemples d'aspect à rechercher :



4. Aspect des toitures

Les toitures seront à deux pans. Les toitures à un pan ou terrasses ne sont autorisées que sous certaines conditions (voir règles spécifiques ci-après). Les demi-croupes sont interdites.

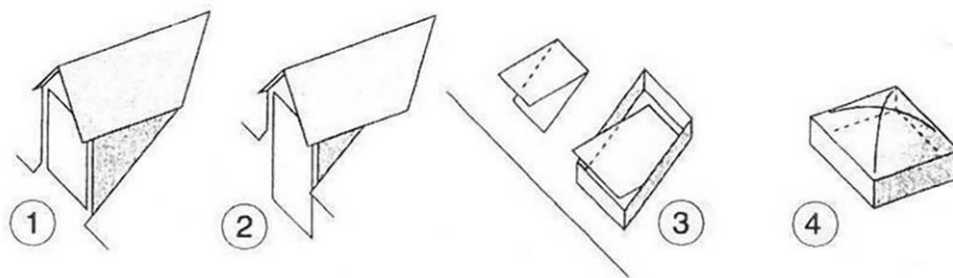
L'implantation et l'orientation de la toiture seront en harmonie avec les constructions alentours.

Si la toiture est à deux pans, les débords de toit sont obligatoires. Ils seront en harmonie avec la volumétrie de la construction.

En cas de construction avec façade pignon sur la limite séparative, les débords de toit ne sont pas obligatoires sur le pignon.

En cas d'isolation par l'extérieur d'une construction existante, le débord de toit pourra être réduit ou être supprimé.

S'il y a des ouvertures de toit, celles-ci seront uniquement de type : lucarne jacobine (1), lucarne meunière (2) ou fenêtre de toit (3). Les lanterneaux (4) seront également autorisés mais uniquement dans le cas d'une toiture plate.



Les toitures des extensions ou annexes auront le même aspect que la construction existante.

Pour des raisons de résistance au gel, le PVC est interdit pour les gouttières et descentes d'eau.

Les arrêts de neige sont obligatoires le long des voies et emprises publiques et chemins ruraux ou lorsque la neige pourrait tomber chez le voisin. Le cas échéant, les crochets seront de couleur mate.

Les toitures à deux pans seront de pentes comprises entre 30 et 45%, sauf construction non accolée de moins de 10 m² d'emprise au sol.

Dans le cas d'une extension, la pente sera identique à celle de la toiture existante.

Les toitures à un pan ne sont autorisées que dans les cas suivants :

- en extension d'une construction principale, avec la même pente que celle de la construction à laquelle elles s'adossent,
- en intégration dans la pente du terrain,
- construction annexe d'emprise au sol inférieure à 10 m² et d'un seul niveau (hauteur maximum 3 m).

Les toitures plates ne sont autorisées que dans les cas suivants :

- si elles sont végétalisées et s'inscrivent dans un objectif environnemental (ex : limitation des émissions de gaz à effet de serre, performance énergétique ou gestion des eaux pluviales, ...),
- en extension d'une construction principale, si elles sont utilisées en terrasse, selon une surface limitée à 30% de l'emprise au sol totale de la construction
- intégration dans la pente du terrain,
- construction annexe d'emprise au sol inférieure à 10 m² et d'un seul niveau (hauteur maximum 3 m).

Les toitures seront mates de teinte gris foncé ou gris lauze, en harmonie avec celle des constructions alentours. En rive gauche de l'Arc à Termignon, les toitures seront en lauze.

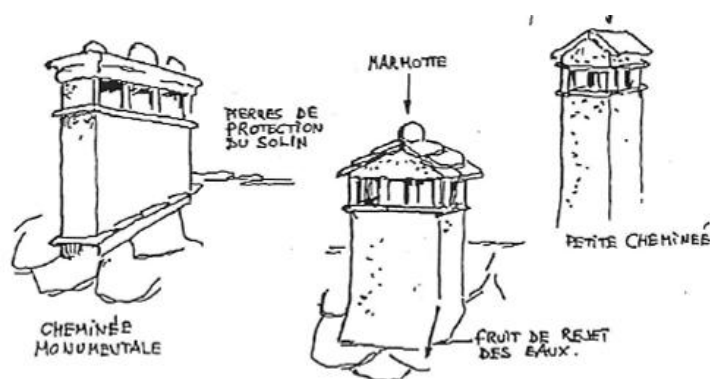
Une exception est admise pour les ouvertures de toit, les structures transparentes, les panneaux liés aux énergies solaires et les toitures végétalisées.

Les toitures des gares de remontées mécaniques pourront déroger à la règle.

Les couvertures d'aspect tavaillons et ancelles sont interdites.
Les couvertures constituées de planches de bois disposées parallèlement à la pente de la toiture (voir ci-contre) sont néanmoins autorisées pour les annexes de moins de 20 m² d'emprise au sol.



Dans le cas d'une toiture en lauze, les cheminées sont massives, en accord avec la construction traditionnelle locale (dalle de couverture, marmotte, lauze formant petite toiture).



Source : M. ARMAND

5. Aspect des clôtures

Rappel : les clôtures ne sont pas obligatoires.

Hormis autour de jardins potagers, les clôtures sont souvent absentes dans le paysage. Elles sont remplacées par des éléments filtrants tels que des murets, des plantations, des jardins, ...

Le cas échéant, la hauteur totale des clôtures est limitée à 1,40 mètre maximum.

En référence aux modèles locaux tels qu'illustrés ci-dessous, sont autorisés uniquement les dispositifs à claire-voie d'aspect bois (palines verticales ou lisses horizontales) et les clôtures en grillage de teinte gris mat intégrées ou non dans une clôture bois.

L'usage de matériaux de récupération est interdit sur les linéaires visibles depuis la voie publique.

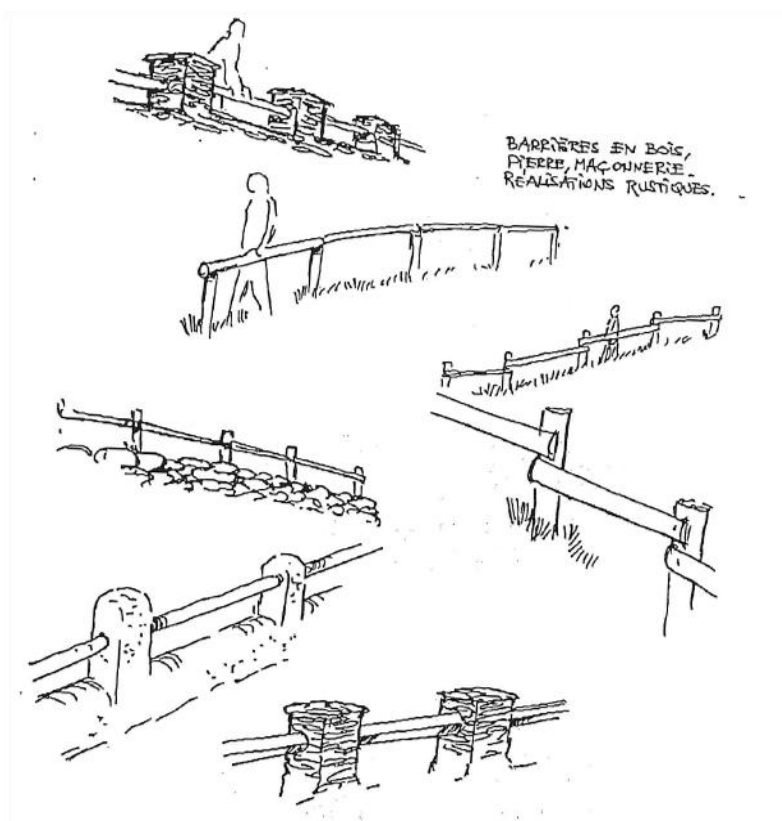
Le cas échéant, le long des voies déneigées, un muret maçonné de couleur et d'aspect en harmonie avec la construction principale et de hauteur comprise entre 0,30 m et 0,80 m est obligatoire. S'il est surmonté d'une clôture, celle-ci devra être suffisamment solide pour résister à la pression de la neige.

Sur les autres limites, la hauteur des murets, le cas échéant, ne devra pas dépasser 0,80 m.

Les murs en pierre sèche sont également autorisés sous réserve de ne pas dépasser 0,80 m de hauteur. Toutefois, en cas de restauration / reconstruction d'un mur en pierre sèche existant, la hauteur pourra atteindre la hauteur du mur initial, même si celle-ci excède la règle fixée ci-dessus.

Le long des voies de circulation et à proximité des carrefours et accès, les clôtures ne devront pas créer une gêne pour la circulation en diminuant la visibilité, notamment.

Exemples de traitement des clôtures



Source : M. ARMAND

Les brise vues (ex. bâches, canisses, panneaux pleins...) sont interdits sur les limites de propriété.

Exemples de brise vues interdits sur limite de propriété**6. Energie et développement durable et autres équipements techniques**

Voir règles applicables à toutes les zones.

ARTICLE 9 PATRIMOINE BATI ET PAYSAGER A PROTEGER

Non règlementé.

ARTICLE 10 OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES

Voir les règles applicables à toutes les zones.

PARAGRAPHE 3 – TRAITEMENT ENVIRONNEMENTAL ET PAYSAGER DES ESPACES NON BATIS ET ABORDS DES CONSTRUCTIONS**ARTICLES 11 A 13**

Voir les règles applicables à toutes les zones.

PARAGRAPHE 4 – STATIONNEMENT**ARTICLE 14 OBLIGATIONS IMPOSEES EN MATIERE DE REALISATION D'AIRES DE STATIONNEMENT****1. Stationnement des véhicules automobiles**

Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions doit être assuré en dehors des voies publiques, dans des parkings de surface ou des garages.

Il est exigé :

- pour les hôtels : 2 places pour 3 chambres
- pour les restaurants : 1 place par tranche commencée de 20 m² de surface de restaurant

Cas des restaurants intégrés à un hôtel : en plus des places créées pour les chambres, il sera créé 5 places de stationnement par tranche commencée de 100 m² de salle de service de restaurant

- pour les autres hébergements touristiques : 1 place par tranche commencée de 60 m² de surface de plancher
- pour les constructions à destination commerciale : 1 place par tranche commencée de 40 m² de surface de vente

Dans le cas de stationnements couverts concernant plusieurs logements, ceux-ci ne doivent pas être sous forme de box, pour éviter leur transformation. Si les garages sont en sous-sol, seul l'accès principal pourra être fermé.

Le changement d'usage des stationnements couverts ou aériens existants et futurs est interdit, sauf démonstration que le nombre de places réglementaires reste conforme aux règles du PLU (ex. déplacement de la place).

Sauf intégration dans la construction principale, les nouveaux stationnements couverts pourront être clos sur trois faces, mais pas fermés ; un espace de stockage pourra toutefois être prévu.

Exemple de stockage en extérieur, associé aux places de stationnement



2. Stationnement des vélos

Un local spécifique, ou un emplacement clos et couvert, réservé au stationnement des deux roues non motorisés (y compris vélo à assistance électrique) devra être réalisé.

Ce local doit être

- Accessible (accès à niveau ou à plan incliné) et fonctionnel
- Equipé d'éléments fixes permettant l'attache des cadres
- D'une surface minimale de 8 m²

Destination et nombre de places requises :

- 1,5 place par logement pour toute construction comprenant quatre logements ou plus
- Selon les besoins de l'opération pour les autres destinations.

SECTION III EQUIPEMENTS ET RESEAUX

Voir les règles applicables à toutes les zones.

TITRE 5 : REGLES APPLICABLES AUX ZONES URBAINES DESTINEES AUX ACTIVITES ECONOMIQUES – UE

Ue Secteur urbanisé à destination économique

Voir également les dispositions générales et les règles applicables à toutes les zones, ainsi que les OAP thématiques : « trame verte et bleue », « énergie », « façades » et « mobilités ».

SECTION I AFFECTATION DES SOLS ET DESTINATION DES CONSTRUCTIONS

ARTICLE UE1 OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES, AUTORISEES ET SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

Destination	Sous-destination	Interdit	Autorisé sous conditions	Autorisé
Exploitation agricole et forestière	Exploitation agricole	X		
	Exploitation forestière	X		
Habitation	Logement	X		
	Hébergement	X		
Commerce et activité de service	Artisanat et commerce de détail	X		
	Restauration	X		
	Commerce de gros	X		
	Activité de service avec l'accueil d'une clientèle	X		
	Hôtel	X		
	Autre hébergement touristique	X		
	Cinéma	X		
Equipements d'intérêt collectif et de services publics	Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés	X		
	Locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés			X
	Etablissements d'enseignement, de santé et d'action sociale	X		
	Salles d'art et de spectacles	X		
	Equipements sportifs	X		
	Lieux de culte	X		
	Autres équipements recevant du public			X

Autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire	Industrie			X
	Entrepôt			X
	Bureau	X		
	Centre de congrès et d'exposition	X		
	Cuisine dédiée à la vente en ligne	X		

Les occupations et utilisations du sol interdites, autorisées et soumises à des conditions particulières mentionnées ci-dessus doivent prendre en compte les règles applicables à toutes les zones figurant au titre 2.

Sont de plus interdits :

- les affouillements et exhaussements qui ne sont pas nécessaires à des constructions ou à des aménagements compatibles avec la vocation de la zone.
- les terrains de camping et de caravanage.
- les terrains de stationnement de caravanes et garages collectifs de caravanes. Le stationnement de son véhicule sur sa propriété est autorisé.
- les parcs de loisirs et d'attraction
- les parcs résidentiels de loisirs (PRL) et les habitations légères de loisirs.
- les dépôts de véhicules et d'épave.
- l'ouverture et l'exploitation de carrières

Dans les secteurs Uez0, toute construction, tout aménagement, toute installation est interdite, à l'exception de ce qui est autorisé par les études de risques (PPRI, PPRN, carte des aléas), en raison des risques naturels.

ARTICLE 2 MIXITE FONCTIONNELLE ET SOCIALE

Non réglementé.

SECTION II CARACTERISTIQUES URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE

Voir également les dispositions générales et les règles applicables à toutes les zones.

PARAGRAPHE 1 – VOLUMETRIE ET IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS

ARTICLE 3 EMPRISE AU SOL DES CONSTRUCTIONS

Non réglementé.

ARTICLE 4 HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

La hauteur des constructions est mesurée à partir du terrain naturel existant avant travaux en cas de remblais et après travaux en cas de déblais. Elle se mesure entre tout point de la construction et sa projection à la verticale.

La hauteur ne doit pas excéder 12 mètres au faîtage, ouvrages techniques et autres équipements d'infrastructure exclus.

En cas d'extension d'une construction existante, la hauteur pourra atteindre la hauteur du bâtiment initial, même si celle-ci excède la règle fixée ci-dessus.

Un dépassement d'environ 50 cm de la hauteur existante est toléré pour l'isolation des constructions existantes, dans un objectif de performance énergétique.

La hauteur n'est pas réglementée pour les constructions et équipements d'intérêt collectif et services publics.

ARTICLE 5 IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES**Implantation par rapport aux Routes départementales 1006, 902 et 115 :**

Les constructions nouvelles seront implantées à une distance de 2 mètres au minimum de la limite de référence (cf. définition au titre 1).

Ce recul se mesure au mur fini. Le surplomb de la voirie publique est interdit.

Il est recommandé d'implanter les portails à 3 mètres au minimum du bord de l'espace public.

Implantation par rapport aux autres routes départementales et aux voies communales :

L'implantation par rapport aux autres routes départementales et voies communales est libre sous réserve d'être compatible avec les besoins de circulation (piéton et véhicules) et de sécurité. Le surplomb de la voirie publique est interdit.

Il est recommandé d'implanter les portails à 3 mètres au minimum du bord de l'espace public.

L'implantation des équipements d'intérêt collectifs et services publics n'est pas réglementée.

Implantation par rapport aux emprises publiques (cf. définition au titre 1) :

Les constructions nouvelles seront implantées à une distance de 2 mètres au minimum de la limite de l'emprise publique. Ce recul se mesure au mur fini. Le surplomb de l'emprise publique est interdit.

ARTICLE 6 IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

Cas particulier, lorsque les terrains situés de l'autre côté de la limite séparative sont classés en Ua, Ub, Uc ou Ur, les constructions nouvelles s'implanteront avec un recul minimum de 3 mètres mesuré en tout point de la construction.

Dans les autres cas, l'implantation est libre.

ARTICLE 7 IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Non réglementé.

PARAGRAPHE 2 – QUALITE URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE

ARTICLE 8 CARACTERISTIQUES ARCHITECTURALES DES FAÇADES ET TOITURES DES CONSTRUCTIONS ET DES CLOTURES

Aspect des façades

Un soin tout particulier doit être apporté à la préservation de la qualité spatiale et de l'intégration au paysage.

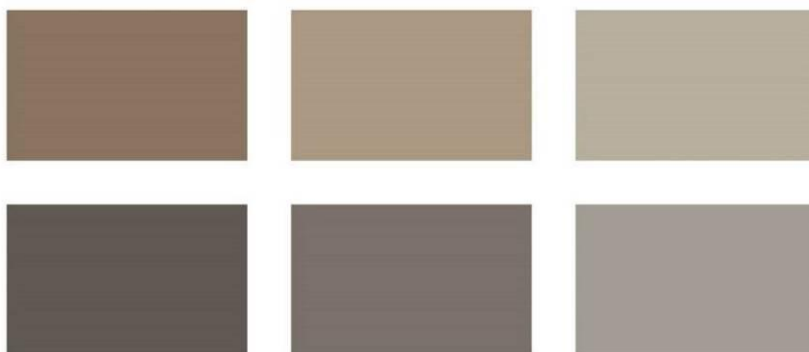
Les matériaux prévus pour être enduits ou recouverts d'un parement devront l'être.

Les surfaces vitrées le nécessitant feront l'objet d'un traitement particulier pour limiter le risque de collision aviaire, destiné à rendre les surfaces vitrées visibles pour les oiseaux et prévenir les impacts mortels.

Afin d'améliorer l'insertion des futures constructions dans le paysage, des couleurs sombres et naturelles seront préférées pour les façades. Le bardage bois de certaines parties est conseillé pour rythmer les façades de grandes longueurs notamment (ex : partie supérieure des murs gouttereaux ou des pignons, bande ou travée, pour souligner une entrée, ...).

Le nuancier proposé ci-dessous reprend les teintes naturelles présentes à proximité du site : le gypse, le bois, ... Le blanc pur et toutes les couleurs pures et agressives sont interdits.

Exemples de couleurs souhaitées :



L'application de quelques règles simples permettra aux constructions neuves ou à rénover de s'intégrer harmonieusement dans la zone considérée :

- les bardages seront d'aspect et couleur bois.
- les matériaux translucides seront admis dans la limite de 10% de la surface de la façade et en partie haute uniquement.

Aspect des toitures

Dans un souci d'harmonie, les toitures des constructions seront à deux pans. Les toitures seront mates de teinte gris foncé ou gris lauze. Une exception est admise pour les ouvertures de toit, les structures transparentes et les panneaux liés aux énergies solaires.

Pour des raisons de résistance au gel, le PVC est interdit pour les gouttières et descentes d'eau.

Les toitures plates ou à un pan, qui n'appartiennent pas à l'architecture locale et pourraient contrarier sur d'imposants volumes, sont interdites.

La pose de panneaux solaires est préconisée. Le cas échéant ils doivent être intégrés aux toitures en évitant l'effet de superstructures surajoutées et de mitage.

Les panneaux translucides sont limités à 20 % de la surface de chaque pan de toiture.

Les arrêts de neige sont obligatoires le long des voies et emprises publiques et chemins ruraux ou lorsque la neige pourrait tomber chez le voisin. Le cas échéant, les crochets seront de couleur mate.

Aspect des clôtures

Si une clôture est nécessaire, elle doit rester légère et garder une certaine transparence : les lisses et piquets en bois naturel et le grillage de couleur gris mat sont une réponse adaptée.

Un muret de hauteur maximale 1 mètre est possible. Il peut être surmonté d'un dispositif de type grillage à torsion de couleur gris mat ou bien de lisses en bois.

La hauteur totale de la clôture est limitée à 2 m.

Le cas échéant, le long des voies déneigées, les clôtures devront être suffisamment solides pour résister à la pression de la neige.

Les enseignes

Les enseignes, le cas échéant, seront appliquées sur la façade, dans le plan de celle-ci, pas en drapeau. Les enseignes lumineuses et les enseignes sur le toit sont interdites.

ARTICLE 9 PATRIMOINE BATI ET PAYSAGER A PROTEGER

Sans objet.

ARTICLE 10 OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES

Voir règles applicables à toutes les zones.

PARAGRAPHE 3 – TRAITEMENT ENVIRONNEMENTAL ET PAYSAGER DES ESPACES NON BATIS ET ABORDS DES CONSTRUCTIONS**ARTICLES 11 A 13**

Voir les règles applicables à toutes les zones.

PARAGRAPHE 4 – STATIONNEMENT**ARTICLE 14 OBLIGATIONS IMPOSEES EN MATIERE DE REALISATION D'AIRES DE STATIONNEMENT**

Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions doit être assuré en dehors des voies publiques, dans des parkings de surface ou des garages.

Le nombre de places prévues devra être suffisant au regard des besoins.

SECTION III EQUIPEMENTS ET RESEAUX

Voir les règles applicables à toutes les zones.

TITRE 6 : REGLES APPLICABLES AUX AUTRES ZONES URBAINES – UJ, UEP ET UPK

Uep secteur destiné aux équipements publics
Uj secteur de jardin
Upk secteur destiné à des stationnements

Voir également les dispositions générales et les règles applicables à toutes les zones, ainsi que les OAP thématiques : « trame verte et bleue », « énergie », « façades » et « mobilités ».

SECTION I AFFECTATION DES SOLS ET DESTINATION DES CONSTRUCTIONS

ARTICLE 1 OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES, AUTORISEES ET SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

Toute construction, occupation, utilisation, affectation qui n'est pas autorisée ci-dessous est interdite.

Les occupations et utilisations du sol autorisées et soumises à des conditions particulières mentionnées ci-dessous doivent prendre en compte les règles applicables à toutes les zones figurant au titre 2.

Sont autorisés :

En secteur Uep :

- les travaux, terrassements, constructions et équipements de toute nature liés à la création de stationnements aériens, couverts ou enterrés,
- les constructions, équipements, installations d'intérêt collectif et services publics

à condition que des mesures soient mises en œuvre pour participer à leur insertion paysagère.

En secteur Uj :

Les abris de jardins sont autorisés, aux conditions :

- de ne pas dépasser 5 m² d'emprise au sol et 2,50 m de hauteur mesurée en tout point,
- d'être démontables et de ne pas comporter de fondations, dalles ou autres éléments structurels en dur,
- d'avoir l'aspect du bois (murs et toiture).

Les serres de jardins sont autorisées, aux conditions :

- de ne pas dépasser 8 m² d'emprise au sol et 2,50 m de hauteur mesurée en tout point,
- d'être démontables et de ne pas comporter de fondations, dalles ou autres éléments structurels en dur.

En secteur Upk :

Les travaux, terrassements, installations, équipements de toute nature liés à la création de stationnements aériens, à condition que des mesures soient mises en œuvre pour participer à leur insertion paysagère.

Dans tous les secteurs :

Les constructions et installations techniques de la destination équipements d'intérêt collectif et services publics, dont celles nécessaires au déploiement de la fibre optique (Très Haut Débit), à condition que des mesures soient mises en œuvre pour participer à leur insertion paysagère.

Les ombrières avec panneaux photovoltaïques sur les places de parking sont autorisées.

ARTICLE 2 MIXITE FONCTIONNELLE ET SOCIALE

Sans objet.

SECTION II CARACTERISTIQUES URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE

Voir également les dispositions générales et les règles applicables à toutes les zones.

PARAGRAPHE 1 – VOLUMETRIE ET IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS**ARTICLE 3 EMPRISE AU SOL DES CONSTRUCTIONS****En secteurs Uep et Upk :**

Non réglementé.

En secteur Uj :

L'emprise au sol est limitée

- à 5 m² pour les abris de jardin
- à 8 m² pour les serres de jardin

ARTICLE 4 HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

La hauteur des constructions est mesurée à partir du terrain naturel existant avant travaux en cas de remblais et après travaux en cas de déblais. Elle se mesure entre tout point de la construction et sa projection à la verticale.

En secteur Uj :

La hauteur des constructions est limitée à 2,50 m pour les abris de jardin et les serres de jardin.

En secteur Uep :

Non réglementé.

En secteur Upk :

Sans objet.

ARTICLE 5 IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES**En secteurs Uep et Upk :**

Non réglementé.

En secteur Uj :

Les constructions s'implanteront à 1 mètre au minimum de la limite de référence (cf. définition au titre 1). Ce recul se mesure au mur fini.

ARTICLE 6 IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES**En secteurs Uep et Upk :**

Non réglementé.

En secteur Uj :

Les constructions s'implanteront à 1 mètre au minimum de la limite séparative. Ce recul se mesure au mur fini.

ARTICLE 7 IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Non réglementé.

PARAGRAPHE 2 – QUALITE URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE**ARTICLE 8 CARACTERISTIQUES ARCHITECTURALES DES FAÇADES ET TOITURES DES CONSTRUCTIONS ET DES CLOTURES****En secteurs Uep et Upk :**

Non réglementé.

En secteur Uj :

Aspect des façades et toitures des abris de jardin : ils seront d'aspect bois.

Les couvertures d'aspect tavaillons et ancelles sont interdites. Les couvertures constituées de planches de bois disposées parallèlement à la pente de la toiture (voir ci-contre) sont autorisées.

**Dans tous les secteurs :**

Rappel : les clôtures ne sont pas obligatoires.

Les clôtures sont souvent absentes dans le paysage. Elles sont remplacées par des éléments filtrants tels que des murets, des plantations, des jardins, ...

Le cas échéant, la hauteur totale des clôtures est limitée à 1,40 mètre maximum.

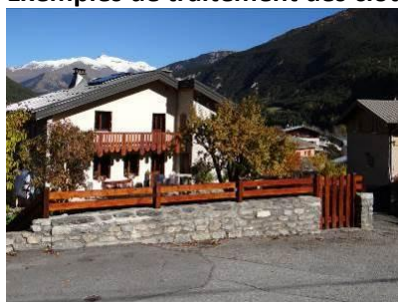
En référence aux modèles locaux tels qu'illustrés ci-dessous, sont autorisés uniquement les dispositifs à claire-voie d'aspect bois (palines verticales ou lisses horizontales) et les clôtures en grillage de teinte gris mat intégrées dans une clôture bois.

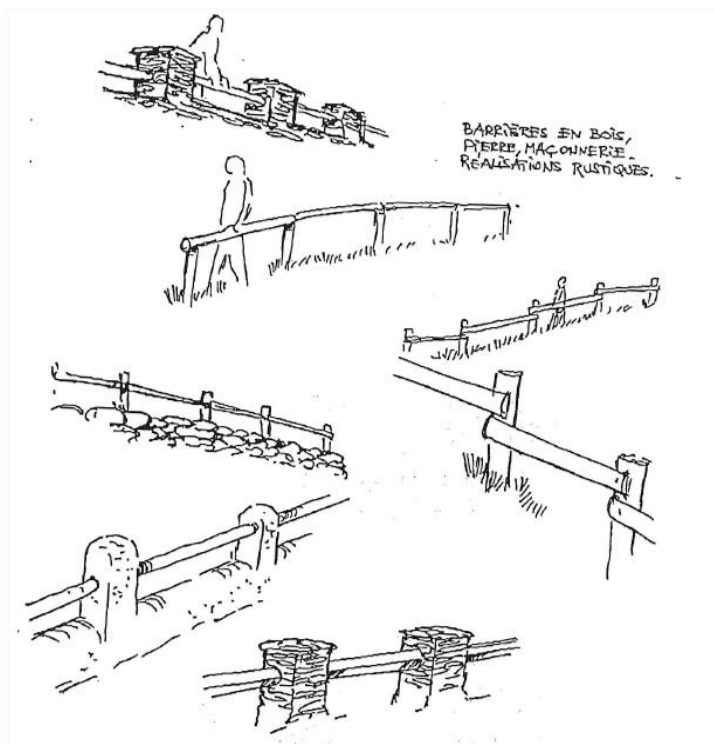
Le cas échéant, le long des voies déneigées, un muret maçonné de couleur et d'aspect en harmonie avec la construction principale et de hauteur comprise entre 0,30 m et 0,80 m est obligatoire. S'il est surmonté d'une clôture, celle-ci devra être suffisamment solide pour résister à la pression de la neige.

Sur les autres limites, la hauteur des murets, le cas échéant, ne devra pas dépasser 0,80 m.

Les murs en pierre sèche sont également autorisés sous réserve de ne pas dépasser 0,80 m de hauteur. Toutefois, en cas de restauration / reconstruction d'un mur en pierre sèche existant, la hauteur pourra atteindre la hauteur du mur initial, même si celle-ci excède la règle fixée ci-dessus.

Le long des voies de circulation et à proximité des carrefours et accès, les clôtures ne devront pas créer une gêne pour la circulation en diminuant la visibilité, notamment.

Exemples de traitement des clôtures



Source : M. ARMAND.

Les brise vues (ex. bâches, canisses, panneaux pleins...) sont interdits sur les limites de propriété.

Exemples de brise vues interdits sur limite de propriété



ARTICLE 9

PATRIMOINE BATI ET PAYSAGER A PROTEGER

Non réglementé.

ARTICLE 10

OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES

Voir règles applicables à toutes les zones.

PARAGRAPHE 3 – TRAITEMENT ENVIRONNEMENTAL ET PAYSAGER DES ESPACES NON BATIS ET ABORDS DES CONSTRUCTIONS**ARTICLES 11 A 13**

Voir règles applicables à toutes les zones.

PARAGRAPHE 4 – STATIONNEMENT**ARTICLE 14 OBLIGATIONS IMPOSEES EN MATIERE DE REALISATION D'AIRES DE STATIONNEMENT**

Non réglementé.

SECTION III EQUIPEMENTS ET RESEAUX

Voir les règles applicables à toutes les zones.

TITRE 7 : REGLES APPLICABLES AUX ZONES A URBANISER A DESTINATION PRIORITAIRE D'HABITAT – AUB ET AUC

AUb	Secteur à urbaniser destiné prioritairement à l'habitat sous forme dense – Pertines nord et St Martin
AUc	Secteur à urbaniser destiné prioritairement à l'habitat moins dense – Grand Courbet et Chenevière

Voir également les dispositions générales et les règles applicables à toutes les zones, ainsi que les OAP thématiques : « trame verte et bleue », « énergie », « façades » et « mobilités ».

SECTION I AFFECTATION DES SOLS ET DESTINATION DES CONSTRUCTIONS

ARTICLE 1 OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES, AUTORISEES ET SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

Destination	Sous-destination	Interdit	Autorisé sous conditions	Autorisé
Exploitation agricole et forestière	Exploitation agricole	X		
	Exploitation forestière	X		
Habitation	Logement			X
	Hébergement			X
Commerce et activité de service	Artisanat et commerce de détail	X		
	Restauration	X		
	Commerce de gros	X		
	Activité de service avec l'accueil d'une clientèle	X		
	Hôtel	X		
	Autre hébergement touristique	X		
	Cinéma	X		
Equipements d'intérêt collectif et de services publics	Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés	X		
	Locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés			X
	Etablissements d'enseignement, de santé et d'action sociale	X		

	Salles d'art et de spectacles	X		
	Equipements sportifs	X		
	Lieux de culte	X		
	Autres équipements recevant du public	X		
Autres activités des secteurs primaire, secondaire ou tertiaire	Industrie	X dans les secteurs autres que la Chenevière	X uniquement à la Chenevière	
	Entrepôt	X		
	Bureau	X		
	Centre de congrès et d'exposition	X		
	Cuisine dédiée à la vente en ligne	X		

Les occupations et utilisations du sol interdites, autorisées et soumises à des conditions particulières mentionnées ci-dessus doivent prendre en compte les règles applicables à toutes les zones figurant au titre 2.

Sont de plus interdits :

- les Installations Classées pour l'Environnement soumises à déclaration ou autorisation, à l'exception de celles liées aux équipements d'intérêt collectif et services publics ou aux énergies renouvelables (ex. chaufferie collective privée)
- les affouillements et exhaussements qui ne sont pas nécessaires à des constructions ou à des aménagements compatibles avec la vocation de la zone.
- les terrains de camping et de caravanage.
- les terrains de stationnement de caravanes et garages collectifs de caravanes. Le stationnement de son véhicule sur sa propriété est autorisé.
- les parcs de loisirs et d'attraction
- les parcs résidentiels de loisirs (PRL) et les habitations légères de loisirs.
- les dépôts de toute nature et tout particulièrement les dépôts de matières brutes ou de récupération en plein air, à l'exception des tas de bois de chauffage.
- les dépôts de véhicules et d'épave.
- l'ouverture et l'exploitation de carrières

Sont autorisées sous conditions :

En zone AUc de La Chenevière uniquement : Les constructions de la sous-destination industrie sont autorisées à la condition d'être principalement des locaux de stockage de matériel, l'activité devant s'exercer principalement sur des chantiers et non en atelier. Ces stockages devront être clos et couverts. L'activité ne devra entraîner aucune incommodité ou nuisance (bruit, odeurs, circulations, pollutions visuelles...) excédant celle normale de la vie urbaine et ne faire courir aucun risque de dommage aux personnes et aux biens. Ces activités ne devront pas présenter de risques pour la sécurité ou salubrité publiques. Elles devront être liées à la présence de l'habitation principale. La surface de ces constructions est limitée à 100 m² de surface de plancher et/ou d'emprise au sol.

Le nombre d'annexe (*cf. définition au titre 1*) est limité à un par tènement foncier.

L'installation de modules préfabriqués de type conteneurs est autorisée de façon temporaire, c'est-à-dire limitée dans le temps ; ce peut être par exemple pendant la réalisation de travaux sur la construction principale.

Les serres de jardins sont autorisées, aux conditions :

- de ne pas dépasser 8 m² d'emprise au sol et 2,50 m de hauteur mesurée en tout point,
- d'être démontables et de ne pas comporter de fondations, dalles ou autres éléments structurels en dur.

L'urbanisation devra être prévue selon une seule opération d'aménagement d'ensemble portant sur la totalité du périmètre pour :

- la zone AUc du Grand-Courbet
- la zone AUb des Pertines nord

La réalisation pourra se faire en plusieurs phases.

L'urbanisation devra être prévue selon une seule opération d'aménagement d'ensemble portant sur la totalité du périmètre pour :

- la zone AUb d'extension du lotissement Saint-Martin
- la zone AUc de la Chenevière

Les opérations d'aménagement proposées devront être compatibles avec les OAP.

ARTICLE 2 MIXITE FONCTIONNELLE ET SOCIALE

En application de l'article L151-14-1 du code de l'urbanisme, les constructions nouvelles de logements seront à usage exclusif de résidence principale dans les secteurs suivants :

- la zone AUc du Grand-Courbet (Bramans – OAP n°1)
- la zone AUb des Pertines nord (Sollières Endroit – OAP n°5)
- la zone AUb de Saint-Martin (Lanslebourg – OAP n°11)
- la zone AUc de La Chenevière (Lanslevillard – OAP n°14)

SECTION II CARACTERISTIQUES URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE

Voir également les dispositions générales et les règles applicables à toutes les zones.

PARAGRAPHE 1 – VOLUMETRIE ET IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS

ARTICLE 3 EMPRISE AU SOL DES CONSTRUCTIONS

L'emprise au sol (*cf. définition au titre 1*) des serres de jardin est limitée à 8 m².

ARTICLE 4 HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

La hauteur des constructions est mesurée à partir du terrain naturel existant avant travaux en cas de remblais et à partir du terrain aménagé après travaux en cas de déblais. Elle se mesure entre tout point de la construction et sa projection à la verticale.

Dans le cas d'une construction présentant plusieurs volumes étagés dans la pente, la hauteur se mesure pour chaque volume.

La hauteur ne doit pas excéder :

- en secteur AUb : 13 mètres au faîtage
- en secteur AUc : 10 mètres au faîtage

Les édicules et éléments techniques tels que les cheminées, les cages d'ascenseur, les ventilations... ne sont pas pris en compte dans le calcul de la hauteur.

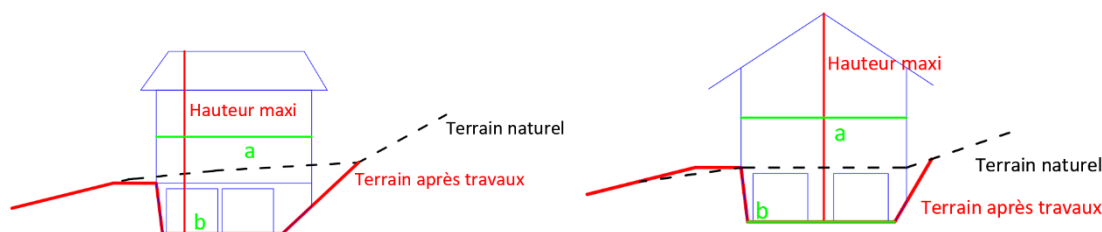
Dans le cas d'une partie enterrée selon les schémas ci-après, la hauteur de cette partie enterrée n'est pas prise en compte dans le calcul de la hauteur si $b \leq a/2$; b étant la façade visible de la partie enterrée.

Illustration du mode de calcul



Dans le cas de partie enterrée dont plus de la moitié de la façade est visible ($b \geq a/2$), cette partie enterrée doit être prise en compte dans le calcul de la hauteur. Cf. exemples ci-dessous.

Illustration du mode de calcul



Dans le cas de l'extension d'une construction existante à deux pans ou plus par une structure à toiture plate, la hauteur de cette extension à toiture plate est limitée à 1 niveau.

La hauteur des serres de jardin est limitée à 2,50 m ; hauteur mesurée en tout point.

La hauteur n'est pas réglementée pour les constructions et équipements d'intérêt collectif et services publics.

La hauteur des ouvrages techniques privés (type antenne télécom, radio, éolienne, ...) est limitée à 12 mètres à partir du sol existant avant travaux.

ARTICLE 5 IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Implantation par rapport aux voies publiques

Les constructions nouvelles seront implantées à une distance de 1 mètre au minimum de la limite de référence (cf. définition au titre 1). Ce recul se mesure au mur fini. Le surplomb de la voirie publique est interdit.

Implantation par rapport aux emprises publiques (cf. définition au titre 1) :

Les constructions nouvelles seront implantées à une distance de 1 mètre au minimum de la limite de l'emprise publique. Ce recul se mesure au mur fini. Le surplomb de l'emprise publique est interdit.

Règles particulières pour toutes les voies ou emprises publiques

Il est recommandé d'implanter les portails à 3 mètres au minimum du bord de l'espace public.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux constructions et équipements d'intérêt collectif et services publics.

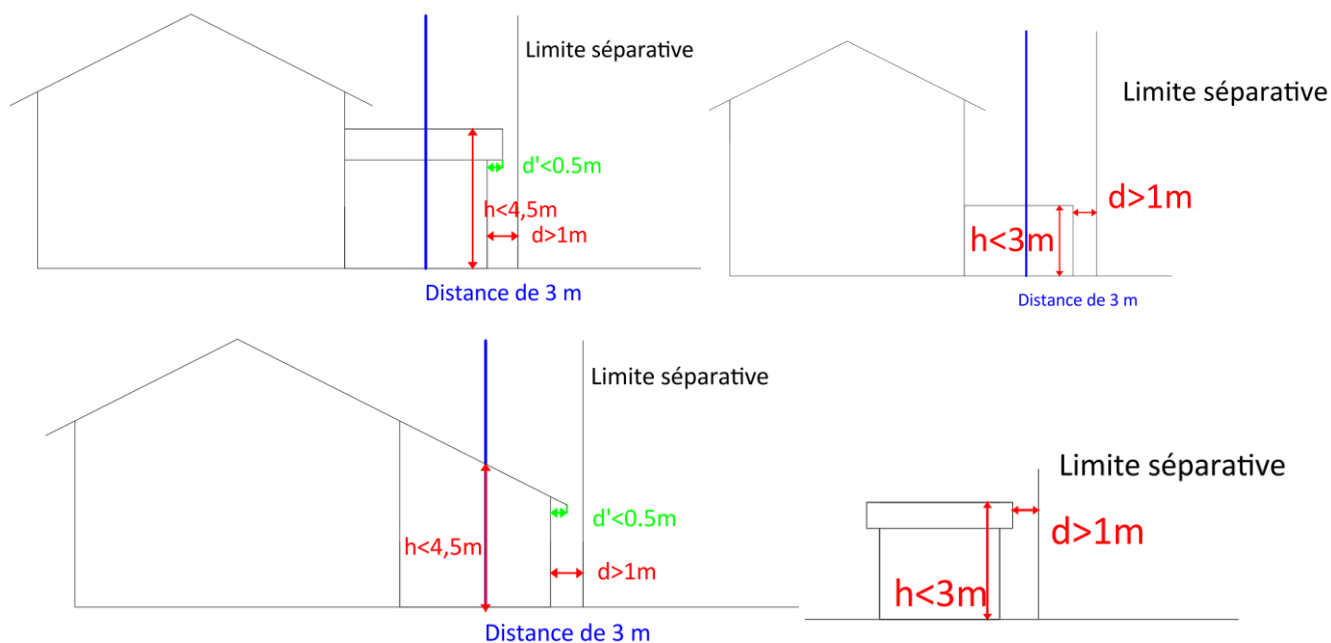
ARTICLE 6 IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

1. Les constructions s'implanteront à 3 mètres au minimum de la limite séparative. La distance se mesure au mur fini avec une tolérance de 0,50 m pour les débords de toit.

2. Les constructions peuvent également s'implanter jusqu'à un mètre de la limite séparative, sous réserve que, dans la bande de 1 à 3 m,

- dans le cas d'une toiture à pan : la construction soit implantée par rapport aux limites séparatives à minimum 1,00 m au mur fini, avec une tolérance de 0,50 m pour les débords de toit, et que la hauteur de la construction reste inférieure ou égale à 4,50 m ;
- dans le cas d'une toiture plate ou terrasse : la hauteur de la construction reste inférieure ou égale à 3 m, hors garde-corps
- la longueur de chaque façade bordant la limite soit inférieure ou égale à 6 m, avec, le cas échéant, une tolérance de 0,5 m de chaque côté pour les débords de toit.

La hauteur se mesure par rapport au terrain naturel avant travaux en cas de remblais et après travaux en cas de déblais.

Illustration d'implantation possible dans la bande de 1 à 3 m.

3. Les constructions peuvent également s'implanter sur la limite séparative, pour constituer simultanément des constructions mitoyennes / jumelées.

4. Les piscines (bassins) devront être implantées à 3 mètres au minimum de la limite séparative.

5. L'implantation des équipements d'intérêt collectif et services publics n'est pas réglementée.

ARTICLE 7 IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Non réglementé.

PARAGRAPHE 2 – QUALITE URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE

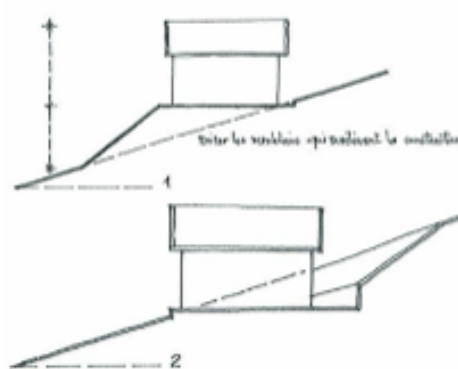
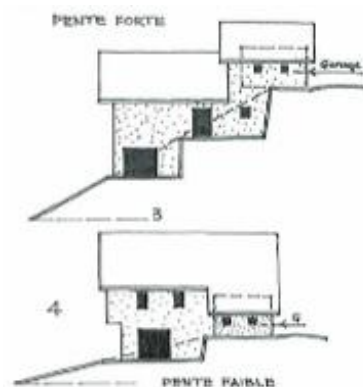
ARTICLE 8 CARACTERISTIQUES ARCHITECTURALES DES FAÇADES ET TOITURES DES CONSTRUCTIONS ET DES CLOTURES

1. L'implantation des constructions et accès

Les exhaussements et affouillements seront à justifier et devront contribuer à l'insertion des constructions et aménagements dans la pente.

Ainsi, la meilleure adaptation au terrain naturel doit être recherchée afin de réduire au minimum les mouvements de terre ; la pente du terrain sera utilisée pour accéder aux différents niveaux de la construction. Le terrain naturel sera reconstitué au mieux autour des constructions.

Les constructions s'implanteront dans le terrain selon le schéma ci-dessous.

**NON****OUI**

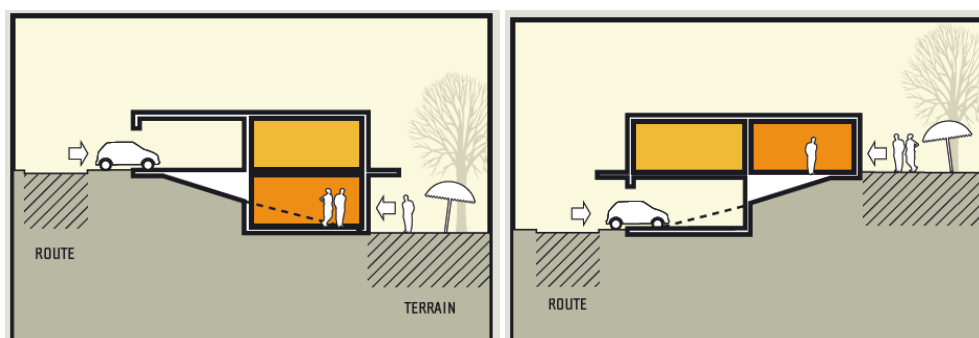
Source : extrait document du CAUE73

Quand la voie publique est située en haut du terrain, le garage s'installe dans un des niveaux supérieurs de la construction (face à la route avec un chemin très court, ou latéralement avec un chemin parallèle à la route).

Quand la voie publique est située en contrebas du terrain, le garage est positionné en bas de la construction (face à la route avec un chemin très court, ou latéralement avec un chemin parallèle à la route).

Une exception peut être admise pour préserver les logements sur la façade sud.

Illustrations de l'emplacement du garage



Source : PNR Vercors et Chartreuse, Document Habiter ici.

2. Aspect général des constructions

Un soin tout particulier doit être apporté à la préservation de la qualité architecturale et spatiale.

L'unité d'aspect doit prévaloir sur les expressions individuelles, tant pour le volume des constructions que pour les pentes et l'orientation des toitures, l'aspect et la teinte des matériaux.

Les constructions d'aspect traditionnel non local (ex. maison à colombage,...) et les constructions d'aspect rondin, fustes ou madrier sont interdites.

3. Aspect des façades

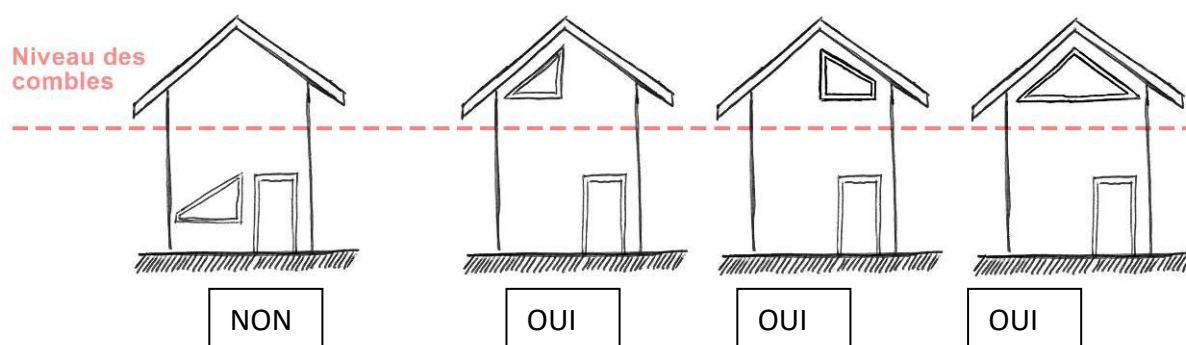
Les matériaux prévus pour être enduits ou recouverts d'un parement devront l'être.

Les couleurs des façades seront de teintes claires choisies dans le nuancier joint, dont l'original se trouve en Mairie.

Le blanc pur et toutes les couleurs pures et agressives sont interdits, hormis pour souligner des détails architecturaux, une entrée,...

Toutes les boiseries, charpentes, lames de bardage et menuiseries (y compris les volets roulants et portes de garage) seront d'aspect bois dont la couleur définitive sera foncée ou naturellement grisée pour les bois non traités (ex : mélèze, red cedar, ...).

Les ouvertures seront rectangulaires. Des exceptions sont néanmoins tolérées pour les ouvertures triangulaires ou trapézoïdales : uniquement sur les façades pignons, au niveau des combles.



Les surfaces vitrées le nécessitant feront l'objet d'un traitement particulier pour limiter le risque de collision aviaire, destiné à rendre les surfaces vitrées visibles pour les oiseaux et prévenir les impacts mortels.

La pierre apparente en appareillage traditionnel (ou à pierres vues) est admise uniquement sur le premier niveau de la construction (rez-de-chaussée ou de jardin). Voir exemples d'aspects à rechercher en infra.

Le cas échéant, les bardages seront d'aspect bois et verticaux. Ils seront limités à de faibles parties des façades (triangle du pignon).

Les balcons seront réalisés de préférence avec des barreaux verticaux simples ou pleins, d'aspect et couleur bois. Dans tous les cas, les éléments transparents pouvant générer la collision des oiseaux sont interdits.

Dans le cas d'un habillage pierre, celle-ci devra avoir l'aspect de la pierre locale. Les pierres sciées, les pierres isolées et les placages réguliers ou de matériaux inadaptés sont interdites.

Exemples d'aspect interdit :



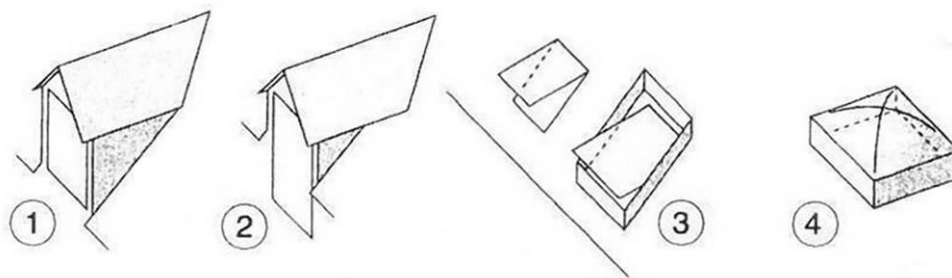
**Exemples d'aspect à rechercher :****4. Aspect des toitures**

Les toitures seront à deux pans. Les toitures à un pan ou terrasses ne sont autorisées que sous certaines conditions (voir règles spécifiques ci-après). Les demi-croupes sont interdites. L'implantation et l'orientation de la toiture seront en harmonie avec les constructions alentours.

Si la toiture est à deux pans, les débords de toit sont obligatoires. Ils seront en harmonie avec la volumétrie de la construction.

En cas de construction avec façade pignon sur la limite séparative, les débords de toit ne sont pas obligatoires sur le pignon.

S'il y a des ouvertures de toit, celles-ci seront uniquement de type : lucarne jacobine (1), lucarne meunière (2) ou fenêtre de toit (3). Les lanterneaux (4) seront également autorisés mais uniquement dans le cas d'une toiture plate.



Les toitures des extensions ou annexes auront le même aspect que celle de la construction principale.

Pour des raisons de résistance au gel, le PVC est interdit pour les gouttières et descentes d'eau.

Les arrêts de neige sont obligatoires le long des voies et emprises publiques et chemins ruraux ou lorsque la neige pourrait tomber chez le voisin. Le cas échéant, les crochets seront de couleur mate.

Les toitures à deux pans seront de pentes comprises entre 30 et 45%, sauf construction non accolée de moins de 10 m² d'emprise au sol.

Dans le cas d'une extension, la pente sera identique à celle de la toiture existante.

Les toitures à un pan ne sont autorisées que dans les cas suivants :

- en extension d'une construction principale, avec la même pente que celle de la construction à laquelle elles s'adossent,
- en intégration dans la pente du terrain,
- construction annexe d'emprise au sol inférieure à 10 m² et d'un seul niveau (hauteur maximum 3 m).

Les toitures plates ne sont autorisées que dans les cas suivants :

- si elles sont végétalisées et s'inscrivent dans un objectif environnemental (ex : limitation des émissions de gaz à effet de serre, performance énergétique ou gestion des eaux pluviales, ...),
- en extension d'une construction principale, si elles sont utilisées en terrasse, selon une surface limitée à 30% de l'emprise au sol totale de la construction
- intégration dans la pente du terrain,
- construction annexe d'emprise au sol inférieure à 10 m² et d'un seul niveau (hauteur maximum 3 m).

Les toitures seront mates de teinte gris foncé ou gris lauze, en harmonie avec celle des constructions alentours. En rive gauche de l'Arc à Termignon, les toitures seront en lauze.

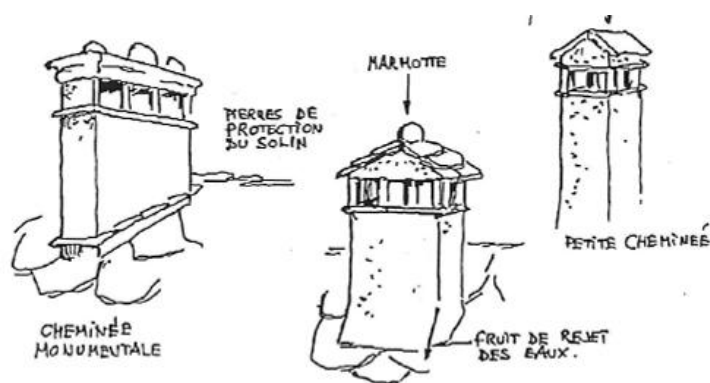
Une exception est admise pour les ouvertures de toit, les structures transparentes, les panneaux liés aux énergies solaires et les toitures végétalisées.

Les couvertures d'aspect tavaillons et ancelles sont interdites.
Les couvertures constituées de planches de bois disposées parallèlement à la pente de la toiture (voir ci-contre) sont néanmoins autorisées pour les annexes de moins de 20 m² d'emprise au sol.



Les toitures des gares de remontées mécaniques pourront déroger à la règle.

Dans le cas d'une toiture en lauze, les cheminées sont massives, en accord avec la construction traditionnelle locale (dalle de couverture, marmotte, lauze formant petite toiture).



Source : M. ARMAND

5. Aspect des clôtures

Rappel : les clôtures ne sont pas obligatoires.

Hormis autour de jardins potagers, les clôtures sont souvent absentes dans le paysage. Elles sont remplacées par des éléments filtrants tels que des murets, des plantations, des jardins, ...

Le cas échéant, la hauteur totale des clôtures est limitée à 1,40 mètre maximum.

En référence aux modèles locaux tels qu'illustrés ci-dessous, sont autorisés uniquement les dispositifs à claire-voie d'aspect bois (palines verticales ou lisses horizontales) et les clôtures en grillage de teinte gris mat intégrées dans une clôture bois.

L'usage de matériaux de récupération est interdit sur les linéaires visibles depuis la voie publique.

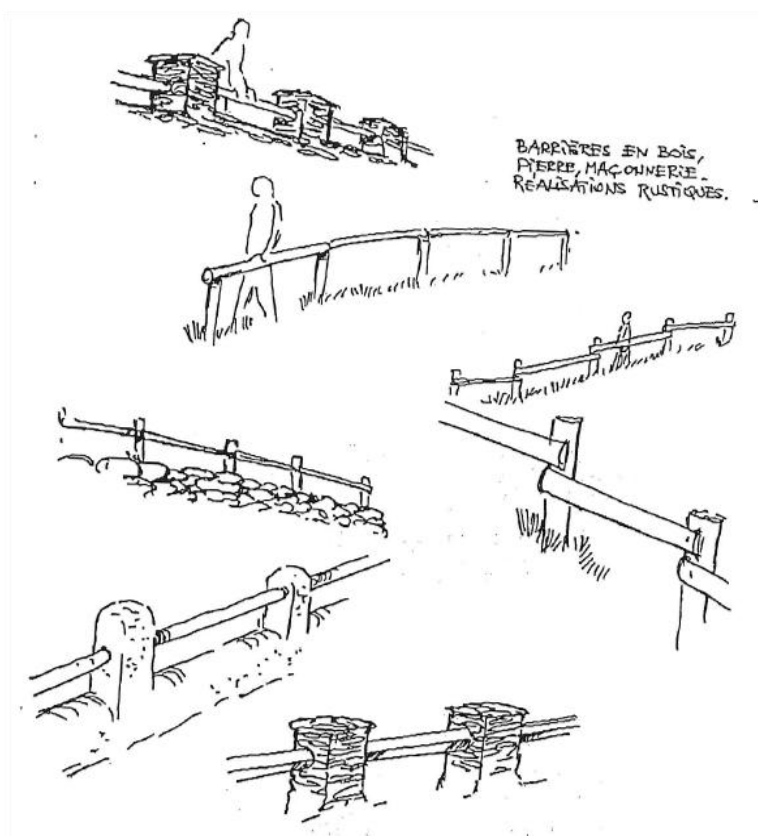
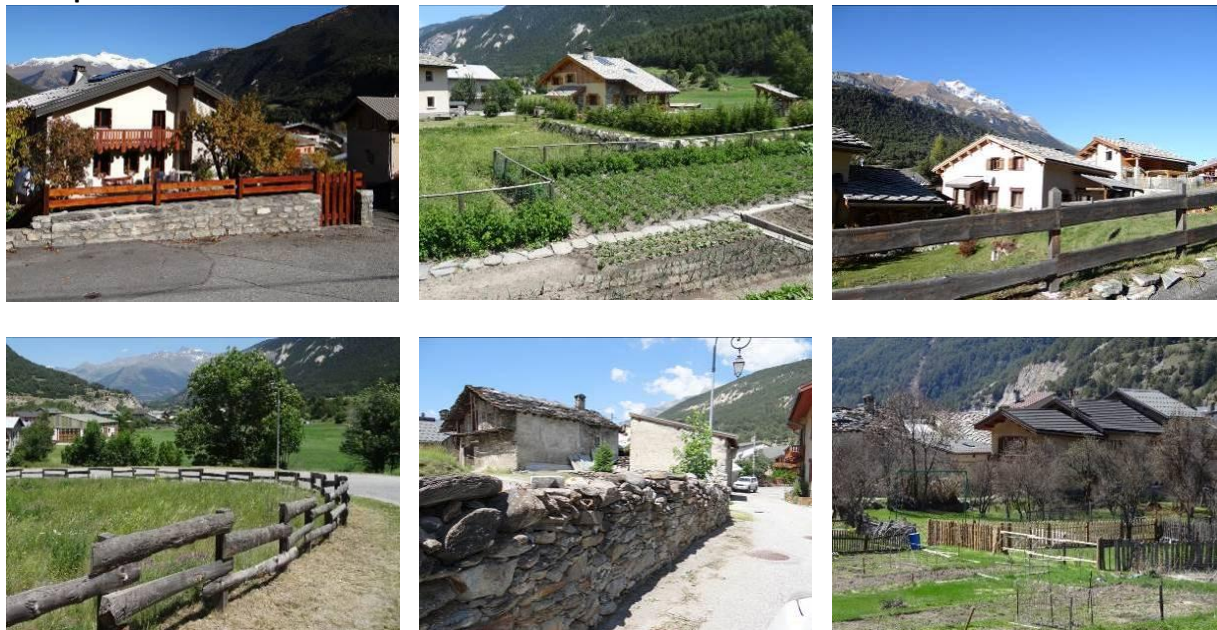
Le cas échéant, le long des voies déneigées, un muret maçonné de couleur et d'aspect en harmonie avec la construction principale et de hauteur comprise entre 0,30 m et 0,80 m est obligatoire. S'il est surmonté d'une clôture, celle-ci devra être suffisamment solide pour résister à la pression de la neige.

Sur les autres limites, la hauteur des murets, le cas échéant, ne devra pas dépasser 0,80 m.

Les murs en pierre sèche sont également autorisés sous réserve de ne pas dépasser 0,80 m de hauteur. Toutefois, en cas de restauration / reconstruction d'un mur en pierre sèche existant, la hauteur pourra atteindre la hauteur du mur initial, même si celle-ci excède la règle fixée ci-dessus.

Le long des voies de circulation et à proximité des carrefours et accès, les clôtures ne devront pas créer une gêne pour la circulation en diminuant la visibilité, notamment.

Exemples de traitement des clôtures



Source : M. ARMAND

Les brise vues (ex. bâches, canisses, panneaux pleins...) sont interdits sur les limites de propriété.

Exemples de brise vues interdits sur limite de propriété**ARTICLE 9 PATRIMOINE BATI ET PAYSAGER A PROTEGER**

Sans objet.

ARTICLE 10 OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES

Voir règles applicables à toutes les zones.

PARAGRAPHE 3 – TRAITEMENT ENVIRONNEMENTAL ET PAYSAGER DES ESPACES NON BATIS ET ABORDS DES CONSTRUCTIONS**ARTICLES 11 A 13**

Voir les règles applicables à toutes les zones.

PARAGRAPHE 4 – STATIONNEMENT**ARTICLE 14 OBLIGATIONS IMPOSEES EN MATIERE DE REALISATION D'AIRES DE STATIONNEMENT****1. Stationnement des véhicules automobiles**

1. Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions doit être assuré en dehors des voies publiques, dans des parkings de surface ou des garages.

2. Pour les constructions à usage d'habitation, il est exigé :

- logement de moins de 75 m² de surface de plancher (SP) : 2 places minimum de stationnement
- logement de 75 m² et plus de surface de plancher : 2 places minimum plus une place par tranche commencée de 50 m² comptabilisée au-delà de 75 m² (ex. 100 m² de SP : 2 places + 1 place pour la tranche 75 à 125 m², soit 3 places)

3. Pour les logements locatifs financés avec un prêt aidé par l'Etat, il est exigé une place minimum par logement.

4. Pour les constructions à usage d'activité, le nombre de places prévues devra être suffisant au regard de l'activité.

5. Le changement d'usage des stationnements couverts ou aériens existants et futurs est interdit, sauf démonstration que le nombre de places réglementaires reste conforme aux règles du PLU (ex. déplacement de la place).

6. Sauf intégration dans la construction principale, les nouveaux stationnements couverts pourront être clos sur trois faces, mais pas fermés ; un espace de stockage pourra toutefois être prévu.

Exemple de stockage en extérieur, associé aux places de stationnement



2. Stationnement des vélos

Un local spécifique, ou un emplacement clos et couvert, réservé au stationnement des deux roues non motorisés (y compris vélo à assistance électrique) devra être réalisé.

Ce local doit être

- Accessible (accès à niveau ou à plan incliné) et fonctionnel
- Equipé d'éléments fixes permettant l'attache des cadres
- D'une surface minimale de 8 m²

Destination et nombre de places requises :

- 1,5 place par logement pour toute construction comprenant quatre logements ou plus
- Selon les besoins de l'opération pour les autres destinations.

SECTION III EQUIPEMENTS ET RESEAUX

Voir les règles applicables à toutes les zones.

TITRE 8 : REGLES APPLICABLES AUX ZONES A URBANISER DESTINEES PRIORITAIREMENT A DES HOTELS OU AUTRES HEBERGEMENTS TOURISTIQUES OU MIXTE – AUHT ET AUBHT

AUht	Secteur à urbaniser destiné prioritairement à des hôtels et/ou aux autres hébergements touristiques – Termignon et La Mathia
AUbht	Secteur à urbaniser destiné prioritairement à une opération mixte comprenant de l'habitat et des lits touristiques – Les Maristes

Voir également les dispositions générales et les règles applicables à toutes les zones, ainsi que les OAP thématiques : « trame verte et bleue », « énergie », « façades » et « mobilités ».

SECTION I AFFECTATION DES SOLS ET DESTINATION DES CONSTRUCTIONS

ARTICLE 1 OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES, AUTORISEES ET SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

Dans le secteur AUht Termignon + La Mathia

Destination	Sous-destination	Interdit	Autorisé sous conditions	Autorisé
Exploitation agricole et forestière	Exploitation agricole	X		
	Exploitation forestière	X		
Habitation	Logement	X		
	Hébergement	X		
Commerce et activité de service	Artisanat et commerce de détail			X
	Restauration			X
	Commerce de gros	X		
	Activité de service avec l'accueil d'une clientèle	X		
	Hôtel			X
	Autre hébergement touristique			X
	Cinéma	X		
Equipements d'intérêt collectif et de services publics	Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés	X		
	Locaux techniques et industriels des			X

	administrations publiques et assimilés			
	Etablissements d'enseignement, de santé et d'action sociale	X		
	Salles d'art et de spectacles	X		
	Equipements sportifs	X		
	Lieux de culte	X		
	Autres équipements recevant du public			X
Autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire	Industrie	X		
	Entrepôt	X		
	Bureau	X		
	Centre de congrès et d'exposition	X		
	Cuisine dédiée à la vente en ligne	X		

Les occupations et utilisations du sol interdites, autorisées et soumises à des conditions particulières mentionnées ci-dessus doivent prendre en compte les règles applicables à toutes les zones figurant au titre 2.

Sont de plus interdits :

- les Installations Classées pour l'Environnement soumises à déclaration ou autorisation, à l'exception de celles liées aux équipements d'intérêt collectif et services publics ou aux énergies renouvelables (ex. chaufferie collective privée)
- la construction d'annexes (*cf. définition au titre 1*).
- les terrains de camping et de caravanage.
- les terrains de stationnement de caravanes et garages collectifs de caravanes.
- les parcs de loisirs et d'attraction
- les parcs résidentiels de loisirs (PRL) et les habitations légères de loisirs.
- les dépôts de toute nature et tout particulièrement les dépôts de matières brutes ou de récupération en plein air.
- les dépôts de véhicules et d'épave.
- L'ouverture et l'exploitation de carrières
- Les affouillements et exhaussements qui ne sont pas nécessaires à des constructions ou à des aménagements compatibles avec la vocation de la zone.
- l'ouverture et l'exploitation de carrières

Le changement de destination et de sous-destination des constructions à destination d'autre hébergement touristique et d'hôtel est interdit. Les autres hébergements touristiques peuvent devenir hôtel.

Sont autorisées sous conditions :

L'urbanisation devra être prévue selon une seule opération d'aménagement d'ensemble portant sur la totalité du périmètre.

Les opérations d'aménagement proposées devront être compatibles avec les OAP.

Dans le secteur AUBht Les Maristes

Destination	Sous-destination	Interdit	Autorisé sous conditions	Autorisé
Exploitation agricole et forestière	Exploitation agricole	X		
	Exploitation forestière	X		
Habitation	Logement			X
	Hébergement			X
Commerce et activité de service	Artisanat et commerce de détail			X
	Restauration			X
	Commerce de gros	X		
	Activité de service avec l'accueil d'une clientèle	X		
	Hôtel			X
	Autre hébergement touristique			X
	Cinéma	X		
Equipements d'intérêt collectif et de services publics	Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés	X		
	Locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés			X
	Etablissements d'enseignement, de santé et d'action sociale	X		
	Salles d'art et de spectacles	X		
	Equipements sportifs	X		
	Lieux de culte	X		
	Autres équipements recevant du public			X
Autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire	Industrie	X		
	Entrepôt	X		
	Bureau	X		
	Centre de congrès et d'exposition	X		
	Cuisine dédiée à la vente en ligne	X		

Les occupations et utilisations du sol interdites, autorisées et soumises à des conditions particulières mentionnées ci-dessus doivent prendre en compte les règles applicables à toutes les zones figurant au titre 2.

Sont de plus interdits :

- Les Installations Classées pour l'Environnement soumises à déclaration ou autorisation, à l'exception de celles liées aux équipements d'intérêt collectif et services publics ou aux énergies renouvelables (ex. chaufferie collective privée)
- La construction d'annexes (*cf. définition au titre 1*).
- les terrains de camping et de caravanage.
- les terrains de stationnement de caravanes et garages collectifs de caravanes.
- les parcs de loisirs et d'attraction
- les parcs résidentiels de loisirs (PRL) et les habitations légères de loisirs.
- les dépôts de toute nature et tout particulièrement les dépôts de matières brutes ou de récupération en plein air.
- les dépôts de véhicules et d'épave.
- L'ouverture et l'exploitation de carrières
- Les affouillements et exhaussements qui ne sont pas nécessaires à des constructions ou à des aménagements compatibles avec la vocation de la zone.
- l'ouverture et l'exploitation de carrières

Le changement de destination et de sous-destination des constructions à destination d'autre hébergement touristique et d'hôtel est interdit. Les autres hébergements touristiques peuvent devenir hôtel.

Sont autorisées sous conditions :

L'urbanisation devra être prévue selon une seule opération d'aménagement d'ensemble portant sur la totalité du périmètre. La réalisation pourra se faire en plusieurs phases.
Les opérations d'aménagement proposées devront être compatibles avec les OAP.

Dans les trois secteurs AUht Termignon + La Mathia et AUBht Les Maristes

Dans les opérations destinées à des lits touristiques,

- Pour les autres hébergements touristiques de surface de plancher inférieure à 5000m² le nombre de lits pour les travailleurs saisonniers devra être suffisant et justifié au regard des caractéristiques et capacités du projet.
- Pour les autres hébergements touristiques de surface de plancher supérieure à 5 000 m² et pour tous les hôtels, le pourcentage de lits dédiés aux saisonniers ne pourra pas être inférieur à 10 % du nombre de lits touristiques créés. Afin de vérifier la compatibilité des projets sur ce point, l'équivalence suivante pourra être admise : 10 m² de SDP affectés au logement saisonnier = 1 lit pour le personnel saisonnier.

En cas d'extension ou d'annexe d'une construction existante correspondant à ces mêmes sous-destinations, le nombre de lits retenu sera celui de l'ensemble de la construction (existant + annexe(s) et/ou extension(s)).

Cette règle ne s'applique pas au secteur AUht rive gauche de l'Arc destiné aux lodges (OAP n°10 – numéro 1.4 secteur des lodges)

ARTICLE 2 MIXITE FONCTIONNELLE ET SOCIALE

Dans la zone AUbht des Maristes, (OAP n°13), minimum 20% des logements seront en accession et/ou location aidée ; les logements sous forme de BRS sont considérés comme des logements sociaux.

SECTION II CARACTERISTIQUES URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE

Voir également les dispositions générales et les règles applicables à toutes les zones.

PARAGRAPHE 1 – VOLUMETRIE ET IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS

ARTICLE 3 EMPRISE AU SOL DES CONSTRUCTIONS

Sans objet.

ARTICLE 4 HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

Règle générale

La hauteur des constructions est mesurée à partir du terrain naturel existant avant travaux en cas de remblais et à partir du terrain aménagé après travaux en cas de déblais. Elle se mesure entre tout point de la construction et sa projection à la verticale.

Dans le cas d'une construction présentant plusieurs volumes étagés dans la pente, la hauteur se mesure pour chaque volume.

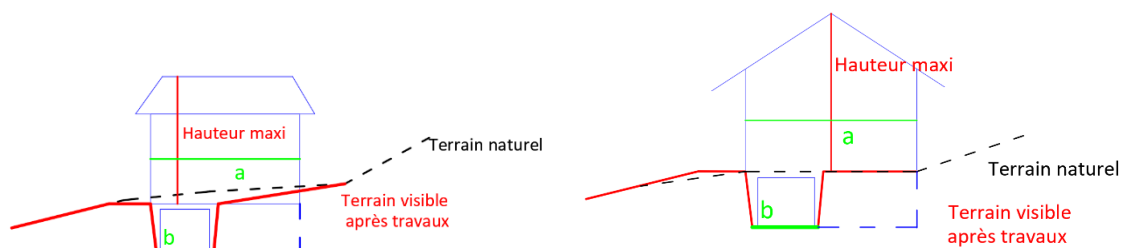
La hauteur ne doit pas excéder : 18 mètres au faîtage ou au point le plus haut

En secteur AUht en rive gauche de l'Arc, destiné aux lodges sur l'OAP n°10, la hauteur des constructions devra rester modérée et compatible avec les caractéristiques du terrain (topographie, forme en bande) et l'intégration paysagère d'ensemble.

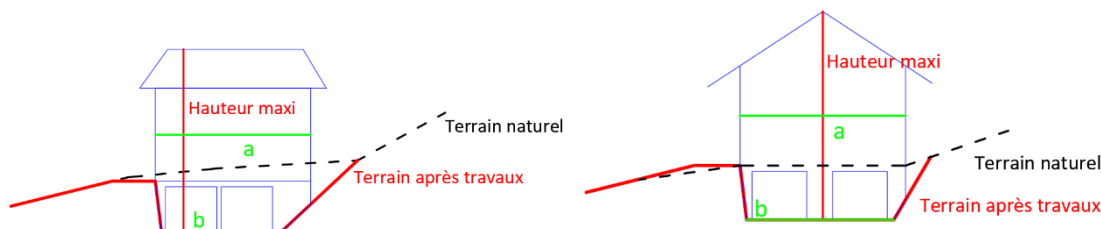
Les édifices et éléments techniques tels que les cheminées, les cages d'ascenseur, les ventilations... ne sont pas pris en compte dans le calcul de la hauteur.

Règle particulière

Dans le cas d'une partie enterrée selon les schémas ci-après, la hauteur de cette partie enterrée n'est pas prise en compte dans le calcul de la hauteur si $b \leq a/2$; b étant la façade visible de la partie enterrée.

Illustration du mode de calcul

Dans le cas de partie enterrée dont plus de la moitié de la façade est visible ($b \geq a/2$), cette partie enterrée doit être prise en compte dans le calcul de la hauteur. Cf. exemples ci-dessous.

Illustration du mode de calcul

La hauteur n'est pas réglementée pour les constructions et équipements d'intérêt collectif et services publics.

La hauteur des ouvrages techniques privés (type antenne télécom, radio, éolienne, ...) est limitée à 12 mètres à partir du sol existant avant travaux.

ARTICLE 5 IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Implantation par rapport aux routes départementales et communales :

En secteur AUht

Les constructions nouvelles seront implantées à une distance de 1 mètre au minimum de la limite de référence (cf. définition au titre 1)

Ce recul se mesure au mur fini. Le surplomb de la voirie publique est interdit.

En secteur AUBht

L'implantation des constructions est libre. Le surplomb de la voirie publique est interdit.

Implantation par rapport aux emprises publiques (cf. définition au titre 1) :

Les constructions nouvelles seront implantées à une distance de 1 mètre au minimum de la limite de l'emprise publique. Ce recul se mesure au mur fini. Le surplomb de l'emprise publique est interdit.

Dans tous les secteurs et pour toutes les voies ou emprises publiques

Il est recommandé d'implanter les portails à 3 mètres au minimum du bord de l'espace public.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux constructions et équipements d'intérêt collectif et services publics.

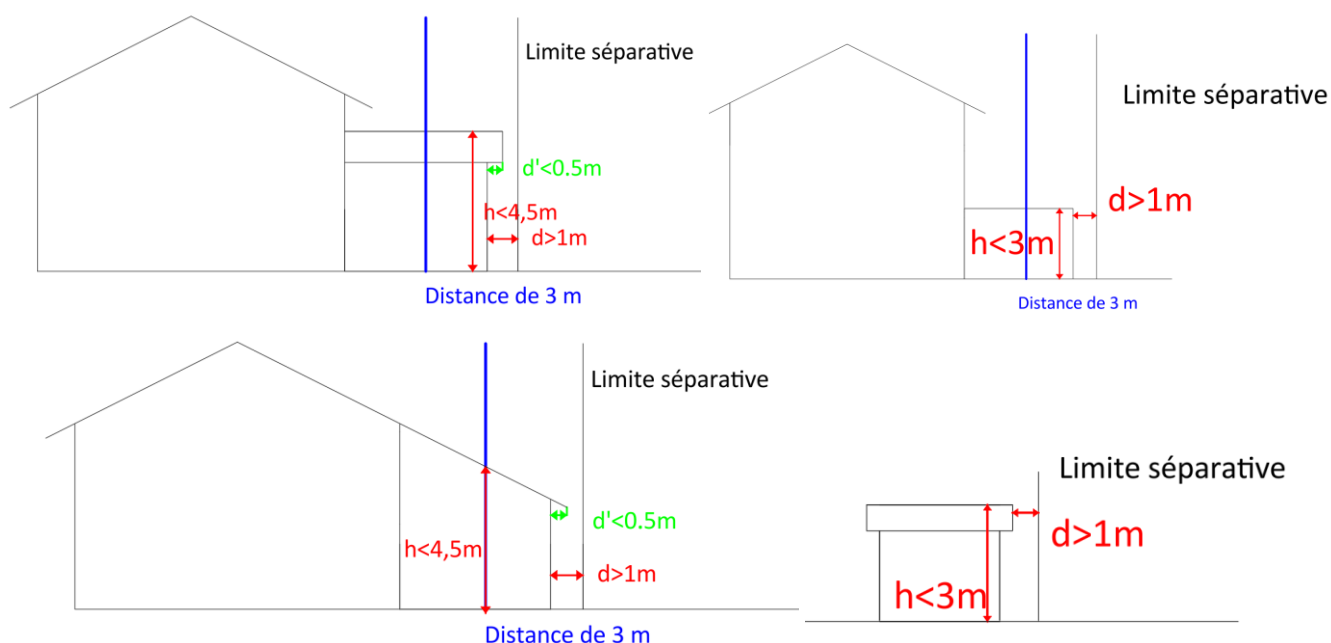
ARTICLE 6 IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

1. Les constructions s'implanteront à 3 mètres au minimum de la limite séparative, sauf dans le cas d'aménagement ou de reconstruction d'un bâtiment dans le volume existant. La distance se mesure au mur fini avec une tolérance de 0,50 m pour les débords de toit.

2. Les constructions peuvent également s'implanter jusqu'à un mètre de la limite séparative, sous réserve que, dans la bande de 1 à 3 m,

- dans le cas d'une toiture à pan : la construction soit implantée par rapport aux limites séparatives à minimum 1,00 m au mur fini, avec une tolérance de 0,50 m pour les débords de toit, et que la hauteur de la construction reste inférieure ou égale à 4,50 m ;
- dans le cas d'une toiture plate ou terrasse : la hauteur de la construction reste inférieure ou égale à 3 m, hors garde-corps
- la longueur de chaque façade bordant la limite soit inférieure ou égale à 6 m, avec, le cas échéant, une tolérance de 0,5 m de chaque côté pour les débords de toit.

La hauteur se mesure par rapport au terrain naturel avant travaux en cas de remblais et après travaux en cas de déblais.

Illustration d'implantation possible dans la bande de 1 à 3 m.


3. Les constructions peuvent également s'implanter sur la limite séparative, pour constituer simultanément des constructions mitoyennes / jumelées.

4. Les piscines (bassins) devront être implantées à 3 mètres au minimum de la limite séparative.
5. L'implantation des équipements d'intérêt collectif et services publics n'est pas réglementée.

ARTICLE 7 IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Non réglementé.

PARAGRAPHE 2 – QUALITE URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE

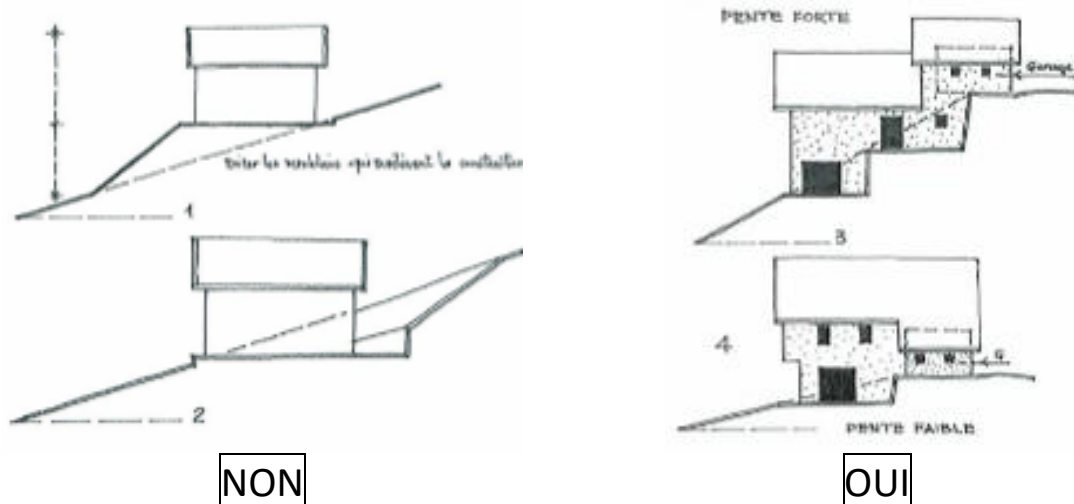
ARTICLE 8 CARACTERISTIQUES ARCHITECTURALES DES FAÇADES ET TOITURES DES CONSTRUCTIONS ET DES CLOTURES

1. L'implantation des constructions et accès

Les exhaussements et affouillements seront à justifier et devront contribuer à l'insertion des constructions et aménagements dans la pente.

Ainsi, la meilleure adaptation au terrain naturel doit être recherchée afin de réduire au minimum les mouvements de terre ; la pente du terrain sera utilisée pour accéder aux différents niveaux de la construction. Le terrain naturel sera reconstitué au mieux autour des constructions.

Les constructions s'implanteront dans le terrain selon le schéma ci-dessous.



Source : extrait document du CAUE73

2. Aspect général des constructions

Un soin tout particulier doit être apporté à la préservation de la qualité architecturale et spatiale.

L'unité d'aspect doit prévaloir sur les expressions individuelles, tant pour le volume des constructions que pour les pentes et l'orientation des toitures, l'aspect et la teinte des matériaux.

Les constructions d'aspect traditionnel non local (ex. maison à colombage,...) et les constructions d'aspect rondin, fustes ou madrier sont interdites.

3. Aspect des façades

Les matériaux prévus pour être enduits ou recouverts d'un parement devront l'être.

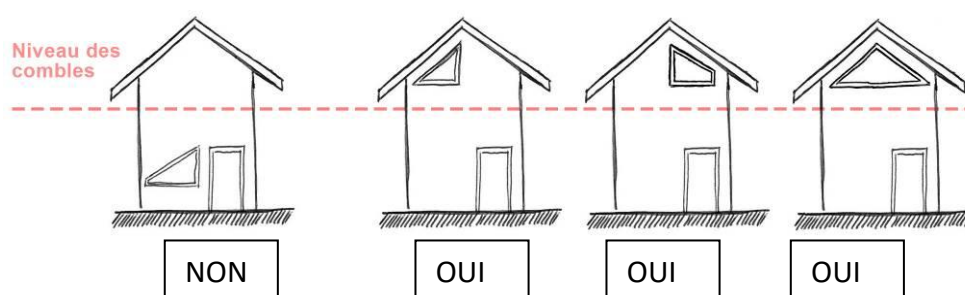
Les couleurs des façades d'aspect maçonné seront de teintes claires choisies dans le nuancier joint, dont l'original se trouve en Mairie.

Le blanc pur et toutes les couleurs pures et agressives sont interdits, hormis pour souligner des détails architecturaux, une entrée, ...

Toutes les boiseries, charpentes, lames de bardage et menuiseries (y compris les volets roulants et portes de garage) seront d'aspect bois dont la couleur définitive sera foncée ou naturellement grisée pour les bois non traités (ex : mélèze, red cedar, ...).

Les ouvertures seront rectangulaires. Des exceptions sont néanmoins tolérées pour les ouvertures triangulaires ou trapézoïdales : uniquement sur les façades pignons, au niveau des combles.

Les fenêtres cintrées sont interdites.



Les surfaces vitrées le nécessitant feront l'objet d'un traitement particulier pour limiter le risque de collision aviaire, destiné à rendre les surfaces vitrées visibles pour les oiseaux et prévenir les impacts mortels.

La pierre apparente en appareillage traditionnel (ou à pierres vues) est admise uniquement sur le premier niveau de la construction (rez-de-chaussée ou de jardin). Voir exemples d'aspects à rechercher en infra.

Le cas échéant, les bardages seront d'aspect bois et verticaux. Ils seront limités à de faibles parties des façades (triangle du pignon).

Les balcons seront réalisés de préférence avec des barreaux verticaux simples ou pleins, d'aspect et couleur bois. Dans tous les cas, les éléments transparents pouvant générer la collision des oiseaux sont interdits.

Dans le cas d'un habillage pierre, celle-ci devra avoir l'aspect de la pierre locale. Les pierres sciées, les pierres isolées et les placages réguliers ou de matériaux inadaptés sont interdites.

Exemples d'aspect interdit :



Exemples d'aspect à rechercher :



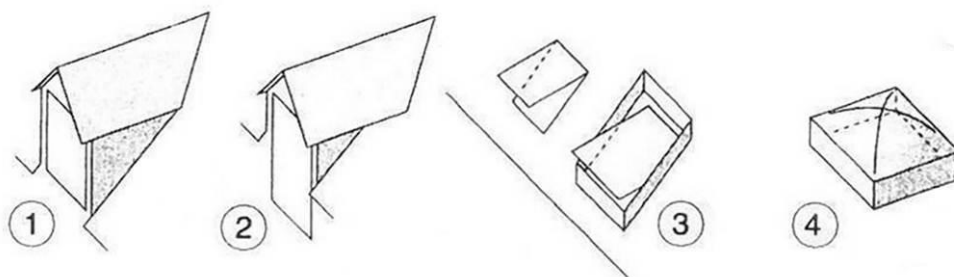
4. Aspect des toitures

Les toitures seront à deux pans. Les toitures à un pan ou terrasses ne sont autorisées que sous certaines conditions (voir règles spécifiques ci-après). Les demi-croupes sont interdites.

Si la toiture est à deux pans, les débords de toit sont obligatoires. Ils seront en harmonie avec la volumétrie de la construction.

En cas de construction avec façade pignon sur la limite séparative, les débords de toit ne sont pas obligatoires sur le pignon.

S'il y a des ouvertures de toit, celles-ci seront uniquement de type : lucarne jacobine (1), lucarne meunière (2) ou fenêtre de toit (3). Les lanterneaux (4) seront également autorisés mais uniquement dans le cas d'une toiture plate.



Les toitures des extensions ou annexes auront le même aspect que la construction existante.

Pour des raisons de résistance au gel, le PVC est interdit pour les gouttières et descentes d'eau.

Les arrêts de neige sont obligatoires. Les crochets seront de couleur mate.

Les toitures à deux pans seront de pentes comprises entre 30 et 45%, sauf construction non accolée de moins de 10 m² d'emprise au sol.

Dans le cas d'une extension, la pente sera identique à celle de la toiture existante.

Les toitures à un pan ne sont autorisées que dans les cas suivants :

- en extension d'une construction principale, avec la même pente que celle de la construction à laquelle elles s'adossent,
- en intégration dans la pente du terrain,
- construction annexe d'emprise au sol inférieure à 10 m² et d'un seul niveau (hauteur maximum 3 m).

Les toitures plates ne sont autorisées que dans les cas suivants :

- si elles sont végétalisées et s'inscrivent dans un objectif environnemental (ex : limitation des émissions de gaz à effet de serre, performance énergétique ou gestion des eaux pluviales, ...),
- en extension d'une construction principale, si elles sont utilisées en terrasse, selon une surface limitée à 30% de l'emprise au sol totale de la construction
- en élément de liaison entre deux constructions à deux pans
- intégration dans la pente du terrain,
- construction annexe d'emprise au sol inférieure à 10 m² et d'un seul niveau (hauteur maximum 3 m).

Les toitures seront mates de teinte gris foncé ou gris lauze, en harmonie avec celle des constructions alentours.

En rive gauche de l'Arc à Termignon, les toitures seront en lauze.

Une exception est admise pour les ouvertures de toit, les structures transparentes, les panneaux liés aux énergies solaires et les toitures végétalisées.

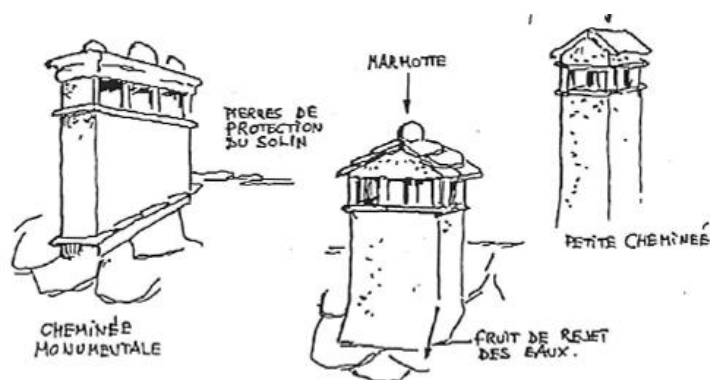
Les toitures des gares de remontées mécaniques pourront déroger à la règle.

Les couvertures d'aspect tavaillons et ancelles sont interdites.

Les couvertures constituées de planches de bois disposées parallèlement à la pente de la toiture (voir ci-contre) sont néanmoins autorisées pour les annexes de moins de 20 m² d'emprise au sol.



Dans le cas d'une toiture en lauze, les cheminées sont massives, en accord avec la construction traditionnelle locale (dalle de couverture, marmotte, lauze formant petite toiture).



Source : M. ARMAND

5. Aspect des clôtures

Rappel : les clôtures ne sont pas obligatoires.

Hormis autour de jardins potagers, les clôtures sont souvent absentes dans le paysage. Elles sont remplacées par des éléments filtrants tels que des murets, des plantations, des jardins, ...

Le cas échéant, la hauteur totale des clôtures est limitée à 1,40 mètre maximum.

En référence aux modèles locaux tels qu'illustrés ci-dessous, sont autorisés uniquement les dispositifs à claire-voie d'aspect bois (palines verticales ou lisses horizontales) et les clôtures en grillage de teinte gris mat intégrées ou non dans une clôture bois.

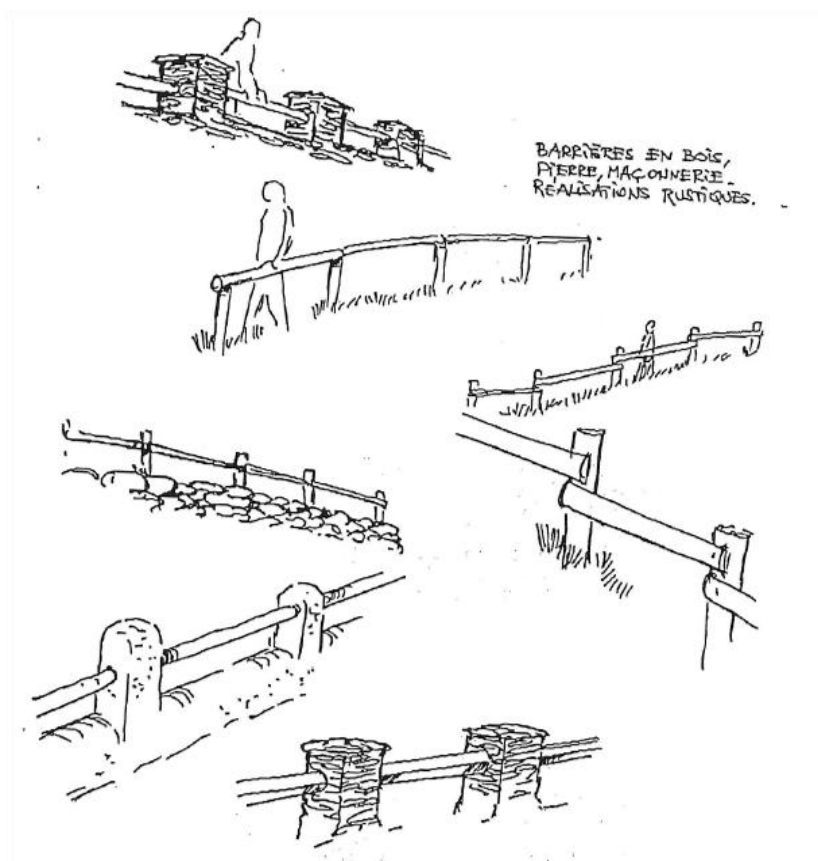
Le cas échéant, le long des voies déneigées, un muret maçonné de couleur et d'aspect en harmonie avec la construction principale et de hauteur comprise entre 0,30 m et 0,80 m est obligatoire. S'il est surmonté d'une clôture, celle-ci devra être suffisamment solide pour résister à la pression de la neige.

Sur les autres limites, la hauteur des murets, le cas échéant, ne devra pas dépasser 0,80 m.

Les murs en pierre sèche sont également autorisés sous réserve de ne pas dépasser 0,80 m de hauteur. Toutefois, en cas de restauration / reconstruction d'un mur en pierre sèche existant, la hauteur pourra atteindre la hauteur du mur initial, même si celle-ci excède la règle fixée ci-dessus.

Le long des voies de circulation et à proximité des carrefours et accès, les clôtures ne devront pas créer une gêne pour la circulation en diminuant la visibilité, notamment.

Exemples de traitement des clôtures



Les brise vues (ex. bâches, canisses, panneaux pleins...) sont interdits sur les limites de propriété.

Exemples de brise vues interdits sur limite de propriété



6. Energie et développement durable et autres équipements techniques

Voir règles applicables à toutes les zones.

ARTICLE 9 PATRIMOINE BATI ET PAYSAGER A PROTEGER

Non réglementé.

ARTICLE 10 OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES

Voir les règles applicables à toutes les zones.

PARAGRAPHE 3 – TRAITEMENT ENVIRONNEMENTAL ET PAYSAGER DES ESPACES NON BATIS ET ABORDS DES CONSTRUCTIONS

ARTICLES 11 A 13

Voir les règles applicables à toutes les zones.

PARAGRAPHE 4 – STATIONNEMENT

ARTICLE 14 OBLIGATIONS IMPOSEES EN MATIERE DE REALISATION D'AIRES DE STATIONNEMENT

1. Stationnement des véhicules automobiles

Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions doit être assuré en dehors des voies publiques, dans des parkings de surface ou des garages.

Il est exigé :

- pour les hôtels : 2 places pour 3 chambres
- pour les restaurants : 1 place par tranche commencée de 20 m² de surface de restaurant
Cas des restaurants intégrés à un hôtel : en plus des places créées pour les chambres, il sera créé 5 places de stationnement par tranche commencée de 100 m² de salle de service de restaurant
- pour les autres hébergements touristiques : 1 place par tranche commencée de 60 m² de surface de plancher
- pour les constructions à destination commerciale : 1 place par tranche commencée de 40 m² de surface de vente

Dans le cas de stationnements couverts concernant plusieurs logements, ceux-ci ne doivent pas être sous forme de box, pour éviter leur transformation. Si les garages sont en sous-sol, seul l'accès principal pourra être fermé.

Le changement d'usage des stationnements couverts ou aériens existants et futurs est interdit, sauf démonstration que le nombre de places réglementaires reste conforme aux règles du PLU (ex. déplacement de la place).

Sauf intégration dans la construction principale, les nouveaux stationnements couverts pourront être clos sur trois faces, mais pas fermés ; un espace de stockage pourra toutefois être prévu.

Exemple de stockage en extérieur, associé aux places de stationnement



2. Stationnement des vélos

Un local spécifique, ou un emplacement clos et couvert, réservé au stationnement des deux roues non motorisés (y compris vélo à assistance électrique) devra être réalisé.

Ce local doit être

- Accessible (accès à niveau ou à plan incliné) et fonctionnel
- Equipé d'éléments fixes permettant l'attache des cadres
- D'une surface minimale de 8 m²

Destination et nombre de places requises :

- 1,5 place par logement pour toute construction comprenant quatre logements ou plus
- Selon les besoins de l'opération pour les autres destinations.

SECTION III EQUIPEMENTS ET RESEAUX

Voir les règles applicables à toutes les zones.

TITRE 9 : REGLES APPLICABLES AUX ZONES A URBANISER DESTINEE PRIORITAIREMENT AUX ACTIVITES ECONOMIQUES OU MIXTE EQUIPEMENTS PUBLICS ET ACTIVITES ECONOMIQUES – AUE

- AUe1 Secteur à urbaniser destiné prioritairement aux activités économiques de la destination commerce et activité de service – Napoléon Bonaparte à Bramans
- AUe2 Secteur à urbaniser destiné prioritairement aux activités économiques des sous-destinations artisanat et commerce de détail et industrie – La Mande de Champlieu à Sollières
- AUe3 Secteur à urbaniser destiné prioritairement à des équipements publics et à des activités économiques – front d'activités de Termignon

Voir également les dispositions générales et les règles applicables à toutes les zones, ainsi que les OAP thématiques : « trame verte et bleue », « énergie », « façades » et « mobilités ».

SECTION I AFFECTATION DES SOLS ET DESTINATION DES CONSTRUCTIONS

ARTICLE 1 OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES, AUTORISEES ET SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

En AUe1 Napoléon Bonaparte

Destination	Sous-destination	Interdit	Autorisé sous conditions	Autorisé
Exploitation agricole et forestière	Exploitation agricole	X		
	Exploitation forestière	X		
Habitation	Logement	X		
	Hébergement	X		
Commerce et activité de service	Artisanat et commerce de détail			X
	Restauration			X
	Commerce de gros	X		
	Activité de service avec l'accueil d'une clientèle	X		
	Hôtel	X		
	Autre hébergement touristique	X		
	Cinéma	X		
Equipements d'intérêt collectif et de services publics	Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés			X
	Locaux techniques et industriels des			X

	administrations publiques et assimilés			
	Etablissements d'enseignement, de santé et d'action sociale	X		
	Salles d'art et de spectacles	X		
	Equipements sportifs	X		
	Lieux de culte	X		
	Autres équipements recevant du public			X
Autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire	Industrie	X		
	Entrepôt	X		
	Bureau			X
	Centre de congrès et d'exposition	X		
	Cuisine dédiée à la vente en ligne	X		

Les occupations et utilisations du sol interdites, autorisées et soumises à des conditions particulières mentionnées ci-dessus doivent prendre en compte les règles applicables à toutes les zones figurant au titre 2.

Sont de plus interdits :

- les affouillements et exhaussements qui ne sont pas nécessaires à des constructions ou à des aménagements compatibles avec la vocation de la zone.
- les terrains de camping et de caravanage.
- les terrains de stationnement de caravanes et garages collectifs de caravanes. Le stationnement de son véhicule sur sa propriété est autorisé.
- les parcs de loisirs et d'attraction
- les parcs résidentiels de loisirs (PRL) et les habitations légères de loisirs.
- les dépôts de véhicules et d'épave.
- l'ouverture et l'exploitation de carrières

Sont autorisées sous conditions :

L'urbanisation devra être prévue selon une seule opération d'aménagement d'ensemble portant sur la totalité du périmètre.

Les opérations d'aménagement proposées devront être compatibles avec les OAP.

En AUe2 Mandé de Champlieu vers la STEP de Sollières

Destination	Sous-destination	Interdit	Autorisé sous conditions	Autorisé
Exploitation agricole et forestière	Exploitation agricole	X		
	Exploitation forestière	X		
Habitation	Logement	X		
	Hébergement	X		
Commerce et activité de service	Artisanat et commerce de détail			X
	Restauration	X		
	Commerce de gros	X		
	Activité de service avec l'accueil d'une clientèle	X		
	Hôtel	X		
	Autre hébergement touristique	X		
	Cinéma	X		
Equipements d'intérêt collectif et de services publics	Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés	X		
	Locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés			X
	Etablissements d'enseignement, de santé et d'action sociale	X		
	Salles d'art et de spectacles	X		
	Equipements sportifs	X		
	Lieux de culte	X		
	Autres équipements recevant du public	X		
Autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire	Industrie	X		X
	Entrepôt			
	Bureau	X		
	Centre de congrès et d'exposition	X		
	Cuisine dédiée à la vente en ligne	X		

Les occupations et utilisations du sol interdites, autorisées et soumises à des conditions particulières mentionnées ci-dessus doivent prendre en compte les règles applicables à toutes les zones figurant au titre 2.

Sont de plus interdits :

- les affouillements et exhaussements qui ne sont pas nécessaires à des constructions ou à des aménagements compatibles avec la vocation de la zone.
- les terrains de camping et de caravanage.
- les terrains de stationnement de caravanes et garages collectifs de caravanes. Le stationnement de son véhicule sur sa propriété est autorisé.
- les parcs de loisirs et d'attraction
- les parcs résidentiels de loisirs (PRL) et les habitations légères de loisirs.
- les dépôts de véhicules et d'épave.
- l'ouverture et l'exploitation de carrières

Sont autorisées sous conditions :

L'urbanisation devra être prévue selon une seule opération d'aménagement d'ensemble portant sur la totalité du périmètre, à l'exclusion du foncier lié à la STEP.

Les opérations d'aménagement proposées devront être compatibles avec les OAP.

En AUe3 Front d'activités Termignon

Destination	Sous-destination	Interdit	Autorisé sous conditions	Autorisé
Exploitation agricole et forestière	Exploitation agricole	X		
	Exploitation forestière	X		
Habitation	Logement	X		
	Hébergement	X		
Commerce et activité de service	Artisanat et commerce de détail			X
	Restauration			X
	Commerce de gros	X		
	Activité de service avec l'accueil d'une clientèle			X
	Hôtel	X		
	Autre hébergement touristique	X		
	Cinéma	X		
Equipements d'intérêt collectif et de services publics	Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés			X
	Locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés			X
	Etablissements d'enseignement, de santé et d'action sociale			X
	Salles d'art et de spectacles	X		
	Equipements sportifs	X		

	Lieux de culte	X		
	Autres équipements recevant du public			X
Autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire	Industrie	X		
	Entrepôt	X		
	Bureau	X		
	Centre de congrès et d'exposition	X		
	Cuisine dédiée à la vente en ligne	X		

Les occupations et utilisations du sol interdites, autorisées et soumises à des conditions particulières mentionnées ci-dessus doivent prendre en compte les règles applicables à toutes les zones figurant au titre 2.

Sont de plus interdits :

- les affouillements et exhaussements qui ne sont pas nécessaires à des constructions ou à des aménagements compatibles avec la vocation de la zone.
- les terrains de camping et de caravanage.
- les terrains de stationnement de caravanes et garages collectifs de caravanes. Le stationnement de son véhicule sur sa propriété est autorisé.
- les parcs de loisirs et d'attraction
- les parcs résidentiels de loisirs (PRL) et les habitations légères de loisirs.
- les dépôts de véhicules et d'épave.
- l'ouverture et l'exploitation de carrières

Sont autorisées sous conditions :

L'urbanisation pourra se faire au fur et à mesure de la réalisation des équipements internes à la zone. Les opérations d'aménagement proposées devront être compatibles avec les OAP.

ARTICLE 2 MIXITE FONCTIONNELLE ET SOCIALE

Non réglementé.

SECTION II	CARACTERISTIQUES URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE
-------------------	--

Voir également les dispositions générales et les règles applicables à toutes les zones.

PARAGRAPHE 1 – VOLUMETRIE ET IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS

ARTICLE 3 EMPRISE AU SOL DES CONSTRUCTIONS

Non réglementé.

ARTICLE 4 HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

La hauteur des constructions est mesurée à partir du terrain naturel existant avant travaux en cas de remblais et après travaux en cas de déblais. Elle se mesure entre tout point de la construction et sa projection à la verticale.

La hauteur ne doit pas excéder :

- en secteur AUe1 : 12 mètres au faîtage
- en secteur AUe2 : 14 mètres au faîtage
- en secteur AUe3 : 8 mètres au faîtage

Les ouvrages techniques et autres équipements d'infrastructure sont exclus.

La hauteur n'est pas réglementée pour les constructions et équipements d'intérêt collectif et services publics.

ARTICLE 5 IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Implantation par rapport la Route départementale 1006 :

Les constructions nouvelles seront implantées à une distance de 2 mètres au minimum de la limite de référence (cf. définition au titre 1).

Ce recul se mesure au mur fini.

Le surplomb de la voirie publique est interdit.

Il est recommandé d'implanter les portails à 3 mètres au minimum du bord de l'espace public.

L'implantation des équipements d'intérêt collectifs et services publics n'est pas réglementée.

Implantation par rapport aux emprises publiques (cf. définition au titre 1) :

Les constructions nouvelles seront implantées à une distance de 2 mètres au minimum de la limite de l'emprise publique. Ce recul se mesure au mur fini.

Le surplomb de l'emprise publique est interdit.

En secteur AUe3, la distance d'implantation n'est pas réglementée.

ARTICLE 6 IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

Cas particulier, lorsque les terrains situés de l'autre côté de la limite séparative sont classés en zone Urbaine, les constructions nouvelles s'implanteront avec un recul minimum de 3 mètres mesuré en tout point de la construction.

Dans les autres cas, l'implantation est libre.

ARTICLE 7 IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Non réglementé.

PARAGRAPHE 2 – QUALITE URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE**ARTICLE 8 CARACTERISTIQUES ARCHITECTURALES DES FAÇADES ET TOITURES DES CONSTRUCTIONS ET DES CLOTURES**

Un soin tout particulier doit être apporté à la préservation de la qualité spatiale et de l'intégration au paysage.

Les matériaux prévus pour être enduits ou recouverts d'un parement devront l'être.

Les surfaces vitrées le nécessitant feront l'objet d'un traitement particulier pour limiter le risque de collision aviaire, destiné à rendre les surfaces vitrées visibles pour les oiseaux et prévenir les impacts mortels.

En secteur AUe1 (Napoléon Bonaparte)**Aspect des façades**

Dans la continuité du front de rue le long de la RD 1006 et en harmonie avec l'existant, les couleurs des façades, devantures et volets des constructions à destination commerciale pourront être de teintes choisies dans l'OAP façades.

L'aspect pierre apparente est autorisé uniquement en soubassement des façades donnant sur la RD1006 sur 1 m de hauteur maximum (voir exemples d'aspects à rechercher en infra) / sur le 1^{er} niveau.

Les éléments de bardage, le cas échéant, devront apporter une touche contemporaine à la construction.

Dans le cas d'un habillage pierre, celle-ci devra avoir l'aspect de la pierre locale. Les pierres sciées, les pierres isolées et les placages réguliers ou de matériaux inadaptés sont interdites.

Exemples d'aspect interdit :**Exemples d'aspect à rechercher :****Aspect des toitures**

Les toitures des bâtiments seront à deux pans et le faîtage sera parallèle à la RD 1006.

Les toitures seront de couleur grise, voire gris foncé. Le bac acier est interdit.

Pour des raisons de résistance au gel, le PVC est interdit pour les gouttières et descentes d'eau.

Les toitures plates ou à un pan, qui n'appartiennent pas à l'architecture locale et pourraient contrarier sur d'imposants volumes, sont interdites. La pose de panneaux solaires est préconisée étant donné que le site bénéficie d'un bon ensoleillement. Le cas échéant ils doivent être intégrés aux toitures en évitant l'effet de superstructures surajoutées et de mitage.

Aspect des clôtures

Si une clôture est nécessaire, elle doit rester légère et garder une certaine transparence : les lisses et piquets en bois naturel et le grillage de couleur gris mat sont une réponse adaptée.

Un muret de hauteur maximale 1 mètre est possible. Il peut être surmonté d'un dispositif de type grillage à torsion de couleur gris mat ou bien de lisses en bois.

La hauteur totale de la clôture est limitée à 2 m.

Les enseignes

Les enseignes, le cas échéant, seront appliquées sur la façade, dans le plan de celle-ci, pas en drapeau. Les enseignes lumineuses et les enseignes sur le toit sont interdites.

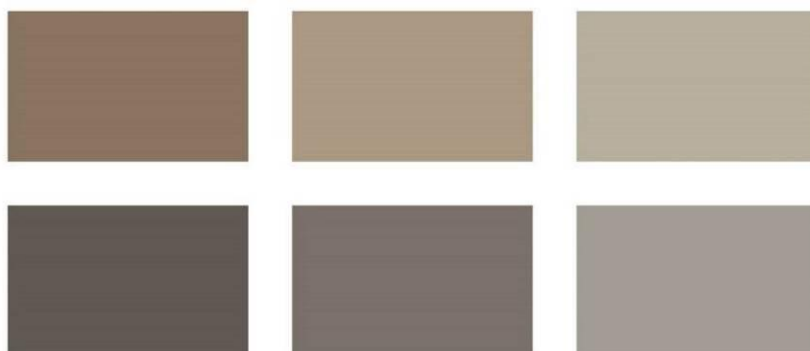
En secteur AUe2 (La Mande Champlieu)

Aspect des façades

Afin d'améliorer l'insertion des futures constructions dans le paysage, des couleurs sombres et naturelles seront préférées pour les façades. Le bardage bois de certaines parties est conseillé pour rythmer les façades de grandes longueurs notamment (ex : partie supérieure des murs gouttereaux ou des pignons, bande ou travée, pour souligner une entrée, ...).

Le nuancier proposé ci-dessous reprend les teintes naturelles présentes à proximité du site : le gypse, le bois, ... Le blanc pur et toutes les couleurs pures et agressives sont interdits.

Exemples de couleurs souhaitées :



L'application de quelques règles simples permettra aux constructions de s'intégrer harmonieusement dans la zone considérée :

- les bardages seront d'aspect et couleur bois.
- les matériaux translucides seront admis dans la limite de 10% de la surface de la façade et en partie haute uniquement.

Aspect des toitures

Les toitures des constructions seront à deux pans. Elles seront mates de teinte gris foncé ou gris lauze. Une exception est admise pour les ouvertures de toit, les structures transparentes et les panneaux liés aux énergies solaires.

Pour des raisons de résistance au gel, le PVC est interdit pour les gouttières et descentes d'eau.

Les toitures plates ou à un pan, qui n'appartiennent pas à l'architecture locale et pourraient contrarier sur d'imposants volumes, sont interdites.

Les panneaux translucides sont limités à 20 % de la surface de chaque pan de toiture.

Le cas échéant, les crochets des arrêts de neige seront de couleur mate.

Aspect des clôtures

Si une clôture est nécessaire, elle doit rester légère et garder une certaine transparence : les lisses et piquets en bois naturel et le grillage de couleur gris mat sont une réponse adaptée.

Un muret de hauteur maximale 1 mètre est possible. Il peut être surmonté d'un dispositif de type grillage à torsion de couleur gris mat ou bien de lisses en bois.

La hauteur totale de la clôture est limitée à 2 m.

Le cas échéant, le long des voies déneigées, les clôtures devront être suffisamment solides pour résister à la pression de la neige.

Les enseignes

Les enseignes, le cas échéant, seront appliquées sur la façade, dans le plan de celle-ci, pas en drapeau. Les enseignes lumineuses et les enseignes sur le toit sont interdites.

En secteur AUe3 (Front d'activités de Termignon)

Aspect des façades

Le traitement des façades sera de préférence minéral, en référence au bâti traditionnel de la Haute-Maurienne.

Aspect des toitures

Les toitures plates ne sont autorisées que dans les cas suivants :

- si elles sont végétalisées et s'inscrivent dans un objectif environnemental (ex : limitation des émissions de gaz à effet de serre, performance énergétique ou gestion des eaux pluviales, ...),
- en extension d'une construction principale, si elles sont utilisées en terrasse, selon une surface limitée à 30% de l'emprise au sol totale de la construction
- en élément de liaison entre deux constructions à deux pans

Les toitures seront en lauze, en référence aux constructions alentours, à l'exception des éventuelles constructions dédiées au fonctionnement du domaine skiable.

Pour des raisons de résistance au gel, le PVC est interdit pour les gouttières et descentes d'eau.

Les enseignes

Les enseignes, le cas échéant, seront appliquées sur la façade, dans le plan de celle-ci, pas en drapeau. Les enseignes lumineuses et les enseignes sur le toit sont interdites.

ARTICLE 9 PATRIMOINE BATI ET PAYSAGER A PROTEGER

Non réglementé.

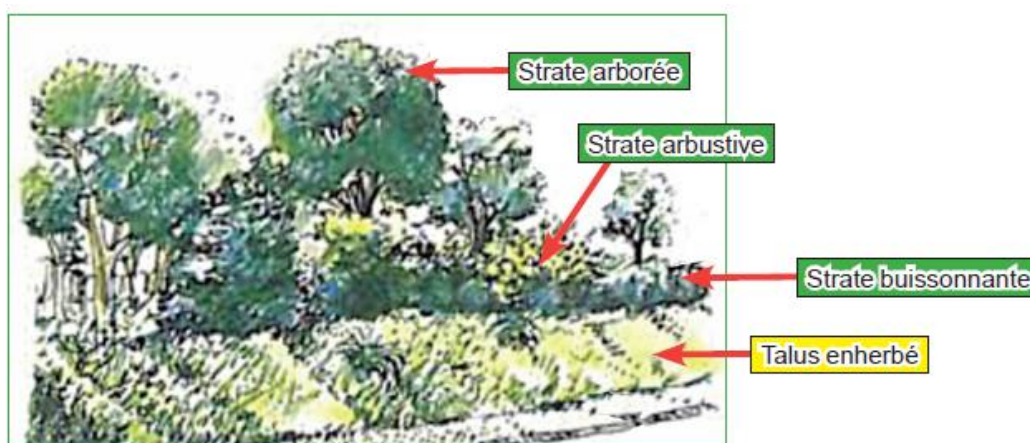
ARTICLE 10 OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES

Voir règles applicables à toutes les zones.

PARAGRAPHE 3 – TRAITEMENT ENVIRONNEMENTAL ET PAYSAGER DES ESPACES NON BATIS ET ABORDS DES CONSTRUCTIONS**ARTICLE 11 GESTION DES ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS**

En secteur AUe2, une haie végétale doit être constituée, pour masquer les aménagements (construction et dépôts) réalisés à l'intérieur de la zone.

Elle respectera les principes suivants :



Les plantations seront réalisées en mélangeant les arbres et arbustes de variétés locales, de hauteurs et floraisons diverses. Les essences non allergisantes seront privilégiées.

ARTICLES 12 ET 13

Voir les règles applicables à toutes les zones.

PARAGRAPHE 4 – STATIONNEMENT**ARTICLE 14 OBLIGATIONS IMPOSEES EN MATIERE DE REALISATION D'AIRES DE STATIONNEMENT****1. Stationnement des véhicules automobiles**

Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions doit être assuré en dehors des voies publiques, dans des parkings de surface ou des garages.

Le nombre de places prévues devra être suffisant au regard des besoins.

En secteur AUe3, aucune place n'est imposée.

2. Stationnement des vélos

Un local spécifique, ou un emplacement couvert, réservé au stationnement des deux roues non motorisés (y compris vélo à assistance électrique) devra être réalisé.

Ce local doit être

- Accessible (accès à niveau ou à plan incliné) et fonctionnel
- Equipé d'éléments fixes permettant l'attache des cadres
- D'une surface minimale de 8 m²

Destination et nombre de places requises :

- 1 place pour 100 m² de surface de plancher destinée au bureau
- 1 place pour 100 m² de surface de plancher destinée à l'artisanat et commerce de détail.
- Selon les besoins de l'opération pour les autres destinations.

En secteur AUe3, aucune place n'est imposée.

SECTION III EQUIPEMENTS ET RESEAUX

Voir les règles applicables à toutes les zones.

TITRE 10 : REGLES APPLICABLES AUX ZONES AGRICOLES – A

Aa	Secteurs destinés à la production agricole dans les alpages ; les constructions agricoles n'y sont pas autorisées, sauf exception.
AaRa	Secteur d'alpage dans lequel existe un restaurant d'altitude (STECAL)
AaRe	Secteur d'alpage dans lequel existe un refuge (STECAL)
Ab	Secteur destiné aux constructions agricoles.
Af	Secteur destiné aux fumières.
Agen	Secteur avec mesures agro-environnementales.
Am	Secteur destiné au maraîchage.
Ap	Secteur d'intérêt patrimonial (Cœur du Parc National de la Vanoise, Natura 2000 et APPB)
ApRe	Secteur agricole d'intérêt patrimonial dans lequel existe un refuge (STECAL)
As	Secteur destiné au stockage définitif de matériaux (ISDI Bramans)
Av	Secteurs destinés à la production agricole en vallée ; les constructions agricoles n'y sont pas autorisées.
AvRa	Secteur agricole dans lequel existe un restaurant d'altitude (STECAL)

Voir également les dispositions générales et les règles applicables à toutes les zones, ainsi que les OAP thématiques : « trame verte et bleue », « énergie », « façades » et « mobilités ».

SECTION I	AFFECTATION DES SOLS ET DESTINATION DES CONSTRUCTIONS
------------------	--

ARTICLE 1	OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES, AUTORISEES ET SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES
------------------	---

Toute occupation et utilisation du sol non autorisée ci-dessous est interdite.

Dans le secteur Agen, sont particulièrement interdits :

- les constructions, aménagements ou infrastructures de toutes natures
- les stockages de toutes natures
- le stationnement de toutes natures
- l'implantation, même temporaire, de stabulation extérieure avec machine à traire.

Dans tous les secteurs, sauf AGEN, Ap, ApRe :

Les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, dont celles nécessaires au déploiement de la fibre optique (Très Haut Débit), sont autorisées, sous réserve qu'elles ne soient pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole ou forestière dans l'unité foncière où elles sont implantées, qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages et, en cas de discontinuité au regard de la loi montagne, qu'elles soient incompatibles avec le voisinage des zones habitées ou que cette implantation corresponde à une nécessité technique impérative.

Les affouillements et les exhaussements du sol sont autorisés à condition qu'ils soient liés strictement à une opération autorisée dans la zone, aux travaux publics ou aux activités agricoles et qu'ils ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages.

Les équipements liés à la production d'hydroélectricité sont autorisés à condition de prendre en compte les risques naturels, de ne pas les aggraver et de ne pas porter atteinte à la sauvegarde des espaces agricoles ou naturels et des paysages.

Les panneaux solaires au sol sont limités à une puissance inférieure à 3kW et une hauteur < 1,80 m au terrain naturel (mât plus panneau). Ils devront être implantés dans un rayon de 10 m de la construction principale à laquelle ils se rattachent et devront faire l'objet d'une étude d'intégration paysagère.

Les occupations et utilisations du sol autorisées ci-dessus devront être compatibles avec l'exploitation du domaine skiable le cas échéant.

En secteur Ab et Av, les occupations et utilisations des sols devront être compatibles avec le maintien des cheminements identifiés comme tracé de principe au titre de l'article L151-38 du c. urb. au plan de zonage.

Dans les secteurs Ab uniquement :

Les constructions à destination d'exploitation agricole sont autorisées, sous réserve de la prise en compte des risques naturels, dont des études spécifiques lorsque celles-ci ont été conduites (avalanche de Bonnenuit sur la zone Ab de Termignon) et de la mise en œuvre des équipements sanitaires adaptés aux caractéristiques de l'exploitation, notamment en termes de gestion des effluents vis-à-vis des cours d'eau.

Un local de transformation, conditionnement et commercialisation de la production peut être créé, à la condition que ces activités constituent le prolongement de l'acte de production et qu'il soit destiné essentiellement aux produits issus de l'exploitation et sous réserve de l'avis de la commission compétente (Commission Départementale de la Protection des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers – CDPENAF).

Sur la zone Ab de Termignon, la modification du site en l'état par l'aménagement de nouveaux bâtiments d'exploitation est subordonnée à un inventaire préalable en saison végétative favorable (avril) de la gagée des champs. En cas de présence de stations de gagée des champs, des mesures ERC devront être mises en œuvre.

Un seul local de surveillance par exploitation est autorisé, dans la limite de 20 m² de surface de plancher, accolés ou intégrés au bâtiment d'élevage et selon la nature et l'importance de l'activité justifiant la nécessité d'être sur place.

Les constructions et installations nécessaires au stockage et à l'entretien de matériel agricole par les coopératives d'utilisation du matériel agricole agréées au titre du code rural et de la pêche maritime.

Dans les secteurs Af uniquement :

Les ouvrages et installations nécessaires à la réalisation de fumières sont autorisés, sous réserve de mettre en œuvre toutes les mesures pour éviter la pollution des eaux et d'une bonne intégration paysagère.

Dans le secteur Am uniquement :

Dans le secteur Am, les serres sont autorisées, ainsi que les constructions agricoles liées à la production végétale (y compris les abris pour le matériel agricole et les locaux nécessaires à la transformation, au conditionnement et à la commercialisation de la production, à la condition que ces activités constituent le prolongement de l'acte de production et que le local soit destiné essentiellement aux produits issus de l'exploitation et sous réserve de l'avis de la commission compétente (CDPENAF) pour les locaux de transformation, conditionnement et commercialisation) ; les élevages relevant du RSD ou des ICPE ne sont pas autorisés.

Dans les secteurs Ap (Agricole d'intérêt patrimonial) correspondant aux sites Natura 2000, cœur de PNV et APPB, qui font l'objet d'une protection réglementaire :

Seuls sont admis :

- Les travaux visant à prévenir les risques naturels sous réserve de prendre toutes dispositions pour assurer une bonne insertion dans le site et de ne pas porter atteinte aux habitats naturels et aux espèces animales et végétales. En cas d'atteinte, des mesures de réduction et compensation devront être étudiées et mises en œuvre.
- La réalisation des équipements nécessaires à la mise en œuvre des mesures et actions définies dans les documents d'objectifs Natura 2000 et les plans de gestion
- La réalisation des équipements nécessaires aux activités pastorales en accord avec les documents d'objectifs Natura 2000 et les plans de gestion
- Les légers aménagements s'ils sont directement liés à la découverte et la valorisation des milieux naturels, ainsi qu'à la randonnée sous réserve de prendre toutes dispositions pour assurer une bonne insertion dans le site et de ne pas porter atteinte aux habitats naturels et aux espèces animales et végétales. En cas d'atteinte, des mesures de réduction et compensation devront être étudiées et mises en œuvre.
- Les équipements et constructions liés au pastoralisme et au gardiennage des troupeaux, sous réserve de la prise en compte des risques naturels et des milieux naturels, dont les zones humides (voir emprise au sol et hauteur maximales autorisées aux articles correspondants) et à la condition d'être sans fondations et mobiles.
- La réalisation des ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif (réservoirs d'AEP,...) sous réserve de prendre toutes dispositions pour assurer une bonne insertion dans le site et de ne pas porter atteinte aux habitats naturels et aux espèces animales et végétales

L'emplacement d'un ancien chalet d'alpage en ruine peut être réutilisé pour installer un local de surveillance pour le berger dans un objectif de protection contre la prédation (priorité par rapport à construction nouvelle).

Peuvent également être autorisées, par arrêté préfectoral, après avis de la commission compétente, dans un objectif de protection et de mise en valeur du patrimoine montagnard, la restauration ou la reconstruction d'anciens chalets d'alpage ou bâtiments d'estive à condition que ces aménagements :

- ne compromettent pas les activités agricoles,
- et sous réserve de l'application de la servitude administrative prévue par ce même article L.122-11
- et sous réserve de la prise en compte des risques naturels et des milieux naturels.

Lorsque la destination est liée à une activité professionnelle saisonnière, les extensions de ces chalets d'alpage et bâtiments d'estive existants sont possibles et limitées à 30% de l'emprise au sol existante (dans la limite de 30 m²) lors de l'approbation du PLU.

Un local de transformation, conditionnement et commercialisation de la production peut être créé, à la condition que ces activités constituent le prolongement de l'acte de production et qu'il soit destiné essentiellement aux produits issus de l'exploitation et sous réserve de l'avis de la commission compétente (Commission Départementale de la Protection des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers – CDPENAF).

Rappel : Tout projet sur un site Natura 2000 devra faire l'objet d'un document d'incidence

Dans le secteur Aa uniquement :

L'emplacement d'un ancien chalet d'alpage en ruine peut être réutilisé pour installer un local de surveillance pour le berger dans un objectif de protection contre la prédation (priorité par rapport à construction nouvelle).

Les équipements et constructions liés au pastoralisme et au gardiennage des troupeaux sont autorisés, sous réserve de la prise en compte des risques naturels et des milieux naturels, dont les zones humides (voir emprise au sol et hauteur maximales autorisées aux articles correspondants) et à la condition d'être sans fondations et mobiles.

Peuvent être autorisées, par arrêté préfectoral, après avis de la commission compétente, dans un objectif de protection et de mise en valeur du patrimoine montagnard, la restauration ou la reconstruction d'anciens chalets d'alpage ou bâtiments d'estive à condition que ces aménagements :

- ne compromettent pas les activités agricoles,
- et sous réserve de l'application de la servitude administrative prévue par ce même article L.122-11
- et sous réserve de la prise en compte des risques naturels et des milieux naturels.

Lorsque la destination est liée à une activité professionnelle saisonnière, les extensions de ces chalets d'alpage et bâtiments d'estive existants sont possibles et limitées à 30% de l'emprise au sol existante (dans la limite de 30 m²) lors de l'approbation du PLU.

Un local de transformation, conditionnement et commercialisation de la production peut être créé, à la condition que ces activités constituent le prolongement de l'acte de production et qu'il soit destiné essentiellement aux produits issus de l'exploitation et sous réserve de l'avis de la commission compétente (Commission Départementale de la Protection des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers – CDPENAF).

Les hôtels existants peuvent faire l'objet d'évolutions telles que modifications d'ouvertures, de façades, de toiture, ... qui ne créent pas d'emprise au sol et/ou de surface de plancher. Leur changement de destination et de sous-destination est interdit.

Les occupations et utilisations du sol autorisées ci-dessus devront être compatibles avec l'exploitation du domaine skiable dans les secteurs concernés.

Dans les secteurs ApRe, AaRe uniquement :

- Les refuges ayant fait l'objet d'une autorisation UTN peuvent faire l'objet d'une extension limitée de 30% de la surface de plancher existante, dans la limite de 30 m².
- Les refuges n'ayant pas fait l'objet d'une autorisation UTN peuvent faire l'objet d'une extension limitée à 30 m² de surface de plancher, dans la limite d'une surface de plancher totale de 200 m²

Ces extensions sont possibles sous réserve de prendre en compte les risques naturels et toutes dispositions pour assurer une bonne insertion paysagère dans le site et de ne pas porter atteinte aux habitats naturels et aux espèces animales et végétales. En cas d'atteinte, des mesures de réduction

et compensation devront être étudiées et mises en œuvre.

Dans le secteur ApRe, la surface de plancher nouvellement créée doit rester dans le volume existant.

Rappel : Tout projet sur un site Natura 2000 devra faire l'objet d'un document d'incidence

Dans les secteurs Av uniquement :

Sous réserve de la prise en compte des risques et milieux naturels, les bâtiments d'habitation existants en zone Av peuvent faire l'objet d'une surélévation (voir hauteur maximale autorisée à l'article correspondant) et/ou d'une extension limitée à 30% de l'emprise au sol existante, dans la limite de 30 m². Dans le cas de plusieurs extensions, celles-ci sont comptabilisées à partir de l'approbation du PLU et leur cumul limité à 30 m². Ces travaux sont autorisés à la condition que les capacités des réseaux et les accès, notamment en hiver, soient suffisants.

Sous réserve de la prise en compte des risques et milieux naturels, les bâtiments d'habitation existants en zone Av peuvent faire l'objet de maximum une annexe d'une emprise au sol (*cf. définitions au titre 1*) inférieure ou égale à 25 m² implantée pour tout ou partie à une distance de 10 mètres au maximum de l'habitation. Ces travaux sont autorisés à la condition que les accès, notamment en hiver, et les capacités des réseaux soient suffisants.

Le changement de fonction des annexes antérieures au PLU et futures est interdit.

Les habitations existantes peuvent faire l'objet d'évolutions telles que modifications d'ouvertures, de façades, de toiture, ... qui ne créent pas d'emprise au sol.

Dans les secteurs AaRa et AvRa uniquement :

- Les constructions à destination de restaurant d'altitude peuvent faire l'objet d'une extension limitée à 30% de la surface de plancher existante, dans la limite d'une surface de plancher totale de 200 m².

Ces extensions sont possibles sous réserve de prendre en compte les risques naturels et toutes dispositions pour assurer une bonne insertion paysagère dans le site et de ne pas porter atteinte aux habitats naturels et aux espèces animales et végétales. En cas d'atteinte, des mesures de réduction et compensation devront être étudiées et mises en œuvre.

Cette extension devra être compatible avec le bon fonctionnement du domaine skiable le cas échéant.

Dans les secteurs As uniquement :

Les affouillements et les exhaussements du sol sont autorisés à condition qu'ils aient pour finalité la remise en état agricole du site. Dans le cas du dépôt de matériaux inertes, les procédures réglementaires seront à mener au préalable.

Dans les secteurs identifiés au plan de zonage au titre de l'article L.151-38 – domaine skiable alpin, sont autorisés :

- dans les secteurs aménagés : les équipements, constructions, installations et aménagements destinés à la pratique du ski alpin (travaux de pistes, réseau de neige, équipements de sécurisation...) ainsi qu'aux remontées mécaniques, sous réserve de respecter les dispositions des zones Agricoles dans lesquels ils s'insèrent
- dans les secteurs à aménager : les équipements, constructions, installations et aménagements destinés à la pratique du ski alpin (travaux de pistes, réseau de neige, équipements de sécurisation...) à l'exception des remontées mécaniques (sauf cas du survol

d'une piste par une remontée), sous réserve de respecter les dispositions des zones Agricoles dans lesquels ils s'insèrent et, dans les deux cas, à condition qu'ils restent compatibles avec l'exercice d'une activité agricole ou pastorale dans l'unité foncière où ils sont implantés et que des mesures soient mises en œuvre pour participer à la sauvegarde des espaces naturels et agricoles et des paysages et notamment que les sites remaniés soient réensemencés avec des essences locales et, autant que possible, en favorisant les espèces fourragères adaptées au site. Si les travaux sont dans un site Natura 2000, une concertation préalable avec l'opérateur sera menée et les précautions nécessaires mises en œuvre.

ARTICLE 2 MIXITE FONCTIONNELLE ET SOCIALE

Sans objet.

SECTION II CARACTERISTIQUES URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE

Voir également les dispositions générales et les règles applicables à toutes les zones.

PARAGRAPHE 1 – VOLUMETRIE ET IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS

ARTICLE 3 EMPRISE AU SOL DES CONSTRUCTIONS

(cf. définition au titre 1)

En secteurs Aa et Ap :

L'emprise au sol des constructions liées au pastoralisme et au gardiennage des troupeaux est limitée à 35 m², y compris en cas de reconstruction d'un ancien chalet d'alpage.

L'extension des chalets d'alpage pour une activité professionnelle saisonnière est limitée à 30% de l'emprise au sol existante, dans la limite de 30 m².

En Av :

L'extension des habitations existantes est limitée à 30% de l'emprise au sol existante, dans la limite de 30 m². Dans le cas de plusieurs extensions, celles-ci sont comptabilisées à partir de l'approbation du PLU et leur cumul est limité à 30 m².

L'emprise au sol de l'annexe à l'habitation est limitée à 25 m².

ARTICLE 4 HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

Règle générale

La hauteur des constructions est mesurée à partir du terrain naturel existant avant travaux en cas de remblais et après travaux en cas de déblais. Elle se mesure entre tout point de la construction et sa projection à la verticale.

Dans le cas d'une construction présentant plusieurs volumes étagés dans la pente, la hauteur se mesure pour chaque volume.

La hauteur des constructions est limitée à :

- Habitations existantes (hors annexes) : 10 m.
- Annexe aux habitations existantes : 4,50 m.
- Constructions liées au pastoralisme et au gardiennage des troupeaux : 4,50 m.
- Bâtiment agricole : 15 m en Ab.
- Toute construction, installation ou équipement : 4,50 m en Am pour les serres et 6 m pour les abris à matériel et locaux de transformation, conditionnement.

Règle particulière

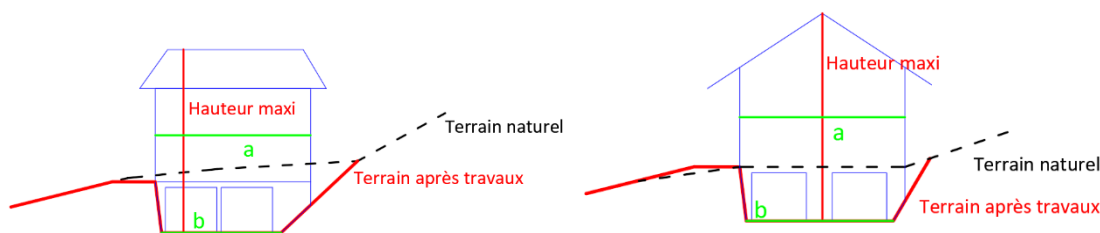
Dans le cas d'une partie enterrée selon les schémas ci-après, la hauteur de cette partie enterrée n'est pas prise en compte dans le calcul de la hauteur si $b \leq a/2$; b étant la façade visible de la partie enterrée.

Illustration du mode de calcul



Dans le cas de partie enterrée dont plus de la moitié de la façade est visible ($b \geq a/2$), cette partie enterrée doit être prise en compte dans le calcul de la hauteur. Cf. exemples ci-dessous.

Illustration du mode de calcul



En cas d'extension d'une construction existante, la hauteur pourra atteindre la hauteur du bâtiment initial, même si celle-ci excède la règle fixée ci-dessus, tout en respectant la règle d'implantation dans la bande de 0 à 3 mètres (article 6).

Un dépassement d'environ 50 cm de la hauteur existante est toléré pour l'isolation des constructions existantes, dans un objectif de performance énergétique.

La hauteur des équipements d'intérêt collectifs et services publics n'est pas réglementée.

La hauteur des ouvrages techniques privés (type antenne télécom, radio, éolienne, ...) est limitée à 12 mètres à partir du sol existant avant travaux.

ARTICLE 5 IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Implantation par rapport aux routes départementales et communales :

Les constructions nouvelles seront implantées à une distance de 2 mètres au minimum de la limite de référence (cf. définition au titre 1)

Ce recul se mesure au mur fini. Le surplomb de la voirie publique est interdit.

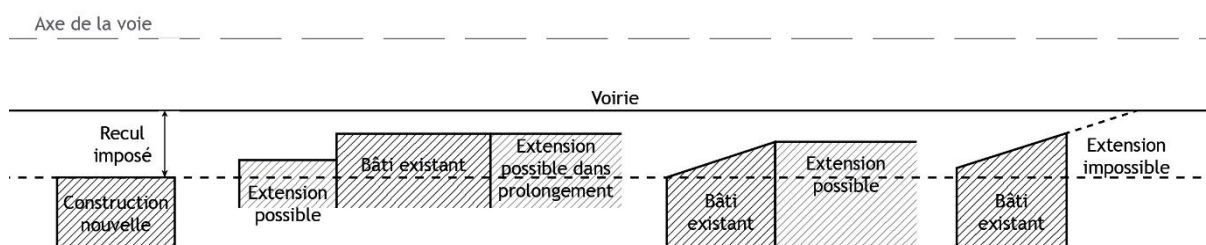
Implantation par rapport aux emprises publiques (cf. définition au titre 1) :

Les constructions nouvelles seront implantées à une distance de 2 mètres au minimum de la limite de l'emprise publique. Ce recul se mesure au mur fini. Le surplomb de l'emprise publique est interdit.

Cas particuliers pour les voies et emprises publiques :

Une tolérance d'environ 30 cm par rapport à l'existant est admise pour l'isolation extérieure des constructions existantes qui ne respecteraient pas les distances d'implantation ci-dessus, dans des objectifs de performance énergétique. Cette tolérance, y compris en cas d'empiètement sur le domaine public, ne pourra être appliquée que si elle reste compatible avec les besoins de circulation (piéton et véhicules) et de sécurité.

Ces dispositions ne s'appliquent pas pour l'extension des bâtiments existants, dans la mesure où cette extension est implantée dans le prolongement ou en retrait de la façade sur voie et ne diminue pas le retrait existant. Cf. schéma ci-dessous.



Il est recommandé d'implanter les portails à 3 mètres au minimum du bord de l'espace public.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux constructions et équipements d'intérêt collectif et services publics.

ARTICLE 6 IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

Dans tous les secteurs, à l'exception du secteur Ab :

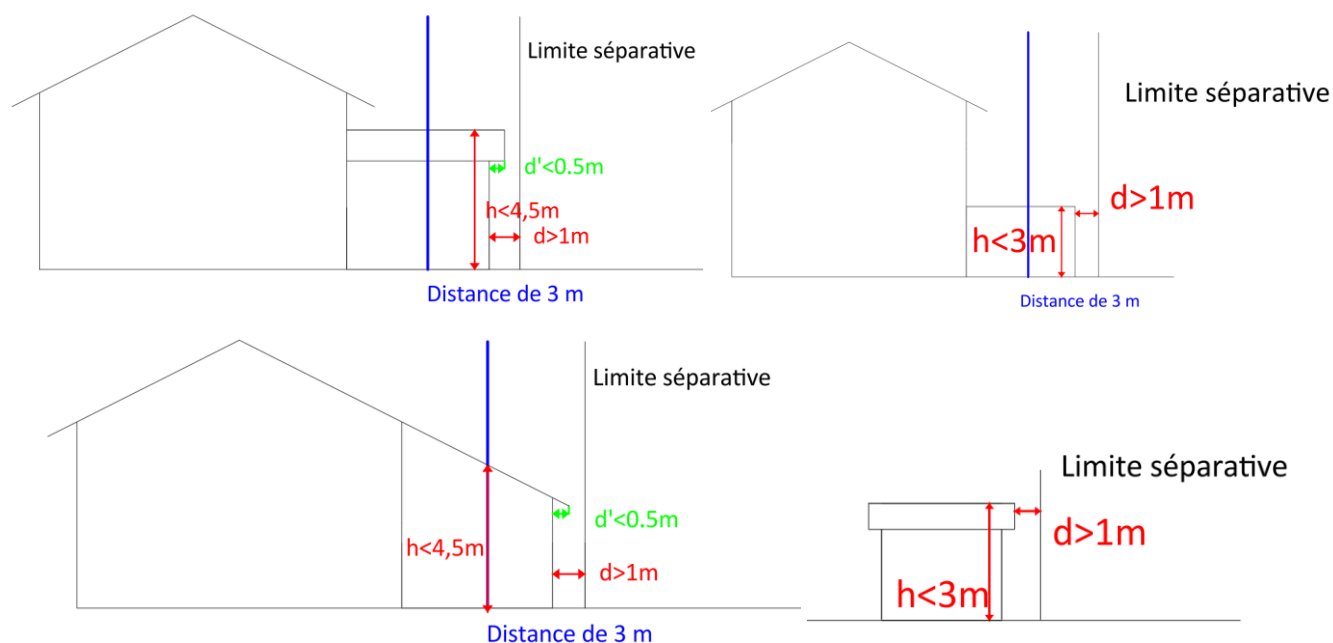
1. Les constructions s'implanteront à 3 mètres au minimum de la limite séparative, sauf dans le cas d'aménagement ou de reconstruction d'un bâtiment dans le volume existant. La distance se mesure au mur fini avec une tolérance de 0,50 m pour les débords de toit.

2. Les constructions peuvent également s'implanter jusqu'à un mètre de la limite séparative, sous réserve que, dans la bande de 1 à 3 m,

- dans le cas d'une toiture à pan : la construction soit implantée par rapport aux limites séparatives à minimum 1,00 m au mur fini, avec une tolérance de 0,50 m pour les débords de toit, et que la hauteur de la construction reste inférieure ou égale à 4,50 m ;
- dans le cas d'une toiture plate ou terrasse : la hauteur de la construction reste inférieure ou égale à 3 m, hors garde-corps
- la longueur de chaque façade bordant la limite soit inférieure ou égale à 6 m, avec, le cas échéant, une tolérance de 0,5 m de chaque côté pour les débords de toit.

La hauteur se mesure par rapport au terrain naturel avant travaux en cas de remblais et après travaux en cas de déblais.

Illustration d'implantation possible dans la bande de 1 à 3 m.



En secteur Ab :

Si la limite séparative constitue également une limite entre un secteur Ab et une zone urbaine, alors les constructions s'implanteront à 3 mètres au minimum de celle-ci, sauf dans le cas d'aménagement ou de reconstruction d'un bâtiment dans le volume existant. La distance se mesure en tout point de la construction.

Dans les autres cas, l'implantation des constructions est libre.

Dans tous les secteurs :

L'implantation des équipements d'intérêt collectifs et services publics n'est pas réglementée.

Une tolérance d'environ 30 cm par rapport à l'existant est admise pour l'isolation extérieure des constructions existantes qui ne respecteraient pas les distances d'implantation ci-dessus, dans des objectifs de performance énergétique.

ARTICLE 7 IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Les annexes aux habitations autorisées à l'article 1 devront s'implanter pour tout ou partie à une distance de 10 mètres maximum de l'habitation située dans la zone Av à laquelle elles se rattachent. Les panneaux solaires au sol devront être implantés dans un rayon de 10 m de la construction principale à laquelle ils se rattachent

PARAGRAPHE 2 – QUALITE URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE

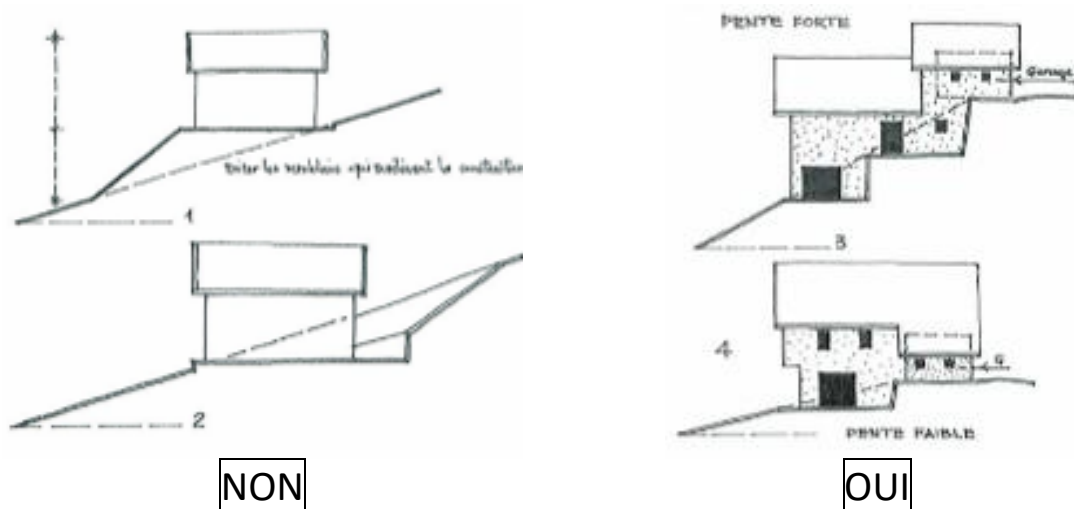
ARTICLE 8 CARACTERISTIQUES ARCHITECTURALES DES FAÇADES ET TOITURES DES CONSTRUCTIONS ET DES CLOTURES

1. Pour tous les secteurs : implantation des constructions et accès

Les exhaussements et affouillements seront à justifier et devront contribuer à l'insertion des constructions et aménagements dans la pente.

Ainsi, la meilleure adaptation au terrain naturel doit être recherchée afin de réduire au minimum les mouvements de terre ; la pente du terrain sera utilisée pour accéder aux différents niveaux de la construction. Le terrain naturel sera reconstitué au mieux autour des constructions.

Les constructions s'implanteront dans le terrain selon le schéma ci-dessous.

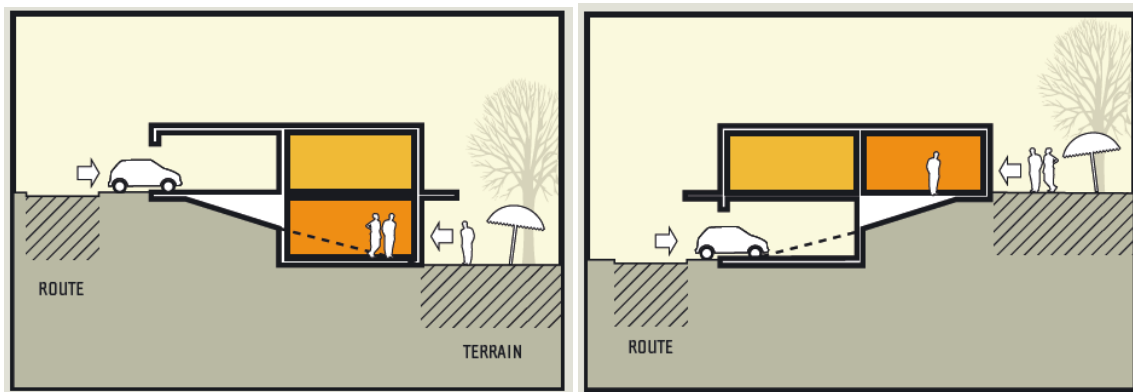


Source : extrait document du CAUE73

Quand la voie publique est située en haut du terrain, le garage s'installe dans un des niveaux supérieurs de la construction (face à la route avec un chemin très court, ou latéralement avec un chemin parallèle à la route).

Quand la voie publique est située en contrebas du terrain, le garage est positionné en bas de la construction (face à la route avec un chemin très court, ou latéralement avec un chemin parallèle à la route).

Illustrations de l'emplacement du garage



Source : PNR Vercors et Chartreuse, Document Habiter ici.

2. Pour tous les secteurs

2.1 Aspect général des constructions

Un soin tout particulier doit être apporté à la préservation de la qualité architecturale et spatiale. La réhabilitation de bâtiments anciens, témoignages de l'architecture rurale traditionnelle, doit se faire dans un souci de préservation du patrimoine.

L'unité d'aspect doit prévaloir sur les expressions individuelles, tant pour le volume des constructions que pour les pentes et l'orientation des toitures, l'aspect et la teinte des matériaux.

Les constructions d'aspect traditionnel non local (ex. maison à colombage,...) et les constructions d'aspect rondin, fustes ou madriers sont interdites. Des exceptions seront néanmoins tolérées pour les abris pastoraux, sous réserve de l'intégration des constructions dans le paysage environnant.

2.2 Aspect des façades

Les matériaux prévus pour être enduits ou recouverts d'un parement devront l'être. Les surfaces vitrées le nécessitant feront l'objet d'un traitement particulier pour limiter le risque de collision aviaire, destiné à rendre les surfaces vitrées visibles pour les oiseaux et prévenir les impacts mortels.

2.3 Aspect des toitures

Pour des raisons de résistance au gel, le PVC est interdit pour les gouttières et descentes d'eau.

Les arrêts de neige sont obligatoires le long des voies et emprises publiques et chemins ruraux ou lorsque la neige pourrait tomber chez le voisin. Le cas échéant, les crochets seront de couleur mate.

3. Dans tous les secteurs, à l'exception des secteurs Ab et Am et à l'exception des abris pastoraux d'emprise au sol inférieure à 35 m²

3.1 Aspect des façades

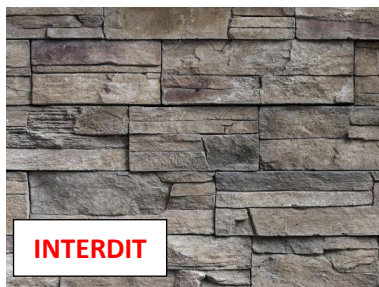
Les couleurs des façades d'aspect maçonné seront de teintes choisies dans le nuancier joint, dont l'original se trouve en Mairie.

Le blanc pur et toutes les couleurs pures et agressives sont interdits.

Il est conseillé que toutes les façades soient traitées de la même manière. La pierre apparente en appareillage traditionnel (ou à pierres vues) est admise.

Dans le cas d'un habillage pierre, celle-ci devra avoir l'aspect de la pierre locale. Les pierres sciées, les pierres isolées et les placages réguliers ou de matériaux inadaptés sont interdites.

Exemples d'aspect interdit :



Exemples d'aspect à rechercher :



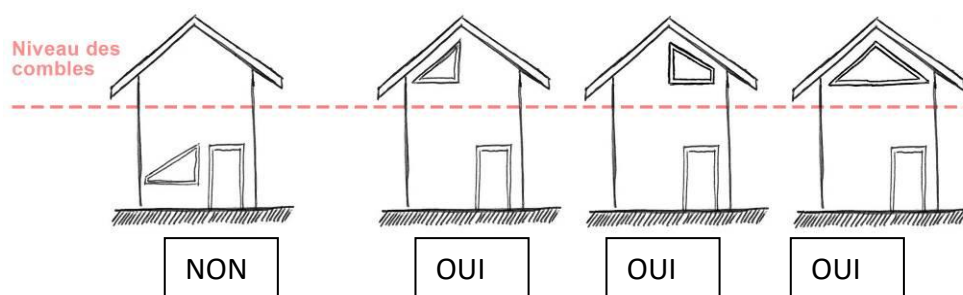
Toutes les boiseries, charpentes, lames de bardage et menuiseries (y compris les volets roulants et portes de garage) seront d'aspect bois dont la couleur définitive sera foncée ou naturellement grisée pour les bois non traités (ex : mélèze, red cedar, ...).

Le cas échéant, les bardages seront d'aspect bois et verticaux. Ils seront limités à de faibles parties des façades.

Les balcons seront réalisés de préférence avec des barreaux verticaux simples ou pleins, d'aspect et couleur bois. Dans tous les cas, les éléments transparents pouvant générer la collision des oiseaux sont interdits.

S'il y a modifications des ouvertures, celles-ci devront respecter l'harmonie et l'équilibre avec le reste de la façade et les constructions voisines.

Les ouvertures seront rectangulaires. Des exceptions sont néanmoins tolérées pour les ouvertures triangulaires ou trapézoïdales : uniquement sur les façades pignons, au niveau des combles.



3.2 Aspect des toitures

Les toitures seront à deux pans et de pentes comprises entre 30 et 45%, sauf construction non accolée de moins de 10 m² d'emprise au sol. Dans le cas d'une extension, la pente sera identique à celle de la toiture existante. Les demi-croupes sont interdites.

L'implantation et l'orientation de la toiture seront en harmonie avec les constructions alentours.

Si la toiture est à un pan ou deux pans, les débords de toit sont obligatoires. Ils seront en harmonie avec la volumétrie de la construction. En cas de construction en limite séparative, les débords de toit ne sont pas obligatoires sur les pignons.

En cas d'isolation par l'extérieur d'une construction existante, le débord de toit pourra être réduit ou être supprimé.

Les toitures à un pan ne sont autorisées que dans les cas suivants :

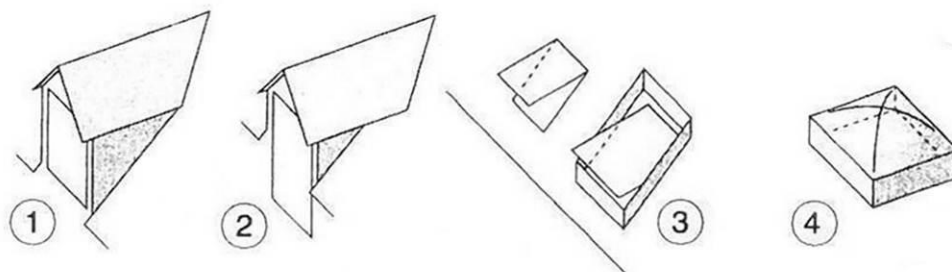
- en extension d'une construction principale, avec la même pente que celle de la construction à laquelle elles s'adossent,
- en intégration dans la pente du terrain,
- construction annexe d'emprise au sol inférieure à 10 m² et d'un seul niveau (hauteur maximum 3 m).

Les toitures plates ne sont autorisées que dans les cas suivants :

- si elles sont végétalisées et s'inscrivent dans un objectif environnemental (ex : limitation des émissions de gaz à effet de serre, performance énergétique ou gestion des eaux pluviales, ...),
- en extension d'une construction principale, si elles sont utilisées en terrasse, selon une surface limitée à 30% de l'emprise au sol totale de la construction

- intégration dans la pente du terrain,
- construction annexe d'emprise au sol inférieure à 10 m² et d'un seul niveau (hauteur maximum 3 m).

S'il y a des ouvertures de toit, celles-ci seront uniquement de type : lucarne jacobine (1), lucarne meunière (2) ou fenêtre de toit (3). Les lanterneaux (4) seront également autorisés mais uniquement dans le cas d'une toiture plate.



Les toitures seront mates de teinte gris foncé ou gris lauze, en harmonie avec celle des constructions alentours.

Une exception est admise pour les ouvertures de toit, les structures transparentes, les panneaux liés aux énergies solaires et les toitures végétalisées.

Les couvertures d'aspect tavaillons et ancelles sont interdites.

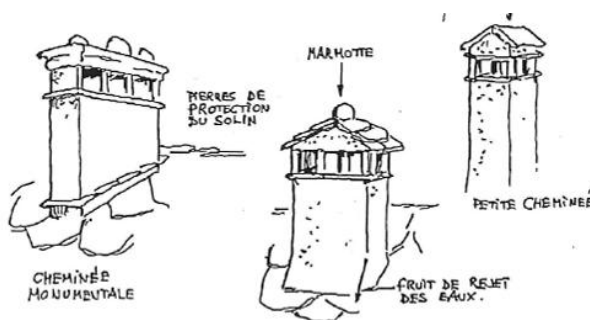
Les couvertures constituées de planches de bois disposées parallèlement à la pente de la toiture (voir ci-contre) sont néanmoins autorisées pour les annexes de moins de 20 m² d'emprise au sol.



Dans les alpages, les toitures des constructions seront en lauze ou planches de bois.

Les toitures des extensions ou annexes auront le même aspect que la construction existante.

Dans le cas d'une toiture en lauze, les cheminées sont massives, en accord avec la construction traditionnelle locale (dalle de couverture, marmotte, lauze formant petite toiture).



Source : M. ARMAND

En cas de restauration, la toiture nouvelle doit être réalisée conformément à l'ancienne lorsque celle-ci correspond aux caractéristiques traditionnelles du bâti considéré.

3.3 Aspect des clôtures, à l'exception des clôtures agricoles

Rappel : les clôtures ne sont pas obligatoires.

Hormis autour de jardins potagers, les clôtures sont souvent absentes dans le paysage. Elles sont remplacées par des éléments filtrants tels que des murets, des plantations, des jardins, ...

Le cas échéant, la hauteur totale des clôtures est limitée à 1,40 mètre maximum.

En référence aux modèles locaux tels qu'illustrés ci-dessous, sont autorisés uniquement les dispositifs à claire-voie d'aspect bois (palines verticales ou lisses horizontales) et les clôtures en grillage de teinte gris mat intégrées dans une clôture bois.

Le cas échéant, le long des voies déneigées, un muret maçonné de couleur et d'aspect en harmonie avec la construction principale et de hauteur comprise entre 0,30 m et 0,80 m est obligatoire. S'il est surmonté d'une clôture, celle-ci devra être suffisamment solide pour résister à la pression de la neige.

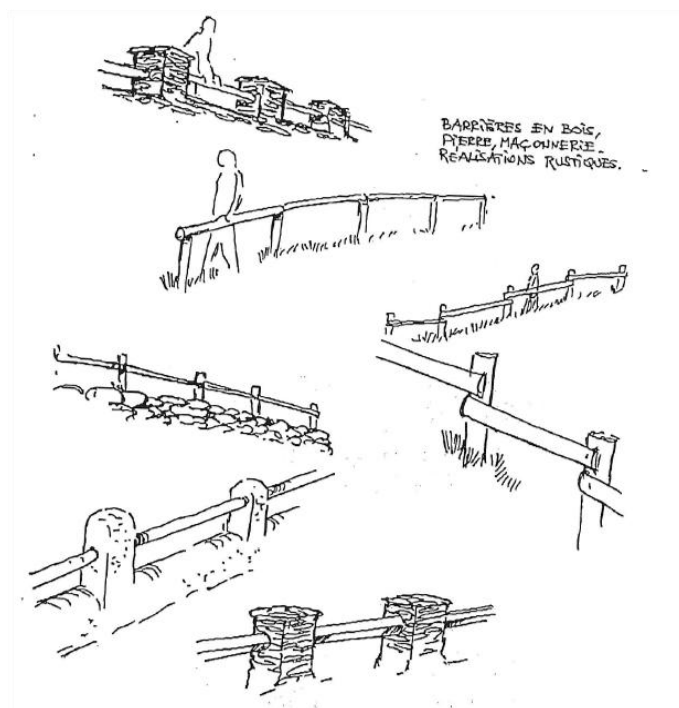
Sur les autres limites, la hauteur des murets, le cas échéant, ne devra pas dépasser 0,80 m.

Les murs en pierre sèche sont également autorisés sous réserve de ne pas dépasser 0,80 m de hauteur. Toutefois, en cas de restauration / reconstruction d'un mur en pierre sèche existant, la hauteur pourra atteindre la hauteur du mur initial, même si celle-ci excède la règle fixée ci-dessus.

Le long des voies de circulation et à proximité des carrefours et accès, les clôtures ne devront pas créer une gêne pour la circulation en diminuant la visibilité, notamment.

Exemples de traitement des clôtures





Source : M. ARMAND.

Les brise vues (ex. bâches, canisses, panneaux pleins...) sont interdits sur les limites de propriété.

Exemples de brise vues interdits sur limite de propriété

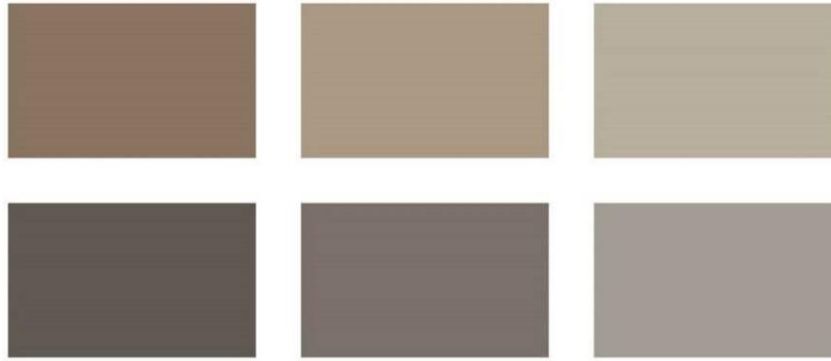


4. En secteur Ab et Am (sauf serre), et pour les abris pastoraux d'emprise au sol inférieure à 35 m² en Aa

4.1 Aspect des façades

Afin d'améliorer l'insertion des futures constructions dans le paysage, des couleurs sombres et naturelles seront préférées pour les façades. Le bardage bois de certaines parties est conseillé pour rythmer les façades de grandes longueurs notamment (ex : partie supérieure des murs gouttereaux ou des pignons, bande ou travée, pour souligner une entrée, ...).

Le nuancier proposé ci-dessous reprend les teintes naturelles présentes sur la commune : le gypse, le bois, ... Les façades en mélèze sont autorisées.

Exemples de couleurs souhaitées :

L'application de quelques règles simples permettra aux constructions neuves ou à rénover de s'intégrer harmonieusement dans la zone considérée :

- les bardages seront d'aspect et couleur bois.
- les matériaux translucides seront admis dans la limite de 10% de la surface de la façade et en partie haute uniquement.

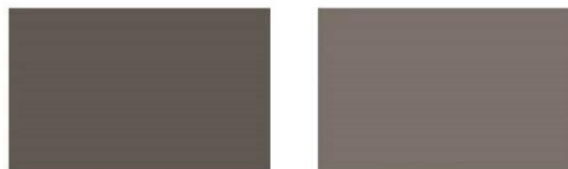
4.2 Aspect des toitures

Dans un souci d'harmonie, les toitures des bâtiments seront à deux pans. Les toitures seront mates de teinte gris foncé ou gris lauze. Une exception est admise pour les ouvertures de toit, les structures transparentes et les panneaux liés aux énergies solaires.

Les toitures à un pan ne sont autorisées qu'en extension d'une construction principale, sur la façade latérale uniquement et avec la même pente que celle de la construction à laquelle elles s'adossent.

Les toitures plates, qui n'appartiennent pas à l'architecture locale et pourraient contrarier sur d'imposants volumes, sont interdites.

Les constructions de type « tunnel » devront être évitées au maximum en raison de l'impact négatif qu'elles peuvent avoir dans le paysage. Le cas échéant, sous réserve de l'incapacité technique ou économique de faire autrement, les tunnels devront être de couleur gris foncé ou dans des teintes naturelles foncées choisies dans le nuancier ci-dessous. Le vert est interdit.

Exemples de couleurs souhaitées :

La pose de panneaux solaires est préconisée étant donné que :

- le secteur Ab bénéficie d'un bon ensoleillement,
- les bâtiments agricoles ont souvent une importante surface de toiture.

Les panneaux translucides sont limités à 20 % de la surface de chaque pan de toiture.

4.3 Aspect des toitures des abris pastoraux d'emprise au sol inférieure à 35 m² en zone Aa d'alpage :

Les toitures seront mates de teinte gris foncé ou gris lauze.

Une exception est admise pour les ouvertures de toit, les structures transparentes, les panneaux liés aux énergies solaires et les toitures végétalisées.

Les couvertures d'aspect tavaillons et ancelles sont interdites.

Les couvertures constituées de planches de bois disposées parallèlement à la pente de la toiture (voir ci-contre) sont néanmoins autorisées.



4.4 Aspect des clôtures, à l'exception des clôtures agricoles

Si une clôture est nécessaire, elle doit rester légère et garder une certaine transparence : les lisses et piquets en bois naturel sont une réponse adaptée, il est possible de les doubler d'un grillage de couleur gris mate.

Une hauteur maximale de 1 m pour les murets est autorisée. Ils peuvent être surmontés d'un dispositif de type grillage à torsion de couleur gris mat.

La hauteur totale de la clôture est limitée à 2 m.

Le cas échéant, le long des voies déneigées, les clôtures devront être suffisamment solides pour résister à la pression de la neige.

ARTICLE 9 PATRIMOINE BATI ET PAYSAGER A PROTEGER

Sans objet.

ARTICLE 10 OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES

Voir les règles applicables à toutes les zones.

PARAGRAPHE 3 – TRAITEMENT ENVIRONNEMENTAL ET PAYSAGER DES ESPACES NON BATIS ET ABORDS DES CONSTRUCTIONS

ARTICLES 11 A 13

Voir les règles applicables à toutes les zones.

PARAGRAPHE 4 – STATIONNEMENT**ARTICLE 14 OBLIGATIONS IMPOSEES EN MATIERE DE REALISATION D'AIRES DE STATIONNEMENT**

Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions doit être assuré en dehors des voies publiques, dans des parkings de surface ou des garages.

Le nombre de places prévues devra être suffisant au regard des besoins.

SECTION III EQUIPEMENTS ET RESEAUX

Voir les règles applicables à toutes les zones.

TITRE 11 : REGLES APPLICABLES AUX ZONES NATURELLES – N

- Secteurs à préserver

N	Secteur naturel
Nj	Secteur de jardins potagers (STECAL)
Np	Secteur d'intérêt patrimonial (Cœur du Parc National de la Vanoise, Natura 2000 et APPB)

- Secteurs occupés par des activités économiques liées au BTP

Nca	Secteur d'exploitation de carrière
Nd	Secteur de stockage temporaire de matériaux
Nd1	Secteur de stockage temporaire et traitement de matériaux
Nd2	Centrale à béton de Sollières-Sardières (STECAL)
Npd	Secteur destiné à des stationnements et des dépôts provisoires de matériaux Bramans
Ner	Secteur destiné à l'implantation d'équipements liés aux énergies renouvelables.

- Secteurs destinés à des activités liées au tourisme et aux loisirs

Naer	Secteur de l'aérodrome de Sollières-Sardières
Nce/Nce1	Secteur occupé par un centre équestre (Nce1 : STECAL)
Ncg/Ncg1	Secteur destiné au camping / Ncg1 : périmètre où les constructions sont autorisées (Ncg1 : STECAL)
Nct	Secteur pour l'installation d'un local à chiens de traineaux (STECAL)
NL/ NL1/2/3	Secteur naturel à destination de loisirs / NL1 : périmètre du plan d'eau de Bramans où les constructions nouvelles sont autorisées / NL2 : Replat des Canons sur lequel des aménagements à vocation touristique sont possibles / NL3 : arrivée domaine skiable de Tignes (arrivée du funiculaire, restaurant d'altitude existant, sentier pédagogique et belvédère). (NL1 et NL3 : STECAL)
Npk	Secteur de stationnement destiné aux camping-cars (La Cassa) (STECAL).
NRa	Secteur naturel dans lequel existe un restaurant d'altitude (STECAL)
NRe	Secteur naturel dans lequel existe un refuge (STECAL).

Voir également les dispositions générales et les règles applicables à toutes les zones, ainsi que les OAP thématiques : « trame verte et bleue », « énergie », « façades » et « mobilités ».

SECTION I	AFFECTATION DES SOLS ET DESTINATION DES CONSTRUCTIONS
------------------	--

ARTICLE 1	OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES, AUTORISEES ET SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES
------------------	---

Toute occupation et utilisation du sol non autorisée ci-dessous est interdite.

Dans tous les secteurs, à l'exception du secteur Np, sont autorisés sous conditions :

Les occupations et utilisations du sol autorisées ci-dessous devront être compatibles avec l'exploitation du domaine skiable dans les secteurs concernés.

Les panneaux solaires sont limités aux besoins de l'exploitation domestique ou professionnelle. Ils devront faire l'objet d'une étude d'intégration paysagère.

Les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, dont celles nécessaires au déploiement de la fibre optique (Très Haut Débit), sous réserve qu'elles ne soient pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole ou forestière dans l'unité foncière où elles sont implantées, qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages et, en cas de discontinuité au regard de la loi montagne, qu'elles soient incompatibles avec le voisinage des zones habitées ou que cette implantation corresponde à une nécessité technique impérative.

Les affouillements et les exhaussements du sol à condition qu'ils soient liés strictement à une opération autorisée dans la zone, aux travaux publics ou aux activités agricoles et forestières et qu'ils ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages.

Les équipements liés à la production d'hydroélectricité sont autorisés à condition de prendre en compte les risques naturels, de ne pas les aggraver et de ne pas porter atteinte à la sauvegarde des espaces agricoles ou naturels et des paysages.

Les panneaux solaires au sol sont limités à une puissance inférieure à 3kW et une hauteur < 1,80 m au terrain naturel (mât plus panneau). Ils devront être implantés dans un rayon de 10 m de la construction principale à laquelle ils se rattachent et devront faire l'objet d'une étude d'intégration paysagère.

En secteur N :

Sous réserve de la prise en compte des risques et milieux naturels, les bâtiments d'habitation existants en secteur N peuvent faire l'objet d'une surélévation (voir hauteur maximale autorisée à l'article correspondant) et/ou d'une extension limitée à 30% de l'emprise au sol existante, dans la limite de 30 m². Dans le cas de plusieurs extensions, celles-ci sont comptabilisées à partir de l'approbation du PLU et leur cumul limité à 30 m². Ces travaux sont autorisés à la condition que les capacités des réseaux et les accès, notamment en hiver, soient suffisants.

Sous réserve de la prise en compte des risques et milieux naturels, les bâtiments d'habitation existants en secteur N peuvent faire l'objet de maximum une annexe d'une emprise au sol (cf. définition au titre 1) inférieure ou égale à 25 m², implantée pour tout ou partie à une distance de 10 mètres au maximum de l'habitation. Ces travaux sont autorisés à la condition que les accès, notamment en hiver, et les capacités des réseaux soient suffisants.

Le changement de fonction des annexes antérieures au PLU et futures est interdit.

Les habitations existantes peuvent faire l'objet d'évolutions telles que modifications d'ouvertures, de façades, de toiture,... qui ne créent pas d'emprise au sol.

Les bâtiments désignés par un indice « d » peuvent faire l'objet d'un changement de destination vers l'habitat, le commerce, les activités de service et l'industrie, à la condition que ce changement de destination ne compromette pas l'activité agricole ou la qualité des milieux naturels ou du paysage et sous réserve de l'avis de la commission compétente.

Les équipements et constructions liés au pastoralisme et au gardiennage des troupeaux sont autorisés, sous réserve de la prise en compte des risques naturels et des milieux naturels, dont les zones humides (voir emprise au sol et hauteur maximales autorisées aux articles correspondants).

Peuvent être autorisées, par arrêté préfectoral, après avis de la commission compétente, dans un objectif de protection et de mise en valeur du patrimoine montagnard, la restauration ou la reconstruction d'anciens chalets d'alpage ou bâtiments d'estive, à condition que ces aménagements :

- ne compromettent pas les activités agricoles,
- et sous réserve de l'application de la servitude administrative prévue par ce même article L.122-11
- et sous réserve de la prise en compte des risques naturels et des milieux naturels.

Lorsque la destination est liée à une activité professionnelle saisonnière, les extensions de ces chalets d'alpage et bâtiments d'estive existants sont possibles et limitées à 30% de l'emprise au sol existante (dans la limite de 30 m²) lors de l'approbation du PLU.

Les hôtels existants peuvent faire l'objet d'évolutions telles que modifications d'ouvertures, de façades, de toiture, ... qui ne créent pas d'emprise au sol. Leur changement de destination et de sous-destination est interdit.

Les occupations et utilisations du sol autorisées ci-dessus devront être compatibles avec l'exploitation du domaine skiable le cas échéant.

Dans les secteurs NRe uniquement :

- Les refuges ayant fait l'objet d'une autorisation UTN peuvent faire l'objet d'une extension limitée de 30% de la surface de plancher existante, dans la limite de 30 m².
- Les refuges n'ayant pas fait l'objet d'une autorisation UTN peuvent faire l'objet d'une extension limitée à 30 m² de surface de plancher, dans la limite d'une surface de plancher totale de 200 m²

Ces extensions sont possibles sous réserve de prendre en compte les risques naturels et toutes dispositions pour assurer une bonne insertion paysagère dans le site et de ne pas porter atteinte aux habitats naturels et aux espèces animales et végétales. En cas d'atteinte, des mesures de réduction et compensation devront être étudiées et mises en œuvre.

Dans les secteurs NRa uniquement :

- Les constructions à destination de restaurant d'altitude peuvent faire l'objet d'une extension limitée à 30% de la surface de plancher existante, dans la limite d'une surface de plancher totale de 200 m.

Ces extensions sont possibles sous réserve de prendre en compte les risques naturels et toutes dispositions pour assurer une bonne insertion paysagère dans le site et de ne pas porter atteinte aux habitats naturels et aux espèces animales et végétales. En cas d'atteinte, des mesures de réduction et compensation devront être étudiées et mises en œuvre.

L'extension devra être compatible avec le bon fonctionnement du domaine skiable le cas échéant.

Dans les secteurs Np (Naturel d'intérêt patrimonial) correspondant aux sites Natura 2000, cœur de PNV et APPB, qui font l'objet d'une protection réglementaire :

Seuls sont admis :

- Les travaux visant à prévenir les risques naturels sous réserve de prendre toutes dispositions pour assurer une bonne insertion dans le site et de ne pas porter atteinte aux habitats naturels et aux espèces animales et végétales. En cas d'atteinte, des mesures de réduction et compensation devront être étudiées et mises en œuvre.
- La réalisation des équipements nécessaires à la mise en œuvre des mesures et actions définies dans les documents d'objectifs Natura 2000 et les plans de gestion
- La réalisation des équipements nécessaires aux activités pastorales en accord avec les documents d'objectifs Natura 2000 et les plans de gestion
- Les légers aménagements s'ils sont directement liés à la découverte et la valorisation des milieux naturels, ainsi qu'à la randonnée
- Les légers aménagements s'ils sont directement liés à la découverte et la valorisation des milieux naturels, ainsi qu'à la randonnée sous réserve de prendre toutes dispositions pour assurer une bonne insertion dans le site et de ne pas porter atteinte aux habitats naturels et aux espèces animales et végétales. En cas d'atteinte, des mesures de réduction et compensation devront être étudiées et mises en œuvre.
- La réalisation des ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif (réservoirs d'AEP,...) sous réserve de prendre toutes dispositions pour assurer une bonne insertion dans le site et de ne pas porter atteinte aux habitats naturels et aux espèces animales et végétales

L'emplacement d'un ancien chalet d'alpage en ruine peut être réutilisé pour installer un local de surveillance pour le berger dans un objectif de protection contre la prédation (priorité par rapport à construction nouvelle).

Peuvent également être autorisées, par arrêté préfectoral, après avis de la commission compétente, dans un objectif de protection et de mise en valeur du patrimoine montagnard, la restauration ou la reconstruction d'anciens chalets d'alpage ou bâtiments d'estive à condition que ces aménagements :

- ne compromettent pas les activités agricoles,
- et sous réserve de l'application de la servitude administrative prévue par ce même article L.122-11
- et sous réserve de la prise en compte des risques naturels et des milieux naturels.

Lorsque la destination est liée à une activité professionnelle saisonnière, les extensions de ces chalets d'alpage et bâtiments d'estive existants sont possibles et limitées à 30% de l'emprise au sol existante (dans la limite de 30 m²) lors de l'approbation du PLU.

Un local de transformation, conditionnement et commercialisation de la production peut être créé, à la condition que ces activités constituent le prolongement de l'acte de production et qu'il soit destiné

essentiellement aux produits issus de l'exploitation et sous réserve de l'avis de la commission compétente (Commission Départementale de la Protection des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers – CDPENAF).

Rappel : Tout projet sur un site Natura 2000 devra faire l'objet d'un document d'incidence

En secteur Naer (aérodrome de Sollières-Sardières) :

Les installations ou équipements nécessaires au fonctionnement de l'aérodrome sont autorisées, sous réserve de la prise en compte des risques et milieux naturels et de leur insertion paysagère. Aucune construction nouvelle n'est possible.

En secteur Nca (carrière), sont autorisés sous conditions :

Les activités de carrière, liées à l'exploitation de matériaux, sous réserve d'une réhabilitation du site en fin d'extraction.

Dans les secteurs Nce (centre équestre) :

- En Nce : les travaux sur les bâtiments existants et les équipements ou aménagements liés aux activités du centre équestre sont autorisés, sous réserve de la prise en compte des risques et milieux naturels et de leur insertion paysagère. Toute construction nouvelle et le changement de destination des constructions existantes sont interdits.
- En Nce1 uniquement : les constructions, équipements et aménagements destinés aux activités de service où s'effectue l'accueil d'une clientèle, sont autorisés à la condition d'être liés à un centre équestre, sous réserve de la prise en compte des risques naturels (une partie est soumise à un risque fort identifié au PPRN), du corridor écologique et d'une bonne insertion paysagère et dans la limite de 2 000 m² d'emprise au sol.

En secteur Ncg (camping), sont autorisés sous conditions :

- l'ensemble des travaux, terrassements, aménagements et équipements liés au bon fonctionnement du terrain de camping, caravaneige,
- les aménagements liés aux activités de loisirs, lorsqu'ils sont compatibles avec l'exploitation du terrain de camping,
- en Ncg1 uniquement :
 - dans tous les secteurs Ncg1 : les constructions, installations, équipements et travaux nécessaires au bon fonctionnement du terrain de camping caravaneige (ex. sanitaires, locaux de stockage...) sous réserve que leur surface totale ne dépasse pas 500 m² de surface de plancher.
 - En complément, dans le camping de Bramans uniquement : les installations, équipements, constructions et installations à destination d'activités sportives
 - les Habitations Légères de Loisirs

sous réserve de leur bonne intégration dans l'environnement paysager.

En secteur Nct (chiens de traîneau), est autorisé sous conditions :

L'installation d'un local destiné aux destinés aux activités de service où s'effectue l'accueil d'une clientèle, à la condition d'être liés à une activité de chiens de traîneau, sous réserve de la prise en compte des risques naturels (avalanche), des enjeux environnementaux et d'une bonne insertion paysagère.

Les occupations et utilisations du sol autorisées ci-dessus devront être compatibles avec l'exploitation du domaine skiable le cas échéant.

En secteur Nd (dépôts), est autorisé sous conditions :

Le stockage temporaire de matériaux liés aux opérations de travaux publics, sous réserve d'être compatible à terme avec la vocation de la zone, de ne pas présenter de risques de pollution pour les milieux naturels (eau, sol et air).

En secteur Nd1, sont autorisés sous conditions :

- les exhaussements et affouillements de sol à condition d'être nécessaire à l'implantation de l'activité,
- les activités de concassage, criblage, broyage, recyclage des matériaux, ainsi que le stockage temporaire de matériaux.

Les mesures d'insertion paysagère prévues à l'OAP n°8 devront être mises en œuvre.

En secteur Nd2, sont autorisés sous conditions :

- le stockage temporaire de matériaux sous réserve d'être compatible à terme avec la vocation de la zone,
- la centrale à béton et ses différents organes (silos, locaux de commande, malaxeurs...) destinés au remplacement de la centrale à béton en service antérieurement à la date d'approbation de la modification n°3 du PLU, sous réserve que :
 - l'emprise au sol soit inférieure ou égale à 600 m²,
 - la centrale à béton soit implantée sur les parcelles cadastrées 287ZR 71 et/ou 287ZR 74,
 - le terrain naturel du site d'implantation ne fasse pas l'objet d'un remblaiement général. Seule une légère surélévation de la plateforme servant de support pour les installations modulaires est autorisée (H= 50 cm).

Les mesures d'insertion paysagère prévues à l'OAP n°9 devront être mises en œuvre.

Dans le secteur Ner:

L'installation d'équipements liés à la production d'énergie renouvelable est autorisée.

Le secteur se situe au sein de pelouses sèches identifiées à l'inventaire départemental. Dans le cadre des études de faisabilité, il devra faire l'objet d'une prospection des espèces végétales et animales patrimoniales (protégées et/ou menacées) et définir, si besoin, les mesures d'évitement, réduction et compensation.

Dans les secteurs Nj (jardins), sont autorisés sous conditions :

Les abris de jardins, aux conditions :

- de ne pas dépasser 5 m² d'emprise au sol et 2,50 m de hauteur mesurée en tout point,
- d'être démontables et de ne pas comporter de fondations, dalles ou autres éléments structurels en dur,
- d'avoir l'aspect du bois (murs et toiture).

Les serres de jardins, aux conditions :

- de ne pas dépasser 8 m² d'emprise au sol et 2,50 m de hauteur mesurée en tout point,
- d'être démontables et de ne pas comporter de fondations, dalles ou autres éléments structurels en dur.

Dans les jardins de Termignon, l'entretien des abris existants, dans leur volume existant et sans changement de destination est autorisé, sous réserve d'en conserver l'aspect.

Dans les secteurs NL (loisirs), sont autorisés sous conditions :

Les équipements et aménagements nécessaires aux activités de loisirs et aux activités sportives, sous réserve de prendre en compte les risques naturels et de ne pas porter atteinte à la fonctionnalité écologique du secteur.

L'aménagement du secteur NL couvert par l'OAP en rive gauche de l'Arc devra être compatible avec l'OAP n°10.

Les occupations et utilisations du sol autorisées devront être compatibles avec l'exploitation du domaine skiable le cas échéant.

En NL1 uniquement, sont autorisées en plus des éléments autorisés en NL :

L'extension du bâti existant à destination de loisirs est autorisée sous réserve :

- que l'emprise au sol de l'extension ne dépasse pas 30 % de celle du bâtiment existant constatée à l'approbation du PLU,
- que la hauteur de l'extension soit inférieure ou égale à celle de l'existant.

Les constructions isolées liées aux loisirs sont autorisées dans la limite de 30 m² d'emprise au sol par unité et de 150 m² au total.

En NL2 uniquement, sont autorisées en plus des éléments autorisés en NL :

Les installations, ouvrages et constructions à destination d'équipements sportifs et de loisirs et leurs annexes, à la condition de s'intégrer dans l'environnement paysager par un traitement adapté.

En NL3 uniquement, sont autorisées en plus des éléments autorisés en NL :

L'aménagement, dans le volume existant, des restaurants d'altitude existants, à condition d'être compatible avec l'aménagement et l'exploitation du domaine skiable.

Les travaux et mouvements de sol sont autorisés à condition d'être liés à l'exploitation des pistes et remontées, à des opérations de valorisation du milieu naturel et à la valorisation pédagogique du site et des milieux naturels.

Les ouvrages de type belvédères et les installations et aménagements liés à la valorisation ludique et pédagogique du site et des milieux naturels.

Dans le secteur Npd (stationnements et dépôt), sont autorisés sous conditions :

- les travaux et terrassements liés à la création de stationnements aériens et au maintien de l'aire d'atterrissage de l'hélicoptère,
- les dépôts temporaires de matériels et matériaux liés aux activités économiques du territoire,

à condition que des mesures soient mises en œuvre pour participer à leur insertion paysagère.

Les aménagements devront être compatibles avec l'OAP n°3.

Dans le secteur Npk (stationnements camping-cars), sont autorisés sous conditions :

- les travaux liés à l'aménagement d'un espace pour les camping-cars,
- les installations destinées à l'accueil de camping-cars (borne flot bleu, sanitaires...)

sous réserve de leur bonne insertion paysagère et de la prise en compte des risques et milieux naturels.

Dans les secteurs identifiés au plan de zonage au titre de l'article L.151-38 – domaine skiable alpin, sont autorisées :

- dans les secteurs aménagés : les équipements, constructions, installations et aménagements destinés à la pratique du ski alpin (travaux de pistes, réseau de neige, équipements de sécurisation...) ainsi qu'aux remontées mécaniques, sous réserve de respecter les dispositions des zones Naturelles dans lesquels ils s'insèrent
- dans les secteurs à aménager : les équipements, constructions, installations et aménagements destinés à la pratique du ski alpin (travaux de pistes, réseau de neige, équipements de sécurisation...) à l'exception des remontées mécaniques (sauf cas du survol d'une piste par une remontée), sous réserve de respecter les dispositions des zones Naturelles dans lesquels ils s'insèrent

et, dans les deux cas, à condition qu'ils restent compatibles avec l'exercice d'une activité agricole ou pastorale dans l'unité foncière où ils sont implantés et que des mesures soient mises en œuvre pour participer à la sauvegarde des espaces naturels et agricoles et des paysages et notamment que les sites remaniés soient réensemencés avec des essences locales et, autant que possible, en favorisant les espèces fourragères adaptées au site. Si les travaux sont dans un site Natura 2000, une concertation préalable avec l'opérateur sera menée et les précautions nécessaires mises en œuvre.

ARTICLE 2 MIXITE FONCTIONNELLE ET SOCIALE

Sans objet.

SECTION II	CARACTERISTIQUES URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE
-------------------	--

Voir également les dispositions générales et les règles applicables à toutes les zones.

PARAGRAPHE 1 – VOLUMETRIE ET IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS

ARTICLE 3 EMPRISE AU SOL DES CONSTRUCTIONS

(cf. définition au titre 1)

Dans le secteur N

L'emprise au sol des constructions liées au pastoralisme et au gardiennage des troupeaux est limitée à 35 m², y compris en cas de reconstruction d'un ancien chalet d'alpage.

L'extension des chalets d'alpage pour une activité professionnelle saisonnière est limitée à 30% de l'emprise au sol existante, dans la limite de 30 m².

L'extension des habitations existantes est limitée à 30% de l'emprise au sol existante, dans la limite de 30 m². Dans le cas de plusieurs extensions, celles-ci sont comptabilisées à partir de l'approbation du PLU et leur cumul est limité à 30 m².

L'emprise au sol de l'annexe à l'habitation est limitée à 25 m².

En secteur Nce

En secteur Nce1, l'emprise au sol des constructions est limitée à 2 000 m².

En secteur Ncg1 (camping)

Hors camping de Bramans, l'emprise au sol des constructions nouvelles nécessaires au bon fonctionnement des terrains de camping caravaneige est limitée à 30% de l'emprise au sol existante à la date d'approbation du PLU.

Dans le camping de Bramans, l'emprise au sol de l'ensemble des constructions nouvelles nécessaires au bon fonctionnement du terrain de camping, y compris constructions, installations et équipements sportifs, est limitée à 500 m². L'emprise au sol de l'existant et des HLL n'est pas comptabilisée dans les 500 m².

En secteur Nct chiens de traîneau

L'emprise au sol de la construction est limitée à 35 m².

En secteur Nd2 centrale à béton

L'emprise au sol de la centrale à béton est limitée à 600 m².

En secteur Nj

L'emprise au sol est limitée :

- à 5 m² pour les abris de jardin
- 8 m² pour les serres de jardin.

En secteur NL

En secteur NL1, l'extension des constructions existantes est limitée à 30% de l'emprise au sol constatée lors de l'approbation du PLU et l'emprise au sol des constructions nouvelles est limitée à 30 m² d'emprise au sol par unité, dans la limite de 150 m² au total (hors extension de l'existant à l'approbation du PLU).

En secteur Npk

L'emprise au sol des constructions est limitée à 20 m².

ARTICLE 4 HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

La hauteur des constructions est mesurée à partir du terrain naturel existant avant travaux en cas de remblais et après travaux en cas de déblais. Elle se mesure entre tout point de la construction et sa projection à la verticale.

Dans le cas d'une construction présentant plusieurs volumes étagés dans la pente, la hauteur se mesure pour chaque volume.

La hauteur des constructions est limitée à :

Dans le secteur N

- Constructions liées au pastoralisme et au gardiennage des troupeaux : 4,50 m au point le plus haut.

En secteur Nce

- Constructions ou équipements en lien avec une activité de centre équestre : 12 m au point le plus haut.

En secteur Ncg1 (camping)

- Constructions ou équipements en lien avec une activité de camping : 4,50 m au point le plus haut.
- Pour le secteur Ncg1 spécifique à Bramans : la hauteur des constructions est limitée à 6 m au point le plus haut.

En secteur Nct chiens de traneau

- Constructions ou équipements en lien avec une activité de chiens de traneau : 3,50 m, non compris le dégagement dessous pour s'adapter à la pente.

En secteur Nd2 centrale à béton

- Constructions et installations liées à la centrale à béton : 13 m au point le plus haut.
- Autres constructions : 10 mètres au point le plus haut.

En secteur Nj

Abris et serres de jardin : à 2,50 m au point le plus haut.

En secteur NL

- En secteurs NL et NL1 : constructions ou équipements en lien avec une activité de loisirs : 4,50 m au point le plus haut.
- En secteur NL2 : la hauteur maximale est limitée à 13 mètres (plancher) pour le cheminement lié à la passerelle. Dans tous les cas, la hauteur de la structure ne devra pas dépasser la cime des arbres.

En secteur Npk

- Constructions, installation ou équipements en lien avec l'accueil de camping-cars : 3,50 m au point le plus haut.

Dans tous les secteurs

En cas d'extension d'une construction existante, la hauteur pourra atteindre la hauteur du bâtiment initial, même si celle-ci excède la règle fixée ci-dessus, tout en respectant la règle d'implantation dans la bande de 0 à 3 mètres.

Un dépassement d'environ 50 cm de la hauteur existante est toléré pour l'isolation des constructions existantes, dans un objectif de performance énergétique.

La hauteur des équipements d'intérêt collectifs et services publics n'est pas réglementée.

ARTICLE 5 IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

L'implantation des constructions sera fonction des besoins de circulation et de sécurité.
Le surplomb du domaine public est interdit.

ARTICLE 6 IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

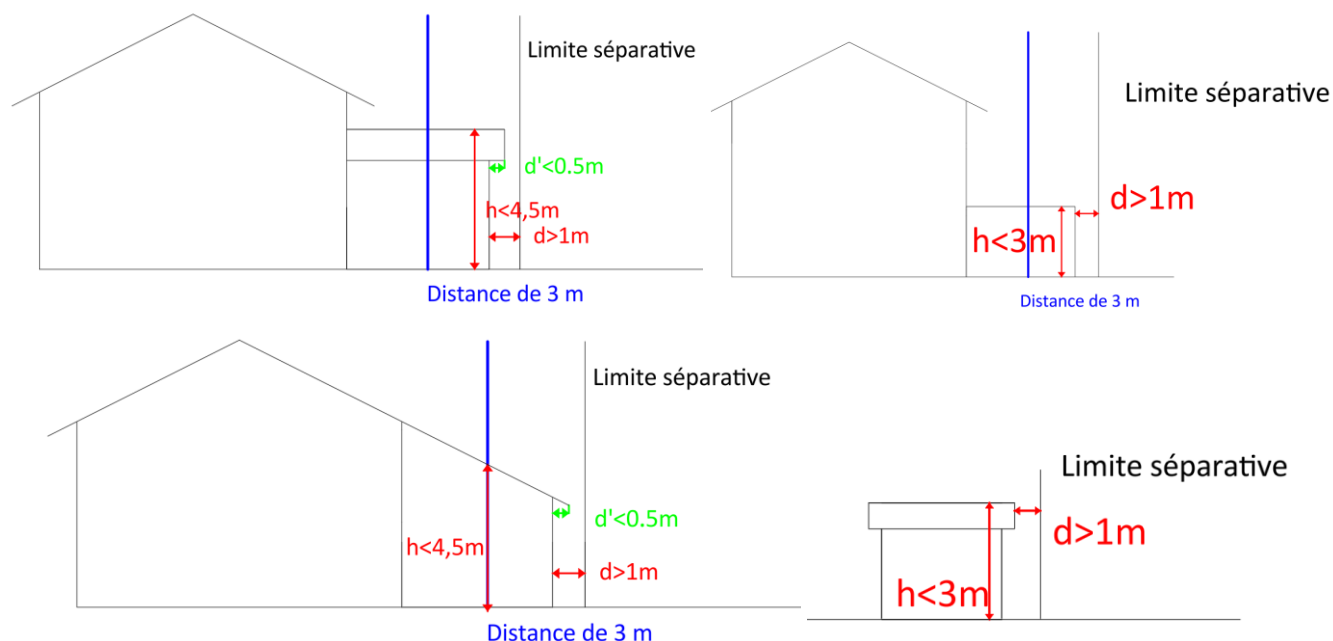
1. Les constructions s'implanteront à 3 mètres au minimum de la limite séparative, sauf dans le cas d'aménagement ou de reconstruction d'un bâtiment dans le volume existant. La distance se mesure au mur fini avec une tolérance de 0,50 m pour les débords de toit.

2. Les constructions peuvent également s'implanter jusqu'à un mètre de la limite séparative, sous réserve que, dans la bande de 1 à 3 m,

- dans le cas d'une toiture à pan : la construction soit implantée par rapport aux limites séparatives à minimum 1,00 m au mur fini, avec une tolérance de 0,50 m pour les débords de toit, et que la hauteur de la construction reste inférieure ou égale à 4,50 m ;
- dans le cas d'une toiture plate ou terrasse : la hauteur de la construction reste inférieure ou égale à 3 m, hors garde-corps
- la longueur de chaque façade bordant la limite soit inférieure ou égale à 6 m, avec, le cas échéant, une tolérance de 0,5 m de chaque côté pour les débords de toit.

La hauteur se mesure par rapport au terrain naturel avant travaux en cas de remblais et après travaux en cas de déblais.

Illustration d'implantation possible dans la bande de 1 à 3 m.



Dans tous les secteurs :

L'implantation des équipements d'intérêt collectifs et services publics n'est pas réglementée.

Une tolérance d'environ 30 cm par rapport à l'existant est admise pour l'isolation extérieure des constructions existantes qui ne respecteraient pas les distances d'implantation ci-dessus, dans des objectifs de performance énergétique.

ARTICLE 7 IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Les annexes aux habitations autorisées à l'article 1 devront s'implanter pour tout ou partie à une distance de 10 mètres maximum de l'habitation à laquelle elles se rattachent située dans la zone N. Les panneaux solaires au sol devront être implantés dans un rayon de 10 m de la construction principale à laquelle ils se rattachent

PARAGRAPHE 2 – QUALITE URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE

ARTICLE 8 CARACTERISTIQUES ARCHITECTURALES DES FAÇADES ET TOITURES DES CONSTRUCTIONS ET DES CLOTURES

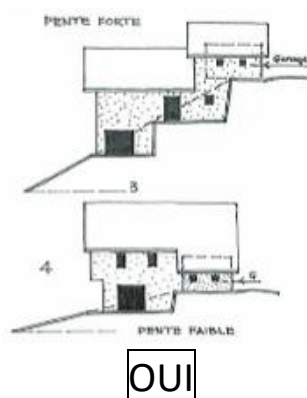
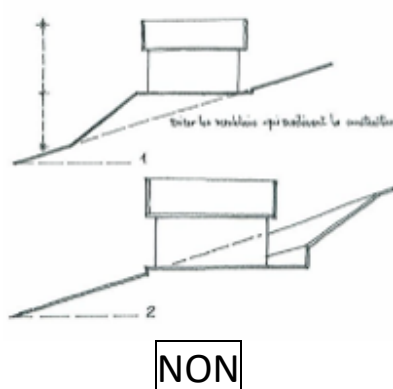
1. Pour tous les secteurs :

1.1 Implantation des constructions et accès

Les exhaussements et affouillements seront à justifier et devront contribuer à l'insertion des constructions et aménagements dans la pente.

Ainsi, la meilleure adaptation au terrain naturel doit être recherchée afin de réduire au minimum les mouvements de terre ; la pente du terrain sera utilisée pour accéder aux différents niveaux de la construction. Le terrain naturel sera reconstitué au mieux autour des constructions.

Les constructions s'implanteront dans le terrain selon le schéma ci-dessous.

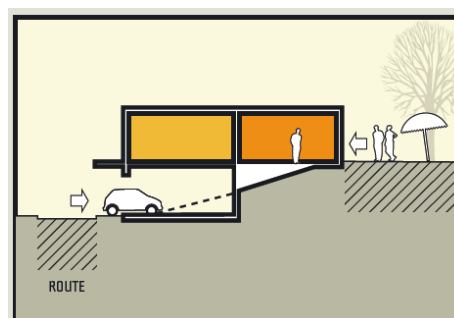
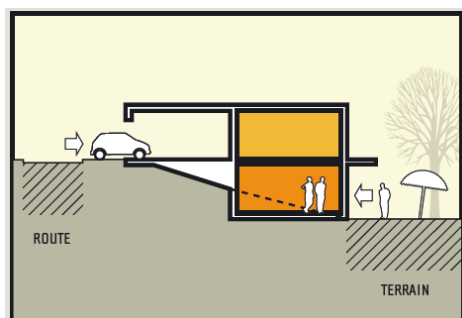


Source : extrait document du CAUE73

Quand la voie publique est située en haut du terrain, le garage s'installe dans un des niveaux supérieurs de la construction (face à la route avec un chemin très court, ou latéralement avec un chemin parallèle à la route).

Quand la voie publique est située en contrebas du terrain, le garage est positionné en bas de la construction (face à la route avec un chemin très court, ou latéralement avec un chemin parallèle à la route).

Illustrations de l'emplacement du garage



Source : PNR Vercors et Chartreuse, Document Habiter ici.

1.2 Aspect général des constructions

Un soin tout particulier doit être apporté à la préservation de la qualité architecturale et spatiale. La réhabilitation de bâtiments anciens, témoignages de l'architecture rurale traditionnelle, doit se faire dans un souci de préservation du patrimoine.

L'unité d'aspect doit prévaloir sur les expressions individuelles, tant pour le volume des constructions que pour les pentes et l'orientation des toitures, l'aspect et la teinte des matériaux.

Les constructions d'aspect traditionnel non local (ex. maison à colombage,...) et les constructions d'aspect rondin, fustes ou madriers sont interdites. Des exceptions seront néanmoins tolérées en Ncg1 et pour les abris pastoraux, sous réserve de l'intégration des constructions dans le paysage environnant et du respect de l'harmonie avec le bâti existant.

1.3 Aspect des façades

Les matériaux prévus pour être enduits ou recouverts d'un parement devront l'être. Les surfaces vitrées le nécessitant feront l'objet d'un traitement particulier pour limiter le risque de collision aviaire, destiné à rendre les surfaces vitrées visibles pour les oiseaux et prévenir les impacts mortels.

1.4 Aspect des toitures

Pour des raisons de résistance au gel, le PVC est interdit pour les gouttières et descentes d'eau.

Les arrêts de neige sont obligatoires le long des voies et emprises publiques et chemins ruraux ou lorsque la neige pourrait tomber chez le voisin. Le cas échéant, les crochets seront de couleur mate.

1.5 Aspect des clôtures, à l'exception des clôtures agricoles et du secteur Nce

Rappel : les clôtures ne sont pas obligatoires.

Hormis autour de jardins potagers, les clôtures sont souvent absentes dans le paysage. Elles sont remplacées par des éléments filtrants tels que des murets, des plantations, des jardins, ...

Le cas échéant, la hauteur totale des clôtures est limitée à 1,40 mètre maximum.

En référence aux modèles locaux tels qu'illustrés ci-dessous, sont autorisés uniquement les dispositifs à claire-voie d'aspect bois (palines verticales ou lisses horizontales) et les clôtures en grillage de teinte gris mat intégrées dans une clôture bois.

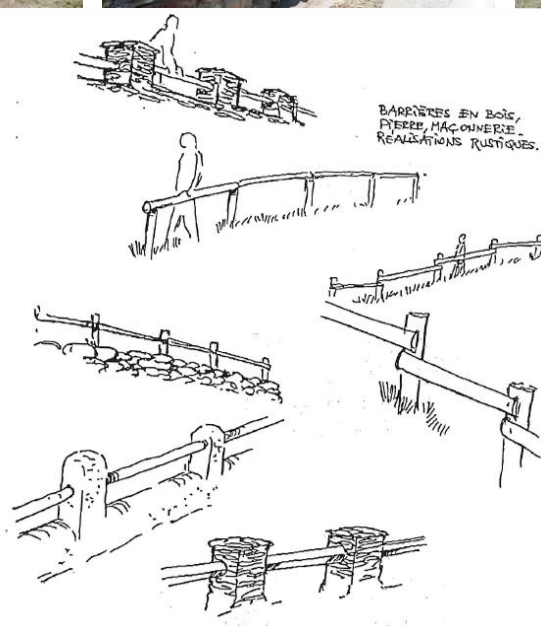
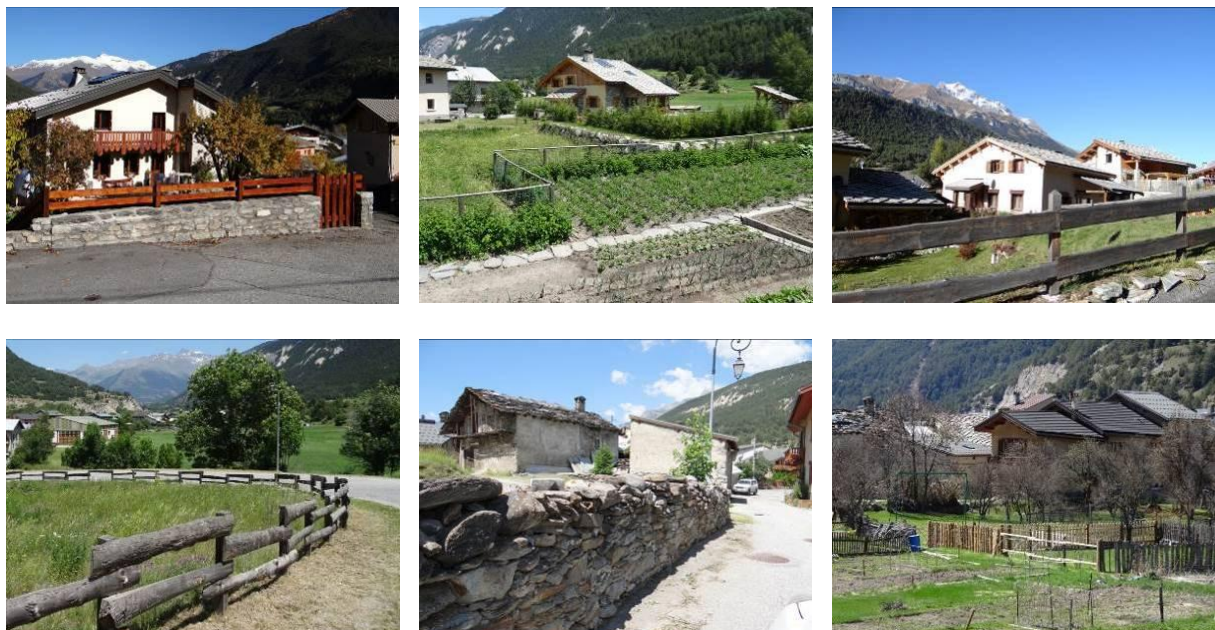
Le cas échéant, le long des voies déneigées, un muret maçonné de couleur et d'aspect en harmonie avec la construction principale et de hauteur comprise entre 0,30 m et 0,80 m est obligatoire. S'il est surmonté d'une clôture, celle-ci devra être suffisamment solide pour résister à la pression de la neige.

Sur les autres limites, la hauteur des murets, le cas échéant, ne devra pas dépasser 0,80 m.

Les murs en pierre sèche sont également autorisés sous réserve de ne pas dépasser 0,80 m de hauteur. Toutefois, en cas de restauration / reconstruction d'un mur en pierre sèche existant, la hauteur pourra atteindre la hauteur du mur initial, même si celle-ci excède la règle fixée ci-dessus.

Le long des voies de circulation et à proximité des carrefours et accès, les clôtures ne devront pas créer une gêne pour la circulation en diminuant la visibilité, notamment.

Exemples de traitement des clôtures



Source : M. ARMAND.

Les brise vues (ex. bâches, canisses, panneaux pleins...) sont interdits sur les limites de propriété.

Exemples de brise vues interdits sur limite de propriété**2. En secteur N, à l'exception des abris pastoraux d'emprise au sol inférieure à 35 m²****2.1 Aspect des façades**

Les couleurs des façades d'aspect maçonné seront de teintes choisies dans le nuancier joint, dont l'original se trouve en Mairie.

Le blanc pur et toutes les couleurs pures et agressives sont interdits.

Il est conseillé que toutes les façades soient traitées de la même manière. La pierre apparente en appareillage traditionnel (ou à pierres vues) est admise.

Dans le cas d'un habillage pierre, celle-ci devra avoir l'aspect de la pierre locale. Les pierres sciées, les pierres isolées et les placages réguliers ou de matériaux inadaptés sont interdites.

Exemples d'aspect interdit :

Exemples d'aspect à rechercher :



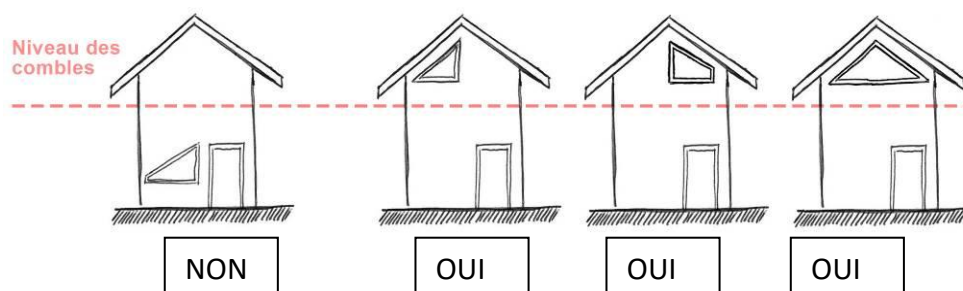
Toutes les boiseries, charpentes, lames de bardage et menuiseries (y compris les volets roulants et portes de garage) seront d'aspect bois dont la couleur définitive sera foncée ou naturellement grisée pour les bois non traités (ex : mélèze, red cedar, ...).

Le cas échéant, les bardages seront d'aspect bois et verticaux. Ils seront limités à de faibles parties des façades.

Les balcons seront réalisés de préférence avec des barreaux verticaux simples ou pleins, d'aspect et couleur bois. Dans tous les cas, les éléments transparents pouvant générer la collision des oiseaux sont interdits.

S'il y a modifications des ouvertures, celles-ci devront respecter l'harmonie et l'équilibre avec le reste de la façade et les constructions voisines.

Les ouvertures seront rectangulaires. Des exceptions sont néanmoins tolérées pour les ouvertures triangulaires ou trapézoïdales : uniquement sur les façades pignons, au niveau des combles.



2.2 Aspect des toitures

Les toitures seront à deux pans et de pentes comprises entre 30 et 45%, sauf construction non accolée de moins de 10 m² d'emprise au sol. Dans le cas d'une extension, la pente sera identique à celle de la toiture existante. Les demi-croupes sont interdites.

L'implantation et l'orientation de la toiture seront en harmonie avec les constructions alentours.

Si la toiture est à un pan ou deux pans, les débords de toit sont obligatoires. Ils seront en harmonie avec la volumétrie de la construction. En cas de construction en limite séparative, les débords de toit ne sont pas obligatoires sur les pignons.

En cas d'isolation par l'extérieur d'une construction existante, le débord de toit pourra être réduit ou être supprimé.

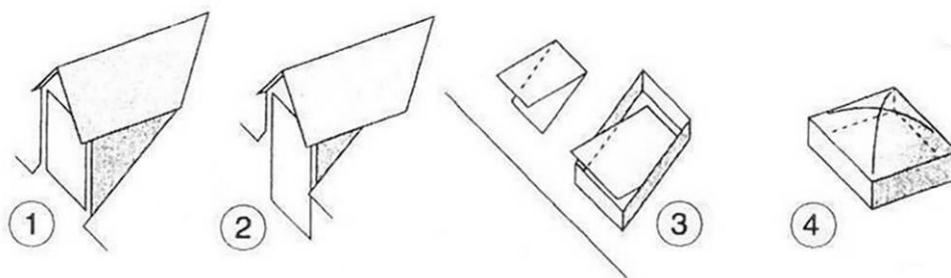
Les toitures à un pan ne sont autorisées que dans les cas suivants :

- en extension d'une construction principale, avec la même pente que celle de la construction à laquelle elles s'adossent,
- en intégration dans la pente du terrain,
- construction annexe d'emprise au sol inférieure à 10 m² et d'un seul niveau (hauteur maximum 3 m).

Les toitures plates ne sont autorisées que dans les cas suivants :

- si elles sont végétalisées et s'inscrivent dans un objectif environnemental (ex : limitation des émissions de gaz à effet de serre, performance énergétique ou gestion des eaux pluviales, ...),
- en extension d'une construction principale, si elles sont utilisées en terrasse, selon une surface limitée à 30% de l'emprise au sol totale de la construction
- intégration dans la pente du terrain,
- construction annexe d'emprise au sol inférieure à 10 m² et d'un seul niveau (hauteur maximum 3 m).

S'il y a des ouvertures de toit, celles-ci seront uniquement de type : lucarne jacobine (1), lucarne meunière (2) ou fenêtre de toit (3). Les lanterneaux (4) seront également autorisés mais uniquement dans le cas d'une toiture plate.



Les toitures seront mates de teinte gris foncé ou gris lauze, en harmonie avec celle des constructions alentours.

Une exception est admise pour les ouvertures de toit, les structures transparentes, les panneaux liés aux énergies solaires et les toitures végétalisées.

Les couvertures d'aspect tavaillons et ancelles sont interdites.

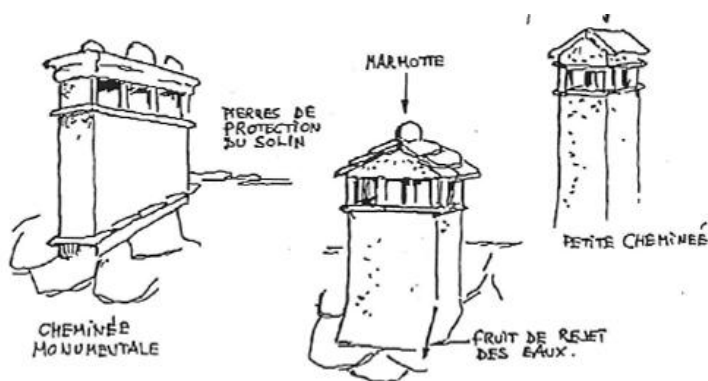
Les couvertures constituées de planches de bois disposées parallèlement à la pente de la toiture (voir ci-contre) sont néanmoins autorisées pour les annexes de moins de 20 m² d'emprise au sol.



Dans les alpages, les toitures des constructions seront en lauze ou planches de bois.

Les toitures des extensions ou annexes auront le même aspect que la construction existante.

Dans le cas d'une toiture en lauze, les cheminées sont massives, en accord avec la construction traditionnelle locale (dalle de couverture, marmotte, lauze formant petite toiture).



Source : M. ARMAND

En cas de restauration, la toiture nouvelle doit être réalisée conformément à l'ancienne lorsque celle-ci correspond aux caractéristiques traditionnelles du bâti considéré.

3. En secteur Nce (centre équestre)

Ces règles ne s'appliquent pas lors de la réhabilitation des constructions existantes en Nce ; dans ce cas, les travaux devront conserver la qualité architecturale du bâtiment ou contribuer à son amélioration.

3.1 Aspect des façades

Les façades des bâtiments seront d'aspect bois, de préférence non traité.

Dans tous les cas, toutes les boiseries, charpentes, lames de bardage et menuiseries (y compris les volets roulants et portes de garage) seront d'aspect bois dont la couleur définitive sera foncée ou naturellement grisée pour les bois non traités (ex : mélèze, red cedar, ...).

Les ouvertures seront rectangulaires.

Les matériaux prévus pour être enduits devront l'être.

Un soubassement maçonné pourra être réalisé. Dans un souci d'harmonie avec les parties d'aspect bois, les couleurs sombres et naturelles seront préférées. Le nuancier proposé ci-dessous reprend les

teintes naturelles présentes à proximité du site : le gypse, le bois, ... Le blanc pur et toutes les couleurs pures et agressives sont interdits.

Exemples de couleurs souhaitées :



3.2 Aspect des toitures

Les toitures seront à deux pans et mates de teinte gris foncé ou gris lauze. Une exception est admise pour les ouvertures de toit, les structures transparentes et les panneaux liés aux énergies solaires.

Les toitures à un pan ne sont autorisées qu'en extension d'une construction principale, sur la façade latérale uniquement et avec la même pente que celle de la construction à laquelle elles s'adossent.

Les toitures plates qui n'appartiennent pas à l'architecture locale et pourraient contrarier sur d'imposants volumes, et les constructions de type « tunnel » sont interdites.

Les panneaux translucides sont limités à 20 % de la surface de chaque pan de toiture.

La pose de panneaux solaires est préconisée étant donnée le bon ensoleillement du secteur. Le cas échéant, les panneaux solaires et autres éléments d'architecture bioclimatique doivent être intégrés aux toitures en évitant l'effet de superstructures surajoutées et de mitage.

3.3 Aspect des clôtures

En NCe1, pour conserver la porosité du corridor biologique local identifié par le SCOT entre les deux versants de la vallée de l'Arc au niveau du ruisseau d'Ambin, les clôtures devront être perméables au passage de la faune.

4. En secteur Ncg (camping)

Dans le cas d'habitations légères de loisirs

Source : C. SALOMON-PELEN

4.1 Volumétrie

Volumétrie simple, à 2 versants, avec débord de toiture si possible.

Les volumes ajoutés pour abriter des éléments techniques (bouteilles de gaz, réservoirs, rangement petit matériel ...) doivent être limités à des dimensions modestes, largement inférieures à celle du volume principal, adossés aux pignons les moins visibles, et recouverts de planches de bois (parois et couverture).



A éviter

Toiture un seul pan et volume ajouté trop important



Volume ajouté trop important



Volume ajouté trop important



4.2 Soubassements

Placés en continuité des façades, faits de planches de bois, de teinte naturelle ou plus foncée que le volume bâti. Cours de planches horizontales jointives ou légèrement ajourées.



A éviter : exemples de soubassement et égout de toiture à modifier

Soubassement à revoir



Soubassement et abri éléments techniques à revoir



4.3 Terrasses simples

Les terrasses sont à poser de préférence au niveau du sol : lit de planches jointives sur le sol, sans garde-corps ni clôture. En bois naturel (mélèze de préférence).

En l'absence de terrasse, si nécessaire, prévoir des emmarchements simples, en bois, éventuellement amovibles.

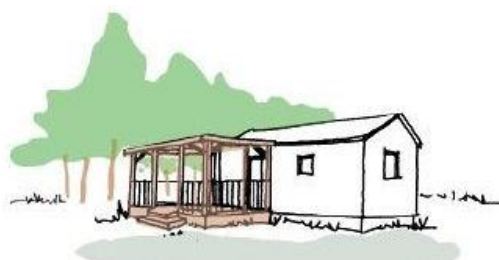


4.4 Terrasses protégées

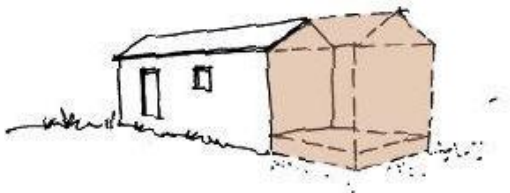
Structures des terrasses couvertes construites en ossature bois poteaux-poutres sciés en continuité du versant de toiture. La transparence doit être recherchée : faibles sections de bois, garde-corps légers, versant à faible pente... Une légère dénivelée de toiture peut être prévue (20-30 cm).

Pour conforter la transparence, on privilégiera les structures en bois de type « pergolas », couvertes d'une toile ou de nattes végétales (canisses, roseaux...) démontables l'hiver pour éviter les surcharges de neige et proposer une ombre filtrée l'été.

La dimension de la terrasse ne doit pas dépasser la largeur et la longueur du volume initial.



Si elle est placée en prolongement du pignon, la couverture doit se trouver en continuité de celle du volume initial : faitage en prolongement et pente identique.



4.5 Garde-corps

Les garde-corps nécessaires pour les terrasses surélevées par rapport au sol seront en bois naturel, constitués d'un barraudage vertical simple, ou de lisses horizontales ; la fonction de protection étant assurée, chercher à filtrer sans masquer.



4.6 Petits éléments d'architecture

Eviter l'ajout de décors simili-traditionnels (frontons, bandes de rives festonnées...)

Les égouts de toiture et descentes d'eau, si nécessaires, doivent être installés sur toute la longueur du versant de toit.

4.7 Matériaux

Privilégier le bois et les teintes sombres pour le revêtement et la toiture.



Éléments à éviter : caravane trop endommagée par le temps



Dans le cas d'habitat « insolite » ou autre aspect recherché

L'aspect des constructions n'est pas réglementé. L'ensemble devra être soigné et s'intégrer dans le contexte bâti et paysage.

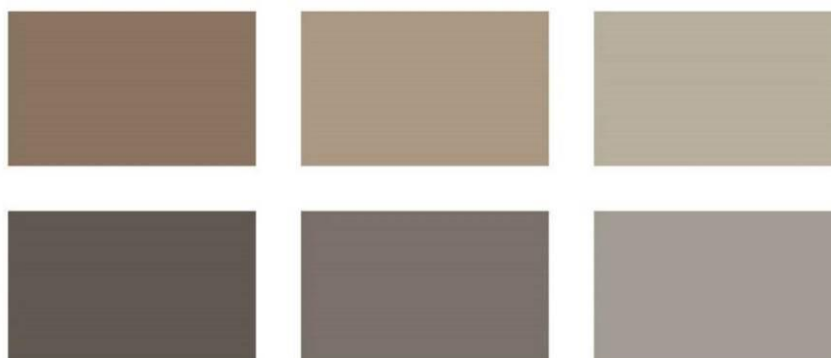
5. Abris pastoraux d'emprise au sol supérieure ou égale à 35 m²

5.1 Aspect des façades

Afin d'améliorer l'insertion des futures constructions dans le paysage, des couleurs sombres et naturelles seront préférées pour les façades. Le bardage bois de certaines parties est conseillé pour rythmer les façades de grandes longueurs notamment (ex : partie supérieure des murs gouttereaux ou des pignons, bande ou travée, pour souligner une entrée, ...).

Le nuancier proposé ci-dessous reprend les teintes naturelles présentes sur la commune : le gypse, le bois, ... Les façades en mélèze sont autorisées.

Exemples de couleurs souhaitées :



L'application de quelques règles simples permettra aux constructions neuves ou à rénover de s'intégrer harmonieusement dans la zone considérée :

- les bardages seront d'aspect et couleur bois.
- les matériaux translucides seront admis dans la limite de 10% de la surface de la façade et en partie haute uniquement.

5.2 Aspect des toitures

Les toitures seront mates de teinte gris foncé ou gris lauze, en harmonie avec celle des constructions alentours.

Une exception est admise pour les ouvertures de toit, les structures transparentes, les panneaux liés aux énergies solaires et les toitures végétalisées.

Les couvertures d'aspect tavaillons et ancelles sont interdites.

Les couvertures constituées de planches de bois disposées parallèlement à la pente de la toiture (voir ci-contre) sont néanmoins autorisées.



6. Abris de jardins

Aspect des façades et toitures des abris de jardin : ils seront d'aspect bois.

Les couvertures d'aspect tavaillons et ancelles sont interdites. Les couvertures constituées de planches de bois disposées parallèlement à la pente de la toiture (voir ci-contre) sont autorisées.



7. En secteur NL2 (Replat des Canons)

Les constructions et installations devront faire l'objet d'un traitement paysager adapté pour faciliter leur intégration dans l'environnement forestier et montagnard dans lequel elles s'inscrivent.

L'éclairage nocturne (entre le coucher et le lever du soleil) et la diffusion de musique depuis la plateforme (et donc des équipements correspondants) sont interdits.

ARTICLE 9 PATRIMOINE BATI ET PAYSAGER A PROTEGER...

Sans objet.

ARTICLE 10 OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES

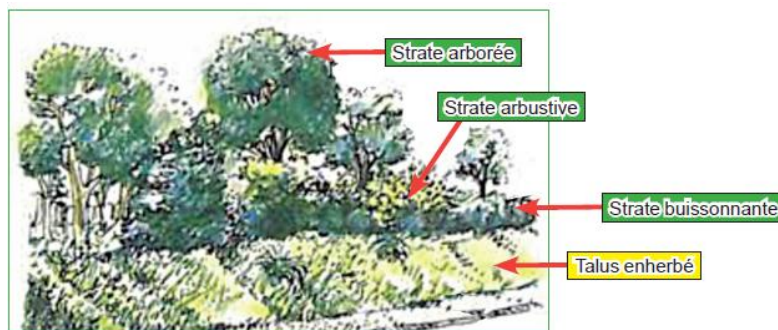
Voir règles applicables à toutes les zones.

PARAGRAPHE 3 – TRAITEMENT ENVIRONNEMENTAL ET PAYSAGER DES ESPACES NON BATIS ET ABORDS DES CONSTRUCTIONS**ARTICLE 11 GESTION DES ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS**

En secteur Nd2, la haie végétale en bordure de R.D.1006 devra être préservée et étoffée. Elle devra également être prolongée sur le linéaire encore non planté (sauf dans les parties nécessaires aux entrées sorties des véhicules sur le site). Cf. OAP n°9.

En secteur Npd, une haie végétale doit être constituée, pour masquer les aménagements (stationnements et dépôts) réalisés à l'intérieur de la zone. Cf. OAP n° 3.

Dans les deux cas, les haies respecteront les principes suivants :



Les plantations seront réalisées en mélangeant les arbres et arbustes de variétés locales, de hauteurs et floraisons diverses. Les essences non allergisantes seront privilégiées.

ARTICLES 12 ET 13

Voir les règles applicables à toutes les zones.

PARAGRAPHE 4 – STATIONNEMENT**ARTICLE 14 OBLIGATIONS IMPOSEES EN MATIERE DE REALISATION D'AIRES DE STATIONNEMENT**

Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions doit être assuré en dehors des voies publiques, dans des parkings de surface ou des garages.

Le nombre de places prévues devra être suffisant au regard des besoins.

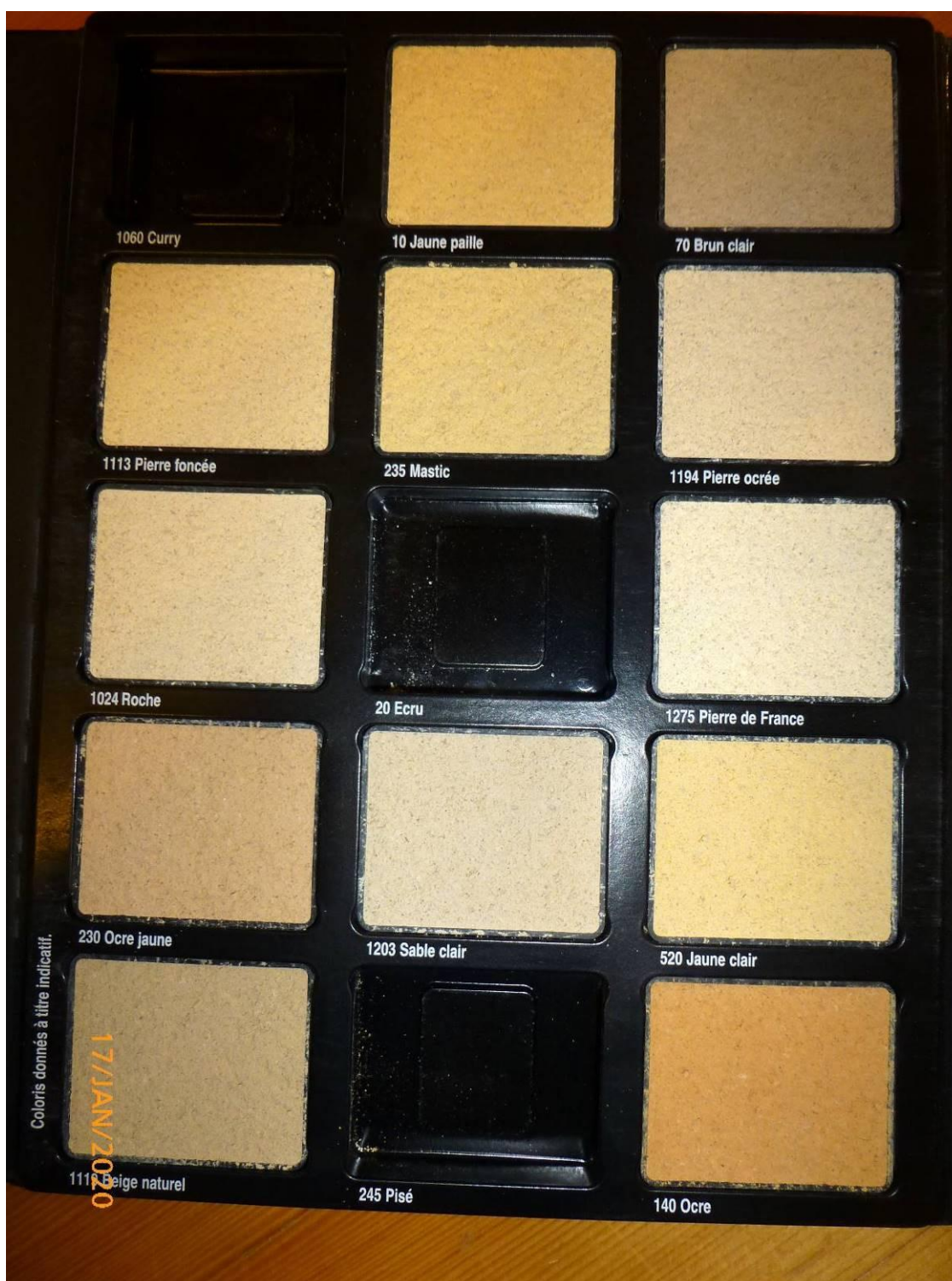
SECTION III EQUIPEMENTS ET RESEAUX

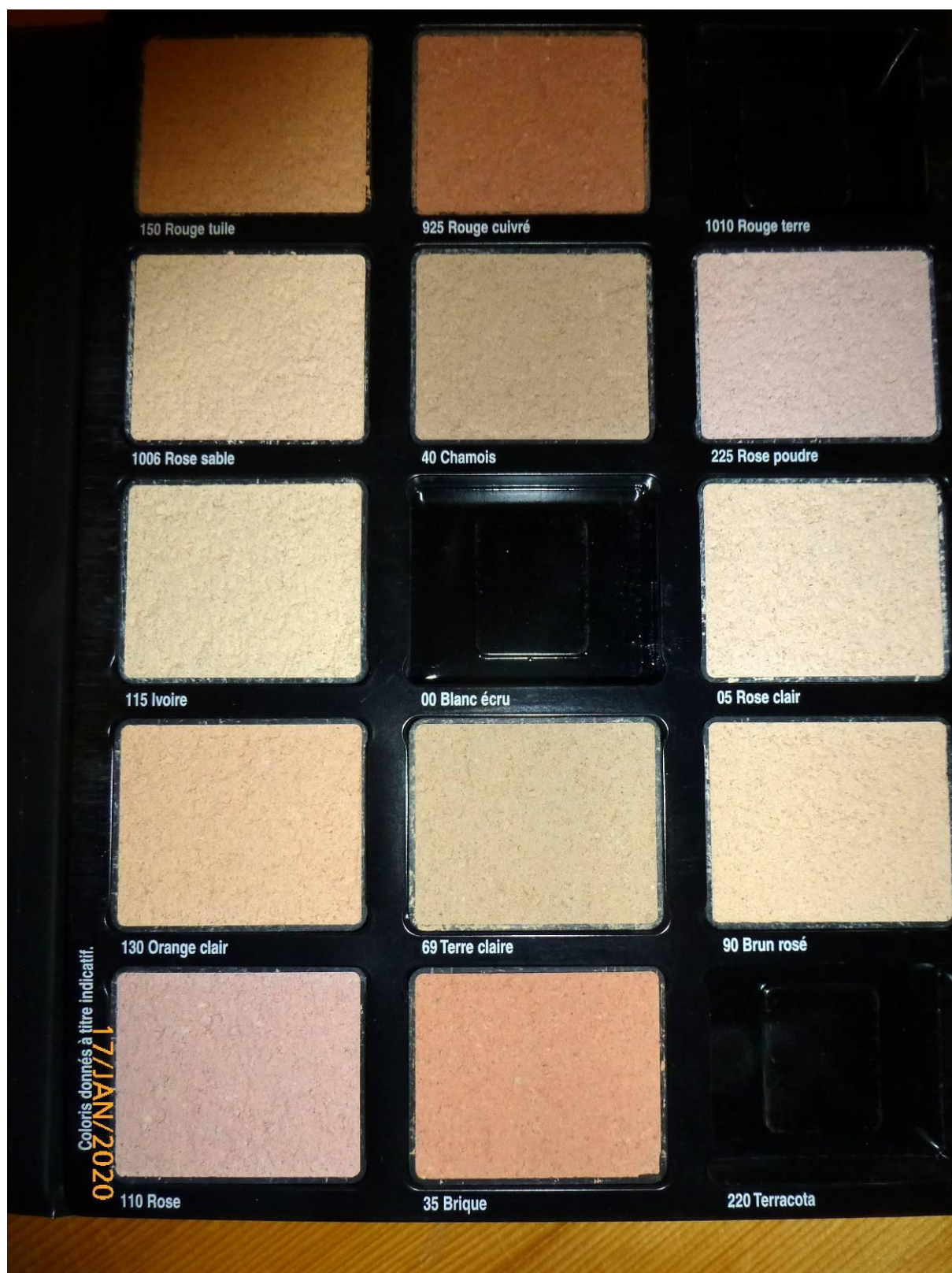
Voir les règles applicables à toutes les zones.

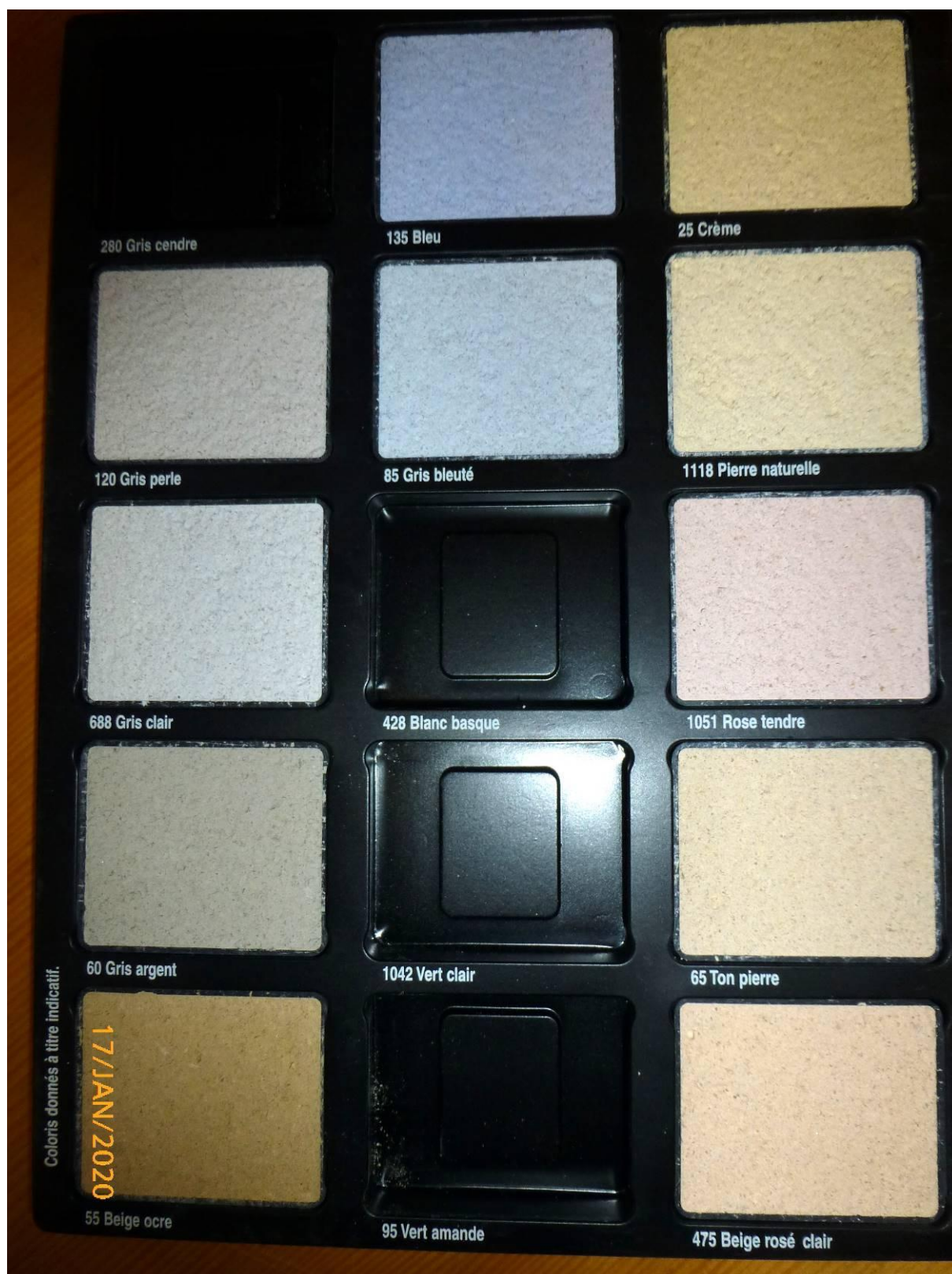
NUANCIER

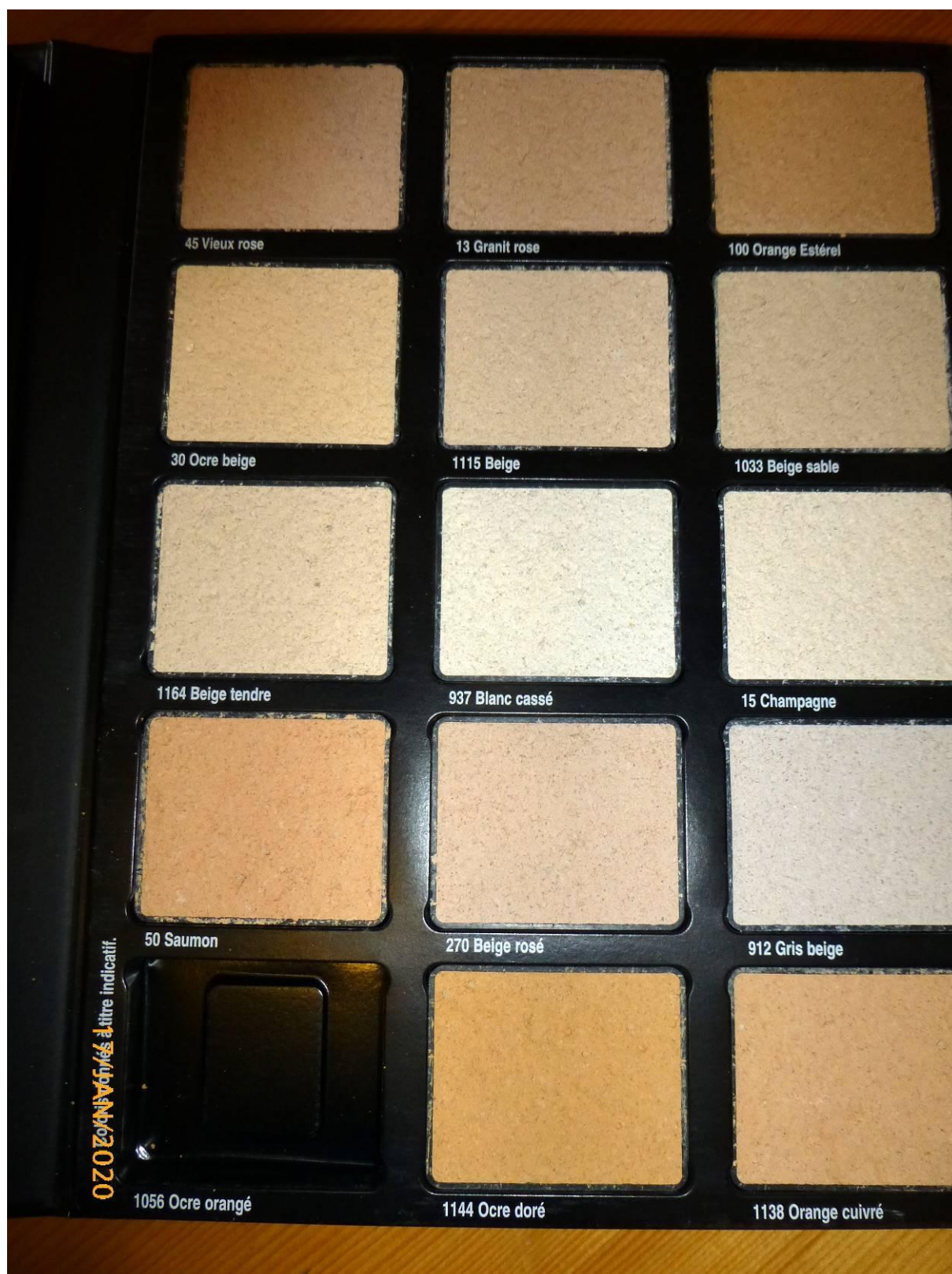
Ce nuancier s'applique à la partie maçonnée des constructions.

Toutes les constructions (sauf précision à l'article correspondant), à l'exception de celles concernées par l'OAP thématique façades









PLU

Plan Local d'Urbanisme

VAL-CENIS

DEPARTEMENT DE LA SAVOIE

4.2 REGLEMENT GRAPHIQUE

4.2.1 Village de Bramans

Echelle: 1/2000

DOSSIER D'ARRÊT

Projet arrêté par délibération du conseil municipal
en date du 12 novembre 2025

LEGENDE

U

ZONES URBAINES

Secteurs destinés prioritairement à l'habitat

Ua

village ancien « traditionnel »

Uap

secteur urbanisé sous forme principalement de collectifs

Ub

secteur urbanisé récent moins dense

Uc

secteur des Chalets Chaloix à Bramans

Ucc

secteur à urbanisation limitée à Termignon

Uct

secteur reconstruit après la guerre

Ur

Secteurs destinés prioritairement à des hôtels et autres hébergements touristiques

Uht

secteur urbanisé destiné à des hôtels

Uit

secteur destiné aux autres hébergements touristiques

Secteurs destinés prioritairement à des activités économiques

Ue

secteur urbanisé à destination économique

Secteurs autres

Uep

secteur destiné aux équipements publics

Uj

secteur de jardin

Ujk

secteur destiné à des installations sportives

Uj0

secteur urbanisé inconstructible en raison d'un risque fort - se reporter au PPRI, PPRN ou autre étude

AU

ZONES A URBANISER

Secteurs destinés prioritairement à l'habitat

AUb

secteur destiné prioritairement à de l'habitat sous forme dense

Alc

secteur destiné prioritairement à l'habitat moins dense

Secteur destiné prioritairement à des hôtels et/ou aux hébergements touristiques ou mixte

AUht

secteur destiné prioritairement à des hôtels et/ou autres hébergements touristiques

AUht

secteur destiné prioritairement à une opération mixte habitat, hôtel et/ou autre hébergement touristique

Secteur destiné prioritairement aux activités économiques

Ala1

secteur destiné prioritairement aux activités économiques de la destination commerce et activité de service

Ala2

secteur destiné prioritairement aux activités économiques des sous-destinations artisanes et commerce de détail et industrie

Ala3

Secteur destiné prioritairement à des équipements publics et à des activités économiques

A

ZONES AGRICOLES

Secteur destiné à la production dans les alpages

Aa

secteur d'alpage dans lequel existe un restaurant d'altitude

AaRa

Secteur d'alpage dans lequel existe un refuge

AaRe

secteur destiné aux constructions agricoles

Ab

secteur destiné aux fumiers

Ag

secteur avec mesures agro-environnementales

Am

secteur agricole destiné au maraîchage

Ap

secteur d'intérêt patrimonial

ApRe

secteur d'intérêt patrimonial dans lequel existe un refuge

As

secteur destiné au stockage définitif de matériaux

Av

secteur destiné à la production agricole en vallée

AuLa

secteur dans lequel existe un restaurant d'altitude

N

ZONES NATURELLES

Secteurs à préserver

N

secteur naturel

Nj

secteur de jardins potagers

Np

secteur d'intérêt patrimonial

Secteurs occupés par des activités économiques liées au BTP et autre

Nca

secteur d'exploitation de carrière

Nd

secteur de stockage temporaire de matériaux

Nd1

secteur de stockage temporaire et traitement de matériaux

Nd2

centrale à béton de Sollières-Sardières

Npd

secteur destiné à des stationnements et des dépôts provisoires de matériaux

Ner

Secteur destiné à l'implantation d'équipements liés aux énergies renouvelables

Secteurs destinés à des activités liées au tourisme et aux loisirs

Nen

secteur de télécabine de Sollières-Sardières

Nen/Nca1

secteur occupé par un centre équestre

Ncq/Ncp1

secteur destiné au camping

Nct

secteur destiné à l'installation d'un local à chiens de traîneaux

NL/NL1/NL2/NL3

secteur destiné aux activités de loisirs

Npk

secteur de stationnement destiné aux camping-cars

NRa

secteur naturel dans lequel existe un restaurant d'altitude

NRe

secteur naturel dans lequel existe un refuge

INDICES ET SECTEURS

Bâtiment d'exploitation agricole impliquant les distances d'éloignement réciproque

Secteur concerné par les Orientations d'Aménagement et de Programmation sectorielles

Linéaires concernés par l'OAP façade

Secteur concerné par les objectifs de mixité sociale (L.151-15 et R.151-38 3° du c. urb.)

Linéaire concerné par les objectifs de mixité fonctionnelle (L151-16 et R151-37 1° du c. urb.)

Secteur concerné par l'article L151-14-1 concernant la résidence principale

Emplacement réservé

Traité de principe au titre de l'article L151-38 du c. urb.

Périmètre d'étude du Plan de Prévention des Risques Naturels (PPRN)

Périmètre d'étude du Plan de Prévention du Risque Inondation (PPRI)

Périmètre concerné par d'autres études d'aléas

Secteur aménagé en vue de la pratique du ski alpin, y compris remontées mécaniques, au titre de l'article L151-38 du c. Urb

Secteur à aménager en vue de la pratique du ski alpin, au titre de l'article L151-38 du c. Urb

ESPACES POUR SECTEURS CONTRIBUANT AUX CONTINUITES ECOLOGIQUES ET A LA TRAME VERTE ET BLEUE

Corridors biologiques

Zones humides et leur espace de fonctionnalité

Tourbières

Cours d'eau liste 1

Pelouses sèches

ZNIEFF de type 1

Trame boisée ou végétalisée

DIVERS

Bâtiments rajoutés sur le cadastre (à titre indicatif)

Bâtiments inexistant (à titre indicatif)

Liste des emplacements réservés

Número	Lieu	Bénéficiaire	Objet	Surface indicative
1	Bramans	Commune	Stationnements	750 m²
2	Le Verney	Commune	Stationnements	820 m²
3	Le Verney	Commune	Stationnements	575 m²
4	Sollières-Envers	Commune	Cheminement piéton	80 m²
5	Sollières-Envers	Commune	Stationnements	255m²
6	Sollières-Endroit	Commune	Voie, stationnements, point de collecte des déchets	170 m²
7	Termignon	Commune	Voie et stationnements	85 m²
8	Termignon	Commune	Voie et espace public	175 m²
9	Lanslebourg	Commune	Stationnements	1520 m²

Liste des tracés de principe

Nom	Lieu	Objet	Caractéristiques
a	Bramans - Les Gilières	Accès pour une extension future de la zone Ab	4 m de large, à créer
b	Lansdevillard - Sous l'église	Accès piétons - skieurs au domaine skiable	2,00 m de large
c	Lansdevillard - Sous l'église	Accès piétons - skieurs au domaine skiable	Couvert en partie
d	Lansdevillard - Sous l'église	Accès piétons - skieurs au domaine skiable	2,00 m de large
e	Lansdevillard - Sous l'église	Accès piétons - skieurs au domaine skiable	2,00 m de large
f	Lansdevillard - Terre Grasse	Accès piétons - skieurs au domaine skiable	Couvert en partie

Commune de

val-cenis

AGENCE ROSSI

Ingénierie - Urbanisme - Paysage - Géomètres Experts

Siège social: 50 rue Suarez 73200 ALBERTVILLE

Tél.: 04 79 37 61 75 - Fax: 04 79 37 63 67

Agence de Bozel: 164 rue Emile Machet - 73350 BOZEL - Tél. 04 79 08 44 01

AGENCE ROSSI

Référence: 21-168

PLU

Plan Local d'Urbanisme

VAL-CENIS

DEPARTEMENT DE LA SAVOIE

4.2 REGLEMENT GRAPHIQUE

4.2.2 Villages de Sollières Endroit et Sollières Envers

Echelle: 1/2000

DOSSIER D'ARRÊT

Projet arrêté par délibération du conseil municipal

en date du 12 novembre 2025

INDICES ET SECTEURS

Bâtiment d'exploitation agricole impliquant les distances d'éloignement réciproque

Secteur concerné par les Orientations d'Aménagement et de Programmation sectorielles

Linéaires concernés par l'OAP façade

Secteur concerné par les objectifs de mixité sociale (L.151-15 et R.151-38 3° du c. urb.)

Linéaire concerné par les objectifs de mixité fonctionnelle (L151-16 et R151-37 1° du c. urb.)

Secteur concerné par l'article L151-14-1 concernant la résidence principale

Emplacement réservé

Tracé de principe au titre de l'article L151-38 du c. urb.

Périmètre d'étude du Plan de Prévention des Risques Naturels (PPRN)

Périmètre d'étude du Plan de Prévention du Risque Inondation (PPRI)

Périmètre concerné par d'autres études d'aléas

Secteur aménagé en vue de la pratique du ski alpin, y compris remontées mécaniques, au titre de l'article L151-38 du c. Urb

Secteur à aménager en vue de la pratique du ski alpin, au titre de l'article L151-38 du c. Urb

ESPACES OU SECTEURS CONTRIBUANT AUX CONTINUITES ECOLOGIQUES ET A LA TRAME VERTE ET BLEUE

Corridors biologiques

Zones humides et leur espace de fonctionnalité

Tourbières

Cours d'eau liste 1

Pelouses sèches

ZNIEFF de type 1

Trame boisée ou végétalisée

LEGENDE

U

ZONES URBAINES

Secteurs destinés prioritairement à l'habitat

Ua

village ancien « traditionnel »

Uap

village ancien à forte valeur patrimoniale

Ub

secteur urbanisé sous forme principalement de collectifs

Uc

secteur urbanisé récent moins dense

Ucc

secteur des Chalets Chalois à Bramans

Uct

secteur à urbanisation limitée à Termignon

Ur

secteur reconstruit après la guerre

Secteurs destinés prioritairement à des hôtels et autres hébergements touristiques

Uh

secteur urbanisé destiné à des hôtels

Ut

secteur destiné aux autres hébergements touristiques

Secteurs destinés prioritairement à des activités économiques

Ue

secteur urbanisé à destination économique

Secteurs autres

Uep

secteur destiné aux équipements publics

Uj

secteur de jardin

Upk

secteur destiné à des stationnements

20

secteur urbanisé inconstructible en raison d'un risque fort - se reporter au PPRi, PPRN ou autre étude

AU

ZONES A URBANISER

Secteurs destinés prioritairement à l'habitat

AUb

secteur destiné prioritairement à de l'habitat sous forme dense

AUc

secteur destiné prioritairement à l'habitat moins dense

Secteur destiné prioritairement à des hôtels et/ou aux hébergements touristiques ou mixte

AUht

secteur destiné prioritairement à des hôtels et/ou autres hébergements touristiques

AUhht

secteur destiné prioritairement à une opération mixte habitat, hôtel et/ou autre hébergement touristique

Secteur destiné prioritairement aux activités économiques

AUe1

secteur destiné prioritairement aux activités économiques de la destination commerce et activités de service

AUe2

secteur destiné prioritairement aux activités économiques des sous-destination artisanat et commerce de détail et industrie

AUe3

Secteur destiné prioritairement à des équipements publics et à des activités économiques

A

ZONES AGRICOLES

Aa

secteur destiné à la production dans les alpages

AaRa

secteur d'alpage dans lequel existe un restaurant d'altitude

AaRe

Secteur d'alpage dans lequel existe un refuge

Ab

secteur destiné aux constructions agricoles

Af

secteur destiné aux fumières

Agen

secteur avec mesures agro-environnementales

Am

secteur agricole destiné au maraîchage

Ap

secteur d'intérêt patrimonial

ApRe

secteur d'intérêt patrimonial dans lequel existe un refuge

As

secteur destiné au stockage définitif de matériaux

Av

secteur destiné à la production agricole en vallée

AvRa

secteur dans lequel existe un restaurant d'altitude

N

ZONES NATURELLES

Secteurs à préserver

N

secteur naturel

Nj

secteur de jardins potagers

Np

secteur d'intérêt patrimonial

Secteurs occupés par des activités économiques liées au BTP et autre

Nca

secteur d'exploitation de carrière

Nd

secteur de stockage temporaire de matériaux

Nd1

secteur de stockage temporaire et traitement de matériaux

Nd2

centrale à béton de Sollières-Sardières

Npd

secteur destiné à des stationnements et des dépôts provisoires de matériaux

Ner

Secteur destiné à l'implantation d'équipements liés aux énergies renouvelables

Secteurs destinés à des activités liées au tourisme et aux loisirs

Naer

secteur de l'aérodrome de Sollières-Sardières

Nce/Nce1

secteur occupé par un centre équestre

Ncg/Ncg1

secteur destiné au camping

Nct

secteur destiné à l'installation d'un local à chiens de traineaux

NL/NL1/NL2/NL3

secteur destiné aux activités de loisirs

Npk

secteur de stationnement destiné aux camping-cars

NRa

secteur naturel dans lequel existe un restaurant d'altitude

NRe

secteur naturel dans lequel existe un refuge

DIVERS

Bâtiments rajoutés sur le cadastre (à titre indicatif)

Bâtiments inexistant (à titre indicatif)

Liste des emplacements réservés

Numéro	Lieu	Bénéficiaire	Objet	Surface indicative
1	Bramans - Les Gillères	Commune	Stationnements	750 m²
2	Le Verney	Commune	Stationnements	820 m²
3	Le Verney	Commune	Stationnements	575 m²
4	Sollières-Envers	Commune	Cheminement piéton	80 m²
5	Sollières-Envers	Commune	Stationnements	255m²
6	Sollières-Endroit	Commune	Voie, stationnements, point de collecte des déchets	170 m²
7	Termignon	Commune	Voie et stationnements	85 m²
8	Termignon	Commune	Voie et espace public	175 m²
9	Lanslebourg	Commune	Stationnements	1520 m²

Liste des tracés de principe

Nom	Lieu	Objet	Caractéristiques
a	Bramans - Les Gillères	Accès pour une extension future de la zone Ab	4 m de large, à créer
b	Lanslevillard - Sous l'église	Accès piétons - skieurs au domaine skiable	2,00 m de large
c	Lanslevillard - Sous l'église	Accès piétons - skieurs au domaine skiable	Couvert en partie
d	Lanslevillard - Sous l'église	Accès piétons - skieurs au domaine skiable	2,00 m de large
e	Lanslevillard - Sous l'église	Accès piétons - skieurs au domaine skiable	2,00 m de large
f	Lanslevillard - Terre Grasse	Accès piétons - skieurs au domaine skiable	Couvert en partie

PLU

Plan Local d'Urbanisme

VAL-CENIS
DEPARTEMENT DE LA SAVOIE

4.2 REGLEMENT GRAPHIQUE

4.2.5 Village de Lanslebourg

Echelle: 1/2000

DOSSIER D'ARRÊT

Projet arrêté par délibération du conseil municipal
en date du 12 novembre 2025

LEGENDE

U ZONES URBAINES

Secteurs destinés prioritairement à l'habitat

Uap village ancien « traditionnel »

Ub village ancien à forte valeur patrimoniale

Uc secteur urbain sous forme principalement de collectifs

Ucc secteur urbain récent moins dense

Uct secteur des Chalets Chalon à Bramans

Uct secteur d'urbanisation limitée à Ternignin

Ur secteur reconstruit après la guerre

Secteurs destinés prioritairement à des hôtels et autres hébergements touristiques

Uh secteur urbanisé destiné à des hôtels

Ut secteur destiné aux autres hébergements touristiques

Secteurs destinés prioritairement à des activités économiques

Ue secteur urbanisé à destination économique

Secteurs autres

Uep secteur destiné aux équipements publics

Uj secteur de jardin

Uk secteur destiné à des stationnements

io: secteur urbanisé inconstrucible en raison d'un risque fort - se reporter au PPRI, PPRN ou autre étude

AU ZONES A URBANISER

Secteurs destinés prioritairement à l'habitat

AUb secteur destiné prioritairement à de l'habitat sous forme dense

AUc secteur destiné prioritairement à l'habitat moins dense

AUe secteur destiné prioritairement à des hôtels et/ou aux hébergements touristiques ou mixte

AUte secteur destiné prioritairement à des hôtels et/ou aux autres hébergements touristiques

AUhtz secteur destiné prioritairement à une opération mixte habitat, hôtel et/ou autre hébergement touristique

Secteur destiné prioritairement aux activités économiques

AUe1 secteur destiné prioritairement aux activités économiques de la destination commerce et activité de service

AUe2 secteur destiné prioritairement aux activités économiques des sous-destination artisanat et commerce de détail et industrie

AUe3 Secteur destiné prioritairement à des équipements publics et à des activités économiques

A ZONES AGRICOLES

Aa secteur destiné à la production dans les alpages

AaRa secteur d'élevage dans lequel existe un restaurant d'altitude

AaRe secteur d'élevage dans lequel existe un refuge

Ab secteur destiné aux constructions agricoles

Af secteur destiné aux fermiers

Agen secteur avec mesures agro-environnementales

Am secteur agricole destiné au maraîchage

Ap secteur d'intérêt patrimonial

ApRe secteur d'intérêt patrimonial dans lequel existe un refuge

As secteur destiné au stockage définitif de matériaux

Av secteur destiné à la production agricole en vallée

AvRa secteur dans lequel existe un restaurant d'altitude

N ZONES NATURELLES

Secteurs à préserver

N secteur naturel

Nj secteur de jardins potagers

Np secteur d'intérêt patrimonial

Secteurs occupés par des activités économiques liées au BTP et autre

Nca secteur d'exploitation de carrières

Nel secteur de stockage temporaire de matériaux

Nd1 secteur de stockage temporaire et traitement de matériaux

Nd2 centrale à béton de Sollières-Sardières

Npd secteur destiné à des stationnements et des dépôts provisoires de matériaux

Ner Secteur destiné à l'implantation d'équipements liés aux énergies renouvelables

Secteurs destinés à des activités liées au tourisme et aux loisirs

Nae secteur de l'aérodrome de Sollières-Sardières

Nae1 secteur occupé par un centre équestre

Nca/Nca1 secteur destiné au camping

Nct secteur destiné à l'installation d'un local à chiens de traineaux

Nc/NL/NL2/NL3 secteur destiné aux activités de loisirs

Npk secteur de stationnement destiné aux camping-cars

NRa secteur naturel dans lequel existe un restaurant d'altitude

NRe secteur naturel dans lequel existe un refuge

INDICES ET SECTEURS

Bâtiment d'exploitation agricole impliquant les distances d'équipement récréative

Secteur concerné par les Orientations d'Aménagement et de Programmation sectorielles

Linières concernés par l'OAP façade

Secteur concerné par les objectifs de mixité sociale (L.151-15 et R.151-38 3° du c. urb.)

Linière concerné par les objectifs de mixité fonctionnelle (L151-16 et R151-37 1° du c. urb.)

Secteur concerné par l'article L151-14-1 concernant la résidence principale

Emplacement réservé

Tracé de principe au titre de l'article L151-38 du c. urb.

Périmétre d'étude du Plan de Prévention des Risques Naturels (PPRN)

Périmétre d'étude du Plan de Prévention du Risque Inondation (PPRI)

Périmétre concerné par d'autres études d'aléas

Secteur aménagé en vue de la pratique du ski alpin, y compris remontées mécaniques, au titre de l'article L151-38 du c. Urb

Secteur à aménager en vue de la pratique du ski alpin, au titre de l'article L151-38 du c. Urb

ESPACES OU SECTEURS CONTRIBUANT AUX CONTINUITES ECOLOGIQUES ET A LA TRAME VERTE ET BLEUE

Corridors biologiques

Zones humides et leur espace de fonctionnalité

Tourbières

Cours d'eau loté 1

Pelouses sèches

ZNIEFF de type 1

Trame boisée ou végétalisée

DIVERS

Bâtiments rajoutés sur le cadastre (à titre indicatif)

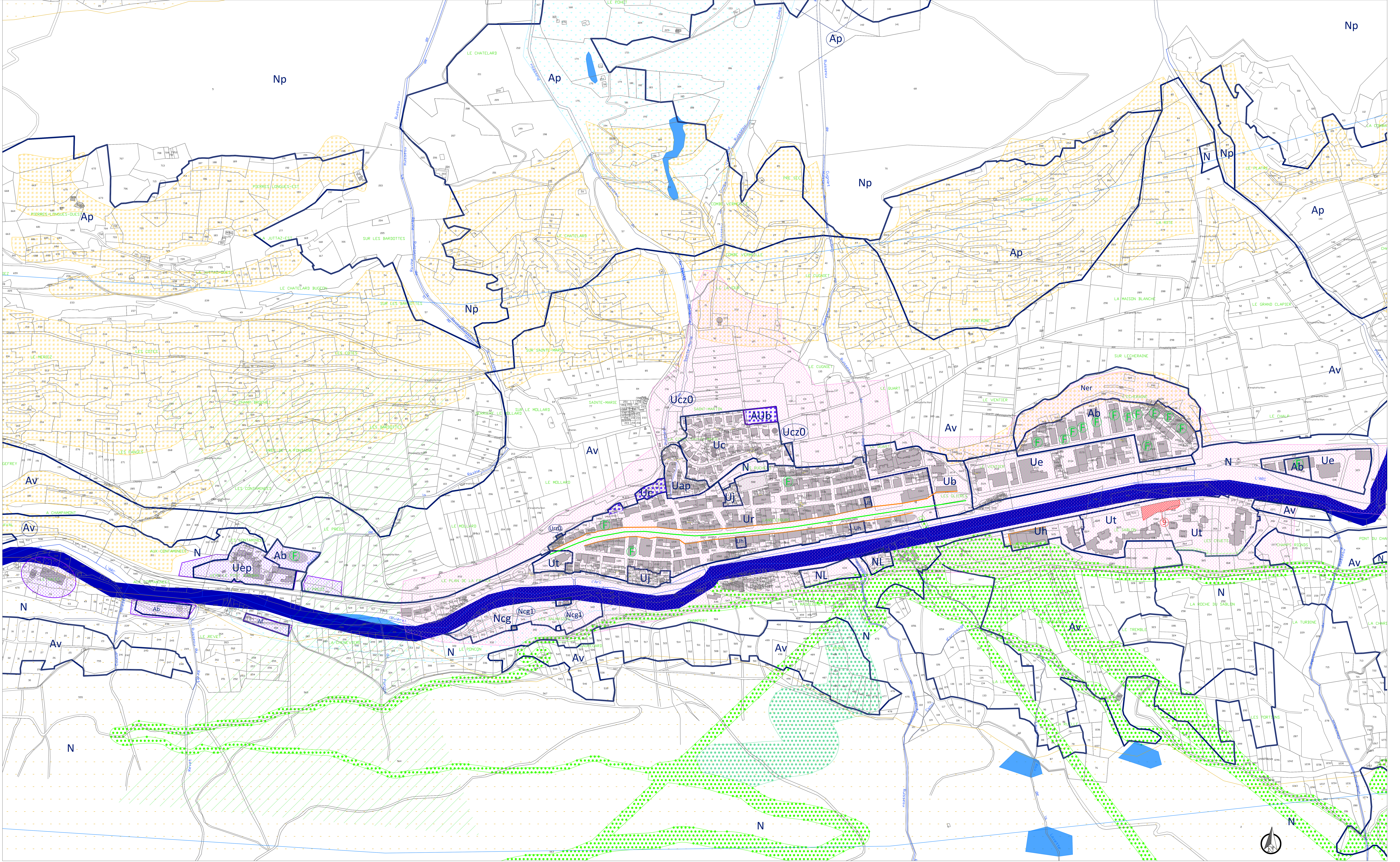
Bâtiments inexistant (à titre indicatif)

Liste des emplacements réservés


Número	Lieu	Bénéficiaire	Objet	Surface indicative
1	Bramans - Les Gilières	Commune	Stationnements	750 m²
2	Le Verney	Commune	Stationnements	820 m²
3	Le Verney	Commune	Stationnements	575 m²
4	Sollières-Envers	Commune	Cheminement piéton	80 m²
5	Sollières-Envers	Commune	Stationnements	255m²
6	Sollières-Endroit	Commune	Voie, stationnements, point de collecte des déchets	170 m²
7	Ternignin	Commune	Voie et stationnements	85 m²
8	Ternignin	Commune	Voie et espace public	175 m²
9	Lanslebourg	Commune	Stationnements	1520 m²


Liste des tracés de principe


Nom	Lieu	Objet	Caractéristiques
a	Bramans - Les Gilières	Accès pour une extension future de la zone Ab	4 m de large, à créer
b	Lanslevillard - Sous l'église	Accès piétons - skieurs au domaine skiable	2,00 m de large
c	Lanslevillard - Sous l'église	Accès piétons - skieurs au domaine skiable	Couvert en partie
d	Lanslevillard - Sous l'église	Accès piétons - skieurs au domaine skiable	2,00 m de large
e	Lanslevillard - Sous l'église	Accès piétons - skieurs au domaine skiable	2,00 m de large
f	Lanslevillard - Terre Grasse	Accès piétons - skieurs au domaine skiable	Couvert en partie





INDICES ET SECTEURS


 Bâtiment d'exploitation agricole impliquant les distances d'éloignement réciproque


 Secteur concerné par les Orientations d'Aménagement et de Programmation sectorielles


 Lignes concernées par l'OAP façade


 Secteur concerné par les objectifs de mixité sociale (L.151-15 et R.151-38 3° du c. urb.)


 Linaire concerné par les objectifs de mixité fonctionnelle (L151-16 et R151-37 1° du c. urb.)


 Secteur concerné par l'article L151-14-1 concernant la résidence principale


 Emplacement réservé


 Tracé de principe au titre de l'article L151-38 du c. urb.

 Périmètre d'étude du Plan de Prévention des Risques Naturels (PPRN)


 Périmètre d'étude du Plan de Prévention du Risque Inondation (PPRI)


 Secteur concerné par d'autres études d'ales


 Secteur aménagé en vue de la pratique du ski alpin, y compris remontées mécaniques, au titre de l'article L151-38 du c. Urb


 Secteur à aménager en vue de la pratique du ski alpin, au titre de l'article L151-38 du c. Urb


ESPACES OU SECTEURS CONTRIBUANT AUX CONTINUITES ECOLOGIQUES ET A LA TRAME VERTE ET BLEUE


 Continuités biologiques


 Zones humides et leur espace de fonctionnalité

 Tourbières


 Cours d'eau liste 1


 Pelouses sèches

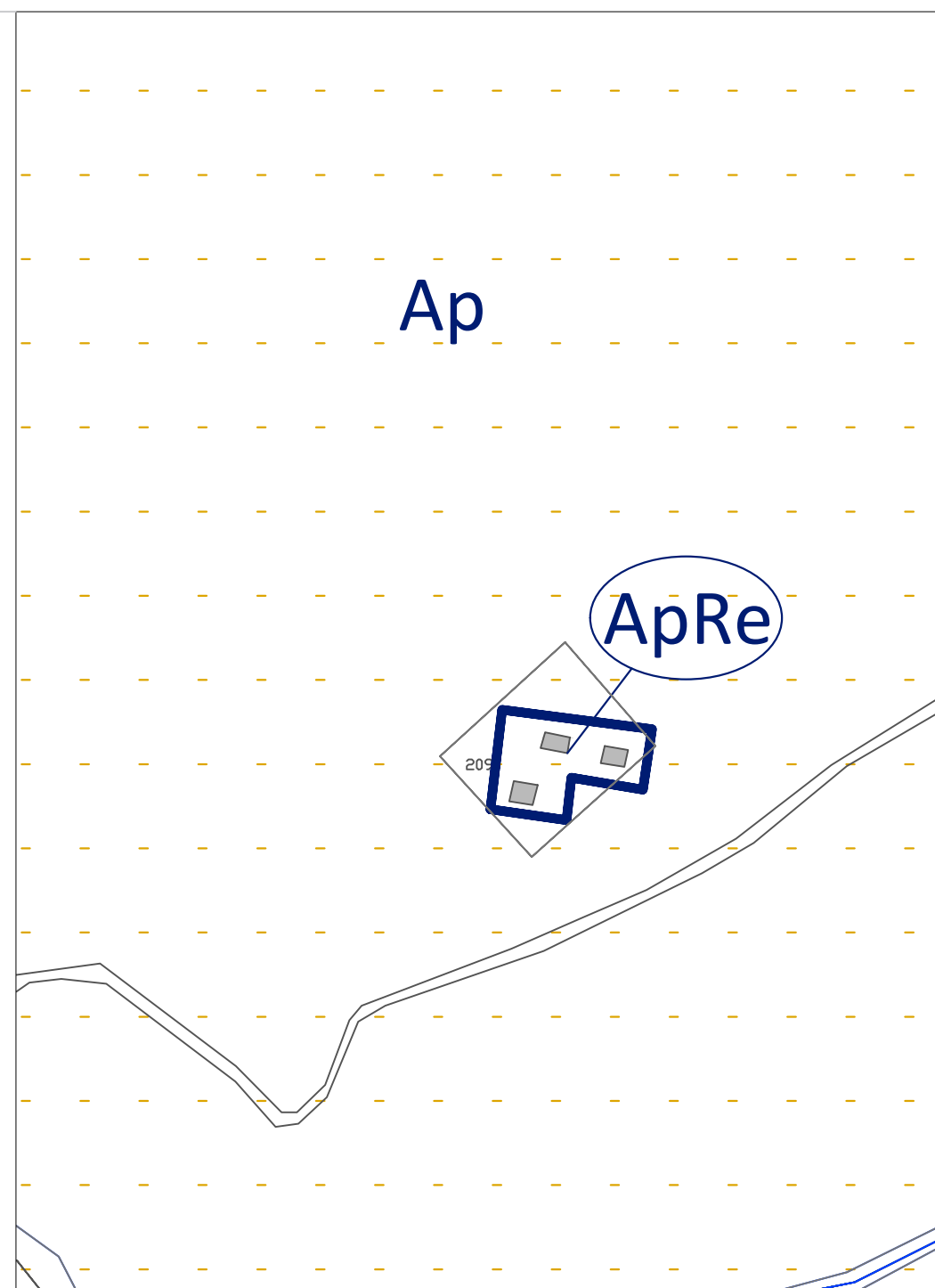
 ZNIEFF de type 1

 Trame boisée ou végétalisée

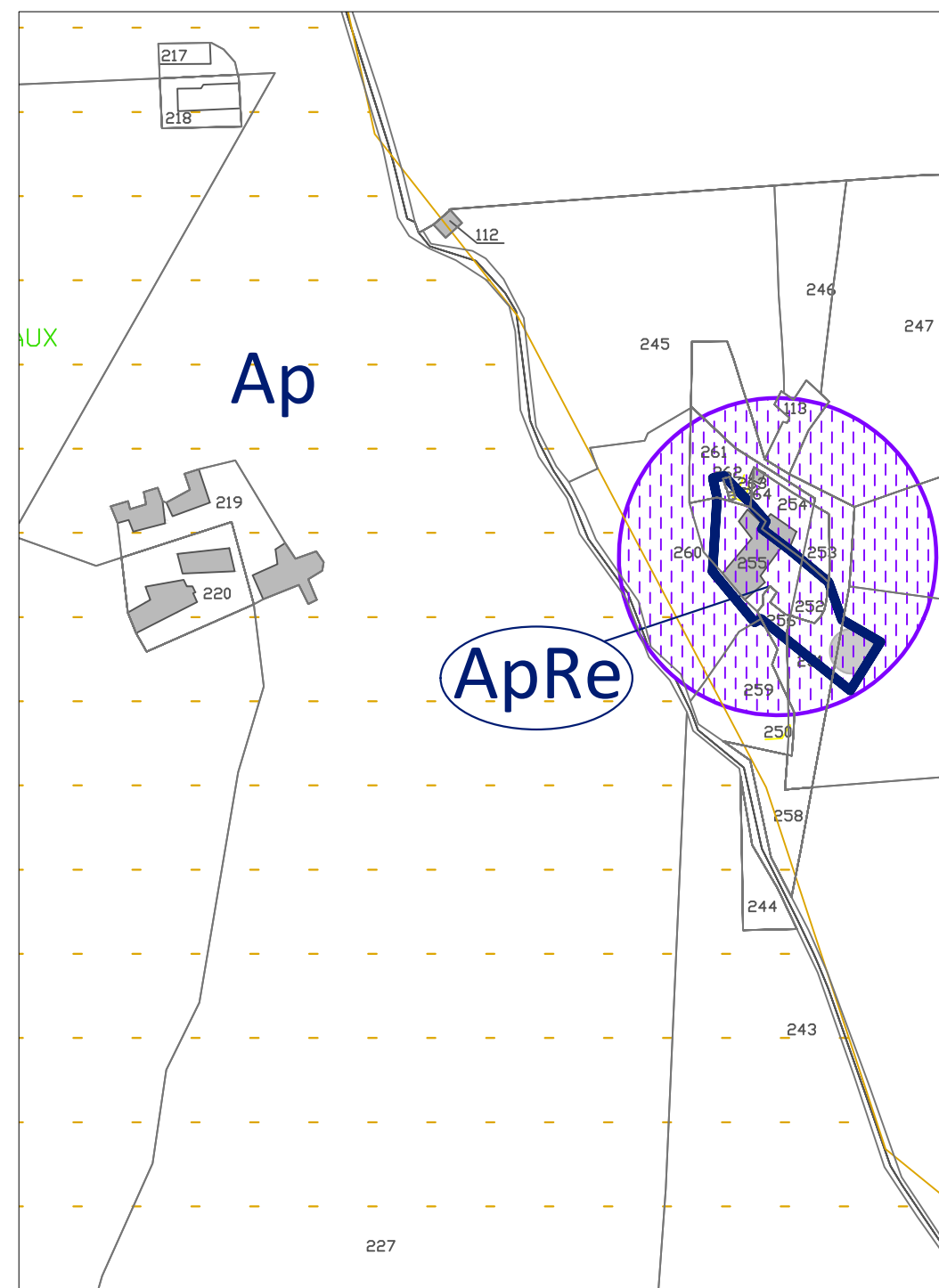
DIVERS

 Bâtiments rajoutés sur le cadastre (à titre indicatif)

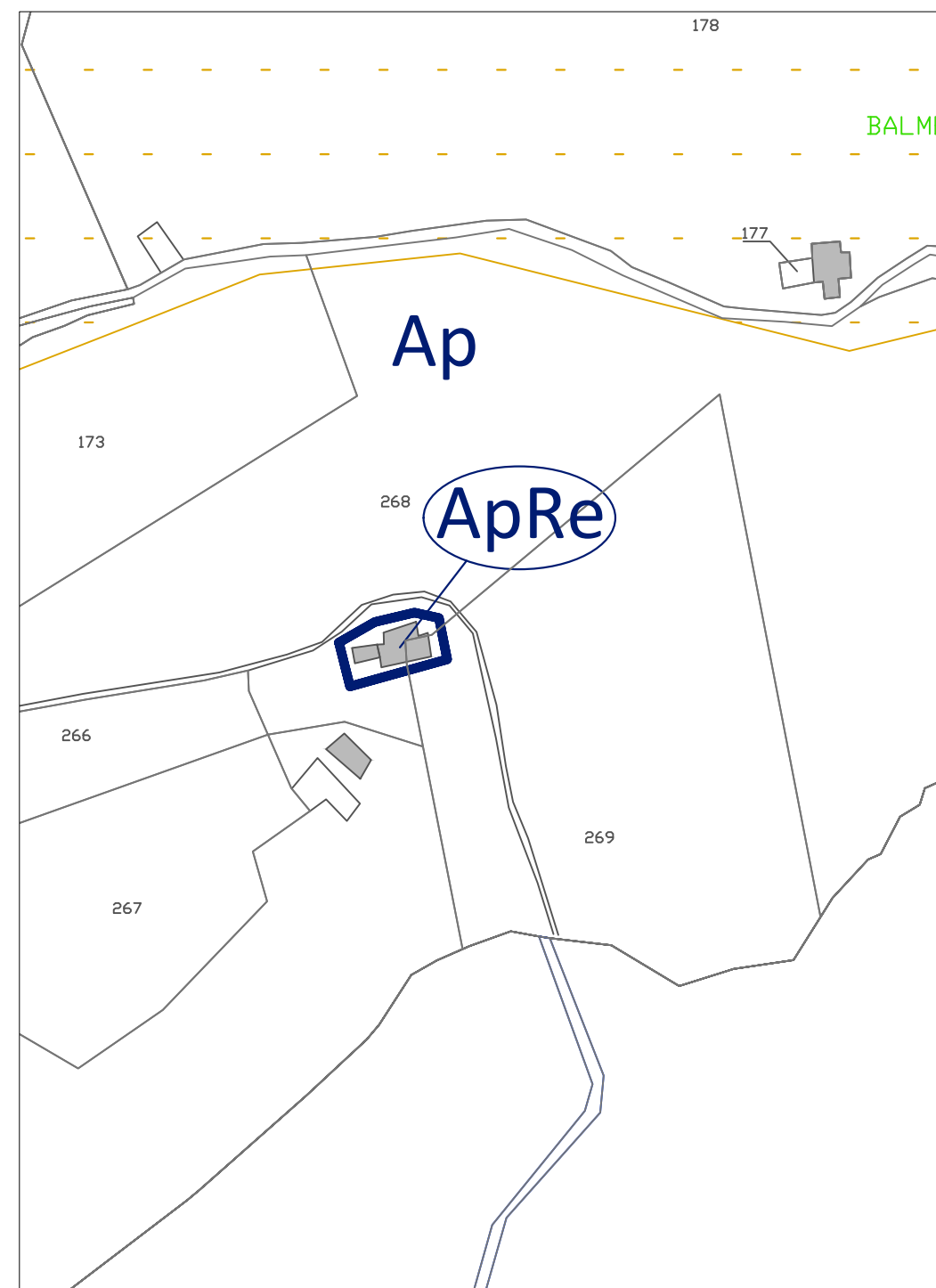
 Bâtiments inexistant (à titre indicatif)



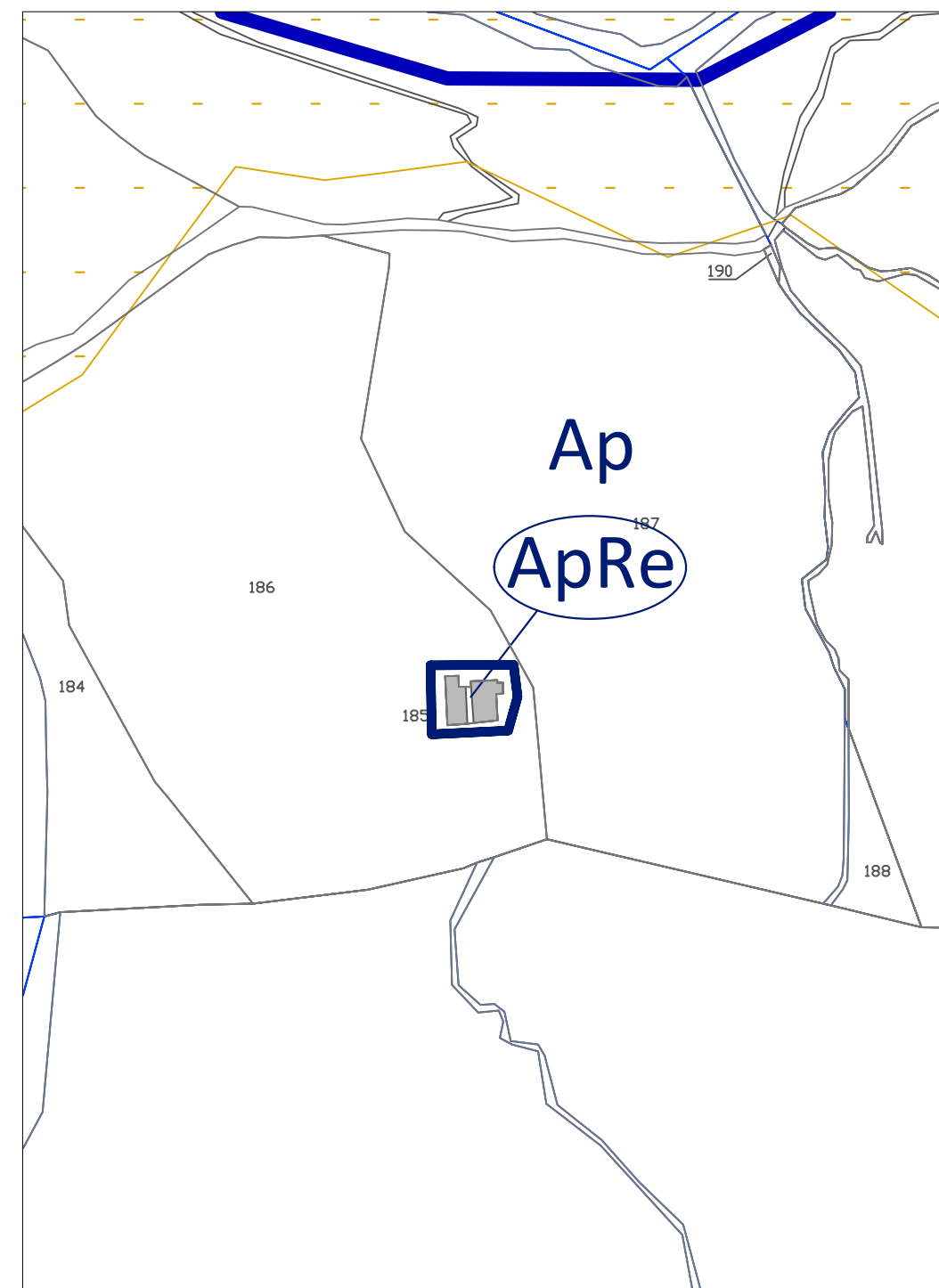
Refuge de La Leisse



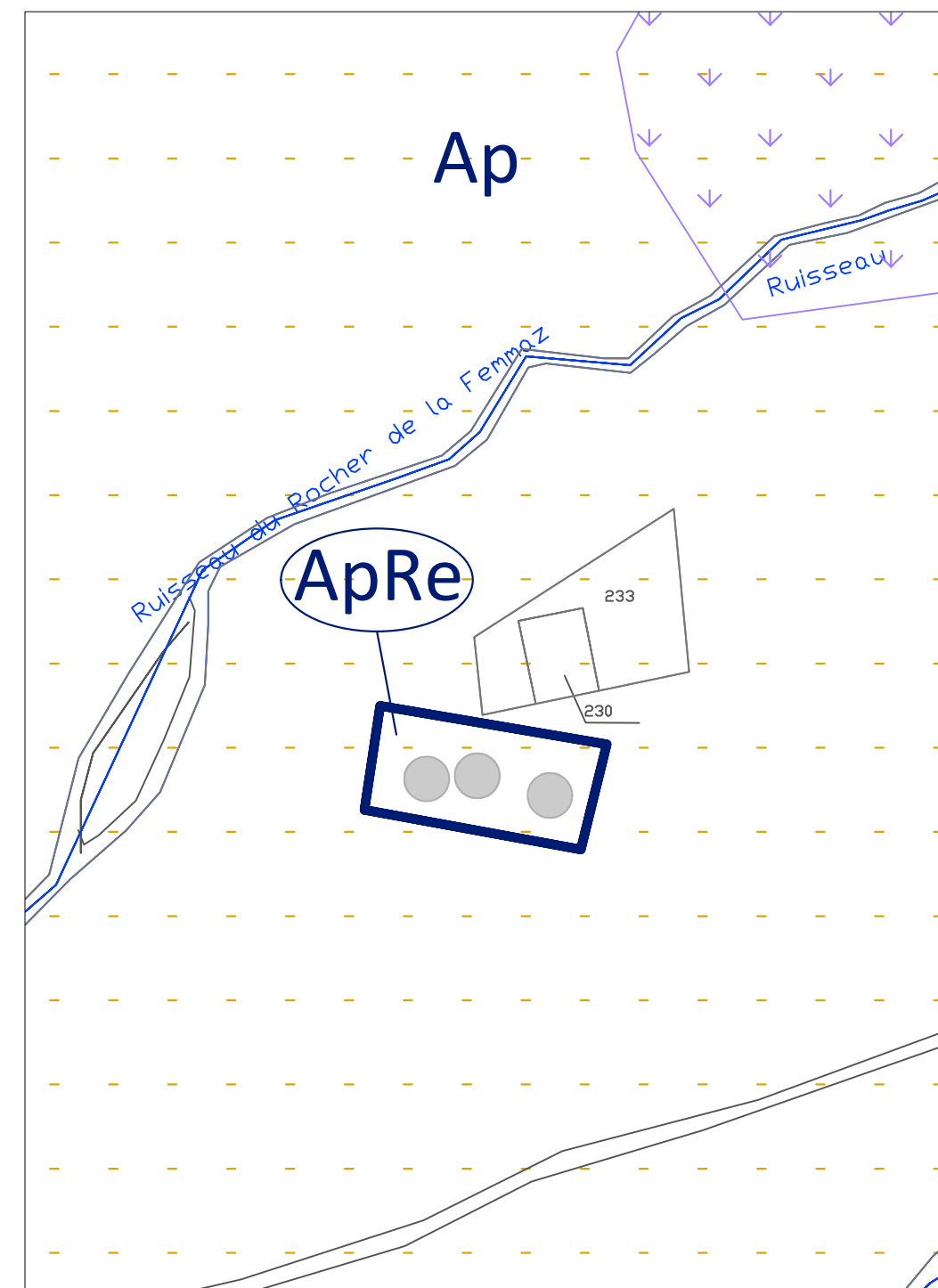
Refuge d'Entre Deux Eaux



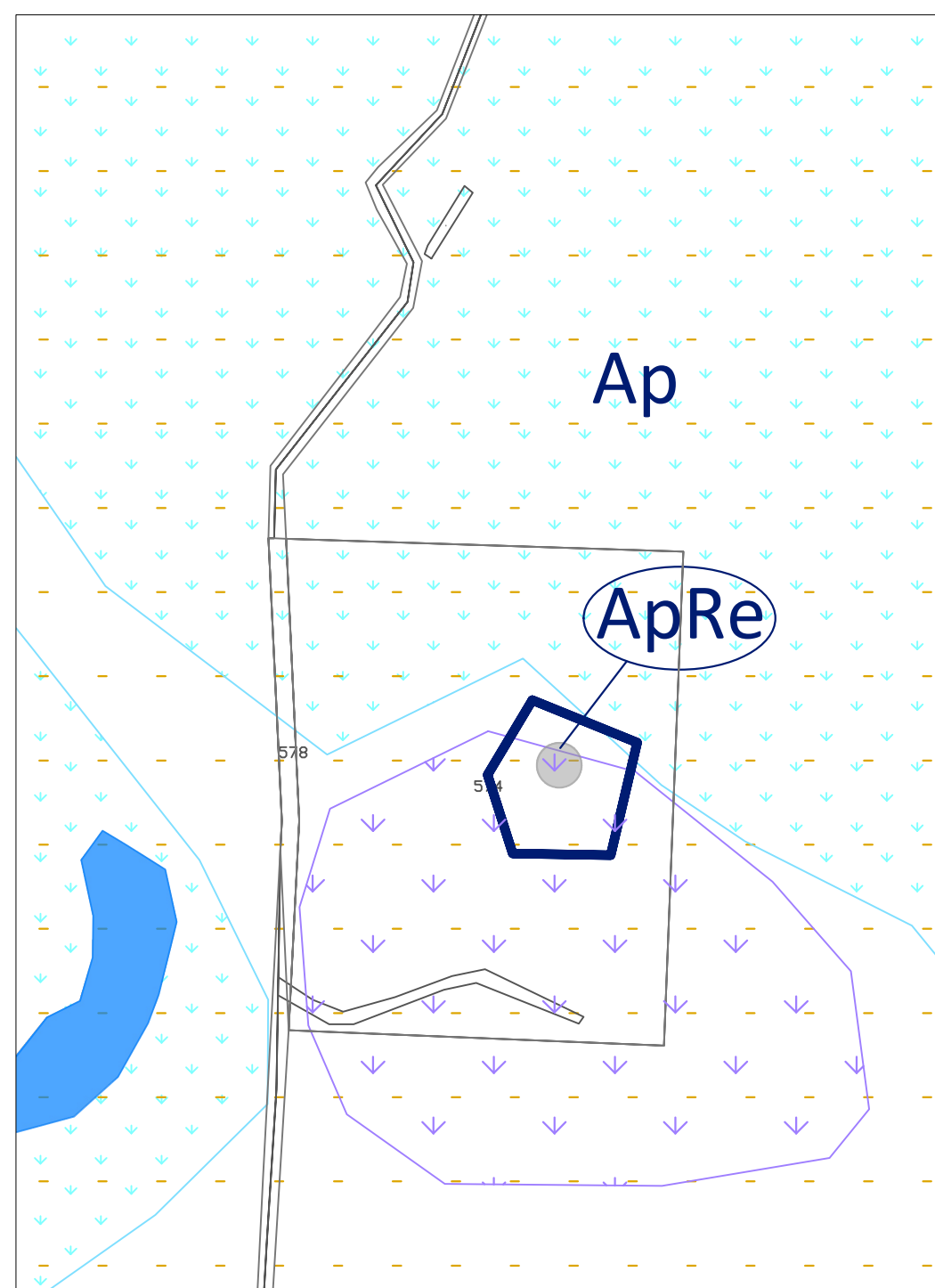
Refuge de Plume fine



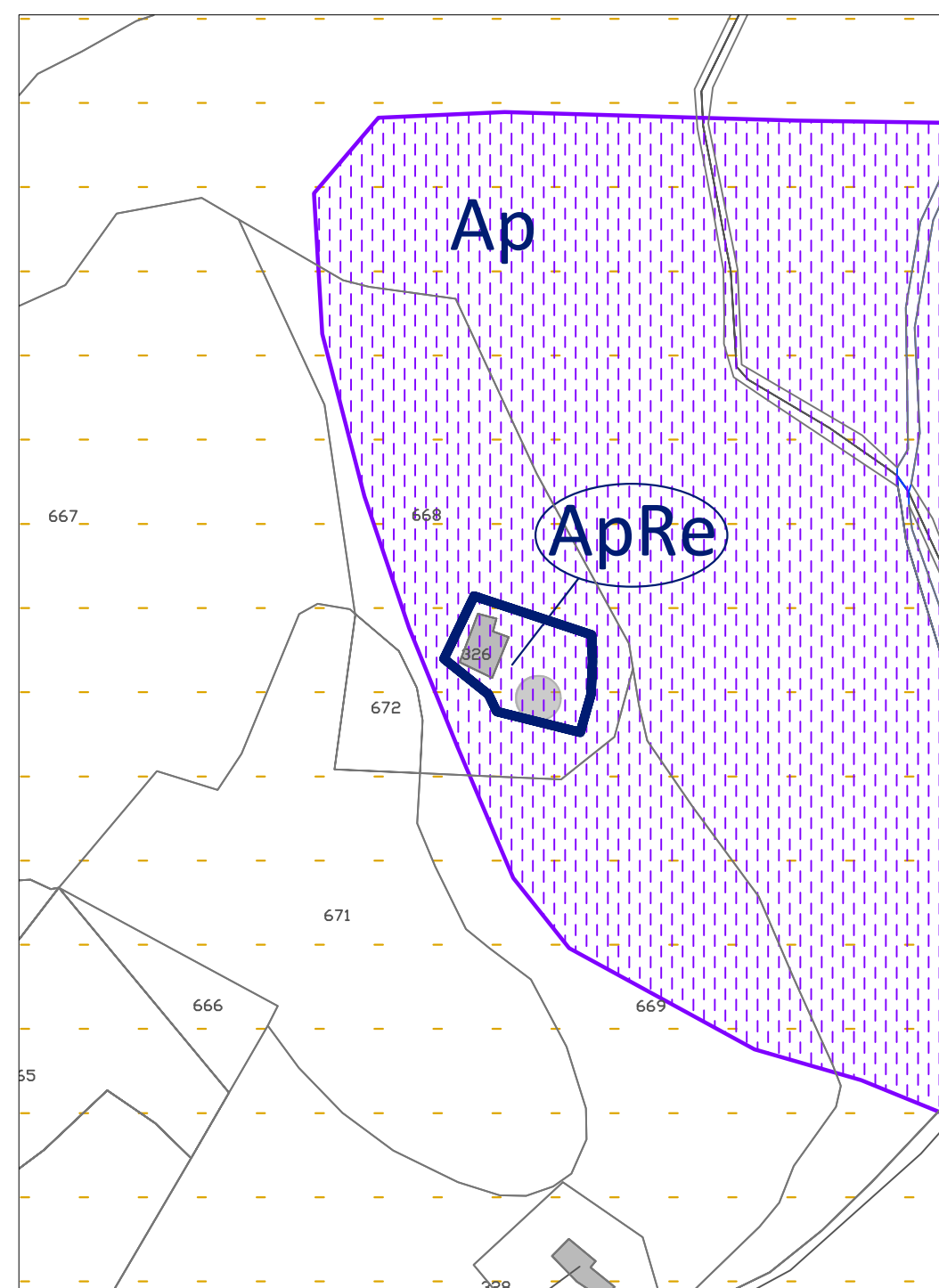
Refuge le Lingot



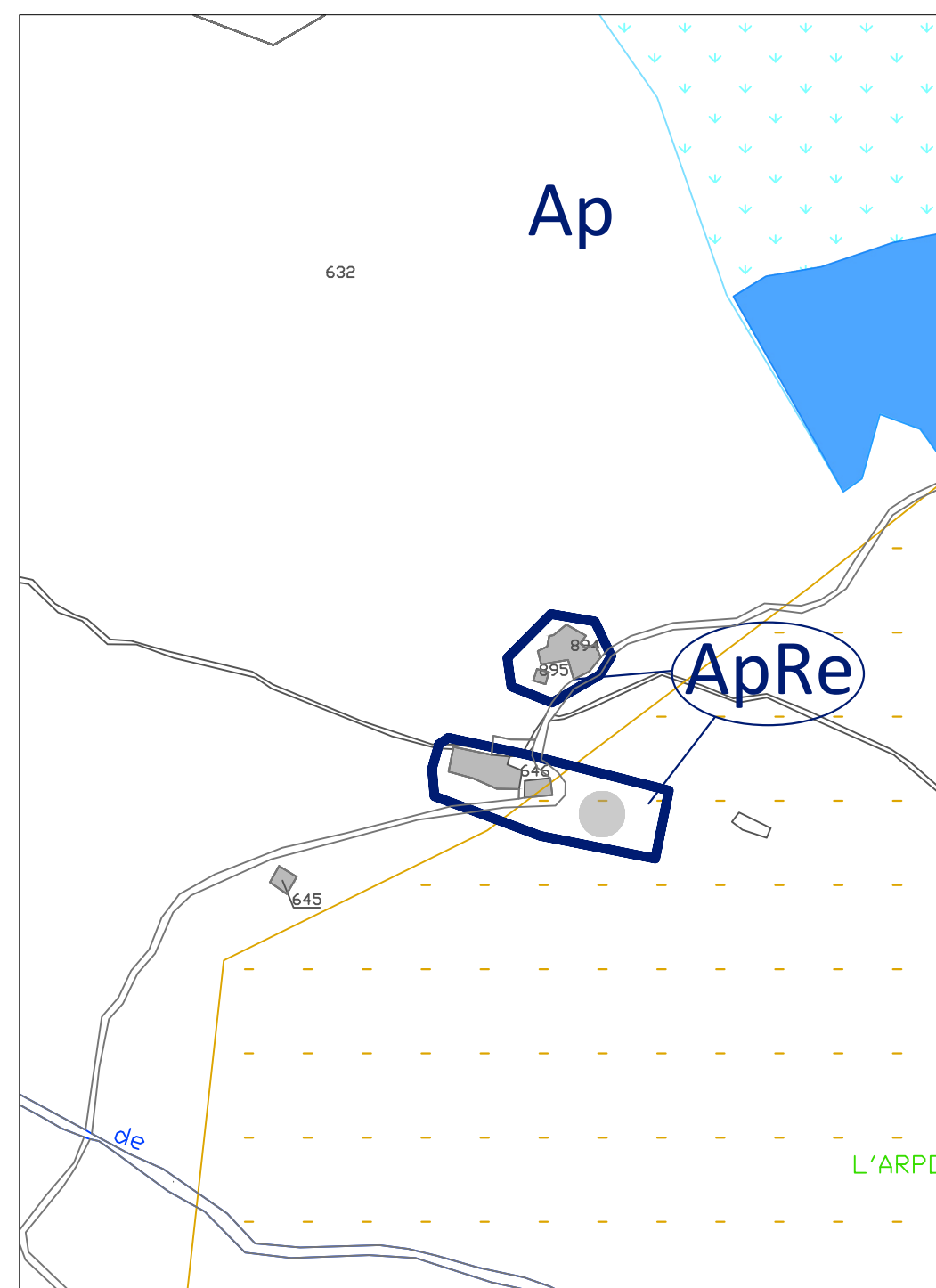
Refuge de La Femina



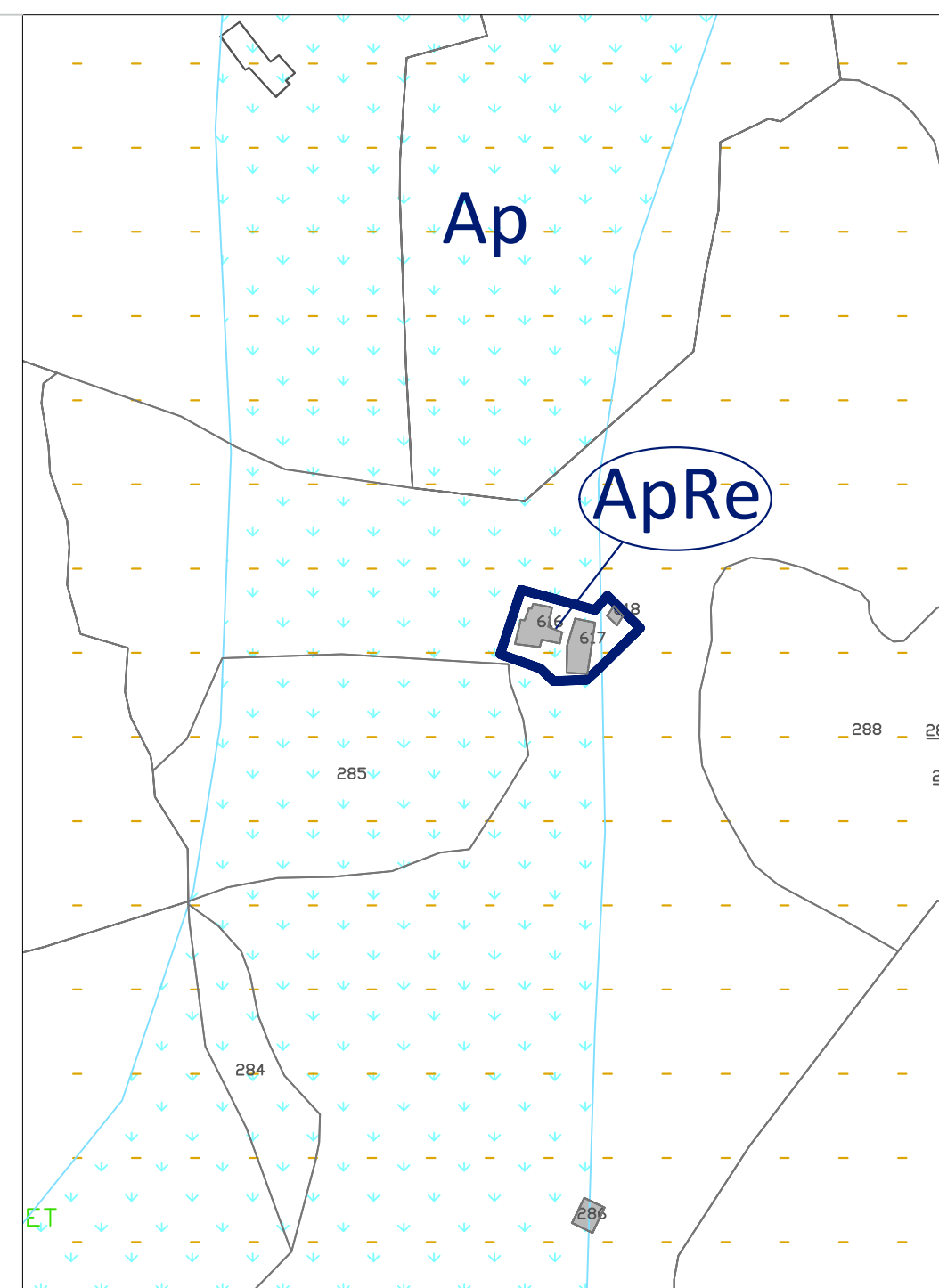
Refuge de Plan du Lac



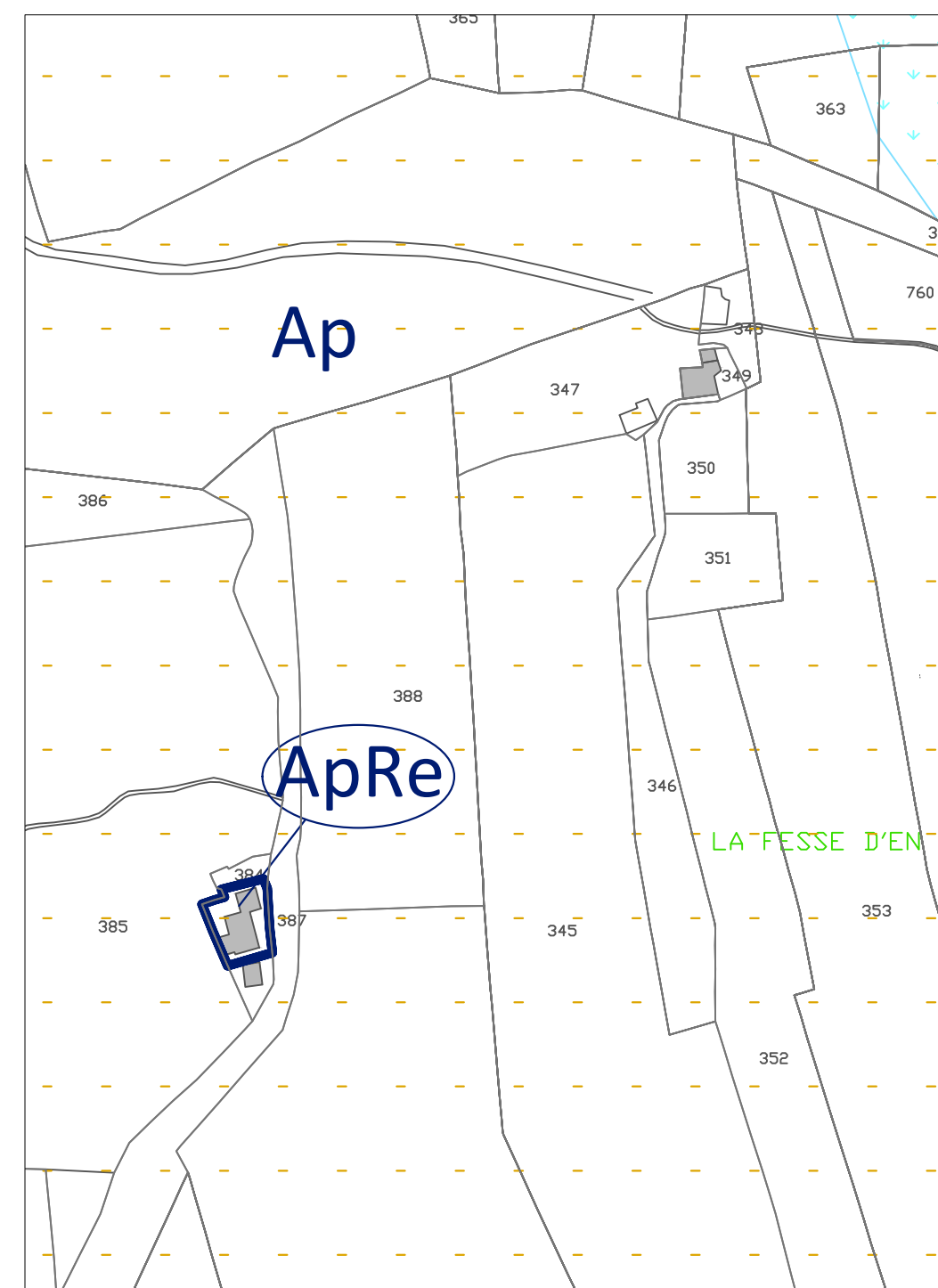
Refuge de Bellecombe



Refuge de l'Arpont

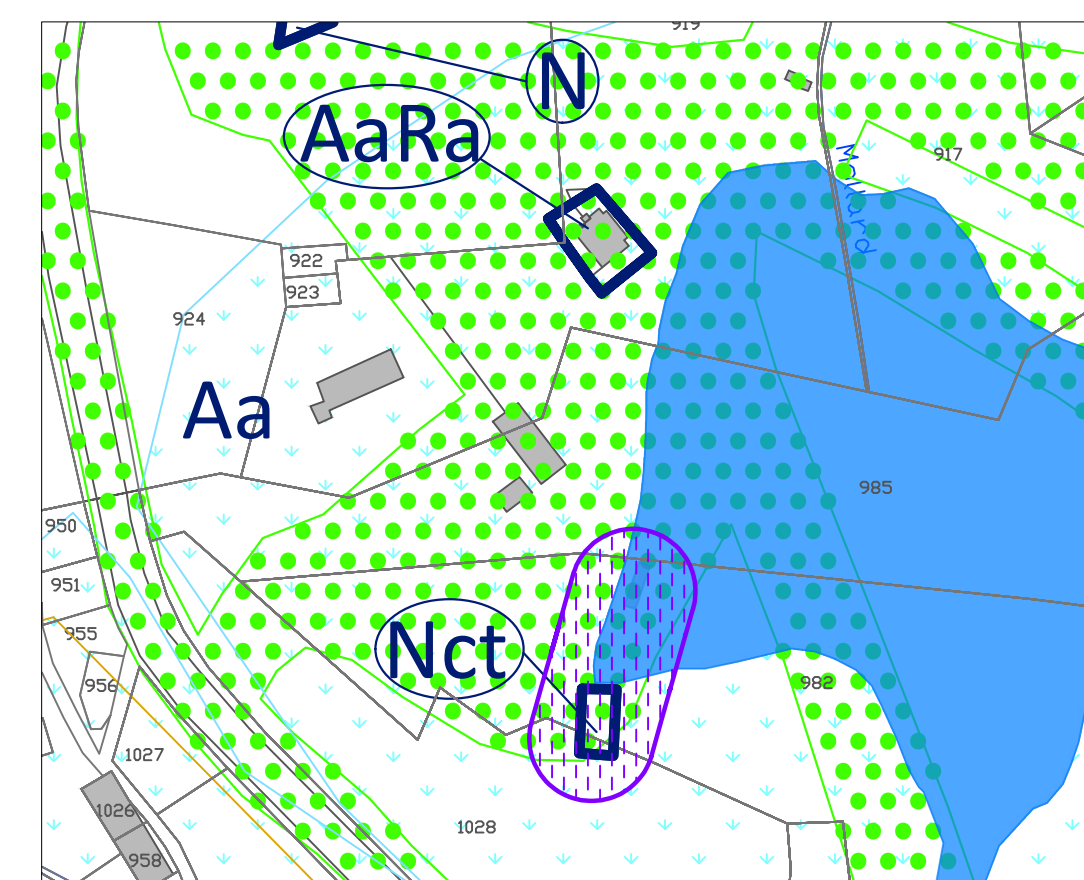


Refuge du Lac Blanc

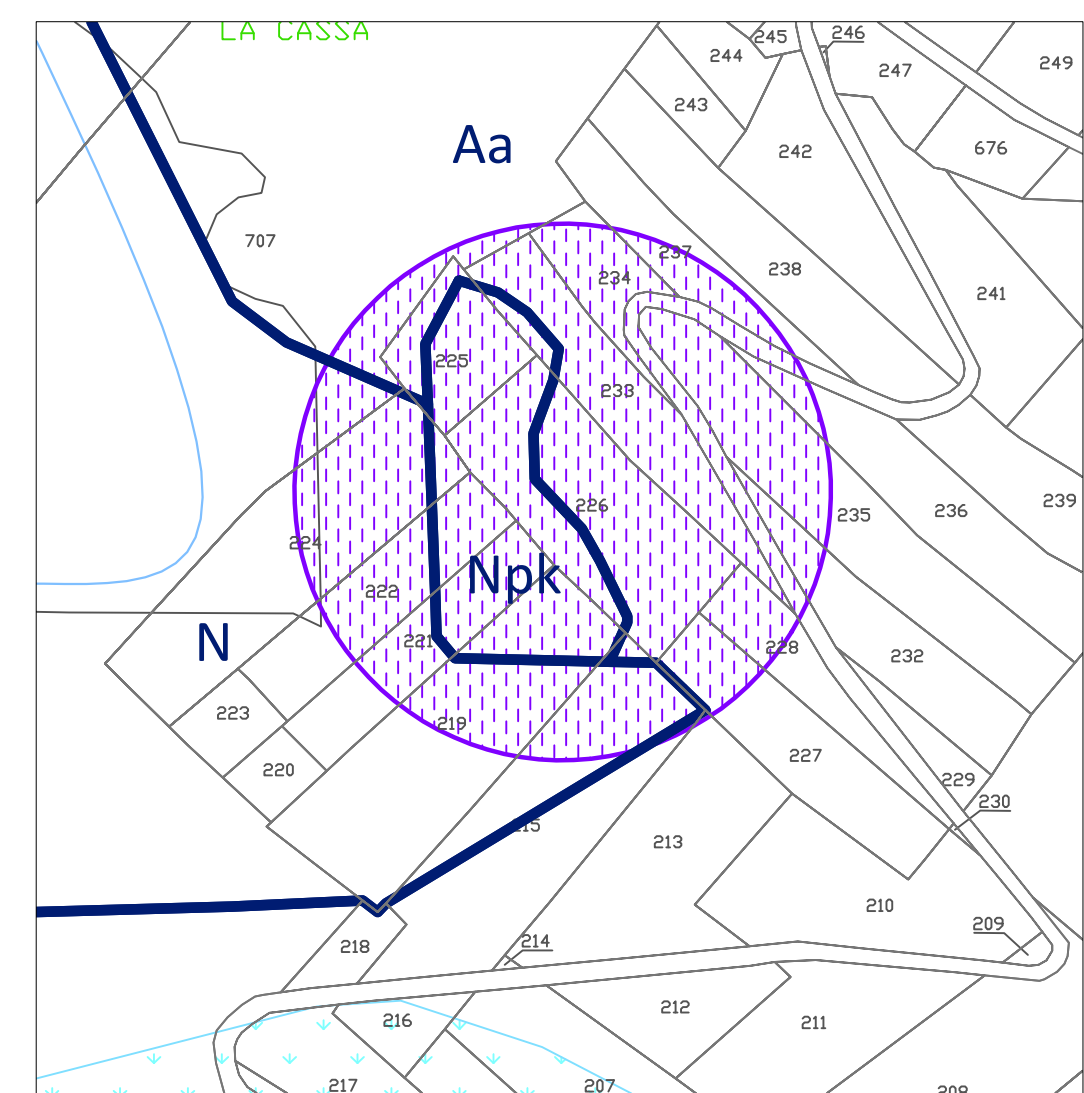


Refuges de Vallonbrun

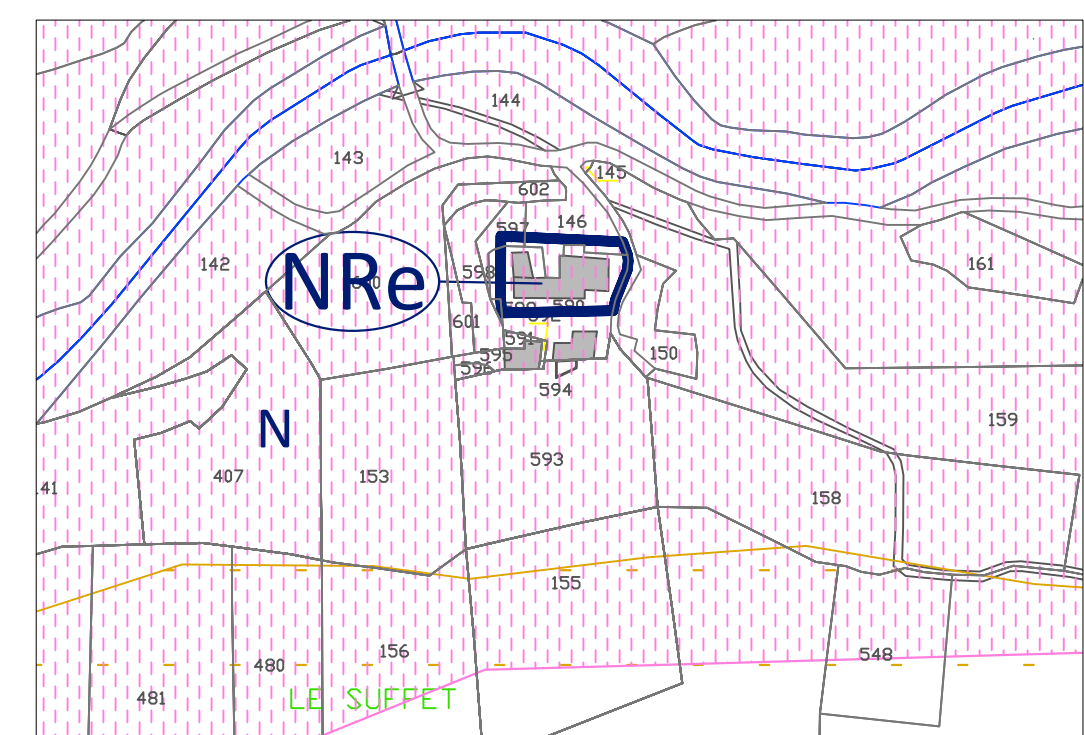
Numéro	Lieu	Bénéficiaire	Objet	Surface indicative
1	Bramans	Commune	Stationnements	750 m²
2	Le Verney	Commune	Stationnements	820 m²
3	Le Verney	Commune	Stationnements	575 m²
4	Sollières-Évers	Commune	Cheminement piéton	80 m²
5	Sollières-Évers	Commune	Stationnements	255m²
6	Sollières-Endroit	Commune	Voie, stationnements, point de collecte des déchets	170 m²
7	Termignon	Commune	Voie et stationnements	85 m²
8	Termignon	Commune	Voie et espace public	175 m²
9	Lanslébourg	Commune	Stationnements	1520 m²



Local chiens de traineau - La Femaz



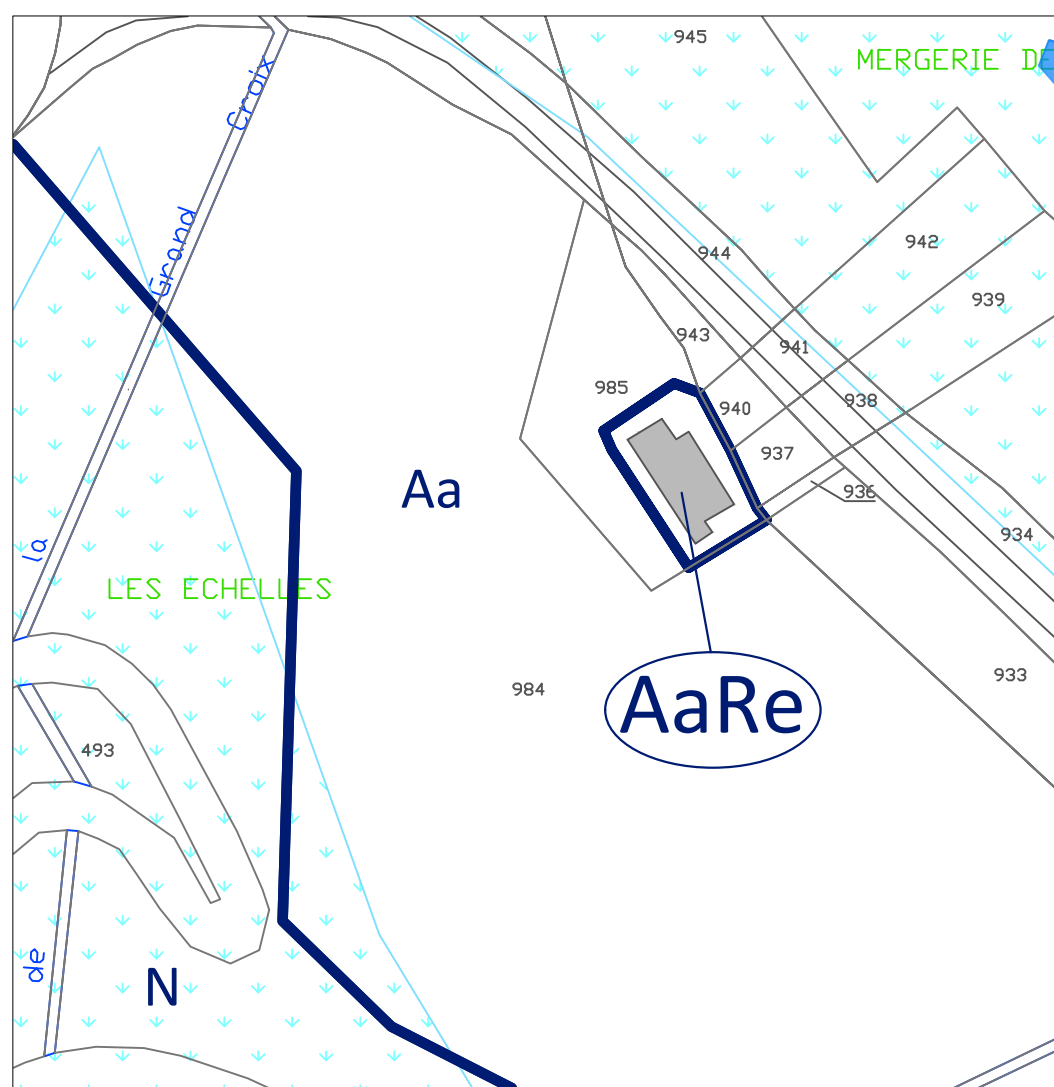
Parking de La Cassa



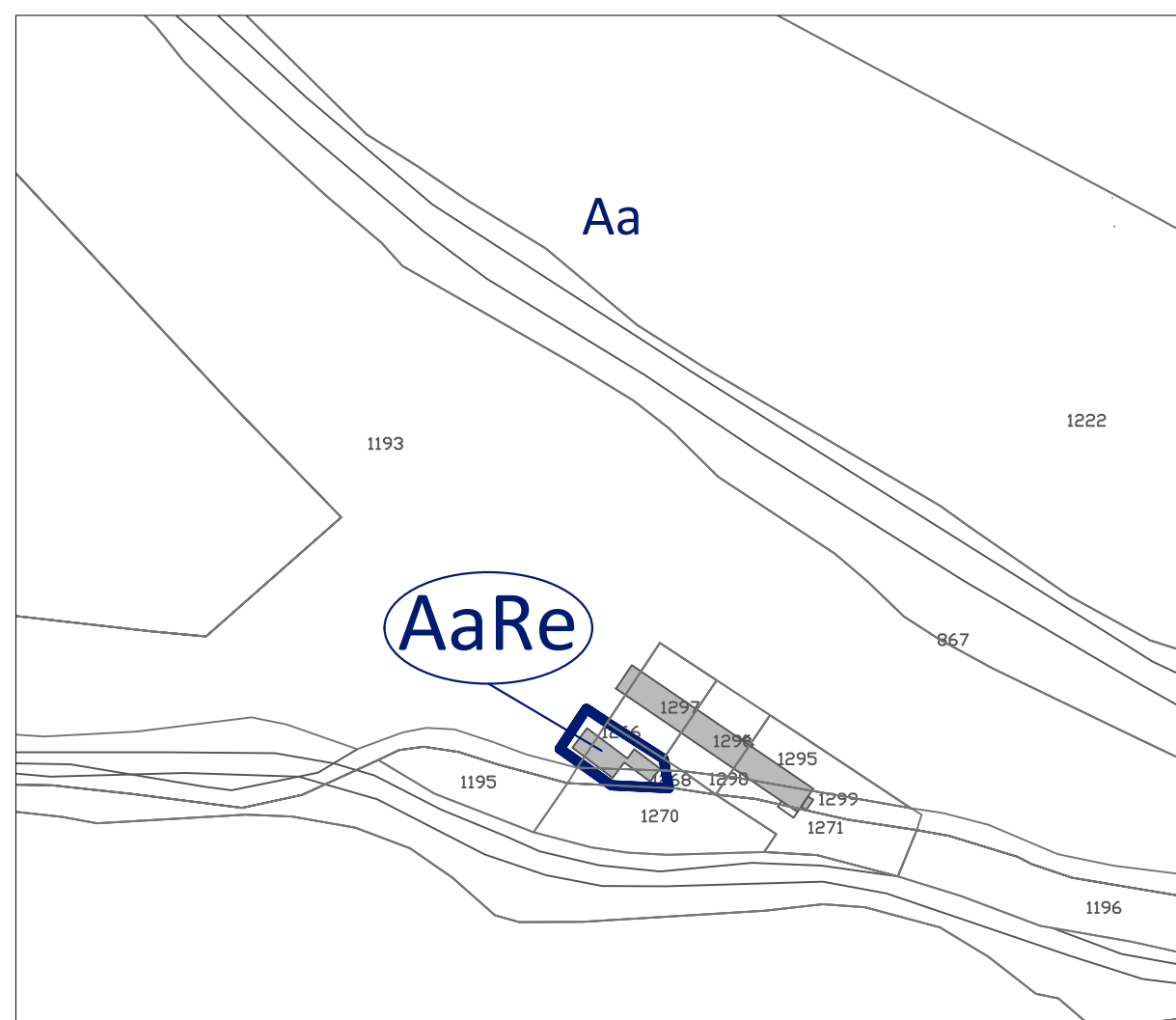
Refuge du Suffet



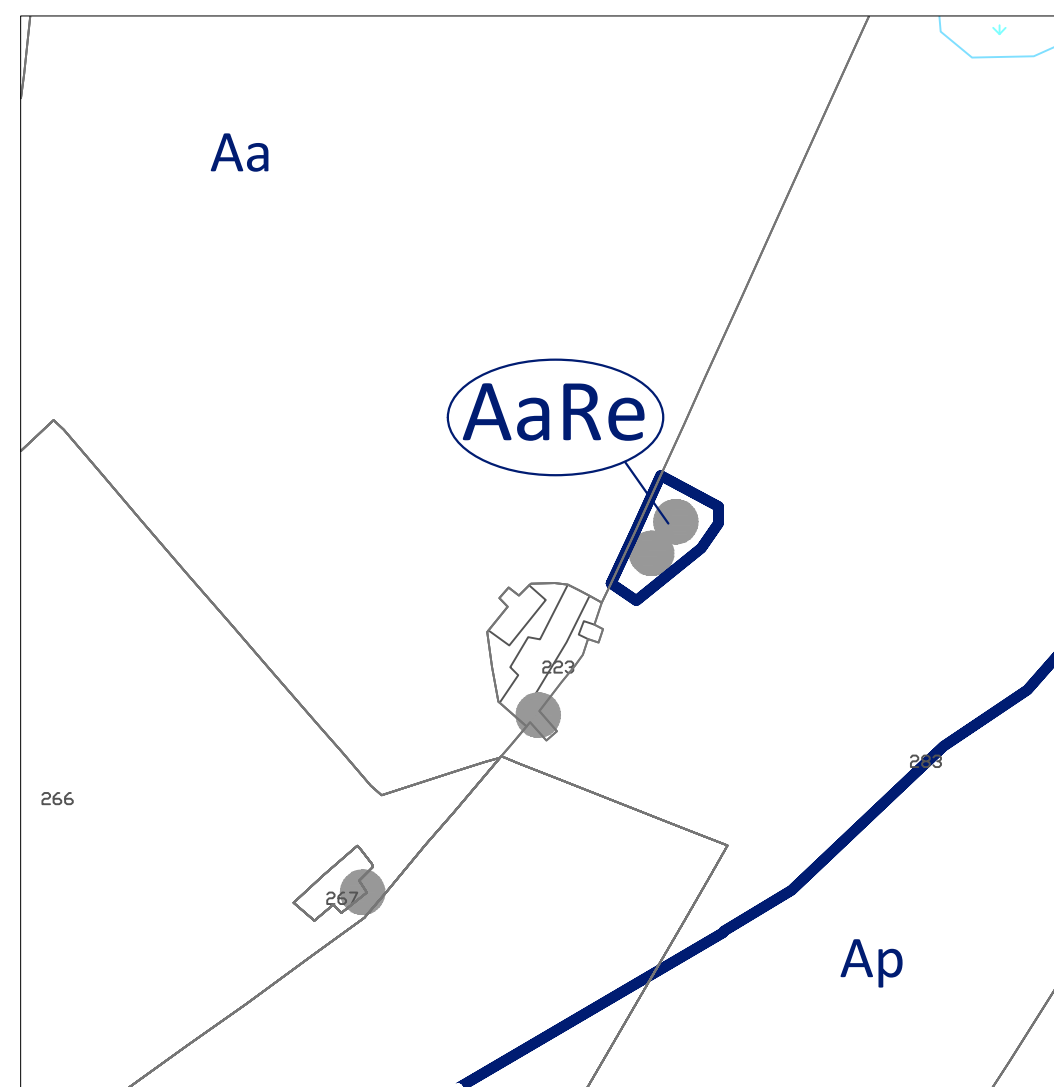
Refuge d'Ambin



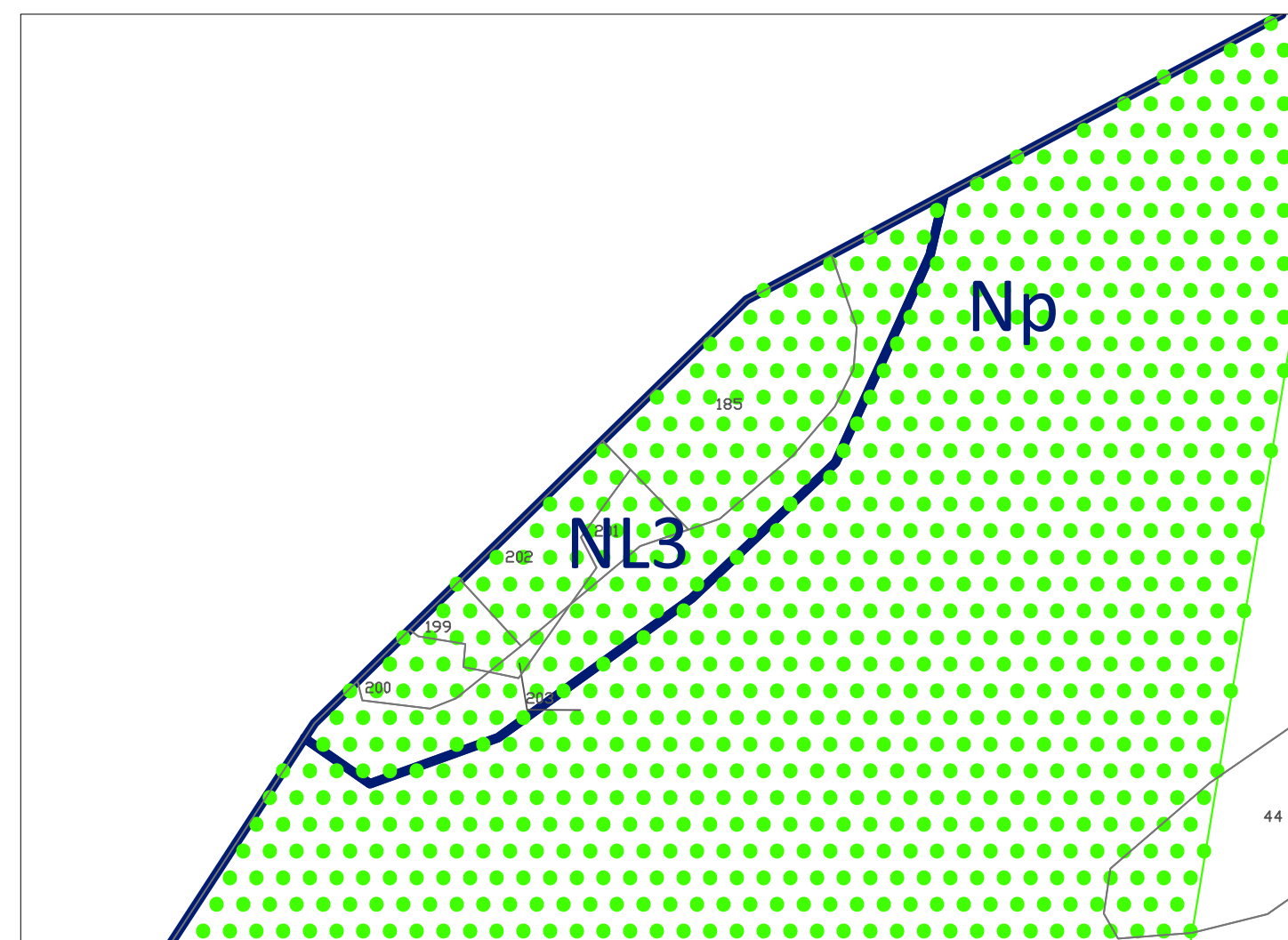
Refuge de La Gran Scala



Refuge du Toët



Refuge du Petit Mont Cenis



Sommet du domaine skiable de Tignes

PLU

Plan Local d'Urbanisme

VAL-CENIS

DEPARTEMENT DE LA SAVOIE

4.2 REGLEMENT GRAPHIQUE

4.2.9 Secteur nord

Echelle: 1/10 000

DOSSIER D'ARRÊT

Projet arrêté par délibération du conseil municipal
en date du 12 novembre 2025

LEGENDE

U

ZONES URBAINES

Secteurs destinés prioritairement à l'habitat

Uia village ancien « traditionnel »

Uap village ancien à forte valeur patrimoniale

Uib secteur urbanisé sous forme principalement de collectifs

Uic secteur urbanisé récent moins dense

Ucc secteur des Chalets Chalois à Bramans

Uct secteur à urbanisation limitée à Termignon

Uir secteur reconstruit après la guerre

Secteurs destinés prioritairement à des hôtels et autres hébergements touristiques

Uh secteur urbanisé destiné à des hôtels

Ut secteur destiné aux autres hébergements touristiques

Secteurs destinés prioritairement à des activités économiques

Ue secteur urbanisé à destination économique

Secteurs autres

Uep secteur destiné aux équipements publics

Uj secteur de jardin

Upk secteur destiné à des stationnements

A

ZONES A URBANISER

Secteurs destinés prioritairement à l'habitat

AUb secteur destiné prioritairement à de l'habitat sous forme dense

AUc secteur destiné prioritairement à l'habitat moins dense

Secteur destiné prioritairement à des hôtels et/ou aux hébergements touristiques ou mixte

AlUht secteur destiné prioritairement à des hôtels et/ou autres hébergements touristiques

AlUbt secteur destiné prioritairement à une opération mixte habitat, hôtel et/ou autre hébergement touristique

Secteur destiné prioritairement aux activités économiques

Ala1 secteur destiné prioritairement aux activités économiques de la destination commerce et activité de service

Ala2 secteur destiné prioritairement aux activités économiques des sous-destination artisanat et commerce de détail et industrie

Ala3 secteur destiné prioritairement à des équipements publics et à des activités économiques

A

ZONES AGRICOLES

Secteur destiné à la production dans les alpages

AaAa secteur d'alpage dans lequel existe un restaurant d'altitude

AaRe Secteur d'alpage dans lequel existe un refuge

Ab secteur destiné aux constructions agricoles

Af secteur destiné aux fumières

Agen1 secteur avec mesures agro-environnementales

Am secteur agricole destiné au maraîchage

Ap secteur d'intérêt patrimonial

ApRe secteur d'intérêt patrimonial dans lequel existe un refuge

As secteur destiné au stockage définitif de matériaux

Av secteur destiné à la production agricole en vallée

AvRa secteur dans lequel existe un restaurant d'altitude

N

ZONES NATURELLES

Secteurs à préserver

N secteur naturel

Nj secteur de jardins potagers

Np secteur d'intérêt patrimonial

Secteurs occupés par des activités économiques liées au BTP et autre

Nca secteur d'exploitation de carrière

Nd secteur de stockage temporaire de matériaux

Nd1 secteur de stockage temporaire et traitement de matériaux

Nd2 centrale à béton de Sollières-Sardières

Npd secteur destiné à des stationnements et des dépôts provisoires de matériaux

Ner Secteur destiné à l'implantation d'équipements liés aux énergies renouvelables

Secteurs destinés à des activités liées au tourisme et aux loisirs

Nae1 secteur de l'aérodrome de Sollières-Sardières

Nae2/Nae3 secteur occupé par un centre équestre

Nct secteur destiné au camping

Nct/Nct1 secteur destiné à l'installation d'un local à chiens de traineaux

Nct/Nct2/Nct3 secteur destiné aux activités de loisirs

Npk secteur de stationnement destiné aux camping-cars

NRA secteur naturel dans lequel existe un restaurant d'altitude

NRe secteur naturel dans lequel existe un refuge

INDICES ET SECTEURS

Bâtiment d'exploitation agricole impliquant les distances d'éloignement réciproque

Secteur concerné par les Orientations d'Aménagement et de Programmation sectorielles

Unitaires concernés par l'OAP façade

Secteur concerné par les objectifs de mixité sociale (L.151-15 et R.151-38 3° du c. urb.)

Unitaire concerné par les objectifs de mixité fonctionnelle (L151-16 et R151-37 1° du c. urb.)

Secteur concerné par l'article L151-14-1 concernant la résidence principale

Emplacement réservé

Tracé de principe au titre de l'article L151-38 du c. urb.

Périmètre d'étude du Plan de Prévention des Risques Naturels (PPRN)

Périmètre d'étude du Plan de Prévention du Risque Inondation (PPRI)

Périmètre concerné par d'autres études d'aléas

Secteur aménagé en vue de la pratique du ski alpin, y compris remontées mécaniques, au titre de l'article L151-38 du c. Urb

Secteur à aménager en vue de la pratique du ski alpin, au titre de l'article L151-38 du c. Urb

ESPACES OU SECTEURS CONTRIBUANT AUX CONTINUITES ECOLOGIQUES ET A LA TRAME VERTE ET BLEUE

Corridors biologiques

Zones humides et leur espace de fonctionnalité

Tourbières

Cours d'eau liste 1

Pelouses sèches

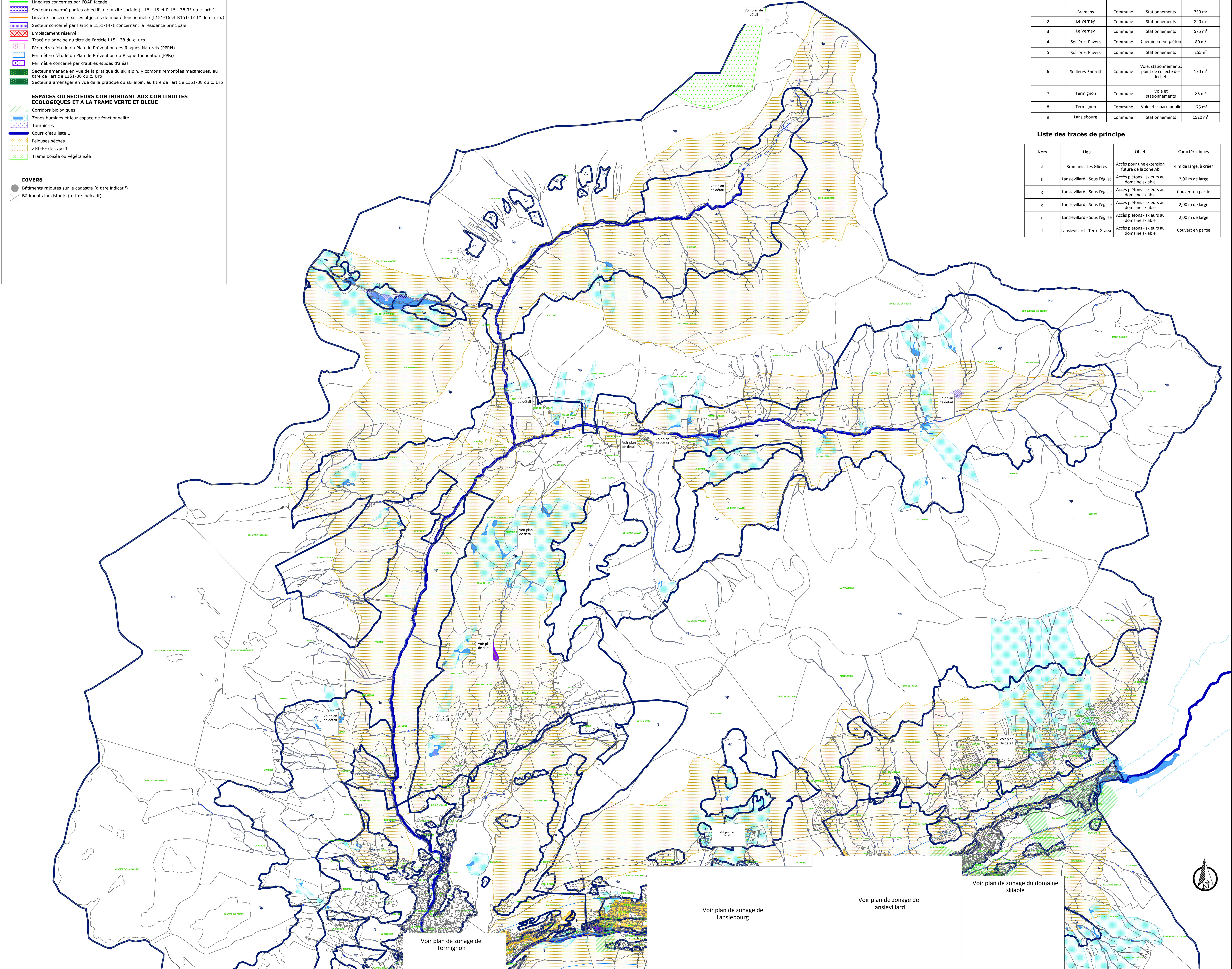
ZNIEFF de type 1

Trame boisée ou végétalisée

DIVERS

Bâtiments rajoutés sur le cadastre (à titre indicatif)

Bâtiments inexistant (à titre indicatif)



Liste des emplacements réservés				
Numéro	Lieu	Bénéficiaire	Objet	Surface indicative
1	Bramans	Commune	Stationnements	750 m²
2	Le Verney	Commune	Stationnements	820 m²
3	Le Verney	Commune	Stationnements	575 m²
4	Sollières-Envers	Commune	Cheminement piéton	80 m²
5	Sollières-Envers	Commune	Stationnements	255m²
6	Sollières-Endroit	Commune	Voie, stationnements, point de collecte des déchets	170 m²
7	Termignon	Commune	Voie et stationnements	85 m²
8	Termignon	Commune	Voie et espace public	175 m²
9	Lanslebourg	Commune	Stationnements	1520 m²

Liste des tracés de principe			
Nom	Lieu	Objet	Caractéristiques
a	Bramans - Les Gilières	Accès pour une extension future de la zone Ab	4 m de large, à créer
b	Lanslevillard - Sous l'église	Accès piétons - skieurs au domaine skiable	2,00 m de large
c	Lanslevillard - Sous l'église	Accès piétons - skieurs au domaine skiable	Couvert en partie
d	Lanslevillard - Sous l'église	Accès piétons - skieurs au domaine skiable	2,00 m de large
e	Lanslevillard - Sous l'église	Accès piétons - skieurs au domaine skiable	2,00 m de large
f	Lanslevillard - Terre Grasse	Accès piétons - skieurs au domaine skiable	Couvert en partie

U ZONES URBAINES	
	Secteurs destinés prioritairement à l'habitat
Ua	village ancien « traditionnel »
Up	village ancien à forte valeur patrimoniale
Ub	secteur urbanisé sous forme principalement de collectifs
Uc	secteur urbanisé récent moins dense
Ue	secteur des Chalets Chaloin à Bramans
Uct	secteur à urbanisation limitée à Termignon
Ur	secteur reconstruit après la guerre
	Secteurs destinés prioritairement à des hôtels et autres hébergements touristiques
Uh	secteur urbanisé destiné à des hôtels
Ut	secteur destiné aux autres hébergements touristiques
	Secteurs destinés prioritairement à des activités économiques
Ue	secteur urbanisé à destination économique
	Secteurs autres
Uep	secteur destiné aux équipements publics
Uj	secteur de jardin
Upk	secteur destiné à des stationsnements

	Secteurs destinés prioritairement à l'habitat
AUb	secteur destiné prioritairement à de l'habitat sous forme dense
AUc	secteur destiné prioritairement à l'habitat moins dense
	Secteur destiné prioritairement à des hôtels et/ou aux hébergements touristiques ou mixte
AUht	secteur destiné prioritairement à des hôtels et/ou autres hébergements touristiques
AUhtb	secteur destiné prioritairement à une opération mixte habitat, hôtel et/ou autre hébergement touristique
	Secteur destiné prioritairement aux activités économiques
AUe1	secteur destiné prioritairement aux activités économiques de la destination commerce et activités de service
AUe2	secteur destiné prioritairement aux activités économiques des sous-destination artisanat et commerce de détail et industrie
AUe3	secteur destiné prioritairement à des équipements publics et à des activités économiques

Aa	secteur destiné à la production dans les alpages
AaRa	secteur d'alpage dans lequel existe un restaurant d'altitude
AaRe	secteur d'alpage dans lequel existe un refuge
Ab	secteur destiné aux constructions agricoles
At	secteur destiné aux fumières
AgEn	secteur avec mesures agro-environnementales
Am	secteur agricole destiné au maraîchage
Ap	secteur d'intérêt patrimonial
ApRe	secteur d'intérêt patrimonial dans lequel existe un refuge
As	secteur destiné au stockage définitif de matériaux
Av	secteur destiné à la production agricole en vallée
AvRa	secteur dans lequel existe un restaurant d'altitude

Secteurs à préserver	
N	secteur naturel
Nj	secteur de jardins potagers
Nd	secteur d'intérêt patrimonial
Secteurs occupés par des activités économiques liées au BTP et autre	
Nca	secteur d'exploitation de carrière
Nd	secteur de stockage temporaire de matériaux
Nd1	secteur de stockage temporaire et traitement de matériaux
Nd2	centrale à béton de Sollières-Sardières
Np	secteur destiné à des stationsnements et des dépôts provisoires de matériaux
Npr	Secteur destiné à l'implantation d'équipements liés aux énergies renouvelables
Secteurs destinés à des activités liées au tourisme et aux loisirs	
Noer	secteur de l'aérodrome de Sollières-Sardières
Noe/Nce1	secteur occupé par un centre équestre
Noe/Nce1g	secteur destiné au camping
Nct	secteur destiné à l'implantation d'un local à chiens de traineaux
NL/NL1/NL2/NL3	secteur destiné aux activités de loisirs
Npk	secteur de stationnement destiné aux camping-cars
Nra	secteur naturel dans lequel existe un refuge d'altitude
NRe	secteur naturel dans lequel existe un restaurateur

INDICES ET SECTEURS

Bâtiment d'exploitation agricole impliquant les distances d'éloignement réciproque

Secteur concerné par les Orientations d'Aménagement et de Programmation sectorielles

Linéaires concernés par l'ODAP fédéral

Secteur concerné par les objectifs de mixité sociale (L.151-15 et R.151-38 3° du c. urb.)

Linéaire concerné par les objectifs de mixité fonctionnelle (L151-16 et R151-37 1° du c. urb.)

Secteur concerné par l'article L151-14-1 concernant la résidence principale

Emplacement résiduel

Tracé de principe au titre de l'article L151-38 du c. urb.

Périmètre d'étude du Plan de Prévention des Risques Naturels (PPRN)

Périmètre d'étude du Plan de Prévention du Risque Inondation (PPRI)

Périmètre concerné par d'autres études d'aléas

Secteur aménagé en vue de la pratique du ski alpin, y compris remontées mécaniques, au titre de l'article L151-38 du c. urb.

Secteur à aménager en vue de la pratique du ski alpin, au titre de l'article L151-38 du c. Urb

ESPACES OU SECTEURS CONTRIBUANT AUX CONTENUITS ECOLOGIQUES ET A LA TRAME VERTE ET BLEUE

Corridors biologiques

Zones humides et leur espace de fonctionnalité

Tourbières

Cours d'eau liste 1

Pelouses sèches

ZNIEFF de type 1

Trame boisée ou végétalisée

USAGES

timents rajoutés sur le cadastre (à titre indicatif)

timents inexistant (à titre indicatif)

Bâtiments rajoutés sur le cadastre (à titre indicatif)

Bâtiments inexistants (à titre indicatif)

Numéro	Lieu	Bénéficiaire	Objet	Surface indicative
1	Bramans	Commune	Stationnements	750 m²
2	Le Verney	Commune	Stationnements	820 m²
3	Le Verney	Commune	Stationnements	875 m²
4	Sollières-Evèrs	Commune	Cheminement piéton	80 m²
5	Sollières-Evèrs	Commune	Stationnements	235m²
6	Sollières-Endroit	Commune	Voie, stationnements, point de collecte des déchets	170 m²
7	Termignon	Commune	Voie et stationnements	85 m²
8	Termignon	Commune	Voie et espace public	175 m²
9	Lansiebourg	Commune	Stationnements	1520 m²

Nom	Lieu	Objet	Caractéristiques
a	Bramans - Les Gillères	Accès pour une extension future de la zone Ab	4 m de large, à créer
b	Lanslevillard - Sous l'église	Accès pétons - sieurs au domaine skiable	2,00 m de large
c	Lanslevillard - Sous l'église	Accès pétons - sieurs au domaine skiable	Couvert en partie
d	Lanslevillard - Sous l'église	Accès pétons - sieurs au domaine skiable	2,00 m de large
e	Lanslevillard - Sous l'église	Accès pétons - sieurs au domaine skiable	2,00 m de large
f	Lanslevillard - Terre Grasse	Accès pétons - sieurs au domaine skiable	Couvert en partie